



Investir dans les populations rurales

République du Niger

Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

Rapport de Conception finale

Rapport principal et appendices

Date du document: 05/03/2015

No. du Projet:

No. du rapport:

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Équivalents en monnaie	iii
Poids et mesures	iii
Sigles et acronymes	iv
Carte de la zone du Programme	vii
Résumé	viii
Cadre logique	xi
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national et développement rural	1
B. Justification	3
II. Description du programme	5
A. Zone d'intervention et groupe cible du programme	5
B. Objectifs de développement et indicateurs d'impact	8
C. Effets et Composantes	8
D. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA	23
III. Exécution du programme	25
A. Approche	25
B. Cadre organisationnel	29
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	30
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	32
E. Supervision	34
F. Identification et atténuation des risques	34
IV. Coût, financement, avantages et durabilité du Programme	36
A. Coût du programme	36
B. Financement du programme	37
C. Résumé des avantages et analyse économique	38
D. Durabilité	40

Liste Illustration

Illustration 1: Approche par pôle de développement économique du ProDAF

Illustration 2: Structure organisationnelle du ProDAF

Liste des Tableaux

Tableau 1: Surfaces agricoles traitées (aménagement des bassins versants)

Tableau 2: Ouvrages de mobilisation des eaux

Tableau 3: Aménagement de bassins de production en petite irrigation

Tableau 4: Aménagements structurants d'accès aux plateformes de services ruraux

Tableau 5: Matrice d'expansion

Tableau 6: Matrice d'atténuation des risques

Tableau 7: Répartition par composante du coût relatif aux nouveaux financements

Tableau 8: Répartition par catégorie de dépenses du coût relatif aux nouveaux financements

Tableau 9: Plan de financement global du programme (millions de Dollars des EU)

Tableau 10: Analyse de sensibilité et lien avec la matrice des risques

Appendices

- Appendice 1 Contexte du Développement Rural
- Appendice 2 Pauvreté, ciblage et groupes cibles
- Appendice 3 Performance du pays et enseignements tirés
- Appendice 4 Description détaillée du programme
- Appendice 5 Organisation du Dispositif de Mise en Œuvre du Projet
- Appendice 6 Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs
- Appendice 7 Dispositifs de Gestion financière et de Décaissements
- Appendice 8 Passation des marchés
- Appendice 9 Coût et financement du programme
- Appendice 10 Analyse économique et financière
- Appendice 11 Sommaire du Manuel d'Exécution du Projet
- Appendice 12 Respect des politiques du FIDA
- Appendice 13 Contenu du Project Life File

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	=	Franc CFA (FCFA)
1,0 Dollars des EU	=	500 FCFA

Poids et mesures

1 kilogramme	=	1 000 g
1 000 kg	=	2,204 livres
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 mètre	=	1,09 yards
1 mètre carré	=	10.76 pieds carrés
1 acre	=	0.,405 hectare
1 hectare	=	2,47 acres

Sigles et acronymes

ABP	Allocation Basée sur les Performances (FIDA)
AcSSA	Action Sécurité et Souveraineté Alimentaire au Sahel
AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo
AFD	Agence Française de Développement
AFE	Analyse Financière et Economique
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger
ARMF	Agence de Régulation du Secteur de la Micro Finance
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
ASAPI	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire par la Petite Irrigation – UE
AUE	Associations d'Usagers de l'Eau
AVA/EPR	Animatrices Villageois d'Aviculture et d'Elevage de Petits Ruminants
BAB	Banque Aliment Bétail
BAD	Banque Africaine de Développement
BAGRI	Banque Agricole
BCER	Brigades Communales d'Entretien Routier
BEOME	Brigades d'Entretien des Ouvrages de Mobilisation des Eaux
BI	Banque d'Intrants
BM	Banque Mondiale
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BV	Bassin Versant
CAF	Cost Assurance Freight
CAFER	Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Routier
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CCS	Centre de Collecte Satellite
CDAP	Comité Départemental d'Analyse des Projets
CEP	Champ-Ecole Paysan
CEP-AE	Champ-Ecole Paysan- Agro-éleveur
CEPM	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
CES/ DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
CFS	Service de contrôle financier
CGFER	Comité de Gestion du Fonds d'Entretien Routier
CMNND	Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
COSOP	Programme d'Option Stratégique du Pays
CPIS	Country Programme Issues Sheet
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DDC	Direction du développement et de la coopération - Confédération suisse
DGCS	Direzione Generale Cooperazione allo Sviluppo
DIPE	Démonstration d'Initiative Paysanne en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DTAC	Direction de l'Assistance Technique aux Communautés
DVPR	Dispositif Volet Pistes Rurales
ECOWAP	Politique Agricole Commune de la CEDEAO

EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
EX-ACT	Ex ante Carbon Balance Analysis Tool
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FOB	Free on Board
GACAP	Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan
GDT	Gestion Durable des Terres
GFS	Greniers Féminins de Soudure
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPS	Global Positioning System
GSC	Groupement Service Conseil
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
i3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IMF	Institution de Microfinance
IRDAR/RCI/PAC2	Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural/Renforcement des Capacités Institutionnelles – Programme d'Action Communautaire, phase 2
K2M	Kano-Katsina-Maradi
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LUCOP	Lutte contre la pauvreté – GIZ
LuxDev	Agence de Coopération Luxembourgeoise
MCC	Millenium Challenge Corporation
MEq	Ministère de l'Equipement
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	Mata Masu Dubara (femmes en action)
MPATDC	Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
OFID	OPEC Fund for International Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAC	Programme d'Appui Communautaire
PADAZ	Projet d'Appui au Développement Agricole de Zinder – AfDB
PADMIF/UNCDF	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance/UN Capital Development Fund
PAF	Projet Agroforestier (PAF) – Care International
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PASDR	Programme d'Appui à la Stratégie de Développement Rural
PASP	Projet Agro-Sylvo-Pastoral (PASP) Tillabéri Nord - GIZ
PAU	Politique Agricole de l'UEMOA
PBVT	Projet Basse Vallée de la Tarka – UE
PDDAA	Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Programme de Développement Économique et Social
PDRT	Projet de Développement Rural de Tahoua (PDRT) – GIZ
PFPN	Plateforme Paysanne du Niger

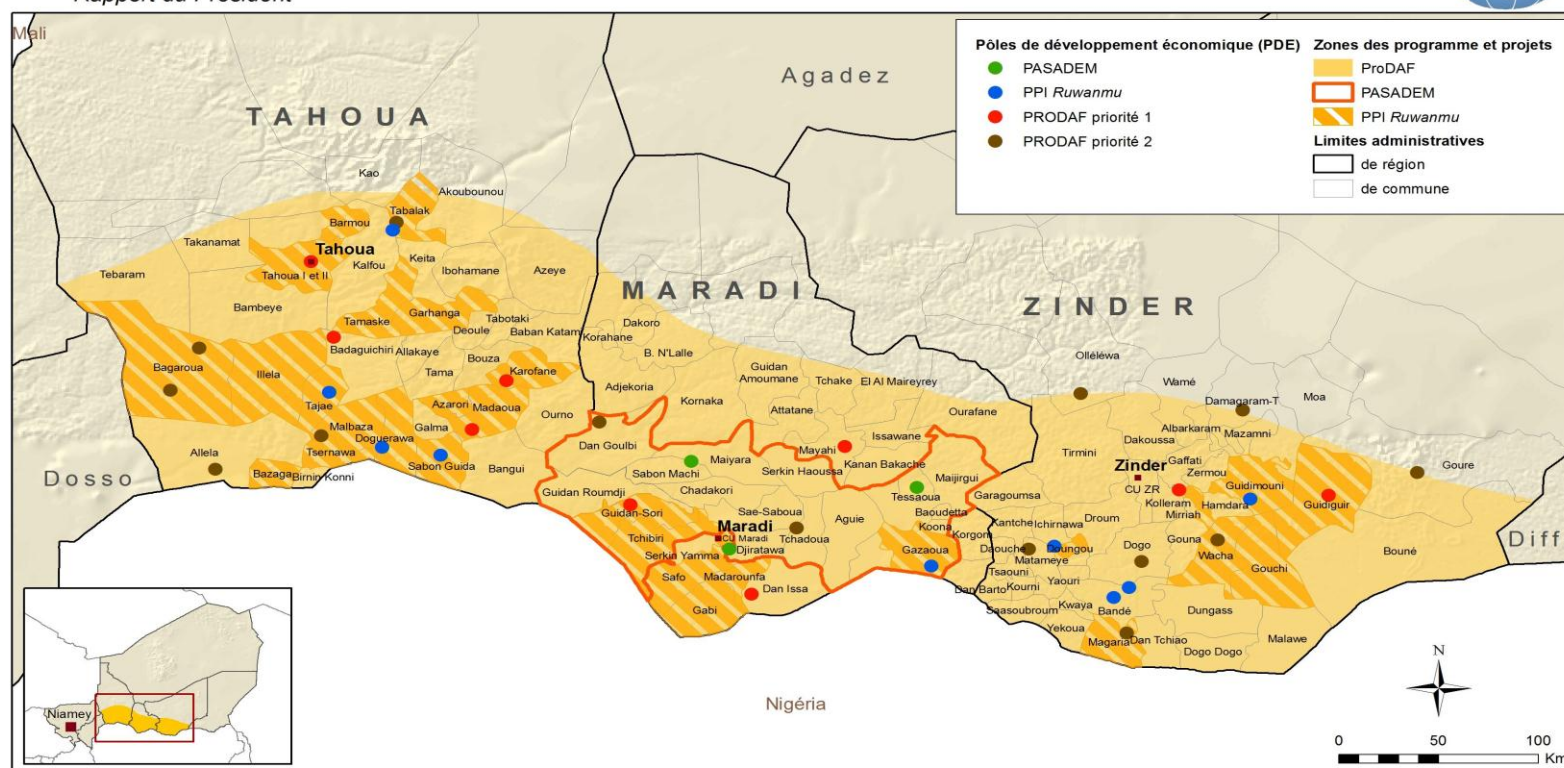
PIB	Produit Intérieur Brut
PIK	Projet Intégré Keita – Coopération italienne
PIP2	Projet de Promotion de l'Irrigation Privée (BM)
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMERSA	Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (AfDB)
PMET	Projet de Mobilisation des Eaux de Tahoua – AfDB
PPEAP	Projet de promotion d'exportation des produits agro-pastoraux – BM
PPI RUWANMU	Projet de Petite Irrigation Ruwanmu
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPP	Partenariat Public-Privé
PRACC	Projet d'Appui à la Compétitivité et aux Sources de Croissance
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PRODEX	Projet de Développement des Exportations des Produits Agro-sylvo-pastoraux
PSR	Project Status Report
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUSADER	Projet d'Urgence à la Sécurité Alimentaire et Développement Rural
RBE	Résultat Brut d'Exploitation
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RGAC	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SA	Société Anonyme
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SAP	Système d'Allocation Basée sur la Performance
SDA/FJ	Stratégie de Développement Equitable et Autonomisation des Femmes et des Jeunes
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SDR	Schéma Directeur Régional
S & E	Suivi et Evaluation
SFD	Système Financier Décentralisé
SIG	Système d'Information Géographique
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SIMA	Système d'Information des Marchés Agricoles
SINERGI	Société d'Investissement de Droit Nigérien
SNCCERR	Stratégie Nationale de Conception, de Construction et d'Entretien de Routes Rurales
SPIN	Stratégie de Promotion d' Irrigation Privée au Niger
STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximités
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TRI	Taux de Rentabilité Interne
UE	Union Européenne
UGRP	Unité de Gestion Régionale du Programme
Dollars des EU	Dollars des Etats-Unis
VAN	Valeur Actuelle Nette
VSF	Vétérinaires sans Frontières

Carte de la zone du Programme

République du Niger

Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF)

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 22-01-2015

Résumé

1. Le FIDA intervient au Niger depuis trois décennies dans les zones rurales où la concentration de familles pauvres est la plus importante, par une approche intégrée de développement de bassins versants et de leurs bassins de production, au sein de pôles de développement économique et en collaboration avec les collectivités territoriales. Le programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) transpose à plus grande échelle (scaling up) les activités des projets en cours PASADEM et Ruwanmu, conformément aux priorités stratégiques définies dans le COSOP 2013-2018, notamment le renforcement de la résilience au changement climatique.
2. Le ProDAF sera mis en œuvre sur une période de huit ans de 2015 à 2023, sa zone d'intervention s'étale sur la bande centre sud des régions de Maradi, Tahoua et Zinder, qui comprend les zones d'intervention des projets en cours (PASADEM et Ruwanmu). L'expansion vise à consolider de manière durable 22 bassins versants, au sein desquels les exploitations agricoles familiales vont contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales autour de 21 pôles de développement économique. Les groupe-cibles principaux du ProDAF sont les exploitations agricoles familiales vulnérables et moyennement vulnérables dont l'accès à la sécurité alimentaire et aux marchés reste aléatoire. Les femmes et les jeunes constituent la majeure partie de cette population cible. Le nombre de bénéficiaires directs des activités du ProDAF s'élève à 290 000 ménages dont les ménages extrêmement vulnérables exposés aux crises alimentaires, pastorales et environnementales (12%).
3. La mise en œuvre du ProDAF repose sur la réorganisation en trois unités régionales autonomes de gestion de projet (URGP) des équipes opérationnelles et efficaces des projets en cours, PASADEM et Ruwanmu. Ces équipes comprennent des ressources humaines compétentes, des instruments efficaces de gestion fiduciaire et de suivi évaluation, une bonne base de connaissances, et un réseau de partenaires efficient et diversifié. Le ProDAF est bâti sur les leçons tirées des projets du FIDA au Niger (PPILDA sur l'innovation paysanne et le développement local, PASADEM pour l'agriculture pluviale et les marchés de céréales, PUSADER et Ruwanmu pour les cultures irriguées, les AUE et les marchés de produits maraîchers ainsi que le dispositif de pistes rurales commun aux deux projets) et des autres PTF (PRODEX, PMERSA, PADMIF). Les synergies et complémentarités seront développées avec les autres programmes et projets avec lesquels le ProDAF partage des activités, ainsi qu'avec les autres intervenants dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la mobilisation des eaux, de la petite irrigation, du développement des marchés notamment les instances communales, les organisations de producteurs tant à la base qu'au niveau régional, les Institutions Financières (BAGRI, banques commerciales et institutions de microfinance, société d'investissement SINERGI) et les services techniques de l'état.
4. L'objectif global du ProDAF est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages (2 030 000 personnes) des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus des exploitations agricoles familiales, leur adaptation au changement climatique et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux. Deux effets contribuent à l'atteinte de l'objectif de développement: i) le renforcement de l'agriculture familiale durable; et ii) l'amélioration de l'accès aux marchés des exploitations agricoles familiales.
5. Les principaux résultats attendus sont: i) l'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permet aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions et d'en augmenter les rendements ainsi que de renforcer leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques, et ii) les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionneront les centres de consommation nationaux et les marchés transfrontaliers. Le ProDAF est mis en œuvre autour de deux composantes techniques: i) Renforcement de l'agriculture familiale durable; et ii) Accès aux marchés. Le ProDAF va directement contribuer à l'atteinte des objectifs quantitatifs du plan

d'investissement du Gouvernement du Niger (I3N) dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder: i) sur les **activités de CES/DRS par 40 000 Ha dans 22 bassins versants**; ii) sur la **mobilisation des eaux par 150 ouvrages** (sur 700 ouvrages planifiées par le H3N au niveau national); iii) sur la **petite irrigation pour 7 500 hectares**; iv) sur les services aux producteurs par **21 (9 nouveaux) pôles de développement économique ruraux** équipés en infrastructures intégrant les **Maisons du Paysan sur 27 communes**; v) sur la densification du **réseau de pistes rurales par la construction et réhabilitation 850 km de pistes rurales**.

6. Le coût global du programme, sur une période de huit ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, est évalué à 103,6 milliards de FCFA, équivalent à 207,2 millions de dollars EU. Il est constitué d'un coût de 22,3 milliards de FCFA (44,7 millions de dollars EU) couvert par des financements déjà approuvés et de 81,3 milliards de FCFA (162,5 millions de dollars EU) à couvrir par de nouveaux financements. Le coût de 162,5 millions de dollars EU à couvrir par de nouveaux financements est constitué d'un coût de base de 142,7 millions de dollars EU et des provisions pour imprévus physiques et financiers d'un montant total de 19,8 millions de dollars EU (12%). Les taxes y sont incluses pour un montant de 18,6 millions de dollars EU (12%) et le montant de la part du coût en devises s'établit à 46,0 millions de dollars EU (28%).

7. Le coût estimatif global du programme se répartit de la façon suivante:

Composante 1 : Renforcement de l'agriculture familiale durable pour 103,5 millions de dollars EU (49,9%) dont, i) sous-composante 1.1 - aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques pour 76,6 millions de dollars EU (37,0%), ii) sous composante 1.2 - renforcement des capacités des acteurs ruraux pour 19,7 millions de dollars EU (9,5%) et iii) sous-composante 1.3 – leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle pour 7,2 millions de dollars EU (3,5%) ; **Composante 2** : Accès aux marchés pour 78,3 millions de dollars EU (37,8%) dont, i) sous-composante 2.1 - aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation pour 61,1 millions de dollars EU (29,5%), ii) sous-composante 2.2 - modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques pour 13,3 millions de dollars EU (6,4%) et, iii) sous-composante 2.3 - intégration régionale des échanges pour 3,9 millions de dollars EU (1,9%) ; **Composante 3** : Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs pour 25,5 millions de dollars EU (12,3%) y compris un montant de 5,4 millions équivalent à 3% des composantes techniques pour financer le suivi-évaluation et la gestion des savoirs.

8. Le ProDAF est financé à hauteur de 207,2 millions de dollars EU par : i) FIDA dont reliquat PASADEM/PPI-Ruwanmu (10,5 millions de dollars EU, soit 5,1%), SAP (Système d'Allocation basé sur la Performance) 2013-2015 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%)¹, SAP 2016-2018 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%)², ASAP (13,0 millions de dollars EU, soit 6,3%), FEM (8,0 millions de dollars EU, soit 3,9%), OFID (6,0 millions de dollars EU, soit 2,9%) ; ii) Coopération Italienne/DGCS (28,2 millions de dollars EU, soit 13,6%), iii) Gouvernement du Niger (33,4 millions de dollars EU, soit 16,1% dont 18,6 millions de dollars EU sous forme d'exonération de taxes et 14,8 millions de dollars EU d'apport de fonds), et iv) bénéficiaires (11,1 millions de dollars EU, soit 5,4%).

9. Les risques principaux et les mesures d'atténuation adoptés par le ProDAF sont: i) le Niger a connu par le passé l'instabilité politique de ses institutions: le ProDAF met l'accent sur la construction et le renforcement du capital social des communautés dans le cadre de la politique de décentralisation; ii) les capacités de l'Etat nigérien à sécuriser les zones qui subissent des menaces et phénomènes d'insécurité en provenance des pays voisins (Mali, Nigeria, Lybie) si bien que la zone d'intervention du ProDAF va se focaliser sur les zones sécurisées dans la bande méridionale du pays et favoriser le dialogue politique et l'intégration économique régionale pour une connectivité sous régionale favorisant les échanges transfrontaliers; iii) l'occurrence de sécheresses, le ProDAF concourt à renforcer la résilience des populations face au changement climatique et collabore avec les dispositifs de prévention des crises coordonnés par le gouvernement.

¹ Dont : i) prêt FIDA 24,25 millions de Dollars EU et ii) don FIDA DSF : 24,25 millions de Dollars EU

² Le montant et les modalités de financement (50% don, 50%prêt) restent à confirmer

10. Le bilan carbone préliminaire des activités ASAP du ProDAF montre un potentiel d'atténuation de 1,4 t CO₂-eq par hectare et par an. Le taux de rentabilité interne économique global du Programme est de 15,7% et la Valeur actuelle Nette du flux de trésorerie nette économique générée par le ProDAF serait de 21,9 milliards de FCFA (43,8 millions de dollars EU).

11. La durabilité des résultats du programme est assurée par l'investissement humain en termes de renforcement des capacités locales des bénéficiaires organisés au sein de pôles de développement économique. Les organisations paysannes assureront la continuité des aspects liés à la sécurité alimentaire par la production et l'accès aux marchés sur lesquels elles deviendront des opérateurs influents et économiquement viables. Les associations d'usagers de l'eau, sociétés de gestion des marchés et brigades communales d'entretien des routes, assureront la gestion durable des activités de biens communs (respectivement les ressources hydriques et naturelles, et les infrastructures économiques: marchés de demi-gros et pistes rurales) avec une maîtrise d'ouvrage qui leur sera déléguée par les communes à travers des partenariats public-privé. Les champs écoles paysans capitaliseront leurs expériences au sein des chambres régionales d'agriculture qui deviendront l'espace de diffusion des bonnes pratiques de l'agriculture familiale.

Cadre logique

Synthèse/Résultats	Indicateurs clé de performance ³	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de l'Indice de pauvreté régionale+ ▪ Réduction du taux de malnutrition infantile *+ (% enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) (G/F) ▪ Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction d'au moins un mois la période de soudure, diversité du régime alimentaire)*+ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes INS, Statistiques nationales ▪ Rapports UNICEF et PAM ▪ Enquêtes d'impact SYGRI 	Stabilité politique La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA Mécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises
Objectif de développement du Programme:			
Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A l'achèvement du programme, 290 000 ménages ont bénéficié des services du programme*+ ▪ Augmentation en moyenne de 30% de la marge brut additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (mil/niebé de FCFA 36,000/ha à FCFA 46,800/ha) (=) ▪ Pour l'oignon, une marge brute en moyenne de FCFA 1,7 million/ha dans les 7,500 ha irrigués (=) ▪ Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés* ▪ En année 8 du programme, 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique^{4°} (=) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport INS, i3N ▪ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ▪ Rapports partenaires et études spécifiques ▪ Dispositif analyse économique et financière (suivi agronomique, suivi des marchés) 	Les risques éventuels identifiés (baisse des rendements suite à des aléas climatiques ou chocs phyto-sanitaires et/ou baisse des prix de vente des produits agricoles) restent dans la marge des hypothèses de l'analyse économique et financière

³ Note:

Valeurs cibles pour la durée totale du programme. Un cadre de mesure des résultats avec des objectifs/valeurs cibles à tiers parcours et désagrégées par région sera élaboré au démarrage du ProDAF.

* Indicateurs SYGRI + Indicateurs i3N ° Indicateurs ASAP/FEM

(=) Indicateurs à désagréger par genre: homme adulte (HA), Femme adulte (FA) Jeune Homme (JH) et Jeune Femme (JF)

Ciblage transversal d'au moins 30% de FA et 30% de Jeunes (70% JH + 30% JF) Garçons/Filles (G/F)

Tous les indicateurs faisant référence à des groupes/groupements devront également comptabiliser le nombre de leurs membres par sexe, et le nombre de groupes/groupements comptant des femmes dans leurs instances de direction.

⁴ Un ménage est considéré comme ayant amélioré sa résilience au changement climatique s'il a accès à au moins une des activités suivantes du PRODAF: i) mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif (stress hydrique, inondation); ii) aménagements (petite irrigation, barrages, etc.) permettant de sécuriser l'accès du ménage à l'eau agricole; iii) infrastructures (marchés, pistes, stockage, etc.) conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques.

Composante 1: Agriculture familiale durable			
Effet 1: L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques	Efficacité: <ul style="list-style-type: none"> 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré la productivité de leurs terres (=) ° 30 000 producteurs/trices agricoles bénéficiant d'un accès garanti à l'eau*(=)° 30 000 petits éleveurs faisant état d'une augmentation de leur cheptel* (=) 1,4 tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée° 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont bénéficié de filets sociaux+ 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont amélioré leur accès à des aliments riches et diversifiés Durabilité (après 3 ans): <ul style="list-style-type: none"> 22 groupes d'associations d'usagers de l'eau opérationnels/fonctionnels** 3 réseaux régionaux de groupements de femmes MMD sont opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact Rapports partenaires, STD et études spécifiques Dispositif analyse économique et financière Dispositif EX-ACT de la FAO SIG 	Conditions climatiques favorables Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel
Produits: 1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	<ul style="list-style-type: none"> 30 000 ha de bassins versants améliorés par des mesures de préservation des sols et de l'eau**° 150 ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités+ (par type) 7 500 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état*+° 2 500 ha d'espaces pastoraux et couloirs de passage aménagés° 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports prestataires Rapports des STD (environnement, hydraulique) SIG 	Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sites Capacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométrique
1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> 240 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole mieux adaptées au changement climatique**° (=) 190 000 ha ont été aménagés en RNA 30 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (élevage) **° (=) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires et des STD partenaires 	Accès à des intrants de qualité (engrais, semences) à un prix abordable
1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	<ul style="list-style-type: none"> 1 350 groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés 100 000 ménages sensibilisés/formés à la sécurité nutritionnelle 90 greniers féminins de soudure (GFS) construits/réhabilités+ 15 360 kits productifs distribués (par type) + (=) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires et des STD partenaires SIG 	Les GFS sont gérés sans ingérence des communes en charge de la supervision

Composante 2: Accès aux marchés			
Effet 2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	Efficacité: <ul style="list-style-type: none"> 240 000 producteurs/trices agricoles appuyés utilisent les centres de collecte satellites et/ou marchés de demi-gros aménagés (=) 30% d'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités 30% d'augmentation des recettes liées aux marchés perçues par les communes Durabilité (après 3 ans): <ul style="list-style-type: none"> 850 km de routes/pistes rurales en service*+ 27 infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service* (par type: centres de collecte satellites, marchés de demi-gros) 	<ul style="list-style-type: none"> SIG Bilans des structures de gestion des centres de collecte satellites et des marchés de demi-gros Rapports des prestataires de services Analyse économique et financière (suivi des marchés) Etudes complémentaires et spécifiques Effets/impact 	Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région dont le Nigéria. Les institutions financières (SFD, BAGRI, banques commerciales) financent les groupes cibles. Les communes assurent la maîtrise d'ouvrage des activités préservant les biens et intérêts communs.
Produits: 2.1.1 Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	<ul style="list-style-type: none"> 9 plateformes de commercialisation aménagées et/ou remises en état*+ 18 centres de collecte construits/réhabilités + Valeur des nouvelles constructions qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) ° 	<ul style="list-style-type: none"> SIG Rapports des prestataires de services PDC/PIA des communes Cartes des risques climatiques 	Partenariat Public-Privé soutenu par les communes
2.1.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	<ul style="list-style-type: none"> 850 km de routes/pistes rurales construites/remises en état*+ Valeur des infrastructures qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) ° 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires de services et des STD (DRA/GR) SIG Cartes des risques climatiques 	Fonds d'entretien routier opérationnel
2.2 Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	<ul style="list-style-type: none"> 27 groupes de gestion des infrastructures financées par le programme créés (SARL, Unions de producteurs)* 9 réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et équipés 40 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)* 4 institutions financières participant au programme* (par type) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD 	Une culture d'épargne et de crédit se développe en milieu rural
2.3 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	<ul style="list-style-type: none"> Un dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place Un dispositif de suivi des tracasseries routières par corridor est mis en place 4 cadres de concertation inter-régionaux et régionaux sont créés/dynamisés 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports/cartes du CILSS, SIG Rapport du prestataire (CCIAN) Rapports d'activités des cadres de concertation 	Stabilité socio-politique au Nigéria; Absence de crise alimentaire majeure

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national et développement rural

1. Le Niger est un pays enclavé d'une superficie de 1 267 000 km² qui fait partie des Pays les Moins Avancés (PMA) et des Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier. La population nigérienne a été estimée à 17,13 millions de personnes lors du dernier recensement général de la population et de l'habitat de 2012, dont environ 80% sont des ruraux, et plus de 60% vivent dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Selon le dernier Rapport sur le Développement Humain (PNUD, 2013) le Niger se situe au dernier rang (186ème) avec 75,9% de sa population vivant avec moins de deux dollars EU par jour⁵. Néanmoins depuis 1990, le taux de pauvreté nationale s'est amélioré en passant de 63% à 53% en 2005, et à 48% en 2011⁶. L'évolution est positive, mais montre que le pays ne pourra pas atteindre le premier indicateur des ODM (diminution de moitié de la pauvreté par rapport à 1990).

2. La volonté du Gouvernement du Niger d'éradiquer la faim et de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2025 à travers l'agriculture a été réaffirmée avec l'adoption de la **Déclaration de Malabo**⁷ lors de la 23^e Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine qui s'est tenue en Guinée Equatoriale le 3 juillet 2014⁸.

3. Dans un environnement naturel marqué par un régime climatique aride caractérisé par une pluviométrie faible et des températures élevées, la population rurale représente 78,3% de la population. Le secteur agricole occupe une place primordiale dans l'économie nationale et représente près de 45,2% du PIB en 2010, avec 1 021 milliards de FCFA. Le secteur agricole a même connu une plus forte croissance que le reste de l'économie sur la même période⁹. L'agriculture constitue la principale source de recettes d'exportation après le secteur minier grâce à la commercialisation du bétail sur pied et de produits agricoles de rente comme l'oignon, le souchet et le sésame (Cadre Stratégique de l'Initiative 3N, 2012).

4. L'agriculture repose essentiellement sur de petites exploitations familiales qui varient en superficie moyenne dans les trois régions (de deux hectares à Maradi où le morcellement du foncier dû à la très haute pression démographique et à la dégradation des terres s'accélère de plus en plus, à deux hectares et demi à Zinder pour arriver à plus de six hectares à Tahoua) combinant des cultures pluviales (mil ou sorgho en association avec des légumineuses comme le niébé ou l'arachide) et des cultures irriguées (oignon, poivron). Les cultures irriguées sont en croissance et représentent 30% de la production agricole et 90% des exportations du secteur. Les contraintes majeures de l'agriculture sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle. L'accès aux facteurs de production (intrants, équipements), aux services d'appui-conseil, à la finance rurale et aux marchés reste restreint. Les modèles de projection prévoient des baisses de rendements céréaliers importantes si rien n'est fait pour améliorer l'adaptation des systèmes productifs nigériens au changement climatique. Dans ce cadre, la bonne gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant et de la fertilité au niveau de la parcelle sont cruciales (production agricole et risque d'inondation notamment) (voir appendice 12).

⁵ PNUD, 2014. L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié. Rapport sur le développement humain 2013.

⁶ Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 124 600 FCFA en 2000 à 212 500 FCFA en 2012, soit une augmentation de près de 70% et les produit national brut par habitant est passé de 561 Dollars des EU en 2000 à 641 Dollars des EU en 2013.

⁷ Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleurs conditions de vie. Assemblée de l'Union Africaine. Decl. 1 (XXIII).

⁸ La Déclaration de Malabo, qui suit la Déclaration de Maputo de 2003 fixe comme priorités la mise en place opérationnelle de la Banque africaine d'investissement, la réalisation d'investissements responsables dans le secteur privé, le renforcement du soutien aux échanges commerciaux intra-régionaux, ainsi que l'adoption de stratégies agricoles respectueuses du climat, l'inclusion des jeunes et la fixation d'objectifs en matière d'emploi et la responsabilité mutuelle vis-à-vis des résultats.

⁹ Soit une croissance sectorielle avoisinant 25%, contre 20% pour celle de l'ensemble des secteurs de l'économie (1 906,9 milliards en 2006 et 2 295,4 milliards en 2010).

5. Avec 35% du PIB agricole, l'élevage représente un pilier important de l'économie. Le sous-secteur fait néanmoins face à des contraintes structurelles enrayant son développement, parmi lesquelles: i) les difficultés d'accès aux services vétérinaires et d'appui-conseil, ii) la faible sécurisation des espaces pastoraux (de plus en plus en concurrence avec les espaces agricoles), iii) l'insuffisance de points d'eau, iv) la faible disponibilité de fourrages complémentaires, v) la difficulté d'accéder à des financements, et vi) la faible valorisation des produits animaux sur les marchés. Malgré ces contraintes sectorielles, des opportunités d'amélioration de la productivité agro-sylvo-pastorale et de valorisation de l'élevage existent. Les rendements céréaliers et horticoles peuvent être augmentés substantiellement à travers une amélioration des techniques culturales, notamment la récupération, la valorisation des sols et la gestion de leur fertilité, l'utilisation de semences améliorées, l'introduction de la culture attelée, la vulgarisation d'innovations ou encore la maîtrise de l'irrigation. Ces augmentations significatives de rendement pourraient permettre aux ménages des zones rurales de produire suffisamment pour leur autoconsommation et pour la vente de surplus, tout en renforçant les capacités de résilience au changement climatique.

6. Le Niger s'est doté de politiques de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier au secteur agricole, tels que:

- la **Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035** promue par le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire qui engage une réflexion prospective devant aboutir à : i) construire une base de connaissances sur les dynamiques de changements économiques, sociaux et culturels ; ii) susciter la participation des acteurs du développement pour analyser les politiques de changement ; et iii) définir une stratégie et un plan d'action à court, moyen et long terme;
- le **Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015** qui a capitalisé les objectifs et progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP), des stratégies sectorielles et des plans d'action ministériels et qui constitue l'instrument d'opérationnalisation du Programme de Renaissance du Président de la République;
- l'**Initiative 3N (i3N) et le Plan d'accélération de l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable** dont l'objectif spécifique est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles. Adoptés par le gouvernement respectivement en 2012 et 2014, ils sont bâtis sur les acquis de la Stratégie de Développement Rural (SDR) et s'inscrivent dans le processus de mise en œuvre du Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP) ainsi que la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU);
- la **Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN)** dont l'objectif global est d'améliorer la contribution de la petite irrigation à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger à travers une intervention de l'État conditionnée par une participation (financière et/ou physique) des irrigants en matière d'investissement pour les aménagements des périmètres irrigués.

7. Avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, le Gouvernement nigérien a élaboré sa **Politique Nationale de Nutrition (PNN)** et sa **Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN)**, révisées en 2011. Des stratégies ont été adoptées pour réduire l'extrême pauvreté et la faim. La mise en œuvre de la Politique Nationale de Nutrition a pour objet de satisfaire les besoins prioritaires exprimés par toutes les régions du pays en mettant particulièrement l'accent sur les interventions visant à garantir à la population nigérienne une alimentation suffisante, variée et de qualité et ainsi permettre au pays d'avoir des citoyens sains et productifs.

8. Pour mettre en œuvre à grande échelle des interventions visant la réduction de la malnutrition chronique, le Ministère de la Santé Publique a jugé pertinent d'adopter une «stratégie pour la prévention de la malnutrition chronique». Cette stratégie découle de la PNN et s'inscrit pleinement dans le cadre stratégique de l'I3N. La stratégie nationale pour la prévention de la malnutrition chronique se veut être un élément intégrateur ayant comme objectif de réduire la prévalence de la malnutrition chronique à travers l'approche des mille premiers jours et d'interventions intégrées et

multisectorielles. Elle vise la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de 0 à 23 mois de 38,3%¹⁰ à 26,3% d'ici 2017.

9. La conception du ProDAF intervient dans un contexte global où 2014 est déclarée année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) dont l'objectif est de remettre l'agriculture familiale au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux, en identifiant les lacunes à combler et les opportunités offertes afin de favoriser la transition vers un développement plus équitable et plus équilibré.

10. Dans cette dynamique, un forum paysan transrégional s'est tenu à Maradi en février 2014, avec le soutien du FIDA et dont les recommandations sont prises en compte dans le ProDAF¹¹. Ce forum a vu la participation des organisations paysannes du niveau local, régional, national (plateforme paysanne du Niger, PFPN) et le mouvement paysan international (Via Campesina, ROPPA).

11. L'ensemble de ces initiatives complète les politiques du Gouvernement du Niger telles que : i) le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques; ii) la Politique Nationale de Protection de l'Environnement; iii) la Déclaration de Politique de Population pour la période 2007-2015; et iv) le Document cadre de la politique de la décentralisation.

12. **Etat des lieux de la finance rurale.** Les SFD ont un accès très limité aux ressources financières, surtout celles à moyen et long terme, qui seraient nécessaires pour financer le secteur agricole. Cette situation est souvent à la base de la non-adéquation entre l'offre et la demande de services financiers. Cependant, les banques commerciales et la BAGRI disposent d'importantes ressources financières mais sont très réticentes pour financer l'agriculture à cause des risques perçus compte tenu du caractère aléatoire des spéculations agricoles. Les banques et les SFD exigent des garanties qui sont rarement disponibles chez les promoteurs du secteur agricole.

13. Pour pallier cette situation, les PTF utilisent plusieurs modes d'intervention pour financer ou favoriser l'accès des promoteurs aux ressources financières et matérielles dont ces derniers ont besoin: i) mise à disposition par des institutions financières (Banques et SFD) de fonds de garantie et/ou lignes de crédit, ii) les dons et subventions directs aux bénéficiaires, iii) le « cash for work » ou « cash transfer » transitant par les SFD, iv) les financements à coûts partagés combinant prêt et/ou contribution du bénéficiaire et/ou subvention, et v) la mise en relation de promoteurs organisés et aux compétences renforcées (plan d'affaires) avec les institutions financières pour bénéficier de crédit. Tous ces modes d'intervention seront pris en compte par le ProDAF pour ne créer de distorsions, ni dans l'accès des bénéficiaires à des financements, ni dans le marché financier local. Pour atténuer les risques et améliorer les taux de remboursement, les SFD ont développé des stratégies parmi lesquelles: i) l'octroi de crédits sous caution solidaire de groupe (pour les microcrédits), ii) le suivi régulier des activités des promoteurs qui ont bénéficié de crédit, iii) l'utilisation du produit "crédit-bail" pour financer les équipements du secteur, iv) la promotion de l'épargne, v) l'éducation financière des bénéficiaires, et vi) la diversification des AGR.

B. Justification

14. Les actions du FIDA au Niger, menées dans le cadre de son Programme d'Option Stratégique pour le Pays (COSOP) 2013-2018 s'alignent et contribuent aux objectifs recherchés par tous les instruments listés précédemment (Chapitre A) et en particulier par: i) le PDES; ii) l'i3N et iii) le Plan d'accélération de l'i3N. Les interventions du FIDA au Niger, déclinées dans ses composantes et sous-composantes du COSOP, sont alignées dans leurs objectifs, actions et stratégies sur les quatre axes d'intervention de l'i3N et aux programmes d'investissements prioritaires (PIP) (voir appendice 1).

15. La cohérence stratégique entre l'i3N et les opérations du FIDA au Niger repose sur les leçons apprises dans la mise en œuvre de onze projets au cours des trente dernières années¹² et des

¹⁰ Enquête Nationale sur la Nutrition, Mai/Juin 2013.

¹¹ Voir déclaration du Maradi sur le forum paysan transrégional.

¹² Pour les leçons apprises voir l'appendice 3 du DCP.

expériences de l'Etat et d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) avec lesquels le FIDA met en œuvre ses interventions. Avec l'objectif de fournir au Gouvernement du Niger un appui coordonné et substantiel dans la mise en œuvre de ses politiques agricoles, le FIDA travaille en étroite collaboration avec le Fonds Belge pour la Sécurité alimentaire (FBSA), la Coopération Italienne/DGCS,¹³ la Coopération Espagnole/AECID, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'OPEC Fund for International Development (OFID) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), avec une ouverture vers les fonds privés (SINERGI) et le secteur bancaire (BAGRI, ASUSU, etc.).

16. Sur la base des politiques et stratégies publiques de développement (PDES, i3N, Plan d'accélération de l'i3N), des leçons apprises des projets passés et en cours du Programme Niger du FIDA et des autres PTF, le FIDA a construit sa stratégie au Niger sur la base d'une agriculture familiale adaptée à un contexte caractérisé par un ensemble de risques structurels et de chocs externes potentiels (aléas climatiques, flux commerciaux transfrontaliers). Ce modèle peut répondre aux défis relatifs à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique, au développement durable du secteur rural et à la résilience aux aléas climatiques.

17. **Justification des activités d'adaptation au changement climatique.** Le changement climatique va amplifier les phénomènes d'érosion et de désertification qui touchent déjà fortement le Niger. L'agriculture familiale demeure très vulnérable aux effets du changement climatique qui altèrent les moyens d'existence sur le long terme (potentiel productif: fertilité, sols, eaux) et sur le court terme (décapitalisation post-crise) avec un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Les modèles de projection prévoient des baisses de rendements importantes (de 5 à 25% pour le sorgho pluvial¹³) si aucune action n'est entreprise pour améliorer l'adaptation des systèmes productifs nigériens au changement climatique. Ces modèles montrent également que la baisse de rendement pourrait s'accompagner d'une chute des superficies emblavées en mil et sorgho, les deux cultures alimentaires de base du pays.

18. Le Programme prend en compte la résilience du modèle productif familial sur le court et long terme à travers l'accent mis sur la durabilité au niveau économique (rentabilité des systèmes, accès au capital), social (acteurs locaux fonctionnels), environnemental et climatique (gestion et suivi des ressources naturelles, mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif, aménagements permettant de sécuriser l'accès des ménages à l'eau agricole, infrastructures conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques). La justification de l'intégration du financement de l'ASAP dans le cadre du ProDAF repose sur cette nécessité de garantir la durabilité des systèmes productifs ciblés en assurant leur résilience climatique.

19. L'intervention du ProDAF se justifie également par la vulnérabilité des populations ciblées. Sur la base des deux enquêtes de référence SYGRI¹⁴ réalisées auprès de 900 ménages des zones cibles du PASADEM (dans la région de Maradi uniquement) et 900 autres du PPI-Ruwanmu (dans les trois régions), il apparaît que plus de 98% des ménages vivent de l'agriculture et utilisent encore pour la plupart des outils manuels. Nombreux sont les ménages faisant également de l'élevage. Toutefois, 56% d'entre eux sont encore confrontés à une longue période de soudure d'environ cinq mois et demi dans la zone PASADEM contre 88% en zone Ruwanmu pour une durée de six mois et demi. Les taux de malnutrition des enfants âgés de moins de cinq ans sont très alarmants, avec 54% des enfants souffrant de malnutrition chronique, 13% de malnutrition aigüe et 41% d'insuffisance pondérale (46%, 19% et 40% respectivement pour le Ruwanmu), ce qui dépasse de très loin les seuils d'urgence de l'OMS (30% pour la malnutrition chronique et 10% pour l'aigüe) et entrave sérieusement le développement humain et économique du pays. La quasi-totalité des ménages utilise du bois pour cuisiner (99-100%) ce qui contribue ultérieurement à la dégradation de l'environnement. Les taux d'analphabétisme restent très élevés, avec seulement 15% de la population masculine sachant lire et écrire et 4% de la population féminine. Les jeunes sont légèrement plus alphabétisés avec des taux

¹³ Projections IFPRI issues des logiciels de modélisation des cultures (Système d'Aide à la Décision pour le Transfert d'Agro-technologie, DSSAT).

¹⁴ Système de gestion des résultats et de l'impact, conçu par le FIDA pour rendre compte de l'impact des projets qu'il finance.

de 26% des garçons et de 8% des filles, ce qui constitue une force pour l'avenir s'ils disposent d'un environnement favorable et attractif avec de réelles opportunités économiques.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible du programme

20. Le ProDAF sera mis en œuvre dans la zone de concentration du FIDA au Niger, identifiée par le COSOP dans la bande centre sud (agropastorale) des régions de Maradi, Tahoua et Zinder (Appendice 2). Dans une logique d'expansion des opérations du FIDA, les zones d'intervention s'étendront au-delà des zones actuelles de mise en œuvre des activités des projets PASADEM et Ruwanmu, autour de sites identifiés lors des missions de conception en accord avec les services techniques et les autorités locales (régionales et communales). Cette identification a été effectuée selon l'approche géographique du « pôle de développement économique » (PDE), considéré comme l'unité territoriale et économique de base d'intervention du projet, et qui repose sur des critères agro-écologiques et socio-économiques précis¹⁵. Avec la participation des autorités locales et traditionnelles et des opérateurs économiques présents sur les marchés, neuf pôles de développement économique additionnels ont été identifiés, dont: i) trois dans la région de Maradi parmi lesquels un site identifié par le PASADEM (Guidan Roumdji, Dan Issa, Mayahi), ii) quatre dans la région de Tahoua (Badaguichiri, Karofane, Tahoua, Tounfafi)¹⁶ et iii) deux dans la région de Zinder (Guidiguir, Mirriah)¹⁷. Ces PDE viendront s'ajouter aux douze PDE réalisés par les projets PASADEM et Ruwanmu pour un total de vingt-et-un PDE à réaliser par le ProDAF (voir carte de la zone du programme).

21. La **population cible du programme** sera, de façon directe, la population des zones des PDE, et de façon indirecte, celle des zones limitrophes qui bénéficieront de la dynamique créée par les différentes activités. Environ 2 030 000 personnes (49% hommes, 51% femmes et dont 17% jeunes entre 15 et 24 ans), soit 290 000 ménages sont impliqués dans des activités agro-sylvo-pastorales.

22. Plus particulièrement, le ProDAF se focalise sur 240 000 exploitations agricoles familiales. Bien qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent d'étude exhaustive (académique ou non) sur l'agriculture familiale nigérienne, il est généralement reconnu que celle-ci présente trois dimensions essentielles : i) la famille comme unité de production (le patrimoine familial est aussi capital d'exploitation) et centre d'apprentissage des techniques agricoles; ii) la production basée sur une main d'œuvre familiale non salariée (parfois supportée par une main d'œuvre salariée non permanente); et iii) une diversification des activités: la production vivrière est au cœur de toute exploitation familiale, mais elle est appuyée par d'autres activités (agricoles et non agricoles, marchandes et non marchandes) permettant une amélioration des revenus ou l'entretien des « filets de sécurité sociaux ».

¹⁵ Le **pôle de développement économique** est un **espace** (ou ensemble, ou système) **territorial habité** où les évolutions sociales et économiques sont conduites dans le cadre d'un projet. (extrait de Ruralité-Environnement-Développement, www.unece.org). Dans le cas du PRODAF, le pôle de développement économique se comprend comme un espace de concentration des activités économiques liées à la commercialisation des principaux produits agricoles et d'élevage des bassins de production adjacents. Les critères suivants ont été utilisés pour identifier les PDE: i) le potentiel de production irriguée et pluviale des bassins de production adjacents capable de générer des surplus commercialisables; ii) l'existence d'un marché de demi-gros dynamique généralement couplé à un marché à bétail; iii) la présence d'organisations paysannes capables de mobiliser les producteurs tant dans l'amélioration de la production et que dans celle de l'accès aux marchés; iv) la présence au niveau des centres de collecte et des marchés de demi-gros de petites et moyennes entreprises dynamiques avec un potentiel de développement dans l'offre de services liés aux activités du marché; v) la continuité territoriale des zones d'interventions entre bassin versant, bassin de production et marché de demi-gros et la complémentarité avec les interventions des projets en cours; vi) la présence d'autres PTF afin de développer des synergies et complémentarités notamment avec les marchés à bétail ; et vii) l'indice de pauvreté des ménages. Les centres de collecte satellites (environ deux par PDE) sont composés d'un magasin de stockage et d'une aire de transaction sécurisée auxquels viennent s'ajouter une banque d'intrants et une boutique d'aliments bétail.

¹⁶ Les sites de Chenyassou, Dan Douchi, Guidan Ider, Hayan Sarki et Tabalak ont été considérés mais non retenus pour cette phase.

¹⁷ Les sites de Bakin Birji, Damagaram Takaya, Gayi, Gada, Magaria, Matamaye, Soubdou ont été considérés mais non retenus pour cette phase.

23. Au sein de ces 240 000 exploitations familiales, pour permettre l'application plus précise de la stratégie de ciblage du ProDAF, trois principaux types socio-économiques d'exploitations agricoles familiales ont été identifiés dans les trois régions, en tenant compte des trois dimensions citées et des critères de vulnérabilité des ménages déjà adoptés et utilisés lors des ciblage effectués par les projets cofinancés par le FIDA au Niger. Ces critères incluent l'accès au foncier (irrigable et/ou non irrigable); le capital bétail; le niveau d'investissement productif; le recours à la main d'œuvre salariée; la capacité potentielle d'accès au crédit; la destination de la production (en année normale); les mois de soudure et les stratégies pour y faire face (en année normale); et le comportement en cas de crise. Cette classification et l'application de ces critères de vulnérabilité et de résilience seront enrichis au cours d'une étude sur l'agriculture familiale qui sera réalisée en 2015 (cf. TDR en Appendice 2.1).

24. Les trois types d'exploitations familiales identifiés sont les suivants :

i) les **exploitations familiales très vulnérables**, dont la préoccupation principale est la satisfaction des besoins alimentaires de base (objectif: reproduction simple). Ces exploitations ont un accès limité (un à deux hectares) et pas toujours sécurisé au foncier; elles n'ont pas d'accès (ou ont un accès très insuffisant inférieur à un hectare) aux terres irrigables. Le capital bétail est inexistant ou très limité (quelques volailles, deux ou trois chèvres). Ces exploitations ont un très faible niveau d'investissement productif et d'accès au crédit. En année normale, la famille, sur sept à dix mois, fait face à une période de soudure ¹⁸ durant laquelle elle recherche des revenus complémentaires à travers la migration saisonnière et/ou le salariat agricole. En cas de crise/choc, ces ménages perdent tout leur capital productif et sans appuis extérieurs, leur redressement sera lent. Dans le cadre du ProDAF, ils bénéficieront surtout des activités "filets sociaux" sous forme de subvention à 100% par le financement de kits spécifiques. Dans cette catégorie, une attention particulière sera donnée aux femmes et aux jeunes, plus vulnérables et qui constituent une force de travail incontournable des exploitations agricoles familiales, ainsi qu'un vecteur dynamique des innovations.

ii) les **exploitations familiales intermédiaires/moyennement vulnérables**, constituent la grande majorité des exploitations familiales. Les objectifs de ces exploitations sont partagés entre l'autoconsommation et le développement de cultures de rente et/ou d'activités connexes au secteur agricole (transformation, commercialisation ou artisanat) ou, parfois, non agricoles (petit commerce, restauration, etc.); elles sont orientées vers l'accumulation familiale et sociale. La superficie moyenne de l'exploitation est de 3-5 ha (dont 1-2 ha de terres irrigables); le ménage est propriétaire des terres cultivées et l'accès au foncier est généralement sécurisé ; son capital bétail est constitué de volailles, petits ruminants et aussi de quelques bovins/camelins (pour la culture attelée). Le taux d'investissement productif est moyen (accès à un moyen de captage en agriculture irriguée). La période de soudure dure de un à six mois en année normale; pendant cette période, les membres du ménage peuvent avoir recours au salariat agricole ou à la migration saisonnière. En cas de crise/choc, ces ménages perdent une partie de leur capital productif mais gardent une capacité de redressement assez rapide. Ils sont intéressés à développer des AGR dans un contexte de marché, afin de réduire leurs risques et diversifier leurs sources de revenus. Ils seront appuyés par le Programme à travers un mécanisme de financement à coûts partagés¹⁹ de leurs activités.

iii) les **exploitations familiales peu vulnérables**, dont la logique d'organisation et de fonctionnement est plus orientée vers le marché que vers l'autoconsommation, avec des objectifs d'accumulation familiale, sociale et productive. La superficie d'exploitation est de l'ordre de cinq à dix hectares (ou plus de deux hectares irrigables) et ils disposent d'un capital bétail constitué de bovins, camelins et petits ruminants. Le niveau d'investissement productif est important (avec par exemple la détention/accès à des moyens de captage, d'exhaure et de distribution de l'eau d'irrigation) et ils complètent souvent le travail des membres de la famille par de la main d'œuvre salariée temporaire. La période de soudure est presque inexistante (un mois au maximum) et en cas de crise/choc, ils ne perdent pas de capital productif. Dégageant des surplus commercialisables issus de cultures pluviales et irriguées, et déjà membres d'organisations paysannes de base et/ou faitières, ils sont intéressés à développer leurs activités (agricoles ou non) ou d'en initier de nouvelles; pour cela, ils seront éligibles au mécanisme du financement à coûts partagés du Programme. L'objectif du ProDAF est d'augmenter leur productivité pour leur permettre de devenir à terme des acteurs socio-

¹⁸ Au Niger est appelée ainsi la période d'insécurité alimentaire, qui débute au moment de l'épuisement du stock céréalier familial issu de la campagne agricole précédente et la récolte suivante.

¹⁹ Dans la mesure où l'analyse financière préalable du micro-projet ne mette pas en évidence un risque d'endettement du ménage.

économiques dynamiques dans les filières dans lesquelles ils évoluent. La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif est la prise en compte de l'existant et des conditions socio-écologiques comme point d'entrée des interventions pour améliorer les techniques modernes ou rudimentaires pratiquées en agriculture comme en élevage.

25. Un diagnostic rapide initial permet de catégoriser les ménages dans les communautés ciblées au sein des PDE en fonction de leur niveau de vulnérabilité et de leurs besoins spécifiques et prioritaires. Le ProDAF travaille en priorité avec les ménages des catégories i) et ii), mais travaille aussi avec ceux de la catégorie iii), dans le but de promouvoir une dynamique économique capable de créer une offre pour répondre à une demande solvable de services et de main d'œuvre, ainsi que de nouvelles opportunités de débouchés, au bénéfice des autres catégories d'exploitants, et notamment des femmes et des jeunes.

26. Outre les catégories d'exploitants identifiés ci-dessus, le ProDAF cible les deux catégories démographiques des **femmes** et des **jeunes**, au sein des ménages ciblés et surtout des catégories i) et ii). Il s'agit de catégories vulnérables à cause de leur accès difficile à: i) la terre et à l'eau; ii) des revenus indépendants; et iii) la prise de décision dans leurs communautés. Parmi les jeunes, une attention spécifique sera portée **aux jeunes femmes** particulièrement affectées par des mariages précoces (36% sont déjà mariées à l'âge de 15 ans; UNICEF, statistiques 2002-2012). Les femmes et les jeunes devront représenter respectivement au moins 30% des bénéficiaires de toutes les activités du Programme et seront aussi directement ciblés pour la réalisation d'activités spécifiques.

27. **Méthode de ciblage.** Le ProDAF utilise plusieurs mesures pour s'assurer que les groupes cibles identifiés bénéficient du Programme et participent aux activités prévues. Ces mesures comprennent: i) le choix d'activités qui répondent à la situation spécifique et aux priorités des différents groupes-cible (auto-ciblage); ii) des actions de formation qui augmentent leurs capacités techniques, économiques, de gestion et leadership; iii) des mesures de ciblage direct pour que, dans une communauté, certains ménages et/ou personnes spécifiques bénéficient d'appuis spécifiques (kits ou « cash for assets »); iv) l'application de quotas de ciblage non restrictifs, de certaines catégories socio-économiques et démographiques pour les différentes activités; v) un mécanisme de financement différencié par catégorie de vulnérabilité (subventions ou financement à coûts partagés); vi) la diffusion et l'internalisation par les partenaires d'exécution de l'approche ciblage et de la « Stratégie de développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes » (SDEA/FJ); vii) la promotion d'une approche inclusive dans toutes les organisations de la société civile rurale organisée appuyées par le ProDAF dans tous les processus de décision (Que faire ? Où ? Qui va en bénéficier ou y participer ? Comment ?); ainsi que (viii) le suivi a posteriori de qui a effectivement bénéficié ou participé aux activités. En ce qui concerne les femmes et les jeunes, le ProDAF se basera sur la SDEA/FJ, qui vise principalement une poursuite équitable et inclusive des objectifs du COSOP 2013-2018. Il s'agit d'une stratégie flexible qui sera actualisée tout au long du Programme sur la base de l'expérience et des résultats du S&E participatif.

28. Lors de sa mise en œuvre, le ProDAF intégrera la SDEA/FJ qui prévoit: i) la fixation de quotas minimaux de participation des femmes et des jeunes dans toutes les activités du programme - 30% de femmes et 30% de jeunes (hommes et femmes) et ii) l'identification d'activités spécifiques pour les femmes et les jeunes. Sur la base de ces principes, le programme favorisera aussi la participation des femmes et des jeunes dans tous les lieux de décision de la société civile rurale organisée (associations d'usagers de l'eau et leurs différents comités de gestion, *Hadin gwiwa*, champs-écoles paysans, coopératives, etc.). Les femmes et les jeunes seront particulièrement impliqués dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du leadership social et économique des femmes (groupements et réseaux MMD) et de la création d'emploi connexe à l'agriculture et à l'élevage. Les portes d'entrées pour la réalisation de ces activités seront les groupements Mata Masu Dubara (MMD) et les relais communautaires (hommes et femmes).

29. Le ProDAF poursuivra son appui aux organisations paysannes de base et aux faïtières, les dotant de compétences, d'infrastructures, de ressources économiques, d'équipement et favorisant les synergies entre les différents niveaux. L'objectif est de diversifier leurs activités et de les

accompagner vers une professionnalisation accrue et un meilleur pouvoir de négociation. Les membres des structures organisées seront impliqués surtout dans les activités d'ingénierie sociale sur les infrastructures commerciales et pour la gestion de l'eau.

30. **Dispositif de financement des groupes cibles.** Toutes les exploitations agricoles familiales cherchent à diversifier leurs activités afin de gérer au mieux les risques liés aux chocs extérieurs et diversifier leurs sources de revenus. Aussi, en matière de financement, le ProDAF prévoit des mécanismes qui s'adaptent aux différents niveaux de vulnérabilité des ménages ruraux. Il s'agit de dispositifs de financement des bénéficiaires en évolution par rapport à ceux actuellement utilisés par les projets en cours: soit le don (pour les plus vulnérables et comme c'est le cas actuellement avec les projets PASADEM et Ruwanmu), soit le financement à coûts partagés (pour les promoteurs/trices d'activités économiquement rentables). Ce nouveau dispositif présente l'avantage de tenir compte de la pauvreté de certains ménages en leur apportant un coup de pouce initial et d'encourager le recours raisonné aux institutions financières (IF), et donc d'intégrer le marché financier local. Le ProDAF participe activement aux débats sur l'amélioration du secteur de la finance rurale en cherchant à créer des synergies entre le secteur privé et financier (ex: le fonds privé SINERGI, les banques dont la BAGRI et les IMF), tout en améliorant les dispositifs de contrôle du secteur.

B. Objectifs de développement et indicateurs d'impact

31. L'objectif global du Programme est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

32. Les indicateurs d'impact sont les suivants: i) réduction de l'indice de pauvreté régionale, ii) réduction du taux de malnutrition infantile (% filles/garçons souffrant d'insuffisance pondérale, de malnutrition chroniquement ou aigüe), iii) amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction du nombre de mois de la période de soudure, diversité du régime alimentaire), iv) amélioration de la résilience climatique²⁰ des ménages de la zone cible.

33. Les indicateurs suivants mesurent l'objectif de développement : i) 290 000 ménages vont bénéficier des services du programme, ii) 240 000²¹ producteurs/trices ont augmenté la marge nette de leurs activités agricoles, iii) l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés a augmenté, iv) les volumes de transaction des produits agricoles ont augmenté de 30% sur les marchés réhabilités²², et v) 240 000 producteurs ont amélioré leur résilience climatique.

C. Effets et Composantes

34. Pour atteindre l'objectif de développement, le programme est organisé en **trois** composantes: i) la composante 1 **de renforcement de l'agriculture familiale durable**²³, ii) la composante 2 **d'amélioration de l'accès aux marchés** pour valoriser les gains de production, et iii) la composante 3 **de gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs**. Deux effets sont attendus:

²⁰ Un ménage est considéré comme ayant amélioré sa résilience au changement climatique s'il a accès à au moins une des composantes ProDAF suivantes: i) mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif (stress hydrique; inondation), ii) aménagements (petite irrigation, barrages, etc.) permettant de sécuriser l'accès du ménage à l'eau agricole, iii) infrastructures (marchés, pistes, stockage, etc.) conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques.

²¹ 75 % des producteurs/productrices du dispositif CEP/CEPM.

²² Estimation prudente sur la base: i) des prévisions des opérateurs économiques consultés; ii) de l'augmentation des productions agricoles dans le cadre du ProDAF estimé à 30%; (lii) des observations de l'impact d'infrastructures similaires dans d'autres pays.

²³ Dans l'esprit de la déclaration du Forum Paysan transrégional sur l'agriculture familiale au Niger organisé les 6-7 février 2014 à Maradi par le RECA sous le Haut Patronage du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et avec l'appui du FIDA.

- i) effet 1 lié au renforcement de l'agriculture familiale durable: les producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, vont, au sein de leurs exploitations agricoles familiales, diversifier leurs productions, augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques;
- ii) effet 2 lié à l'amélioration de l'accès aux marchés: les producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, vont mieux valoriser leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et les marchés transfrontaliers.

35. Le Programme s'articule autour de deux composantes techniques: i) renforcement de l'agriculture familiale durable; et ii) accès aux marchés. **Treize activités structurantes**²⁴ et mesures d'accompagnement sont réparties dans ces deux composantes.

Composante 1: Renforcement de l'agriculture familiale durable

36. Cette composante vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales par i) la consolidation et l'aménagement de 20 500 ha sur bassins versants qui contribueront à protéger les aménagements en aval et la reconstitution des ressources hydriques, ii) la construction de 150 ouvrages de mobilisation des eaux (seuils, micro-barrages, mares), iii) l'aménagement de 7 500 ha de superficies irrigables en petite irrigation (dont 700 hectares en aménagement hydro-agricole de petits périmètres irrigués), en impliquant 22 associations d'usagers de l'eau (AUE) chargées de la viabilité des dispositifs et de la gestion des ressources; iv) l'augmentation des rendements de 30% en cultures pluviales et 40% en cultures irriguées; v) l'amélioration du petit élevage avec la reconstitution du capital petit bétail et volaille de 30 000 exploitations agricoles familiales vulnérables. Elle vise aussi à contribuer à l'amélioration de la sécurité nutritionnelle de 100 000 ménages.

Sous-composante 1.1: Aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques

37. **Produits attendus:** les aménagements productifs structurants ont accru la résilience des exploitations familiales face aux risques climatiques et aux chocs externes.

Volet Aménagement de bassins versants et mobilisation des eaux

38. **Aménagement de bassins versants**²⁵ (activité structurante **AS1**). Sur la base de l'approche territoriale qui articule les interventions sur bassins versants à celles effectuées sur les bassins de production, eux-mêmes désenclavés et reliés à des marchés de demi-gros par un réseau rénové de pistes rurales, la mission a identifié **22 bassins versants** dans la zone cible qui feront l'objet de traitement en vue de restaurer leurs capacités productives et protéger les aménagements en aval.

39. **Gestion durable des terres.** Les activités permettent d'améliorer l'infiltration d'eau dans la nappe, de réduire l'érosion et l'ensablement, afin d'atténuer les contraintes et les effets du changement climatique en aval des bassins versants traités. Ces activités consisteront à i) récupérer des terres dégradées sur 16 000 ha en traitant des bassins versants (seuils en pierres sèches, diguettes, murets, banquettes, demi-lunes, cordons pierreux, tranchées et brises vents), ii) fixer des dunes autour des cuvettes sur 2 000 ha, iii) aménager des espaces sylvo-pastoraux sur 2500 ha et iv) planter des haies vives sur 400 ha. En complémentarité avec les actions de conservation des eaux et

²⁴ Par activité structurante, le programme définit une activité dont l'indicateur de réalisation figure dans le cadre logique et dont la mise en œuvre implique un ensemble cohérent de partenaires techniques et de bénéficiaires, sa mise en œuvre implique la prise en compte d'un certain nombre de mesures d'accompagnement qui sont détaillées pour chaque activité structurante. Au nombre de treize dans le ProDAF, ces activités structurantes peuvent se situer au niveau d'une sous-composante, d'un volet ou d'une section du cadre logique.

²⁵ Le bassin versant représente l'unité territoriale la plus naturelle et efficace pour la gestion de l'eau. Son utilisation facilite une approche plus globale, capable de considérer l'ensemble des phénomènes qui affectent la ressource, de reconnaître leur interdépendance, et d'évaluer leurs impacts cumulatifs. Elle permet ainsi de mieux préserver les écosystèmes, protéger les sources d'approvisionnement en eau, et concilier les différents usages de l'eau. (Source: Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec).

des sols et de défense et restauration des sols, le programme entreprendra la construction d'ouvrages hydrauliques visant à mobiliser, à conserver et à valoriser les eaux de ruissellement.

40. Ces réalisations sont exécutées par un dispositif de 'faire-faire' impliquant des prestataires de services professionnels (bureaux d'études, ONG, PME/BTP) sélectionnés par appels d'offres avec l'appui des STD dont le Code Rural. Les communes concernées constituent la porte d'entrée administrative et sont associées à toutes les étapes de mise en œuvre des activités. Les travaux sont exécutés par de la main d'œuvre temporaire ou permanente ce qui génère des revenus et contribue à la réduction de la pauvreté.

Tableau 1: Surfaces agricoles traitées (aménagement des bassins versants)

Volet	Intervention	Superficies aménagées au 30/06/15		Superficies ProDAF	Total FIDA
		PASADEM	Ruwanmu		
Volet Aménagement des bassins versants	CES/CRDS,	2 000 ha	2 000 ha	16 000 ha	20 000 ha
	Couloirs de passage (balisage et traitement contre <i>Sida cordifolia</i>)	1 210 ha	-	2 500 ha	3 710 ha
	Fixation de dunes			2 000 ha	2 000 ha

41. **Mobilisation des eaux (AS2).** Afin de mieux utiliser les ressources hydriques disponibles, le programme va réaliser **150 infrastructures de mobilisation des eaux** réparties dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

42. Les **seuils d'épandage**. Afin de limiter la vitesse de ruissellement des eaux dans les vallées et favoriser leur infiltration pour rehausser le niveau des nappes, le programme construit et/ou réhabilite des seuils d'épandage en série de deux types: i) **134 seuils de type 1** pour récupérer 70 ha/seuil (soit environ 9300 ha) et ii) **5 seuils de type 2** pour récupérer 150 ha/seuil (soit environ 700 ha) accompagnés de mesures de soutènement sur les bassins versants. Il est attendu que l'infiltration des eaux permette de faire remonter le niveau de la nappe phréatique sur des parcelles qui seront récupérées pour effectuer des cultures de décrue²⁶.

43. Les **mini-barrages**. Les trois régions présentent des conditions très favorables à la construction de retenues d'eau. Le programme entreprendra la construction de **7 mini-barrages** à buts multiples avec une capacité de stockage variant entre un et deux millions de mètres cubes. Ces mini-barrages favorisent le développement des cultures irriguées et de décrue et permettent de surcroît: i) l'empoissonnement de la retenue d'eau, ii) l'approvisionnement en eau à usage domestique des villages riverains (hors eau de boisson), iii) l'abreuvement organisé du cheptel, et iv) la création de nouveaux écosystèmes plus riches.

44. Pour l'entretien des ouvrages hydrauliques, des brigades d'entretien des ouvrages de mobilisation des eaux (BEOME) ont été mises en place dans le cadre des anciens projets notamment dans la région de Tahoua. Sur la base de cette expérience, le programme, avec les bénéficiaires, en initie de nouvelles au niveau de chaque ouvrage. Tous les villages riverains bénéficiant des effets de l'épandage et ou de la retenue d'eau participent au comité qui est équipé et formé pour assurer le suivi du comportement des ouvrages (affaissement, fissures et ruptures). Sur la base de cette expérience, le ProDAF, propose d'intégrer ces dispositifs au sein des AUE qui sont créées au niveau de chaque bassin versant.

45. **Aménagement des mares.** De nombreuses mares sont ensablées et il existe une forte demande d'aménagement des mares²⁷ qui constituent un élément important pour optimiser la disponibilité des eaux de surface et réduire les risques liés aux sécheresses dans la zone d'intervention du ProDAF. Le Programme aménage **quatre mares** (dont trois classées RAMSAR) permettant de développer une gestion durable des ressources naturelles de ces espaces et d'y

²⁶ Environ 10 000 ha.

²⁷ Le potentiel répertorié est d'environ 77 mares dans les trois régions, dont 35 à Tahoua, 7 à Maradi et 34 à Zinder.

accompagner le développement d'un maraîchage respectueux de l'environnement par des petits producteurs. Les mares relèvent du domaine public jusqu'à une bande de 25 mètres au-delà des plus hautes eaux. Pour les interventions au-delà de ce seuil, les communes sont davantage associées.

46. Le phasage proposé prend en compte l'articulation entre la clôture des projets en cours (PASADEM et PPI Ruwanmu en 2018) avec le démarrage du ProDAF prévu en 2015. En année 1, le Programme lance les études de faisabilité et les activités d'ingénierie sociale concernant un premier lot d'infrastructures dont la construction démarrera en année 2 pour s'étaler jusqu'en année 6.

47. Les partenaires d'exécution de ce volet sont les communes, les prestataires de services spécialisés, les PME/BTP et les bureaux de consultances ainsi que les services régionaux et départementaux de l'Hydraulique, du Génie Rural et de l'Environnement, le Code Rural, les Chambres régionales d'agriculture (CRA) et les associations d'usagers de l'eau. Les CRA et les prestataires spécialisés devront faciliter la mise en place du dispositif d'entretien de concert avec les AUE qui en sont les garantes sous la maîtrise d'ouvrage des communes.

Tableau 2: Ouvrages de mobilisation des eaux

Volet	Intervention	Ouvrages au 30/06/15		ouvrages ProDAF	Total FIDA
		PASADEM	Ruwanmu		
Mobilisation des eaux	Seuils d'épandage	-	-	139	139
	Mini-barrages	-	-	7	7
	Aménagement de mares	-	-	4	4
Total				150	150

Volet Aménagement des bassins de production (AS3)

48. Le programme poursuit l'équipement et la mise en valeur de sites de petite irrigation. La réalisation de **6 800 ha** dans le cadre de la petite irrigation est répartie comme suit: i) **2 500 ha** (financement PPI Ruwanmu) sur les années 2 et 3 du ProDAF qui correspondent aux dernières années du PPI Ruwanmu dans les bassins de production identifiés, ii) **4 300 ha** sur les années 4, 5, 6 et 7 du ProDAF sur des bassins de production identifiés, autour des quatre mares aménagées, et en amont des sept mini-barrages construits.

49. Les ouvrages prévus sont adaptés à la morphologie du terrain pour permettre une meilleure efficacité de l'irrigation. Les équipements sont attribués aux bénéficiaires regroupés en binôme pour bien rentabiliser l'investissement et gérer la ressource de manière concertée (au minimum 30% de femmes et 30% de jeunes par site) sous forme d'un financement à coûts partagés. Une subvention de 30% (35% pour les jeunes et les femmes) est conditionnée par: i) une copie des actes fonciers sécurisant l'exploitation de la parcelle pendant une durée minimale de cinq ans; ii) un plan d'affaires détaillant les charges (dont l'amortissement) et les produits liés à l'exploitation de la parcelle en petite irrigation; iii) un autofinancement équivalent à 10% de l'investissement (5% pour les femmes et les jeunes); iv) l'octroi d'un crédit aux conditions du marché (pour 60% du montant) par une institution financière sur la base du dossier déposé.

50. Afin de vulgariser le principe de financement à coûts partagés du ProDAF, il est prévu que le projet PPI Ruwanmu interrompe le financement de nouveaux aménagements pendant une saison en année 1 pour prendre le temps de rendre le nouveau dispositif opérationnel, acceptable et accessible aux bénéficiaires.

51. Les sites sélectionnés comprennent l'aménagement hydro-agricole de sept périmètres de 100 ha en aval des sept mini-barrages (**700 ha**). Les études de faisabilité sont conduites par des bureaux d'études et la mise en œuvre par les entreprises sélectionnées dans le cadre de la construction du mini-barrage. Ainsi, les surfaces irriguées développées par le ProDAF totalisent **7 500 ha**.

52. La gestion, le suivi et le partage de la ressource et l'entretien des infrastructures sont assurés par des associations d'usagers de l'eau (AUE) créées au travers d'un dispositif d'ingénierie sociale impliquant les CRA, les STD (DRH, Code Rural) et l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA) dans le cas des aménagements hydro-agricoles liés aux mini-barrages.

53. Les partenaires d'exécution de ce volet sont les communes, les prestataires de services et les services déconcentrés de l'Hydraulique, du Génie Rural et de l'Environnement, et du Code Rural. Les prestataires d'appui conseil facilitent la constitution des dossiers et la mise en œuvre des microprojets.

Tableau 3: Aménagement de bassins de production en petite irrigation

	intervention	PASADEM	RUWANMU	ProDAF	Total
volet Aménagement des bassins de production maraîchers	Aménagements en petite irrigation	-	2 500 ha	6 800 ha	9 300 ha
	Aménagements hydro-agricoles	-	-	700 ha	700 ha
	Total	-	2 500 ha	7 500 ha	10 000 ha

Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités des acteurs ruraux

54. **Produits attendus:** les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées. Ces activités concernent d'une part l'amélioration des systèmes de production, et d'autre part le renforcement des institutions et organisations accompagnant les exploitations agricoles familiales: i) les organisations de la société civile rurale (OP, CRA/RECA), ii) les services techniques déconcentrés, iii) les autorités territoriales (communes, conseil régionaux).

Volet Amélioration des capacités techniques des exploitations familiales

Adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique (AS4)

55. Les cultures pluviales concernées sont essentiellement le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide, qui représentent les principales productions des trois régions. Le ProDAF vise, en huit ans, un **accroissement des rendements moyens actuels de 30%**²⁸. Cet objectif se base sur une mise à l'échelle les résultats acquis par le PASADEM et en utilisant deux dispositifs complémentaires de vulgarisation: i) **805 Champs Ecoles Paysans (CEP)** regroupant chacun trente producteurs/trices sur un hectare recevant un kit d'intrants et un appui-conseil de proximité sur deux ans par un agent de la DRA ou d'un GACAP; et ii) le dispositif d'Appui-Conseil Agricole Paysan (ACAP) de proximité des paysans relais issus des CEP pour une durée de deux ans. **Ces dispositifs bénéficient à 240 000 producteurs/trices et couvrent environ 190 000 ha (soit 0,8 ha par ménage).**

56. Les thèmes diffusés dans les CEP et les parcelles ACAP dépendent des cultures en place et des besoins exprimés par les producteurs/trices: i) la préparation du sol, ii) l'utilisation de semence améliorée, iii) la production et l'utilisation de matière organique, iv) l'entretien de la culture, iv) les traitements post-récolte, v) la régénération naturelle assistée (RNA) et l'amélioration de la fertilité, vi) les techniques de récupération des sols, vii) l'utilisation des produits phytosanitaires, viii) la lutte intégrée, ix) le conseil à l'exploitation agricole. Les thèmes enseignés varient selon les résultats des diagnostics établis au niveau de chaque CEP et des bénéficiaires de l'ACAP.

57. La reconstitution du couvert végétal par la **régénération naturelle assistée (RNA)** présente plusieurs intérêts d'un point de vue climatique et agronomique: meilleure infiltration des eaux et amélioration de la teneur en matière organique des sols, augmentation du stock de carbone au niveau de la parcelle, réduction de l'évapo-transpiration (ombrage et action de brise-vent). L'intégration de la RNA dans les systèmes productifs a démontré sa pertinence économique et environnementale avec la réduction du nombre de semis qui est passé de trois à cinq semis avant

²⁸ Ce chiffre table sur une croissance annuelle moyenne de 3,5% qui se veut prudente: l'initiative 3N a un objectif de +50% en 10 ans soit 4,5% l'an et la croissance tendancielle projetée par la FAO sur les huit prochaines est de +17% soit 2% l'an.

l'adoption de la RNA à un à deux semis avec la RNA, soit une économie de semences de 50%, un gain net sur les rendements en mil qui varie de 30 à 220 kg/ha selon l'ancienneté de la RNA et enfin la récupération de terres dégradées qui a favorisé l'accroissement des surfaces cultivables et de pâturage. La diversification des sources de revenus autour de la RNA a aussi permis de renforcer la résilience des petits agriculteurs, hommes et femmes et de faire face aux aléas liés au changement climatique avec l'accroissement des revenus des ménages²⁹. Le ProDAF prévoit d'amplifier la pratique de la RNA sur toutes les superficies concernées par le dispositif de vulgarisation CEP/ACAP soit 190 000 ha au niveau des exploitations paysannes en cultures pluviales.

58. La mise en œuvre des CEP et de l'appui-conseil agricole paysan fait appel à trois types d'acteurs à savoir: i) la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) (un technicien agricole par commune) pour la supervision et l'animation, ii) les ONG spécialisées pour l'animation, iii) les Groupements d'appui-conseil agricole paysan (GACAP) (issus des CEP et des actions des projets précédents PPILDA et PASADEM et répertoriés par les CRA) pour l'animation et les échanges paysans (voir annexe tableau de phasage sur la période 2015-2023).

Amélioration de la petite irrigation (AS5)

59. La production en petite irrigation vise les cultures maraîchères (chou, oignon, poivron, tomate), les tubercules (pomme de terre, patate douce), le maïs et la canne à sucre. Elle est pratiquée dans les trois régions sur de petites exploitations d'environ 0,25 ha (RGAC, 2009). Il est attendu: i) une **augmentation de rendement des principales cultures irriguées de 40%**, ii) une amélioration de la qualité des produits commercialisés et iii) le développement du maraîchage d'hivernage³⁰.

60. Le ProDAF capitalise le dispositif de Champ Ecole Paysan Maraîcher (CEPM), utilisé par le PPI/Ruwanmu et par de nombreux PTF dans la zone (FAO, JICA). Un CEPM est un groupe de 32 personnes³¹ recevant, sur une parcelle irriguée de 0,10 hectare, et par un apprentissage sur plusieurs saisons, des connaissances permettant d'améliorer leurs pratiques. Le CEPM reçoit, à la première saison un kit (semence, produits phytosanitaires, petit matériel, plaques de visibilité). En deuxième saison, il ne bénéficie plus que d'un appui-conseil de proximité. L'intervention du ProDAF s'étale sur toute la période 2015-2023. Chaque bénéficiaire adopte les techniques qu'il/elle estime appropriées dans sa propre parcelle (estimée à 0,25 ha). Avec **945 CEPM**, le Programme appuie **30 000 producteurs/trices maraîchers** sur une surface estimée de **7 500 ha de productions maraîchères**.

61. La production maraîchère exige une maîtrise des pratiques culturales telles que: i) le choix des variétés et des semences, ii) les techniques de réalisation de pépinière, iii) la préparation du sol (planche), iv) le repiquage, v) la lutte intégrée et les traitements phytosanitaires, vi) la conduite de l'irrigation et la gestion économe de l'eau, vii) la gestion de la fertilité (minérale et organique), viii) la protection contre l'érosion éolienne (brise-vents), ix) le conseil à l'exploitation, x) la récolte et les techniques de post-récoltes (tri, conditionnement, stockage). Les thématiques abordées sont fonction des demandes locales du CEPM et varient d'un groupe à l'autre. Le dispositif articulera les messages techniques avec l'offre des boutiques d'intrants (BI) présentes sur la zone dans lesquelles les producteurs pourront s'approvisionner en intrants de qualité. Des formations spécifiques sur l'installation du dispositif et l'utilisation de technologies prometteuses sont aussi prévues en lien avec les initiatives nationales (Stratégie de Promotion d'Irrigation Privée au Niger – SPIN).

62. La mise en œuvre des CEPM fait appel à deux partenaires: i) la Direction Régionale de l'Agriculture pour la supervision, le contrôle qualité des prestataires, et l'animation; ii) les Groupements de Services-Conseil spécialisés dans l'appui-conseil aux producteurs maraîchers pour l'animation, les conseils technico-économiques, et l'appui au montage de micro-projets d'irrigation.

²⁹ 70 000 FCFA (150 dollars des EU) par an pour certains ménages par la vente des produits et sous-produits issus de la RNA (produits forestiers non ligneux).

³⁰ Analyses économiques et financières partagées avec les plateformes d'opérateurs économiques (*Hadin gwiwa*) par les équipes Ruwanmu qui font ressortir la nécessité de plus longue période de production pour rentabiliser les investissements.

³¹ Le nombre de membres d'un CEPM (32) est légèrement supérieur à celui d'un CEP (30) afin de permettre à tous les bénéficiaires d'aménagements productifs en petite irrigation de profiter du dispositif.

Amélioration du petit élevage et de l'aviculture (AS6)

63. Pour renforcer le petit élevage, le Programme inclut: i) le dispositif d'appui conseil avec l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel incluant les Services Vétérinaires de Proximité, les Auxiliaires d'Élevage, les Animatrices Villageoises Avicole et de Petits Ruminants (AVA/PR), le contrôle de la Maladie de Newcastle, les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE)³² existants et nouveaux; ii) les modules pour l'amélioration du petit élevage pour tous et le renforcement du capital bétail pour les ménages vulnérables. Ce dispositif vise à accompagner les agro-éleveurs pour une production combinant une reproduction améliorée et plus appropriée, des stratégies d'alimentation et de santé conduisant à une augmentation de la production grâce à l'utilisation plus efficace des animaux, un usage productif des synergies générées dans les systèmes de production intégrés.

64. Cette stratégie augmentant la productivité des petits animaux participe à la réduction de la pauvreté, à la diversité alimentaire et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et constitue une intervention particulièrement importante dans les trois régions du Programme où la malnutrition infantile est répandue. Couplée à l'éducation nutritionnelle, elle représente une intervention sensible à la nutrition comme recommandée par la FAO³³. Le secteur du petit élevage crée des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, tant dans la production que dans la transformation et la commercialisation des produits de l'élevage.

65. Pour faire face à la situation d'insuffisance observée dans la couverture de santé, l'appui/conseil en production animale et la décapitalisation des ménages en capital bétail lors des crises climatiques ou sanitaires, le Programme vise à: i) améliorer les productions animales en combinant des stratégies de santé, d'alimentation et de gestion de la reproduction; ii) permettre la diversification de l'alimentation et l'amélioration de la sécurité nutritionnelle ; ainsi que iii) diminuer la pauvreté des ménages plus résilients.

66. Sur la base de la politique du Ministère de l'Elevage, en synergie avec les autres PTF (PRODEX, PPAO), et des leçons tirées par ses partenaires (AREN, VSF) et les projets en cours (PASADEM et Ruwanmu), le Programme appuie la mise en place de trois dispositifs d'intervention:

- i) le lancement de **six nouveaux services vétérinaires privés de proximité** (s'ajoutant aux sept déjà existants sur les trois régions);
- ii) l'appui conseil en aviculture et petit élevage avec l'animation de **210 dispositifs d'innovation en petit élevage** (DIPE)³⁴, existants et nouveaux, bénéficiant à 15 750 ménages;
- iii) la **distribution d'animaux** pour la reconstitution du capital bétail de **13 500 ménages** non résilients (femmes et jeunes) organisés en binômes.

67. Ces trois dispositifs permettent de dispenser une série de modules techniques : santé animale, alimentation du bétail et plantes fourragères, amélioration de l'aviculture et contrôle de la maladie de Newcastle, production et utilisation de fumier et compost, et empoissonnement en lien avec les aménagements de mares ainsi que l'utilisation des produits d'origine animale dans l'alimentation humaine (et spécifiquement l'alimentation de la femme enceinte et de l'enfant de moins de 5 ans).

68. Pour la mise en œuvre de cette activité, le ProDAF sélectionnera des partenaires identifiés sur la qualité de leurs prestations, sur la base de leur implication et de leur expérience: i) un partenaire pour la mise en place des services vétérinaires privés de proximité, ii) un partenaire pour l'appui/conseil en aviculture et petit élevage et iii) une assistance technique externe pour la production du vaccin I2 dans le laboratoire central de l'élevage et l'amélioration de la chaîne du froid dans le dispositif de contrôle de la maladie de Newcastle.

Volet Renforcement organisationnel et institutionnel (AS7)

69. Le processus de consultation de la société civile rurale organisée à travers l'étude de base du FIDA sur les OP (septembre 2013), le forum paysan transrégional sur l'agriculture familiale (février

³² Basé sur l'expérience du PPILDA et AREN.

³³ <http://www.fao.org/food/une-agriculture-sensible-aux-enjeux-nutritionnels-et-des-approches-fondees-sur-l'alimentation/fr/>

³⁴ Basé sur l'expérience du Projet PPILDA (FIDA) et de l'ONG AREN.

2014) et le Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage/SAHEL (mars 2014) ont été positivement appréciés par tous les acteurs tant au niveau local, régional que national (Plateforme Paysanne du Niger - PFPN). Ce processus déjà avancé dans les projets en cours, PASADEM et Ruwanmu, permet une implication et une valorisation des acteurs ruraux dont les préoccupations sont reprises dans le Programme avec : i) l'implication dans la conception et dans la mise en œuvre des programmes et des politiques agricoles, ii) l'implication des fédérations des unions de coopératives sur les marchés et iii) la prise en compte des problématiques foncières lors des interventions.

70. Le RECA et les CRA, partenaires privilégiés de mise en œuvre des projets en cours, remplissent pleinement leur mandat d'interface entre la profession agricole et les autorités publiques, et continueront à être des partenaires privilégiés de mise en œuvre du Programme à travers des contrats pluriannuels. Les récentes élections consulaires dans les CRA, à Zinder (fin 2013), Maradi (mai 2014), Tahoua (octobre 2014) et au RECA (décembre 2014), et l'arrivée aux affaires de nouveaux dirigeants et dirigeantes dont les organisations sont déjà partenaires des projets FIDA démontrent la légitimité de ce partenariat. Il est prévu d'améliorer les bases logistiques du RECA et des chambres de Maradi et de Tahoua qui ne disposent pas de siège et de rénover celui de Zinder.

71. Le déploiement d'agents techniques communaux par les services techniques déconcentrés crée un contexte favorable à l'appui conseil permanent. Des conventions de collaboration seront signées avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour assurer que les communes d'intervention du Programme puissent bénéficier des ressources humaines auxquelles seront confiées la coordination des activités techniques menées dans la commune avec les producteurs/trices.

72. Les partenariats opérationnels avec le monde agricole, paysan et rural des trois régions d'intervention se répartissent comme suit:

- i) **les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA)** pour la supervision de leurs agents communaux, qui encadrent les producteurs sur les champs-écoles paysans (cultures pluviales et irriguées) et qui contrôlent la qualité des prestations des Groupements d'Appui-Conseil Agricole Paysan (GACAP), et le Code Rural pour le développement des COFO dans les zones cibles;
- ii) **les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA)** appuyées par le **Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA)** pour les activités d'ingénierie sociale avec les cadres de concertation des usagers des marchés (*Hadin Gwiwa*), les associations des usagers de l'eau (AUE) et les comités de gestion des ouvrages/interventions en gestion des ressources naturelles (COGES), la diffusion des informations sur les marchés, l'appui aux microprojets des OP et le suivi qualité des GACAP;
- iii) **les fédérations d'OP**, pour l'organisation des OP de base, l'appui de leurs activités marchandes et la mise en place de centres régionaux de prestation de services aux organisations paysannes (en matière d'audit, de contrôle de gestion et de facilitation de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des instances de gestion des OP). Les fédérations partenaires sont: FUCAP et FUFO à Tahoua, FUMA Gaskiya, Sa'a et Albishirinku Manoma à Maradi, FUBI et CSAOCP à Zinder, ainsi que les antennes régionales de la FCMN-Niya (appuyées par la FCMN nationale);
- iv) la **Chambre de commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Niger (CCIAN)** comme un nouveau partenaire dont la décentralisation des services au niveau des régions (maison de l'Entreprise) et l'articulation avec les pays frontaliers (chambre nigéro-nigériane) constituent des priorités stratégiques. Les antennes régionales de la CCIAN installeront des points focaux au niveau des PDE pour améliorer l'appui aux petits entrepreneurs (plans d'affaire, plans financiers), accompagner la formalisation des PME (enregistrement, conseil fiscal) et contribuer à la mise en place de dispositif d'amélioration de l'environnement commercial (bons d'enlèvement).

73. **Les autorités territoriales**, mairies et conseil régionaux, peuvent être appuyées afin de pouvoir jouer leur rôle de maîtrise d'ouvrage (mise à jour des plans de développement communaux, participation aux dispositifs de planification). L'intégration de la dimension climat dans trente PDC est

programmée, par une approche innovante de cartographie participative (utilisée dans d'autres projets du FIDA de la sous-région). Les partenaires de mise en œuvre sont les services techniques.

Sous composante 1.3: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle (AS8)

74. **Produits attendus:** face à la situation nutritionnelle préoccupante dans la zone d'intervention, le Programme s'appuie sur les acquis des projets en cours cofinancés par le FIDA pour améliorer durablement la situation nutritionnelle des ménages ruraux et réduire le taux de malnutrition chronique des groupes les plus vulnérables.

75. **Renforcement du leadership féminin.** Le projet vise à i) redynamiser et faciliter l'organisation de 1350 groupements de femmes Mata Masu Dubara ; ii) faciliter l'évolution de ces groupements en réseau au niveau régional et lier leurs activités de microcrédit à des institutions financières agréées, et, iii) former les femmes au leadership et à la gestion de la société civile rurale organisée (toutes formes d'organisation confondues) au sein de laquelle au minimum 30% de femmes adultes et 30% de jeunes doivent arriver à détenir des postes de responsabilités au sein des instances de direction.

76. **Amélioration de la résilience des ménages les plus vulnérables.** Le ProDAF prévoit des activités améliorant la disponibilité des aliments de base durant la période de soudure et la production d'aliments à haute valeur nutritionnelle.

77. Sur la base des acquis des projets en cours et passés, le Programme mettra en place **90 nouveaux greniers féminin de soudure**³⁵ et **4 500 jardins de case** nutritionnels et accompagnera 5500 ménages avec des **kits agricoles** (semences et engrais) afin qu'ils améliorent leur niveau de production agricole et accèdent à **des aliments à haute valeur nutritionnelle** (*Moringa oleifera* et *Cassia tora*). Au total ces activités bénéficieront aux 12 500 ménages les plus vulnérables (4,3% des ménages ciblés). Afin d'élargir son impact, le Programme formera **720 relais communautaires** qui, par des activités de sensibilisation en nutrition, toucheront environ **100 000 ménages**³⁶, en assurant le suivi nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et en réalisant des démonstrations culinaires. Des **centres d'alphabétisation fonctionnelle** seront mis en place en partenariat avec le mouvement MMD en faveur de 18 000 femmes et jeunes pour garantir une meilleure gestion des groupements, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation au niveau familial et communautaire.

78. **Amélioration des pratiques d'alimentation, de nutrition et d'hygiène des ménages.** Un **diagnostic** des pratiques alimentaires existantes (diversité alimentaire, fréquence de consommation) sera réalisé pour estimer plus précisément les déficits énergétiques et nutritionnels des ménages par rapport aux besoins recommandés. Sur cette base, les ménages ciblés seront **sensibilisés** pour encourager des changements de comportement en matière d'alimentation, de nutrition et d'hygiène. Des sessions de préparation des recettes à hautes valeurs nutritionnelles sont des moments privilégiés pour initier ces évolutions. Les groupements MMD, constitués de femmes déjà engagées et solidaires, constituent la porte d'entrée de ces activités. Le Programme permet aussi aux hommes d'acquérir des connaissances/compétences en nutrition en participant à ces activités³⁷.

79. **Valorisation nutritionnelle de produits agricoles.** Au-delà des démonstrations culinaires, la valorisation de l'utilisation des produits agricoles sera aussi promue par l'accompagnement de 240 activités génératrices de revenus de transformation artisanale et de commercialisation de produits agro-sylvo-pastoraux et de la pêche. Cet appui sera totalement subventionné par le Programme comme un coup de pouce initial aux femmes et aux jeunes les plus vulnérables. Le ProDAF poursuit les activités en cours du PASADEM en appui à une unité de fabrication de farine infantile fortifiée à prix abordable dans la nouvelle zone d'expansion en insistant sur la promotion des produits: augmentation des points de vente notamment autour des marchés, sensibilisation des populations sur l'apport nutritionnel de ces produits et sur leurs modalités de préparation, contrôle des qualités physico-chimique, microbiologique et organoleptique des produits transformés.

³⁵ Estimation de 25-30 femmes/GFS.

³⁶ A raison de 4-5 ménages touchés par mois et par relais

³⁷ En se référant à l'expérience de l'école des maris menée actuellement au Niger par l'UNDP.

Composante 2: Accès aux marchés

80. Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par la construction de **18 centres de collecte satellites** répartis autour de **9 marchés de demi-gros**³⁸ au sein de pôles de développement économique dans lesquels **850 km de pistes rurales seront réhabilités/construits**. Ces investissements complètent ceux actuellement en cours des projets PASADEM et Ruwanmu afin d'assurer une continuité territoriale permettant l'émergence de réseaux régionaux et sous-régionaux. Le financement ASAP permet une meilleure caractérisation des risques climatiques à travers un exercice de cartographie (risques d'inondations, d'érosion etc.) La prise en compte de ces facteurs dans la conception ou la localisation des infrastructures prévues dans le cadre du programme est indispensable et permet d'accroître la contribution d'ASAP à la résilience aux risques climatiques qui touchent les infrastructures rurales.

Sous-composante 2.1: Aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation

81. **Produits attendus:** des infrastructures de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions.

Volet Développement des infrastructures commerciales du PDE (AS9)

82. Un des piliers de l'approche du Programme réside dans la construction de marchés de demi-gros, céréaliers ou maraîchers en fonction des bassins de productions adjacents, au cœur des PDE. Selon les flux commerciaux évalués sur ces marchés, le Programme a établi une typologie par type d'infrastructures: i) de 12-15 000 tonnes annuelles pour les marchés de demi-gros de produits céréaliers, ii) de 8-12 000 tonnes pour les marchés de demi-gros de produits maraîchers et iii) de 4-6000 tonnes annuelles de produits maraîchers pour les plateformes de transactions commerciales.

83. En plus des infrastructures en cours de construction sur douze PDE actuellement appuyés par les projets en cours dans les trois régions, au sein de la liste des PDE potentiels à développer, neuf nouveaux PDE³⁹ sur lesquels sera construit un marché de demi-gros par PDE soit un total de **neuf marchés de demi-gros (céréaliers et maraîchers)** sont retenus.

84. Ces PDE d'un rayon d'action d'une cinquantaine de kilomètre autour du marché de demi-gros, couvrent de manière contigüe la majeure partie de la bande Centre-Sud des trois régions et sont caractérisés par l'existence: i) de bassins de productions dont les surplus des principales productions agricoles sont commercialisés et ii) d'un marché dynamique relié aux centres urbains. Chaque marché de demi-gros fera l'objet d'une étude spécifique en interaction avec la plateforme des opérateurs de marchés (*Hadin gwiwa*) et les communes. La superficie à consacrer à l'infrastructure de marché dépendra du volume estimé des transactions et de l'expansion possible.

85. Les marchés de demi-gros permettront de faciliter les transactions commerciales des produits agricoles. Leur emplacement est crucial et la sélection des sites impliquera tous les opérateurs économiques pour trouver un consensus avec les autorités territoriales avant toute implication de l'ingénierie civile. L'accessibilité du site est déterminante, que ce soit en direction des zones de production pour assurer un approvisionnement facile du marché et vers le réseau routier national et sous-régional pour assurer l'écoulement facile de gros volumes avec des camions gros porteur. La gestion des déchets solides et des eaux grises devra être considérée avec attention. A l'instar de ce qui se passe actuellement sur des marchés comme celui de Tessaoua, le recyclage des déchets organiques en compost par des groupes spécifiques sera favorisé.

86. Les marchés de demi-gros sont approvisionnés par des centres de collecte satellites dont en moyenne deux par PDE sont construits. **Dix-huit centres de collecte satellites** supplémentaires à ceux construits par les projets en cours ont été identifiés. Ces centres de collecte satellites

³⁸ Sur ces 9 marchés de demi-gros, 4 (de la région de Tahoua) sont financés par le PAMIRTA de la coopération italienne ainsi que 8 centres de collecte satellites sur les 18.

³⁹ Une liste de quinze PDE pré-identifiés a été mise en réserve et pourra être considérée lors de la revue à tiers-parcours avec une mobilisation de financements supplémentaires.

comprennent une boutique d'intrants et une boutique d'aliments du bétail, un magasin de stockage et une aire de transaction sécurisée. Toutes ces infrastructures économiques seront comptabilisées comme autant d'éléments des «Maison du paysan» dans leur commune d'implantation.

87. Les partenaires de mise en œuvre sont les mairies, les CRA pour l'ingénierie sociale, les cabinets de consultants appuyés par une assistance technique internationale ponctuelle.

Volet Pistes rurales (AS10)

88. **Produits attendus: 850 km de pistes rurales** désenclavant des bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et marchés de demi-gros sont réhabilitées / construites.

89. L'élaboration des Schémas Directeurs Régionaux de désenclavement des bassins de production dans les trois régions ciblées a été menée dans une démarche de «socio-route» tenant compte des aspects fonciers, des déplacements-indemnités, de l'impact sur l'environnement d'une infrastructure routière et des aspects liés à son entretien futur. Les projets FIDA en cours (PASADEM, Ruwanmu, PUSADER+) prévoient de construire/réhabiliter un linéaire total de 228 km de pistes rurales jusqu'au 30 juin 2015 en plus des 71 km qui ont déjà été réceptionnés. Le ProDAF va construire/réhabiliter un linéaire supplémentaire de **850 km** prioritaires dont 230 km identifiés dans le projet PAMIRTA financé par la coopération italienne et 96 km identifiés dans le projet PUSADER+ financé par OFID⁴⁰.

90. Toutes les interventions seront précédées d'études d'impact environnemental et social (EIES), y compris sur les carrières, de dossiers d'exécution détaillée qui impliqueront dès le départ les communautés à la base et les services techniques compétents, en particulier les chefs de villages, les commissions foncières et l'environnement.

91. Pour les routes programmées en travaux neufs, des actions d'information et de sensibilisation seront menées auprès des populations sur l'utilité publique de la route, et des actes de donation seront signés par les propriétaires des domaines occupés, pour l'intérêt public, à travers les commissions foncières. Ces questions seront prises en charge par les communes concernées.

92. Les activités des projets en cours en matière de pistes rurales sont coordonnées à travers un dispositif inter-projets, maître d'œuvre des schémas directeurs régionaux. Ce dispositif a également mené une étude plus large sur la « mise en œuvre de pistes rurales au Niger dont les régions de Tahoua, Maradi et Zinder » qui a permis de dégager des orientations pour un modèle de mécanisme pour la gestion et l'entretien routier des infrastructures à réaliser par le Programme, et qui s'adosse à la Stratégie Nationale de Conception, de Construction et d'Entretien de Routes Rurales (SNCCERR).

93. Pour les travaux de construction, des chantiers-écoles seront d'abord installés au niveau de chacune des régions pour que les maçons locaux et les ouvriers qualifiés des entreprises soient formés par un personnel spécialisé et expérimenté. Les PME de BTP sélectionnées auront à travailler avec les ouvriers locaux et feront appel dans la mesure du possible au travail manuel (HIMO). La commune et les comités villageois seront impliqués dans le suivi-contrôle des travaux avec un bureau d'études justifiant une expérience dans le domaine. Cette démarche permettra d'impliquer les communautés, dans la gestion et l'entretien des infrastructures dès le début afin de sécuriser leur durabilité. Le renforcement des capacités portera aussi sur l'organisation et la gestion des chantiers, le respect des normes environnementales, le respect des délais et surtout de la qualité.

94. L'entretien des pistes rurales repose sur l'implication de brigades routières autonomes sur les tronçons reliant les bassins de production et le marché de demi-gros pour l'entretien courant et périodique en lien avec : i) la structure de gestion du marché de demi-gros (SARL constituée des opérateurs économiques et des autorités de la commune), ii) la Direction à l'Assistance Technique aux Communautés (DATC) du Ministère de l'Équipement et iii) la Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Courant (CAFER).

⁴⁰ Le linéaire total du PUSADER+ de 111 km a été partiellement mis en œuvre pour 15 km par le RUWANMU, seuls les 96 km restant sont pris en compte dans le PRODAF.

Tableau 4: Aménagements structurants d'accès aux plateformes de services ruraux

Volet	Intervention	infrastructures économiques au 30/06/15		Infra. ProDAF	Total FIDA
		PASADEM	Ruwanmu (PUSADER)		
Volet Développement des PDE	Construction de centres de collecte satellites (BI, BAB)	11	2	18	31
	Construction de marchés de demi-gros	3	9	9	21
Volet rurales	Pistes Réhabilitation / construction de pistes	89	210	850	1 149

Sous-composante 2.2: Modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques

95. **Produits attendus:** les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement en relation avec le secteur financier.

Volet Structures de gestion des infrastructures (AS11)

96. **Structures de gestion des infrastructures commerciales.** Le ProDAF prévoit la mise en place et l'accompagnement de structures de gestion pour toutes les infrastructures commerciales créées ou réhabilitées (21 marchés de demi-gros et 31 centres de collecte)⁴¹. Sur tous les sites, le processus d'ingénierie sociale commence avant celui d'ingénierie civile.

97. **Les marchés de demi-gros** favorisent les échanges sur de gros volumes de productions issues de plusieurs bassins et sont des lieux de services rendus aux opérateurs économiques. Sur les marchés, le processus d'ingénierie sociale prévoit: i) la mise en place d'un cadre de concertation (*Hadin Gwiwa* en haoussa) qui regroupe tous les opérateurs économiques du site (OP, commerçants et prestataires de services). Ce cadre de concertation négocie avec les autorités un emplacement pour le nouveau marché. Il développe une « vision » partagée qui débouche sur un croquis du nouveau marché qui constitue la base de travail de l'ingénierie civile. Le *Hadin gwiwa* participe ensuite à quantifier les volumes (actuels et potentiels) échangés sur le marché qui constitue la base de l'analyse économique et financière de l'investissement. Le *Hadin gwiwa* identifie et priorise les principaux centres de collecte satellites qui alimentent le marché et les pistes qui les relient et rentrent en relation avec les *Hadin gwiwa* (local) de ces centres de collecte satellites; ii) la formalisation du *Hadin gwiwa* du marché de demi-gros en GIE, à travers la formalisation (reconnaissance juridique) des groupes socio-professionnels qui le composent; iii) la création d'une SARL détenue à 60% par le GIE et à 40% par la Mairie. Les deux associés nomment un « collège de gérants non-salariés », composé de représentants des deux entités, qui a une fonction de contrôle sur les salariés (dont le directeur de la SARL). L'usage des infrastructures du marché fera l'objet du paiement de redevances, qui assureront la rentabilité de la SARL, et iv) l'établissement d'un partenariat public-privé (PPP) entre la Mairie et la SARL pour la gestion du marché.

98. **Fonctionnement du SIMA et accès à l'information.** Les partenaires du ProDAF, RECA et AcSSA Afrique Verte, animent le Système d'Information des Marchés Agricoles (SIMA) en produisant des bulletins/messages électroniques hebdomadaires, mensuels et semestriels sur le niveau et les tendances de prix sur les principaux marchés du pays de chaque région. Les SARL seront désormais impliquées et directement responsables pour produire des informations utiles aux utilisateurs des marchés (OP, producteurs, commerçants). Les SARL afficheront les prix et les tendances dans les

⁴¹ Ces infrastructures comprennent les 27 construites par le Programme et les 25 construites par les projets en cours (PASADEM et Ruwanmu) et qui deviendront opérationnels mi 2015, en début du PRODAF.

marchés de demi-gros et correspondront avec les centres de collecte satellites pour que ces prix y soient aussi affichés. La diffusion par les radios locales et par sms sera aussi utilisée. Les prix seront communiqués à tous les villages autour des marchés de demi-gros afin que chacun puisse prendre la décision de vendre ou d'acheter sur la base de ces informations.

99. Le renforcement du système actuel permettra aux unions et fédérations impliquées dans la commercialisation de produits agricoles d'améliorer leur gestion des stocks et leurs capacités de négociation commerciale. Les prestataires et les OP travailleront avec les CRA, elles-mêmes appuyées par le RECA qui a déjà mis en place un SIMA alimenté par les données de quelques zones. Le SIMA du RECA sera enrichi et pourra fournir des informations plus précises et plus ciblées tant aux OP qu'aux CRA membres de leur réseau et les encourager à diffuser ces informations commerciales à tous les opérateurs des marchés (affichage public, radios rurales, sms). Il sera notamment important de décomposer les prix et d'isoler les parts de valeur ajoutée liée à des coûts de transactions incompressibles (transport, stockage, conditionnement, chargement/déchargement).

100. **Les Centres de collecte satellites** sont des lieux de rencontre entre l'offre des producteurs organisés de la zone et les commerçants et des lieux de services marchands aux producteurs. Ils sont situés dans les bassins de production et sont reliés par une piste au marché de demi-gros. Ces centres de collecte satellites sont situés sur des marchés ruraux hebdomadaires déjà existants et fréquentés par les producteurs.

101. Sur chaque site, le processus d'ingénierie sociale prévoit : i) la mise en place d'un *Hadin Gwiwa* local, qui regroupe tous les opérateurs économiques du site dont les organisations paysannes (coopératives et union). Ce cadre de concertation négocie avec les autorités l'attribution d'un emplacement pour le nouveau centre de collecte satellite dans les alentours du marché existant ; il choisit, en concertation avec le ProDAF, les types d'infrastructures qui y seront construites : boutique d'intrants et d'aliments bétail, hangar de stockage, plateforme de transactions, etc. Ce choix constitue la base du travail d'ingénierie civile, ii) la conclusion d'une délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Mairie et l'Union des coopératives locales pour la gestion du centre de collecte satellite qui stipule comment le *Hadin Gwiwa* local et la Mairie sont impliqués dans le contrôle de la gestion.

102. La gestion de chaque centre de collecte satellite est assurée par une union locale de coopératives. Ces unions sont appuyées par les fédérations dont elles sont membres (accompagnement en comptabilité et gestion). Les unions assurent l'accès des centres de collecte satellites aux opérateurs économiques présents sur le marché rural hebdomadaire, qu'ils soient organisés (comme les coopératives) ou privés, et les relient au marché de demi-gros dont dépendent déjà ces marchés ruraux. Les unions sont aussi membres des plateformes locales de concertation d'opérateurs économiques (ou *Hadin Gwiwa* local), elles-mêmes représentées dans les structures similaires autour du marché de demi-gros. Lors des rencontres régulières des membres de ces plateformes et des mairies des communes d'implantation, dans l'esprit de la Maison du Paysan, les unions rendent compte du fonctionnement des centres de collecte satellites à tous.

103. Les partenaires d'exécution pour la mise en place et l'accompagnement des structures de gestion des infrastructures commerciales sont : i) les CRA et le RECA pour la mise en place et l'accompagnement de l'ensemble du processus *Hadin Gwiwa* ; ii) les Fédérations régionales d'OP pour le renforcement des capacités de gestion des Unions et l'appui aux services aux producteurs sur les CC ; iii) l'ONG AcSSA-Afrique Verte pour le travail de quantification-calcul de la rentabilité et le processus de développement organisationnel propre aux marchés de demi-gros. Cette ONG appuiera également la collecte des prix des marchés/comptoirs, qui seront diffusés par les CRA/RECA.

104. **L'entretien des infrastructures routières.** La stratégie d'entretien routier du ProDAF tire ses sources de trois éléments fondamentaux : i) la « Stratégie Nationale de Conception, de Construction et d'Entretien des Routes Rurales » (SNCCERR) de 2009 ; ii) le décret du 18 septembre 2014⁴² ; et iii) l'approche « pôle de développement économique ». Elle se base sur les groupes d'entretien et de

⁴² Décret n° 2005-153/PRN/ME du 29 juillet 2005, portant régime financier de la Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Routier (CAFER).

gestion routière définis par la Stratégie Nationale, tout en intégrant dans le dispositif les acteurs-clés de l'approche PDE, notamment le *Hadin Gwiwa* et la SARL du marché de demi-gros.

105. L'entretien des pistes rurales du ProDAF s'inscrit dans la durée et commence dès la phase des études. L'ingénierie sociale accompagne les Brigades communales d'entretien routier (BCER) déjà installées, et met en place au fur et à mesure celles qui sont identifiées sur les nouveaux tronçons. L'ingénierie sociale se fait en étroite collaboration avec les *Hadin Gwiwa*, les communes et les cantons pour : i) aider à régler à la base la question foncière des terrains traversés, ii) participer à la définition d'un meilleur tracé des routes, iii) préparer la mise en place et l'équipement des BCER, iv) identifier et/ou initier, avec l'ensemble des acteurs locaux sur la base des textes existants, de nouvelles sources de financement pour l'entretien des routes, et v) proposer des dispositifs de gestion avec une distinction nette entre la mobilisation des ressources financières locales (par exemple sur le marché de demi-gros) et le financement de l'entretien (par exemple par une coopératives de cantonnier ou une BCER). Un budget d'équipement dégressif des BCER est prévu dans le programme et sera libéré en fonction de la mise en place des structures locales.

Volet Promotion d'activités commerciales au sein des pôles de développement (AS12)

106. Le Programme intervient en appui aux promoteurs d'activités agricoles ou en lien avec les activités agricoles (entreprises familiales, groupements de producteurs, coopératives) qui mènent des activités rentables et orientées vers la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands). Cet appui se fait par la mise en place d'un mécanisme de financement à coûts partagés visant à appuyer les investissements productifs inclusifs au sein des PDE. **Sur les 27 sites de transactions réhabilités, le programme vise à appuyer 40 groupes de commercialisation de produits agricoles.**

107. Selon la logique d'intervention du programme qui met en relation les différents acteurs présents sur les marchés et les réunit dans un cadre de concertation, le processus mène non seulement à leur organisation, mais aussi à leur professionnalisation. Le développement d'activités commerciales des différents corps de métiers organisés présents sur les marchés (charretiers, dockers, collecteurs, etc.) et de prestataires qui ne sont pas encore organisés (restaurateurs, réparateurs, etc.) est promue par le programme à travers le financement à coûts partagés de leurs activités commerciales.

108. L'appui s'articule sur : i) un renforcement des promoteurs sur les plans technico-économique et de gestion de leur activité, et ii) sur un soutien financier sous la forme d'une contribution au renforcement de leur apport personnel pour financer des équipements (subvention d'investissement) conformément au dispositif de financement à coûts partagés. Ce financement sous la forme d'une subvention comprise comme un renforcement de l'apport personnel du promoteur n'excèdera pas 30% (ou 35% pour les jeunes et les femmes) du montant total des investissements d'un projet. Chaque promoteur ne pourra pas disposer de plus d'un appui pour toute la durée du Programme.

109. Un dispositif d'accompagnement contribue à renforcer la sécurisation du financement à coûts partagés par l'encadrement technique et le conseil de gestion apportés par les Chambres Régionales d'Agriculture. Les institutions financières identifiées sont également accompagnées afin d'améliorer leur connaissance de l'agriculture familiale, renforcer leur méthodologie pour rendre le crédit agricole plus accessible et offrir des produits financiers plus adaptés.

110. **Financement de PME par le secteur privé.** SINERGI, société d'investissement de droit nigérien, va financer trois PME pour une période moyenne de cinq ans, à travers un partenariat pilote. Les PME sélectionnées par SINERGI sont celles pour lesquelles SINERGI est satisfait : i) de la santé financière, ii) des potentialités de retour sur investissement. Ces PME doivent aussi avoir un impact sur le dynamisme économique du PDE en termes de débouchés pour les produits agricoles issus de l'agriculture familiale et d'emplois créés. L'approche de SINERGI consiste à : i) formaliser les PME ciblées en société par actions (SA or SARL), ii) devenir actionnaire de ces sociétés jusqu'à concurrence de 30% de leur capital, iii) leur accorder des prêts⁴³ pour renforcer leurs capacités de

⁴³ Sous forme de prêts sociétaires autorisés par la loi.

production (y compris l'acquisition d'équipements et les besoins en fonds de roulement), iv) renforcer les capacités de leurs ressources humaines sur différents aspects de production, gestion et commercialisation selon les besoins, v) demeurer actionnaire durant une période moyenne de 3 à 4 ans, puis vi) se retirer de leur capital tout en s'assurant qu'elles ont acquis des capacités techniques, financières et humaines stables pour gérer efficacement et de manière rentable leurs activités et assurer la viabilité et la pérennité des entreprises.

111. Dans ce partenariat pilote testé dans le cadre des projets FIDA en cours, SINERGI assure le financement (capital et prêts éventuels) des PME concernées alors que le Programme prend en charge les études d'identification et de sélection des PME dans les PDE ciblés⁴⁴. Le Programme facilite la mise en relation avec la Chambre de Commerce qui, par le biais de la « Maison de l'Entreprise » renforce les capacités de gestion de ces PME.

Sous-composante 2.3 Intégration régionale des échanges (AS13)

112. En cohérence avec le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) du NEPAD et l'Union Africaine et le Programme d'Initiatives Transfrontalières (PIT) de la CEDEAO, la logique d'intervention est de faciliter le dialogue politique et les avancées institutionnelles au travers d'un plaidoyer bâti sur les expériences concrètes menées par les opérateurs économiques.

113. Cette sous-composante vise à donner aux partenaires du Programme l'opportunité de participer au renforcement des flux transfrontaliers à travers une amélioration du dialogue politique concernant la connectivité des pôles de développement économique et des corridors sous-régionaux. Le Programme propose de travailler : i) au niveau institutionnel, afin que les structures en charge de la facilitation des échanges au niveau régional puissent mettre en œuvre les recommandations issues de l'expérience et les promouvoir aux niveaux régional et continental (CEDEAO, NEPAD), et ii) au niveau opérationnel, afin d'affiner la connaissance des difficultés dans le commerce transfrontalier et de proposer et tester des solutions avec les opérateurs économiques.

114. Les activités sont réalisées en partenariat avec la Commission Mixte Niger Nigéria de Coopération (CMNNC), ainsi qu'avec les institutions consulaires de commerce (Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Chambres Régionales, Chambre Consulaire Conjointe Niger – Nigéria). Les opérateurs économiques, et les organisations professionnelles en particulier, sont des pivots de la mise en œuvre des activités.

Mécanismes internes de financement du programme

115. Les appuis et investissements du ProDAF sont financés comme suit :

- i) les activités gérées directement par les URGP sont sous forme de subvention totale (les infrastructures économiques, les ouvrages de captage et de distribution, la protection des bassins versants, l'appui-conseil, le renforcement institutionnel et organisationnel des partenaires) ;
- ii) les activités destinées aux ménages les plus vulnérables (kit jardins de case, kit petits ruminants ou volailles, micro entreprises rurales de jeunes/femmes) sous forme de dons ;
- iii) les activités d'appui aux activités économiques sous forme de financement à coûts partagés⁴⁵ combinant l'apport personnel du promoteur/trice, le crédit octroyé par l'institution financière aux conditions du marché (de garanties et de taux d'intérêt), et une subvention pour renforcer la quote-part d'autofinancement du promoteur/trice.

Mécanismes de pérennisation

116. Le Programme s'appuie sur les structures pérennes présentes dans les régions (communes, ST) et sur les acteurs locaux organisés et renforcés (CRA, OP, GSC, SFD, ONG). Le ProDAF accompagne le fonctionnement effectif des structures responsables de la gestion et de la

⁴⁴ SINERGI n'a que peu d'expériences d'investissements hors de Niamey et estime trop risqué et coûteux d'investir à ce stade dans des Pôles de développement économique ruraux sur ses fonds propres.

⁴⁵ Ce dispositif évolue dans le sens d'une meilleure durabilité économique et financière par rapport aux projets en cours dans lesquels seul est exigé un dépôt sur compte bloqué d'un montant équivalent à 10% (pour les jeunes et les femmes), 20% (pour les autres producteurs) de la subvention qui couvre la totalité de l'investissement.

maintenance des infrastructures et investissements (AUE, BCER). Les bénéficiaires sont encouragés à rejoindre des systèmes d'épargne en vue d'assurer le renouvellement de leur équipement.

D. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA

117. **Leçons apprises.** Le processus de formulation du ProDAF a permis d'identifier et de capitaliser un certain nombre de leçons apprises issues aussi bien de l'expérience du Programme FIDA au Niger, que de celle d'autres partenaires techniques et financiers. La capitalisation des principales leçons apprises suivantes constitue la base de la formulation du Programme⁴⁶ :

118. **Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique.** Le Programme Niger-FIDA compte d'importants acquis en termes de gestion des ressources naturelles et de diffusion de pratiques agricoles permettant l'adaptation des systèmes productifs aux effets du changement climatique, avec 5 549 ha de terres récupérées depuis 2012, 1 000 ha de dunes fixées depuis 2013, 37 000 ha de RNA dans la seule région de Maradi depuis 2012, ou l'aménagement de 2000 ha d'espaces sylvo-pastoraux depuis 2012. Avec le passage à l'échelle, un meilleur système de suivi des impacts de ces réalisations (système de suivi environnemental géo-localisé) est nécessaire.

119. **Aménagement des bassins versants.** La construction de seuils d'épandage et de barrages améliore l'infiltration des eaux et le rechargement des nappes. Cela permet de réserver des terres aux cultures pluviales, de décrue et irriguées, en augmentant les rendements (jusqu'à +90% pour le mil) et les superficies exploitables (triplement). La protection des bassins est nécessaire avant toute construction d'ouvrages par la réhabilitation de terres dégradées en amont et la promotion de pratiques de gestion des terres facilitant l'infiltration d'eau sur tout le bassin (RNA, CES/DRS).

120. **Petite irrigation.** L'expérience du Programme Niger-FIDA et des autres PTF montre que la petite irrigation est un modèle de production peu coûteux (1 à 1,5 million FCFA/ha) et rentable. D'amples marges d'amélioration des rendements sont possibles : avec le PUSADER, les rendements moyens des cultures ont augmenté de 36% (oignon : de 20 à 35 t/ha ; chou : de 15 à 23 t/ha).

121. **Amélioration des systèmes de production.** Les champs-école paysans (CEP) pluviaux et maraîchers mis en place par le Programme Niger-FIDA ont permis : i) l'augmentation des rendements sur les champs des participants (de +66 à +100% pour le mil) et ii) l'émergence et la consolidation de groupements d'appui-conseil agricole paysan (GACAP). Néanmoins, dans la zone d'intervention du ProDAF l'accès à des intrants agricoles de qualité reste problématique, en raison de leur coût important, du manque d'information des producteurs sur les opportunités existantes et des difficultés de gestion des boutiques d'intrants.

122. **L'élevage de petits ruminants et l'aviculture** sont des activités peu coûteuses et rémunératrices, qui peuvent améliorer les revenus des personnes les plus vulnérables. Néanmoins, les normes zootechniques et sanitaires doivent être scrupuleusement respectées lors de l'achat et de la distribution pour éviter des pertes en animaux.

123. **Renforcement de la société civile rurale organisée.** Suite au Forum paysan transrégional de Maradi (6-9 février 2014), les OP ont réaffirmé leur volonté d'être partenaires des programmes de développement rural. La problématique foncière et la commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales sont au cœur de leurs préoccupations. Plus particulièrement, les fédérations d'OP des trois régions d'intervention du Programme Niger-FIDA sont dynamiques et opérationnelles et ont les capacités nécessaires pour former leurs OP membres en commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et gestion des boutiques d'intrants et des centres de collecte satellites.

124. **Sécurité nutritionnelle.** Les groupements féminins sont des acteurs-clés de la sécurité nutritionnelle grâce à : i) la gestion de petits stocks céréaliers à travers les greniers féminins de soudure ; ii) la valorisation des produits locaux à travers la transformation alimentaire. Des farines

⁴⁶ Pour des raisons de facilité de lecture, l'ordre des leçons apprises respecte l'enchaînement des composantes, sous-composantes et volet techniques du ProDAF.

infantiles sont produites localement par des PME (Misola) ; cependant, leur faible diffusion et utilisation limite leur impact sur la sécurité nutritionnelle.

125. **Pôles de développement économique** : i) le processus d'ingénierie sociale développé par le Programme Niger-FIDA est innovant, inclusif et bien approprié par les acteurs impliqués ; ii) l'ingénierie sociale doit précéder et accompagner l'ingénierie civile sur tous types d'infrastructure commerciale ; iii) la localisation du marché ainsi que le choix des pistes et centres de collecte satellites à aménager doivent faire l'objet d'un consensus local solide, impliquant aussi les conséquences foncières, entre autorités et opérateurs économiques.

126. **Financement rural inclusif**. Les interventions du FIDA et des PTF en général n'ont que marginalement impliqué les institutions financières tout au moins dans le rôle de fourniture de services financiers durables aux bénéficiaires. Ces dernières se sont souvent retrouvées concurrencées par des dispositifs de dons à 100%, sur le crédit agricole qui représente déjà un secteur réputé risqué qu'elles connaissent peu et dans lequel elles hésitent à s'engager. La volonté affichée de toutes les parties prenantes (institutions financières, profession agricole et PTF) pour sortir de cette situation et promouvoir une finance rurale inclusive durable permet d'envisager des partenariats pour définir des codes de financement adéquats. Les opportunités de financement rural existent déjà (IMF, BAGRI, sociétés d'investissement comme SINERGI), mais dont l'accès reste difficile pour les promoteurs ruraux.

127. **Marchés transfrontaliers**. Les marchés de demi-gros des régions de Tahoua, Maradi et Zinder constituent des maillons importants des flux transfrontaliers de produits agropastoraux (petits ruminants, niébé, poivron principalement en échange de maïs et tubercules) entre le Niger et le Nigéria. L'amélioration des flux et de la connectivité transfrontaliers pourrait profiter aussi bien à l'économie nigérienne que nigériane ; ce thème fait actuellement l'objet d'une réflexion politique de haut niveau, au niveau sous-régional et international. Un Mémoire d'entente et de coopération a été signé entre la Commission mixte nigéro-nigériane de coopération (CMNNC) et le Programme Niger-FIDA (PNF) le 11 décembre 2014 pour le développement de stratégies de dialogue politique en vue de l'amélioration des échanges transfrontaliers entre le Niger et le Nigéria.

128. **Gestion administrative, financière et fiduciaire**. Le Programme Niger-FIDA est caractérisé par d'excellentes performances confirmées par : i) la qualité des équipes de gestion financière ayant été impliquées dans les projets précédents très performants (taux de décaissement des trois projets – PPILDA, IRDAR-RCI et PUSADER – clôturés en 2013-14 supérieurs à 95%) ; ii) les notes de 5 et 6 enregistrées dans les PSR pour la gestion fiduciaire attribuées par les récentes missions de supervision du PASADEM et du PPI Ruwanmu ; iii) la note 5 pour la gestion financière attribuée au PASADEM et au Ruwanmu lors la dernière revue annuelle du portefeuille de projets de la division d'Afrique de l'Ouest et Centrale et, iv) les rapports d'audit des exercices 2013 du PPI Ruwanmu et du PASADEM, déposés avant le délai du 30 juin 2014. Le contrôle financier (CFS) vient de terminer l'analyse du rapport d'audit du PASADEM et du Ruwanmu, qualifié comme « très satisfaisant » pour les états financiers et au risque inhérent « faible », donc « vert » ; v) les classements des Quartely Statistics Reports de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, dans lequel le Niger est classé souvent premier en termes de mobilisation des fonds et de co-financements.

129. **Politiques et stratégies du FIDA**. Le programme s'inscrit pleinement dans le Cadre Stratégique 2011-2015 du FIDA avec une contribution directe à 3 des 5 Objectifs Stratégiques : i) l'OS1 : une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales pauvres, femmes et hommes, plus résilientes au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés ; ii) l'OS2 : un accès de ces populations à des services susceptibles de réduire la pauvreté et d'améliorer la nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance dans un environnement évolutif ; et iii) l'OS3 : des populations rurales pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations mieux à même de gérer des activités agricoles et non agricoles rentables, durables ou de tirer parti de possibilités de travail satisfaisantes.

130. Le programme est en adéquation avec les politiques du FIDA, notamment : i) la Politique de ciblage ; ii) la Politique d'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière ; iii) la Politique de

gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que ses principes fondamentaux et les stratégies du FIDA relatives au changement climatique, au genre et à la gestion des savoirs.

131. Les activités qui seront réalisées dans le cadre du ProDAF auront un impact social et environnemental majoritairement modéré. Les sites spécifiques des sous-projets et des activités ne sont pas encore identifiés, mais concernent des surfaces réduites. Les activités sont des mises à l'échelle d'actions menées par le PASADEM et le PPI Ruwanmu dont les conséquences socio-environnementales négatives ont été évaluées minimales et très localisées. L'apport du projet ASAP dans le ProDAF procure des bénéfices environnementaux globaux supplémentaires (stockage de carbone, lutte accrue contre l'érosion) qui seraient améliorés par la potentielle contribution du FEM.

132. Le ProDAF est classé en **catégorie environnementale B**.

III. Exécution du programme

A. Approche

133. L'approche du ProDAF est basée sur les trois principes d'intervention suivants :

- i) l'amélioration de la **sécurité alimentaire et nutritionnelle** en tenant compte des dimensions de disponibilité, d'accès, et d'utilisation des aliments par des dispositifs durables ;
- ii) la continuité territoriale des interventions à partir du **pôle de développement économique (PDE)** qui inclut le marché de demi-gros relié par des pistes rurales à des centres de collecte satellites situés dans des bassins de productions, eux-mêmes entourés de bassins versants (voir schéma) ;
- iii) le **changement d'échelle (scaling-up)** des activités des projets PASADEM et Ruwanmu et de leurs partenaires (STD, CRA, CCIAN, OP, GSC) dans de nouvelles communes et au sein des communes actuelles d'intervention sur la base des expériences passées du FIDA et des autres PTF (capitalisation des acquis et leçons apprises des projets ayant des activités similaires : IRDAR/RCI-PAC2, PPILDA, PUSADER, PRODEX, PASDR, PMERSA, PASP, etc.⁴⁷

134. L'approche "*scaling-up*" du ProDAF s'entend comme allant au-delà d'une expansion des projets existants à de nouveaux bénéficiaires à travers des ressources financières additionnelles. Le ProDAF s'appuie sur i) la mise à l'échelle d'une **vision**, celle d'une agriculture familiale sahélienne résiliente inscrite dans des flux économiques locaux, régionaux et transnationaux ; ii) qui trouve une résonance auprès **des acteurs du changement**, qu'ils soient opérateurs économiques, société civile rurale organisée (RECA/CRA, OP/faïtières), institutions publiques (HC3N) ou organismes transnationaux, (Commission mixte Nigéro-Nigériane), chacun porteur de ses programmes politiques et économiques au niveau local, national, transrégional, et diffusant cette vision partagée en dehors du cadre d'un projet ; et iii) qui repose sur **l'essor des échanges économiques transrégionaux** amplifiés par l'amélioration de la connectivité entre des pôles de développement économique, partant des bassins de production, et des pôles de consommation urbains en croissance en Afrique de l'Ouest (Kano, Niamey). La mise à l'échelle des résultats des projets passés comprend tous les secteurs clés, économique, politique et institutionnel, ainsi que celui des partenariats (autres bailleurs, secteur privé) et de l'apprentissage (capitalisation/partage des connaissances).

135. Le dispositif de mise en œuvre des activités d'accroissement de la résilience climatique des bassins versants (ASAP et FEM) s'articulera autour des mécanismes définis par le PASADEM et le Ruwanmu pour les mêmes types d'activités et qui ont fait leurs preuves tant en termes de résultats

⁴⁷ IRDAR/RCI-PAC2 – Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural/Renforcement des Capacités Institutionnelles – Programme d'Action Communautaire, phase 2; PPILDA – Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié; PUSADER – Programme d'Urgence de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural; PRODEX – Projet de Développement des Exportations des Marchés Agro-Sylvo-Pastoraux; PASDR Programme d'Appui à la Stratégie de Développement Rural.

techniques qu'en termes de cadence d'exécution annuelle. Les interventions de récupération des terres doivent impérativement être coordonnées avec l'aménagement des seuils ou mares en aval.

136. Le mécanisme de financement à coûts partagés avec les bénéficiaires s'inscrit dans les orientations politiques du Gouvernement nigérien en matière de financement de l'agriculture et des pratiques des autres PTF (Coopération suisse, Coopération danoise, Luxdev, AFD, Banque Mondiale) notamment dans le cadre de la stratégie de la petite irrigation. Un tel financement à coûts partagés se justifie pour faciliter l'investissement agricole sans pour autant créer une dépendance à la subvention. Il crée les conditions d'une mise en relation durable entre des institutions de financement (IMF et banques) et les promoteurs avec des capacités entrepreneuriales.

137. Le Programme promeut une stratégie d'apprentissage et de capitalisation des leçons apprises et de communication qui est valorisée dans la mise en œuvre. Enfin, la complémentarité entre les secteurs public et privé dans les différents domaines d'intervention dans les trois régions est garantie. La mise en œuvre du ProDAF se fait en collaboration et partenariats stratégiques et opérationnels avec les autres PTF intervenant dans le secteur agricole au Niger : AFD, Banque Mondiale, AECID, coopération italienne, DDC, GIZ, KfW, USAID, MCC, Luxdev⁴⁸.

138. La mise en œuvre du ProDAF se fera selon un phasage qui repose sur : i) l'articulation avec les activités des projets en cours PASADEM et Ruwanmu, ii) la maturité des partenaires locaux – autorités locales et opérateurs économiques à s'impliquer conjointement dans le programme, et iii) les capacités des équipes en place à gérer les processus administratifs et financiers qu'impliquent la mise en œuvre des activités.

Illustration 1 : Approche par pôle de développement économique du ProDAF

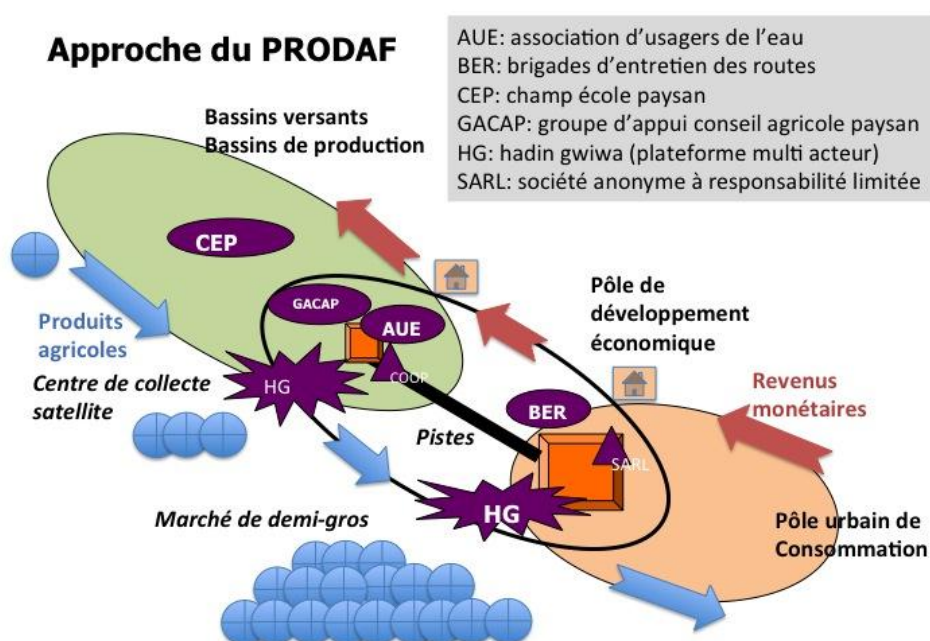


Tableau 5: Matrice d'expansion

Composantes / volet	expérience des PTF (FIDA inclus)	Zones ProDAF	
		PASADEM Ruwanmu	d'expansion
A. AGRICULTURE FAMILIALE DURABLE			
volet CES/RDS/SIG	+++	*	***
développement d'un SIG et télédétection	+	*	***

⁴⁸ Les principaux projets concernés sont présentés dans le tableau de l'appendice 5.5 qui détaille les synergies possibles avec ces PTF

volet aménagement d'infrastructure sur bassins versants (mobilisation des eaux)	+++	*	***
volet aménagement d'infrastructures productives	+++	***	***
volet intensification des systèmes de production	+++	***	***
volet renforcement des capacités des acteurs ruraux	+++	***	***
sous composante sécurité nutritionnelle	+	**	***
B. ACCES AUX MARCHES			
volet développement des PDE	++	***	***
volet pistes rurales	++	***	***
volet gestion Infrastructures économiques	+++	***	***
volet partenariat innovant secteur privé	+	**	***
volet échanges sous régionaux	+	*	***
C. COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION, GESTION DES SAVOIRS	(pour projets FIDA seulement)		
gestion fiduciaire	+++	***	
Suivi-évaluation	+++	***	
Capitalisation des savoirs	++	***	
Implication des communes	+++	***	

- Projets en lien avec l'agriculture familiale au Niger tous PTF confondus, FIDA inclus : ± avec des résultats mitigés ; + résultats suffisants ; ++ résultats satisfaisants ; +++ résultats très satisfaisants
- Intensité des investissements du ProDAF : * moyenne, ** élevée ; *** : très élevée.

Objet du scaling-up	<u>Approche / modèle :</u> Continuité territoriale environnementale et productive dans un contexte de changement climatique : l'approche bassin versants – bassins de production	
	<u>Actions structurantes :</u> Aménagement des bassins versants – Mobilisation des eaux – Aménagement des bassins de production	
	Activités (ProDAF)	Expériences passées
	✓ Mesures GRN > mesures CES/DRS, fixation dunes, haies vives, aménagement espaces sylvo-pastoraux	PIK/Italie, PASP&PDRT/GIZ, AFD Badaguichiri, PAF/CARE, PBVT/UE, PMET&PADAZ/AfDB, PPEAP/NM, LUCOP/GIZ, PMERSA-MTZ/AfDB, Etat nigérien
	✓ Seuils d'épandage	FIDA: PSN-II, PPILDA, PUSADER, PASADEM, Ruwanmu
Justification du scaling-up	<u>Pertinence ProDAF</u> (produit attendu) : aménagement productifs structurants pour accroître la résilience des exploitations familiales face aux risques climatiques et chocs externes	
	Résultats précédents à passer à l'échelle	Leçons apprises
	Impacts +++ Récupération sols dégradés, amélioration de la fertilité, amélioration infiltration des eaux ⁴⁹ , augmentation de l'eau disponible, recharge des nappes, etc. ⇒ Augmentation de la surface cultivable ⇒ Possibilité cultures de contre-saison (maraîchage) ⇒ Augmentation des rendements (grain et biomasse ⁵⁰) ⇒ Réduction de l'érosion hydrique et éolienne ⁵¹	⇒ Phase préliminaire de diagnostic communautaire et d'organisation interne nécessaire (expérience GIZ) ⇒ Bonnes réalisations (respect normes techniques) si chefs de chantiers compétents > viviers d'entrepreneurs professionnalisés (expérience GIZ, FIDA) ⇒ Cash/food-for-work pour les travaux collectifs en période de soudure à compléter avec valorisation des espèces fourragères et des semences (expérience FIDA) > complémentarité PAM-FIDA ⇒ Prise en compte de l'aspect foncier et de l'utilisation/la valorisation des terres récupérées
	Efficacité et efficience +++ Facilement répliquable, techniques maîtrisées localement, bonne efficience (coûts/bénéfices)	⇒ Taux d'adoption élevés pour certaines techniques 77-97% (simplicité et faible coût> zaï)
	Ciblage +++ Mesures adaptées aux petits producteurs (maîtrise technique), inclusion des femmes, jeunes et vulnérables	⇒ Exigence d'entretien régulier des ouvrages et exigence de gestion de la ressource hydrique (expérience GIZ, FIDA) ⇒ Nécessité d'ingénierie sociale plus intensive pour certains aménagements (mini-barrages) et outils financiers complémentaires pour l'équipement pour assurer un bon taux d'utilisation
Objectifs du scaling-up	Scaling-up horizontal 3 régions, 21 PDE	2015-2023 20 500 ha de terres sous CES/DRS, 139 seuils d'épandage, 7 mini-barrages, 4 mares aménagées 7500 ha aménagements petite irrigation dont 700 ha aménagements hydro-agricoles
	Scaling-up vertical	2015-2023 ✓ Implication des fédérations régionales d'organisations paysannes
Eléments moteurs du scaling-up	<u>Vision :</u> une petite agriculture familiale plus productive résiliente aux changements climatiques inscrite dans une continuité territoriale	
	<u>Leaders :</u> ➤ Petits producteurs de l'agriculture familiale et Société civile rurale organisée ➤ Communes et STD ➤ Entrepreneurs individuels professionnalisés (réalisation des ouvrages)	
	<u>Catalyseurs externes :</u> ➤ Politiques : promotion de l'agriculture familiale ➤ Economiques : demande croissante des pôles de consommation urbains en productions agricoles (alimentation de base) ➤ Changement climatique : faible pluviométrie et irrégularité => ProDAF : amélioration infiltration des eaux et petite irrigation ➤ Démographique : croissance démographique de plus de 3% => pression sur les surfaces cultivables et les ressources naturelles => baisse des rendements, disparition de la végétation arborée et herbacée et une dégradation des sols avec érosion hydrique et éolienne => ProDAF : intensification durable	
	Cadre politique => HIC3N, ECOWAS Cadre institutionnel => OP, RECA, CCIAN Cadre légal => PPP Cadre culturel => traditions ancestrales d'échanges commerciaux bétail/céréales/produits maraîchers / axes nord-sud et est-ouest Cadre environnemental/RN => mobilisation des eaux et résilience au changement climatique	
	Outils opérationnels PROJET (sous-composante 1.1) et PARTENAIRES	
Outils du scaling-up	Dialogue politique	
	Suivi évaluation et gestion des savoirs SIG et télédétection	

⁴⁹ Ouvrages tels que les demi-lunes conservent suffisamment d'eau capillaire pour aider les plantes à traverser les périodes de sécheresse de 2 à 3 semaines (CRESA, 2006).

⁵⁰ Respectivement 75% et 86% pour le PDRT (Moustapha, 2010). A Keita, +30% avec les brise-vent (de 300 kg/ha à 400 kg/ha), et +100% avec l'épandage (de 500 kg/ha à 1000 kg/ha), de façon général +16% en moyenne dans la zone (CRESA).

⁵¹ De 30% et plus (CRESA, 2006).

B. Cadre organisationnel

139. Le ProDAF sera placé sous la tutelle **du Ministère chargé de l'agriculture (MAG)**, compte tenu de : i) sa qualité de maître d'ouvrage des programmes et sous-programmes du PDES et de l'Initiative 3N dans lesquels s'insèrent les composantes et sous-composantes du ProDAF ; ii) sa qualité d'institution de tutelle des projets FIDA déjà clôturés (PPILDA, IRDAR-RCI et PUSADER) et en cours (PASADEM, Ruwanmu) ; et iii) ses capacités opérationnelles au niveau déconcentré.

140. Créé par décret, le **Comité National de Pilotage** est chargé de l'orientation stratégique et vérifie la cohérence des orientations du programme avec les stratégies nationales. Il approuve les PTBA et se réunit deux fois par an. Il est présidé par le SG du Ministère de l'Agriculture et composé d'un représentant des institutions suivantes : i) Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, ii) Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, iii) Ministère des Finances, iv) Ministère de l'Environnement et de la Salubrité Urbaine, v) Ministère de l'Elevage, vi) Secrétariat exécutif du CNEDD, vii) DEP/Ministère de l'Agriculture, viii) Code Rural, ix) les représentants des Gouvernorats et des Conseils Régionaux de Maradi, Tahoua et Zinder, x) RECA, xi) CCIAN, xii) les représentants du programme. Le CNP assure aussi le pilotage des projets en cours (PASADEM et Ruwanmu).

141. Le ProDAF participe aux travaux des trois Comités techniques régionaux de mise en œuvre de la stratégie de l'initiative 3N, présidés par les SGA des Gouvernorats.

142. En cohérence avec les arrangements déjà adoptés par le Ruwanmu et le PASADEM, le Ministère de tutelle délègue par décret la maîtrise d'ouvrage **aux trois unités régionales autonomes de gestion de projet (URGP)** qui sont sous sa supervision. Ces unités régionales seront implantées à Maradi, Tahoua et Zinder avec une autonomie administrative et financière. Elles ont sous la responsabilité d'un Coordinateur assisté d'un responsable administratif et financier, d'un responsable de suivi-évaluation, d'un expert en passation de marchés et de deux responsables de composante.

143. Un modèle type d'unité régionale de gestion de projet (URGP) est présenté en appendice 7 sur la base des organigrammes des projets en cours (PASADEM, Ruwanmu). Pour garder la cohérence d'ensemble du programme, certains postes sont mutualisés entre les différentes unités de gestion du Programme. Il s'agit : i) du contrôleur interne ; ii) de l'informaticien et iii) du chargé de communication qui sont chacun à tiers temps sur chaque URG. La mutualisation de l'expert en passation de marchés ne serait pas efficace au vu du volume de financement pour chaque région.

144. **Une Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT)** est créée et chargée : i) de l'appui en ingénierie de projet, ii) du dialogue politique, iii) du volet pistes rurales, iv) du suivi-évaluation, et v) de la consolidation financière du Programme. Elle sera créée par arrêté ministériel. La CENAT n'entretient pas de lien hiérarchique avec les trois URG. Elle sera financée sur la base d'un PTBA avec une clé de répartition équitable de ses activités sur les trois unités régionales de gestion des projets. Les assistants techniques nationaux juniors (actuellement regroupés au sein du Groupe d'Assistance Technique et d'Etudes-GATE) sont intégrés à la CENAT. La CENAT est répartie sur deux sites : i) à Niamey pour les activités de dialogue politique et les activités fiduciaires, et ii) à Maradi pour les activités d'appui technique et de suivi-évaluation.

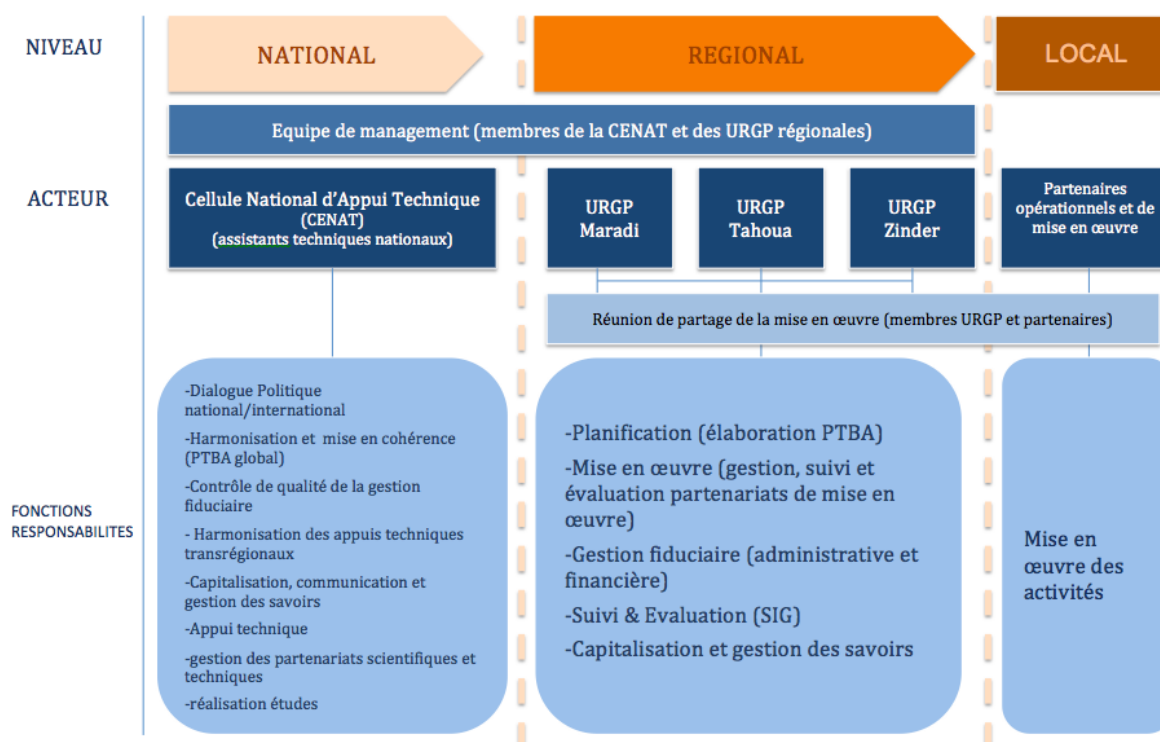
145. **Une équipe de management** composée des deux assistants techniques nationaux senior de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et des trois coordinateurs régionaux est constituée. Cette équipe se réunit mensuellement de manière rotationnelle pour traiter des questions d'orientations stratégiques, d'harmonisation opérationnelle, d'organisation des missions conjointes de supervision et d'évaluation par le FIDA et le gouvernement du Niger, et de toute question touchant à la mise en œuvre du ProDAF dans son ensemble. Le secrétariat de cette équipe est assuré par le Chargé de suivi-évaluation de la CENAT qui rédige le compte-rendu à diffuser en interne.

146. **La structure organisationnelle du ProDAF comprend trois niveaux de responsabilités :**

- (i) *le niveau de pilotage et de concertation* constitué : a) du Comité National de Pilotage (CNP) où se rencontrent les institutions publiques intéressées par le Programme et b) d'un espace de concertation régional au sein des comités techniques régionaux où se retrouvent toutes les parties prenantes (publiques, privées, associatives, projets, PTF) au niveau des régions de Maradi, Tahoua et Zinder ;
- (ii) *le niveau de coordination et de gestion des activités* correspondant aux URGP avec une assistance stratégique et technique de la CENAT ;
- (iii) *le niveau d'exécution des activités sur le terrain* assuré par les partenaires – les OP faîtières, les communautés villageoises et leurs associations, - et par les prestataires de services (STD, bureaux d'études, GSC, ONG, consultants, entreprises de travaux).

147. L'approche du ProDAF capitalise les partenariats stratégiques (participation et/ou animation de plateforme multi-bailleurs, multi-acteurs sur des problématiques clés), opérationnels (approche du faire-faire), scientifiques (approche de capitalisation des apprentissages et de production de savoirs), financiers, établis au cours des décennies d'intervention du FIDA au Niger. Ces partenariats sont décrits plus spécifiquement dans les volets auxquels ils se rapportent.

Illustration 2 : Structure organisationnelle du ProDAF



C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

Suivi-évaluation et Planification

148. Le système de S&E du Programme sera bâti autour du cadre logique en tant qu'outil de gestion, de planification et d'aide à la prise de décisions pour l'ensemble des partenaires de la mise en œuvre. Le système de S&E utilise plusieurs outils participatifs pour mesurer la performance du Programme. Les enquêtes complémentaires effets/impact (démarrage, tiers-parcours et achèvement) et l'analyse économique et financière annuelle des exploitations agricoles et des autres activités (plateformes de commercialisation) déjà mis en place dans le cadre du PASADEM et du Ruwanmu permettront de mesurer l'impact du Programme sur l'accès des groupes cibles vulnérables au marché, la réduction de leur niveau de pauvreté et l'amélioration de leur résilience. La base de

données informatisée du Programme va être directement liée au SIG pour permettre une visualisation cartographique des résultats du ProDAF.

149. Le système de planification et de suivi-évaluation du ProDAF mettra à l'échelle les systèmes déjà existants du PASADEM et Ruwanmu et finira de les harmoniser en une seule et même base de données, d'un système d'information géographique (SIG) et d'un manuel de procédures uniques.

150. Des objectifs quantitatifs seront arrêtés par région et par phase de mise en œuvre au démarrage du programme, lors de la revue du cadre logique avec les parties prenantes. Deux revues à tiers-parcours et une évaluation terminale sont prévues afin de comparer les changements observés à la situation de référence. Le système devra, pour un coût maîtrisé, rester simple dans son utilisation, réactif, dynamique et participatif, responsabilisant et utile à chaque acteur. Il devra alimenter la réflexion critique et soutenir la prise de décision pour une gestion axée sur les résultats du Programme pays FIDA au Niger.

151. Les outils déjà élaborés et opérationnels au niveau des projets en cours (enquête SYGRI, enquête complémentaire d'évaluation des effets/impact, fiches de suivi des activités, études thématiques, dispositif de ciblage nominatif, dispositif de suivi agronomique, tableaux de bord) seront harmonisés et le système sera conforme à la méthodologie SYGRI préconisée par le FIDA.

152. Les outils disponibles seront enrichis : i) d'un logiciel EX-ACT (développé par la FAO) pour l'élaboration de bilans carbone afin de suivre les effets relatifs aux activités d'adaptation au changement climatique, et ii) d'un dispositif innovant de suivi de la performance économique et financière des principaux investissements du Programme (suivi de la marge nette des exploitations agricoles et suivi des volumes de production échangés sur les marchés de demi-gros).

153. Sur la base des données collectées dans le cadre du PASADEM et du Ruwanmu et des observations de terrain, les marges nettes additionnelles dégagées par un échantillon de porteurs de micro-projets reposant sur des budgets de cultures (mil, maïs, sorgho, niébé et cultures maraîchères-tomate, oignons, choux, canne à sucre, patate douce) suggèrent que les activités proposées sont financièrement rentables du point de vue des bénéficiaires.

154. L'analyse financière des principaux PDE, initiée dans le cadre des projets en cours en collaboration avec leurs partenaires (CRA, *Hadin Gwiwa*, ONG AcSSA) a porté sur les comptes d'exploitation financiers des différentes parties prenantes du PDE (producteurs, collecteurs, manutentionnaires, commerçants/ demi-grossistes, collectivités, SARL de gestion de marché). Les données ont été triangulées avec celles collectées lors des premières supervisions des projets. L'étude de rentabilité pour quatre marchés « types » dans les régions de Zinder (Bandé pour la canne à sucre ; Guidimouni pour les productions maraîchères), de Tahoua (Doguéraoua pour les tomates) et de Maradi (Tessaoua pour les céréales) a été effectuée. Les premiers résultats présentent une rentabilité satisfaisante pour ces quatre « types » d'investissements.

155. Sur la base d'entretiens avec AcSSA et la CRA, et en prenant le marché de Tessaoua comme cas d'étude, un compte d'exploitation et de résultats de la SARL a été élaboré. L'analyse a calculé : i) le résultat brut d'exploitation (RBE), ii) le bénéfice net après impôts, et iii) les dividendes pour chacun des membres du conseil d'administration de la future SARL (mairie –part de 40%, et Groupe d'Intérêt Economique - part de 60%). L'analyse du plan d'affaire prévisionnel montre un solde net avant et après impôt positif. Ces résultats satisfaisants sont basés sur l'hypothèse d'une contribution payée à la SARL par chacun des opérateurs de marchés (à négocier avec le *Hadin Gwiwa* et la mairie).

156. Un dispositif de **système d'information géographique (SIG)** est mis en place en complément du suivi-évaluation et représente un outil central d'appui cartographique, d'aide à la décision et de suivi environnemental. Ce dispositif offre des produits cartographiques accessibles aux différents utilisateurs et partenaires impliqués dans la mise en œuvre et le suivi du Programme, ainsi que le renforcement de leurs capacités. L'installation d'un système simple, transversal à toutes les composantes, centralisé à Maradi et permettant un échange fluide entre la base de données du suivi évaluation et la base des données géo-référencées est crucial. Ce système est également capable de

faciliter : i) la planification des activités, ii) le suivi des activités, iii) l'évaluation des impacts environnementaux, iv) l'identification des bonnes pratiques en terme d'adaptation au changement climatique, v) la cohérence spatiale des actions en terme d'approche stratégique, de protection des bassins de production et de coordination entre les partenaires au développement de la zone d'intervention.

157. Les partenaires de mise en œuvre sont : i) pour la recherche action, les institutions de recherche et formation⁵², ii) pour le suivi opérationnel, les services techniques des ministères impliqués (environnement, agriculture, élevage, génie rural, hydraulique et Code rural) ; iii) pour la dissémination des informations sur l'environnement et le changement climatique, les ONG et groupement suivi-conseil (GSC). Une assistance technique internationale interviendra de façon ponctuelle pour renforcer le contrôle qualité.

158. Le programme réalisera son cadre de gestion environnementale et sociale conformément aux dispositions en vigueur au Niger et en liaison avec le Bureau d'études environnementales et des évaluations d'impacts. Ce cadre précisera les activités qui feront l'objet d'études environnementales approfondies ou simplifiées.

Communication, gestion et capitalisation des savoirs

159. Le système de suivi-évaluation du ProDAF va contribuer significativement à la gestion des savoirs (paysans, expérimentaux et scientifiques) et à la prise de décisions utiles à l'action. Les résultats (produits, effets et impacts) et leçons apprises de l'exécution sont : i) capitalisés et archivés électroniquement et physiquement dans un centre de documentation et ii) partagés/diffusés sous diverses formes adaptées aux différents publics visés (cartes, notes techniques, films, ateliers de partage, rapports d'études, site web, journées portes ouvertes, mémoires de recherche) à travers un processus de gestion des savoirs organisé (identification des besoins ; production ; validation et partage). Dans une première phase, l'accent sera mis sur le partage et la communication interne.

160. **Durabilité et mécanismes de pérennisation.** La durabilité des résultats attendus du ProDAF est assurée par : i) le partenariat efficace avec les institutions publiques locales, la société civile rurale organisée (OP, GACAP, AUE, *Hadin Gwiwa* etc.) et le secteur privé dans la conception et la mise en œuvre des activités, ii) l'assurance de la rentabilité économique et financière des infrastructures commerciales créées ou réhabilitées, ainsi que des micro-projets financés, iii) l'aménagement des bassins versants, pour une exploitation durable des terres et des ressources hydriques et iv) des investissements en équipements de petite irrigation financés à coûts partagés par des institutions financières locales aux conditions du marché et capables de renouveler ces financements rentables.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

161. La gestion administrative et financière du Programme est calquée sur celle, très performante, des projets en cours. Cette performance⁵³ a été confirmée par une analyse des données disponibles en appendice 7.5 et 7.6 qui peut se résumer ainsi :

i) capacités de planification/programmation de PTBA pour des moyennes annuelles par région de 4 milliards de FCFA (8 millions de dollars EU), soit 12 milliards de FCFA (24 millions de dollars EU) ;

ii) capacités d'exécution financière des PTBA en progression de 77% en 2013 à 96% en 2014 avec des montants mobilisés de 9,2 milliards de FCFA en 2013 et 10,3 milliards de FCFA ;

iii) capacités de décaissement de 9,2 milliards en 2013 à 10,3 milliards en 2014 ;

iv) capacités de mobilisation et de gestion des autres ressources notamment OFID, FEM, PAM, Etat, Bénéficiaires pour renforcer et accompagner les ressources FIDA ;

⁵² Universités, Agrhymet, INRAN, ICRISAT, Météo, ICRAF, CGIAR dont les rôles respectifs seront précisés lors de la prochaine mission.

⁵³ Ces capacités seront renforcées i) grâce au dispositif de décaissement des fonds renouvelables (Base/rapport) qui permet de réduire les délais de traitement des DRF et ii) la réduction des délais de passation de marché par le Gouvernement avec le rehaussement du seuil des cotations de 10 millions à 50 millions et la décentralisation du processus de dépouillement et d'analyse des offres.

iv) capacités d'élaboration des DAO, des dossiers techniques à travers la capitalisation d'expérience des équipes techniques chargés des infrastructures (marchés de demi gros, centre de collecte, pistes) qui se traduisent notamment par des réductions de délais qui passent de cinq à trois mois.

162. Une adaptation des manuels de procédures administratives et financières et d'opérations tiendra compte des évolutions institutionnelles décrites ci-dessous.

163. **Gestion fiduciaire.** Le ProDAF repose sur un environnement de contrôle interne fiable et rigoureux et une équipe qualifiée, héritée des projets PASADEM et Ruwanmu qui ont permis d'atteindre des taux de décaissements remarquables.

164. Il sera ouvert un compte désigné en Francs CFA, au nom du Programme, à Niamey, dans une banque commerciale acceptable par le FIDA. Sur requête de la CENAT chargée entre autres, du contrôle qualité, de la cohérence et de la consolidation financière, le compte sera mouvementé et géré selon le mécanisme des fonds renouvelables. Les signataires de ce compte désigné sont : i) le/la responsable administrative et financière (responsable fiduciaire) et ii) l'un ou l'autre des deux assistants techniques nationaux senior selon leur disponibilité⁵⁴.

165. Cette procédure innovante permet au programme de recevoir une avance conséquente correspondant aux prévisions de dépenses de six mois du PTBA. Ces fonds feront l'objet de justifications régulières et périodiques des paiements (tous les trois mois, ce qui est optimal). L'appel de la seconde avance sera fait sur base de la justification de 80% de l'avance précédente.

166. Au niveau de chaque unité régionale de gestion de projet et de la CENAT elle-même, il sera ouvert un compte d'opérations en FCFA (soit quatre au total). Chacun de ces comptes recevra les fonds du compte désigné ouvert à Niamey sur la base d'appel de fonds par les URGP en fonction des besoins de trésorerie trimestriels. Mensuellement, il sera procédé à une justification des dépenses par la CENAT. Les signataires des trois comptes d'opérations des URGP sont : i) le/la responsable administrative et financière de l'URGP et ii) le coordinateur régional ou, en son absence et par intérim, le responsable suivi-évaluation régional. Les signataires du compte d'opérations de la CENAT sont : i) le/la responsable administrative et financière (responsable fiduciaire) et ii) l'un ou l'autre des deux assistants techniques senior selon leur disponibilité. Le PASADEM et le Ruwanmu, utilisent de façon régulière et optimale le progiciel de gestion financière «Tompro» dans sa dernière version qui donne entière satisfaction dans la préparation des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et des reportings mensuels. La CENAT aura la responsabilité de : i) consolider les données financières, ii) monter la DRF de justification, iii) monter la DRF d'avance et iii) consolider les rapports trimestriels (rapports financiers intérimaires).

167. Au démarrage du ProDAF, la gestion des projets en cours sera confiée au nouvel organigramme sur base régionale. Toutefois les signataires désignés conservent leurs attributions (pour le PASADEM le Responsable Administratif et Financier et le Directeur, pour le PUSADER+ et le PPI Ruwanmu, la Responsable Administrative et Financière et le Coordinateur national). Une estimation des PTBA pour les années concernées (2015, 2016 et 2017) montre que le volume des activités restantes ne dépasseront pas 16 millions de dollars EU et généreront une charge de travail pouvant être efficacement gérée par ce dispositif. Il reviendra à chaque comptable de dresser les états financiers périodiques conformément aux dispositions des accords de prêts initiaux.

168. Le dispositif de passation de marchés est porté par : i) la loi n°2011/037 du 28 octobre 2011 portant principes généraux, contrôles et régulations des marchés publics et des délégations de services publics, ii) le décret n°2014-070/PRN/MF du 12 février 2014 portant contrôle à priori des procédures de passation de marchés qui est exercé par la direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers et iii) l'arrêté n°037/CAB/PM/RMP du 21 janvier 2014 fixant les seuils de passation de marchés de l'Etat, des établissements publics, des sociétés d'Etat et

⁵⁴ Ce système de double signature parmi trois signataires a été mis en place dans d'autres projets au Niger comme le PAC III sous financement Banque Mondiale.

des sociétés à participation publique majoritaire d'une part, et des collectivités territoriales ou locales d'autre part.

169. Ces nouveaux textes donnent plusieurs avantages en terme d'allègement des délais réglementaires pour toutes les procédures d'acquisition ou de travaux inférieurs à 50 millions de FCFA ce qui facilitera la mise en œuvre des plans de passation de marchés. Toutefois, il est fait obligation de procéder à l'enregistrement des contrats supérieurs à 10 millions de FCFA auprès de la direction générale des impôts.

170. L'audit des comptes du ProDAF se fait annuellement par un cabinet qualifié.

E. Supervision

171. Le ProDAF est directement supervisé par le FIDA. Deux missions conjointes (FIDA-Gouvernement du Niger auxquels sont associés les partenaires financiers du ProDAF) sont organisées annuellement suivies par des missions régulières d'appui à la mise en œuvre. Les organisations paysannes, le RECA, les CRA et les représentants du secteur privé pourront être invités à participer aux ateliers et réunions de restitution. La supervision constitue une opportunité pour évaluer les résultats et les leçons apprises sur la base d'une approche participative et inclusive, pour mener conjointement des réflexions pour améliorer la mise en œuvre et les impacts du Programme. De manière spécifique, les missions de supervision visent à : i) évaluer la performance globale des approches adoptées du point de vue stratégique et opérationnel ; ii) mesurer les progrès en termes de réalisations physiques et financières, ainsi que de contribution à l'atteinte des objectifs qui ont été assignés au ProDAF et leur pertinence par rapport aux politiques publiques de développement du Pays ; iii) assurer la mise-en-œuvre efficace des activités techniques et financières ; iv) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées (du point de vue technique et de la gestion fiduciaire) ; v) faire une analyse globale sous l'angle du montage institutionnel et du fonctionnement (adaptation au contexte, contraintes, insuffisances et leçons à tirer pour la suite) ; vi) formuler des recommandations et propositions pertinentes et réalistes pour la suite du Programme et pour son évolution technique, organisationnelle et fiduciaire.

172. La première des revues à tiers parcours du Programme sera réalisée en 2018 organisée par le Gouvernement du Niger et le FIDA. Il faut aussi noter qu'en 2018, avec la clôture des deux projets en cours (PASADEM et PPI-Ruwanmu), l'évaluation finale du COSOP (2013-2018), et les données/indicateurs fournis par les deux enquêtes finales SYGRI, le FIDA pourra bénéficier d'une masse importante d'informations et de données primaires sur les impacts et la performance globale de ses opérations.

F. Identification et atténuation des risques

Tableau 6: Matrice d'atténuation des risques

Risques	Atténuation	Niveau		
		F	M	f
Effet 1 : L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques				
Politique : les conditions politiques et sécuritaires de la zone du Programme se dégradent	Le ProDAF base sa stratégie d'intervention sur les acteurs économiques locaux (producteurs/trices, commerçants, etc.) et organisés (PME, OP, COGES, etc.) et des communautés locales capables d'assurer la durabilité et continuité des investissements, notamment en situation/période de crises politiques/institutionnelle. Le dispositif opérationnel se base sur les capacités techniques et opérationnelles nationales et locales		X	
Environnemental : aléas climatiques défavorables	Le ProDAF contribuera à mieux prévoir les évolutions climatiques à travers la production et la diffusion des informations météorologiques pour prévenir/anticiper les crises (SIG/téledétection) et à fournir les technologies adaptées permettant aux producteurs/trices de pratiquer une agriculture résiliente aux chocs liés aux effets du changement climatique		X	
Environnemental : baisse de niveau de	Le ProDAF contribuera à une meilleure connaissance du niveau de		X	

la nappe phréatique	la nappe et de son évolution grâce au réseau piézométrique. Ces informations seront partagées et diffusées en impliquant les STD et les AUE pour une meilleure utilisation et gestion des eaux disponibles. Le ProDAF contribuera aussi au rechargement de la nappe par une meilleure mobilisation des eaux de pluies à travers les activités sur les bassins versants			
<i>Economique</i> : La couverture des charges de renouvellement des infrastructures et équipements d'irrigation est déterminante pour la durabilité des investissements en petite irrigation	La responsabilisation des promoteurs en gestion (plan d'affaire et suivi technico-économique) et la bancarisation (financement à coûts partagé impliquant des institutions financières aux conditions du marché, éducation financière) contribueront à la durabilité des investissements d'exploitations agricoles familiales			X
<i>Social</i> : les bénéficiaires vulnérables peuvent subir des crises lors d'aléas climatiques sévères qui entraînent leur décapitalisation	Le programme contribuera à anticiper, absorber et répondre aux chocs par le renforcement de la résilience des ménages vulnérables aux crises et la contribution au programme de filets sociaux (capital contre travail, greniers féminins de soudure, éducation nutritionnelle, reconstitution du capital petits ruminants/volailles, microprojets)		X	
<i>Technico-économique</i> : Distorsion du marché des farines infantiles renforcées et du comportement des mères causés par les distributions gratuites de compléments alimentaires (ex : blanket feeding)	Le ProDAF contribuera aux plateformes multi-acteurs et multi-bailleurs de sécurité nutritionnelle pour faire intégrer le dispositif marchand dans les campagnes nutritionnelles. Le ProDAF contribuera à rendre accessible sur de nombreux points de vente traditionnels (marchés, boutiques de villages) les farines infantiles renforcées.		X	
<i>Technique</i> : les améliorations techniques des systèmes de production restent confinés aux premiers bénéficiaires	Le ProDAF impliquera directement dans sa mise en œuvre le dispositif national de vulgarisation agricole/élevage/environnemental que le Gouvernement vient de renforcer en postant de manière permanente des techniciens agricoles/élevage/environnement au niveau de chaque commune. Le ProDAF continuera à faciliter les échanges de pair à pair avec la promotion de GACAP reconnus par les CRA			X
Effet 2 : Les producteurs valoriseront mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionneront les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers				
<i>Politique</i> : manque d'appui des autorités territoriales (mairies et conseils régionaux) dans la maîtrise d'ouvrage des biens communs	Les autorités territoriales ont été impliquées dans la conception du ProDAF (rencontres, atelier) et le Programme conserve la commune comme porte d'entrée administrative de toute intervention tout en les impliquant dans des partenariats publics privés locaux			X
<i>Economique</i> : le niveau de contribution des opérateurs du marché par le biais des redevances est déterminant pour assurer la durabilité des marchés de demi-gros	L'analyse économique et financière sera utilisée par les partenaires de mise en œuvre pour que soit négocié le niveau de contributions/redevances entre les opérateurs économiques (<i>Hadin Gwiwa</i>) et les mairies			X
<i>Financier</i> : le secteur privé (PME, fédérations) manquent de garanties pour obtenir le financement complémentaire nécessaire à la mise en œuvre de leur plan d'affaires	Le ProDAF, en partenariat avec la CCIAN et les STD (DRC/ASP), améliorera la qualité des plans d'affaires et facilitera la mise en relation des PME avec des investisseurs privés (du type SINERGI). Le ProDAF participera aux plateformes multi-acteurs (BAGRI, banques commerciales, SFD) et multi-bailleurs sur le financement du secteur rural pour adapter ses interventions à l'évolution du contexte		X	
<i>Social</i> : fractures et conflits sociaux au sein des communautés / communes retardent / empêchent la construction d'infrastructures économiques consensuelles	L'ingénierie sociale développée par le ProDAF avant toute intervention de génie civil permet la recherche d'un consensus local reposant sur les autorités (communes, chefferies) et les opérateurs économiques organisés en <i>Hadin Gwiwa</i> . Ce processus débouchera à long terme sur l'établissement d'un partenariat public privé local		X	
<i>Social</i> : les marchés de demi-gros peuvent exclure les groupes socio-professionnels traditionnellement moins reconnus (porteurs, cantonniers, restauratrices)	Les plateformes de concertation (<i>Hadin Gwiwa</i>) développées par l'ingénierie sociale du programme incluent ces groupes qui sont appuyés pour tirer des revenus des services qu'ils rendent dans et autour des infrastructures économiques (marchés, pistes)			X
<i>Environnemental</i> : les infrastructures économiques (pistes rurales, marchés de demi-gros) se détériorent rapidement suite à des aléas climatiques défavorables	Le ProDAF prendra en compte les risques climatiques dans la localisation et la conception des infrastructures. Les groupes de gestion/maintenance des infrastructures économiques utiliseront une partie des redevances issues des activités économiques (transactions commerciales) pour assurer la viabilité des dispositifs de protection et d'entretien permanent des ouvrages (incluant les barrières de pluie sur les pistes rurales)		X	
Mise en œuvre du ProDAF				
<i>Financier</i> : les partenaires financiers identifiés ne concrétisent pas leur	Le FIDA pourra mobiliser deux PBA additionnels (2016-18 et 2019-21) pour absorber tout financing gap du programme si les co-			X

contribution	financements ne sont pas mobilisés			
Les trois unités régionales pourront avoir des taux de réalisations variables	- Les unités de gestion régionales reposeront sur l'expérience d'équipes fiduciaires reconnues pour leur bonne performance en gestion - La cellule nationale d'appui technique (CENAT), constituée de cadres expérimentés, donnera un appui en ingénierie de projet et consolidera les activités des 3 unités régionales en suivi-évaluation et en gestion financière et fiduciaire - Des experts techniques internationaux seront mobilisés sur des missions de courte durée (génie civil, génie rural, commerce international, analyse économique)			X
Les PME/BTP locales ont des ressources/capacités limitées	Le ProDAF, en collaboration avec les services techniques concernés, développera des unités de génie civil dans chaque région appuyée par une assistance technique permanente de la CENAT pour assurer un suivi contrôle qualité de tout le dispositif			X
Les équipes des projets ne maîtrisent pas les procédures des nouveaux partenaires financiers (coopération italienne)	Le ProDAF harmonisera dans le manuel de procédures les différentes procédures des différents partenaires financiers			X
Les conditions sécuritaires de la zone du Programme se dégradent et limitent le déplacements sur le terrains aux mission de supervision	Renforcement des capacités opérationnelles du Bureau Pays du FIDA et de l'assistance technique nationale		X	

IV. Coût, financement, avantages et durabilité du Programme

A. Coût du programme

173. Le coût global du programme, sur une période de 8 ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, est évalué à 103,6 milliards de FCFA, équivalent à 207,2 millions de dollars EU. Il est constitué d'un coût de 22,3 milliards de FCFA (44,7 millions de dollars EU) couvert par des financements déjà approuvés et de 81,3 milliards de FCFA (162,5 millions de dollars EU) à couvrir par de nouveaux financements.

174. Le coût de 162,5 millions de dollars EU à couvrir par de nouveaux financements est constitué d'un coût de base de 142,7 millions de dollars EU et des provisions pour imprévus physiques et financiers d'un montant total de 19,8 millions de dollars EU (12%). Les taxes y sont incluses pour un montant de 18,6 millions de dollars EU (12%) et le montant de la part du coût en devises s'établit à 46,0 millions de dollars EU (28%).

175. Le coût estimatif global du programme se répartit de la façon indicative suivante:

176. **Composante 1** : Renforcement de l'agriculture familiale durable pour 103,5 millions de dollars EU (49,9%) dont, i) sous-composante 1.1 - aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques pour 76,6 millions de dollars EU (37,0%), ii) sous composante 1.2 - renforcement des capacités des acteurs ruraux pour 19,7 millions de dollars EU (9,5%) et iii) sous-composante 1.3 - leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle pour 7,2 millions de dollars EU (3,5%).

177. **Composante 2** : Accès aux marchés pour 78,3 millions de dollars EU (37,8%) dont, i) sous-composante 2.1 - aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation pour 61,1 millions de dollars EU (29,5%), ii) sous-composante 2.2 - modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques pour 13,3 millions de dollars EU (6,4%) et, iii) sous-composante 2.3 - intégration régionale des échanges pour 3,9 millions de dollars EU (1,9%).

178. **Composante 3**: Gestion et coordination du programme, suivi évaluation et gestion des savoirs pour 25,5 millions de dollars EU (12,3%) y compris un montant de 5,4 millions équivalent à 3% des composantes techniques pour financer le suivi-évaluation et la gestion des savoirs.

179. La répartition par composante du coût relatif aux nouveaux financements (162,5 millions de dollars EU) se présente comme suit :

Tableau 7: Répartition par composante du coût relatif aux nouveaux financements

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Components Project Cost Summary								
	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable								
1. Aménagements Structurants et Productifs Résiliants aux Risques Climatiques	22,198.3	8,975.1	31,173.5	44,396.7	17,950.3	62,347.0	29	44
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	3,870.6	2,818.1	6,688.7	7,741.2	5,636.1	13,377.4	42	9
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	2,234.4	637.3	2,871.7	4,468.8	1,274.5	5,743.4	22	4
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	28,303.4	12,430.5	40,733.8	56,606.8	24,860.9	81,467.7	31	57
B. Accès aux Marchés								
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	11,411.2	5,395.5	16,806.7	22,822.5	10,791.0	33,613.4	32	24
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Econ	2,827.5	880.1	3,707.6	5,655.0	1,760.2	7,415.2	24	5
3. Intégration Régionale des Echanges	1,462.2	321.3	1,783.5	2,924.3	642.6	3,566.9	18	2
Subtotal Accès aux Marchés	15,700.9	6,596.9	22,297.8	31,401.8	13,193.8	44,595.6	30	31
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi/Evaluation et Gestion des Savoirs	6,930.2	1,401.6	8,331.8	13,860.3	2,803.2	16,663.5	17	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

180. La répartition par catégorie de dépenses du coût relatif aux nouveaux financements (162,5 millions de dollars EU) se présente comme suit :

Tableau 8: Répartition par catégorie de dépenses du coût relatif aux nouveaux financements

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Expenditure Accounts Project Cost Summary								
	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
I. Investment Costs								
A. TRAVAUX	16,941.1	11,198.1	28,139.2	33,882.1	22,396.3	56,278.4	40	39
B. VEHICLES	1,142.6	756.1	1,898.7	2,285.2	1,512.1	3,797.3	40	3
C. EQUIPEMENTS & MATERIELS	827.2	547.3	1,374.5	1,654.4	1,094.7	2,749.1	40	2
D. FORMATIONS	1,141.3	1,132.3	2,273.7	2,282.7	2,264.7	4,547.4	50	3
E. CONSULTATIONS	9,391.5	32.6	9,424.2	18,783.0	65.3	18,848.3	-	13
F. BIENS & SERVICES & INTRANTS	6,408.4	6,346.2	12,754.5	12,816.8	12,692.3	25,509.1	50	18
G. DONS & SUBVENTIONS	7,230.2	-	7,230.2	14,460.3	-	14,460.3	-	10
Total Investment Costs	43,082.2	20,012.7	63,094.9	86,164.5	40,025.4	126,189.8	32	88
II. Recurrent Costs								
A. SALAIRES & INDEMNITES	6,872.1	-	6,872.1	13,744.3	-	13,744.3	-	10
B. COUTS DE FONCTIONNEMENT	980.1	416.3	1,396.4	1,960.1	832.6	2,792.7	30	2
Total Recurrent Costs	7,852.2	416.3	8,268.5	15,704.4	832.6	16,537.0	5	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

B. Financement du programme

181. Le ProDAF sera financé à hauteur de 207,2 millions de dollars EU par : i) FIDA dont reliquat PASADEM/PPI-RUWANMU (10,5 millions de dollars EU, soit 5,1%), SAP (Système d'Allocation basé sur la Performance) 2013-2015 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%), SAP 2016-2018 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%), ASAP (13,0 millions de dollars EU, soit 6,3%), FEM (8,0 millions de dollars EU, soit 3,9%), OFID (6,0 millions de dollars EU, soit 2,9%) ; ii) Coopération Italienne/DGCS (28,2 millions de dollars EU, soit 13,6%), iii) Gouvernement du Niger (33,4 millions de dollars EU, soit 16,1%, dont 18,6 millions de dollars EU sous forme d'exonération de taxes et 14,8 millions de dollars EU d'apport de fonds) et iv) bénéficiaires (11,1 millions de dollars EU, soit 5,4%).

182. Il ressort que le besoin de **nouveaux financements** s'établit à 162,5 millions de dollars EU à couvrir comme suit:

- i) 48,5 millions de dollars EU par le SAP 2013-2015 du FIDA (50% don et 50% prêt);
- ii) 13,0 millions de dollars EU par l'ASAP (don);
- iii) 8,0 millions de dollars EU par le FEM (don);
- iv) 33,4 millions de dollars EU par le Gouvernement du Niger, dont 18,6 millions de dollars EU sous forme d'exonération de taxes et 14,8 millions de dollars EU d'apport de fonds;

- v) 11,1 millions de dollars EU par les bénéficiaires;
- vi) 48,5 millions de dollars EU par le SAP 2016-2018 du FIDA (modalités à déterminer).

Tableau 9: Plan de financement global du programme (millions de Dollars des EU)

Components by Financiers
(USD million)

	FIDA			FIDA			DGCS Italie	BENEF	GOVT		Total	
	RELIQUAT PASADEM + RUWANMU	PBA 13/15	PBA 16/18	ASAP	FEM *	OFID PUSADER +			Montant HT	Montant TTC	Montant	%
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable												
1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques	5	15.8	15.7	10.1	7.1	-	-	9.7	6.3	13.2	76.6	37.0%
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	2.1	6.2	6.2	1.4	-	-	2.9	0.1	-	0.8	19.7	9.5%
3. Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle		2.8	2.8	-	-	-	0.8	-	-	0.8	7.2	3.5%
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	7.1	24.8	24.8	11.5	7.1	-	3.7	9.9	6.3	14.7	103.5	49.9%
B. Accès aux Marchés												
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plates-formes de commercialisation	1.6	12.7	12.7	-	-	6.0	14.5	-	7.6	13.7	61.1	29.5%
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Economiques	0.5	3.3	3.3	-	-		4.5	1.3	-	0.5	13.3	6.4%
3. Intégration Régionale des Echanges	-	1.7	1.7	-	-			-	-	0.5	3.9	1.9%
Subtotal Accès aux Marchés	2.1	17.7	17.7	-	-	6.0	19.0	1.3	7.6	14.6	78.3	37.8%
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi évaluation et gestion des savoirs	1.3	6.1	6.1	1.5	1.0	-	5.5	-	0.9	4.0	25.5	12.3%
Total PROJECT COSTS	10.5	48.5	48.5	13.0	8.0	6.0	28.2	11.1	14.8	33.4	207.2	100.0%
	5.1%	23.4%	23.4%	6.3%	3.9%	2.9%	13.6%	5.4%	7.1%	16.1%	100.0%	

* Proposition de financement qui reste à confirmer

C. Résumé des avantages et analyse économique

Bénéficiaires

183. Un total de 290 000 ménages ruraux, soit 2 030 000 producteurs, bénéficieront des activités du programme. A travers les deux composantes techniques (« Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable » et « Accès aux Marchés ») et une approche territoriale par « Pôles de Développement Economique » (PDE) intégrant bassins versants, bassins de production, centres de collecte et marchés de demi-gros, les bénéficiaires du programme augmenteront durablement leur productivité, leur résilience aux risques climatiques et leur accès aux marchés locaux et urbains.

Analyse financière (voir appendice 10 pour étude détaillée)

184. La rentabilité financière des activités agricoles a été évaluée sur la base: i) des budgets de cultures pluviales (mil, sorgho, niébé et arachide), ii) des budgets de cultures maraîchères (tomate, oignons, choux, patate douce) , iii) du système de production (systèmes pluviaux et irrigués); et des analyses et prévisions des impacts du changement climatique dans les scenario "sans projet" ont été prises en compte (voir Annexe 12). En particulier l'IFPRI (2013) estime qu'en 2050 la plupart des productions de céréales du Niger connaîtront des baisses de rendement de 5 à 25% et une rétraction des zones favorables à leur culture. Dans le cas des cultures pluviales, la marge brute additionnelle s'élève à 17 895 FCFA pour les ménages agricoles pratiquant l'association mil / niébé, 9 418 FCFA pour ceux faisant l'association mil / sorgho / niébé, 21 629 FCFA pour ceux réalisant l'association mil / arachide et 26 097 FCFA pour ceux produisant le mil en culture pure (hypothèse de 1,5 hectare par ménage). Dans le cas du maraîchage, sur les 5 000 hectares de sites aménagés dans les vallées (sites aménagés autour des mini-barrages et des mares), les ménages dégageront une marge brute entre 267 500 et 433 500 FCFA (hypothèse de 0,25 hectare par ménage). Ces résultats montrent que le producteur pourra faire face aux charges supplémentaires requises pour la mise en œuvre des itinéraires techniques améliorés et dégager un revenu additionnel, et ainsi subvenir à d'autres dépenses courantes. Un taux de rentabilité interne financier (TRI) et une valeur actuelle nette (VAN) ont également été calculés afin de mesurer la rentabilité des micro-projets productifs (équipés avec des «kits motopompes», des réseaux d'irrigation et un forage). Les résultats ex-ante suggèrent des activités rentables, avec des VAN positives et des TRI compris entre 19% et 47%. Les TRI varient entre 36% et 66% lors de l'analyse des cash-flows après financement sur la base des mécanismes de financement du ProDAF (subvention, apport, crédit) ce qui témoigne de la faisabilité et profitabilité du modèle.

185. L'analyse financière des principaux marchés de demi-gros et comptoirs maraîchers, initiée dans le cadre de la deuxième mission de supervision du Ruwanmu, a été poursuivie. Les comptes d'exploitation financiers des différentes parties prenantes des marchés (producteurs, collecteurs, manutentionnaires, commerçants/ demi-grossistes, collectivités/ mairies, Société à Responsabilité Limitée/ SARL de gestion de marché) ont été élaborés et la rentabilité de ces quatre marchés dans les régions de Zinder (Bandé, pour la canne à sucre; Guidimouni pour les productions maraîchères), de Tahoua (Dogueraoua pour les tomates) et de Maradi (Tessaoua pour les céréales) a été calculée. Les résultats présentent une rentabilité satisfaisante pour ces quatre « types » d'investissements, avec des VAN positives et TRI compris entre 14,2% et 48%.

186. Un compte d'exploitation et de résultats de la SARL, responsable de la gestion du marché, a également été préparé. L'analyse du plan d'affaire prévisionnel montre un solde net avant et après impôt positif. Ces résultats satisfaisants sont basés sur l'hypothèse d'une contribution que chacun des opérateurs de marchés devra verser à la SARL (redevances qui devront être négociées avec le *Hadin gwiwa* lors de la mise en œuvre du ProDAF, voir matrice des risques, chapitre III, section F).

Analyse économique (voir appendice 10 pour étude détaillée)

187. L'analyse économique du ProDAF se pose du point de vue de l'intérêt national et porte sur le Programme entier afin de calculer la rentabilité globale des investissements vers les bassins versants, les bassins de production et les marchés. L'analyse économique est basée sur les hypothèses suivantes: i) l'analyse porte sur une période de 20 ans; ii) un taux d'actualisation («discount rate») de 10% a été utilisé afin de refléter le coût d'opportunité du capital au Niger; iii) l'analyse a été faite en prix constants en utilisant le taux de change de 500 FCFA pour 1 dollar EU; iv) les bénéfices économiques ont été exprimés en valeurs constantes de juin 2014 et valorisent les productions additionnelles agricoles des exploitants qui cultivent le mil, le sorgho, le niébé, l'arachide et les produits maraîchers. Les budgets de culture tels que calculés dans l'analyse financière ont été transformés en budgets économiques en tenant compte des prix économiques (obtenus par la méthode des prix de référence) des productions et des intrants, et en éliminant les frais financiers.

188. Les externalités positives du Programme sur la collectivité, telles que les services environnementaux issus des activités de gestion durable des terres, comme la Régénération Naturelle Assistée (RNA), la récupération des terres dégradées, ou encore la production agro-écologique durable, ont été valorisées dans l'analyse économique. Le logiciel « Ex-Ante Carbon-Balance Analysis Tool » (EX-ACT, développé par la FAO) a permis l'élaboration de bilans carbone. Le bilan carbone préliminaire des activités ASAP du ProDAF montre un potentiel d'atténuation de (-) 28,6 t CO₂-eq par hectare en 20 ans, soit un bilan annuel de (-) 1,4 t CO₂-eq par hectare et par an. Valorisée à un coût social, la quantité additionnelle de carbone séquestrée par hectare et par an a pu être comptabilisée dans le cash-flow économique du ProDAF.

189. Les effets issus de la construction et de la réhabilitation des pistes rurales sont également valorisés dans l'analyse économique. Un TRI économique de 21,7% a été estimé pour les 850 kilomètres de pistes, sur la base d'un bénéfice additionnel par kilomètre et par an de 15 026 Dollars des EU. Ces bénéfices n'ont été progressivement inclus dans l'analyse économique globale qu'à partir de la troisième année.

190. Compte tenu des hypothèses précédentes, **le TRIE global du Programme est de 15,7% et la VAN du flux de trésorerie nette économique générée par le ProDAF serait de 21,9 milliards de FCFA (43,8 millions de Dollars des EU)**. Ce résultat préliminaire est très satisfaisant étant donné que certains bénéfices n'ont pas été pris en considération dans l'analyse. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la variation du TRIE dans l'hypothèse: i) d'une diminution des rendements, ii) d'une réduction des prix de vente des productions, iii) de prix élevés sur les intrants agricoles, iv) d'une diminution des superficies cultivable sous l'effet du changement climatique (cf. Analyse Appendice 12.1) et v) d'une réduction des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités. Il ressort de l'analyse de sensibilité que le TRIE est sensible à une baisse des prix de vente ou des rendements. Une baisse des rendements de 30% à 40% mène à des TRIE de 11,4 et 9,9%, alors qu'une baisse des prix de vente de 30% donne un TRIE de seulement 10,4%.

Une réduction de 30% des surfaces cultivées en pluviales donne un TRIE de 14,9% et une diminution de 30% de surface cultivées en pluviales et irriguées an TRIE de 11,8% .

Tableau 10: Analyse de sensibilité et lien avec la matrice des risques

Variable	TRIE	Matrice risques DCP
Scenario de base	15,7%	
Diminution des prix de production de 15%	13,1%	
Diminution des prix de production de 20%	12,2%	
Diminution des prix de production de 30%	10,4 %	
Augmentation des prix des intrants	14,6%	
Diminution des rendements de 15%	13,6%	Test risques environnementaux : "aléas climatiques défavorables", "baisse de niveau de la nappe phréatique" Test risques économiques : "renouvellement des investissements " Test risques techniques : "améliorations techniques confinées aux premiers bénéficiaires "
Diminution des rendements de 20%	12,9%	
Diminution des rendements de 30%	11,4%	
Diminution des rendements de 40%	9,9%	
Diminution des surface cultivées de céréales de 30%	14,9%	Impact du changement climatique (Appendice 12.1)
Diminution des surface cultivées de céréales et en irriguées de 30%	11,8%	
Diminution des volume de transaction de 20%	15,4%	Test risques économique : "durabilité des marches de demi-gros" Test risque environnemental: "dégradation infrastructures suite aux aléas climatiques"

Utilisation de l'Analyse Financière et Economique (AFE) pendant la conception du ProDAF

191. L'AFE a été utilisée comme un réel instrument d'aide à la décision durant toute la formulation du ProDAF. L'analyse financière des marchés de demi-gros et comptoirs maraîchers, ainsi que le plan d'affaire de la SARL, a permis d'évaluer le niveau de contributions (sous forme de redevance) qui assureront la durabilité du marché et de sa structure de gestion. L'AFE est venue en complément de l'ingénierie sociale en identifiant une thématique de négociation au sein du *Hadin gwiwa*.

Intégration des outils d'analyse financière et économique dans le système de suivi évaluation

192. L'intégration des outils (budgets de culture et comptes d'exploitation) et des indicateurs (marges nettes dégagées par les producteurs et les opérateurs de marché) de l'AFE dans le système de S&E, envisagée dans le cadre du Programme et sujette à une étude spécifique en cours d'élaboration par le FIDA, permettra: i) d'affiner l'évaluation de l'impact du ProDAF lors des supervisions et des revues à tiers-parcours et d'achèvement, ii) de mieux attribuer l'augmentation des revenus des bénéficiaires aux activités du programme (indicateur de suivi de l'objectif de développement) et iii) d'enrichir le capital de données disponibles pour l'AFE ex-post du programme.

D. Durabilité

193. La mise en place d'AUE permettra une implication des usagers dans la gestion durable de la ressource hydrique de manière intégrée (élaboration de règlements locaux limitant les abus, perception éventuelle de redevances, mise en place des comités de gestion responsables de la gestion des bassins versants aménagés et des terres récupérées) en collaboration avec les communes. Les commissions foncières seront impliquées dans le processus de sécurisation foncière des parcelles aménagées pour éviter des risques d'appropriation abusive et de conflit pendant et après projet.

194. Le ProDAF consolide les investissements des projets FIDA au Niger (PASADEM, Ruwanmu mais aussi PPILDA, PUSADER, IRDAR/RCI) dans les domaines de l'agriculture pluviale, de la petite irrigation, des marchés de demi gros, des pistes rurales. Les investissements en équipements à coûts partagés pour les bénéficiaires assurent que ces derniers aient convaincu une institution financière de la rentabilité de leur investissement ce qui leur permettra, avec une éducation financière adaptée, d'accroître leur capacité d'autofinancement pour renouveler leur équipement au bout de 3 ans.

195. Les infrastructures économiques liées à la production (Boutiques d'intrants, Centres de collecte satellites, marchés de demi-gros) seront construites en partenariat avec les OP ou les structures de gestion bénéficiaires sur la base d'une subvention adossée à l'élaboration d'un plan d'affaires qui prévoit les coûts de maintenance pour garantir la durabilité des investissements.

196. Le programme améliorera les infrastructures économiques rurales afin de faciliter les transactions commerciales et donc le flux des produits agricoles vers les marchés ruraux existants. Le Programme procédera à la réhabilitation de pistes rurales de desserte reliant les zones de production aux plateformes de collecte et de commercialisation tout en formant et en équipant les Brigades Communales d'Entretien des Routes.

197. La maîtrise d'ouvrage des infrastructures à caractère public sera exercée par les communes et s'appuiera sur le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage acquises dans le cadre des projets partenaires tels que le PAC3. Le ProDAF appuiera les différents acteurs à passer des conventions de délégation entre entités locales dans le cadre de la politique de partenariat public privé (gestion des ressources naturelles, gestion des marchés, entretien des pistes).

198. Le dispositif de réplication/diffusion des améliorations techniques, de pair à pair entre producteurs, appuyé par les deux dispositifs d'accompagnement des STD et des CRA permettra une adoption large des innovations indépendamment et par-delà le cadre du ProDAF.

199. Le programme s'appuiera sur les structures pérennes présentes dans les régions (communes, STD, Conseil régional, etc.) et sur les acteurs locaux organisés et renforcés (CRA, OP, GSC, SFD, ONG). Le programme appuiera la constitution et accompagnera le fonctionnement effectif des structures responsables de la gestion et de la maintenance des infrastructures et investissements (AUE regroupant les COGES concernés, BCER).

200. Le mécanisme de financement à coûts partagés génère une relation professionnelle stable entre les opérateurs économiques (irrigants, micro-entreprises familiales et rurales, OP, PME) et les institutions financières. Le remboursement des crédits permettra l'instauration d'un climat de confiance propice au renouvellement d'octroi de crédit sans avoir recours à de nouvelles subventions.

201. L'examen des contraintes climatiques effectué dans le cadre du financement ASAP, et leur prise en compte dans les PDC et les activités du programme concourent à la durabilité des investissements du ProDAF.



Investir dans les populations rurales

République du Niger

Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

Rapport de conception finale

Appendices

Date du document: 05/03/2015

No. du Projet:

No. du rapport:

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Appendices

Appendice 1:	Contexte du Développement Rural	1
Appendice 2:	Pauvreté, ciblage et groupes cibles	9
Appendice 3:	Performance du pays et enseignements tirés	29
Appendice 4:	Description détaillée du programme	39
Appendice 5:	Organisation du Dispositif de Mise en Œuvre du Projet	91
Appendice 6:	Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	161
Appendice 7:	Dispositifs de Gestion financière et de Décaissements	203
Appendice 8:	Passation des marchés	221
Appendice 9:	Coût et financement du programme	229
Appendice 10:	Analyse économique et financière	271
Appendice 11:	Sommaire du Manuel d'Exécution du Projet	291
Appendice 12:	Respect des politiques du FIDA	299
Appendice 13:	Contenu du Project Life File	335

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	=
1,0 USD	=

Poids et mesures

1 kilogramme	=	1 000 g
1 000 kg	=	2,204 livres
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 mètre	=	1,09 yards
1 mètre carré	=	10.76 pieds carrés
1 acre	=	0.,405 hectare
1 hectare	=	2,47 acres

Appendice 1: Contexte du Développement Rural

I. Contexte économique

1. Le Niger est un pays enclavé d'une superficie de 1 267 000 km² qui fait partie des Pays les Moins Avancés (PMA) et des Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV). Selon le dernier Rapport sur le Développement Humain (PNUD, 2013) le Niger se situe au dernier rang (186ème) avec 75,9% de sa population vivant avec moins de 2 USD /jour¹. Néanmoins depuis 1990, le taux de pauvreté nationale s'est amélioré en passant de 63% à 53% en 2005, et à 48% en 2011². L'évolution est positive, mais montre que le pays ne pourra pas atteindre le premier indicateur des ODM (diminution de moitié de la pauvreté par rapport à 1990). Les principaux obstacles restent: i) le taux de croissance de la population, parmi les plus élevés au monde qui est passé du 3,3% en 1988 au 3,9% en 2012 (RGP/H 2012)³ et ii) la forte dépendance de la population rurale aux aléas climatiques (catastrophes naturelles, irrégularités pluviométriques et dégradation des ressources naturelles entraînant le déboisement et la désertification).

2. Dans cet environnement naturel marqué par un régime climatique aride caractérisé par une pluviométrie faible et des températures élevées, la population rurale représente 78,3% de la population. Le secteur agricole occupe une place primordiale dans l'économie nationale et représente près de 45,2% du PIB en 2010, avec 1 021 milliards de FCFA. Le secteur agricole a même connu une plus forte croissance que le reste de l'économie sur la même période⁴. L'agriculture constitue la principale source de recettes d'exportation après le secteur minier grâce à la commercialisation du bétail sur pied et de produits agricoles de rente comme l'oignon, le souchet et le sésame (Cadre Stratégique de l'Initiative 3N, 2012).

A. Agriculture et développement rural

3. Le Niger dispose d'un potentiel d'environ 15 millions d'hectares de terres cultivables soit 11% de sa superficie. Les cultures irriguées représentent un important potentiel⁵ bien que sur un total de terres irrigables estimé à 270 000 ha⁶, soit environ 2% de la surface cultivable, 107 000 ha seulement (soit 40%) sont mis en valeur⁷. Les contraintes majeures de l'agriculture sont climatiques, économiques et techniques, avec une augmentation de la pression foncière illustrée par la diminution du ratio des terres arables⁸ par agriculteur qui est passé de 11,8 ha par agriculteur en 1980 à 5,1 ha par agriculteur en 2005. Aussi pour cette raison l'agriculture nigérienne repose sur de petites exploitations agricoles familiales combinant cultures pluviales (céréales et légumineuses), cultures

¹ PNUD, 2014. L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié. Rapport sur le développement humain 2013.

² Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 124 600 FCFA en 2000 à 212 500 FCFA en 2012, soit une augmentation de près de 70% et les produit national brut par habitant est passé de 561 USD en 2000 à 641 USD en 2013.

³ Institut National de la Statistique (INS), 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H – 2012).

⁴ Soit une croissance sectorielle avoisinant 25%, contre 20% pour celle de l'ensemble des secteurs de l'économie (1 906,9 milliards en 2006 et 2 295,4 milliards en 2010).

⁵ Le potentiel en eau de surface est sommairement estimé à 32 milliards de m³ et les écoulements souterrains renouvelables représentent un volume annuel d'environ 2,5 milliards de m³. Les cultures irriguées sont en croissance et représentent 30% de la valeur de la production agricole et 90% des exportations agricoles.

⁶ DATMEI/DGGR 2012 et Bilan du Programme d'Urgence de la Sécurité Alimentaire 2012.

⁷ Sous encadrement de l'Office National des Aménagements Hydro Agricoles environ 14 000 ha sont aménagés dont opérationnels environ 6 800 ha en maîtrise totale d'eau (grande irrigation) et 1 900 ha en polyculture. En outre selon le rapport de campagne ONAHA 2012 au Niger il y a environ 93 000 ha en petite irrigation (y compris les périmètres de contre-saison) et 5 300 ha en submersion contrôlée.

⁸ Évaluation conjointe Commission Européenne et Coopération Belge, Danoise, Française et Luxembourgeoise 2000-2008. Société d'Études et d'Évaluation SARL, Rapport final, Volume 1, août 2010.

irriguées de rente (oignon, poivron) et petit élevage qui ne permettent pas toujours aux ménages de produire suffisamment pour dégager un surplus une fois les besoins de consommation du ménage satisfaits.

4. **Agriculture.** L'agriculture nigérienne est caractérisée par un faible accès i) aux facteurs de production (intrants); ii) aux services d'appui-conseil et iii) aux équipements et technologies. La consommation d'engrais minéraux est de l'ordre de 21 000 tonnes sur 5,35 millions d'ha soit 4,3 kg/ha cultivé par an⁹ et est surtout réservée aux cultures irriguées et aux cultures pluviales de rente, même si selon la FAO¹⁰, le pourcentage des agriculteurs qui utilisent des engrais est plus fort pour les cultures maraîchères (oignon 80%, légumes divers 84%); il est moindre sur les autres cultures irriguées (maïs et sorgho irrigué 35%, riz 60%, coton 50%) et il est faible en culture pluviale (mil 1%, sorgho 5%, niébé 3%) à l'exception du souchet (100%). Les pratiques culturales sont souvent traditionnelles et reposent sur le savoir-faire paysan tandis que la transformation des produits agricoles est confrontée au manque d'équipements adéquats.

5. **Élevage.** Avec 35% du PIB agricole l'élevage représente un pilier important de l'économie. Le sous-secteur fait néanmoins face à des contraintes structurelles enrayant son développement, parmi lesquelles: (i) les difficultés d'accès aux services vétérinaires et d'appui-conseil, (ii) la faible sécurisation des espaces pastoraux (de plus en plus en concurrence avec les espaces agricoles), (iii) l'insuffisance de points d'eau, (iv) la faible disponibilité de fourrages complémentaires¹¹, (v) la difficulté d'accéder à des financements, et (vi) la faible valorisation des produits animaux sur les marchés. L'ancrage de l'élevage au sein d'un système agro-sylvo-pastoral complexe nécessite une approche globale et une gestion intégrée via la planification communautaire.

6. **Foncier.** La question foncière nécessite une approche globale qui comporte une diffusion des textes fondamentaux qui règlementent le système pour arriver à une sécurisation du foncier à travers la délivrance d'actes foncier par les organismes appropriés. Une méconnaissance et/ou l'inapplication du Code Rural, des lois du droit coutumier et du droit islamique, conjointement à un morcellement des terres agricoles a amené comme directe conséquence à une "déféminisation de l'agriculture", à lire comme un accès à la terre de plus en plus limité pour les femmes et les jeunes, et une augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs, accrus avec l'expansion des cultures.

7. **Accès aux marchés et échanges transfrontaliers.** Entre 2010 et 2012 les exportations ont augmenté de 110%, passant de 195 au 415 milliers de tonnes. Les produits agricoles représentent le troisième produit d'exportation avec 17 milliards FCFA/an, précédé par les produits de l'élevage (18 milliards de FCFA/an) et par l'uranium (338 milliards FCFA/an). Au-delà de l'augmentation des exportations vers l'Union Européenne (142 milliards de FCFA en 2010 et 301 en 2012) et vers la CDEAO (88 milliard de FCFA en 2010 et 147 milliards de FCFA en 2012), parmi les pays de l'UEMOA, les exportations vers la Nigéria étaient estimées en 2012 à 60 milliards de FCFA/an, dépassant largement les exportations vers le Ghana (8 milliards de FCFA/an) et vers la Côte d'Ivoire (1 milliard de FCFA/an). Ces données montrent que l'économie nigérienne est très intégrée dans le commerce de produits agricole au niveau de la sous-région. D'un côté le Niger dépend des marchés et des échanges transfrontaliers de produits agricoles et de l'élevage pour sa sécurité alimentaire, de l'autre côté, le Niger commerce avec les pays voisins, ce qui procure des revenus déterminant pour la disponibilité alimentaire des ménages. Le Niger est l'exportateur d'oignon le plus important de la région avec une production de 712 000 tonnes en 2012 dont 525 000 tonnes à Tahoua (75%), 38 000 tonnes à Zinder (5%) et 27 000 tonnes à Maradi (4%) et le premier exportateur des produits d'élevage vers le Nigéria. Compte tenu de l'importance du couloir Kano-Katsina-Maradi (K²M), la possibilité d'augmenter les échanges inter-régionaux est fondamentale.

⁹ Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA), 2012.

¹⁰ FAO/CP République du Niger. Etude des fertilisants du sol, Rapport principal et Faculté d'agronomie de Niamey.

¹¹ En 2009 le déficit fourrager estimé à 25 000 t avait largement contribué à la crise alimentaire de 2010.

8. **Finance rurale.** Le financement bancaire de l'agriculture représente à peine 1% des concours consentis. Toutefois, il est à noter des évolutions récentes où des banques s'intéressent à l'agriculture et mettent en place des politiques et des outils adaptés (programme de down-scaling chez Ecobank avec la SFI, relance du crédit agricole à la BAGRI, programme de financement agricole avec le PRODEX et la BOA). Les IMF sont des acteurs traditionnels d'interface de la finance rurale avec les petits producteurs ruraux. Elles disposent d'un réseau plus décentralisé que les banques et sont présentes dans l'ensemble des régions en proposant une offre plus adaptée aux petits exploitants agricoles familiaux. Cependant les IMF souffrent de difficultés qui restreignent leurs activités en faveur du milieu rural: (i) des performances financières qui se détériorent au cours des trois derniers exercices malgré une volonté d'assainissement du secteur par la tutelle, (ii) une dégradation de la qualité de leur portefeuille à risque au-delà des normes acceptables entraînant une baisse de l'activité de crédit et du niveau de leurs fonds propres et (iii) un manque de ressources financières en particulier pour financer des emplois longs comme les équipements. Le taux de pénétration estimé du secteur dépasse à peine les 5 % de la population active, ce qui en fait le secteur le moins dynamique de l'espace UEMOA

9. **Institutions agricoles.** (OP et RECA/CRA). Bien que confrontées à des carences institutionnelles (analphabétisme, faibles capacités de gestion, manque de liens avec les SFD et manque d'information sur les marchés), les OP constituent un potentiel important de services marchands d'appui à la production pour les exploitations agricoles familiales (accès aux intrants et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux). Le Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA) en appui aux Chambres Régionales de l'Agriculture (CRA), joue un rôle majeur à plusieurs niveaux tels que: i) information sur les évolutions de prix et leur analyse; ii) concertation interprofessionnelle; iii) capitalisation des savoirs et iv) liens public-privé.

10. **Secteur privé.** Au Niger le secteur privé est composé d'un secteur informel large et dynamique, qui représente 62,5% du PIB globale en 2012 et d'un secteur privé moderne (Sociétés à Responsabilité Limitée – SARL - en majorité unipersonnelles) de taille modeste qui reste néanmoins une composante majeure de l'économie nationale, dont l'importance est liée à la création d'emplois et de revenus. Pour cette raison depuis plusieurs années le Niger s'est lancé dans un processus de libéralisation progressive de son économie mettant en œuvre des mesures telles que: i) la réglementation du commerce, ii) la liberté des prix et iii) la libre concurrence, principes fondamentaux désormais consacrés dans le pays, ainsi comme iv) l'avènement de la patente synthétique pour la réglementation du secteur fiscale et son harmonisation au sein de l'UEMOA pour attirer les investisseurs.

11. **Pauvreté rurale, insécurité alimentaire, femmes et jeunes.** La forte exposition de la population rurale (78%) aux aléas climatiques et à la volatilité des prix alimentaires entraîne une concentration de la pauvreté en milieu rural. Les enfants, les femmes et les jeunes souffrent davantage de cette situation car ne disposant pas des moyens de subsistance nécessaires pour faire faces aux crises, ce qui se traduit par (i) un taux de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans très élevé (114‰ en moyenne entre 2009 et 2013¹²); ii) une décapitalisation des ménages en période de soudure mesurée sur plusieurs années et iii) une accélération des phénomènes migratoires surtout des jeunes (15-24 ans) sur des périodes de plus en plus longues, de plus en plus fréquentes et à travers des parcours extra-frontaliers (Nigéria, Algérie et Lybie) de moins en moins sécurisés.

¹² Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est la probabilité qu'un nouveau-né sur 1 000 meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans s'il est assujéti aux taux de mortalité par âge actuels. Niveaux et tendances en matière de mortalité maternelle et infantile. Rapport de 2011. Estimations élaborées par le Groupe inter-agences de l'ONU sur la mortalité infantile (UNICEF, OMS, Banque mondiale, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, PNUD).

12. **Décentralisation.** Le processus de décentralisation administrative mise en œuvre par l'Etat depuis plusieurs années continue à être caractérisé par des capacités institutionnelles et des ressources financières et humaines des collectivités locales insuffisantes. Les organisations de la société civile rurale, représentent néanmoins un point de force pour une plus grande participation au dialogue politique.

B. Politiques et stratégies nationales

13. Au-delà des textes fondamentaux (le code de l'eau et le code foncier), pendant les dernières années, le Niger s'est doté de plusieurs instruments dans le but de rendre opérationnelles les politiques de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier au secteur agricole, tels que:

- a. la **Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035** promue par le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire qui engage une réflexion prospective devant aboutir à: i) construire une base de connaissances sur les dynamiques de changement économiques, sociales et culturelles, ii) susciter la participation des acteurs du développement pour analyser les politiques de changement et iii) définir une stratégie et un plan d'action à court, moyen et long terme;
- b. le **Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015** qui a capitalisé les objectifs et progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP), des stratégies sectorielles et des plans d'action ministériels et qui constitue l'instrument d'opérationnalisation du programme de renaissance du Président de la République;
- c. l'**Initiative 3N (i3N)** et le **Plan d'accélération de l'Initiative 3N** pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable dont l'objectif spécifique est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles. Adoptés par le gouvernement respectivement en 2012 et 2014, ils sont bâtis sur les acquis de la Stratégie de Développement Rural (SDR) et s'inscrivent dans le processus de mise en œuvre du Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP) ainsi que la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU);
- d. la **Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN)** dont l'objectif global est l'amélioration de la contribution de la petite irrigation à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger à travers une intervention de l'État conditionnée à une participation (financière et/ou physique) des irrigants en matière d'investissement pour les aménagements des périmètres irrigués.

14. L'ensemble de ces initiatives complètent les politiques qui représentent la base des interventions du Gouvernement du Niger telles que: i) le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatique; ii) la Politique Nationale de Protection de l'Environnement; iii) la Déclaration de Politique de Population pour la période 2007-2015 et iv) le Document cadre de la politique de la décentralisation.

15. La volonté du Gouvernement du Niger d'éradiquer la faim et de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2025 à travers l'agriculture a été réaffirmée avec l'adoption de la **Déclaration de Malabo**¹³ le 3 juillet 2014. La 23e Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine qui s'est tenue en Guinée Equatoriale a été l'occasion de réitérer leur intention de consacrer 10% des budgets

¹³ Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie. Assemblée de l'Union Africaine. Decl. 1 (XXIII).

nationaux au développement agricole afin de: i) multiplier par deux la productivité agricole, ii) réduire de moitié les pertes post-récolte et iii) ramener à 10 % le taux de retard de croissance sur le continent africain¹⁴.

C. Harmonisation et alignement

16. Les actions du FIDA au Niger, menées dans le cadre de son Programme d'Option Stratégique pour le Pays (COSOP) 2013-2018 s'alignent et contribuent aux objectifs recherchés par tous les instruments listés dans le paragraphe B et en particulier par: i) le PDES; ii) l'i3N et iii) le Plan d'accélération de l'i3N. Les interventions du FIDA au Niger, déclinées dans ses composantes et sous-composantes du COSOP, sont alignées dans leurs objectifs, actions et stratégies à quatre axes d'intervention de l'i3N et aux respectives programmes d'investissements prioritaires (PIP):

I3N	COSOP FIDA
Axe 1: Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques PIP 1: Amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau PP2: Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Composante 1: Accroissement durable des productions agro-pastorales Sous-composante: Accès durable aux ressources foncières et hydriques Sous-composantes: i) Intensification durable et diversification des systèmes productifs (cultures pluviales) et ii) promotion des mesures d'adaptation des systèmes productifs au changement climatique
Axe 2: Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires PIP 8: Transformation et commercialisation des produits	Composante 2: Amélioration de l'accès des producteurs aux marchés ruraux Sous-composantes : i) développement des centres de collecte et des comptoirs commerciaux; ii) réhabilitation des marchés de demi-gros existants et iii) construction et réhabilitation des pistes rurales de desserte
Axe 3: Amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes PIP 9: Prévention et gestion des crises alimentaires	Composante 1: Accroissement durable des productions agro-pastorales Sous-composantes: ii) Appui aux mécanismes de résilience et à la sécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables et ii) développement d'opportunités économiques des groupes les plus vulnérables
Axe 5: Création d'un environnement favorable PIP 11: Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'i3N	Composante 3: Renforcement des capacités des acteurs économiques et institutionnels locaux Sous-composantes: i) consolidation des capacités de planification et de gestion des institutions locales rurales; ii) renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupes de producteurs et des structures de commercialisation et iii) dialogue politique, suivi&évaluation et gestion des savoirs

17. La cohérence stratégique entre l'i3N et les opérations du FIDA au Niger repose sur les leçons apprises dans la mise en œuvre de onze projets au cours des trente dernières années¹⁵ et des expériences de l'Etat et d'autres partenaires techniques et financières (PTF) avec lesquels le FIDA met en œuvre ses interventions. Avec l'objectif de fournir au gouvernement du Niger un appui coordonné et substantiel dans la mise en œuvre de ses politiques agricoles, le FIDA travaille en

¹⁴ La Déclaration de Malabo, qui suit la Déclaration de Maputo de 2003 fixe comme priorités la mise en place opérationnelle de la Banque africaine d'investissement, la réalisation d'investissements responsables dans le secteur privé, le renforcement du soutien aux échanges commerciaux intra-régionaux, ainsi que l'adoption de stratégies agricoles respectueuses du climat, l'inclusion des jeunes et la fixation d'objectifs en matière d'emploi et la responsabilité mutuelle vis-à-vis des résultats.

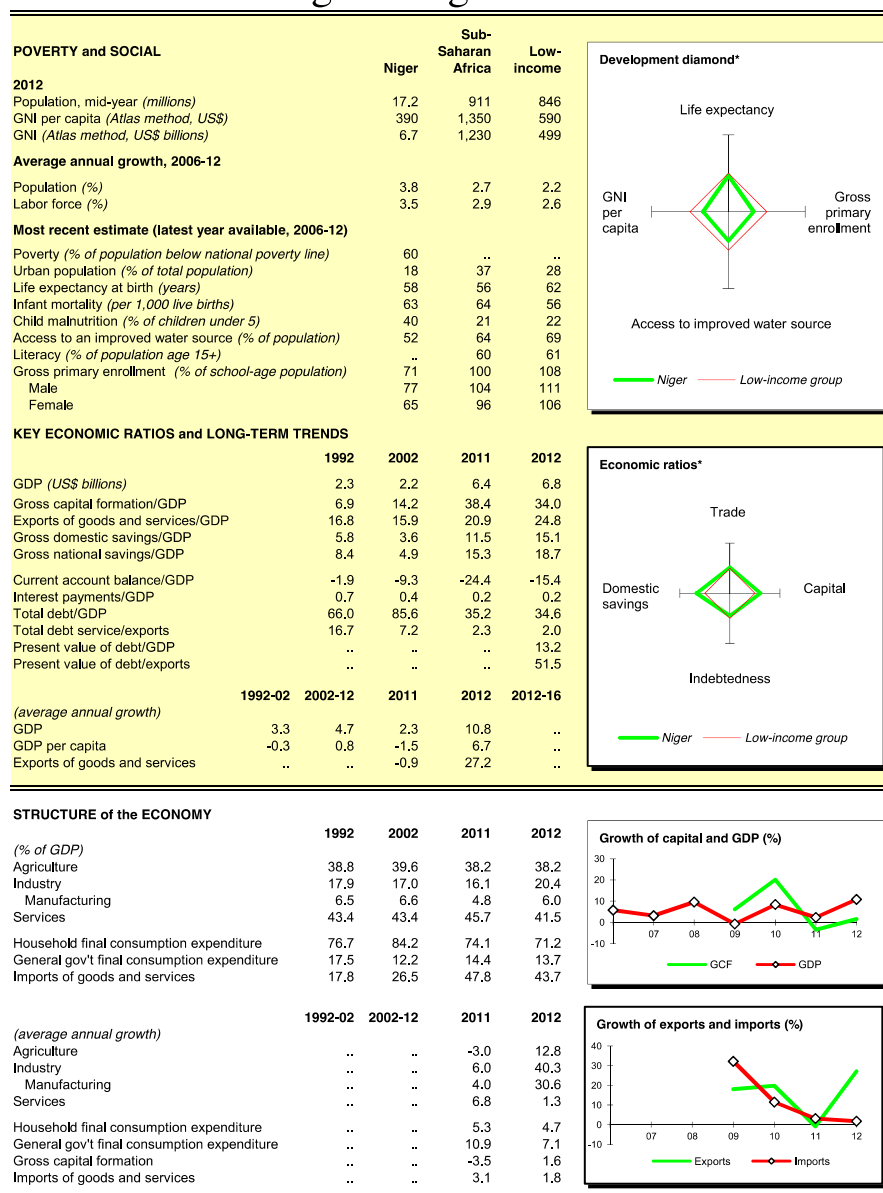
¹⁵ Pour les leçons apprises on renvoie à l'annexe 3 du DCP.

étroite collaboration avec la Coopération Italienne¹⁶, la Coopération Espagnole, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'OPEC Fund for International Development (OFID) et le fond FEM, avec une ouverture envers les fonds privés et le secteur bancaire.

¹⁶ i) DGCS et ii) la Società Italiana per le Imprese all'Estero (Simest) et la Cassa Depositi e Prestiti avec lesquelles le FIDA est en train de promouvoir une initiative à travers l'EU-Afrique Infrastructure Trust Fund.

Niger at a glance

3/15/14



Note: This table was produced from the Development Economics LDB database.

* The diamonds show four key indicators in the country (in bold) compared with its income-group average. If data are missing, the diamond will be incomplete.

Niger

PRICES and GOVERNMENT FINANCE

Domestic prices

(% change)

Consumer prices

Implicit GDP deflator

Government finance

(% of GDP, includes current grants)

Current revenue

Current budget balance

Overall surplus/deficit

TRADE

(US\$ millions)

Total exports (fob)

Uranium

Livestock products

Manufactures

Total imports (cif)

Food

Fuel and energy

Capital goods

Export price index (2000=100)

Import price index (2000=100)

Terms of trade (2000=100)

BALANCE of PAYMENTS

(US\$ millions)

Exports of goods and services

Imports of goods and services

Resource balance

Net income

Net current transfers

Current account balance

Financing items (net)

Changes in net reserves

Memo:

Reserves including gold (US\$ millions)

Conversion rate (DEC, local/US\$)

EXTERNAL DEBT and RESOURCE FLOWS

(US\$ millions)

Total debt outstanding and disbursed

IBRD

IDA

Total debt service

IBRD

IDA

Composition of net resource flows

Official grants

Official creditors

Private creditors

Foreign direct investment (net inflows)

Portfolio equity (net inflows)

World Bank program

Commitments

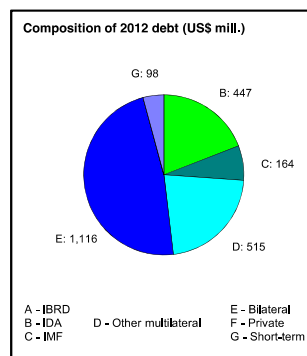
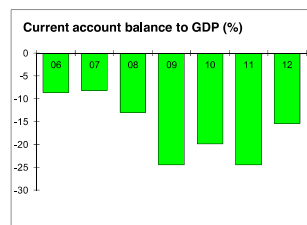
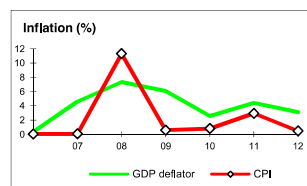
Disbursements

Principal repayments

Net flows

Interest payments

Net transfers



Note: This table was produced from the Development Economics LDB database.

3/15/14

Appendice 2: Pauvreté, ciblage et groupes cibles

1. Analyse socio-économique

1.1 Pauvreté et insécurité alimentaire dans le pays et dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

1. Selon le dernier Rapport sur le Développement Humain (PNUD, 2013), le Niger se situe au dernier rang (186ème/186 pays) de l'Indice de Développement Humain (IDH)¹⁷. En effet, 75,9% de la population du pays vit avec moins de 2 USD par jour; selon l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger, l'incidence de la pauvreté dans le pays s'élève à 48,2% et à 54,6% en milieu rural. Selon la même source, la région la plus touchée par la pauvreté est celle de Maradi (57,8%); les régions de Tahoua et de Zinder ont des taux de pauvreté de 47,5% et 47,7% respectivement. Les données issues des deux enquêtes de référence SYGRI¹⁸ réalisées auprès de 900 ménages de la zone d'intervention du PASADEM et de 900 ménages de la zone d'intervention du PPI Ruwanmu confirment cette situation. Ces enquêtes mettent notamment en évidence la longue durée moyenne de la période de soudure¹⁹: 5,5 mois dans la zone du PASADEM (pour 56% des habitants) et 6,6 mois dans la zone PPI Ruwanmu (pour 88% des habitants).

2. L'insécurité alimentaire est présente au Niger dans ses trois dimensions, qui touchent à i) la disponibilité des aliments, ii) leur accessibilité physique et économique et iii) leur utilisation. Cette insécurité dépend en grande partie de l'insuffisance de la production céréalière, chronique dans certaines zones et conjoncturelle dans l'ensemble du pays, avec des années déficitaires toujours plus rapprochées. Au Niger, l'alimentation déficitaire est l'une des premières causes de malnutrition chronique/retard de croissance, qui affecte presque la moitié des enfants de moins de cinq ans même en année normale (non déficitaire). Des taux particulièrement élevés de malnutrition chronique sont notamment observés dans les trois régions d'intervention du ProDAF; ils s'élèvent à 55% dans la région de Maradi (352 800 enfants), à 45% à Tahoua (223 000 enfants) et à 55% à Zinder (328 300 enfants), contre 43%²⁰ (1 345 400 enfants) au niveau national (INS, 2012, *Enquête nationale de nutrition*).

1.2 Situation des femmes

3. Les femmes représentent 50,6% de la population nigérienne, qui s'élève à 17,1 millions d'habitants (INS, 2012). Cette légère prédominance des femmes dans la composition de la population augmente en milieu rural, surtout à cause de la migration économique saisonnière (appelée au Niger « exode »), accomplie en majorité par les jeunes hommes vers les centres urbains et les pays voisins. Une importante implication de l'exode est le fait que de nombreuses jeunes femmes rurales se retrouvent *de facto* chefs de ménage, au moins pendant une période de l'année, mais sans disposer de l'autonomie suffisante (économique et en termes de prise de décisions) pour faire face à cette situation. Dans les régions d'intervention du ProDAF, la proportion de femmes chefs de ménage de jure est de 3% à Maradi, de 8,9% à Tahoua et de 9,6% à Zinder (INS, 2012).

4. La situation des femmes nigériennes est caractérisée par un nombre très élevé de maternités (indice synthétique de fécondité: 7,6 enfants par femme; INS, 2012) et par la précocité des mariages (36% sont déjà mariées à l'âge de 15 ans; UNICEF, statistiques 2002-2012). Les femmes sont également moins alphabétisées (elles constituent 35,1% des adultes alphabétisés, qui constituent au total 28,7% de la population; UNICEF, statistiques 2008-2012) et moins scolarisées (taux brut de scolarisation: 63,9% pour les filles contre 81,9% pour les garçons; INS, 2010) que les hommes.

¹⁷ Les indicateurs sur lesquels est basé le calcul de l'Indice de Développement Humain (IDH) sont: longévité, niveau d'instruction et maîtrise des ressources nécessaires pour un niveau de vie décent (PNUD, 2013, *Rapport sur le développement humain*).

¹⁸ *Système de Gestion des Résultats et de l'Impact*, conçu par le FIDA pour mesurer les résultats et l'impact des projets qu'il finance.

¹⁹ Période d'insécurité alimentaire entre une récolte et la récolte successive.

²⁰ Seuil critique défini par l'OMS: 40%.

5. En milieu rural, les femmes représentent une part importante de la main d'œuvre agricole avec un rôle crucial dans la production vivrière; elles accomplissent également la plupart des travaux de soins non-rémunérés. Cependant, ce rôle majeur les confine souvent à des tâches lourdes et non-rémunérées qui entravent leur capacité à bénéficier des opportunités génératrices de revenus existant au-delà du travail dans le secteur agricole. L'importance de leur rôle ne transparait pas non plus dans le statut de femme au sein de la famille ou de la communauté. Dans les espaces privés et publics, les hommes incarnent l'autorité, fixent les règles, les codes de conduite et assurent le contrôle des biens familiaux et communautaires.

1.3 Situation des jeunes

6. La population du Niger est très jeune: les moins de 15 ans représentent 49,2% de la population totale et les 15-24 ans 17%, soit un total de 66% de moins de 25 ans.

7. En milieu rural, les jeunes nigériens sont actuellement confrontés à un problème majeur: le chômage et le sous-emploi, dus principalement à l'accès difficile au foncier et aux moyens de production agricole. Les formations professionnelles sont peu accessibles en milieu rural. Les institutions financières les considèrent comme des « clients à risque », ce qui leur rend l'accès au crédit difficile s'ils doivent emprunter pour pouvoir lancer leur propre (micro) entreprise. Les emplois souvent précaires et mal rémunérés ne leur permettent pas de s'émanciper et de trouver leur place dans la société. Comme pour les femmes, ce manque d'accès aux moyens de production, à l'emploi et aux revenus les tient à l'écart des espaces décisionnels, les empêchant de faire valoir leurs intérêts et leurs droits. Lorsque les jeunes, femmes et hommes, ne peuvent pas accéder à une éducation adéquate, gagner leur vie ou obtenir un logement sûr, ils émigrent vers des zones urbaines ou des pays étrangers qu'ils imaginent plus porteurs d'espoir. Certains connaissent une certaine réussite et continuent à apporter leur contribution à leur communauté, en envoyant des fonds à leur famille, d'autres s'enlisent dans la pauvreté urbaine.

2. Description des groupes-cibles

2.1. L'agriculture familiale

8. Le principal groupe cible du ProDAF est constitué par les **ménages d'exploitants agricoles familiaux très vulnérables ou moyennement vulnérables**, vivant dans la bande centre-sud (zone agropastorale/sahélienne) des trois régions de Tahoua, Maradi et Zinder.

9. Bien qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent d'étude exhaustive (académique ou non) sur l'agriculture familiale nigérienne, il est généralement reconnu que celle-ci présente trois dimensions essentielles: (i) **la famille comme unité de production** (le patrimoine familial est aussi capital d'exploitation) et centre d'apprentissage des techniques agricoles; (ii) **une production basée sur une main d'œuvre familiale non salariée** (parfois supportée par une main d'œuvre salariée non permanente); et (iii) **une diversification des activités**: la production vivrière est au cœur de toute exploitation familiale, mais elle est appuyée par d'autres activités (agricoles et non agricoles, marchandes et non marchandes) permettant une amélioration des revenus ou l'entretien des « filets de sécurité sociaux ».

10. Le ProDAF adopte donc une définition de l'agriculture familiale qui englobe ces trois dimensions. Une « Etude sur l'agriculture familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder » (cf. TDR en Annexe) sera menée entre les mois de janvier et juin 2015, dans le but: (i) d'élaborer une définition plus précise de l'agriculture familiale/des agricultures familiales dans les trois régions; (ii) de proposer une typologie des exploitations agricoles familiales dans les trois régions, sur la base de critères de vulnérabilité (visant à nourrir la stratégie de ciblage du ProDAF); (iii) de décrire et analyser le rôle joué par les jeunes et les femmes dans l'agriculture familiale dans les trois régions; et enfin (iv) de proposer des indicateurs de suivi/évaluation des impacts du modèle de développement de l'agriculture familiale promu par le ProDAF.

2.2. Catégories de ménages-cibles

11. Sur la base des trois dimensions de l'agriculture familiale nigérienne évoquées dans la partie 2.1 et en s'inspirant aussi des classes et critères de vulnérabilité actuellement utilisés par les projets financés par le FIDA au Niger, quatre catégories de ménages-cibles ont été identifiées dans le cadre du ProDAF:

- 🏡 Ménages ruraux extrêmement vulnérables
- 🏡 Ménages d'exploitants agricoles familiaux très vulnérables
- 🏡 Ménages d'exploitants agricoles familiaux intermédiaires/moyennement vulnérables
- 🏡 Ménages d'exploitants agricoles familiaux peu vulnérables

12. Les ménages ruraux extrêmement vulnérables sont principalement ceux qui n'ont pas accès au capital foncier ni au capital bétail, ou dont l'accès est tellement insuffisant qu'il ne leur permet pas d'assurer leur sécurité alimentaire. Sur la base des données PPI Ruwanmu-PASADEM, on peut considérer que ces ménages constituent 12% des ménages ruraux de la zone d'intervention du ProDAF²¹.

13. Les ménages d'exploitants agricoles familiaux peuvent être catégorisés selon les critères présentés dans les tableaux ci-dessous. La catégorisation est faite selon deux macro-critères (accès à la terre et accès à l'eau), dont la combinaison peut donner lieu aux cas de figure suivants: (i) accès seulement à du foncier non irrigable; (ii) accès à du foncier irrigable et à du foncier non irrigable; (iii) accès seulement à du foncier irrigable. A l'intérieur de ces trois cas de figure, les ménages d'exploitants agricoles familiaux sont classés par catégorie de vulnérabilité sur la base de leur degré d'accès à un foncier irrigable et/ou non irrigable et sur la base d'autres critères complémentaires. Ces tableaux seront complétés, enrichis et/ou amendés sur la base des résultats de l' « Etude sur l'agriculture familiale » :

1. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier uniquement non irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >10 ha	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à 5>9 ha	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à 1>4 ha
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et éventuellement 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XXX volailles et/ou 1-3 petits ruminants
Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (à définir)	Moyen (à définir)	Faible (à définir)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité:			
<ul style="list-style-type: none"> • présence dans le ménage de personnes: (i) alphabétisées/qualifiées; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.); • présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie; • autres éléments à définir. 			

²¹ 12% des 290 000 ménages composant la population cible du ProDAF correspond environ à 35 000 ménages; néanmoins, le ProDAF se donne une marge d'erreur de +5% sur le nombre des ménages extrêmement vulnérables. Sur cette base, on considère que le ProDAF travaille avec (au moins) 240 000 ménages d'exploitants agricoles familiaux et avec (au maximum) 50 000 ménages ruraux extrêmement vulnérables.

2. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier non irrigable et à un foncier irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >XXX ha au total (> 2 ha irrigables)	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à XXX<XXX ha au total (environ 1<2 ha irrigables)	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à <XXX ha au total (<1 ha irrigables)
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et éventuellement 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XXX volailles et/ou 1-3 petits ruminants
Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (détention/accès à des moyens de captage, exhaure et distribution; autres éléments à vérifier)	Moyen (détention/accès à un moyen de captage; autres éléments à vérifier)	Faible (dépourvus d'équipements, ils font presque uniquement de l'agriculture pluviale sur les terres irrigables; autres éléments à vérifier)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité: <ul style="list-style-type: none"> • présence dans le ménage de personnes: (i) alphabétisées/qualifiées; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.); • présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie; • autres éléments à définir. 			

3. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier uniquement irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >XXX ha irrigables	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à XXX-XXX ha irrigables	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à <XXX ha irrigables
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et éventuellement 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XXX volailles et/ou 1-3 petits ruminants

Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (détention de moyens de captage, exhaure et distribution de l'eau et d'autres éléments à définir)	Moyen (détention/accès à des moyens de captage de l'eau et d'autres éléments à définir)	Faible ((dépouvé d'équipements, ils font presque uniquement de l'agriculture pluviale sur les terres irrigables)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salarier agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salarier agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité: <ul style="list-style-type: none"> présence dans le ménage de personnes: (i) alphabétisées/qualifiées; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.); présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie; autres éléments à définir. 			

14. Sur la base des données PPI Ruwanmu-PASADEM, on peut considérer que les ménages d'exploitants peu vulnérables constituent environ 25% des ménages ruraux de la zone d'intervention du ProDAF; les moyennement vulnérables représenteraient environ 41-42% et les très vulnérables 21-22%.

15. Comme évoqué au début de la partie 2, les principaux groupes-cibles du ProDAF seront les ménages d'exploitants agricoles familiaux moyennement ou très vulnérables. Ce sont notamment les groupes qui présentent les meilleures potentialités en termes d'amélioration de leurs revenus, de leur résilience et de leur accès au marché grâce aux appuis fournis par le Programme. Néanmoins, les types d'activités et les mécanismes de financement prévus pour ces deux groupes différeront, en raison de leurs différents niveaux de sécurité alimentaire et de leurs différentes capacités d'accès au crédit. Pour les très vulnérables seront notamment prévues en majorité des activités de « filets sociaux » et toutes leurs acquisitions (d'équipement, bétail, ...) seront subventionnées à 100%. Par contre, pour les moyennement vulnérables seront prévus des appuis au développement de leurs activités présentes (agricoles et non, marchandes et non) et au lancement de nouvelles AGR; les acquisitions seront financées à coûts partagés (cf. DT7 « Mécanismes de financement »).

16. L'inclusion des exploitants agricoles familiaux peu vulnérables parmi les groupes-cibles du ProDAF se justifie par le rôle que ce groupe joue dans l'économie locale. Les appuis fournis au développement de leurs activités peuvent notamment avoir un effet multiplicateur (*multiplier effect*) sur le développement de l'économie locale et des opportunités existantes pour tous les groupes-cibles dans la zone d'intervention du Programme. Cependant, le ProDAF veillera à ce que cette catégorie ne bénéficie pas des services du programme de manière disproportionnée (cf. plus bas, partie 6 « Suivi et évaluation du ciblage »).

2.3. Catégories démographiques-cibles: les femmes et les jeunes

17. Outre le ciblage socio-économique, le ProDAF cible aussi deux catégories démographiques: les femmes et les jeunes ruraux. Ces catégories démographiques sont transversales aux catégories de ménages ruraux (exploitants ou non) décrites dans la partie 2.2. Les femmes et les jeunes appartenant aux ménages d'exploitants très et moyennement vulnérables seront les principales cibles, en raison de leurs potentialités en termes d'amélioration de leurs conditions (revenus, résilience, accès au marché).

18. Le ciblage sur base démographique se justifie par la situation particulièrement désavantageuse des femmes et jeunes ruraux (chefs de ménage ou appartenant à un ménage dirigé par un homme adulte) par

rapport à celle des hommes adultes. Ce désavantage s'étale sur trois dimensions: (i) accès au foncier (en quantité et en qualité – terres productives et/ou irrigables) et au capital bétail; (ii) capacité à dégager des revenus indépendants; et (iii) pouvoir de décision. Parmi les jeunes, une attention spécifique sera portée aux jeunes femmes qui se trouvent dans une situation particulière à cause des mariages précoces (36% sont déjà mariées à l'âge de 15 ans; UNICEF, statistiques 2002-2012).

19. Les femmes et les jeunes devront représenter respectivement au moins 30% des bénéficiaires de toutes les activités du Programme et seront aussi directement ciblés pour la réalisation d'activités spécifiques.





3. Stratégie de ciblage

20. Le ProDAF utilise plusieurs mesures pour s'assurer que les groupes cibles identifiés bénéficient du Programme et participent aux activités prévues. Ces mesures comprennent: (i) le choix d'activités qui répondent à la situation spécifique et aux priorités des différents groupes-cible (auto-ciblage); (ii) des actions de formation qui augmentent les capacités – techniques, économiques, de gestion et leadership - des groupes cibles, surtout des moins favorisés; (iii) des mesures de ciblage participatif (ex.: ciblage nominatif) pour que, dans une communauté, des ménages et/ou personnes spécifiques bénéficient de certains appuis (comme les kits ou le cash for assets); (iv) l'application de quotas de ciblage direct pour les différentes activités; (v) un mécanisme de financement différencié par catégorie de vulnérabilité (subventions ou coûts partagés); (vi) l'internalisation par le partenaires d'exécution de l'approche ciblage et de la « Stratégie de développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes » (SDEA/FJ), élaborée en 2013 par le Programme Niger-FIDA; (vii) la promotion d'une approche inclusive dans toutes les organisations de la société civile rurale organisée appuyées par le ProDAF, dans tous les processus de décision (quoi faire ? où ? qui va en bénéficier/participer ?) et enfin le suivi de qui bénéficie/ participe effectivement aux activités.

21. En ce qui concerne les femmes et les jeunes, le ProDAF se basera sur la SDEA/FJ, qui vise principalement une poursuite équitable et inclusive des objectifs du RB-COSOP 2013-2018. Il s'agit d'une stratégie flexible qui sera réadaptée tout au long du Programme sur la base de l'expérience et des résultats du S&E participatif.

3.1. Leçons apprises

22. L'expérience du Programme Niger-FIDA en matière de ciblage permet de dégager les leçons apprises suivantes:

-  **Pertinence du ciblage participatif.** Selon l'analyse des équipes qui l'utilisent depuis 2005, le ciblage participatif est le meilleur outil pour la définition de classes de vulnérabilité valables pour l'ensemble de la zone d'un projet/programme. Il se base sur l'analyse participative de la pauvreté dans les communautés, fondée sur la perception que les communautés ont de leur propre pauvreté selon des critères définis par elles-mêmes.
-  Ce type de ciblage suit notamment les étapes suivantes: (i) analyse participative de la pauvreté, effectuée sur un échantillon de villages de la zone d'intervention; (ii) cette analyse débouche sur la définition de classes de vulnérabilité et de leurs poids démographique (en pourcentage), qui sont ensuite extrapolés pour l'ensemble de la zone d'intervention. La validité de cette extrapolation est testée lors d'ateliers intercommunaux; (iii) les classes et les pourcentages validés deviennent les bases du travail du projet/programme sur l'ensemble de la zone d'intervention.
-  Les indicateurs de vulnérabilité issus du ciblage participatif doivent néanmoins être remis à jour régulièrement, pour tenir compte des changements intervenus dans la zone (ex.: entre 2005 et 2013, la « possession d'un cheval » a arrêté d'être un critère de richesse dans la région de Maradi; à cause de la diffusion des motos à bas prix de fabrication chinoise, elle a été remplacée par la « possession d'une moto »).
-  **Ciblage nominatif sur un échantillon.** Dans l'échantillon de villages où a été menée l'analyse participative de la pauvreté, tous les habitants sont recensés par classe de vulnérabilité; des registres sont ensuite tenus pour suivre la participation de chaque habitant aux différentes activités du projet/programme. L'analyse de la pauvreté dans les villages de l'échantillon est ensuite

répétée régulièrement pendant la durée du projet/programme. Cette méthode a l'avantage de permettre de déterminer: (i) le nombre de ménages qui ont bénéficié des services du projet/programme; (ii) la participation des différents groupes cibles aux activités mises en place pour chacun d'entre eux; et (iii) l'attribution de l'évolution de la vulnérabilité des ménages aux actions du projet/programme. Il s'agit néanmoins d'un dispositif assez lourd (en termes de temps et de ressources employés), qui ne peut être appliqué que sur un échantillon réduit de villages de la zone d'intervention du ProDAF.

3.2 Mesures de ciblage

3.2.1 Ciblage géographique

23. Le ProDAF sera mis en œuvre dans la zone de concentration des opérations FIDA au Niger, identifiée par le COSOP dans la bande centre-sud (zone agropastorale/sahélienne) des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Le «Pôle de Développement Economique » (PDE)²² est l'unité territoriale et économique de base d'intervention du Programme; on considère que chaque pôle constitue le cœur économique et commercial de la zone environnante, sur un rayon de 50 km environ. L'approche PDE caractérise déjà l'intervention des deux projets existants, PASADEM et PPI Ruwanmu; le ProDAF en constitue donc une mise à l'échelle, qui fait passer la zone d'intervention de 12 PDE (48 communes) à une centaine pour un total de 21 PDE²³.

24. Les critères retenus pour le ciblage des PDE sont de type agro-écologique et socio-économique, tels que:

- ✚ le potentiel de production (et notamment de surplus commercialisables) en cultures pluviales et irriguées dans les bassins de production environnants;
- ✚ l'existence d'un marché de demi-gros dynamique pouvant être couplé à un marché à bétail;
- ✚ la présence d'organisations paysannes capables de mobiliser les producteurs tant dans l'amélioration de la production que dans l'accès aux marchés;
- ✚ la continuité physique entre bassin versant, bassin de production et marché de demi-gros et la concentration territoriale des zones d'intervention;
- ✚ la complémentarité et la possibilité de synergies avec les autres projets/programmes mis en œuvre dans les mêmes zones d'intervention.

25. Les communes d'intervention sont ciblées sur la base de leur appartenance à un PDE; à l'intérieur de chaque commune, les villages sont réunis en grappes (sur une base territoriale et de similitude socio-économique) et les grappes sont ciblées sur la base des mêmes critères retenus pour les PDE. A l'intérieur de ces grappes, les villages sont ciblés sur la base des mêmes critères ainsi que sur la base de leur vulnérabilité (pour toutes les activités de renforcement de la résilience) et de la présence de terres à récupérer (pour les activités CES-DRS).

26. Avec la participation des autorités locales et traditionnelles et des opérateurs économiques présents sur les marchés, neuf nouveaux pôles de développement ont été ainsi identifiés dans le cadre du ProDAF:

- ✚ trois dans la région de Maradi²⁴: Dan Issa, Mayahi et Guidan Roumdji;
- ✚ quatre dans la région de Tahoua²⁵: Badaguichiri, Karofane, Tabalak, Tounfafi;

²² **Le pôle de développement économique** est un espace (ou ensemble, ou système) territorial habité où les évolutions sociales et économiques sont conduites dans le cadre d'un projet intégré et prospectif de développement économique. (extrait de *Ruralité-Environnement-Développement*, www.unece.org). Dans le cas du ProDAF, le pôle de développement économique se comprend comme un espace de concentration des activités économiques liées à la commercialisation des principaux produits agricoles et d'élevage des bassins de productions adjacents.

²³ Selon la loi n°2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la république du Niger, la commune rurale est un regroupement de villages, tribus ou quartiers administratifs autour d'une localité centre d'au moins deux mille habitants et coïncidant avec tout ou partie de l'espace territorial d'un canton ou d'un groupement selon la zone socio écologique considérée, tandis que la commune urbaine est le regroupement de quartiers et de villages administratifs et/ou tribus autour d'une agglomération d'au moins cinq mille habitants.

²⁴ Dans la Région de Maradi, deux sites supplémentaires (Tchadoua et Dan Goulbi) ont été considérés, mais n'ont pas été retenus à ce stade. Ils seront éventuellement pris en compte lors des revues à tiers-parcours en cas de mobilisation de financements additionnels.

 deux dans la région de Zinder²⁶: Guidiguir et Mirriah.

27. La **population cible du programme** sera donc, de façon directe, la population des zones des PDE, et de façon indirecte, celle des zones limitrophes qui bénéficieront de la dynamique créée par les différentes activités. Elle correspond à environ 2 030 000 personnes (49 % hommes et 51 % femmes, dont 17% jeunes entre 15 et 24 ans) soit 290 000 ménages impliqués dans des activités agro-sylvo-pastorales.

3.2.2 Autociblage

28. Les mesures d'auto-ciblage garantissent que les biens et services offerts par un programme ou projet correspondent aux priorités ainsi qu'aux capacités financières et humaines et aux stratégies de subsistance des groupes-cibles identifiés, mais elles présentent probablement un intérêt moindre pour les populations mieux loties.

29. Les activités suivantes cibleront spécifiquement les femmes et les jeunes: (i) les femmes (jeunes et adultes) seront impliquées dans des groupements MMD de base, pour améliorer leur autonomie en termes économiques (tontine, kits agricoles/élevage, MER) et de leadership (ex.: prise de parole en public, alphabétisation). Ce travail de base vise à leur permettre d'assumer des responsabilités croissantes au niveau de la communauté (ex.: gestion de GFS et, à terme, pleine implication dans les instances de la société civile rurale organisée), aussi à travers le regroupement des groupements MMD de base dans des organisations de niveau supérieur (réseau, unions, fédérations). Le groupe le plus difficile à impliquer est celui des jeunes femmes mariées, dont la participation à des activités en dehors du cercle familial est socialement découragée; leur implication constituera un défi à relever pour les équipes de mise en œuvre; (ii) pour les jeunes hommes, sont spécifiquement prévues des opportunités en termes de formation professionnelle, d'alphabétisation et d'appui au lancement de MER, qui tiennent compte de leurs difficultés à accéder au foncier.

30. Le tableau ci-dessous présente des exemples d'activités prévues pour chaque groupe-cible, sur la base des priorités et des spécificités de chacun:

Groupes-cibles	Exemples d'activités "auto-ciblées"
Ménages ruraux extrêmement vulnérables	Cash/Food for assets GFS Dispositifs d'intensification agricole: DIPE et poulaillers partagés Financement: subvention 100% (activités agricoles ou non agricoles, marchandes ou non marchandes) : kits petit élevage...)
Ménages d'exploitants agricoles familiaux Très vulnérables	Cash/Food for assets GFS Dispositifs d'intensification agricole: CEP, CEP/M, DIPE et Appui-conseil agricole Financement: subvention 100% (activités agricoles ou non agricoles, marchandes ou non marchandes : kits agricoles, kits petit élevage)
Ménages d'exploitants agricoles familiaux Moyennement vulnérables	Dispositifs d'intensification agricole: CEP, CEP/M et DIPE GFS Mécanismes de financement à coûts partagés (activités agricoles ou non agricoles, marchandes ou non marchandes)
Ménages d'exploitants agricoles familiaux peu vulnérables	Dispositifs d'intensification agricole: CEP, CEP/M et DIPE Mécanismes de financement à coûts partagés (activités agricoles ou non agricoles, marchandes ou non marchandes)
Femmes adultes	GFS, kits petit élevage, AGR, formation leadership
Jeunes femmes	GFS, kits petit élevage, AGR, formation leadership
Jeunes hommes	Cash/Food for assets, Brigades d'entretien des pistes et ouvrages hydrauliques, AGR, formation leadership
Tous	Infrastructures, appui organisationnel (AUE, <i>Hadin gwiwa</i> , OP, groupements MMD, etc.)

3.2.3 Mesures d'autonomisation et de renforcement des capacités

²⁵ De même, dans la région de Tahoua, cinq sites supplémentaires ont été considérés, mais n'ont pas été retenus à ce stade, à savoir: Chenyassou, Dan Douchi, Guidan Ider, Hanyan Sarki et Tabalak.

²⁶ De même, dans la région de Zinder, sept sites supplémentaires potentiels ont été considérés, à savoir: Bakin Birji, Damagaram Takaya, Gada, Gayi, Magaria, Matamèye et Soubdou.

31. Ces mesures (formation, voyages d'études, appui organisationnel, information-communication) visent à rendre autonomes les groupes qui, traditionnellement, ont peu de moyens d'expression et de pouvoir et à les encourager à participer plus activement à la planification des activités et à la prise de décisions.

32. Dans le cadre du ProDAF, les mesures d'autonomisation ciblent donc tout particulièrement les femmes et les jeunes (cf. partie 2.3). Certains types de formations sont aussi directement adressés à des catégories qui risquent de moins pouvoir profiter des opportunités du Programme en raison de certaines de leurs caractéristiques: par exemple les personnes non-alphabétisées. Font également partie des mesures d'autonomisation et de renforcement des capacités toutes les mesures visant une participation inclusive des femmes et des jeunes dans les organisations de la société civile rurale organisée (au-delà des quotas). Les activités conduites dans le cadre de la mise-en-œuvre des projets en cours (PASADEM et Ruwanmu) sont déjà orientées dans ce sens.

33. Des formations spécifiques sont prévues pour toutes les catégories socio-économiques ciblées, selon les besoins (ex.: CEP et CEP/M; voyages d'études ou formations spécifiques pour les membres des organisations de la société civile rurale); néanmoins, des quotas seront prévus garantir la participation des femmes (30%) et des jeunes (30%).

3.2.4 Ciblage direct et quotas

34. Le ciblage direct s'applique lorsque des ressources ou des services sont destinés à des personnes ou à des ménages spécifiques, qui doivent être sélectionnés. Il s'agit spécifiquement des différents types de kits (production agricole, petit élevage,...) ; des subventions financières (par le biais du mécanisme de financement à coûts partagés prévu par le Programme) ; la participation aux CEP/CEPM et autres types de formation ; la participation au Cash for Work, etc. Les mesures de ciblage directe comprennent par exemple: des critères de sélection, choisis et appliqués par les communautés; des quotas; ou des fonds spécifiques.

35. La participation des femmes et des jeunes sera respectivement garantie dans toutes les activités du ProDAF par un quota de 30%: cela signifie que, dans chaque activité menée, 30% des participants sera constitué par des femmes adultes et 30% par des jeunes (hommes et femmes). La méthode d'application des quotas sera détaillée dans le Manuel d'Opérations.

36. Le ciblage direct sera également utilisé pour cibler des ménages spécifiques dans les villages, dans les cas où l'auto-ciblage se révèle insuffisant. Dans chaque village, les partenaires d'exécution qui mettent en œuvre les activités destinées aux couches les plus vulnérables: (i) recenseront les ménages par catégorie de vulnérabilité; (ii) à l'intérieur de chaque catégorie, les ménages seront classés par degré de vulnérabilité. Ce « mapping social » sera effectué à l'aide des personnes-ressources du village, qui auront été sélectionnées selon un mécanisme participatif et inclusif au début de l'intervention du Programme. Ce classement pourra être utilisé: (i) pour donner priorité aux ménages appartenant aux différentes catégories dans l'accès aux services du Programme, s'il se trouve que (dans un premier temps) tous les membres appartenant à une catégorie donnée ne peuvent pas y avoir accès; (ii) dans le suivi du ciblage, pour s'assurer du fait que les groupes cibles bénéficient effectivement des services du Programme (cf. partie 5). Le mécanisme de ciblage participatif, qui s'appuiera sur l'expérience concrète des projets FIDA en cours sera détaillé dans le Manuel d'Opérations.

37. Le dispositif de financement des groupes cible qui prévoit des mécanismes qui s'adaptent aux différents niveaux de vulnérabilité des ménages ruraux est décrit dans le DCP et dans le Tableau 8 de l'Appendice 8.

3.2.5 Mesures de facilitation

38. Les mesures de facilitation comprennent toutes les mesures visant à créer et maintenir un environnement politique et opérationnel favorable au ciblage de la pauvreté parmi les partenaires et autres parties prenantes, par exemple en matière de concertation sur les grandes orientations, de sensibilisation et de renforcement des capacités.

39. Dans le cadre du ProDAF, ces mesures comprendront: (i) la formation/orientation du personnel du programme et des partenaires d'exécution sur l'approche ciblage et sur la SDEA/FJ; (ii) le suivi des

partenaires d'exécution sur comment ils appliquent cette approche; (iii) l'inclusion du thème dans la formation des formateurs des CEP et CEP/M et des agents d'appui-conseil agricole; (iv) la promotion de l'inclusion (sociale, par âge et par sexe) dans toutes les organisations de la société civile rurale partenaires; (v) la préparation d'un document (ou de fiches thématiques) d'orientation sur le ciblage et la SDEA/FJ pour le personnel et les partenaires d'exécution; (vi) la prise en compte de thèmes tels que le ciblage et le genre dans l'atelier de lancement technique du Programme et, surtout, dans son manuel d'exécution.

3.2.5 Mesures spécifiques pour cibler les femmes et les jeunes

40. Au-delà des mesures décrites jusque-là, des mesures supplémentaires seront déployées pour assurer le ciblage des femmes et des jeunes, telles que décrites par la SDEA/FJ:

- (i) une prise en compte des priorités des femmes et des jeunes (JF et JH) dans le cadre du travail initial d'identification des groupes cibles au niveau de quelques villages échantillons du dispositif de S&E participatif (catégorisation des ménages par classe de vulnérabilité, identification des contraintes, des intérêts, des potentialités et des stratégies d'adaptation spécifiques);
- (ii) l'appui des femmes et jeunes pour leur organisation en groupements féminins (MMD), juvéniles ou mixtes pour la mise en œuvre des activités du Programme et l'émergence de leaders au sein des OP et de la société civile rurale organisée dans son ensemble;
- (iii) l'adoption d'une approche de discrimination positive (i) prévision de quotas dans toutes les activités du Programme, ii) réalisation d'activités spécifiques genre et iii) adoption de mesures d'allègement des conditions d'accès aux parcelles irriguées et à l'équipement des femmes et jeunes ainsi que dans la promotion d'activités commerciales au sein des PDE²⁷);
- (iv) l'assurance que les hommes ne soient pas exclus, mais au contraire qu'ils acquièrent les connaissances/compétences, et participent activement dans des domaines spécifiques, à connotation généralement féminine, tels que la sensibilisation nutritionnelle;
- (v) la présence d'un(e) assistant(e) « Leadership féminin et amélioration de la nutrition » dans les trois URGP; ce(tte) assistant(e) sera le point focal pour tout ce qui est ciblage et activités spécifiques aux femmes et aux jeunes (pour cette raison, la dénomination de ce poste pourra être modifiée au cours de la mise en œuvre);
- (vi) la création d'un point focal genre au sein de l'équipe du Programme dans chaque région qui animera la réflexion et s'assurera que la stratégie est bien mise en œuvre;
- (vii) la responsabilisation des assistants des composantes techniques afin que les quotas F/H et JF/JH soient respectés au sein des volets respectifs;
- (viii) l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités en genre et autonomisation des femmes et jeunes (théorique et pratique) à l'égard de tous les membres de l'équipe du programme, des opérateurs de mise en œuvre et des services techniques impliqués;
- (ix) la prévision de modules de formation spécifiques pour certains opérateurs selon leur domaine d'intervention;
- (x) le recrutement d'un opérateur spécifique pour la mise en œuvre des activités de promotion, appui-conseil, organisation des femmes et des jeunes;

²⁷ Par rapport à l'équipement et la mise en valeur des sites de petite irrigation, le ProDAF prévoit une subvention de 35% pour les femmes et les jeunes de l'investissement lié à plusieurs conditions parmi lesquelles un autofinancement équivalent à 5% de l'investissement pour les femmes et jeunes (cf. DT 7 - *Mécanismes de financement et modalités de mise en œuvre*).

Par rapport à la promotion d'activités commerciales au sein des PDE, l'appui du ProDAF s'articule à la fois sur i) un renforcement des promoteurs sur les plans technico-économique et de gestion de leur activité et ii) sur un soutien sous la forme d'une contribution au renforcement de leurs apport personnel pour financer des équipements (subvention d'investissement) conformément au dispositif de financement à coûts partagés. Ce financement sous la forme d'une contribution au renforcement de l'apport personnel n'excèdera pas pour les femmes et les jeunes 35% du montant total des investissements du projet (cf. DT 7 - *Mécanismes de financement et modalités de mise en œuvre*).

- (xi) le suivi des résultats et le traitement des données désagrégés par sexe et classe d'âge grâce au système de S&E et comme prévu dans le cadre logique;
- (xii) la mise en œuvre des activités en lien avec la stratégie du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et en synergie avec les opérateurs spécialisés dans le domaine du genre présents sur le terrain (ex. UNFPA).

4. Mise en œuvre de la stratégie de ciblage

41. La mise en œuvre de la stratégie de ciblage sera faite de façon transversale par l'ensemble des équipes des URGP; la responsabilité de sa bonne mise en œuvre appartient tout d'abord aux directeurs des URGP et aux partenaires d'exécution, qui seront sensibilisés et formés sur ce sujet et dont le travail sera suivi par la cellule suivi-évaluation de chaque URGP. Cette cellule sera également responsable du suivi du ciblage et de l'évolution des groupes-cibles de l'échantillon où est pratiqué le ciblage nominatif. (cf. Appendice 6, « Suivi-évaluation »).

42. Un(e) assistant(e) en « Leadership féminin et amélioration de la nutrition », point focal des activités de ciblage et de celles touchant aux femmes et aux jeunes, sera présent(e) dans chaque URGP et appuiera les responsables de composante et du suivi-évaluation, ainsi que les partenaires d'exécution et leurs équipes dans la prise en compte de la SDEA/FJ dans leurs activités.

5. Suivi et évaluation du ciblage

43. Le suivi-évaluation du ciblage se basera: (i) sur les leçons apprises du ciblage présentées dans la partie 3.1 (ciblage participatif et ciblage nominatif); et (ii) sur le dispositif de suivi-évaluation décrit dans l'Appendice 6. En effet, le suivi du ciblage s'effectuera principalement sur la base des registres des bénéficiaires tenus au niveau de l'échantillon du ciblage nominatif; ces registres permettent notamment de déterminer exactement: (i) le nombre de ménages qui ont bénéficié des services du Programme; (ii) la participation des différents groupes cibles aux activités mises en place pour chacun d'entre eux; et (iii) l'attribution de l'évolution de la vulnérabilité des ménages aux actions du projet/programme. Néanmoins, cette méthode de suivi présente le risque de trop focaliser l'attention des équipes du Programme et des partenaires d'exécution sur le seul échantillon du ciblage nominatif, en les amenant à « mieux » ou « plus » conduire les activités dans les villages ciblés par ce dispositif et, par-là, biaiser les résultats du suivi/évaluation. Pour éviter ce risque, des villages situés en dehors de l'échantillon devront être pris en examen en plus de ceux de l'échantillon à chaque mission de suivi du ciblage. Dans ces villages, le « mapping social » effectué en début d'intervention servira de base pour comprendre la proportion de chaque catégorie de vulnérabilité dans la population du village; sur cette base la mission pourra comprendre si, et dans quelle proportion les participants aux différentes activités sont effectivement les groupes cibles.

Appendice 2.1 : TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE SUR L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU ProDAF, Novembre 2014

I. Contexte

1. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la formulation du nouveau « Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder » (ProDAF), qui fédérera à partir de mi-2015 les deux projets actuellement en cours au niveau du Programme Niger-FIDA: (i) PASADEM, lancé en 2012 et (ii) PPI Ruwanmu, lancé en 2013. Le ProDAF, bâti sur les leçons apprises de trente années d'intervention du FIDA au Niger, sera mis en œuvre pendant huit ans dans la bande centre-sud des trois régions, autour de neuf pôles de développement économique (PDE) centrés sur autant de marchés de demi-gros de produits agropastoraux.
2. Le processus de conception du ProDAF a véritablement commencé au mois de juin 2014, avec une première mission de formulation; il avait néanmoins été préparé par des études, menées entre 2012 et 2013, qui ont permis d'améliorer la connaissance des équipes du Programme et du FIDA sur quatre thèmes principaux: (i) le fonctionnement des marchés de produits agropastoraux; (ii) la finance rurale; (iii) le processus de consultation des organisations paysannes; et (iv) la définition d'une stratégie de prise en compte du genre pour le Programme. Les résultats de ces études ont ensuite nourri la réflexion des deux missions de formulation du ProDAF, qui se sont tenues aux mois de juin et de septembre 2014.
3. Entre la première et la deuxième mission de formulation, le Document de Conception du ProDAF (DCP) a passé un premier contrôle de qualité au niveau du FIDA (QE, *Quality Enhancement*). Parmi les remarques exprimées par le comité d'experts du QE, figurait la nécessité d'une meilleure définition et caractérisation de l'agriculture familiale dans la zone d'intervention du ProDAF, qui puisse constituer une base solide pour la stratégie de ciblage du Programme.
4. Dans ce but, il a donc été décidé d'entreprendre une nouvelle étude, permettant de: (i) Mieux connaître l'agriculture familiale dans les trois régions, pour donner de bases solides à la stratégie de ciblage du ProDAF; et, en outre, de (ii) Proposer des indicateurs de suivi/évaluation des impacts du modèle de développement de l'agriculture familiale promu par le ProDAF.

II. La stratégie du ProDAF en matière d'agriculture familiale

5. Au Niger, l'agriculture constitue le principal moyen de subsistance et la principale source de revenus de la population rurale du pays (78,3% ; INS, 2013) ; dans la très grande majorité des cas, elle est pratiquée dans le cadre de petites exploitations familiales d'une superficie comprise entre 1 et 4 ha et combinant la pratique de plusieurs activités économiques rurales (agriculture, élevage, pêche, petit commerce, etc.). Bien qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent d'étude exhaustive (académique ou non) sur l'agriculture familiale nigérienne, il est généralement reconnu qu'en Afrique de l'Ouest celle-ci présente trois dimensions essentielles (Sun Fei Tan et Guèye (dir.), 2005 ; Barbedette, 2004 ; Toulmin et Guèye, 2005):
 - (i) la famille comme unité de production (le patrimoine familial est aussi capital d'exploitation) et centre d'apprentissage des techniques agricoles;
 - (ii) une production basée sur une main d'œuvre familiale non salariée (parfois supportée par une main d'œuvre salariée non permanente) ; et
 - (iii) une diversification des activités : la production vivrière est au cœur de toute exploitation familiale, mais elle est appuyée par d'autres activités (agricoles et non agricoles, marchandes et non marchandes) permettant une amélioration des revenus ou l'entretien des « filets de sécurité sociaux ».
6. Dans ce contexte, l' « agriculture familiale » couvre donc une grande variété de situations en termes d'activités menées, de techniques et technologies employées, de capital investi et d'intégration dans l'économie marchande. Cette diversité se reflète également dans les différentes capacités de résilience des

exploitations agricoles familiales. A cause de cette complexité, une connaissance fine des caractéristiques et des enjeux liés à l'agriculture familiale nigérienne est cruciale pour pouvoir améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres.

7. Le ProDAF vise à contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages des régions de Maradi, Tahoua et Zinder ; son objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus des exploitations agricoles familiales, leur adaptation aux changements climatiques et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux. Ces objectifs seront poursuivis sur la base de deux piliers, qui correspondent aux deux composantes du Programme : (i) le développement d'une agriculture familiale durable et (ii) le renforcement de l'accès au marché des exploitations agricoles familiales. La vision sous-jacente est celle d'une petite agriculture familiale productive et rentable, inclusive et résiliente aux effets du changement climatique. Cette vision a été élaborée sur la base d'un travail participatif mené par le FIDA et les équipes du Programme ensemble avec les représentants de la société civile rurale organisée des trois régions d'intervention du ProDAF, en particulier lors du Forum Paysan Transrégional qui s'est tenu à Maradi en février 2014.

8. Depuis le début de la formulation du ProDAF, une réflexion est en cours en vue de l'établissement d'une typologie des exploitations agricoles familiales dans sa zone d'intervention, en suivant des critères de vulnérabilité. Ses résultats provisoires ont permis de regrouper les exploitations agricoles familiales en trois grands groupes :

- Exploitations agricoles familiales peu vulnérables;
- Exploitations agricoles familiales moyennement vulnérables ;
- Exploitations agricoles familiales très vulnérables.

Néanmoins, cette typologie provisoire a été élaborée uniquement sur la base d'un travail bibliographique/documentaire, sans input ni validation de la part des représentants de la société civile rurale organisée, représentative de l'agriculture familiale au Niger : l'Etude devra permettre de la discuter avec les acteurs et de tester sa validité sur le terrain.

III. Objectifs et résultats attendus de l'Etude

9. L'objectif principal de cette Etude est de mieux connaître l'agriculture familiale dans la zone d'intervention du ProDAF, en termes qualitatifs et quantitatifs. Elle visera notamment à:

i) Elaborer une définition de l'agriculture familiale/des agricultures familiales dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder;

Principales questions de recherche:

a. Comment peut-on définir l'agriculture familiale dans la zone d'intervention du ProDAF? Est-elle un mode de vie ? Dans quelle mesure est-elle définie par les dimensions énoncées au paragraphe II ?

b. Quel est le poids économique de l'agriculture familiale dans les trois régions d'intervention ? Quelle proportion de la production issue de l'agriculture familiale est destinée par région au marché et laquelle à l'autoconsommation/échanges non marchands ?

ii) Proposer une typologie des exploitations agricoles familiales dans les trois régions, sur la base de critères de vulnérabilité. Cette typologie visera à nourrir la stratégie de ciblage du ProDAF et, en particulier, la définition des groupes cibles;

Principales questions de recherche:

a. Quels sont les critères les plus pertinents pour déterminer la vulnérabilité d'un ménage qui est impliqué dans une production agricole de type familial (propriétaire ou non de capital)? Sur la base de ces critères, quelle typologie peut-on établir ?

iii) Décrire et analyser le rôle joué et la contribution apportée par les jeunes et les femmes dans l'agriculture familiale dans les trois régions;

Principales questions de recherche:

- a. Quels sont les rôles joués par les jeunes et les femmes dans l'agriculture familiale ? Quelle est la contribution apportée par les jeunes et les femmes à l'intérieur des exploitations agricoles familiales ?
- b. Quels sont les critères les plus pertinents pour déterminer la vulnérabilité des femmes et des jeunes (propriétaires ou non de capital) participant à une production agricole de type familial ? Quelle est la situation des femmes et des jeunes ruraux dans la zone d'intervention du ProDAF sur la base de ces critères ?
- c. Quelles sont les stratégies adoptées par les femmes et les jeunes vulnérables pour améliorer leur sécurité/autonomie ? Ces stratégies sont couronnées de succès ? Ont-elles des externalités négatives ?
- iv) Proposer des indicateurs de suivi/évaluation des impacts du modèle de développement de l'agriculture familiale promu par le ProDAF.

10. Le résultat attendu de ce travail est un rapport d'étude qui présente : (i) une définition de l'agriculture familiale/des agricultures familiales dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder ; (ii) une typologie des exploitations agricoles familiales dans les trois régions, sur la base de critères de vulnérabilité ; (iii) une description du rôle joué et de la contribution apportée par les jeunes et les femmes dans l'agriculture familiale dans les trois régions, avec une attention particulière accordée à l'analyse de leur vulnérabilité et des stratégies qu'ils adoptent pour y faire face ; (iv) des indicateurs de suivi/évaluation des impacts du modèle de développement de l'agriculture familiale promu par le ProDAF.

IV. Approche méthodologique

11. L'Etude sur l'Agriculture Familiale dans la zone d'intervention du ProDAF sera caractérisée par une approche mixte, quantitative et qualitative. Plus particulièrement, elle sera menée à l'aide de quatre outils méthodologiques :

(i) la recherche bibliographique et documentaire ;

(ii) les entretiens semi-directifs avec les représentants de la société civile rurale organisée à Niamey et dans la zone d'intervention du ProDAF. Ces entretiens joueront un double rôle : (i) de source d'informations sur la/les agriculture(s) familiale(s) dans la zone d'intervention du ProDAF ; et (ii) d'outils de réflexion conjointe entre les responsables de l'Etude et les représentants de la société civile rurale organisée, qui donnera lieu à une définition et à une typologie partagée de l'agriculture familiale au Niger.

Plus en particulier, des entretiens semi-directifs seront menés avec au moins les institutions/organisations suivantes, partenaires du ProDAF :

- Niamey : Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA), Fédération des Coopératives Maraichères du Niger (FCMN-Niya), Plateforme Paysanne du Niger (PPFN) ;
- Tahoua : Chambre Régionale d'Agriculture (CRA), Fédération des Unions de la Filière Oignon (FUFO), Fédération des Unions des Coopératives Agro-Pastorales (FUCAP) ;
- Maradi : CRA, Fédération Sa'a, Fédération FUMA-Gaskiya, Fédération Albishirinku Manoma ;
- Zinder : CRA, Fédération des Unions des Boutiques d'Intrants (FUBI), Centre de Services d'Appui aux Organisations Coopératives Paysannes (CSAOCP) ;

Des entretiens seront également organisées avec : (i) des organisations de base en zone rurale (ex. : groupements féminins et de jeunes, GACAP) ; (ii) des apprenants de champs-écoles ; (iii) les services techniques déconcentrés de l'agriculture et de l'élevage ; (iv) des exploitants agricoles familiaux issus de l'échantillon quantitatif (cf. point suivant).

Des entretiens complémentaires pourront être menés avec d'autres types d'acteurs intervenant dans le domaine de l'agriculture familiale : par exemple des chercheurs, des praticiens du développement et, en particulier, les équipes du Programme Niger-FIDA.

(iii) **l'administration de questionnaires quantitatifs sur un échantillon d'exploitations agricoles familiales dans la zone d'intervention du ProDAF.** Le choix de l'échantillon et du nombre et type d'enquêteurs seront effectués lors de la première mission sur le terrain (enquête exploratoire) de l'équipe de l'Etude. Ces questionnaires seront essentiellement des outils de calcul de la marge nette des exploitations, tels que proposés par la première mission de formulation du ProDAF en juin 2014. Une mission FIDA-FAO est prévue en février 2015 pour affiner ces outils et permettre de les administrer sur un échantillon de la zone d'intervention du ProDAF. L'équipe de l'Etude travaillera pour cela en étroite collaboration avec la mission FIDA-FAO, les équipes S/E du Programme Niger-FIDA et avec l'économiste du GATE.

(iv) Sur la base des entretiens semi-directifs et des résultats préliminaires des enquêtes quantitatives, seront menées des **études de cas**.

12. En effet, cette Etude s'inscrit dans le cadre méthodologique élaboré par l'équipe du World Agricultural Watch (WAW), basée au siège de la FAO à Rome. Cette équipe, active depuis mars 2011, collabore avec le FIDA depuis début 2013. C'est notamment avec l'appui d'un don du FIDA qu'elle a commencé à élaborer une typologie des exploitations agricoles dans le monde, basée sur du travail bibliographique et empirique (notamment sur cinq terrains : France, Madagascar, Malawi, Nicaragua et Vietnam). Cette typologie, qui inclut également les exploitations agricoles familiales, est actuellement retravaillée et affinée dans le cadre d'un nouveau don du FIDA sur la période 2014-2016. Ce don, intitulé « Consolidation et extension du réseau WAW » vise une meilleure compréhension des exploitations agricoles dans le monde, à travers l'extension d'un réseau d'« observatoires pilotes des transformations rurales », implantés dans de nouveaux pays non touchés par le travail précédent. L'équipe qui mènera l'Etude pourra donc joindre ses efforts avec ceux du WAW surtout pour ce qui concerne la réflexion sur l'agriculture familiale, avec des échanges réguliers sur des aspects méthodologiques et sur les résultats de recherche respectifs.

13. Après les phases de collecte des données, analyse et rédaction, le premier draft du rapport de l'Etude sera partagé avec les équipes du Programme Niger-FIDA au Niger et avec le FIDA et la FAO à Rome, en collaboration avec l'équipe du WAW. Leurs remarques permettront d'améliorer la pertinence et la qualité du texte, qui pourra ensuite être partagé avec les partenaires (société civile rurale organisée, Gouvernement, PTF, etc.) lors d'un Atelier de restitution.

V. Calendrier et équipe

Calendrier indicatif :

Période couverte par l'étude	Janvier-Juillet 2015
Recherche bibliographique/documentaire et entretiens à Niamey	Janvier 2015
Recherche de terrain exploratoire (Tahoua, Maradi et Zinder) avec restitution aux équipes de terrain du Programme Niger-FIDA	Janvier 2015
Analyse des données et rédaction du premier rapport d'étape de l'Etude	Février 2015
Travail conjoint avec mission FIDA-FAO, S/E et économiste GATE pour enquête quantitative	Février 2015
Recherche de terrain (Tahoua, Maradi et Zinder) quantitative et qualitative avec restitution aux équipes de terrain du Programme Niger-FIDA	Mars-avril 2015
Analyse des données et rédaction du	Avril-mai 2015

rapport provisoire de l'Etude	
Présentation du rapport provisoire aux équipes du Programme Niger-FIDA et intégration des remarques	Fin mai-début juin 2015
Présentation du rapport au FIDA et à la FAO à Rome (Italie) par l'équipe de l'Etude et le RECA/CRA/OP, en collaboration avec le WAW	Juin 2015
Intégration des remarques et organisation d'un atelier de restitution au Niger	Fin juin-début juillet 2015
Atelier de restitution au Niger	Mi-juillet 2015

14. L'Etude sera conduite par M. Issaka Oumarou, sociologue, consultant, en collaboration avec M. Moustapha Mamane, sociologue du GATE. Ils travailleront en collaboration et sous la supervision directe de Mme Martha Populin, socio-anthropologue, consultante long-terme du Programme Niger-FIDA. Plus en particulier, les tâches attribuées à chaque membre de l'équipe seront les suivantes :

M. Issaka Oumarou, sociologue, consultant, sera responsable de la conduite de l'Etude et de la rédaction du rapport final. Dans ce but, il mènera notamment les activités suivantes :

- ✚ Recherche complémentaire et dépouillement de la bibliographie/documentation pertinente ;
- ✚ Elaboration du questionnaire qualitatif et contribution à l'affinage du questionnaire quantitatif ;
- ✚ Conduite des entretiens semi-directifs avec les représentants de la société civile rurale organisée et les autres acteurs (cf. paragraphe IV) à Niamey et dans les régions, lors de l'enquête exploratoire et de l'enquête principale ;
- ✚ Contribution à la supervision des enquêteurs lors de l'enquête quantitative;
- ✚ Analyse des données recueillies et rédaction du rapport d'étape et du rapport de l'Etude (provisoire et définitif);
- ✚ Intégration des remarques du Programme Niger-FIDA, du FIDA et de la FAO dans les différents rapports ;
- ✚ Présentation du rapport : (i) aux équipes du Programme Niger-FIDA en fin mai 2015 ; (ii) au FIDA et à la FAO lors de la mission à Rome ; (iii) lors de l'Atelier de restitution au Niger.

M. Moustapha Maman, sociologue du Groupe d'Assistance Technique et Etudes (GATE), appuiera M. Oumarou sur les aspects suivants :

- ✚ Recueil d'une bibliographie/documentation pertinente à fournir à M. Oumarou au début de sa mission ;
- ✚ Briefing de M. Oumarou sur le Programme Niger-FIDA, le ProDAF, les stratégies genre et ciblage du Programme et du FIDA, la réflexion en cours sur l'agriculture familiale dans le cadre de la formulation du ProDAF ;
- ✚ Appui à l'élaboration des questionnaires ; prise de rendez-vous avec les représentants de la société civile rurale organisée à interviewer et participation aux entretiens ;
- ✚ Contribution à la supervision directe des enquêteurs sur le terrain ;
- ✚ Appui à l'analyse des données et à la rédaction du rapport d'étape et du rapport de l'Etude (provisoire et définitif);
- ✚ Organisation de l'Atelier de restitution au Niger, en collaboration avec les équipes du Programme ;
- ✚ Participation à la présentation du rapport : (i) aux équipes du Programme Niger-FIDA en fin mai 2015 ; (ii) au FIDA et à la FAO lors de la mission à Rome ; (iii) lors de l'Atelier de restitution au Niger.

Mme Martha Populin, socio-anthropologue, consultante long-terme du Programme Niger-FIDA, assurera la supervision du travail de l'équipe, notamment à travers le contrôle de qualité des différents rapports produits. Elle participera en outre à la réflexion méthodologique tout au long de l'étude et facilitera les échanges entre

l'équipe de l'Etude, le FIDA et le WAW. Elle participera à la présentation du rapport au FIDA et à la FAO lors de la mission à Rome, ainsi qu'à la restitution de l'Etude au Niger.

VI. Bibliographie sélective

Allen D. W. et Lueck D., 1997, « Pourquoi les exploitations familiales sont-elles prédominantes dans l'agriculture ? », *Revue d'Economie du développement*, n°2, pp.15-38.

Barbedette, L., 2004, *Mieux connaître la réalité de l'exploitation familiale ouest-africaine*, actes de l'atelier de Mbour, ROPPA/CIRAD-TERA, 26-29 octobre 2004.

Bélières, J.-F., Bosc, P.-M., Faure, G., Fournier, S., Losch, B., 2002, *Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?* Dossier no. 113, IIED, Octobre 2002, 46 p.

Faure, G., Dugue, P., et Beauval, V., 2004, *Conseil à l'exploitation familiale. Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Paris, GRET, 127 p.

FIDA, 2014, *Note d'information sur les principales organisations paysannes et les Chambres d'Agriculture des régions de Maradi, Tahoua et Zinder*, faisant partie du DT 6 *Ingénierie sociale et marchés ruraux*, élaboré dans le cadre du processus de formulation du ProDAF, octobre 2014.

Lamarche, H., 1991, *L'agriculture familiale : Réalité polymorphe*, tome 1, Paris, L'Harmattan, 303 p.

1994, *L'agriculture familiale. Du mythe à la réalité*, tome 2, Paris, Harmattan, 300 p.

Mortimore, M., 2003, *L'avenir des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Que peut-on apprendre des données à long terme ?* Dossier no. 119, IIED, Septembre 2003, 88 p.

République du Niger, 2008, *Recensement General de L'Agriculture et du Cheptel (RGAC), Niger, Conclusions et Recommandations du Projet*, République du Niger, Ministère du Développement Agricole, Ministère des Ressources Animales.

Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA), 2011, *Les exploitations agricoles au Niger / 1. Données du RGAC 2005*, Note publiée sur le site Internet du RECA le 31 août 2011, 2 p.

Sourisseau, J.-M. (éd.), 2014, *Agricultures familiales et mondes à venir*, Coll. CIRAD-AFD Agricultures et défis du monde, éd. QUAE, 360 p.

Su Fei Tan et Guèye, B. (sous la dir.), 2005, *Portraits de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest*, Dossier no. 134, IIED, Mars 2005, 39 p.

Toulmin C. et Guèye G., 2003, *Transformations de l'agriculture ouest africaine et rôle des exploitations familiales*, Dossier no. 123, IIED, Décembre 2003, 106 p.

Zoundi S. J. et Hitimana, L. 2007, *Défis de l'accès des exploitations familiales aux innovations agricoles en Afrique de l'Ouest: implications institutionnelles et politiques*, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, Paris, 7 p.

<http://www.stat-niger.org/NigerInfo/rgac/RGAC/genre/agriculture/18.htm>

<http://www.stat-niger.org/statistique/file/Regions/Maradi-En-Chiffres%202010.pdf>

<http://www.stat-niger.org/statistique/file/Regions/ZinderenChiffres2011.PDF>

Tableau récapitulatif des trois types d'exploitations agricoles familiales proposées lors de la deuxième mission de formulation du ProDAF

NB : les pasteurs purs sont exclus de cette typologie, comme ils sont extrêmement minoritaires dans la zone d'intervention du ProDAF.

Pour le capital/accès au foncier, je me suis basée sur la catégorisation de la vulnérabilité des deux projets qui composent le Programme Niger-FIDA : PASADEM (foncier uniquement non irrigable) et PPI Ruwanmu (foncier irrigable + non irrigable).

1. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier uniquement non irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >10 ha	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à 5>9 ha	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à 1>4 ha
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et/ou 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XXX volailles et/ou 1-3 petits ruminants
Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (à définir)	Moyen (à définir)	Faible (à définir)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité : <ul style="list-style-type: none"> présence dans le ménage de personnes : (i) alphabétisées/qualifiées ; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.) ; présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie ; autres éléments. 			

1. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier non irrigable et à un foncier irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >XXX ha au total (> 2 ha irrigables)	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à XXX<XXX ha au total (environ 1<2 ha irrigables)	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à <XXX ha au total (<1 ha irrigables)
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et éventuellement 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XXX volailles et/ou 1-3 petits ruminants
Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (détention/accès à des moyens de captage, exhaure et distribution ; autres éléments à vérifier)	Moyen (détention/accès à un moyen de captage ; autres éléments à vérifier)	Faible (dépourvus d'équipements, ils font presque uniquement de l'agriculture pluviale sur les terres irrigables ; autres éléments à vérifier)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salariat agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salariat agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité : <ul style="list-style-type: none"> • présence dans le ménage de personnes : (i) alphabétisées/qualifiées ; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.) ; • présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie ; • autres éléments à définir. 			

1. Ménages ayant du capital foncier/accès à un foncier uniquement irrigable			
Critères	Peu vulnérable	Moyennement vulnérable	Très vulnérable
Famille = unité de production et centre d'apprentissage	X	X	X
Présence de main d'œuvre familiale	X	X	X
Diversification des activités (agricoles et non, marchandes et non)	X	X	X
Accès au foncier	Propriétaire/accès sécurisé à >XXX ha irrigables	Propriétaire/accès sécurisé ou en partie sécurisé à XX-XX ha irrigables	Propriétaire/accès (en partie) sécurisé ou non sécurisé à <XX ha irrigables
Capital bétail	>3 bovins/camelins et >15 petits ruminants	5>14 petits ruminants et éventuellement 1-3 bovins/camelins (pour culture attelée)	Inexistant ou XX volailles et/ou 1-3 petits ruminants
Investissement productif (équipements et intrants)	Fort (détention de moyens de captage, exhaure et distribution de l'eau et d'autres éléments à définir)	Moyen (détention/accès à des moyens de captage de l'eau et d'autres éléments à définir)	Faible (dépourvus d'équipement, presque uniquement de l'agriculture pluviale sur terres irrigables)
Recours à la main d'œuvre salariée	Important (à définir)	Parfois possible (à définir)	Inexistant
Capacité potentielle d'accès au crédit	Forte (à définir)	Moyenne (à définir)	Faible (à définir)
Destination de la production (en année normale)	Surtout vente (surplus)	Vente (surplus) et autoconsommation	Surtout autoconsommation
Mois de soudure et stratégies pour y faire face (en année normale)	0-1 mois	1-6 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)	7-10 mois (salarial agricole, migration saisonnière, autres à définir)
Comportement en cas de crise	Pas de décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)	Décapitalisation partielle (plus d'autres éléments à définir)	Forte décapitalisation (plus d'autres éléments à définir)
Objectif de l'exploitation	Accumulation familiale, sociale et productive	Accumulation familiale et sociale	Reproduction simple
Autres éléments qui influent sur le degré de vulnérabilité : <ul style="list-style-type: none"> présence dans le ménage de personnes : (i) alphabétisées/qualifiées ; (ii) exerçant un métier non agricole (artisanat, petit commerce, etc.) ; présence de fonctionnaires/salariés en ville dans la famille élargie ; autres éléments à définir. 			

Appendice 3: Performance du pays et enseignements tirés

Performance du pays:

1. Les projets financés par le FIDA au Niger, tant ceux clôturés que ceux en cours d'exécution sont caractérisés par une excellente performance, comme le montre le tableau ci-dessous:

Tableau 1: Résumé du portefeuille du FIDA au 15 novembre 2014

Titre du projet	Nombre d'année de mise en œuvre au 15/11/2014	Coût total du projet en USD (selon rapport de conception ou mi-parcours)	FIDA		Cofinancements	
			Montant du prêt/don en USD	% décaissement au 15/11/2014	Montant en USD	% décaissement cofinancement au 30/06/2014
PASADEM	2.5	35 910 000	Prêt 22 200 000	52,4%	ETAT 5 550 000 FEM 4 200 000 WFP 2 700 000 BEN 1 250 000	36% 81,5% 79,6% 12%
PPI Ruwanmu	1.5	25 652 400	Prêt 1 781 400 Don 999 700	33% 80%	FFE 18 757 400 ETAT 4 113 900	54% 7%
Projets clôturés (les données font référence au moment de la clôture)						
IRDAR-RCI/PAC2	4	16 000 000	Prêt 8 000 000 Don 8 000 000	93,21% 93,21%	FEM 34 670 000 ETAT 6 600 000 BEN 4 260 000	100% 53,42% 55,25%
PPILDA	8	20 590 525	Prêt 11 711 908	99,88%	FBS 5 096 617 ETAT 2 555 000 BEN 1 227 000	99,91% 31,72% 147,72%
PUSADER	3.5	35 710 000	Prêt 6 500 000 Don 6 500 000	96,53% 96,53%	ETAT 1 350 000 OFID 6 360 000	95,8% 97%

2. Ces résultats sont dus principalement aux éléments suivants:

Le Programme Niger-FIDA a investi dans ses équipes administratives et financières sur le long-terme, grâce à:

- Du renforcement des capacités, à travers: (i) une assistance technique internationale en gestion financière depuis 2011; (ii) une assistance technique sur le logiciel de gestion financière TOMPRO (formation à l'utilisation et mises à jour); (iii) de la formation continue par les équipes du FIDA (Séminaire sur la gestion financière suivi à Rome en février 2013) et par les membres des missions de supervision;
- La fidélisation d'équipes expérimentées et de qualité: la plupart des effectifs des Services Administratifs et Financiers (SAP) du PASADEM et du PPI Ruwanmu ont été impliqués dans la gestion des anciens projets (PPILDA, PUSADER, IRDAR-RCI/PAC2), caractérisés par des taux de décaissement supérieurs à 95% (cf. Tableau 1).

1. Les fruits de cet investissement sont également visibles au niveau: (i) des rapports d'audit des exercices 2013 du PASADEM et du PPI Ruwanmu jugés « très satisfaisants » par le contrôle financier (CFS) du FIDA; (ii) des rapports de supervision 2014 du PASADEM et du PPI Ruwanmu, qui leur ont respectivement attribué les notes 5 et 6 sur 6 pour la gestion financière; (iii) du niveau de risque « faible » attribué par les missions de formulation du ProDAF à l'environnement de contrôle interne des deux projets, en raison des robustes procédures de contrôle mises en place; (iv) La gestion administrative et financière du Programme est calquée sur celle, très performante, des projets en

cours avec une adaptation des manuels de procédures administratives et financières et d'opérations en tenant compte des évolutions institutionnelles décrites ci-dessous²⁸ :

- capacités de planification/programmation de PTBA pour des moyennes annuelles par région de 4 milliards de FCFA (8 millions de dollars EU), soit 12 milliards de FCFA (24 millions de dollars EU) ;
- capacités d'exécution financière de 95% des PTBA en moyenne ;
- capacités de mobilisation des autres ressources notamment PAM, Etat, Bénéficiaires pour renforcer et accompagner les ressources FIDA ;
- capacités d'élaboration des DAO, des dossiers techniques à travers la capitalisation des expériences des équipes techniques chargés des infrastructures (marchés de demis gros, centre de collecte, pistes) qui se traduisent notamment par des réductions de délais qui passent de 5 mois à 3 mois.

L'intervention du Programme Niger-FIDA se base sur les leçons apprises de trente années d'intervention au Niger (cf. partie suivante); elle cadre parfaitement avec les politiques et stratégies nationales en termes de développement rural (i3N et PDES) et mise sur la synergie avec les autres PTF et un dialogue politique efficace.

Ces éléments ont récemment été appréciés par le FIDA dans l'évaluation du *Country Programme Issues Sheet* (CPIS) pour la période décembre 2012 - juin 2014. Cette évaluation a attribué au Programme Niger-FIDA: (i) la note 5 (sur 6) pour les indicateurs « augmentation des revenus », « amélioration de la sécurité nutritionnelle » et « autonomisation » (renforcement des capacités des instances rurales et de la société civile rurale organisée); (ii) la note 6 pour les indicateurs « efficacité de l'aide » et « adaptation aux changements climatiques et résilience ».

Enseignements tirés:

3. La mission de conception du ProDAF a permis d'identifier et de capitaliser un certain nombre de leçons apprises issues aussi bien de l'expérience du Programme Niger-FIDA, que de celle d'autres partenaires techniques et financiers. La capitalisation des principales leçons apprises suivantes constitue la base de la conception du ProDAF.

Ce qui a marché ...

« Approche bassin versant » et gestion des ressources naturelles (GRN)

4. ***L'aménagement des bassins versants par des actions de CES/DRS et par la construction de seuils a permis d'augmenter les superficies agricoles et les rendements des cultures.*** Grâce aux actions de CES/DRS menées en 1991-2003 et ensuite aux environ 200 seuils construits en 2003-2012, dans la région de Tahoua les superficies agricoles ont augmenté de 10 000 ha (mis en valeur par 5 000 exploitants), en passant d'environ 0,6 ha en moyenne par exploitation à 2,2 ha après aménagement; il a été possible de réserver des terres aux cultures irriguées, de décrue et pluviales; les rendements du mil et du sorgho ont augmenté respectivement en moyenne de 85-90 % et de 25-30 %.

5. Ces acquis sont le résultat d'un processus évolutif, qui a commencé avec les projets d'augmentation de la productivité agricole mis en place par la GIZ-KfW dans les années 1980. L'évaluation de ces projets a montré que les rendements agricoles ne pouvaient pas être augmentés significativement sans un traitement des bassins versants, car le ruissellement rapide des eaux le long des plateaux réduisait de manière importante l'infiltration hydrique dans les vallées et avait

²⁸ Ces capacités seront renforcées i) grâce au dispositif de décaissement des fonds renouvelables (Base/rapport) qui permet de réduire les délais de traitement des DRF et ii) la réduction des délais de passation de marché par le Gouvernement avec le rehaussement du seuil des cotations de 10 millions à 50 millions et la décentralisation du processus de dépouillement et d'analyse des offres.

contribué à faire baisser le niveau de la nappe phréatique. C'était ainsi que les années 1990 ont été consacrées par la GIZ-KfW à la protection des bassins versants par des actions de CES/DRS qui, au début des années 2000, ont été complétées par des ouvrages de mobilisation des eaux. La première génération de seuils d'épandage a été construite en 1999 avec des gabions remplis de pierres qui se sont montrés par la suite plutôt fragiles (un seul seuil sur neuf a tenu plus d'un an). Depuis, l'efficacité et la résistance des seuils ont été améliorées par le remplacement des gabions par de la maçonnerie en pierre et mortier de ciment.

Leçon apprise de: Projets GIZ-KfW dans la région de Tahoua entre 1980 et 2012

6. **La régénération naturelle assistée (RNA) a permis la réduction du nombre de semis, une augmentation des rendements du mil et l'amélioration des revenus des populations.** Le Programme Niger-FIDA compte une vaste expérience en GRN, à travers ses actions en récupération des terres dégradées (5 549 ha depuis 2012), traitement des bassins versants, fixation des dunes (1 000 ha depuis 2013), RNA (40 000 ha dans la région de Maradi depuis 2012), création de haies vives et aménagement d'espaces sylvo-pastoraux (2 000 ha depuis 2012). Ces actions, soit menées sous forme de *cash for assets* soit promues sur des parcelles de démonstration, ont largement été adoptées par les populations.

7. Par exemple, dans la région de Maradi la RNA a été adoptée par plus de 16 000 exploitants agricoles issus de 165 villages entre 2012 et 2013; dans des villages où la RNA avait été adoptée depuis 2-5 ans, son intégration dans les systèmes productifs a permis la réduction du nombre de semis (avec une économie de semences de 50%), de meilleurs rendements pour le mil (de +30 à +220 kg/ha selon l'âge de la RNA) et une amélioration des revenus des populations à travers la vente de ses produits et sous-produits (jusqu'à +70 000 F CFA/an).

Leçon apprise de: PPILDA, PUSADER, PASADEM, PPI Ruwanmu

Production agricole

8. **L'agriculture familiale est le modèle de production agricole le plus adapté aux conditions écologiques et économiques du milieu rural nigérien.** L'agriculture familiale est reconnue par les représentants de la société civile rurale nigérienne comme le mode de vie qui les caractérise (RECA, Forum paysan transrégional, février 2014) ; elle est pratiquée par la très grande majorité de la population rurale nigérienne, qui représente à son tour environ 78% de la population totale du pays. L'agriculture familiale se caractérise par trois éléments essentiels: (i) la famille comme unité de production et centre d'apprentissage des techniques agricoles; (ii) une production basée sur une main d'œuvre familiale non salariée (parfois supportée par une main d'œuvre salariée non permanente) ; et (iii) une diversification des activités : la production vivrière est au cœur de toute exploitation familiale, mais elle est appuyée par d'autres activités (agricoles et non agricoles, marchandes et non marchandes) permettant une amélioration des revenus ou l'entretien des « filets de sécurité sociaux ». Il s'agit donc d'un mode de vie et d'un modèle productif flexible, où les activités menées et leur importance respective peuvent varier sur la base des conditions climatiques et de l'évolution des conditions écologiques et économiques. Sa contribution à la préservation et à l'enrichissement de la biodiversité, et donc à une gestion durable des ressources naturelles, est reconnue (Clavel et al., in Sourisseau (éd.), 2014, *Agricultures familiales et mondes à venir*, QUAE, p. 223).

Leçon apprise de: Forum paysan transrégional de Maradi (février 2014), CIRAD

9. **La petite irrigation est un modèle de production peu coûteux (1-1,5 millions FCFA/ha) et rentable.** D'amples marges d'amélioration des rendements sont possibles: avec le PUSADER, les rendements moyens des cultures ont augmenté de 36% (ex.: oignon: de 20 à 35 t/ha; chou: de 15 à 23 t/ha). L'utilisation d'une motopompe en commun par plusieurs exploitants voisins est une pratique courante, qui répond également à la nécessité des irrigants de se rapprocher pour se protéger contre

la divagation des animaux ; l'équipement des exploitants par binôme (PPI Ruwanmu) est appréciée par les bénéficiaires et permet une gestion rationnelle de l'eau et des équipements.

Leçon apprise de: PIP2, PUSADER, ASAPI, PRODEX, PPI Ruwanmu

10. **Sur les champs-écoles sont vulgarisées des techniques et technologies efficaces d'augmentation des rendements, appréciées et adoptées par les producteurs.** Dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder plus de 500 champs-écoles paysans (CEP) et au moins 2000 parcelles de démonstrations ont été réalisées au profit de plus de 10 000 producteurs (30% de femmes) par les intervenants présents (Programme Niger-FIDA et projet IARBIC). Les techniques vulgarisées sur les CEP ont montré leur pertinence à travers une significative augmentation des rendements. Par exemple, sur les parcelles PIP animées par le PPILDA a été constatée une hausse moyenne de la production de mil de 66%; dans le cas du PASADEM, sur un échantillon de 12 parcelles de démonstration installées en 2013, les rendements moyens tournent autour de 840 kg/ha pour le mil, 672 kg/ha pour le niébé et 800 kg/ha pour l'arachide²⁹. Des succès similaires ont été remportés par d'autres intervenants également; par exemple, sur les 364 CEP animés par le projet IARBIC, financé par la FAO entre 2008 et 2011, l'utilisation de variétés améliorées et fertilisants minéraux combinés à la fumure organique a permis des hausses de rendement variant de 50 à 140% des cultures pluviales. Les CEP maraichers (CEP/M) mis en place par le PPI Ruwanmu sont à leurs débuts, mais les producteurs ont apprécié et adopté plusieurs des technologies vulgarisées (au moins 40% d'adoptants en première année). En matière de diffusion des technologies, en moyenne au moins 10% des producteurs participant aux CEP sont en mesure de conseiller et guider d'autres membres de la communauté dans l'utilisation des technologies vulgarisées.

Leçon apprise de: PPILDA, PASADEM, IARBIC, PPI Ruwanmu

Femmes et sécurité alimentaire et nutritionnelle

11. **Le petit élevage³⁰ permet de générer rapidement des revenus en employant peu de ressources (en termes de temps et d'argent) et d'améliorer la sécurité nutritionnelle des ménages.** C'est donc une activité qui peut facilement être conduite par les femmes à marge des travaux domestiques. En général, la distribution gratuite de petits ruminants aux ménages les plus vulnérables permet de renforcer leur résilience, à condition que le nombre d'animaux distribués soit en adéquation avec les capacités du ménage à leur assurer l'alimentation et les soins nécessaires. Parmi les petits ruminants, l'animal le plus adapté pour cette activité est la chèvre, en raison de sa prolificité, de sa rusticité et de son plus faible coût d'entretien par rapport au mouton. Dans le domaine de l'aviculture, la réunion des bénéficiaires des distributions de volaille autour de poulaillers partagés permet d'améliorer l'efficacité et l'efficacités de la formation dispensée par les partenaires d'exécution et de contenir les coûts de production (ex. : Projections 2015 pour le poulailler de Dan Sara, région de Maradi, avec 100 pintades et 80 poules pondeuses : 3 millions F CFA de produits - 2,24 millions de charges par an au profit de 10 éleveuses). Enfin, le petit élevage, couplé à l'éducation nutritionnelle, permet d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants du ménage³¹, à travers l'intégration des œufs et du lait dans leur régime alimentaire. Entre 2013 et mi-2014, les projets du Programme Niger-FIDA (PASADEM) ont notamment formé 300 personnes aux techniques d'élevage (dont 30% de femmes et 30% de jeunes) et ont distribué en 2013 300 kits d'élevage (164% de l'objectif fixé dans le PTBA).

Leçon apprise de: PPILDA, PUSADER, IRDAR-RCI/PAC2, PASADEM

²⁹ Selon les données statistiques de l'année 2012, dans la zone Tahoua-Maradi-Zinder le rendement du mil a varié entre 487 à 552 kg/ha, celui du sorgho entre 357 à 658 kg/ha, celui du niébé entre 160 à 339 kg/ha et l'arachide entre 164 à 438 kg/ha.

³⁰ L'élevage des petits ruminants et de la volaille.

³¹ <http://www.fao.org/food/une-agriculture-sensible-aux-enjeux-nutritionnels-et-des-approches-fondees-sur-l'alimentation/fr/>

12. **Les Greniers Féminins de Soudure (GFS) contribuent à la sécurité alimentaire des ménages après l'épuisement des réserves familiales.** Les GFS (précédemment appelés « banques de soudure ») sont des stocks céréaliers villageois de sécurité caractérisés par: (i) l'absence de transactions monétaires; (ii) la destination exclusive aux femmes; et (iii) l'ouverture du GFS au moment du pic des travaux agricoles pendant la période de soudure. De cette manière, ils corrigent certaines erreurs de ciblage des banques céréalères « classiques », auxquelles les plus vulnérables et les femmes n'avaient souvent pas accès à cause du prix de vente des céréales. En effet, le statut de la femme et son pouvoir de décision et de contrôle des ressources dans la société rurale constituent des déterminants-clé de la malnutrition. Cibler spécifiquement les femmes d'une communauté permet donc de: i) renforcer leurs capacités d'organisation, de représentation et de participation aux décisions communautaires et ii) limiter les inégalités dans la répartition intrafamiliale de la nourriture. En effet, l'expérience du PPILDA a montré que les ménages bénéficiaires des GFS: (i) augmentent le nombre de repas en période de soudure (de 1 à 2 par jour ou de 2 à 3); (ii) limitent le salariat agricole (d'environ 50%) et peuvent ainsi se concentrer sur leur propre champ; (iii) réduisent l'endettement et la décapitalisation (surtout en petits ruminants). Entre 2013 et mi-2014, le Programme Niger-FIDA a mis en place 52 GFS, qui ont profité à 25-30 ménages vulnérables par GFS.

Leçon apprise de: PPILDA, PUSADER, PASADEM

Marchés ruraux, OP et amélioration des flux Niger-Nigéria de produits agro-sylvo-pastoraux

13. **Les centres de collecte satellites (CCS) et les Unions qui les gèrent dynamisent l'économie des pôles de développement économique (PDE).** L'approche PDE, que le Programme Niger-FIDA met en œuvre depuis 2012, couple l'amélioration de la production agro-sylvo-pastorale avec la réhabilitation (en termes d'infrastructures et de gestion) du marché de demi-gros qui se trouve au cœur du PDE et de ses centres de collecte satellites. Les CCS sont des marchés hebdomadaires, situés dans les bassins de production, qui approvisionnent le marché de demi-gros; les Unions d'OP locales y sont impliquées de trois manières: (i) Gestion du CCS (entretien et collecte des redevances d'utilisation des infrastructures, dissémination des informations commerciales, ouverture du CCS à tous les opérateurs économiques, privés et OP); (ii) Services marchands pour leurs membres (approvisionnement groupé en intrants: 10 tonnes/campagne la première année; commercialisation de céréales: 2 ou 3 tonnes/semaine en moyenne la première année), avec l'appui/formation de leur Fédération régionale d'appartenance; (iii) Participation active au *hadin gwiwa* local.

14. Les services marchands fournis par les Unions à leurs membres peuvent s'appuyer les uns sur les autres, comme dans le cas du CCS de Tchizon Kourégoué. Sur ce CCS l'Union (qui regroupe 12 coopératives de base) bénéficie d'un fonds du PASADEM pour revendre 10 tonnes d'engrais à ses membres, en réalisant une modeste marge de 3%, due au plafonnement du prix de vente du sac d'engrais fixé par la CAIMA à 13 750 F CFA. Néanmoins, cette vente lui a permis: (i) d'approvisionner ses membres en engrais de qualité et au détail, tout en leur évitant de se déplacer jusqu'à Maradi (40 m environ); (ii) de disposer de liquidités, dont 25% ont été réinvestis dans la commercialisation des céréales de ses membres. Cette activité est rentable: 35 sacs achetés par semaine sur cinq mois et revendus sur le CCS avec une marge de 17%, permettent à terme de dégager une marge de 333% sur l'investissement initial.

15. Ces premiers résultats de l'implication des fédérations régionales et de leurs unions confortent le ProDAF dans sa stratégie d'ancrage des activités marchandes dans ces deux niveaux d'organisations.

Leçon apprise du PASADEM

16. **Historiquement, les échanges commerciaux sont intenses entre le sud Niger et le nord Nigéria; l'amélioration des flux de produits agro-sylvo-pastoraux peut avoir des impacts en termes de développement et, par-là, de sécurité.** Les marchés de demi-gros des régions de Tahoua, Maradi et Zinder constituent des maillons importants des flux transfrontaliers de produits agropastoraux (petits ruminants, niébé, poivron principalement en échange de maïs et tubercules) entre le Niger et le Nigéria. Ces flux, très importants (ex.: autour d'un million de têtes de petits ruminants par an), sont pour l'instant difficilement quantifiables. L'amélioration des flux et de la connectivité transfrontaliers pourraient profiter aussi bien à l'économie nigérienne que nigériane ainsi que, sur le plus long terme, à l'amélioration de la sécurité dans le nord du Nigéria par le développement de la région; ce thème fait actuellement l'objet d'une réflexion politique de haut niveau au niveau sous-régional et international.

Leçon apprise de: PRACC, Commission Mixte Nigéro-Nigériane, CEDEAO, OCDE

Ingénierie sociale

17. **L'articulation entre ingénierie civile et sociale permet la construction et la gestion d'infrastructures durables et adaptées aux besoins des usagers.**

18. **Infrastructures commerciales.** Le processus d'ingénierie sociale développé par le Programme Niger-FIDA sur les infrastructures commerciales (marchés de demi-gros, comptoirs et centres de collecte) est innovant, inclusif et bien approprié par les acteurs impliqués. Pour la réussite

de ce processus, l'ingénierie sociale doit précéder et accompagner l'ingénierie civile sur tout type d'infrastructure commerciale; la localisation du marché et le foncier, ainsi que le choix des pistes et centres de collecte à aménager doivent faire l'objet d'un consensus local solide entre autorités et opérateurs économiques.

19. **Entretien des routes.** La « Stratégie Nationale de Conception, de Construction et d'Entretien des Routes Rurales » (SNCCERR) de 2009, le décret du 18 septembre 2014 sur le rôle de la Caisse de Financement de l'Entretien Routier (CAFER) et l'approche PDE sont les bases sur lesquelles peut être bâti un dispositif réussi et durable d'entretien des pistes. Ce dispositif est le résultat d'un processus inscrit dans la durée et prenant en compte tous les acteurs locaux (communes, autorités coutumières, transporteurs, habitants des villages traversés par la route). Ces acteurs nécessitent de deux types d'appui pour pouvoir jouer leur rôle: 1. Organisation et gestion; et 2. Encadrement technique. Cependant, les acteurs locaux (Brigades communales d'entretien routier) ne peuvent pas s'occuper de la totalité de l'entretien des pistes: tout ce qui n'est pas entretien courant et petites réparations nécessite d'engins, d'un haut niveau de technicité et de fonds importants. Un partenariat avec la CAFER s'avère donc indispensable pour la durabilité de tout dispositif local d'entretien des pistes.

20. **AUE.** La mise en place d'Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) pour la gestion durable de la ressource hydrique au niveau du bassin versant a été introduite au Niger par le PPI Ruwanmu, en partenariat avec le RECA/CRA. Trois éléments constituent les forces de cette approche:

- (a) Les AUE sont mises en place par bassin versant et non pas par commune (comme dans des approches précédentes): le bassin (ou, dans le cas où il soit trop vaste, le sous-bassin) versant est l'échelle appropriée pour une AUE, en termes de pertinence (identification d'une problématique-clé et de pistes de solution/gestion) et de durabilité.
- (b) Le processus de mise en place des AUE a été inspiré par l'approche d'ingénierie sociale sur les infrastructures commerciales et a été mis en œuvre en respectant les « temps d'appropriation » de chaque site. Grâce à cela, les acteurs locaux sont actuellement très impliqués dans le processus.
- (c) Les AUE intègrent les COGES des terres récupérées et/ou des ouvrages hydrauliques situés dans le bassin versant. Cette intégration améliore la pertinence des mesures/solutions prises par l'AUE dans la gestion de l'eau du bassin.

Leçons apprises de: PASADEM, PPI Ruwanmu, Projet Routes Rurales de Gaya (Coopération suisse)

Ce qui pourrait être amélioré ...

Le suivi des impacts des actions d'aménagement du territoire

21. Dans un contexte de passage à l'échelle, les impacts écologiques des réalisations en matière de gestion des ressources naturelles nécessitent d'un nouveau dispositif de suivi, à travers un système d'information géographique (SIG). Un tel dispositif permet notamment:

- (a) La production d'une base de données fiable sur l'impact des actions menées sur la résilience des populations au changement climatique.
- (b) Le suivi et l'analyse de l'évolution des ressources hydriques.
- (c) La mise en place et l'opérationnalisation d'une plateforme d'échange d'informations environnementales pour les acteurs et institutions locales; et
- (d) La production de données pour des études de cas, notamment en matière de bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique.

L'accès aux intrants agricoles

22. L'accès et l'usage approprié d'intrants de bonne qualité (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires) permet de développer la production agricole. Les boutiques d'intrants (BI) peuvent constituer un bon système d'approvisionnement; mais l'expérience de plusieurs projets les ayant promues (ex.: les projets Intrants et IARBIC) montre que sans un suivi approprié de la part des STD et sans un niveau suffisant d'organisation et de capacités des OP, les BI ne peuvent pas fonctionner d'une façon optimale. D'autres problèmes d'accès aux intrants à prendre en considération sont constitués par: (i) le prix trop élevé des engrais et l'existence d'un seul circuit d'approvisionnement (à travers la CAIMA); (ii) le manque d'information des producteurs sur les possibilités locales d'approvisionnement en semences améliorées.

Le respect des normes zootechniques

23. Dans l'achat et la distribution de kits de petits ruminants, le non-respect de certaines normes zootechniques et sanitaires conduit à des pertes en bétail avant et après distribution. Trois éléments sont notamment critiques: (i) le lieu d'achat des animaux: le transport depuis un marché éloigné est stressant pour les animaux; (ii) la vérification de la conformité des animaux aux normes zootechniques et sanitaires au moment de l'achat; et (iii) le respect de la quarantaine avant distribution.

La prise en compte de la valeur ajoutée des partenaires opérationnels

24. L'utilisation des mêmes prestataires (GSC ou ONG) sur des activités très différentes risque de conduire à un manque d'efficacité (ex.: GSC utilisés à la fois sur le montage des dossiers de microprojets d'irrigation, sur la mise en place et l'accompagnement des CEP, des JDC et des MER). Une évaluation approfondie des forces/faiblesses et de la valeur ajoutée des partenaires opérationnels potentiels est donc nécessaire avant le choix des opérateurs. Une fois le choix opéré, l'établissement de cahiers des charges précis et évitant les télescopes entre opérateurs facilite un démarrage rapide et une conduite efficace des activités.

L'appui au secteur de la finance rurale

25. Au Niger, les acteurs de financement (banques, SFD) sont très peu présents dans le secteur de l'agriculture, réputé risqué du fait des fluctuations importantes des prix, des aléas climatiques et d'un manque d'acteurs structurés. Pour pallier à cela, les programmes et projets de développement ont mis en place des mécanismes de financement des exploitations agricoles familiales, qui néanmoins se heurtent aux limites suivantes:

- (a) Les taux de subvention proposés excluent les institutions financières (IF) du financement des microprojets. Les taux sont très élevés et généralement compris entre 85 et 95% voire 100%: les institutions de financement, le cas échéant, ne jouent qu'un rôle subalterne d'opérateur fiduciaire pour mettre en place les subventions.
- (b) Les fonds de subvention concurrencent le crédit des IF. Pour limiter cette concurrence, les programmes tentent d'impliquer, mais de façon marginale, les IF sur le financement complémentaire ou sur des objets additionnels non couverts par la subvention. Cela n'est pas particulièrement incitatif pour les IF qui supportent les mêmes coûts de transaction pour de plus petits montants de crédit.
- (c) La sélection des microprojets et l'instruction des dossiers se fait sans les institutions financières. En outre, les critères d'analyse et les procédures d'octroi n'attachent pas suffisamment d'intérêt à l'appréciation financière des projets, ni à l'analyse du promoteur et de son environnement.
- (d) Les promoteurs ne sont pas préparés pour développer leur activité à la suite de l'appui. Dans la plupart des cas, les promoteurs ne sont pas impliqués dans le processus de choix

des équipements et le paiement des fournisseurs. Ils n'ont qu'une relation limitée avec l'institution financière pour l'obtention de la subvention. Le promoteur n'est pas armé pour poursuivre le financement de son activité auprès des IF alors que la finalité de la subvention est de faciliter le démarrage d'une activité économique pérenne et devant se développer dans la durée.

La prise en compte de ces éléments est fondamentale pour parvenir à des mécanismes de financement adaptés à la situation des promoteurs, mais qui en même temps ne concurrencent pas les institutions financières.

Appendice 4: Description détaillée du programme

Cette appendice décrit les activités détaillées du programme dans son ensemble en reprenant les quantités physiques du cadre logique.

Composante 1: Agriculture familiale durable	Composante 2: Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales
L'émergence d'exploitations agricoles familiales permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques.	Les producteurs valoriseront mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers.
Sous-composante 1.1: Aménagements structurants et productifs résilient aux risques climatiques	Sous-composante 2.1 Aménagements structurants d'accès aux plateformes de services ruraux
Volet Aménagement des bassins versants et mobilisation des eaux - Ouvrages de CES/DRS et aménagement espaces pastoraux dont cartographie SIG (20 500ha) (AS1) - Infrastructures de mobilisation des eaux (139 seuils, 7 mini-barrages, 4 mares) (10 000 ha) (AS2)	Volet Construction de plateformes de commercialisation des PDE (AS9) - Construction de 9 marchés de demi-gros - Construction de 18 centres de collecte satellite (liés aux Maisons du Paysan)
Volet Infrastructures et équipement d'irrigation (7500 ha)(AS3) - Petite irrigation (kit captage, exhaure et distribution) sur 6800 ha (dont 2500 ha sites RUWANMU) – aménagement t. hydro-agricole aval mini-barrage (700 ha)	Volet Pistes rurales au sein des SDR (850 km)(AS10) - Construction / réhabilitation de reliant les bassins de production aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros
Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités des acteurs ruraux	Sous-composante 2.2: Gestion et maintenance des infrastructures économiques et financement des opérateurs économiques
Volet Amélioration des capacités techniques des producteurs - Adaptation Agriculture pluviale au changement climatique (AS4): (i) dispositif d'A/C, GACAP, 805 CEP; (ii) modules: RNA, semences améliorées, culture attelée, fertilité) (190 000 ha de RNA) - Développement des cultures irriguées (AS5): (i) dispositif d'A/C, 845 CEP; (ii) modules: semences améliorées, petite mécanisation, gestion de la fertilité - Amélioration du petit élevage (AS6): (i) dispositif d'A/C, auxiliaires vétérinaires, 210 DIPE; (ii) petits ruminants, aviculture, vaccination, animaux de trait, compost, empoissonnement)	Volet Renforcement des structures de gestion des infrastructures (AS11) - Hadin Gwiwa (plateforme d'opérateurs économiques locaux), ingénierie sociale pour toutes les infrastructures (dispositif d'animation par les CRA) - SARL (partenariat public privé regroupant GIE opérateurs économiques et autorités locales) sur marchés de demi-gros (dispositif d'animation par AcSAA) et système d'information sur les marchés agricoles (AcSAA / CRA) - Fédérations régionales/unions sur les centres de collecte satellite - Groupes d'Entretien des pistes (AcSAA / DGR)
Volet Renforcement organisationnel et institutionnel (AS7) - OP (fédérations régionales/unions) et associations (AUE, COGES) (développement institutionnel et organisationnel, alphabétisation fonctionnelle) - CRA/RECA (RH, base logistique, AT) - CCIAN régionales (RH, AT) - STD: DRA, DRE, DREL, DRC/ASP, COFO, DGR - Autorités territoriales (Communes rurales, conseil régional)	Volet Appui aux investissements productifs au sein des PDE (AS12) - Renforcement des capacités techniques et financières des MER/PME (dispositif: (i) autofinancement 5-10% + crédit 60% + subvention 35-30%; (ii) investissement secteur privé; secteurs: transformation, stockage, transport, outillage et équipement agricole, intrants agricoles et vétérinaires, commercialisation, communication...) - Renforcement des capacités techniques des institutions financières partenaires
Sous composante 1.3: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle (AS8)	Sous-composante 2.3: Intégration régionale des échanges (AS13)
Appui au mouvement MMD pour le renforcement de la résilience des ménages vulnérables, Sensibilisation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, valorisation nutritionnelle de produits locaux et par la promotion de la production et consommation de farines infantiles	- Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers (logistique, connectivité, planification) et politique de commerce des produits agricoles (Réseau Ouest Africain des Céréales) - Dialogue politique et intégration régionale (I3N, commission mixte nigéro-nigériane, CILSS, UEMOA)

I. Objectif du Projet

1. L'objectif global du projet est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de **290 000 ménages** des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus de **240 000**

exploitations agricoles familiales, leur adaptation au changement climatique et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux dans les trois régions.

A. Description des Composantes

2. Le programme est organisé en trois composantes pour atteindre l'objectif de développement: (i) la composante 1 de renforcement de l'agriculture familiale durable³², (ii) la composante 2 d'amélioration de l'accès aux marchés pour valoriser les gains de production et, (iii) la composante 3 de gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs. (Appendice 6). Treize activités structurantes³³ et mesures d'accompagnement sont réparties dans les composantes 1 et 2.

Composante 1: Renforcement de l'agriculture familiale durable

3. Cette composante vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales par (i) la consolidation et l'aménagement de **20 500 ha sur bassins versants** qui contribueront à protéger les aménagements en aval et la reconstitution des ressources hydriques, (ii) la construction de **150 ouvrages de mobilisation des eaux** (seuils, micro-barrages, mares), (ii) l'aménagement de **7 500 ha de superficies irrigables** en petite irrigation (dont 700 hectares en aménagement hydro-agricoles de petits périmètres irrigués), en impliquant **22 associations d'usagers de l'eau (AUE)** chargées de la durabilité des dispositifs; par l'augmentation des rendements de **30% en culture pluviale et 40% en culture irriguée**; par l'amélioration du petit élevage et la reconstitution du **capital petit bétail et volaille de 30 000 exploitations agricoles familiales vulnérables**. Elle vise aussi à contribuer à **l'amélioration de la sécurité nutritionnelle de 100 000 ménages vulnérables, dont 17 500 ménages extrêmement vulnérables**.

Sous-composante 1.1: Aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques

4. **Produits attendus:** les aménagements productifs structurants ont accru la résilience des exploitations familiales face aux risques climatiques et chocs externes.

Volet Aménagement de bassins versants et mobilisation des eaux

5. **Aménagement de bassins versants³⁴ (Activité structurante AS1).** Sur la base de l'approche territoriale du ProDAF, qui articule les interventions sur bassins versants à celles effectuées sur les bassins de production, eux-mêmes désenclavés et reliés à des marchés de demi-gros par un réseau rénové de pistes rurales, la mission a identifié **22 bassins versants** dans la zone du programme qui feront l'objet de traitement en vue de restaurer leur capacité productive et de protéger les aménagements en aval.

6. Gestion durable des terres. Les activités permettent d'améliorer l'infiltration d'eau dans la nappe, de réduire l'érosion et l'ensablement, afin d'atténuer les contraintes et les effets du

³² Dans l'esprit de la déclaration du Forum Paysan transrégional sur l'agriculture familiale au Niger organisé les 6-7 février 2014 à Maradi par le RECA sous le Haut Patronage du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et avec l'appui du FIDA.

³³ Par activité structurante, le programme définit une activité dont l'indicateur de réalisation figure dans le cadre logique et dont la mise en œuvre implique un ensemble cohérent de partenaires techniques et de bénéficiaires, sa mise en œuvre implique la prise en compte d'un certain nombre de mesures d'accompagnement qui sont détaillées pour chaque activité structurante. Au nombre de treize dans le ProDAF, ces activités structurantes peuvent se situer au niveau d'une sous-composante, d'un volet ou d'une section du cadre logique.

³⁴ Le bassin versant représente l'unité territoriale la plus naturelle et efficace pour la gestion de l'eau. Son utilisation facilite une approche plus globale, capable de considérer l'ensemble des phénomènes qui affectent la ressource, de reconnaître leur interdépendance, et d'évaluer leurs impacts cumulatifs. Elle permet ainsi de mieux préserver les écosystèmes, protéger les sources d'approvisionnement en eau, et concilier les différents usages de l'eau. (Source: Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec).

changement climatique en amont des bassins versant. Ces activités consisteront à (i) récupérer des terres dégradées sur **16 000 ha**, (ii) traiter des bassins versants (seuils en pierres sèches, diguettes, murets, banquettes, demi-lunes, cordons pierreux, tranchées et brises vents), (iii) fixer des dunes autour des cuvettes sur **2 000 ha**, (iv) aménager des espaces sylvo-pastoraux sur **2 500 ha** et (v) planter des haies vives sur **400 ha**. En complémentarité avec les actions de conservation des eaux et des sols et de défense et restauration des sols, le programme entreprendra la construction d'ouvrages hydrauliques visant à mobiliser, à conserver et à valoriser les eaux de ruissellement.

7. Ces réalisations sont exécutées par un dispositif de 'faire-faire' impliquant des prestataires de services professionnels (bureaux d'études, ONG, PME/BTP) sélectionnés par appels d'offres avec l'appui des STD. Les communes concernées constituent la porte d'entrée administrative et sont associées à toutes les étapes de mise en œuvre des activités. Les travaux sont exécutés à travers la mobilisation de main d'œuvre temporaire et permanente sur les chantiers ce qui contribue aussi à la réduction de la pauvreté.

Tableau 1: surfaces agricoles traitées (aménagement des bassins versants)

Volet	Intervention	Superficies aménagées au 30/06/15		Superficies ProDAF	Total FIDA
		PASADEM	Ruwanmu		
Volet Aménagement des bassins versants	CES/CRDS,	2 000 ha	2 000 ha	16 000 ha	<i>20 000 ha</i>

8. En capitalisant sur l'expérience du PASADEM, les activités de récupération des terres pourront être réalisées sous forme de « Cash for Assets » sur des sites communautaires dont le statut foncier aura été clarifié. La complémentarité avec le PAM, régulière dans les campagnes d'aménagement du programme du FIDA au Niger, sera également recherchée pour le « volet cash for assets ». Les activités consisteront en:

- (i) la réalisation de banquettes en zone de pente faible à moyenne sur les sols indurés ou permettant de compacter le bourrelet de l'ouvrage – l'impluvium devra être ensemencé (herbacées voire semis direct de ligneux de provenance locale) dans les terrains drainants en début de saison humide ainsi que les interlignes qui auraient pu bénéficier d'une scarification. Les banquettes sont renforcées par des plantations d'arbres en aval immédiat du bourrelet (plantation espacée classique ou innovation identifiée par le RECA en double rangée dense); dans les zones à plus forte pente et aux sols très compacts, les tranchées forestières pourront également être entreprises dans le cadre du ProDAF. Elles sont végétalisées par plantation d'arbustes ou ensemencement des interlignes scarifiés;
- (ii) la réalisation de demi-lunes en zone de pente faible (à vocation fourragère, agricole ou forestière selon le statut des zones d'intervention) et avec une densité de l'ordre de 300 demies-lunes à l'hectare. Selon la nature du sol et du statut foncier de la zone, elles pourront être ensemencées en herbacées ou céréales si le sol n'est pas trop imperméable (forme demi-circulaire), ou servir d'impluvium pour des ligneux (forme demie-annulaire);
- (iii) si les conditions s'y prêtent (questions foncières et de disponibilité en matière organique), des tassa (*zai*) seront réalisées sur les zones encroutées ou compactées ou très peu fertiles (à vocation agricole ou forestière selon le statut des zones d'intervention), ces actions se font en deux passages: travaux mécaniques en saison sèche, plantation en début de saison humide. Ces activités demandant un apport intense de main d'œuvre (10 000 trous/ha), elles sont limitées aux zones de très fort enjeu.

9. Le ProDAF va promouvoir l'enrichissement spécifique des espaces récupérés en *Leptadaenia hastata*. Cette liane pousse spontanément dans des aménagements de récupération des terres (graines transportées par le vent) mais de façon très ponctuelle. Les espaces aménagés par le ProDAF encourageront ce processus en intégrant dans les demi-lunes en saison sèche des graines de *Leptadaenia hastata* avec des graines de *Guiera senegalensis* lors de la réalisation des demi-lunes. Ces plantes ont un intérêt fourrager et leur association permettra un meilleur développement conjoint: *Leptadaenia hastata* ayant un effet couvrant rapide dissimulant les jeunes pousses de *Guiera senegalensis* et ensuite le port buissonnant du *Guiera senegalensis* servant de tuteur au *Leptadaenia hastata*.

10. Conformément à l'approche du PASADEM, chacune de ces activités sera entreprise à l'issue: (i) d'un auto-ciblage participatif (assemblées villageoises) des bénéficiaires les plus vulnérables (avec 30 % de femmes et jeunes), (ii) de sessions de formation afin de garantir la qualité technique des réalisations ainsi qu'une bonne compréhension de l'intérêt des aménagements (appropriation), (iii) d'une identification par les services techniques des zones d'intérêt à traiter en lien avec l'approche de bassin versant et la nature des sols, les contraintes érosives déjà connues, les activités en aval et (iv) en concertation avec les populations et organisations locales, notamment les COFO (statut foncier des zones d'interventions, conflits d'intérêts) et AUE (durabilité et entretien des investissements).

11. Afin d'assurer la durabilité des investissements, des comités d'entretien des aménagements seront mis en place en relation avec l'Association des Usagers de l'Eau de chaque bassin versant réhabilité. Ces comités auront à charge de veiller à la préservation des ouvrages et à une utilisation rationnelle des sous-produits (fourrage, fruits, feuilles, faune aviaire, etc.) qui en sont issus. Les comités sont appuyés pour leur structuration, leur fonctionnement matériel et la mise en défens intégrale des sites. L'approche du PASADEM pour la gestion durable des espaces récupérés sera dupliquée:

- i. clarification et enregistrement du statut foncier de la zone à aménager;
- ii. mise en place d'un comité de gestion dont les représentants sont issus de tous les villages ayant des droits sur la zone aménagée;
- iii. mise en place d'une mise en défens intégrale des sites aménagés par cash for assets via un gardiennage rémunéré pendant 3 ans et équipement des gardiens (vélos, bottes);
- iv. re-garnissage des sites aménagés en année n+1 et n+2;
- v. établissement de règles de gestion et de clé de répartition des revenus générés par l'exploitation durable des espaces récupérés;
- vi. partenariat avec les services locaux des eaux et forêts pour intervention lors des intrusions indues sur le site aménagé;
- vii. appui dégressif du projet pour que les autorités locales s'approprient la gestion du site.

12. Les membres des COGES bénéficieront des formations sur l'adaptation au changement climatique organisées au profit des 22 AUE (voir plus bas).

13. **Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement.** Les zones à traiter seront ciblées sur des critères techniques en lien avec leur état de dégradation et le besoin de protection du bassin versant, puis choisies en concertation avec les populations des villages à qui ces espaces appartiennent. L'implantation des zones récupérées est coordonnée avec le choix d'intervention en aval pour les seuils d'épandage (cf. infra). Les outils de suivi cartographiques développés par le ProDAF appuient cet aménagement raisonné du bassin, en concertation avec les populations et autorités locales. Pour chaque bassin, un schéma d'aménagement du bassin versant est réalisé.

14. Ces activités sont tributaires d'apports en moellons qui nécessiteront donc: (i) Une identification des gisements utilisables; (ii) un travail de concassage (HIMO); (iii) un dispositif de transport adapté

sur les sites à traiter (fort tonnage à déplacer); (iv) une manutention des moellons des tas primaires aux parcelles adaptée à une haute intensité en main d'œuvre féminine; (v) une clarification du statut foncier des zones traitées compte tenu de l'investissement et de sa durabilité.

15. Comme les activités de récupération des terres, ces activités pourront être réalisées en partenariat avec le PAM à travers l'approche « Cash for Assets ». Elles concernent des terres communautaires à pente moyenne à forte et consistent en: (i) la réalisation de cordons pierreux selon des courbes de niveau sur les zones de ruissellement modéré (glacis, haut de pente); (ii) la réalisation de tranchées sur les zones de forte pente ou de ruissellement fort en suivant les courbes de niveau; la terre dégagée des tranchées est compactée pour faire un bourrelet aval et l'intervalle entre la tranchée et le bourrelet peut être ensemencé (semis de ligneux ou d'herbacées, plantation d'arbres); (iii) la réalisation de seuils filtrants en pierre sèche sur les ravines. Les ravines conséquentes à forte pente qui nécessitent une ingénierie plus complexe ne sont pas concernées par ces travaux car elles dépassent l'échelle d'intervention classique du Cash for Assets.

16. Ces activités principalement mécaniques (à l'exception des tranchées) nécessitent une capacité à délimiter des courbes de niveau et un entretien régulier après l'opération. Elles réduisent les phénomènes de ravinement aval (qui sont plus intenses sous l'effet du changement climatique) et permettent localement une infiltration des eaux. Ces ouvrages peuvent être par ailleurs renforcés par le développement de la végétation.

17. La formation des COGES sur les questions d'entretien des ouvrages participe à la durabilité de ces interventions qui sont en lien direct avec la gestion de l'eau (recharge des nappes et lutte contre l'érosion hydrique). C'est pour cela que le COGES sera intégré au dispositif de structuration des AUE dans le cadre des activités du ProDAF. La structuration des COGES suit le modèle éprouvé par le PASADEM. Selon les zones, ces comités pourraient avoir à gérer à la fois des zones de terres récupérées et des zones de lutte contre le ruissellement.

18. **Aménagements des espaces sylvo-pastoraux et aménagement des couloirs de passage.** Les territoires couverts par le ProDAF sont des lieux de transhumance du bétail, ce qui se manifeste par l'existence de « couloirs de passage pastoraux » correspondant aux itinéraires de transhumance. Avec la hausse de la pression foncière agricole comme pastorale, l'assèchement du climat constaté au cours des deux dernières décennies et l'apparition d'espèces invasives, ces zones permettant de limiter les risques de conflits saisonniers entre agriculteurs et éleveurs transhumants ont deux contraintes-clés à gérer: (i) maintien de l'intégrité des couloirs pour éviter les risques de divagation animale ou les usages agricoles indus et (ii) amélioration de la qualité fourragère des parcours pour limiter également les risques de divagation et atténuer les contraintes générées par une migration de plus en plus précoce (sous l'effet de la réduction des périodes de végétation). Les terres pastorales distinctes des couloirs de passage sont essentielles pour l'alimentation de l'élevage non transhumant.

19. Afin d'augmenter la disponibilité fourragère le ProDAF interviendra de quatre façons:

- i. délimitation des couloirs de passage par les espèces traditionnellement utilisées à cet effet tel que des boutures *Euphorbia balsamifera* (inscrite à l'annexe II de la CITES);
- ii. arrachage de *Sida cordifolia* sous forme de Cash for assets sur les zones infestées;
- iii. scarification et ensemencement en herbacées à intérêt fourrager sur les couloirs de passage dégradés et les terres pastorales à réhabiliter. Pour les dernières, la pression animale rend obligatoire la mise en place d'un mécanisme de gestion de la mise en défens;
- iv. test et promotion de l'utilisation de *Sida cordifolia* séché comme aliment pour le bétail. Il s'agit de mettre à l'échelle des expériences de broyage de tige de mil et de *Sida cordifolia* ayant montré l'appétence du mélange en saison sèche (bloc nutritionnels ou fourrage complémentaire, l'incorporation de *Sida cordifolia* ne pouvant excéder 20%).

20. **Fixation des dunes.** La disparition de la végétation sous l'effet des sécheresses ou de l'homme peut mettre à nu des sols sableux qui sous l'effet principalement du vent vont se transformer ou

alimenter la formation de dunes. Ces formations s'étendent ou se déplacent alors, menaçant des zones pouvant présenter de forts enjeux environnementaux (mares) ou sociaux (cuvettes maraîchères à forte valeur ajoutée). Pour protéger ces espaces, des opérations de fixation dunaire peuvent être entreprises. Elles combinent deux volets indispensables: (i) une étape dite de fixation mécanique par un quadrillage à l'aide de ganivelles/clayons perpendiculaires aux vents dominants et aux lignes de plus forte pente. Ces ganivelles/clayons doivent être maintenus (divagation animale, forts vents) et rehaussés régulièrement (le sable s'accumulant dans les cellules, il convient de « remonter » les ganivelles/clayons régulièrement); (ii) une étape dite de fixation biologique dans laquelle l'intérieur des cellules est ensemencé en herbacées à forte capacité de couverture et de développement racinaire de surface. Cette fixation doit être réalisée durant la période des pluies sur l'ensemble des zones traitées et permet de stabiliser le sol et les particules récoltées par les ganivelles/clayons.

21. On insiste sur le caractère de besoin récurrent d'entretien des aménagements. Les ganivelles/clayons sont réalisées soit en matériaux synthétiques (filets ou plaques type Everite, plus coûteux mais plus inertes), soit en matériaux ligneux (branchages ou baguettes refendues maintenues par un treillis de fil de fer). Il convient d'estimer également si des gisements de branchage (*Leptadaenia*, etc.) sont disponibles à proximité sans risquer de dégrader de nouveaux espaces. Cet aménagement est relativement coûteux et complexe à réaliser comme à entretenir, il est donc à limiter à des zones de forts enjeux afin de maximiser les opportunités de la durabilité des ouvrages (appropriation, coût d'opportunité). La priorité est donnée à fixer des dunes autour des cuvettes sur une surface de 2 000 ha.

22. **Plantation des haies vives.** La protection des sites maraichers est une demande formulée de façon récurrente. Le programme appuie les groupes cibles (avec au moins 30% de femmes et 30% de jeunes) à mettre en œuvre des dispositifs d'initiatives paysannes (DIP) de protection de 400 ha de sites de cultures irriguées. Le linéaire ainsi aménagé est difficile à estimer car il dépend de la morphologie des champs irrigués. Les expériences précédentes sur ce type d'aménagement consistent à placer un premier rang de plantes à usage fourrager (*Bauhinia*) puis un rang d'espèces à usage maraîcher (*Moringa*). Après la mise en défens des zones aménagées, le premier rang aura buissonné et formera un tampon en cas de divagation animale. Cette activité étant centrée sur les zones maraîchères, sa gestion se place dans le cadre du renforcement des AUE. Une fois les haies de taille suffisante, elles peuvent être exploitées pour du fourrage ou des compléments de production maraîchère. Les haies offrent par ailleurs un habitat propice à plusieurs auxiliaires des cultures qui complète l'usage raisonné de produits phytosanitaires.

23. **Mobilisation des eaux (AS2).** Afin de mieux utiliser les ressources hydriques disponibles, le programme va réaliser **150 infrastructures de mobilisation des eaux** réparties dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

24. **Les seuils d'épandage:** afin de limiter la vitesse de ruissellement des eaux dans les vallées et favoriser leur infiltration pour rehausser le niveau des nappes, le programme construit et/ou réhabilite des seuils d'épandage en série de deux types: (i) 134 seuils de type 1 pour récupérer 70 ha/seuil (soit environ 9300 ha) et (ii) 5 seuils de type 2 pour récupérer 150 ha/seuil (soit environ 700 ha) accompagnés de mesures de soutènement sur les bassins versants. Il est attendu que l'infiltration des eaux permette de faire remonter le niveau de la nappe phréatique sur des parcelles qui seront récupérées pour effectuer des cultures de décrue³⁵ (soit environ 10 000 ha).

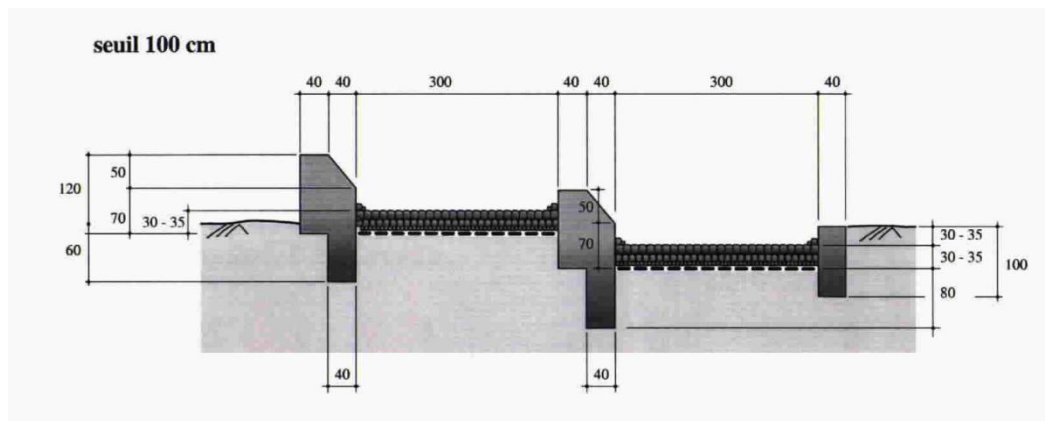
25. **Description de l'intervention:** un seuil d'épandage est un ouvrage hydraulique qui permet de contrôler l'érosion et surtout d'assurer l'épandage de la crue sur toute la largeur du bas-fond en corrigeant le chemin préférentiel. Il traverse un bas fond en travers du lit ou des lits mineurs (koris), les ravins d'érosion et le lit majeur (zone potentielle d'épandage). Le principe consiste à la réinstallation d'un état d'écoulement des eaux comme il existait avant la dégradation. Les différents objectifs sont: i)

³⁵ Environ 10 000 ha.

stopper et en partie inverser l'érosion, ii) inverser la dégradation sur l'ensemble des ressources naturelles, iii) améliorer la gestion de l'eau et les sols de manière ponctuelle, sans changer le système de fonctionnement du bas-fond.

26. Les seuils d'épandage permettent le débordement des petites et moyennes crues et, de ce fait, la submersion des bas-fonds. L'eau coule d'abord sur les ailes basses de l'ouvrage, aux limites extérieures du bas fond et avec l'augmentation du débit sur les ailes hautes (voir figure 1). Ainsi, la zone de submersion et d'infiltration devient plus importante en aval du seuil qu'en amont.

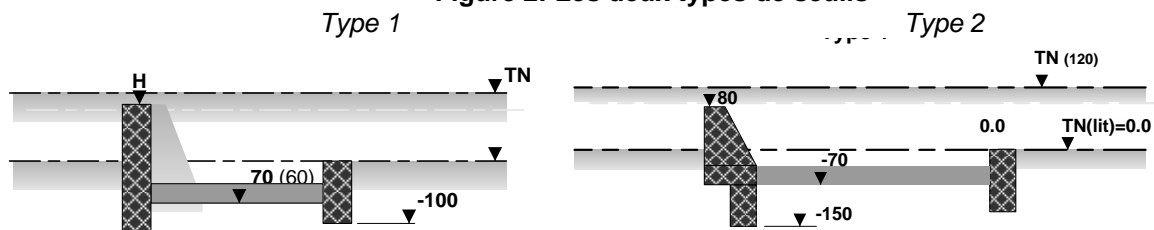
Figure 1: Coupe transversale d'un seuil d'épandage



27. **Types des seuils:** le Programme construit des seuils dits de la seconde génération en maçonnerie qui se subdivisent en deux types distincts d'ouvrage:

- i. **le type 1** de seuil est un muret simple, avec la même épaisseur au niveau du seuil comme au niveau de la fondation. Pour des seuils à faible et moyennes hauteurs, le seuil reste stable grâce à son poids. Pour des hauteurs importantes, des raidisseurs sont nécessaires, afin de garantir sa stabilité. Des raidisseurs sont des sources d'erreurs de constructions. Pour ces raisons, le type 1 est recommandé pour des seuils: i) courts, ii) longs à faible hauteurs et iii) plus hauts que 80 cm et des hauteurs exceptionnelles pour des ouvrages qui dépassent le cadre de cette recommandation;
- ii. **le type 2** est un seuil à poids lourd. L'ouvrage reste stable grâce à son poids. La partie aval du seuil est en pente, ce qui améliore légèrement son comportement hydraulique. La hauteur du seuil (par rapport au contre seuil) ne devrait pas dépasser les 90 cm. Il est adapté aux débits importants, c'est-à-dire des lames d'eau de plus de 40 cm.

Figure 2: Les deux types de seuils



28. Pour des maçons peu expérimentés le type 1 est plus facile à construire. Ils peuvent être construits comme seuils simples (figure), doubles ou triples.

29. Programmation des seuils. Vingt-deux bassins versants ont été identifiés sur lesquels seront réalisés 139 seuils dans les trois régions de la zone d'intervention de ProDAF. Tous les seuils seront de la deuxième catégorie c'est dire en maçonnerie type 1, à l'exception de la zone de Maradi où les deux catégories sont permises en fonction du contexte (catégorie 2 pour les zones sableuses avec un écoulement jugé torrentiel. La répartition des seuils par région et par bassin est récapitulée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 2: répartition des seuils par région et par type de seuils

Région	Seuil type1	Seuil type2	Bassins versants	Total seuils
Maradi	14	1	2	15
Tahoua	75	2	11	77
Zinder	45	2	9	47
Total	134	5	22	139

30. **Les mini-barrages:** les trois régions présentent des conditions très favorables à la construction de retenues d'eau. Le programme entreprendra la construction de 7 mini-barrages à buts multiples avec une capacité de stockage variant entre un et deux millions de mètres cubes. Ces mini-barrages favorisent le développement des cultures irriguées et de décrue et permettront de surcroît: (i) l'empoissonnement, (ii) l'approvisionnement en eau des villages riverains (hors eau de boisson), (iii) l'abreuvement organisé du cheptel et (iv) la création de nouveaux écosystèmes plus riches.

31. Définition: un barrage est un mur érigé au travers d'un cours d'eau et destiné à bloquer dans une cuvette toute ou une partie des eaux de ruissellement du bassin versant pour constituer une retenue d'eau pérenne ou temporaire à usage multiple ou spécifique. Suivant l'importance et la fréquence de surplus d'eau (phénomène de crue), on associe au barrage un ou plusieurs dispositifs d'évacuation appelés évacuateur des crues. Selon les matériaux utilisés, on distingue quatre types de barrages: (i) barrage en terre, (ii) barrage en enrochement, (iii) barrage en béton et (iv) barrages en gabions.

32. Le barrage est constitué par la digue qui est réalisée en terre compactée. La digue a une section trapézoïdale dont les pentes sont suffisamment faibles pour respecter les normes de stabilité. Pour les petites digues ces pentes sont de l'ordre 1(V) pour 2 à 3 (H). La digue peut être homogène c'est-à-dire réalisée avec un même sol, elle aura alors en général un filtre de pied constitué et d'un tapis de sable disposé au pied aval ou un filtre cheminée constitué d'une colonne de sable et tuyaux d'évacuation. La digue peut être aussi à zones.

33. Le barrage est lié au périmètre situé en amont par une prise d'eau: l'eau est dirigée vers les parcelles au moyen d'un canal; ainsi, grâce à ce dispositif, on peut pratiquer les cultures de décrues en amont du barrage au fur et à mesure que l'eau se retire et en aval les cultures irriguées. C'est ce système qui sera mis en place sur les sept sites de mini-barrages programmés par ProDAF. Sur chaque site de mini-barrage, il est prévu l'aménagement de 200 ha en cultures de décrues et petite irrigation en amont et de 100 ha en aval en cultures irriguées soient au total 2100 ha.

34. **Aménagement des mares.** Le programme a pré-identifié 4 mares³⁶ à aménager. Autour des mares, 100 ha seront disponibles pour être mis en valeur en petite irrigation par les irrigants potentiels soit un total de 400 ha. Les mares relèvent du domaine public jusqu'à une bande de 25 mètres au-delà des plus hautes eaux. Pour les interventions au-delà de ce seuil, les communes seront davantage associées.

35. Pour l'entretien des ouvrages hydrauliques, des brigades d'entretien des ouvrages de mobilisation des eaux (BEOME) ont été mises en place dans le cadre des anciens projets notamment dans la région de Tahoua. Sur la base de cette expérience, le ProDAF, intégrera ces dispositifs au sein des AUE qui seront créées au niveau de chaque ouvrage. Tous les villages riverains bénéficiant des effets de l'épandage et ou de la retenue d'eau, seront invités à participer. L'AUE sera formée et équipée pour que le dispositif d'entretien soit efficace et puisse assurer le suivi du comportement des ouvrages (affaissement, fissures, ruptures).

³⁶ Le potentiel répertorié est d'environ 77 mares dans les trois régions, dont 35 à Tahoua, 7 à Maradi et 34 à Zinder.

Volet Aménagements des bassins de production (AS3)

36. Le programme poursuit l'équipement et la mise en valeur de sites de petite irrigation. Les ouvrages prévus sont ceux adaptés à la morphologie du terrain. Trois aspects réunis constituent un système lié pour distribuer l'eau dans le cadre de la petite irrigation: la motopompe aspire l'eau à partir du forage sur une profondeur ne dépassant pas dix mètres. L'eau est refoulée par la motopompe dans le réseau de distribution par des canalisations PVC enterrées jusqu'à des bornes de distribution situées sur des points élevés de la parcelle afin d'alimenter des canaux ouverts, et pratiquer l'irrigation de surface aux cultures. Le kit petite irrigation est constitué d'un forage maraicher, deux motopompes de 2,5CV et 100 mètres de système californien couvrant 0,5 ha ce qui permet une meilleure efficacité de l'irrigation.

37. Les équipements seront attribués aux bénéficiaires regroupés en binôme pour une meilleure rentabilisation de l'investissement et une gestion concertée de la ressource (17 200 dont au minimum 30% de femmes et 30% de jeunes par site) sous forme d'un financement à coûts partagés. Une subvention de 30% (35% pour les jeunes et les femmes) est conditionnée (i) une copie des actes fonciers sécurisant l'exploitation de la parcelle pendant une durée minimale de 5 ans; (ii) un plan d'affaires détaillant les charges (dont l'amortissement) et les produits liés à l'exploitation de la parcelle en petite irrigation; (iii) un autofinancement équivalent à 10% de l'investissement (5% pour les femmes et les jeunes); (iv) l'octroi d'un crédit aux conditions du marché (pour 60% du montant) par une institution financière sur la base du dossier déposé.

38. Afin de rendre compréhensible le principe de financement à coûts partagés adopté par le ProDAF, il est ainsi prévu que le projet PPI Ruwanmu interrompe ses aménagements pendant une saison en année 1 et prendre le temps de rendre le nouveau dispositif opérationnel et accessible aux paysans.

39. La réalisation de 6 800 ha dans le cadre de la petite irrigation sera répartie comme suit: (i) 2 500 ha (financement PPI Ruwanmu) sur les années 2 et 3 du ProDAF qui correspondent aux dernières années du PPI Ruwanmu dans les bassins de production identifiés, (ii) 4 300 ha seront étalées sur les années 4, 5, 6 et 7 du ProDAF sur des bassins de production identifiés, autour des quatre mares aménagées, et en amont des sept mini-barrages construits.

40. Les sites sélectionnés comprennent l'aménagement hydro-agricole de sept périmètres de 100 ha en aval des sept mini-barrages soit 700 ha. Les études de faisabilité sont conduites par des bureaux d'études et la mise en œuvre par des entreprises sélectionnées dans le cadre de la construction du mini-barrage.

41. Ainsi, les surfaces irriguées développées par le ProDAF totalisent 7 500 ha.

Tableau 3: aménagement de bassins de production en petite irrigation

	intervention	PASADEM	RUWANMU	ProDAF	Total
volet Aménagement des bassins de production maraîchers	Aménagements en petite irrigation	-	2 500 ha	6 800 ha	9 300 ha
	Aménagements hydro-agricoles	-	-	700 ha	700 ha
	Total	-	2 500 ha	7 500 ha	10 000 ha

42. Au niveau de chaque bassin versant, la mise en place d'associations d'usagers de l'eau suivra le processus élaboré dans le cadre du PPI Ruwanmu, et notamment: (i) identification des sites de concentration et des typologies d'usagers de l'eau existants dans le bassin; (ii) sur chaque site,

rencontres entre usagers autour de la problématique-clé et mise en place d'un comité de gestion; (3) rencontres avec les acteurs institutionnels pour parvenir à une vision partagée du rôle de l'AUE; (4) mise en place de l'AUE et accompagnement de son fonctionnement (élaboration des textes réglementaires, plan de travail, réunions, fédération d'AUE).

43. En parallèle avec ce processus, seront formés: (i) les COGES des terres récupérées dans le bassin et (ii) les COGES des ouvrages de mobilisation des eaux construits dans le bassin. Au fur et à mesure de leur formation, ces COGES seront intégrés dans l'Association des usagers de l'eau du bassin. Au cas où le site du COGES se trouve à un endroit trop éloigné/peu accessible à partir du site de concentration siège de l'AUE, est prévue la mise en place d'un cadre de concertation au niveau communal/intercommunal qui regroupe l'ensemble des COGES du bassin versant.

44. A titre de rappel: les COGES des terres récupérées assurent: (i) le respect de la mise en défens du site pendant la période établie; et après cela, (ii) l'utilisation durable de ses ressources par la communauté. Les COGES des petits et moyens ouvrages de mobilisation des eaux: (i) suivent le comportement des ouvrages (affaissement, fissures et ruptures) et (ii) gèrent une caisse alimentée par les redevances payées par les usagers de l'ouvrage, dont les ressources sont employées pour le petit entretien/réparation. Ce travail est mené par les Brigades d'Entretien des Ouvrages de Mobilisation des Eaux (BEOME), mises en place au niveau de chaque ouvrage.

45. Les AUE qui seront entre autres chargées de gérer les grandes infrastructures de mobilisation des eaux auront un rôle similaire à celui des COGES qui gèrent de plus petits ouvrages (suivi, collecte des redevances et gestion de la caisse). Cependant, les coûts d'entretien des grandes infrastructures sont plus importants; ils seront donc partagés avec l'ONAHA (Office National des Aménagements Hydro-Agricoles), dont le domaine de compétence a été étendu par l'ordonnance N°2014-01 du 3 janvier 2014.

46. Les partenaires opérationnels potentiels pour la conduite du processus de mise en place et accompagnement des AUE sont les CRA des trois régions (avec le backstopping du RECA), sur la base du partenariat réussi dans ce domaine avec le PPI Ruwanmu. (voir manuel de mise en place et d'accompagnement des AUE éditée par le RECA en annexe 2 du DT5 Ingénierie sociale et marchés ruraux).

Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités des acteurs ruraux

47. Produits attendus: les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées. Ces activités concerneront d'une part l'amélioration des systèmes de production, et d'autre le renforcement des institutions et organisations accompagnant les exploitations agricoles familiales: i) les organisations de la société civile rurale (OP, CRA/RECA), ii) les services techniques déconcentrés, iii) les autorités territoriales (communes, conseil régionaux).

48. Toute activité de formation ou de sensibilisation, qu'elle porte sur un thème technique ou d'amélioration de la gestion, entreprise en faveur des acteurs identifiés ci-dessus, inclura systématiquement les thèmes transversaux suivants : i) l'approche genre et l'autonomisation des femmes, ii) l'inclusion et la promotion économique des jeunes hommes et des jeunes femmes ; c) la stratégie de ciblage, en rappelant quels sont les groupes cibles du ProDAF afin qu'ils puissent bénéficier des différentes activités qui leur sont dédiées. Ces thèmes transversaux seront abordés spécifiquement en relation avec l'activité qui est l'objet de la formation en question.

Volet Amélioration des capacités techniques des exploitations familiales

Adaptation agriculture pluviale au changement climatique (AS4)

49. Les cultures pluviales concernées sont essentiellement le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide, qui représentent les principales productions des trois régions. Elles sont cultivées dans un contexte de déficit et de variabilité pluviométrique et de sols sableux. Les exploitations agricoles sont majoritairement de petite taille (1,5 ha/ménage en moyenne selon le recensement agricole fait en

2009-RGAC) avec des rendements relativement faibles: mil (478 kg/ha), sorgho (378 kg/ha), niébé (281 kg/ha), arachide (457 kg/ha)³⁷.

50. Cette activité stratégique vise à améliorer la productivité en culture pluviale notamment l'augmentation de 30%³⁸ des rendements sur une superficie d'environ 190 000 ha exploités par 240 000 producteurs/trices (soit en moyenne 0,8 ha par ménage) et répartie entre les régions de Maradi (60 000 ha), Tahoua (40 000ha) et Zinder (90 000ha).

51. Les actions et activités conduites s'articuleront autour de deux actions majeures: (i) la formation des acteurs de mise en œuvre des champs écoles paysans et les voyages d'échanges, (ii) la mise œuvre des champs écoles et l'appui-conseil paysan. Les activités d'accompagnement de la mise en œuvre de l'adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique telles que la contractualisation avec les agents au développement local/ADL, les conventions avec l'INRAN et la FAO et l'étude de référence sont prises en compte comme des activités entrant dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des CEP.

52. **Formation des acteurs de mise en œuvre des champs écoles paysans (CEP).** Cette formation vise à renforcer les capacités des agents des structures d'accompagnement (DRA, ONG, GSC, GACAP) qui auront la charge d'animer les CEP et/ou de suivre le déroulement de la mise en œuvre des CEP et de l'appui-conseil. Il s'agira pour les nouveaux agents d'une initiation, pour d'autres, il s'agira plutôt d'un recyclage. Chaque session concernera 30 personnes et durera 4 jours. Quatre thématiques sont visées:

- (i) **la formation sur les champs écoles paysans.** Cette formation vise à assurer la couverture de 805 Champ Ecole Paysan (CEP) à encadrer aux termes du programme. Un CEP est un groupe de 30 personnes recevant, sur une parcelle pluviale d'1ha ha, et par un apprentissage sur plusieurs saisons, des connaissances permettant d'améliorer ses propres pratiques de production. Le CEP reçoit, à la première saison, un kit (semence, produits phytosanitaire, petit matériel, plaques de visibilité cf. liste annexe 1). En deuxième saison, il ne bénéficie plus que d'un appui-conseil de proximité. Au regard de la charge et de la responsabilité de conduire avec performance le CEP, il sera organisé chaque année une session dans chaque région à l'intention de formateurs et des animateurs. Cette formation vise à rappeler aux uns et à initier les autres sur ce qu'est un CEP, les modalités de sa mise place, son organisation, les techniques d'animation, le diagnostic pour la détermination des thèmes à prendre en compte, la mise en œuvre et le suivi des activités, le compte d'exploitation, etc.;
- (ii) **la formation des formateurs des CEP sur l'agriculture de conservation.** Elle sera organisée en une session en première, deuxième et cinquième année du programme au profit des animateurs des CEP, qui devront donner d'information et l'appui nécessaire aux apprenants afin qu'ils intègrent quotidiennement la pratique de la CES/DRS et de RNA (particulièrement le gao) dans leur parcelle, tout comme ils utilisent la semence ou l'engrais. Elle porte sur l'importance de ces pratiques, les différentes techniques, l'intérêt de ces pratiques pour le sol, l'agriculture et l'économie familiale, les modes de pérennisation. La régénération naturelle assistée (RNA) est une pratique systématiquement diffusée. La reconstitution du couvert végétal par cette technique présente plusieurs intérêts d'un point de vue climatique et agronomique: meilleure infiltration des eaux et amélioration de la teneur en matière organique des sols, augmentation du stock de carbone au niveau de la parcelle, réduction de l'évaporation du

³⁷ Source: Institut National de la Statistique-Niger - Bulletin trimestriel de statistique-214-69p.

Institut National de la Statistique- Niger- Annuaire statistique 2008-2012-2013-237p.

³⁸ Ce chiffre table sur une croissance annuelle de 3,5% qui se veut prudente: l'initiative 3N a un objectif de +50% en 10 ans soit 4,5% l'an et la croissance tendancielle projetée par la FAO sur les huit prochaines est de +17% soit 2% l'an.

sol (ombrage et action de brise-vent). De ce fait, l'intégration de la RNA dans les systèmes productifs a démontré sa pertinence économique et environnementale avec la réduction du nombre de semis (qui est passé de trois à cinq semis avant l'adoption de la RNA à un à deux semis avec la RNA), une économie de semences de 50%, un gain net sur les rendements en mil qui varie de 30 à 220 kg/ha selon l'ancienneté de la RNA et enfin la récupération de terres dégradées qui favorise l'accroissement des surfaces cultivables et de pâturage. La diversification des sources de revenus autour de la RNA a aussi permis de renforcer la résilience des petits agriculteurs, hommes et femmes et de faire face aux aléas liés au changement climatique avec l'accroissement des revenus des ménages (de 70 000 FCFA par an pour certains ménages) par la vente des produits et sous-produits issus de la RNA (produits forestiers non ligneux).

- (iii) **la formation sur la gestion de la fertilité des sols.** Il sera organisé une session en première et cinquième année à l'intention des formateurs des CEP. Elle vise à leur donner les connaissances nécessaires à transmettre aux paysans afin de leur permettre de gérer au mieux la fertilité de leur parcelle. Elle abordera, entre autres, la structure et la texture des sols, le rôle des différents fertilisants, l'évolution de la fertilité du sol et son impact sur la productivité.
- (iv) **la formation sur la gestion intégrée des ravageurs.** Il sera organisé une session en première et cinquième année à l'intention des formateurs des CEP. Il s'agit d'approfondir leurs connaissances sur les ennemis des cultures et les méthodes de lutte, afin qu'il soit en mesure de donner le message aux producteurs et d'appliquer avec eux une méthode de lutte minimisant l'utilisation abusive des produits chimiques au profit d'autres méthode plus préservatrice de l'écosystème tels que la lutte physique (ex: destruction de plants), l'utilisation d'extraits de neem ou autres plante.
- (v) **les voyages d'échanges à l'intérieur et à l'extérieur du Niger.** Il sera organisé au total 132 voyages à l'intérieur du Niger au cours du programme, à raison de 3 à 8 par an et par région; chaque voyage concerne 30 personnes pendant en moyenne 3 jours dans la zone du programme et 10 personnes pendant 5 jours dans d'autres zones du Niger. Il est donc privilégié l'enrichissement de proximité, avec des visites d'acquis de localités partageant presque les mêmes réalités et contextes agro-écologiques. Pour les voyages hors du Niger, il ne sera effectuer que six à raison d'une par région en deuxième année et d'une seconde par région en cinquième année. Chaque voyage concernera 10 personnes pendant 7 jours. Il s'agit vraiment de s'inspirer d'autres expériences pertinentes d'autres pays, sur des aspects aussi importants comme la gestion intégrée des ravageurs, le conseil agricole à l'exploitation (Burkina Faso, Mali).
- (vi) **les formateurs pour ces différentes sessions** seront essentiellement des personnes ressources des structures d'accompagnement du programme (RECA/CRA, DRA, ONG, GSC), d'autres structures partenaires (INRAN, projets...).

53. **Les champs écoles paysans (CEP) et l'appui-conseil agricole.** Ce dispositif est au cœur de l'opérationnalisation de l'adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique et porte sur deux actions complémentaires que sont l'établissement de 805 CEP et le transfert des acquis par l'appui-conseil agricole paysan.

54. L'établissement des champs écoles paysans (CEP) commencera par: (i) identifier et contractualiser avec un partenaire d'accompagnement (DRA, ONG, GACAP), (ii) conduire une série d'information et sensibilisation sur l'approche du programme et ses avantages dans sa zone d'attribution, (iii) conduire un diagnostic préliminaire, (iv) identifier et recenser des producteurs potentiels apprenants du CEP (une trentaine de personnes pour un CEP dont au moins 30% de femmes et de jeunes), (v) choisir les 805 sites d'implantation de CEP, (vi) élaborer un mode

opérateur, (vii) mettre en place et animer les CEP (chaque CEP est d'1ha), (viii) évaluer les résultats enregistrés et capitaliser les leçons apprises. Le programme met à la disposition de chaque CEP un kit (une campagne uniquement) constitué d'intrant, de petits équipements/outils de travail, un appui financier pour le développement d'activités génératrices de revenus pour autonomiser le CEP dès la deuxième année (cf. annexe du DT2). Chacun des apprenants devrait être en mesure, la campagne suivante, d'assurer l'appui-conseil auprès de ses pairs, tout en poursuivant sa pratique avec les membres de son CEP et sur sa propre parcelle.

55. Pour accompagner la mise en œuvre des CEP, il sera élaboré quatre manuels par coordination régionale sur des thèmes qui seront retenus de commun accord avec les apprenants des CEP. Ces thèmes pourront être identifiés lors des diagnostics. Ces manuels, élaborés au cours de la troisième année d'intervention, seront traduits en langues nationales pour faciliter l'accessibilité par les producteurs/trices.

56. En outre, pour s'assurer de la qualité des prestations des DRA et des ONG, les coordinations régionales du ProDAF, feront appel à l'expertise du RECA/CRA, de l'INRAN et/ou de la FAO, sur la base d'un contrat, pour le contrôle qualité de cette mise en œuvre des CEP. Ces deux structures ont développé une expertise qualifiée dans ce domaine.

57. La mise en place de l'appui-conseil agricole paysan vise à démultiplier les acquis du CEP, en faisant de chaque membre, un paysan/ne-relais auprès de dix de ses pairs. Chaque paysan/ne bénéficiaire consacre une parcelle de 0,5 ha pour répliquer les différentes innovations techniques testées sur le CEP. Le programme met à la disposition de chacun une contribution sous forme de kit composé de semence, d'engrais, de pesticide et de fongicide. Le seuil de 30% minimum de participation de femmes et de jeunes est à respecter pour bénéficier de l'appui.

58. Les thèmes diffusés dans les CEP et les parcelles ACAP sont diversifiés et souvent dépendants des cultures en place et des producteurs/trices. Il s'agit, entre autres de: (i) la préparation du sol, (ii) l'utilisation de la semence améliorée, (iii) la production et l'utilisation de la matière organique, (iv) l'entretien de la culture, (iv) les traitements post-récolte, (v) la RNA et l'amélioration de la fertilité du champ, (vi) les techniques de récupération des sols, (vii) l'utilisation des produits chimiques, (viii) la lutte intégrée, (ix) le conseil à l'exploitation agricole. L'étendue des thèmes enseignés dans un CEP/ACAP dépendra surtout des résultats des diagnostics pour chaque CEP et du bénéficiaire de l'ACAP. Cette considération fait du renforcement des capacités des personnes animant le dispositif, un facteur essentiel pour le succès.

59. La DRA assure la supervision et l'appui-conseil auprès ONG, des GACAP et paysans relais, afin de garantir la qualité des prestations.

60. **Actions d'accompagnement de la mise en œuvre.** En outre, chaque coordination recrutera deux agents au développement local (ADL), qui appuient le responsable de la composante et son assistant dans leurs tâches de suivi-évaluation des activités qui sont conduites sur le terrain.

61. Une étude de référence sur le niveau de productivité et les facteurs explicatifs dans les trois régions (utilisation de semence, d'engrais, niveau de technicité, accroissement des rendements...) sera effectuée en début de programme.

62. La mise en œuvre des CEP et de l'appui-conseil agricole paysan fait appel à trois types d'acteurs à savoir: (i) la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) (un technicien agricole par commune) pour la supervision et l'animation (ii) les ONG spécialisées pour l'animation, (iii) les Groupements d'appui-conseil agricole (GACAP) (issus des CEP et des actions des projets précédents PPILDA et PASADEM et répertoriés par les CRA) pour l'animation et les échanges paysans (voir appendice tableau de phasage sur la période 2015-2023). Pour fidéliser et renforcer le partenariat existant avec les DRA, les ONG, les GACAP, l'INRAN, il est proposé de faire des contrats/conventions cadre pour la durée du programme. La mobilisation se fait par la suite par simple lettre précisant les

quantités et les durées; sans être obligé d'entreprendre à nouveau le processus de passation des marchés.

Amélioration de la petite irrigation (AS5)

63. La production en petite irrigation vise essentiellement les cultures maraîchères (poivron, chou, oignon, tomate), les tubercules (pomme de terre, patate douce) le maïs et la canne à sucre, en fonction du choix des producteurs. Elle est pratiquée dans les trois régions et plus développée dans les régions de Maradi et Tahoua sur de petites exploitations d'environ 0,25 ha (RGAC, 2009). Il est attendu (i) une augmentation de rendement des principales cultures maraîchères de 40%, (ii) une amélioration de la qualité des produits commercialisés et (iii) le développement du maraîchage d'hivernage (tomate) récemment identifié par les producteurs/trices comme une priorité dans le cadre du Ruwanmu³⁹.

64. Les activités conduites s'articuleront autour de deux actions majeures: (i) la formation des acteurs de mise en œuvre des champs écoles paysans et les voyages d'échanges, (ii) l'établissement de champs écoles paysans maraîchers.

65. **Formation des acteurs de mise en œuvre des champs écoles paysans maraîchers (CEPM).** Cette formation vise à renforcer les capacités des agents des structures d'accompagnement (DRA, GSC,) qui auront la charge d'animer les CEPM et/ou de suivre le déroulement de l'établissement des CEPM. Les voyages d'échanges locaux et hors du Niger viendront ouvrir davantage le champ d'expérience des producteurs/trices des CEPM et des encadreurs. Cette action s'articule autour de deux dispositifs: (i) la session de formation concerne 30 personnes et dure 4 jours, (ii) chaque voyage d'étude local et hors du Niger concerne respectivement 30 personnes pendant 3 jours dans la zone d'intervention, 10 personnes pendant 5 jours les autres localités du Niger et 10 personnes pendant 7 jours hors du Niger.

66. **La formation/recyclage des formateurs sur les champs écoles paysans maraîchers.** Cette formation vise à assurer l'établissement des 945 Champs Ecoles Paysans (CEPM). Un CEPM est un groupe de 32 personnes⁴⁰ recevant, sur une parcelle irriguée de 0,10 ha, et par un apprentissage sur plusieurs saisons, des connaissances permettant d'améliorer ses propres pratiques maraîchères. Chaque CEPM reçoit, à la première saison, un kit (semence, produits phytosanitaire, petit matériel, plaques de visibilité) et appui conseil de proximité. En deuxième saison, il ne bénéficie plus que d'un appui-conseil de proximité. Il sera organisé chaque année une session dans chaque région au bénéfice de 30 personnes/formateurs pendant 3 jours, qui assureront en cascade la formation des agents animateurs des CEPM. Cette formation vise à rappeler aux uns et à initier les autres sur ce que c'est un CEPM, les modalités de sa mise place, son organisation, les techniques d'animation, le diagnostic pour la détermination des thèmes à prendre en compte, la mise en œuvre et le suivi des activités, le compte d'exploitation, la conduite des cultures retenues, etc. Il n'y a pas à appliquer de modules standard pour l'ensemble des CEPM car chacun d'eux est un cas particulier (cible, niveau de technicité, cultures d'intérêt, technologie à utiliser...) C'est un ensemble que l'animateur du CEPM doit s'approprier pour une intervention efficace et pertinente.

67. Parmi les thèmes qui peuvent être abordés au cours de la session on peut retenir entre autres: (i) le choix des variétés et des semences, (ii) les techniques de réalisation de pépinière maraîchère, (iii) la préparation du sol (planche), (iv) le repiquage, (v) les traitements phytosanitaires et de lutte intégrée, (vi) la conduite de l'irrigation et la gestion économe de l'eau, (vii) la gestion de la fertilité (fertilisation minérale et organique), (viii) la protection contre l'érosion éolienne (brise-vents), (ix) le conseil à l'exploitation, (x) la récolte et les techniques de post-récoltes (tri, conditionnement, stockage).

³⁹ Ces décisions ont fait suite aux analyses économiques et financières partagées avec les plateformes d'opérateurs économiques (hadin gwiwa) par les équipes Ruwanmu qui font ressortir la nécessité de plus longue période de production pour rentabiliser les investissements.

⁴⁰ Le CEPM compte 32 membres en moyenne, soit 16 binômes, ou les exploitants de 8 ha de sites aménagés en petite irrigation

68. **Les voyages d'échanges à l'intérieur et à l'extérieur du Niger.** Il sera organisé au total 78 voyages à l'intérieur du pays, à raison de 2 à 5 par an et par région; chaque voyage concerne 30 personnes pendant en moyenne 3 jours dans la zone du programme et 10 personnes pendant 5 jours dans d'autres zones du Niger. Il est donc privilégié l'enrichissement de proximité, avec des visites d'acquis de localités partageant presque les mêmes réalités et contexte agroécologique. Pour les voyages hors du Niger, il ne sera effectué que six à raison d'une par région en deuxième année et d'une seconde par région en cinquième année. Chaque voyage concernera 10 personnes pendant 7 jours. Il s'agit vraiment de s'inspirer d'autres expériences pertinentes d'autres pays, sur des aspects aussi importants comme la gestion intégrée des ravageurs, le conseil agricole à l'exploitation (Burkina Faso, Mali...).

69. Les formateurs pour ces différentes sessions seront essentiellement des personnes ressources des structures d'accompagnement du programme (RECA/CRA, DRA, GSC...), d'autres structures partenaires (INRAN, projets...).

70. **Etablissement des champs écoles paysans maraîchers (CEPM).** Ce dispositif est au cœur de l'opérationnalisation de l'amélioration de la petite irrigation et porte sur deux actions complémentaires que sont l'animation de 945 CEPM et la dissémination des acquis à travers les paysans relais assurant un appui-conseil sur les parcelles des producteurs autour d'eux.

71. Le processus consiste à: (i) identifier et contractualiser les partenaire d'accompagnement (DRA, GSC), (ii) conduire une campagne d'information et de sensibilisation sur l'approche du programme, (iii) effectuer un diagnostic préliminaire, (iv) identifier et recenser des producteurs potentiellement intéressés (32 personnes par CEPM), (v) choisir 945 sites d'implantation (0,1 ha), (vi) élaborer un mode opératoire, (vii) mettre en place les cultures et les suivre régulièrement, (viii) évaluer les résultats enregistrés et capitaliser les leçons apprises. Le programme met à la disposition de chaque CEPM un kit (une campagne uniquement) constitué d'intrants, de petits équipements/outils de travail. Chacun des producteurs/trices membres est en mesure, lors la saison suivante, d'assurer l'appui-conseil auprès de ses confrères, tout en poursuivant sa pratique avec les membres de son CEPM ainsi que sur sa propre parcelle (0,25 ha en moyenne/personne).

72. Une attention particulière doit être accordée aux étapes diagnostic, identification et recensement des producteurs/trices membres pour assurer la participation d'au moins 30% de femmes et de jeunes. Pour accompagner la mise en œuvre des CEPM, il sera élaboré 4 manuels par coordination régionale sur des thèmes technico-économiques qui seront retenus de commun accord avec les membres des CEPM. Les manuels, élaborés au cours de la troisième année seront traduits en langues nationales pour faciliter l'accessibilité aux producteurs.

73. En outre, pour s'assurer de la qualité des prestations des DRA et des GSC, les coordinations régionales du ProDAF, feront appel à l'expertise de l'INRAN, sur la base d'un contrat, pour le contrôle qualité de cette mise en œuvre des CEPM. Cette structure a développé une expertise qualifiée dans ce domaine et peut également intervenir sur d'autres thématiques comme la fertilité des sols, la lutte contre les ennemis des cultures, la lutte intégrée.

74. La mise en place des paysans relais vise à mettre à l'échelle les acquis du CEPM, en faisant de chaque membre du CEPM, un animateur auprès de producteurs ou de groupe de producteurs autour de lui (à la différence des cultures pluviales très dispersées dans l'espace, les productions irriguées se pratiquent sur des espaces concentrés et dont les acteurs sont plus faciles à toucher). Chaque bénéficiaire de cet appui conseil doit consacrer 0,1 ha de sa parcelle, pour l'application d'innovations techniques. Par ce dispositif de paysans relais, le Programme touchera 30 000 producteurs/trices maraîchers durant les huit années. Ce dispositif doit intégrer au moins 30% de femmes et de jeunes .

75. Les thèmes diffusés dans les CEPM sont diversifiés et souvent dépendants des cultures et des saisons et des demandes des producteurs/trices membres: (i) le choix des variétés et des semences, (ii) les techniques de réalisation de pépinière maraîchère, (iii) la préparation du sol (planche), (iv) le

repiquage, (v) les traitement phytosanitaires et de lutte intégrée, (vi) la conduite de l'irrigation et la gestion économe de l'eau, (vii) la gestion de la fertilité (fertilisation minérale et organique), (viii) la protection contre l'érosion éolienne (brise-vents), (ix) le conseil à l'exploitation, (x) la récolte et les technique de post-récoltes (tri, conditionnement, stockage). Le dispositif CEP articulera les messages techniques avec les banques d'intrants (BI) effectivement présentes sur la zone dans lesquelles les producteurs animant les parcelles d'appui conseil paysan pourront s'approvisionner en intrants de qualité. Des formations spécifiques sur l'installation du dispositif et l'utilisation des technologies prometteuses sont aussi prévues en lien avec les initiatives nationales (Stratégie de Promotion d'Irrigation Privée au Niger – SPIN).

76. La DRA assure la supervision et l'appui-conseil auprès des GSC et des paysans relais, afin de garantir la qualité des prestations.

77. **Actions d'accompagnement de la mise en œuvre.** Chaque coordination régionale du ProDAF recrutera un responsable de volet et son assistant. Une étude de référence sur le niveau de productivité et les facteurs explicatifs dans les trois régions (utilisation de semence, d'engrais, niveau de technicité, accroissement des rendements...) sera effectuée en début de programme (couplée avec l'étude faite sur cultures pluviales).

78. La mise en œuvre des CEPM fait appel à deux partenaires: (i) la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) pour la supervision, contrôle qualité des prestataires, et animation; (ii) les Groupements de Services-Conseil (GSC) spécialisés dans l'appui-conseil aux producteurs maraîchers pour l'animation, les conseils technico-économiques sur le petit maraîchage, et l'appui au montage de micro-projet d'irrigation.

Amélioration des Productions Animales (AS6)

79. Pour faire face à la situation observée l'effort du ProDAF inclura: (1) le dispositif d'appui conseil avec l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel incluant les Services Vétérinaire de Proximité, les Auxiliaires d'Élevage, les Animatrices Villageoises Avicole et de Petits Ruminants (AVA/PR), le contrôle de la Maladie de Newcastle, les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE)⁴¹ existants et nouveaux; (2) les modules pour l'amélioration de la production du petit élevage pour tous et le renforcement du capital bétail pour les ménages vulnérables. Ce dispositif visera l'appui aux agro-éleveurs pour une production plus efficace combinant une reproduction améliorée et plus appropriée, des stratégies d'alimentation et de santé conduisant à une augmentation de la production grâce à l'utilisation plus efficaces des animaux, un usage productif des synergies générées dans les systèmes de production intégrés.

80. Cette stratégie qui augmentera la productivité des petits animaux participera à la réduction de la pauvreté, à la diversité alimentaire et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, une intervention particulièrement importante dans les trois régions du projet où la malnutrition infantile est répandue. Cette stratégie couplée à l'éducation nutritionnelle constituera une intervention sensible à la nutrition comme le recommande la FAO⁴². Le secteur du petit élevage créera de petits emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, et pas seulement dans la production de l'élevage, mais aussi dans la transformation, le commerce et le marketing.

81. **Dispositif d'appui conseil.** La couverture sanitaire sera renforcée grâce à la mise en place de 6 nouveaux Services Vétérinaires Privés de Proximité, de 180 Auxiliaires d'Élevage, d'au moins 180 Animatrices Villageoises Avicole/ Petits Ruminants (AVA/PR), de 210 dispositif d'innovation en petit élevage (DIPE) et par l'introduction du contrôle de la maladie de Newcastle (540 villages) qui permettra de revoir toute la chaîne de production, distribution et application du vaccin I2 spécifiquement et des autres vaccins.

⁴¹ Basé sur l'expérience du PPILDA et AREN.

⁴² <http://www.fao.org/food/une-agriculture-sensible-aux-enjeux-nutritionnels-et-des-approches-fondees-sur-l'alimentation/fr/>

82. **Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP).** La stratégie nationale de mise en place de Services Vétérinaires Privés de Proximité qui consiste à la création de compétences villageoises (auxiliaires d'élevage placés sous la responsabilité d'un vétérinaire privé) en matière de prophylaxie et de soins vétérinaires de base permettra de surmonter le problème des pathologies du cheptel qui freine le développement de la production et contribuer à la surveillance épidémiologique.

83. Le ProDAF intervient pour appuyer la mise en place d'un total de 6 Services Vétérinaires Privés de Proximité pour ainsi étoffer la couverture de la zone d'intervention⁴³ en prestations de soins vétérinaires de proximité et de qualité. Cette mise en place peut être assurée par VSF-Belgique qui s'est spécialisé dans ce type de prestation.

84. **Contrôle de la Maladie de Newcastle (MN).** Que le vaccin contre la Maladie de Newcastle soit produit localement par le Laboratoire Central de l'Elevage ou qu'il soit importé, une analyse de la situation complète de la situation de sa production, la qualité du vaccin, de la chaîne de froid, de la distribution est nécessaire. Une assistance externe est sollicitée pour le renforcement des capacités et l'assistance technique au gouvernement, aux vétérinaires privés, aux Auxiliaires d'élevage (AE) et aux Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants et les ONG locales. Trois campagnes, par an, de vaccination contre la maladie de Newcastle sont recommandées. Un calendrier doit être préétabli sur la base d'une étude épidémiologique des foyers de MN. Les Services Vétérinaires Privés de Proximité, les Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants et les villages inclus dans la vaccination augmentent progressivement avec l'acquisition de l'expérience et la progression de l'installation des SVPP dans les départements.

85. Le ProDAF s'inspire de l'expérience de Vétérinaires Sans Frontières (VSF) et finance la formation d'Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants dans les villages où sont menées des opérations de conduite de petit élevage autour des pôles de développement économique (PDE). Elles intègrent le réseau d'AE du Service Vétérinaire Privé de Proximité là où il existe et dans le cas contraire sont en relation de suivi-encadrement avec le service communal d'élevage. Les Services Vétérinaires Privés de Proximité assurent avec les Services Techniques le suivi périodique des Auxiliaires Vétérinaires, des Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants ainsi que de toute l'opération. Cette intervention permet d'améliorer la couverture sanitaire et spécifiquement de vaccination dans la zone du ProDAF.

86. À la fin du projet 180 villages par région sont couverts et 540 sur les trois régions. Il est estimé que 50% des ménages possédants des poulets vaccinent leurs animaux dans 540 villages.

87. **Diffusion des technologies pour une meilleure conduite de l'élevage.** Elle est mise en œuvre à travers les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE), les Auxiliaires vétérinaires et les Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants. Les technologies comprennent différents aspects de la conduite de l'élevage incluant: la santé animale, l'alimentation et les techniques d'amélioration des fourrages (valorisation des résidus de culture (broyeurs), conservation et traitement des fourrages (distribution de semence), amélioration de foin grossier avec de l'urée, semence de fourrage) et la gestion de la reproduction. Cette activité est faite en coordination avec l'aménagement des couloirs pastoraux (activité liée à l'environnement et l'adaptation au changement climatique sous composante 1.1 « aménagement structurant et productif résilient aux risques climatiques) et inclue la coordination avec l'accès aux intrants agricole à travers les centres de collectes satellites (Maison du Paysan) qui incluent une banque d'aliment bétail au sein des boutiques d'intrants⁴⁴.

⁴³ Voir carte de couverture de la zone d'intervention du ProDAF par les SVPP en appendice 2.

⁴⁴ Les Banques Aliment Bétail (BAB) permettent aux éleveurs de disposer pour leurs animaux des compléments alimentaires indispensables en saison sèche (apport de protéines, de sels minéraux, d'énergie, de vitamine A, D, E) pour contrer la perte de poids, la baisse de la fécondité et la baisse de la production laitière particulièrement en saison sèche pour permettre d'atteindre les objectifs de production de lait et de viande.

88. Les formations incluent: (i) santé animale, (ii) alimentation du bétail et plantes fourragères, (iii) amélioration de l'aviculture (contrôle de la maladie de Newcastle, amélioration de l'élevage, le poulailler, options d'alimentation durable, commercialisation, etc.), (iv) production et utilisation de fumier et de compost, (v) alimentation humaine et spécifiquement l'alimentation de la femme enceinte et de l'enfant de moins de 5 ans.

89. Les facilitateurs des dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE) (souvent des Auxiliaires d'Élevage) sont formés pendant 3 semaines. Après l'identification des problèmes, la mise en oeuvre des solutions endogènes ou extérieures est réalisée.

90. L'animateur choisit la bonne occasion pour intégrer les modules de nutrition dans les sessions du dispositif d'innovation en petit élevage (DIPE) afin de lier l'éducation nutritionnelle aux autres activités du dispositif d'innovation en petit élevage (DIPE). Par exemple, quand l'alimentation des poulets est discutée dans le DIPE, c'est une bonne occasion de lancer un débat sur la diversité alimentaire et des repas nutritifs pour le ménage comme le recommande le dernier bulletin de la FAO « Improved Complementary Feeding Practices Newsletters »⁴⁵. L'initiative bénéficiera 50% de femmes et jeunes femmes et 50% de jeunes hommes.

91. **Les modules d'interventions techniques.** Cette intervention porte sur l'amélioration de la production du petit élevage pour tous et le renforcement du capital bétail pour les ménages vulnérables et inclue (1) le renforcement du capital bétail pour les ménages et groupes vulnérables (kits chèvres ou ovins et volaille), (2) l'appui à l'embouche des ovins, (3) la traction animale, (4) la réhabilitation des couloir de transhumance avec des plantes fourragères et la (5) la récupération des aires de pâturage.

92. **Renforcement du capital bétail pour les ménages vulnérables (kits chèvres ou ovins et volaille).** Dans chacune des communes concernées par le projet, les villages chroniquement déficitaires et abritant le maximum de ménages vulnérables sont retenus à l'issue des enquêtes habituellement conduites par le Dispositif National de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DN/GCCA). Le ciblage des bénéficiaires se fait conformément aux méthodes de ciblage désormais bien maîtrisées par les équipes et les partenaires des projets FIDA qui consiste en l'auto-ciblage participatif. Les dispositifs d'innovation en élevage familial font l'accompagnement de cette intervention et apportent l'assistance technique.

93. Les femmes des ménages bénéficiaires sont organisées en groupement afin d'apporter un encadrement adéquat et surtout d'instituer un système rotatif. Ce système repose sur l'attribution à un premier groupe d'animaux (4 chèvres et 1 bouc d'une valeur de 352 \$ US) et après un an la redistribution, après mise bas, deux chèvres et 2 chevrettes à un deuxième groupe de femmes bénéficiaires, pendant 2 cycles d'une année.

94. En moyenne 300 kits sont distribués par an pendant 5 ans par région, soit un total de 4 500 kits initiaux distribués. La rotation contribue avec un total de 9 000 kits pour les régions. Le choix des espèces et des races de petits ruminants restent dépendant des préférences des communautés. Cependant, les races caprines (chèvre rousse de Maradi et la bariolée du Sahel) sont de loin les plus appropriées en raison de leur rusticité, leur adaptation à la zone d'intervention du projet et leur résistance aux sécheresses. La rousse de Maradi connue aussi pour sa prolificité et la qualité de sa peau qui peut ainsi être commercialisée et transformée. Chaque bénéficiaire de kit caprin versera 2 500 FCFA par kit soit 1,66 % du coût du kit qui sera déposé sur un compte épargne pour subvenir aux frais de substitution si nécessaire et à la vaccination des animaux lors des rotations. Au total cette activité va concerner environ 13 500 femmes bénéficiaires de chèvres.

95. A partir de la deuxième année avec la mise en oeuvre effective de la vaccination contre la maladie de Newcastle, les bénéficiaires de kits caprins reçoivent en plus 4 poules et un coq de race

⁴⁵ Numéro 7, 2014.

locale (25 \$ US). Cet apport permet aux ménages peu résilients de s'approprier l'aviculture villageoise (intérêt de la vaccination, mise en valeur de l'apprentissage dans les DIPE) et de disposer de sources de protéines pour l'alimentation des enfants. Il n'y a pas de rotation pour cette activité. Chaque année le projet achète la volaille destinée à la distribution auprès des aviculteurs locaux ayant adhéré au programme de vaccination soit environ 1 500 volailles par région et par an. Au final 3 600 femmes sont bénéficiaires de kits volailles.

96. **L'embouche ovine à cycle court** (kit embouche) est une activité d'engraissement de jeunes béliers afin de générer une valeur ajoutée sur le marché. L'innovation repose principalement sur la réduction de la durée d'engraissement (3 mois) en jouant sur l'âge de l'animal (24 mois) mais surtout sur son alimentation et le suivi sanitaire. Considérée comme activité génératrice de revenu ou d'épargne, l'embouche cible généralement les femmes de tous âges ou les jeunes hommes.

97. L'intervention du Projet va ainsi consister 1) à créer les conditions d'accès des bénéficiaires à un crédit auprès d'une IMF pour l'acquisition de l'animal à emboucher, 2) apporter un appui-conseil permanent tout le long de la conduite des opérations d'embouche. Pour créer les conditions de réussite de l'intervention l'appui du Projet va particulièrement cibler les groupements féminins existants et de jeunes.

98. La totalité du crédit sera remboursé par les femmes et les jeunes. L'alimentation sur la base de produit locaux, le son de mil, résidu des récoltes, les gousses de Gao, les fanes de niébé, arachide, etc. est promue. Le remboursement s'effectue après un cycle d'embouche avec la possibilité de renouvellement de l'emprunt. Le coût d'accompagnement de l'activité est inclus dans les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE). L'activité bénéficiera 70% de femmes et jeunes femmes et 30% de jeunes hommes.

99. **Promotion de la traction animale pour les femmes et les jeunes** (kits bœuf de traction de charrue et charrette). L'introduction de cette initiative dans le village devra s'assurer qu'elle ne porte pas concurrence à des petits intervenants déjà présents. Elle permet aux bénéficiaires de réaliser le transport des récoltes ou des marchandises, du fumier et faire la préparation des terres agricoles et disposer ainsi d'une activité génératrice de revenu. Une subvention correspondant à 30% du prix de la charrette (90US\$) est prise en charge par le projet. 480 unités de traction animale sont octroyées aux jeunes bénéficiaires. L'activité bénéficie à 100% de jeunes hommes des ménages les plus vulnérables identifiés par l'autociblage.

100. **Couloir de transhumance.** *Eragrostis tremula* (Tsintsiya), *Cenchrus biflorus* (Karangia), *Cassia tora* (tafsa) sont des espèces disponibles à l'état naturel et qui sont très appréciées par les animaux et qui peuvent être plantées pour lutter contre *Sida cordifolia*. Les couloirs sont aménagés sur un total de 2500 ha (750 ha à Maradi, 1000 ha à Tahoua et 750 ha à Zinder) par le Programme.

101. **Récupération des aires de pâturage.** Ensemencement des sites récupérés par des espèces fourragères appréciées par les animaux: *Zornia glochidiata* (Marak), *Cenchrus biflorus* (Karangia), *Eragrostis tremula* (Tsintsiya), *Alysicarpus ovalifolius* (Gadagi), *Panicum leatum* (Gérji) et *Tephrosia linearis* (Tsintsiya mahalba et des arbres comme la *Moringa oliveira*, le Baobab, le *Balanites aegyptiaca*, l'*Acacia Senegalensis*, l'*Acacia nilotica*, Jujubier.

Volet Renforcement organisationnel et institutionnel (AS7)

102. Le processus de consultation de la société civile rurale organisée à travers l'étude de base du FIDA sur les OP, le forum paysan transrégional sur l'agriculture familiale et le salon de l'agriculture, a été positivement apprécié par tous les acteurs tant au niveau local, régional que national (Plateforme Paysanne du Niger - PFPN). Ce processus déjà avancé dans le PASADEM et en cours dans le Ruwanmu, permet une réelle implication et valorisation des acteurs ruraux dont les préoccupations sont reprises dans le ProDAF: (i) implication dans la conception et dans la mise en œuvre des programmes et des politiques agricoles, (ii) implication des fédérations des unions de coopératives sur les marchés et (iii) prise en compte des problématiques foncières.

103. Par l'ingénierie sociale des projets FIDA au Niger, la société civile rurale organisée (CRA, OP, AUE, COGES, HG, etc), s'est appropriée les investissements réalisés autour des bassins versants, bassins de production et infrastructures économiques (Centres de Collecte -CC, PDE, pistes rurales).

104. La récente convention signée entre les projets et les fédérations paysannes régionales, inspirera le ProDAF dans le passage à l'échelle le long des trois axes stratégiques identifiés: (i) conseil agricole (CEP, GACAP sous l'encadrement des services techniques régionaux de l'agriculture), ii) services marchands aux producteurs (boutiques d'intrants et magasin gérées par les unions/coopératives de bases membres des fédérations régionales qui en assureront l'encadrement), (iii) gestion des ressources naturelles à travers une ingénierie sociale visant à l'émergence des AUE animée par les RECA/CRA.

105. Le RECA et les CRA, partenaires privilégiés de mise en œuvre, remplissent pleinement leur mandat d'interface entre la profession agricole et les autorités publiques, et continueront à être des partenaires privilégiés de mise en œuvre du programme au travers de contrats pluriannuels. Les récentes élections consulaires, à Zinder et Maradi, et l'arrivée aux affaires de nouveaux dirigeants et dirigeantes dont les organisations sont déjà partenaires des projets FIDA démontrent la légitimité de ce partenariat. Il est prévu d'améliorer les bases logistiques du RECA et des chambres de Maradi et de Tahoua qui ne disposent pas de siège et de rénover celui de Zinder.

106. Le déploiement d'agents techniques sur les communes par les services techniques déconcentrés crée un nouveau contexte favorable à l'appui conseil permanent. Des conventions de collaboration seront signées avec la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), la Direction Régionale de l'Environnement (DRE) et la Direction Régionale de l'Elevage (DREL) pour assurer que les communes d'intervention du ProDAF puissent bénéficier de ces ressources humaines auxquelles seront confiées la coordination des activités techniques menées dans la commune avec les producteurs/trices.

107. L'accès au foncier est bloquée par l'inadéquation entre (i) le rythme de la croissance de la population, (ii) la disponibilité des ressources naturelles et (iii) une méconnaissance et/ou l'inapplication des textes fondamentaux (Code Rural, droit coutumier et droit islamique). Ceci est souvent aggravé par une mauvaise gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs ainsi que des difficultés d'accès au foncier surtout pour les femmes⁴⁶.

- (i) DRA: moyens logistiques (un véhicule et frais de fonctionnement; frais de supervision pour les agents régionaux) et STD communaux (moto et frais de fonctionnement; frais de déplacement pour un agent dans les communes d'intervention);
- (ii) RECA et CRA: moyens logistiques (véhicule RECA, véhicule « grand transporteur » et six motos par CRA et frais de fonctionnement; frais de supervision RECA et CRA et frais de déplacement de six animateurs par région répartis sur les PDE), financiers (appui aux salaires d'un chargé de programme RECA et du secrétaire permanent, du chargé de programme et du comptable⁴⁷ de chaque CRA; salaires des animateurs) et équipement (appui à la construction du nouveau siège RECA⁴⁸, des sièges des CRA de Tahoua et Maradi et rénovation du siège de la CRA Zinder). Le RECA et les CRA bénéficieront également d'appuis pour l'organisation d'événements valorisant l'agriculture familiale (Salon de l'Agriculture, Forum Paysan Régional, Foire Agricole Régionale, voyages d'étude, échanges paysans);
- (iii) Fédérations régionales d'OP: moyens logistiques (pool véhicules à Zinder et Maradi et deux à Tahoua, trois motos par fédération et frais de fonctionnement; frais de mission pour l'appui aux unions) et financiers (appui aux salaires du responsable et du chargé de

⁴⁶ Certains vont jusqu'à évoquer d'où un phénomène de "déféminisation de l'agriculture".

⁴⁷ Le poste de comptable devra avoir reçu une non objection du RAF de l'URGP.

⁴⁸ En cofinancement avec le RECA à hauteur de 40%.

programme et salaire du comptable de chaque fédération). Les Centre de prestations de services aux OP (CPS) bénéficieront d'un appui logistique (trois motos et leurs frais de fonctionnement), financier (appuis aux salaires du directeur, des deux techniciens, du secrétaire-comptable et d'un personnel d'appui) et en équipement (matériel informatique et mobilier);

- (iv) CCIAN: appui à l'installation de la « Maison de l'Entreprise » à Tahoua et d'une antenne de la Chambre de Commerce Nigéro-Nigériane à Maradi.

108. Dans les zones cibles du programme et afin de sécuriser les investissements tant individuels que collectifs, le ProDAF poursuivra l'appui au Code Rural et aux commissions foncières à différents niveaux (départemental, communal et villageois) pour: (i) une large diffusion des textes existants, (ii) la définition du statut foncier (avant et après aménagement), (iii) la négociation des modes de gestion durable des terres aménagées, et (iv) la redynamisation et/ou organisation des structures de base non opérationnelles/inexistantes.

109. Les autorités territoriales, mairies et conseil régionaux, pourront être appuyés afin de pouvoir jouer leur rôle de maîtrise d'ouvrage (mis à jour des PDC, participation aux dispositifs de planification).

Sous composante 1.3: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle (AS8)

110. **Produit attendu:** Portée par 3 réseaux proactifs de femmes organisées (MMD), la sécurité nutritionnelle de 100 000 ménages vulnérables, dont 17 500 ménages extrêmement vulnérables, est améliorée.

111. La mise en œuvre de la sous-composante est confiée à un partenaire technique unique spécialisé pour une approche intégrée des différents volets qui sera responsable de: (i) redynamiser et faciliter l'organisation de 1 350 groupements de femmes Mata Masu Dubara⁴⁹ (450 par région soit environ 50 000 femmes); (ii) faciliter l'évolution de ces groupements en faïtières ou en réseau régional et le rattachement de leurs activités de microfinance à des institutions financières agréées; (iii) assurer la gestion durable de 90 nouveaux greniers féminins de soudure; (iv) mettre en place 5 500 kits agricoles (semences mil + engrais), (v) appuyer la mise en valeur de 4 500 jardins de case avec la distribution de semences de Cassia Tora et de Moringa, qui contribueront à diversifier et enrichir en micronutriments le régime alimentaire des ménages et (vi) assurer la réalisation des activités des centre d'alphabétisation fonctionnelle qui seront mis en place en faveur de 18 000 femmes et jeunes pour garantir une meilleure gestion des groupements, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation au niveau familial et communautaire.

112. La valorisation de l'utilisation des produits agricoles sera promue par le financement et l'accompagnement de 240 activités génératrices de revenus de transformation artisanale et commercialisation de produits agro-sylvo-pastoraux et de la pêche. Cet appui sera totalement subventionné par le Programme comme appui initial aux femmes et jeunes les plus vulnérables.

113. Face à la situation nutritionnelle préoccupante dans la zone d'intervention, le ProDAF s'appuie sur les acquis des récentes interventions financées par le FIDA pour améliorer durablement la situation nutritionnelle des populations en vue de réduire le taux de malnutrition chronique des groupes vulnérables. En prenant comme porte d'entrée les groupements féminins MMD, les interventions du programme vise à: i) améliorer les pratiques d'alimentation, de nutrition et d'hygiène des populations cibles, ii) accroître la résilience des ménages les plus vulnérables en période de soudure (34% des ménages ruraux⁵⁰) et iii) valoriser l'utilisation de produits agricoles locaux transformés de qualité et à prix abordables dans la prévention de la sous-alimentation par des activités génératrices de revenus au niveau artisanal et semi-industriel.

⁴⁹ "Les femmes ingénieuses" bénéficiant de formations en leadership et micro-crédit.

⁵⁰ 22% du total des ménages ruraux sont considéré comme ménages très vulnérables et 12 % comme ménages extrêmement vulnérables.

114. Amélioration des pratiques d'alimentation, de nutrition et d'hygiène des ménages. Un diagnostic des pratiques alimentaires existantes sera réalisé pour estimer plus précisément les déficits énergétiques et nutritionnels par rapport aux besoins recommandés. Les pratiques alimentaires seront abordées sous un angle qualitatif (diversité alimentaire, fréquence de consommation). Par ailleurs, vue l'ampleur de la situation nutritionnelle (un enfant sur deux retardé en taille, signe de malnutrition chronique) dans certaines zones à haute productivité agricole comme Maradi, et les mauvaises habitudes dues au manque de connaissances adéquates, des sensibilisations pour le changement de comportement en matière d'alimentation, de nutrition et d'hygiène et des transferts des modalités de préparation des recettes à hautes valeurs nutritionnelles à partir des produits locaux, seront effectués. Tous les acteurs seront formés sur les thématiques liées à la nutrition au travers des groupements féminins déjà engagés dans des activités ayant des objectifs similaires. Le Programme permettra aussi aux hommes d'acquérir des connaissances/compétences en nutrition en participant aux activités et en particulier en se référant à l'expérience de l'école des maris" développée par le PNUD avec laquelle des synergies seront recherchées.

115. Amélioration de la résilience des ménages les plus vulnérables. Le ProDAF prévoit des activités pour la disponibilité en denrées alimentaires aux ménages plus vulnérables en période de soudure ainsi que la culture et la consommation d'aliments à haute valeur nutritionnelle. Selon les technologies adaptées au contexte local, 4 500 jardins de case nutritionnels seront installés dans les zones à accessibilité limitée en eau. 5 500 ménages bénéficieront également des kits agricoles leur permettant de produire du mil amélioré et d'avoir accès à des aliments à haute valeur nutritionnelle tels que Moringa oleifera et Cassia tora. Les acquis des projets en cours et passés (PASADEM et PPILDA) ayant montré la pertinence de la mise en place de greniers féminins de soudure (GFS) pour permettre aux femmes les plus vulnérables de disposer d'un stock alimentaire crucial lors de la période de soudure qui correspond à l'emblavement des parcelles, cette activité sera poursuivie. Au total, 90 nouveaux GFS seront installés. Au total 17 500 ménages vulnérables soit 122 500 personnes accéderont aux denrées alimentaires de base en période de soudure.

116. Valorisation nutritionnelle des produits agricoles. Au-delà de la poursuite de la convention signée entre le PASADEM-GRET/Misola pour la promotion de farine infantile enrichie⁵¹, 720 relais communautaires seront formées et équipées pour sensibiliser/former en nutrition environ 100 000 ménages⁵². Ces relais assureront également le suivi nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et mèneront des démonstrations culinaires auprès de 50 000 femmes, pour la valorisation et la transformation des produits locaux.

Composante 2: Accès aux marchés

117. Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par la construction de 18 centres de collecte satellites répartis autour de 9 marchés de demi-gros au sein de pôles de développement économique dans lesquels 850 km de pistes rurales seront réhabilités/construits. Ces investissements complètent ceux actuellement en cours des projets PASADEM et Ruwanmu afin d'assurer une continuité territoriale permettant l'émergence de réseaux régionaux et sous-régionaux. Le financement ASAP permet une meilleure caractérisation des risques

⁵¹ L'appui du PASADEM à une unité de fabrication de farine infantile fortifiée à prix abordables de Tessaoua (région de Maradi) montre des résultats probants: i) des produits de très bonne qualité (taux de couverture à plus de 70% des besoins journaliers pour les enfants de 6-23 mois par la consommation de 60 g de farine), ii) des volumes de vente sur les marchés locaux cinq fois plus élevés suite à l'intervention du PASADEM. Toutefois deux événements importants ont été pris en compte pour limiter l'implication du programme dans le développement de cette activité: (i) la récente émergence de deux nouvelles unités de production de farines enrichies dans la zone (Mayahi à Maradi et Matamaye à Zinder) ayant chacune une capacité de production de 25 tonnes mois soit 600 tonnes par an dans le cadre d'une intervention associant CRS et le GRET sur financement USAID, (ii) la timidité du partenaire du PASADEM, l'association MISOLA pour passer du stade de production artisanal à celui de production semi-industriel pour lequel elle n'est pas encore prête.

⁵² A raison de 4-5 ménages touchés par mois et par relais.

climatiques à travers un exercice de cartographie (risques d'inondations, d'érosion etc.). La prise en compte de ces facteurs dans la conception ou la localisation des infrastructures prévues dans le cadre du programme est indispensable et permet d'accroître la contribution d'ASAP à la résilience aux risques climatiques qui touchent les infrastructures rurales.

Sous-composante 2.1: Aménagements structurants d'accès aux plateformes de services ruraux

118. Produits attendus: des infrastructures de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions.

Volet Développement des infrastructures commerciales du PDE (AS9)

119. Un des piliers de la stratégie en matière d'appui à l'agriculture familiale est de construire/ réhabiliter des marchés de demi-gros, céréaliers ou maraîchers en fonction des bassins de productions adjacents, au cœur des PDE. Des évaluations des flux commerciaux sur ces PDE ont permis de faire une typologie par type d'infrastructures: (i) de 12-15 000 tonnes annuelles pour les marchés de demi-gros de produits céréaliers, (ii) de 8-12 000 tonnes pour les marchés de demi-gros de produits maraîchers et (iii) de 4-6 000 tonnes annuelles de produits maraîchers pour les plateformes de transactions commerciales.

120. En plus des infrastructures en cours de construction sur 12 PDE actuellement appuyés par les projets en cours dans les trois régions, au sein de la liste des PDE potentiels à développer, 9 nouveaux PDE⁵³ sur lesquels sera construit un marché de demi-gros par PDE soit un total 9 marchés de demi-gros (céréaliers et maraîchers) sont retenus. Ces PDE d'un rayon d'action d'une cinquantaine de kilomètre autour du marché de demi-gros, couvrent de manière contigüe la majeure partie de la bande Centre-Sud des trois régions.

121. Ces PDE sont caractérisés par l'existence: (i) de bassins de productions dont les surplus des principales productions agricoles sont commercialisés et (ii) d'un marché dynamique relié aux centres urbains. Chaque marché fera l'objet d'une étude spécifique en interaction avec la plateforme des opérateurs de marchés (Hadin Gwiwa) et les communes. La superficie à consacrer à l'infrastructure de marché dépendra du volume estimé des transactions et de l'expansion possible.

122. Les marchés de demi-gros permettront de faciliter les transactions commerciales des produits agricoles. Leur emplacement est crucial et la sélection des sites impliquera tous les opérateurs économiques pour trouver un consensus avec les autorités territoriales avant toute implication de l'ingénierie civile. L'accessibilité du site est déterminante, que ce soit en direction des zones de production pour assurer un approvisionnement facile du marché et vers le réseau routier national et sous-régional pour assurer l'écoulement facile de gros volumes avec des camions gros porteur.

123. Le site sera aménagé pour faciliter le parking sécurisé (par une clôture) et les chargement/déchargement des camions. Une attention particulière sera apportée à la qualité du terrassement qui devra permettre aux camions de manœuvrer sans problème. Les aires de transactions commerciales seront couvertes mais aérées pour faciliter le déchargement/tri/reconditionnement/chargement des produits agricoles. A part la pesée, toutes les opérations seront faites manuellement, créant des emplois sur le site. Une aire ombragée où pourront se faire les discussions/négociations sera prévue (voir marchés à bétail récemment réhabilités par le PRODEX où ces aires sont très appréciées).

124. Les marchés seront équipés de ponts-basculés pour faciliter les relevés de transactions quantitatives et les taxes appliquées. Chaque marché aura une seule entrée/sortie permettant à tout véhicule entrant / sortant de peser le chargement et la tare au même endroit. Des balances seront aussi mises à disposition des opérateurs à l'intérieur des marchés à des fins d'étalonnage des

⁵³ Une liste de quinze PDE pré-identifiés a été mise en réserve et pourra être considérée lors de la revue à tiers-parcours avec une mobilisation de financements supplémentaires.

volumes traditionnels (sacs, caisses, tia) qui continueront à être utilisés car souvent plus pratiques mais qui peuvent prêter à confusion en cas de désaccord entre l'acheteur et le vendeur. Des endroits seront réservés pour les investissements privés autour des marchés (magasins de stockage, ateliers divers, hôtel/restauration).

125. Le marché de demi-gros comprendra un bloc administratif restreint pour abriter le dispositif de gestion du marché, le dispositif de prélèvement des redevances et le dispositif d'informations sur les prix et les quantités des produits échangés. Des blocs sanitaires seront aussi construits. Les sites devront avoir un accès à l'eau et à l'électricité. Cela est d'autant plus crucial pour les marchés de produits maraîchers qui se tiennent souvent la nuit pour des raisons évidentes de diminution des pertes dues à la chaleur et de rapidité de transfert vers les centres urbains de consommation.

126. L'évacuation des eaux de pluie et usée est à considérer lors de l'aménagement des voiries (fossés, caniveaux). La gestion des déchets solides est à organiser par un triage sélectif (déchets organique et autres déchets) afin d'être évacuer et transporter à une air réservée. Le recyclage de ceux-ci sous forme d'andins est préconisé afin de produire du compost⁵⁴. Un point d'eau à proximité est essentiel pour réaliser du compost.

127. Les constructions sont réalisées selon les règles de l'art. Les caractéristiques techniques principales sont: fondations au niveau 'du bon sol', ossatures (poteaux, chaînage...) en béton armé, dallage armé, chape rapportée, maçonnerie (murs et cloison) en agglomérés (parpaings) de ciment, charpente métallique, couverture en tôle bac alu-zinc, menuiserie métallique extérieur (portes et fenêtres), menuiserie intérieur (portes isoplanes), ventilation dans les combles, finitions enduits intérieurs et extérieurs, peintures... La plateforme dans un 1er temps sera aménagée en latéritique compacté.

128. Dans le cadre de la réalisation des marchés pour les produits maraichers et les céréales, il a été identifié deux types d'appellations: marché de demi gros et plate-forme de commercialisation. Il est présenté les caractéristiques techniques 'de référence' dans le tableau ci-après sur base des caractéristiques utilisées dans le cadre du PASADEM et du PPI-Ruwanmu. Lors de l'étude spécifique en interaction avec la plateforme des opérateurs de marchés (Hadin Gwiwa) et les communes, il est nécessaire de fixer les caractéristiques techniques finales avec les bureaux d'études sur chaque site et avec l'appui des services techniques régionaux. Une fiche technique est jointe en annexe 1 du DT3b présentant les détails techniques.

Tableau 4: récapitulatif des caractéristiques techniques 'type' des marchés demi gros⁵⁵

	Pour les produits maraichers		Pour les produits céréaliers	
	Marché de demi-gros (près des zones de consommation)	Plate-forme de commercialisation de produits maraichers (loin des zones de consommation)	Marchés de demi gros [900 - 1200] Tonnes/semaine	Marchés de demi gros [1200 - 1600] Tonnes/semaine
Terrain affecté (ha)	5	2	3,8	5
Hall de transaction (m²)	2000	1000	1000	2100
Bloc administratif (m²)	150	120	150	150
Pont bascule (U)	1 (minimum camion 20 tonnes)	1 (minimum camion 20 tonnes)	1 (minimum TLM 40 tonnes)	1 (minimum TLM 40 tonnes)

⁵⁴ En exemple, la production de compost sur le marché de Tessaoua.

⁵⁵ Ces chiffres sont donnés à titre d'exemple pour chaque site. L'estimation des surfaces, liée à celle des volumes de transactions escomptés est la base de l'investissement. Chaque site doit faire l'objet d'une étude spécifique pour calibrer la taille de l'infrastructure à l'activité économique qui va rentabiliser cet investissement.

Espace de parking aménagé (m²)	1500	1200	2000	2200
Voiries aménagées et plate-forme stabilisée	Circuit	Circuit	Circuit	Circuit
Magasins en dur de stockage temporaire (T)	50	> 20	100	100
Magasin grille très aéré de stockage temporaire (T)	50	> 20	Néant	Néant
Sanitaires (homme/femme)	2 blocs H /F	2 blocs H /F	2 blocs H /F	2 blocs H /F
Guérite et hangar vigile (m²)	15	15	15	15
Local groupe électrogène et Compteur NIGELEC (m²)	17	17	17	17
Clôture (U)	1	1	1	1

129. Il est prévu un budget (12% du montant des travaux) dans chaque région (financement FIDA pour les régions de Maradi et de Zinder, et financement spécifique de la coopération italienne la région de Tahoua) pour les études de faisabilités et pour le contrôle pour les marchés demi gros à travers des bureaux d'études sélectionnés selon la procédure d'appel d'offre ouvert. Concernant le budget des travaux (sur financement FIDA et sur financement spécifique de la coopération italienne pour la région de Tahoua), un montant est réservé pour la réalisation des infrastructures par des PME qui seront sélectionnés selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

Construction de 18 centres de collecte satellite

130. Dans le cadre du PASADEM, onze centres de collecte satellites ont été identifiés: six réceptionnés et cinq en cours de construction. Dans le cadre du PPI-Ruwanmu, deux centres de collecte sont en programmation. 18 centres de collecte satellites ont été identifiés dans les trois régions dans le cadre du ProDAF. Au total, 31 centres de collecte satellites seront construits à travers le PASADEM, le PPI-Ruwanmu, le ProDAF. Les centres de collecte satellites ont pour but de faciliter: (i) la collecte de produits agricoles des bassins de production vers les marchés de demi-gros, (ii) l'approvisionnement en intrants, (iii) le stockage des produits agricoles et d'intrants. Les sites sont fixés dans les zones de collecte au cœur des bassins de production en partenariat avec les OP bénéficiaires et les autorités locales.

131. Dans le cadre du processus de construction des centres de collecte satellites, l'ingénierie sociale (concertation avec le Hadin Gwiwa et la CRA) est nécessaire dans l'identification des types et des dimensions des infrastructures à construire. Les infrastructures doivent être dimensionnées en tenant compte des flux, du type de produits agricoles et de l'animation des marchés de collecte.

132. Dans le cadre des produits maraichers, le centre de collecte satellite 'type' comprend: (i) un hangar de transaction, (ii) un magasin de stockage d'intrants agricoles, couplé d'un bureau de gestion, (iii) un magasin de stockage de produits agricoles (adapté au stockage pour l'étalement des produits agricoles), (iv) un espace de reconditionnement de produits agricoles (à l'air libre), (v) un magasin pour le stockage des pesticides, (vi) un bloc de sanitaire, (vii) poubelles/compostières.

133. Les constructions sont réalisées selon les règles de l'art. Les caractéristiques techniques principales sont: fondations au niveau 'du bon sol', ossatures (poteaux, chaînage) en béton armé, dallage armé, chape rapportée, maçonnerie (murs et cloison) en agglomérés de ciment, charpente métallique, couverture en tôle bac alu-zinc, menuiserie métallique extérieur (portes et fenêtres), menuiserie intérieur (portes isoplanes), finitions enduits lisses intérieurs et extérieurs, tyrolienne.

134. Il est présenté les caractéristiques techniques 'de référence' dans le tableau ci-après sur base des caractéristiques utilisées dans le cadre du PASADEM et du PPI-Ruwanmu. Lors de l'étude

spécifique en interaction avec la plateforme des opérateurs de marchés (Hadin Gwiwa) et les communes, il est nécessaire de fixer les caractéristiques techniques finales avec le bureau d'étude et avec l'appui des services techniques régionaux⁵⁶.

Tableau 5: récapitulatif des caractéristiques techniques 'type' des centres de collecte satellite

	Pour les produits maraîchers	Pour les produits céréaliers
Terrain affecté (ha)	2	1
Hall de transaction (m²)	1000	105
Un magasin de stockage d'intrants agricoles, couplé d'un bureau de gestion (m²)	60	60
Un magasin de stockage de produits agricoles (m²)	150	60-80
Espace de reconditionnement de produits agricoles (à l'air à libre) - (m²)	1600	80
Un magasin pour le stockage de pesticide (m²)	100	12
Sanitaires (U)	1 bloc Homme et Femme	un bloc Homme et Femme
Clôture (au besoin)/U	1	1
Poubelle / compostière(U)	1	1

135. Il est prévu un budget (10% du montant des travaux) dans chaque région (financement FIDA pour les régions de Maradi et de Zinder, et financement spécifique de la coopération italienne la région de Tahoua) pour les études de faisabilités et pour le contrôle pour les centres de collecte satellites à travers des bureaux d'études sélectionnés selon la procédure d'appel d'offre ouvert. Concernant le budget des travaux (sur financement FIDA et sur financement spécifique de la coopération italienne pour la région de Tahoua), un montant est réservé pour la réalisation des infrastructures par des PME qui seront sélectionnées selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

136. Toutes ces infrastructures économiques seront comptabilisées comme autant d'éléments des «Maisons du paysan» dans leur commune d'implantation.

Tableau 6: récapitulatif des 21 marchés (12 PASADEM/Ruwanmu, 9 ProDAF) et des 31 centres de collecte satellites (13 PASADEM/Ruwanmu, 18 ProDAF)

Région	financement	Marché de demi gros	Centre de collecte satellite (année de construction)	Principales productions
Maradi	1. PASADEM	Djirataoua	Madarounfa (0), Soumarana (1)	prod. maraîchers
	1. RUWANMU	Gourgia		prod maraîchers
	2. PASADEM	Sabon Machi	Darguié (0), Dara Amadou (0), Mayara (1)	céréales
	3. PASADEM	Tessaoua	Majirgui(0), Maiguizawa (0), Gazaoua (1)	céréales
	3. ProDAF	Dan Issa (3)		Prod. maraîchers
	1. ProDAF	Guidam Roundji (1)	Tchadi 00, Souloulou 00, N'walla dan Sofoua 0 Baramaka 0, DogonFarou 1	céréales (marché PASADEM)
	2. ProDAF	Mayahi (2)	Tchaké (1), Serkin Haoussa (2),	céréales
Tahoua		Tchadoua(non retenu à ce stade mais actif)	Tchizon Kurege (0), Magami (0), Dan Saga (0), Aguié (1)	céréales (marché PASADEM)
	2. RUWANMU	Awilikis (0)		Prod. maraîchers

⁵⁶ Il s'agit pour le prestataire en collaboration avec le service technique de vérifier les flux issus des investigations de l'ingénierie sociale. Ces flux servent au design des plans pertinents des centres de collectes satellites qui répondent aux besoins exprimés par les acteurs lors des différentes rencontres.

	3. RUWANMU	Dogueraoua (0)		Prod. maraîchers
	4. RUWANMU	Kehehe (0)		Prod. maraîchers
	5. RUWANMU	Sabon Guidar (0)	Koumassa (1), Koundigué (1)	oignons
	4. ProDAF	Badiguichiri (4)	Chenyassou (3)), Dan Doutchi (3) (en lien avec PDE de Hagna Serki)	céréales
	5. ProDAF	Kerofane (2)	2 en cours d'identification (2)	céréales et prod. maraîchers
	6. ProDAF	Tahoua (2)	Bagga (3)	Prod. maraîchers
	7. ProDAF	Tounfafi (4)	1 en cours d'identification (4)	céréales
Zinder	6. RUWANMU	Baban Ruwa (0)		canne à sucre et tomates
	7. RUWANMU	Bandé (0)		canne à Sucre
	8. RUWANMU	Doungou (0)		Prod. maraîchers
	9. RUWANMU	Guidimouni (0)		Prod. maraîchers
		DamagaramTakaya (non retenu à ce stade mais actif)	1 en cours d'identification lié au microbarrage (4)	céréales et prod. maraîchers
	8. ProDAF	Guidiguir (2)	Gassafa (2),	céréales
	9. ProDAF	Mirriah (2)	Falki (1)	Prod. maraîchers

Volet Pistes rurales (AS10)

137. **Produits attendus:** 850 km de pistes rurales désenclavant des bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et marchés de demi-gros sont réhabilitées / construites. La piste rurale s'entend comme une route en terre dont le profil en long épouse au maximum le terrain naturel. Elle peut être en remblai si la nature du terrain l'exige et les moyens financiers le permettent. Elle doit être praticable en toute saison et desservir les centres ruraux et peut être classée nationale, régionale, départementale ou communale.

138. A travers les programmes PASADEM et PPI-Ruwanmu, il a été établi des Schémas Directeurs Régionaux (SDR) de désenclavement des bassins de production dans les trois régions selon une démarche de «socio-route» qui tient en compte des aspects fonciers, des déplacements-indemnités et de l'impact sur l'environnement de l'infrastructure routière. Les critères ci-dessous ont permis d'adopter les SDR. Le critère pivot (critère économique) adopté par le ProDAF est que la route-piste envisagée soit avant tout focalisée sur la continuité territoriale: « Sous Bassins de Production → centre de collecte satellite → Pôle de Développement Économique ». Ce critère pivot concerne avant tout l'axe comme tel⁵⁷.

139. Pour le reste, les critères adoptés pour le ProDAF sont les mêmes que pour la SNCCERR:

- (i) critère de motivation des bénéficiaires impliquant l'engagement d'adhérer aux principes de résolution des questions foncières et de s'engager dans la mise en place de structures d'entretien de 'routes-pistes' (BECR). La plupart des routes-pistes de niveau 1 ou 2 impliqueront la mise en place de structure de type intercommunale (UBECE) inter-agissant de manière formelle avec le Comité intercommunal d'orientation créé au sein du PDE (voir plus de détail le volet entretien pistes rurales);

⁵⁷ Le tracé définitif de l'axe devant être confirmé tant par les bénéficiaires que techniquement et d'un point de vue environnemental par la suite.

- (ii) critère socio-économique environnemental bien circonscrit aux impacts direct prévisibles de la 'route-piste' et donc que la dimension socio-économique soit bien circonscrite à l'existant et à une série d'intervention complémentaire directement connexes au tracé de la 'route-piste', tels que plantations d'arbres d'ombrage ou de bosquets, travaux de DRS-CES pour protéger l'axe de la 'route-piste', travaux d'assainissement spécifiques lors de traversées de villages, aires de stationnement, courtes connexions vers des infrastructures socio-économiques existantes, réaménagement de carrières et sites de chantier;
- (iii) critère de vérification technique tenant compte des éléments suivants: -Longueur estimée du tronçon doit être suffisante pour justifier la mobilisation d'une entreprise de TP (soit au moins 20-25 km) et son intégration dans un réseau minimal de desserte d'un PDE donc se raccordant à d'autres routes-pistes effectivement en bon état et opérationnel; -Présence à des distances économiquement justifiables (max 5 km de l'axe de la 'route-piste') de carrières de matériaux de bonne qualité et en volumes suffisants; - La 'route-piste', si elle est prévue de niveau 1 ou 2, doit pouvoir à terme être classée au réseau tertiaire du Ministère de l'Equipement. Dans le cas des pistes de niveau 3 (type bretelle) répondant aux critères cités ci-dessus (et de courte longueur de quelques kilomètres liant un Sous Bassins de Production à une route-piste de niveau 1 ou 2), elle sera incluse lors de sa réalisation dans un marché de travaux proche⁵⁸.

140. Sur base du schéma directeur et des engagements des autres programmes à travers le FIDA (PASADEM, PPI-Ruwanmu, PUSADER, PARMIRTA), il est identifié actuellement un linéaire total de 3 019 km. Le réticulaire de pistes au sein de chaque PDE entre les bassins de production et leurs centres de collecte se structurent selon trois niveaux de 'routes-pistes' rurales:

- Niveau 1: les pistes radiantes qui radient des PDEs vers les centres de collecte satellites dans les bassins de production et qui sont actuellement classées soit comme routes régionales ou comme non-classées. L'objectif à poursuivre est de revaloriser ces pistes vers la catégorie Routes Rurales.
- Niveau 2: les routes-pistes internodales qui relient entre eux les PDE ou ceux-ci vers d'autres centres ou régions avoisinants. Ces routes font le plus souvent déjà partie du réseau classé national de routes nationales ou régionales soit comme Route Bitumé soit comme Route en Terre Moderne.
- Niveau 3: les pistes de desserte ou bretelles intra-bassins de production qui facilitent la convergence des produits sur et vers des centres de collecte satellites. Ces pistes sont le plus souvent des routes non classées par la DGRR de type Pistes Sommaires ou routes rurales nécessitant des réhabilitations lourdes ou des constructions nouvelles.

141. Il a été identifié un linéaire total de **850 km de pistes rurales** pour le désenclavement des bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte satellites et aux marchés de demi-gros.

142. Dans le cadre du ProDAF, et sur base des normes adoptées au niveau national, la plupart des tronçons à réaliser dans le linéaire se base sur les caractéristiques de largeurs suivantes: (i) emprise = 15m, (ii) assiette = 10m, (iii) plate-forme = 7m, (la chaussée est de 6m et les deux accotements sont de 0,5m); (iv) épaisseur de la couche de roulement en matériaux sélectionnés (graveleux latéritiques ou argilo latéritique) compactée en couches successives est pour arriver à une épaisseur de 20 cm; (v) les ouvrages de franchissement (ex: radiers, seuil radier) sont dimensionnés dans le cadre des études de faisabilité; (vi) les murets, les fossés (divergents triangulaires, latéraux triangulaires...) permettent de canaliser les écoulements des eaux.

⁵⁸ Soit en intégrant cette bretelle à un autre contrat de piste de niveau 1 ou 2, soit en groupant en grappe une série de bretelles proches (dans un rayon de 30-50 km).

143. Les études de faisabilité fixent les caractéristiques définitives de chaque tronçon. Dans chaque région, les conditions locales peuvent varier de manière importante. Les conditions dans la région Tahoua (plateau continental) et la présence importante de dunes ou de sables (zones plus au Nord dans les trois régions) peuvent occasionner des coûts ponctuels plus importants. La plupart de ces coûts ponctuels sont liés à la présence (et distance) de carrières de matériaux latéritiques de qualité. Il convient dès lors de veiller lors des études à bien identifier les carrières et à finaliser des tracés qui évitent les plus-values pour transport des matériaux de chargement.

144. Une attention toute particulière devra être donnée lors de chaque étude de tronçon à l'assainissement des plates-formes de pistes tout en minimisant l'impact sur les coûts moyens. La bonne prise en compte de cet assainissement devra être considérée comme un critère essentiel de sélection technique d'un tracé.

145. Pour les travaux de construction, avant la phase construction, des chantiers-écoles seront installés au niveau de chacune des régions pour que les maçons locaux et les ouvriers qualifiés des entreprises soient formés par un personnel spécialisé et expérimenté. Les PME de BTP sélectionnées auront à travailler avec les ouvriers locaux et feront appel dans la mesure du possible au travail manuel (HIMO). La commune et les comités villageois seront impliqués dans le suivi contrôle des travaux avec un bureau d'études justifiant une expérience dans le domaine. Cette démarche permettra de transférer à la base, la responsabilité de la gestion des infrastructures et de l'entretien des seuils d'épandage dès le début, et renforcer ainsi pour sécuriser leur durabilité. Le renforcement des capacités portera aussi sur l'organisation et la gestion des chantiers, le respect des normes environnementales, le respect des délais et surtout de la qualité.

146. L'entretien des pistes rurales repose sur l'implication de brigades routières autonomes sur les tronçons reliant les bassins de productions et le marché de demi-gros pour l'entretien courant et périodique en lien avec (i) la structure de gestion du marché de demi-gros (SARL constituée des opérateurs économiques et des autorités de la commune), (ii) la Direction à l'Assistance Technique aux Communautés (DATC) du Ministère de l'Équipement et (iii) la Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Courant (CAFER) tel que détaillé dans le volet suivant.

Tableau 7: aménagements structurants d'accès aux plateformes de services ruraux

Volet	Intervention	infras économiques au 30/06/15		Infra. ProDAF	Total FIDA
		PASADEM	Ruwanmu (PUSADER+)		
Volet Développement des PDE	Construction de centres de collectes satellites (BI, BAB, magasin stockage) (unité)	11	2	18	31
	Construction de marchés de demi-gros (unité)	3	9	9	21
Volet Pistes rurales connectivité	Réhabilitation / construction de pistes rurales (km)	89	210	850	1 149

Sous-composante 2.2: Modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques

147. **Produits attendus:** les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement en relation avec le secteur financier.

Volet Structures de gestion des infrastructures

148. **Structures de gestion des infrastructures commerciales.** Le ProDAF prévoit la mise en place et l'accompagnement de structures de gestion pour toutes les infrastructures commerciales (marchés de demi-gros, comptoirs et centres de collecte) créées ou réhabilitées⁵⁹. Sur tous les sites, le processus d'ingénierie sociale commencera avant celui d'ingénierie civile; l'approche différera légèrement entre marchés de demi-gros et centres de collecte.

149. **Les marchés de demi-gros:** sur les 21 marchés/comptoirs⁶⁰, le processus d'ingénierie sociale prévoit: (i) la mise en place de 21 cadre de concertation (*hadin gwiwa* en haoussa) qui regroupe tous les opérateurs économiques (OP, commerçants et prestataires de services) du site. Ce cadre de concertation négocie avec les autorités un emplacement pour le nouveau marché. Il développe une « vision » partagée qui débouche sur un croquis du nouveau marché qui constitue la base de travail de l'ingénierie civile. Le *Hadin gwiwa* participe ensuite à quantifier les volumes (actuels et potentiels) échangés sur le marché/comptoir qui constitue la base de l'analyse économique et financière de l'investissement. Le *hadin gwiwa* identifie et priorise les principaux centres de collecte qui alimentent le marché et les pistes qui les relient et rentrent en relation avec les *hadin gwiwa* de ces centres; (ii) la formalisation du *hadin gwiwa* en GIE, à travers la formalisation (reconnaissance juridique) des groupes qui le composent, (iii) la création de 21 SARL détenue à 60% par le GIE et à 40% par la Mairie. Les deux associés nomment un « collège de gérants non-salariés », composé de représentants des deux entités, qui a une fonction de contrôle sur les salariés (dont le manager) de la SARL. L'usage des infrastructures du marché fera l'objet du paiement de redevances, qui assureront la rentabilité de la SARL et, (iv) l'établissement de 21 partenariats public-privé (PPP) entre les Mairies et les SARL pour la gestion du marché.

150. **Fonctionnement du SIMA et accès à l'information.** Les partenaires du ProDAF, RECA et AcSSA Afrique Verte, animent le Système d'Information des Marchés Agricoles (SIMA) en produisant des bulletins hebdomadaires, mensuels et semestriels sur le niveau et les tendances de prix sur les principaux marchés du pays dans chaque région. Les SARL de gestion des marchés seront désormais impliquées et directement responsable pour produire des informations utiles aux utilisateurs des marchés (OP, producteurs, commerçants). Les SARL afficheront les prix et les tendances dans les marchés de demi-gros et correspondront avec les centres de collecte pour que ces prix y soient aussi affichés. Les prix seront aussi communiqués à tous les villages autour des marchés de demi-gros afin que chacun puisse prendre la décision de vendre ou d'acheter sur la base de ces informations. Le renforcement du système actuel permettra aux unions et fédérations impliquées dans la commercialisation de produits agricoles d'améliorer leur gestion des stocks et leur capacités de négociation commerciale. Les prestataires et les OP travailleront avec les CRA, elles-mêmes appuyées par le RECA qui a déjà mis en place un SIMA alimenté par les données de quelques zones. Le SIMA du RECA sera enrichi et pourra fournir des informations plus précises et plus ciblées tant aux OP qu'aux CRA membres de leur réseau et les encourager à diffuser ces informations commerciales à tous les opérateurs des marchés (affichage public, radios rurales, sms). Il sera notamment important de décomposer les prix et d'isoler les parts de valeur ajoutée liée à des coûts de transactions incompressibles (transport, stockage, conditionnement, chargement/déchargement...).

⁵⁹ L'ingénierie sociale se poursuit sur tous les sites aménagés en infrastructures économiques construites par le Pasadem et le Ruwanmu

⁶⁰ 9 marchés de demi-gros construits par ProDAF et 12 construits par PASADEM et Ruwanmu

151. **Centres de collecte satellites.** Les 31 centres de collecte satellites⁶¹ sont: (i) des lieux de rencontre entre l'offre des producteurs organisés de la zone et les commerçants et (ii) des lieux de services aux producteurs. Ils sont situés dans les bassins de production et sont reliés par une route/piste latéritique aux marchés de demi-gros. Sur les centres de collecte satellites, le processus d'ingénierie sociale prévoit: (i) la mise en place de 31 mini-hadin gwiwa, qui regroupe tous les opérateurs économiques du site. Ce cadre de concertation négocie avec les autorités un emplacement pour le centre de collecte satellite et choisit, en concertation avec le ProDAF, les types d'infrastructures qu'y seront construites. Ce choix constitue la base du travail d'ingénierie civile sur le Centre de collecte satellite; (ii) la conclusion d'un PPP entre la Mairie et les 31 Union d'OP locales⁶² pour la gestion du Centre de collecte satellite.

152. Le lien entre les 31 centres de collecte satellites et les bassins de production environnants se base tout d'abord sur le fait que ces derniers seront construits sur des lieux de commercialisation déjà existants, et qui correspondent le plus souvent à des marchés ruraux hebdomadaires. Les producteurs fréquentent donc déjà ces lieux pour s'approvisionner et, en partie, pour vendre leur production. Avec l'aménagement du centre de collecte satellite, les opportunités de vente seront améliorées, à travers: (i) les achats groupés effectués par les unions chez leurs OP membres dans les villages environnants; et (ii) l'arrivée de nouveaux commerçants acheteurs informés des opportunités commerciales par le lien entre le HG du marché de demi-gros et le mini-HG du centre de collecte satellite; ces commerçants pourront s'approvisionner directement aussi bien chez les producteurs venus sur le centre de collecte satellite, que chez les collecteurs qui se seront approvisionnés dans les villages environnants.

153. A terme, ces 31 unions jouent un double rôle sur le centre de collecte satellite: elles en assurent la gestion et elles en sont l'un des opérateurs économiques actifs, qui achète aux producteurs et vend aux commerçants. Pour ces deux activités, elles sont accompagnées par leur Fédération régionale d'appartenance et par le Centre régional de Prestation de Services aux OP. Les 31 mini-hadin gwiwa jouent un triple rôle: (i) « comité de surveillance » de la gestion du Centre de collecte satellite par l'Union; (ii) garant d'un bon climat des affaires sur le Centre de collecte commerciale, qui attire les commerçants; et surtout, (iii) interaction avec le hadin gwiwa du marché de demi-gros dans la transmission de l'information commerciale: notamment, ils transmettent au niveau des centres de collecte satellites les informations sur la demande provenant des marchés de demi-gros et informent les HG des marchés de demi-gros des opportunités d'achat sur les centres de collecte satellites.

154. Les partenaires d'exécution potentiels pour la mise en place et l'accompagnement des structures de gestion des infrastructures commerciales sont: (i) les CRA et le RECA pour la mise en place et l'accompagnement de l'ensemble du processus hadin gwiwa; (ii) les Fédérations régionales d'OP pour le renforcement des capacités de gestion des Unions et l'appui aux services aux producteurs sur les CC; (iii) l'ONG AcSSA-Afrique Verte pour le travail de quantification-calcul de la rentabilité et le processus GIE-SARL-PPP sur les marchés/comptoirs. Cette ONG appuiera également la collecte des prix des marchés/comptoirs, qui seront diffusés par les CRA/RECA.

155. **L'entretien des infrastructures routières.** La stratégie d'entretien routier du ProDAF se base sur une articulation entre les travaux d'ingénierie civile et le processus d'ingénierie sociale. Cette articulation prévoit les étapes suivantes, chacune de la durée indicative d'une année:

- i. Début du processus d'ingénierie sociale sur le marché de demi-gros, qui débouche sur le choix des pistes prioritaires. Suite à cela, commence le processus d'ingénierie sociale dans les villages situés sur le futur tracé des pistes (création de comités villageois pour le choix du tracé, le règlement du foncier et le choix des cantonniers).

⁶¹ 18 centres de collecte satellites construits par ProDAF et 13 construits par PASADEM et Ruwanmu

⁶² Ou la principale OP (coopérative), si cela est plus pertinent dans le contexte local.

- ii. Début des travaux d'ingénierie civile sur le marché de demi-gros et sur les pistes choisies. Des Brigades Communales d'Entretien Routier (BCER) sont créées, formées et équipées dans toutes les communes touchées par les nouvelles pistes. Les BCER se réunissent dans une Union des Brigades communales d'entretien routier (UBCER) par PDE.
- iii. Le marché de demi-gros est fonctionnel: des redevances sont payées par ses usagers pour l'utilisation de ses infrastructures/services et des bénéfices sont dégagés par la SARL de gestion du marché (cf. Appendice 10 Analyse économique et financière).
- iv. Un Comité intercommunal d'orientation (CIO) est créé au niveau du PDE. Il regroupe les représentants des trois groupes d'acteurs concernés par les nouvelles pistes: les communes touchées, la SARL et l'Union des BCER. Ce comité abrite la CGFER, qui en constitue le « secrétariat exécutif ». La CGFER est formé d'un gestionnaire et d'un technicien supérieur en génie civil; elle gère la caisse de gestion et de financement de l'entretien routier, dans laquelle chaque mois la SARL verse une partie de ses bénéfices (cf. plus bas dans le texte).
- v. Pendant cette année l'entretien des pistes est à la charge des entreprises qui les ont construites (« année d'observation »).
- vi. Début des travaux de petit entretien des pistes par les BCER, sur la base d'une convention entre le CIO, la CAFER et l'Union des BCER du PDE. La programmation des travaux est faite conjointement par la CGFER et la CAFER.
- vii. Pendant les années 5 et 6 du processus continuent les travaux de petit entretien, entièrement financés par la CGFER.
- viii. En année 7 est prévu le premier entretien périodique (gros travaux) mené par des PME et cofinancé par la CGFER du PDE et la CAFER.

156. En effet, à partir de l'inspection annuelle des tronçons et de la planification des travaux, il faut prévoir des travaux d'entretien des pistes sur des cycles de 5 ans: 4 ans de petit entretien (cantonnage, entretien annuel par les BCER et travaux d'urgence éventuels par les BCER ou par des PME/tâcherons) et un an d'entretien périodique⁶³ par les PME.

157. Les travaux de petit entretien pourront être entièrement pris en charge par la CGFER du PDE, sur la base d'un « linéaire de compétence » de 55 km en moyenne⁶⁴. Le petit entretien coûtant 250000 FCFA par an et par km, il faut prévoir 13 750 000 F CFA par an et par PDE (soit 1 150 000 FCFA par mois) pour financer le travail des BCER. Ces sommes seront versées dans la caisse et comptabilisées comme charges mensuelles des SARL du marché de demi-gros⁶⁵. Ces prévisions se basent sur deux hypothèses: i) l'approvisionnement régulier et le bon fonctionnement de la caisse CGFER et (ii) la qualité et régularité des travaux d'entretien.

158. Le grand entretien coûte entre 7,5 et 7,7 millions de F CFA par km⁶⁶, c'est-à-dire 418 millions de F CFA tous les 5 ans pour un linéaire de 55 km. Ces travaux seront donc financés en grande partie par la CAFER, avec une contribution d'un montant à définir de la part de la CGFER⁶⁷.

⁶³ L'entretien périodique est programmé tous les 5 à 6 ans sur la durée de vie de la route. Il concerne l'usure de la couche de roulement (en moyenne 2 à 3 cm par an sur la base de l'étude du trafic et les sondages d'épaisseur). Les travaux d'entretien périodique sont principalement des opérations lourdes de reprofilage et/ou de rechargement de la route-piste de manière à reconstituer la couche de roulement et de s'assurer que la plate-forme de la chaussée n'est pas délitée.

⁶⁴ Réseau des pistes ProDAF: 1149 km; total des PDE: 21 (9 ProDAF + 12 PASADEM-PPI Ruwanmu).

⁶⁵ Pour environ 2 millions de FCFA de bénéfices par mois (cf. Appendice 10 Analyse Economique et Financière).

⁶⁶ Source pour toutes les hypothèses de couts: Programme Niger-FIDA, 2013, *Etude thématique Mise en œuvre de pistes rurales au Niger et plus particulièrement dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder*.

159. La pertinence et la faisabilité du processus, ainsi que les rôles et les attributions précises des différents acteurs impliqués seront mieux définis par une expertise menée en année 1 du ProDAF (cf. Termes de référence DT3b annexe 3).

Volet Promotion d'activités commerciales au sein des pôles de développement (AS12)

160. Le ProDAF intervient en appui aux promoteurs agricoles ou en lien avec les activités agricoles (entreprises familiales, groupements de producteurs, coopératives) qui mènent des activités rentables et orientées vers la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands). Cet appui se fait par la mise en place d'un mécanisme de financement à coûts partagés qui vise à appuyer ces investissements productifs inclusifs au sein des PDE. Sur les 52 sites de transactions réhabilités, le programme vise à appuyer 40 groupes de commercialisation de produits agricoles.

161. Les mesures d'accompagnement pour assurer un appui efficace à l'investissement productif concernent des renforcements de capacités des acteurs impliqués dans le dispositif de financement: (i) les promoteurs, (ii) les organisations d'encadrement et de conseil (CRA, OP, CCIAN) et (iii) les institutions financières partenaires du programme dans le but de contribuer à créer les conditions nécessaires à l'établissement de relations de confiance entre les acteurs.

Mesures d'accompagnement pour préparer les promoteurs à l'investissement productif

162. **Appui à la formulation de la demande de financement:** c'est l'étape qui déclenche la mise en place du mécanisme et sur laquelle la confiance dans le dispositif va se faire. Les CRA, CCIAN et les OP informent les promoteurs sur les règles de fonctionnement du dispositif et les conseillent pour présenter leur demande de financement. La demande de crédit doit être simple et facilement compréhensible par les exploitants agricoles. Ils doivent être en mesure de présenter les éléments essentiels et attendus par les institutions financières pour instruire la demande.

163. **Appui au conseil de gestion:** l'une des principales causes de non remboursement provient d'insuffisances dans la gestion des activités. Les OP et les CRA ont mis l'accent sur la maîtrise des techniques de production et ont peu investi sur le conseil de gestion. Le changement d'approche avec le recours au crédit rend le conseil de gestion important pour prévenir des difficultés financières et donc des impayés.

164. **Appui à l'accompagnement de la relation financière:** cette activité va concerner à la fois la sensibilisation des promoteurs, leur accompagnement lors de la visite terrain de l'institution financière, mais également le suivi post-financement en cas de difficultés rencontrées par le promoteur. C'est le lien essentiel qui sécurise le dispositif et crée les conditions de la durabilité de l'action.

165. L'ensemble de ces activités sera pris en compte par les CRA ou la CCIAN avec le concours de prestataires spécialisés.

Mesures d'accompagnement pour soutenir l'implication des institutions financières partenaires

166. **Amélioration de la connaissance de l'agriculture:** l'une des raisons qui freinent le développement du financement est l'absence d'une connaissance suffisante sur les filières agricoles et leur organisation. Le Programme facilite la mise en relation et l'organisation d'atelier de travail sur la diffusion d'informations adaptées pour le financement de l'agriculture.

167. **Amélioration de la méthodologie de crédit agricole:** le cœur de l'activité est la maîtrise d'une méthodologie adaptée pour le financement de la clientèle des exploitations familiales agricoles (demande de crédit, instruction de la demande de crédit, visite de terrain, montage du dossier, décision d'octroi, suivi du crédit et gestion des retards et des impayés).

⁶⁷ Exemple: avec 325 000 mis de côté par mois par la CGFER pendant 5 ans, la contribution de la CGFER à l'entretien périodique peut s'élever à 19 500 000 F CFA.

168. **Adaptation de l'offre de crédit:** les institutions financières n'offrent pas toujours des produits adaptés ou ne disposent pas d'une gamme suffisamment large pour couvrir les besoins. Un appui pourra être apporté pour mettre en place de nouveaux produits de crédit en lien avec les cibles du Programme.

169. La mise en place de ces mesures d'accompagnement se fera au travers d'une assistance technique individualisée par institutions financière et mobilisée par l'intermédiaire des URGP.

170. **Financement de PME par le secteur privé:** SINERGI, société d'investissement de droit nigérien, finance trois PME pour une période moyenne de cinq ans, à travers un partenariat pilote. Les PME sélectionnées par SINERGI sont celles pour lesquelles SINERGI est satisfait de la santé financière et des potentialités de retour sur investissement. SINERGI (i) formalise les PME ciblées en société par actions (SA or SARL), (ii) devient actionnaire de ces sociétés jusqu'à concurrence de 30% de leur capital, (iii) leur accorde des prêts⁶⁸ pour renforcer leurs capacités de production (y compris l'acquisition d'équipements et les besoins en fonds de roulement), (iv) renforce les capacités de leurs ressources humaines sur différents aspects de production, gestion et commercialisation selon les besoins, (v) demeure actionnaire durant une période moyenne de 3 à 4 ans, puis se retire de leur capital tout en s'assurant qu'elles ont acquis des capacités techniques, financières et humaines stables pour gérer efficacement et de manière rentable leurs activités et assurer la viabilité et la pérennité des entreprises.

171. Dans ce partenariat pilote testé dans le cadre des projets FIDA en cours, SINERGI assure le financement (capital et prêts éventuels) des PME concernées alors que le Programme prend en charge les études d'identification et de sélection des PME dans les PDE ciblés⁶⁹. Le Programme facilite la mise en relation avec la Chambre de Commerce qui, par le biais de la « Maison de l'entreprise » renforce les capacités de gestion de ces PME.

Sous-composante 2.3 Intégration régionale des échanges (AS13)

172. La logique d'intervention est de faciliter le dialogue politique et les avancées institutionnelles au travers d'un plaidoyer bâti sur les expériences de terrains menées par les acteurs économiques. Cette sous-composante vise à donner au ProDAF l'opportunité de participer au renforcement des flux transfrontaliers au travers de l'amélioration du dialogue politique autour des pôles de développement économique et des corridors sous-régionaux.

173. Le programme propose de travailler (i) au niveau opérationnel, afin d'affiner la connaissance des difficultés dans le commerce transfrontalier et de proposer et tester des solutions avec les acteurs économiques et (ii) au niveau institutionnel, afin que les structures en charge de la facilitation des échanges au niveau régional puissent mettre en œuvre les recommandations issues de l'expérience et les promouvoir aux niveaux régional et continental (CEDEAO, NEPAD).

174. **Etudes et suivi:** (i) une mission de parcours des corridors doit être conduite rapidement par le programme FIDA-Niger afin de décrire précisément le fonctionnement du commerce sur les trois corridors (Tahoua – Sokoto – Kebbi (TSK); Zinder – Daura – Kano (ZDK) et Kano – Katsina – Maradi (K²M), (ii) participation à la mission auprès de l'Organisation Mondiale des Douanes afin de diagnostiquer le fonctionnement des procédures douanières au Niger commanditée par la MCC.

175. Au démarrage du ProDAF, une étude complète sur les échanges transfrontaliers devra être réalisée. Il s'agit en l'occurrence de décrire les différents types de commerçants, les transporteurs, et les autres opérateurs économiques; ainsi que les relations qu'ils entretiennent. L'étude décrira précisément le fonctionnement des tracasseries administratives, les stratégies des opérateurs pour y faire face et les impacts sur leurs activités. Une différenciation devra être faite entre les différents

⁶⁸ Sous forme de prêts de sociétés autorisés par la loi.

⁶⁹ SINERGI n'a que peu d'expériences d'investissements hors de Niamey et estime trop risqué et coûteux d'investir à ce stade dans des Pôles de développement économique ruraux sur ses fonds propres.

types de commerçants. L'étude se déroulera sur l'étendue des trois corridors concernés par le ProDAF.

176. Suite à cette étude diagnostic approfondie des flux transfrontaliers, une enquête de quantification des flux transfrontaliers réels sera mise en place (comptage des camions au niveau des postes frontières, indépendamment des corps de contrôle). A partir de cette enquête quantitative exhaustive, des propositions seront faites pour mettre en place un dispositif régulier plus léger pour assurer le suivi des flux transfrontaliers. Le Programme appuiera la mise en place du système de suivi régulier des échanges basé sur les résultats des enquêtes précédentes ainsi que sur les dispositifs déjà existants mis en place notamment par le CILSS. L'ancrage institutionnel de ce dispositif sera défini en fonction du dispositif et des capacités des acteurs (CCIAN, CMNNC ou CILSS).

177. **Dialogue politique.** Le Programme vise à fournir les éléments techniques et le cadre institutionnel pour que les décideurs puissent conduire les réformes nécessaires. Un acteur central devant porter ce dialogue politique au plus haut niveau des deux Etats est la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération.

178. **Pilotage et coordination.** La première activité qui devrait être conduite sous l'égide de la commission mixte est la mise en place d'une structure de coordination des interventions des différents partenaires techniques et financiers. Ce comité pourrait être mis en place avant le début du ProDAF. La CCCNN nécessite un appui politique fort et un suivi régulier pour devenir opérationnelle. La direction des affaires économiques de la CMNNC devrait suivre la mise en place de la CCCNN de manière particulièrement rapprochée.

179. **Les cellules techniques locales.** Suite à la mise en place des cellules techniques locales de la CMNNC relativement au corridor K2M, le ProDAF pourra appuyer la réalisation de séminaires techniques au niveau des cellules pour identifier, avec les opérateurs économiques, les principales difficultés rencontrées sur le corridor et les pistes de solution. L'appui du ProDAF à la réalisation de ces séminaires techniques ira en décroissant au fur et à mesure que les cellules techniques gagneront en autonomie. En fonction de l'évaluation à mi-parcours des réalisations des cellules techniques locales du corridor K2M, le ProDAF pourra appuyer la CMNNC au scaling-up des cellules techniques sur les deux autres corridors Tahoua-Sokoto-Kebbi (TSK) et Zinder-Daura -Kano (ZDK).

180. **Suivi des textes législatifs.** La commission sert de catalyseur afin d'améliorer l'application des textes existants. En particuliers, la commission souhaite avoir un rôle de suivi plus rapproché de l'application des textes. Pour faire face à d'éventuels cas de non-respects des textes régissant le commerce entre les deux pays (restrictions aux exportations par exemple), il pourrait être envisagé la mise en place d'une « cellule de règlement des différents ». Cette cellule devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie (notamment sur le mode de résolution). Pour se faire, il faut s'inscrire dans les démarches déjà existantes de résolution des conflits au niveau de la Commission. Cette cellule devrait proposer des solutions aux différents commerciaux de manière accélérée afin d'éviter des situations de blocages qui peuvent devenir critiques y compris au niveau de la sécurité alimentaire.

181. **Conférences internationales sur le PIT Niger-Nigéria.** Alors que 2015 va être marquée par la mise en place effective du TEC CEDEAO, la redynamisation du Programme d'Initiative Transfrontalière Niger-Nigeria qui se manifeste avec les nombreux Partenaires Techniques mobilisés en partenariat avec la CMNNC devrait faire l'objet d'une présentation aux acteurs régionaux. Une conférence avec la CEDEAO, l'UEMOA, le NEPAD, le CILSS et les partenaires techniques pourrait être l'occasion de prendre des engagements forts pour renforcer la coopération avec le Nigéria. Cette conférence pourrait par ailleurs donner l'impulsion politique nécessaire à la conduite de certaines réformes (depuis le suivi des flux, jusqu'aux tracasseries routières en passant par la facilitation des procédures en douanes et la mise en place de postes frontières juxtaposés).

182. Une première conférence pourrait avoir lieu au début du ProDAF pour donner l'impulsion politique nécessaire à la mise en œuvre des activités prévues dans la sous-composante Intégration

régionale des échanges. Une deuxième conférence pourrait être conduite en fin de programme afin de diffuser les résultats atteints par la coopération commerciale transfrontalière entre les deux pays.

183. Participation des institutions consulaires à la dynamique institutionnelle « K2M ». Les chambres consulaires à tous les niveaux (bilatéral, national et régional) devront faciliter l'animation de réunions avec les opérateurs économiques (syndicats de transporteurs, de commerçants) afin de faire remonter leurs préoccupations aux différents niveaux de dialogues politiques pour assurer la prise en compte des acteurs dans les cellules techniques locales (avec les Chambres régionales), dans le comité technique national (avec la CCIAN) et au niveau de la Commission Mixte (avec la CCCNN).

184. Afin que la Chambre Consulaire Conjointe Nigéro-Nigériane (CCCNN) joue pleinement son rôle, il semble opportun que le ProDAF appuie sa mise en place. La première activité est d'appuyer la phase administrative (avec la mise en place d'une direction générale et une unité de gestion, avec un programme d'activités et un budget de fonctionnement). Le budget de fonctionnement sera doté par les institutions consulaires des deux pays. Pour appuyer cette phase administrative du démarrage de la chambre conjointe, il faudrait que la CCIAN nomme, au niveau central, un responsable de la chambre conjointe (futur représentant de la chambre conjointe à Maradi).

185. Une fois que la CCCNN sera pleinement reconnue au niveau administratif, le ProDAF appuiera la mise en place de l'antenne de Maradi (qui sera le pendant au Niger de la CCCNN à Kano). Le ProDAF pourra réhabiliter et équiper les locaux de la chambre régionale de Commerce de Maradi où devrait être implantée l'antenne.

186. Un assistant technique national sera financé par le ProDAF et recruté par la CCCNN afin d'appuyer le démarrage des activités (élaboration du programme de travail annuel, création et animation d'un réseau des opérateurs économiques). Certaines activités de démarrage pourront également être prises en charge par le ProDAF (organisation de missions conjointes avec le Nigéria, formations des agents, participation des opérateurs économiques aux cellules techniques locales, ...).

187. Renforcer le Guichet unique au niveau des régions. Le Guichet Unique de la CCIAN dispose de représentation dans toutes les antennes régionales de la CCIAN. Ce guichet unique est donc un outil efficace pour simplifier les démarches commerciales (y compris d'export) des opérateurs économiques. Des sensibilisations des opérateurs d'exportations pourront avoir lieu au niveau du guichet unique sur les formalités d'exportation (quels sont les documents exigibles ? où se les procurer ? ...). Ces formations auront lieu directement au niveau des antennes. Des supports didactiques et langues locales seront confectionnés pour expliquer les démarches d'exportations, les taxes exigibles et les taxes indues, les recours disponibles aux opérateurs, ...

188. Le Guichet Unique de la CCIAN ne regroupe pratiquement que les services liés au ministère en charge du Commerce. Il sera important de travailler à tous les niveaux pour intégrer les autres corps (la DPV, et la DG Douanes notamment) dans les locaux des guichets uniques. Si des équipements complémentaires pour faciliter cette intégration sont nécessaires, ou si les locaux des chambres régionales de commerce doivent être réhabilités, le ProDAF pourra le financer.

189. Mise en place d'un observatoire des pratiques anormales sur les corridors. Sur le modèle de l'observatoire des pratiques anormales mis en place sur les financements de l'USAID et aujourd'hui mis en œuvre par le CILSS, la CCIAN mettra en place un Observatoire des Pratiques Anormales sur les trois corridors Niger-Nigéria. Cet observatoire produira deux types de documents:

- (i) un recueil des doléances précises des acteurs sera réalisé, sur une base semestrielle, par les agents des chambres régionales. Il devra préciser des objectifs atteignables avec des indicateurs simples pour les renseigner. Chaque recueil des doléances commencera par une présentation des objectifs atteints depuis le recueil précédent;
- (ii) à partir, de la méthodologie développée par le CILSS, un suivi régulier des tracasseries sur les corridors sera réalisé par un agent des antennes régionales du commerce et à terme

par la CCCNN. Ce suivi des tracasseries pourra être mis en place sur une base trimestrielle. Une mission de formation des responsables de l'Observatoire des Pratiques Anormales du CILSS se déroulera au début du programme.

190. **Bons d'enlèvement.** le ProDAF appuiera la CCIAN et ses antennes régionales à développer les bons d'enlèvements sur d'autres spéculations directement au niveau des marchés construits par le ProDAF. La première activité, avant même le démarrage du ProDAF, sera la participation du FIDA-Niger à la mission d'évaluation qui sera conduite conjointement par le PRODEX et la CCIAN avant la fin 2014. La CCIAN pourra nommer un responsable du futur programme « bons d'enlèvements élargis » afin de faciliter la coopération avec le ProDAF. Sous réserve d'une évaluation positive du dispositif, le ProDAF appuiera la CCIAN à réaliser le scaling-up des bons à d'autres spéculations au niveau des marchés mis en place par le ProDAF. Différentes activités devront donc être mises en œuvre pour cet élargissement:

- (i) réaliser une étude de faisabilité approfondie pour élaborer un programme de travail détaillé des activités à mettre en œuvre. Cette faisabilité insistera en particuliers sur les retours des commerçants d'oignons et sur les attentes des opérateurs économiques sur les marchés du ProDAF;
- (ii) identifier les comptoirs et marchés où le dispositif sera mis en place;
- (iii) identifier les produits porteurs;
- (iv) travailler en coopération avec le volet ingénierie sociale de la mise en place des marchés;
- (vi) informer et sensibiliser les utilisateurs (commerçants / transporteurs) et les corps (Police Douanes Gendarmerie). Des réunions, rencontres et missions de déplacements seront organisées par les chambres régionales au travers du guichet unique notamment;
- (vii) impliquer les autorités politiques de haut niveau au travers, par exemple, d'une importante mission de lancement;
- (viii) mettre en place un dispositif de suivi et évaluation. Des moyens de suivis seront mis à la disposition du responsable du programme par le ProDAF durant les premières années. De petits moyens d'équipement seront prévus pour permettre le fonctionnement de la délivrance des bons au niveau des comptoirs (tablettes).

191. **Mise en place de postes frontières juxtaposés.** Une étude de faisabilité spécifique à la mise en place des postes frontières juxtaposés sera financée par le ProDAF. Au-delà des défis techniques qu'elle devra traiter, la mission insistera en particuliers sur les défis institutionnels à relever pour la mise en place effective des postes frontières juxtaposés. A partir de l'étude de faisabilité, la CMNNC et la CCCNN devront porter ce projet au niveau politique dans les deux Etats afin que les cadres juridique et institutionnel puissent être mis en place pour faciliter la réalisation effective des postes frontières juxtaposés. Le ProDAF pourra mettre des moyens financiers pour la réalisation des postes frontières juxtaposés et pour quelques équipements.

Mécanismes internes de financement du programme

192. Les appuis et investissements du ProDAF seront financés comme suit:

- i. le financement des activités gérées directement par les UGRP sous forme de subvention totale (toutes les infrastructures économiques et les ouvrages de captage et de distribution, protection des bassins versant);
- ii. le financement sous forme de dons aux communautés pour les activités destinées aux ménages les plus vulnérables (kit jardins de case, MER pour jeunes/femmes); Les petits producteurs/trices vulnérables continueront à bénéficier de mécanismes sociaux financés

par une subvention à 100% sur des objets bien précis et qui n'entrent pas en compétition avec le dispositif de financement à coûts partagés;

- iii. le financement à coûts partagés⁷⁰ combinant l'apport personnel du ou de la promoteur/trice, le crédit octroyé par la banque aux conditions (de garantie et de taux d'intérêt) du marché, et une subvention pour renforcer la quote-part d'autofinancement du promoteur/trice, pour les promoteurs/trices d'activités économiques rentables.

Description détaillée technique et financière du dispositif de financement à coûts partagés

193. L'intervention du ProDAF en matière de financement vise à s'adapter en fonction du niveau de résilience des ménages ruraux et de proposer un mécanisme de financement qui repose sur les institutions financières. Celles-ci proposent leurs services financiers en particulier de crédit pour financer les projets rentables présentés dans un objectif de commercialisation de la production. Elles sont responsables sur leurs fonds et prennent les décisions de financer les projets présentés selon leurs procédures et leurs modalités de financement.

194. La mise en place d'un mécanisme de financement à coûts partagés pour des micro entrepreneurs agricoles promoteurs se justifie pour faciliter l'investissement agricole sans pour autant créer une dépendance à la subvention. Il crée les conditions d'une mise en relation durable entre des institutions de financement et des promoteurs avec des capacités entrepreneuriales.

195. Le mécanisme va concerner l'appui aux promoteurs agricoles ou en lien avec les activités agricoles (entreprises familiales, groupements de producteurs, coopératives) qui mènent des activités rentables et orientées vers la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands).

196. Les entreprises en lien avec l'agriculture seront quant à elles accompagnées par le Programme vers d'autres dispositifs de financement proposés au niveau de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Niger par le biais de la Maison de l'Entreprise du Niger.

Tableau 8: Dispositifs de financement en fonction des groupes cibles du ProDAF

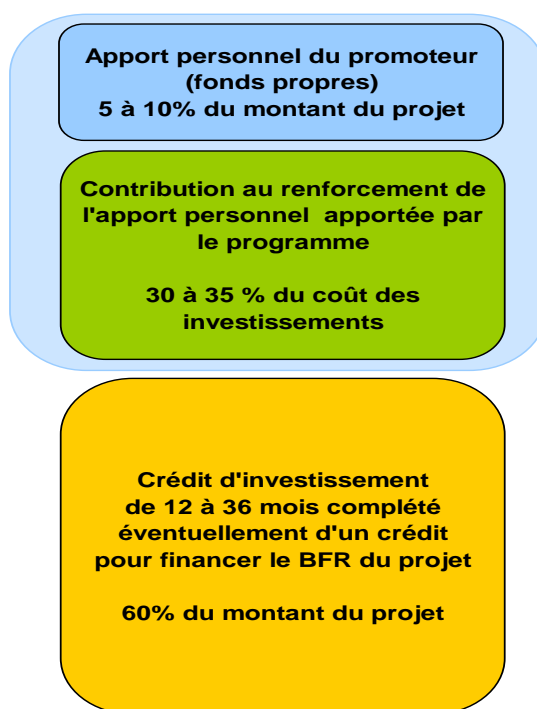
Groupes cibles	Réponses du ProDAF aux besoins de financement
Producteurs agricoles ou agropasteurs	Financement à coûts partagés des équipements (5 à 10% d'apport personnel, 35 à 30 % de contribution à l'apport personnel par le Programme et 60% de financement par un crédit d'une IMF ou d'une banque)
Petits producteurs agricoles et agropasteurs vulnérables aux chocs extérieurs ayant peu de terre en zone dunaire et pas d'accès aux terres irrigables	Financement par le Programme (100% de subvention)
Promoteurs des activités économiques connexes au secteur agricole (micro entreprises familiales, groupements, GIE)	Financement à coûts partagés des équipements ou d'un fonds de roulement (5 à 10% d'apport personnel, 30 à 35 % de contribution à l'apport personnel par le Programme et 60% de financement par un crédit d'une IMF ou d'une banque)
Petites et Moyennes Entreprises en lien avec l'agriculture	Mise en relation avec des institutions financières dont avec SINERGI pour le renforcement en fonds propres

⁷⁰ Ce dispositif évolue dans le sens d'une meilleure durabilité économique et financière par rapport aux projets en cours dans lesquels seul est exigé un dépôt sur compte bloqué d'un montant équivalent à 10% (pour les jeunes et les femmes), 20% (pour les autres producteurs) de la subvention qui couvre la totalité de l'investissement.

197. Le mécanisme de financement proposé repose sur le principe de facilitation de l'accès au financement par le crédit en accordant une subvention sous la forme d'une contribution au renforcement de l'apport personnel du promoteur. Ce mécanisme de financement à coûts partagés s'adresse uniquement aux exploitants à capacité entrepreneuriale et engagés dans une activité commerciale rentable (promoteurs individuels, binômes irrigants, groupements de transformateurs, micro-entreprises rurales).

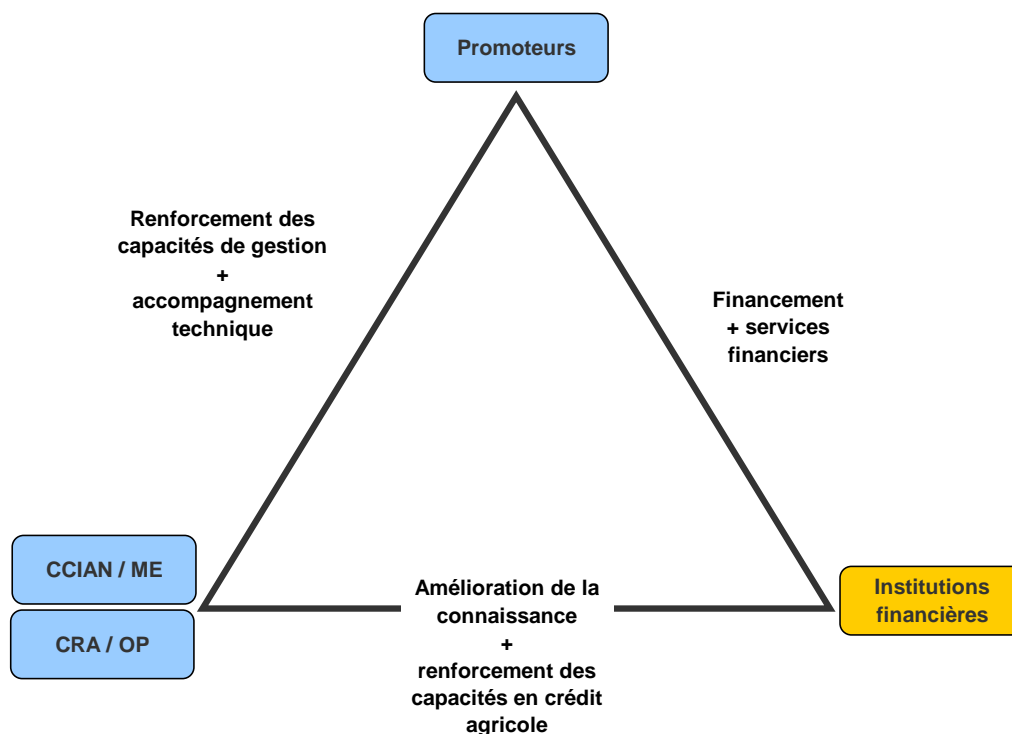
198. Le schéma général de financement repose sur un apport personnel de 10%, une contribution à l'apport personnel de 30% et un crédit d'équipement fait par une institution financière pour 60%. L'institution financière pourra compléter son financement par un crédit de financement du besoin en fonds de roulement si cela est nécessaire. Pour les dossiers portés par les femmes et les jeunes exploitants, le taux de contribution sera majoré de 5 points afin de compenser le manque de ressources pour rassembler l'apport personnel. Pour les dossiers portés par les organisations paysannes gérant des boutiques d'intrants et par les groupements de commercialisation, la constitution du fonds de roulement au démarrage de l'activité est éligible.

Figure 3: Présentation du schéma de financement à coûts partagés



199. Le dispositif est complété par un mécanisme qui vise à sécuriser le financement par une maîtrise de l'information et de l'environnement. Cela se justifie en l'absence d'un mécanisme de sécurisation des recettes comme cela peut être le cas à l'intérieur d'une chaîne de valeur bien organisée et bien intégrée. Seul un partenaire proche des producteurs et qui dispose des compétences pour apporter du conseil de gestion et faire de l'encadrement technique peut jouer ce rôle. Les CRA, CCIAN et les OP et des prestataires en accompagnement des projets peuvent remplir cette fonction. Cela suppose de créer une relation de confiance avec les institutions financières qui vont également bénéficier de leur appui aussi bien pour l'instruction des dossiers que pour le suivi post-financement comme décrite précédemment.

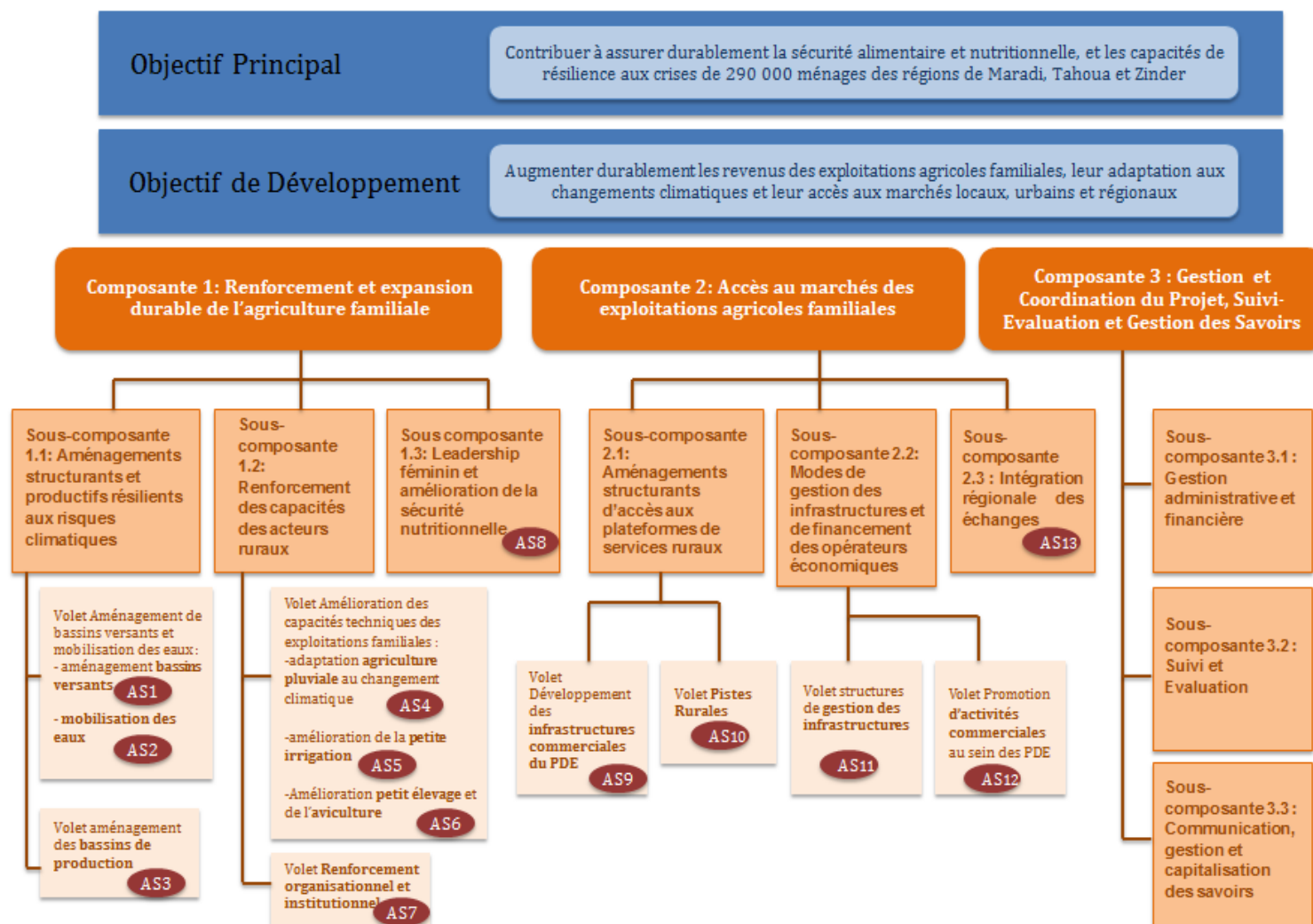
Figure 4: Articulation entre les acteurs impliqués dans le mécanisme de financement



Mécanismes de pérennisation

200. Le projet s'appuiera sur les structures pérennes présentes dans les régions (communes, STD...) et sur les acteurs locaux organisés et renforcés (CRA, OP, GSC, SFD, ONG...). Le projet accompagnera le fonctionnement effectif des structures responsables de la gestion et de la maintenance des infrastructures et investissements (AUE, BCER). Les bénéficiaires seront encouragés à rejoindre des systèmes d'épargne en vue d'assurer le renouvellement de leur équipement.

Appendice 4.1 : Logique d'intervention du Programme



Appendice 4.2: Cadre de scaling-up du Projet

INTRODUCTION

1. **Définition.** L'approche de scaling-up du ProDAF est en ligne avec la définition validée par le FIDA et le *Brooking Institute* selon laquelle le scaling-up signifie « l'expansion, la reproduction, l'adaptation et le soutien, dans l'espace et dans le temps, des politiques, programmes ou projets réussis, afin de toucher un plus grand nombre de ruraux pauvres ». La traduction française de transposition à plus grande échelle ne reflétant que partiellement cette idée, le terme anglais est adopté dans le rapport.
2. **FIDA au Niger.** Dans la logique d'harmonisation et d'expansion de l'action du FIDA au Niger inscrite dans le COSOP 2013-2018, le cadre de scaling-up présenté ici est davantage celui de l'action du FIDA au Niger incarnée dans les derniers projets et le ProDAF que celui du ProDAF uniquement.

CADRE DU SCALING-UP (général)

3. **Objet du scaling-up.** Conformément aux éléments d'orientations de la division technique du FIDA en termes de scaling-up, le ProDAF n'est pas basé sur le scaling-up des projets PASADEM et Ruwanmu mais davantage sur deux grands principes:
 - (i) **Principe 1:** le scaling-up des résultats des projets passés et en cours du FIDA et des autres partenaires en assurant la flexibilité et les ajustements nécessaires pour garantir son succès à court et moyen terme ; et
4. L'approche de scaling-up du ProDAF s'inscrit dans l'objectif de développement du Projet, à savoir augmenter durablement les revenus des exploitations agricoles familiales, leur adaptation au changement climatique et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux. Pour ce faire, le ProDAF capitalise sur des résultats déjà avérés, mesurés et documentés, obtenus à travers des projets FIDA ou d'autres partenaires tout en améliorant les outils et approches sur la base des enseignements tirés pour davantage d'efficacité, d'impacts et de durabilité. Le scaling-up du ProDAF s'inscrit dans le processus continu et dynamique d'innovation-apprentissage-scaling-up entamé depuis la formulation des deux projets précédents ainsi que du COSOP au sein d'une vision de long terme de l'action du FIDA au Niger.
5. A ce jour, le scaling-up a déjà été mis en œuvre de façon pratique par le PASADEM et le Ruwanmu qui ont répliqué en les ajustant et les améliorant les résultats des anciens projets financés par le FIDA (PSN, PPILDA, PUSADER, PAC2, etc.) et par d'autres acteurs au Niger. Le scaling-up porte essentiellement sur les aspects de production (cultures pluviales et maraichères), de ressources naturelles, de renforcement de la société civile organisée et de sécurité nutritionnelle. En parallèle, des éléments d'innovation ont été introduits et testés dans le domaine de l'accès aux marchés, de l'appui au secteur privé rural extra agricole et du petit élevage. Les résultats obtenus dans ces domaines feront l'objet du scaling-up du ProDAF et de nouveaux éléments testés ou approfondis dans des champs adjacents (finance rural inclusive, santé animale, dialogue transnational, etc.).
6. A titre d'exemple, l'illustration 2 montre les processus de scaling-up vertical et horizontal des projets financés par le FIDA au Niger dans des grands domaines thématiques. Elle souligne la dynamique continue que représente le scaling horizontal des résultats, ainsi que la capitalisation des savoirs entre projets FIDA et projets financés par d'autres bailleurs, notamment pour la production maraichère et la gestion des ressources naturelles. Elle met également en évidence la « nouvelle génération de projets FIDA dans le cadre du COSOP 2013-2018 avec un scaling-up vertical. Le scaling-up fonctionnel n'est pas représenté ici.
 - (ii) **Principe 2:** la mise en place des conditions nécessaires pour assurer le scaling-up de ces résultats en dehors et au-delà du ProDAF par d'autres moyens et acteurs sur le long terme.

7. Le PASADEM et le Ruwanmu ont déjà mis en place un certain nombre de partenariats et appuyé l'émergence d'acteurs qui permettent un scaling-up de certains éléments au-delà de ces projets. Ces partenaires et acteurs sont autant d'éléments moteurs (cf. ci-dessus « éléments moteurs ») qui contribueront au scaling-up des résultats du ProDAF et des innovations testées dans ce cadre.

Illustration 1: Cadre stratégique et opérationnel du FIDA au Niger

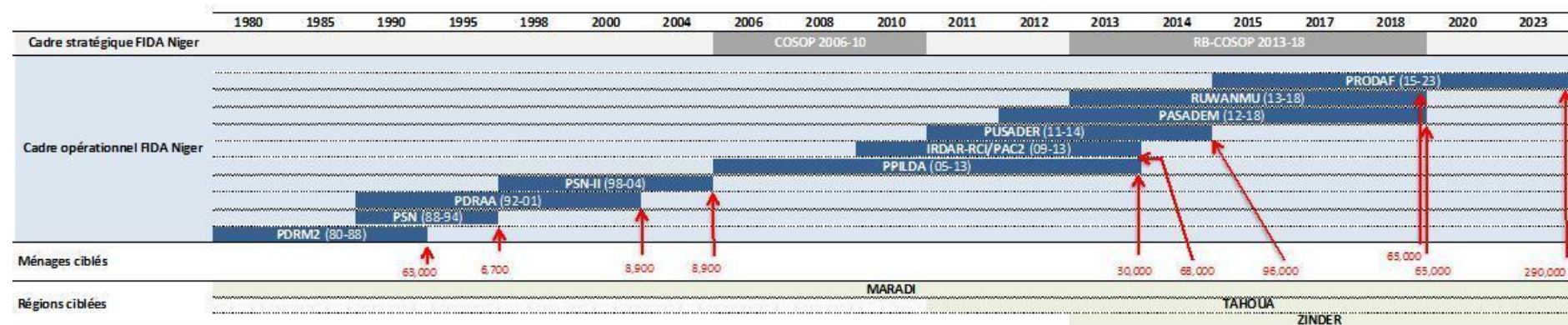
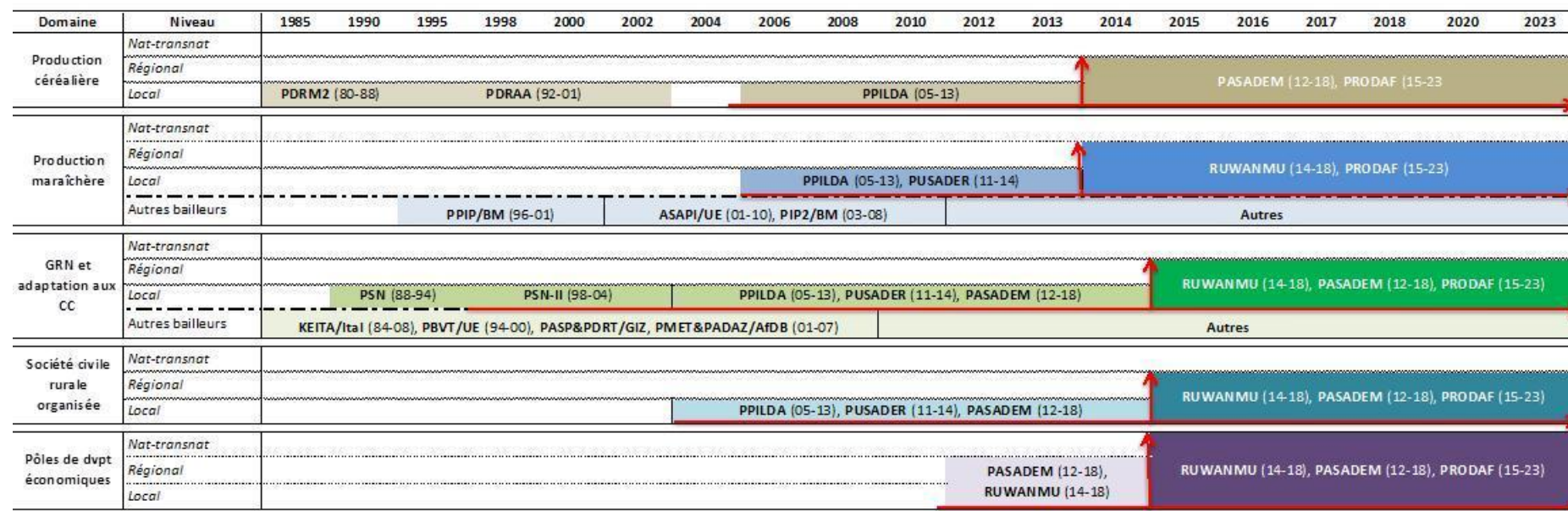


Illustration 2: Scaling-up dans les projets financés par le FIDA au Niger, domaines clés



Légende:
 Scaling-up vertical (local > regional/national/transnational)
 Scaling-up horizontal

8. Il s'agit notamment des partenaires financiers (autres bailleurs, gouvernement, banques et SFD, société d'investissement, SARL marchés de demi-gros, fédérations, petits producteurs, PME, etc.) qui permettront de dépasser les ressources limitées du FIDA en investissant leurs propres ressources financières, ainsi que des partenaires techniques et politiques qui permettent de diffuser outils, approche et vision à l'échelon local, régional, national et transnational (société civile rurale organisée, commissions mixtes, RECA/CRA, STD/ministères, etc.).

9. **Dimension du scaling-up.** Le scaling-up du ProDAF ainsi que celui de l'ensemble du portefeuille est un scaling-up multidimensionnel dans des domaines et thématiques pour lesquels les résultats sont avérés, requérants ou non des améliorations (cf. Appendice 3 – « ce qui a marché » et « ce qui doit être amélioré »). Il combine scaling-up horizontal, fonctionnel et vertical.

10. Le scaling-up horizontal du ProDAF correspond à l'expansion de résultats à davantage de régions, de villages/communes et de bénéficiaires directs au sein de la zone cible du FIDA (bande agro-pastorale de Maradi, Tahoua et Zinder) tel qu'amorcé avec le PASADEM et le Ruwanmu. Cette expansion repose sur l'identification de PDE et suit une logique de continuité territoriale double: (i) la continuité des flux économiques entre bassins de production et PDE; et (ii) la continuité environnementale et productive entre bassins versants et bassins de production.

11. Le scaling-up vertical du ProDAF correspond à l'expansion d'approches et d'outils à des échelons régionaux, nationaux and transnationaux notamment à travers les acteurs moteurs mentionnés précédemment. Ceci permettra une expansion en dehors et au-delà du programme pendant sa mise en œuvre et après son achèvement. Le scaling-up vertical renvoie également à l'expansion d'outils à de nouveaux groupes cibles dans la même zone, dans une logique de densification du tissu économique et de l'offre de services locaux avec l'intégration de petits et moyens entrepreneurs ainsi que les groupes d'intérêts qui gravitent autour des PDE.

12. Le scaling-up fonctionnel du ProDAF consiste à améliorer les résultats attendus en incluant: (i) des éléments (outils, approches) additionnels pour lesquels des impacts ont déjà été observés et mesurés par d'autres acteurs les ayant expérimenté au Niger (approche BEOME de la GIZ; suivi SIG des actions d'aménagements du territoire; animatrices villageoises d'aviculture et d'élevage et services vétérinaires privés de proximité avec AREN et VSF); et (ii) des innovations dans le cadre du processus dynamique innovation-apprentissage-scaling-up (services aux PME et bureaux d'étude du BTP, finance rurale, pistes rurales, intégration régionale).

13. **Echelle et résultats intermédiaires du scaling-up.** Du fait du processus innovation-apprentissage-scaling-up qui s'opère depuis plusieurs années dans le cadre du portefeuille du FIDA au Niger et de l'ensemble des acteurs nigériens et autres projets partenaires qui ont nourri le ProDAF, celui-ci ambitionne un scaling-up de résultats en dehors du programme pendant sa mise en œuvre et au-delà de son horizon temporel. Des résultats sont attendus d'ici la fin du programme en 2023 avec un certain nombre d'objectifs intermédiaires, mais dans la mesure où le ProDAF porte en lui la mise en place de conditions propices au scaling-up par d'autres acteurs et moyens comme déjà observé actuellement avec le PASADEM et le Ruwanmu, des résultats à plus long terme peuvent être espérés. Les résultats intermédiaires en termes de produits sont présentés dans l'Appendice 4.

14. Des résultats intermédiaires ont déjà été obtenus dans le cadre du PASADEM et du Ruwanmu et ont permis de créer un effet de démonstration qui a permis de mobiliser des ressources financières et techniques supplémentaires pour le ProDAF, contribuant ainsi au scaling-up.

15. **Éléments moteurs du scaling-up.** Parmi les éléments qui induisent le processus de scaling-up du ProDAF et de l'action du FIDA au Niger, il y a une vision, celle d'une agriculture familiale sahélienne résiliente inscrite dans un territoire continue et des flux économiques locaux, régionaux et transnationaux. Cette vision trouve une résonance dans des acteurs du changement ou leaders, notamment nigériens et africains qui font avancer le processus de scaling-up au sein du ProDAF et au-delà. Ces acteurs sont chacun porteur de programmes, d'idées et d'actions au niveau local,

national, transrégional, dans lesquels la vision du ProDAF trouve un écho et qui permet ainsi sa diffusion verticale et horizontale en dehors du cadre du programme. Des catalyseurs externes favorisent par ailleurs le processus de scaling-up du ProDAF en amplifiant la pertinence dans un contexte macro-économique, politique et climatique régional.

Tableau 9: Eléments moteurs du processus de scaling-up du FIDA au Niger

Eléments moteurs	
Une vision	Une agriculture familiale sahélienne résiliente inscrite dans un territoire continue et des flux économiques locaux, régionaux et transnationaux.
Des acteurs moteurs	✓ des <u>opérateurs économiques</u> présents à tous les niveaux / le secteur privé: producteurs, entrepreneurs individuels et PME (transporteurs, commerçants, grossistes, etc.), fédérations d'intrants, prestataires de services agricoles privés, banques et SFD
	✓ la <u>société civile rurale organisée</u> : réseau des chambres agricoles (RECA/CRA), OP et faitières, <i>hadin gwiwa</i> , associations des usagers de l'eau, commissions foncières, appui-conseil paysan (GACAP), ONG locales
	✓ les institutions publiques: HC3N, ministères, ST, conseil régional, communes
Des catalyseurs externes	✓ les organismes transnationaux (Commission mixte Nigéro-Nigériane)
	✓ le <u>personnel des projets</u> financés par le FIDA au Niger: ceux-ci ayant été des forces actives d'innovation et de mise en œuvre pratique dans les projets passés du FIDA depuis de nombreuses années. Ils ont également participé à l'émergence, la mise en œuvre et le scaling-up d'innovations dans le cadre d'une vision de l'agriculture familiale nigérienne dont ils sont devenus les principaux promoteurs au niveau national et régional (Salon de l'Agriculture, master Agrinovia, etc.)
	✓ catalyseurs politiques: l'Initiative 3N qui souligne la nécessité d'une couverture de la demande nationale par la production agricole domestique, les stratégies régionales de la CDEAO et la volonté de faciliter les échanges sous-régionaux
Des catalyseurs externes	✓ catalyseurs économiques: les dynamiques de consommation en Afrique de l'Ouest avec une forte croissance démographique et l'expansion rapide des centres urbains en demande qui constitue une énorme force d'entraînement pour la production, et l'essor des échanges transrégionaux amplifiés par l'amélioration de la connectivité entre pôles de développement économiques partant des bassins de production et pôles de consommation urbains en croissance en Afrique de l'Ouest (Kano, Niamey)
	✓ changement climatique: les changements climatiques et leurs répercussions observées rendent davantage pertinente une petite agriculture diversifiée et adaptée à ces nouvelles conditions climatiques.

16. **Outils du scaling-up.** Les outils de scaling-up de l'action du FIDA au Niger sont d'une part les projets existants financés par le FIDA, mais également le dialogue politique et la gestion des savoirs instaurés dans différents domaines et entretenu par les équipes de programme et le groupe d'assistance technique basé à Niamey. Les partenaires sont un autre levier clé du scaling-up afin de mobiliser des ressources financières additionnelles et/ou des expertises complémentaires.

Tableau 10: Outils du scaling-up du FIDA au Niger

Outils et mécanismes	
Les projets FIDA	PASADEM (2012-18), Ruwanmu (2013-18), ProDAF (2015-23) ⇒ Financements: FIDA, ASAP, coopération italienne, Fonds Fiduciaire Espagnol, OFID, FEM
Les partenariats stratégiques et opérationnels	✓ Autres bailleurs: PAM, GIZ, etc.
	✓ Société civile rurale organisée: RECA/CRA, CCIA, OP, fédérations d'approvisionnement en intrants, COFO, ONG locales
	✓ ONG internationales: GRET, VSF Belgique, AcSSA-Afrique Verte, CARE
Le dialogue politique	✓ Instituts de recherche: Agrhymet, ICRISAT, INRAN, LASDEL
	✓ Secteur privé: IMF, BAGRI, banques commerciales, SINERGI, services vétérinaires privés de proximité, PME, groupements de service conseil
	Régional: Forum paysan transrégional en collaboration avec le RECA
Le SE et la gestion des savoirs	National: Echanges et groupes de travail avec les autres bailleurs
	Transnational: Commission mixte nigéro-nigériane sur l'amélioration de la connectivité des pôles de développement économique (tels les marchés de demi-gros) et des corridors de transport sous-régionaux dans l'aire «Kano-Katsina-Maradi (K2M)» couvrant la zone transfrontalière
Le SE et la gestion des savoirs	<u>Projets FIDA:</u> SE du programme déjà en place (PASADEM, Ruwanmu), cellule Nationale d'Appui Technique, système de SE des partenaires (ONG, GSC, etc.)
	<u>Autres acteurs</u> (en dehors et au-delà du programme): ⇒ système de capitalisation et diffusion des savoirs du RECA/des CRA;

- ⇒ système d'information sur les prix d'AcSSA Afrique Verte;
- ⇒ futur système d'information des marchés de demi-gros;
- ⇒ système de SE des communes et des STD.

17. **Espaces de scaling-up.** Les contextes ou les espaces multidimensionnels dans lesquels s'inscrit le scaling-up renvoie aux conditions favorables qui peuvent être mises en place ou aux obstacles potentiels à lever pour assurer le processus de scaling-up. Ils sont présentés dans le tableau ci-dessus qui est aligné avec la matrice d'atténuation des risques du programme.

Tableau 11: Cadres/contextes du scaling-up

Cadre/contexte	Conditions favorables	Obstacles potentiels à lever
Contexte politique	<ul style="list-style-type: none"> - HCI3N - Conseils régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation conditions politiques locales et manque d'appui collectivités> ProDAF: acteurs économiques et société civile rurale locaux permettant stabilité, implication autorités dans la conception, critères économiques et techniques objectifs
Contexte environnementale et ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégies nationales - Expériences au Niger avec présence d'acteurs expérimentés et résultats à répliquer 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration aux systèmes productifs > ProDAF: agroforesterie/RNA, bassins versants - Gestion et valorisation> ProDAF: société civile rurale organisée (AUE, COGES)
Cadre légal et de politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégies nationales: SDDCI Vision 2035, PDES, stratégie de la petite irrigation, PANA - Cadre législatif et réglementaire sur le foncier, la décentralisation, l'environnement, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aléas climatiques défavorables > ProDAF: production et diffusion informations météorologique pour anticiper + technologies productives adaptées - Baisse du niveau de la nappe> ProDAF: AUE et STD pour gestion durable, SE
Cadre institutionnel et organisationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Equipes de projets FIDA opérationnelles et performantes - RECA/CRA: opérationnel, expérience mise en œuvre projets FIDA, capitalisation et diffusion des savoirs techniques, bonne gouvernance, forte représentativité, dimension régionale - ONG locales et appui-conseil privé (GSC): expérience, connaissance des zones, multidisciplinaire - ONG internationales: expérience, capacité de mise en œuvre, gestion financière, réseaux régionaux, etc. - Fédérations et OP: structuration et planification, gestion, animateurs, expérience - Instituts de recherche: opérationnels, expérience - Banques et SFD: intérêt, connaissance - Investisseur PME (SINERGI) - Société civile rurale organisée déjà en place: COGES, AUE, brigades d'entretien, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités des STD > appui ProDAF: formations, logistique, études - Capacité de déploiement RECA/CRA > appui ProDAF: logistique et RH - Capacité d'autofinancement des ONG locales et GSC > appui ProDAF: formation RH et logistique - Capacité des fédérations et OP > appui ProDAF: formation RH, logistique, comptabilité et gestion - Capacité des SFD et intérêt des banques > ProDAF: mécanisme de financement avec partie subvention, préparation plans d'affaire - Capacité et intérêt SINERGI> ProDAF: préparation plan d'affaire, étude de faisabilité - Capacités SCRO > ProDAF: renforcement des capacités, mise en réseau

CADRES DE SCALING-UP THEMATIQUES (spécifiques)

18. Des notes de scaling-up spécifiques ont été établies pour quelques thématiques centrales du ProDAF. Il s'agit de thématiques se référant davantage à des approches structurantes qui incluent elles-mêmes des actions ou activités techniques faisant l'objet d'une mise à l'échelle. Certaines approches sont néanmoins transversales et peuvent être adoptées dans des domaines techniques différents tel que la complémentarité entre ingénierie sociale et rurale ou l'appui à la des acteurs locaux nigériens se substituant au projet/programme.


19. Des notes de scaling-up se focalisant sur des activités spécifiques pourraient être développées (RNA, marchés de demi-gros, centres de collecte, champs-école paysans, la petite irrigation, les pistes rurales, etc.) mais à des fins de simplification et par contrainte d'espace, des thématiques

globales ont été retenues, correspondant à des objectifs de sous-composantes ou composantes en termes de résultats à atteindre.

20. Les notes portent donc sur les thématiques spécifiques suivantes:

- La continuité territoriale environnementale et productive dans un contexte de changement climatique: l'approche bassin versants – bassins de production => sous-composante 1.1 du ProDAF; et
- La continuité territoriale économique et l'accès aux marchés: l'approche bassins de production – pôles de développement économique => composante 2 du ProDAF.

Note thématique de scaling-up 1:

Objet du scaling-up	Modèle: Continuité territoriale environnementale et productive dans un contexte de changement climatique: l'approche bassin versants – bassins de production	
	Actions structurantes (sous-composante 1.1): Aménagement des bassins versants – Mobilisation des eaux – Aménagement des bassins de production	
	Activités (ProDAF)	Expériences passées
	✓ Mesures GRN (CES/DRS, fixation dunes, aménagement espaces sylvo-pastoraux), structures de gestion ✓ Seuils d'épandage ✓ Aménagements (mares, mini-barrages, mise en valeur sites de petite irrigation), structures de gestion	PIK, PASP&PDRT/GIZ, AFD, PAF/CARE, PBVT/UE, PMET&PADAZ/AfDB, PPEAP/NM, LUCOP/GIZ, PMERSA-MTZ/AfDB ; FIDA : PSN-II, PPILDA, PUSADER, PASADEM, Ruwanmu PPIP, PIP2, ASAPI, PRODEX, PMET/AfDB, PMERSA-MTZ/AfDB ; FIDA : PUSADER, Ruwanmu
Justification du scaling-up	Pertinence ProDAF (produit attendu): aménagement productifs structurants pour accroître la résilience des exploitations familiales face aux risques climatiques et chocs externes	
	Résultats précédents à passer à l'échelle	Leçons apprises
	Impacts +++ Amélioration de la fertilité, récupération sols dégradés, amélioration infiltration des eaux ⁷¹ , augmentation de l'eau disponible, recharge des nappes, etc. 	⇒ Phase préliminaire de diagnostic communautaire et d'organisation interne nécessaire (expérience GIZ) ⇒ Bonnes réalisations (respect normes techniques) si chefs de chantiers compétents > viviers d'entrepreneurs professionnalisés (GIZ, FIDA)
	⇒ Augmentation de la surface cultivable ⇒ Possibilité cultures de contre-saison ⇒ Augmentation des rendements (grain, biomasse ⁷²) ⇒ Réduction de l'érosion hydrique et éolienne ⁷³	⇒ Cash/food-for-work pour les travaux collectifs en période de soudure à compléter avec valorisation (expérience FIDA) > complémentarité PAM-FIDA ⇒ Prise en compte de l'aspect foncier et de l'utilisation/la valorisation des terres récupérées
	Efficacité et efficacité +++ Facilement répliquable, techniques maîtrisées localement, bonne efficacité (coûts/bénéfices)	⇒ Taux d'adoption élevés pour certaines techniques 77-97% (simplicité et faible coût> zaï) ⇒ Exigence d'entretien régulier des ouvrages et exigence de gestion de la ressource hydrique (expérience GIZ, FIDA)
	Ciblage +++ Mesures adaptées aux petits producteurs (maîtrise technique, rentabilité)	⇒ Nécessité d'ingénierie sociale plus intensive pour certains aménagements et outils financiers complémentaires pour assurer bon taux d'utilisation
	Durabilité ++ Brigades d'entretien des ouvrages de mobilisation des	

⁷¹ Ouvrages tels que les demi-lunes conservent suffisamment d'eau capillaire pour aider les plantes à traverser les périodes de sécheresse de 2 à 3 semaines (CRESA, 2006).

⁷² Respectivement 75% et 86% pour le PDRT (Moustapha, 2010). A Keita, +30% avec les brise-vent (de 300 kg/ha à 400 kg/ha), et +100% avec l'épandage (de 500 kg/ha à 1000 kg/ha), de façon général +16% en moyenne dans la zone (CRESA, 2006).

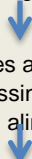
⁷³ De 30% et plus (CRESA, 2006).

	eaux (BEOME) et association des usagers de l'eau	
Objectifs du scaling-up	Scaling-up horizontal 3 régions, 12 PDE	2015-2023 – produits: 30 000 ha de bassins versants améliorés, 5,000ha de périmètres d'irrigation, etc. (Appendice 4) 2015-2023 – effets: 30,000 producteurs avec accès garanti à l'eau, 240,000 ont amélioré la productivité de leurs terres
	Scaling-up vertical	2015-2023 ✓ Que l'approche devienne pratique courante au niveau national ✓ Raccrocher les BEOME et les AUE a un réseau régional et/ou national
Eléments moteurs du scaling-up	<u>Vision:</u> une petite agriculture familiale plus productive résiliente aux changements climatiques inscrite dans une continuité territoriale	
	<u>Leaders:</u> petits producteurs, association des usagers de l'eau, comités de gestion, STD, communes, entrepreneurs individuels professionnalisés (réalisation des ouvrages), RECA/CRA	
	<u>Catalyseurs externes:</u> ➢ Economiques: ➢ Changement climatique: faible pluviométrie et irrégularité => ProDAF: amélioration infiltration des eaux et petite irrigation ➢ Démographique: croissance démographique de plus de 3% => pression sur les surfaces cultivables et les ressources naturelles => baisse des rendements, disparition de la végétation arborée et herbacée et une dégradation des sols avec érosion hydrique et éolienne => ProDAF: intensification durable	
	<u>Cadre/espaces:</u> voir scaling-up général ProDAF ➢ Cadre réglementaire: politique environnementale, forestière, foncière ➢ Contexte organisationnel: AUE Ruwanmu, comités de gestion projets passés, acteurs de mise en œuvre expérimentés > renforcement capacités ➢ Contexte ressources naturelles: système de suivi avec AUE et STD, SIF et télédétection pour prévention aléas climatiques	
Outils du scaling-up	Outils opérationnels programme (sous-composante 1.1) et partenaires (projets complémentaires)	
	Dialogue politique: associations des usagers de l'eau	
	SE et KM du programme, SIG et télédétection	

Références:

Rapport sur les techniques de captage de l'eau des pluies au Niger, Moustapha, A., Stockholm Environment Institute, 2010
Bonnes pratiques de CES/DRS – Contribution à l'adaptation au changement climatique et à la résilience des producteurs, les expériences de quelques projets au Sahel, GIZ, 2012
Seuils d'épandage pour la valorisation des vallées d'oued dégradées – Expériences du Sahel, GIZ, 2012
Impacts des Investissements dans la GRN au Niger, CRESA, 2006

Note thématique de scaling-up 2:

Objet du scaling-up	<u>Modèle:</u> Continuité territoriale économique et l'accès aux marchés: l'approche bassins de production – pôles de développement économique	
	<u>Actions structurantes</u> (composante 2): Marchés de demi-gros/PDE – Centres de collecte – Pistes rurales	
	Activités (ProDAF)	Expériences passées
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cadre de concertation, construction de marchés de demi-gros, mise en place structure de gestion commerciale, SIMA, développement d'activités commerciales ✓ Cadre de concertation, construction des centres de collecte, appui aspects organisationnels et développement de services aux producteurs ✓ Construction des pistes, brigades d'entretien routier (BCER), renforcement PME/BTP 	PRODEX/BM, SNV, AcSSA Afrique Verte; FIDA: PASADEM, Ruwanmu
Justification du scaling-up	<u>Pertinence ProDAF</u> (produit attendu): les producteurs valoriseront mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionneront les centres de consommation nationaux et les marchés transfrontaliers	
	Résultats précédents à passer à l'échelle	Leçons apprises
	Impacts +++ Accès aux services de stockage et de collecte, pistes réhabilités  Réduction pertes liées au transport et au stockage, désenclavement des bassins de production > Volumes de production alimentant les PDE ⇒ Augmentation des revenus des petits producteurs ⇒ Dynamisme du pôle économique local ⇒ Demande des centres de consommation satisfaite	⇒ Pertinence et efficacité du processus d'ingénierie sociale garant de la durabilité et maîtrisé par les partenaires de mise en œuvre ⇒ L'ingénierie sociale doit précéder et accompagner l'ingénierie civile ⇒ Nécessité d'un consensus local solide sur la localisation du marché et du foncier, pistes et centres de collecte ⇒ Importance des marchés transfrontaliers et nécessité de fluidification des principaux axes avec nécessité d'un dialogue politique au niveau sous-régional
	Efficacité et efficience ++ Acteurs de mise en œuvre déjà opérationnels et performants (RECA/CRA, AcSSA Afrique Verte, équipes FIDA)	⇒ Toute infrastructure doit être accompagnée d'une structure de gestion clairement définie en fonction de la nature de l'infrastructure et du rôle de la structure (économique, civile, etc.)
	Ciblage +++ Cadres de concertation multi-acteurs, OP et fédérations au niveau des centres de collecte, bassins de production ou se concentrent de nombreux petits producteurs	⇒ L'importance des services associés à chaque infrastructure économique dans le cadre d'un plan d'affaire ou/et d'une étude de faisabilité financière global (BI et stockage pour les CC ; services de conditionnement, pesage, etc. pour les marchés)
	Durabilité +++ Concertation et ingénierie sociale en amont Critères de sélection techniques et économiques > rentabilité des CC et marchés de demi-gros (volumes, etc.) Structure et mode de gestion associé à chaque infrastructure: SARL/marché demi-gros, fédération-OP/centre de collecte, BCER/pistes Construction des capacités des PME/BTP (professionnalisation)	⇒ L'importance de l'accès au financement pour l'essor d'activités économiques autour des marchés de demi-gros et des CC (micro-entrepreneurs et PME)
Objectifs du scaling-up	Scaling-up horizontal	2015-2023 – produits: 9 plateformes de commercialisation, 18 CC, 850 km de pistes, 27 groupes de gestion, 12 réseau de brigades, SIMA opérationnel, etc. (Appendice 4) 2015-2023 – effets: 240,000 producteurs utilisent les infrastructures de marché, 30% des recettes liés aux marchés sont perçues par les communes
	3 régions, 9 PDE	
	Scaling-up fonctionnel	2015-2023 ✓ Professionnalisation d'un réseau de PME et bureaux d'études du BTP

		✓ Financement des PME par le secteur privé
	Scaling-up vertical	2015-2023 ✓ Dispositif de suivi des flux transfrontalier et des tracasseries routières sur le corridor mis en place ✓ Cadres de concertation inter-régionaux et régionaux opérationnels
<i>Eléments moteurs du scaling-up</i>	<u>Vision</u> : une petite agriculture familiale plus productive résiliente aux changements climatiques inscrite dans une continuité territoriale	
	<u>Leaders</u> : <i>hadin gwiwa</i> avec l'ensemble des opérateurs économiques, animateurs CRA et AcSSA Afrique Verte, équipes FIDA du PASADEM et du Ruwanmu, OP et fédérations	
	<u>Catalyseurs externes</u> : ➤ Economiques: demande des centres de consommations urbains au Niger, au Nigéria et dans la CEDEAO, corridors d'échanges transfrontaliers	
	<u>Cadre/espaces</u> : voir scaling-up général ProDAF ➤ Cadre réglementaire/légal: structure de gestion SARL déjà identifiée pour les marchés de demi-gros ➤ Contexte organisationnel: RECA/CRA, AcSSA Afrique Verte et équipes projets opérationnelles, SINERGI, acteurs du BTP qui seront professionnalisés, fédérations qui appuieront les OP au niveau des centres de collecte	
<i>Outils du scaling-up</i>	Outils opérationnels ProDAF (composante 2) + PASADEM et Ruwanmu	
	<u>Financements complémentaires</u> (> <i>leveraging financing</i>): investissement dans les PME (SINERGI), attraction opérateurs économiques investissant sur marchés de demi-gros et centres de collecte (grossistes, commerçant, exportateurs, etc.), banques et SFD financent opérateurs économiques	
	<u>Dialogue politique</u> : commission mixte nigéro-nigériane pour la facilitation des flux transfrontaliers	
	<u>Suivi-évaluation</u> : - SE projet/programme FIDA - système d'information sur les prix AcSSA Afrique Verte - système de suivi des SARL des marchés de demi-gros - système des fédérations (centres de collecte) <u>Gestion et diffusion des savoirs</u> : - Projets/programme FIDA – échanges internationaux (expérience tanzanienne et dans la sous-région) - RECA/CRA sur l'approche PDE et de concertation (ingénierie sociale)	

Appendice 5: Organisation du Dispositif de Mise en Œuvre du Projet

1. Le programme sera placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'agriculture. Celui-ci délèguera la maîtrise d'ouvrage à chaque trois **Unités Régionales de Gestion de Projet (URGP)**. Une **Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT)** fournira une assistance technique permanente aux unités régionales de gestion de projet basées à Maradi, Tahoua et Zinder. Chaque unité sera dirigée par un coordinateur et dotée de moyens financiers suffisants pour exécuter le programme. La structure organisationnelle du programme comprendra trois niveaux de responsabilités:

- ✓ le *niveau de pilotage et de concertation* constitué par un **Comité National de Pilotage (CNP)** est créé et chargé de l'orientation stratégique. Il vérifie la cohérence des orientations du Programme avec les stratégies nationales. Il approuve les plans de travail et budget annuels (PTBA) et se réunit une fois par an. Il est présidé par le SG du Ministère de l'Agriculture et composé d'un représentant des institutions suivantes, (i) Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, (ii) Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, (iii) Ministère des Finances, (iv) Ministère de l'Environnement et de la Salubrité Urbaine, (v) Ministère de l'Elevage, (vi) Secrétariat exécutif du CNEDD, (vii) DEP/Ministère de l'Agriculture, (viii) Code Rural (ix) les représentants des Gouvernorats et des Conseils Régionaux de Maradi, Tahoua et Zinder, (x) le RECA, (xi) la CCIAN, et (xii) les représentants du programme. Ce comité assure aussi le pilotage des projets en cours (PASADEM et Ruwanmu). Le ProDAF participe aux travaux des trois Comités techniques régionaux de mise en œuvre de la stratégie de l'initiative 3N, présidés par les SGA des Gouvernorats;
- ✓ le *niveau de coordination et de gestion* des activités correspondant aux trois **URGP** bénéficiant d'une assistance technique de la **CENAT** (qui sera aussi chargée de la consolidation des données des trois URGP); Le ProDAF sera mis en œuvre par trois unités régionales autonomes de gestion placées sous la supervision du Ministère de tutelle. Ces unités régionales seront implantées à Maradi, Tahoua et Zinder avec une autonomie administrative et financière. Elles sont sous la responsabilité d'un Coordonnateur. La CENAT est chargée (i) de l'appui en ingénierie de projet, (ii) du dialogue politique, (iii) du volet pistes rurales, (iv) du suivi évaluation et (v) de la consolidation financière du Programme. Elle sera créée par arrêté ministériel qui définira sa gouvernance. La CENAT n'entretient aucun lien hiérarchique avec les unités de gestion du programme;
- ✓ une **équipe de management** composée de deux assistants techniques nationaux senior de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et des trois coordinateurs régionaux sera constituée. Cette équipe se réunira mensuellement de manière rotationnelle pour traiter des questions d'orientations stratégiques, d'harmonisation opérationnelle, d'organisation des missions conjointes de supervision et d'évaluation par le FIDA et le gouvernement du Niger, et de toute question touchant à la mise en œuvre du ProDAF dans son ensemble. Le secrétariat de cette équipe sera assuré par le Chargé de suivi-évaluation de la CENAT qui rédigera le compte-rendu à diffuser en interne;
- ✓ le *niveau d'exécution des activités* assuré avec les partenaires – OP, communautés villageoises, par les prestataires de services (STD, RECA/CRA, CCIAN, Fédération régionales, bureaux d'études, ONG, consultants, entreprises de travaux publics, etc).

2. **Pilotage et concertation.** Le CP se réunira une fois par an en session ordinaire, dans la mesure du possible de manière tournante dans les zones d'intervention du projet. Sur la base des documents fournis par les trois URGP consolidés par la CENAT, il sera chargé de: (i) examiner les rapports d'activités et des états financiers du projet; (ii) examiner les Programmes de travail et des budgets annuels (PTBA) avant leur transmission au FIDA et au Ministère de tutelle pour validation;

(iii) veiller à la coordination et à la complémentarité des interventions des différents ministères sectoriels; (iv) suivre la mise en œuvre des recommandations des missions de supervision, et missions de suivi de conformité avec les politiques nationales.

3. **Coordination et Gestion du projet:** le Gouvernement et le FIDA ont convenu que les membres des personnels du Ruwanmu et du PASADEM ayant internalisé les approches techniques et les procédures fiduciaires du FIDA, et ayant été évalués performants, pourront être directement déployés dans l'équipe du ProDAF sur la base d'une analyse de la pertinence de leurs compétences et qualifications techniques par rapport aux termes de références des postes prévus dans l'organigramme du ProDAF. Les équipes seront renforcées avec du personnel supplémentaire qui sera recruté dès l'approbation du ProDAF (voir termes de références) sur la base d'appel public à candidature

4. **Trois Unités régionales de Gestion de Programme à Maradi, Tahoua et Zinder.** Chaque URGP aura pour mandat: (i) la coordination de tous les opérateurs et partenaires de la mise en œuvre, leur suivi et évaluation interne; (ii) la programmation, le suivi et l'évaluation des activités réalisées sur le terrain et le suivi de la qualité du ciblage; et (iii) la gestion et utilisation efficiente des ressources du projet.

5. Chaque URGP sera dirigée par un Coordinateur assisté par: i) un Responsable administratif et Financier (RAF), ii) deux Responsables de composante technique secondés par iii) trois assistants de composante; iv) Un Responsable de Suivi Evaluation; v) un Contrôleur Interne; vi) un Responsable en passation de Marchés; vii) un assistant comptable et un assistant suivi/évaluation. Chaque URGP assure: (i) la coordination de tous les opérateurs et partenaires de la mise en œuvre, leur suivi et évaluation interne; (ii) la programmation, le suivi et l'évaluation des activités réalisées sur le terrain ainsi que le suivi du ciblage; et (iii) la gestion et utilisation efficiente des ressources du programme.

6. **La Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT)** est un dispositif innovant qui vise à appuyer les URGP de manière permanente par un pool d'assistants techniques nationaux à l'expérience confirmée. C'est une équipe pluridisciplinaire qualifiée, ayant capitalisé une expérience pertinente dans l'exécution des programmes financés par les bailleurs internationaux en général, et du FIDA sur une période récente. Ses champs d'intervention concernent tout ce qui permettra aux URGP d'être plus efficaces dans la mise en œuvre du programme et notamment dans sa dimension de mise à l'échelle: dialogue politique au niveau national et sous-régional, ingénierie de projet, dispositif pistes rurales. La CENAT assurera aussi la consolidation et le suivi des données des trois URGP au niveau fiduciaire et au niveau du dispositif de suivi-évaluation.

7. Elle sera financée sur la base d'un PTBA annuel et avec une clé de répartition équitable de ses activités sur les trois unités de gestion des projets régionaux. Les assistants techniques nationaux juniors (actuellement regroupés au sein du Groupe d'Assistance Technique et d'Etudes- GATE) seront intégrés à la CENAT. Ils sont actuellement au nombre de sept: deux agronomes, un vétérinaire, un sociologue, un socio-économiste, un économiste et un spécialiste en finance. Au quotidien, leur travail sera coordonné par un « coach », chargé de: (i) s'assurer de la bonne distribution des tâches parmi les membres de l'équipe et du respect du calendrier de travail; (ii) du renforcement des capacités des juniors en rédaction; et (iii) du contrôle de qualité des documents produits.

8. La CENAT se répartira sur deux sites (i) à Niamey pour les activités de dialogue politique et les activités fiduciaires et (ii) à Maradi pour les activités d'appui technique et de suivi-évaluation.

9. La CENAT recherchera également, notamment lors de l'élaboration du PTBA consolidé, une articulation opérationnelle de ses interventions avec celles des autres opérations financées par le FIDA (PPI Ruwanmu, PASADEM) et des autres PTF, sous le leadership opérationnel du Gouvernement. Cette évolution progressive, complexe en termes administratifs et financiers veille à tirer les leçons des projets précédents.

10. **Le Chargé de Programme FIDA au Niger (Country Programme Office, CPO)** a pris ses fonctions au 1er juillet 2014. Sous la supervision directe du CPM Niger il représente le FIDA dans le pays et garantit des échanges réguliers entre le FIDA, le Gouvernement du Niger et les différents PTF. En particulier le CPO est responsable de: i) contribuer à la mise en œuvre des projets et programmes financés dans le cadre du COSOP (PASADEM, Ruwanmu) et le ProDAF à venir; ii) assurer le partage des informations à travers l'organisation de rencontres, de tables rondes et la diffusion de documents sur les leçons apprises et les pratiques innovantes adoptées par les projets au Niger du FIDA; iii) garantir au Gouvernement l'assistance technique nécessaire pour la formulation de nouvelles politiques et la mise en œuvre de ses stratégies; iv) établir un dialogue politique avec le Gouvernement, les agences des Nations Unis, les PTF, le secteur privé, la société civile organisée, les ONG et les associations présentes pour la création de synergies dans leurs interventions et v) identifier des nouvelles opportunités financières pour la mobilisation de fonds additionnels pour atteindre les objectifs fixés de réduction de la pauvreté.

11. Il est prévu que les études préalables requises (études de référence avec indicateurs SYGRI, études hydrologiques, manuels, plan de passation des marchés) soient effectuées par des prestataires recrutés sur appels d'offres.

12. **Des assistances techniques internationales ponctuelles** seront mobilisées pour les secteurs innovants du ProDAF: géolocalisation des interventions, génie civil (marchés de gros et pistes rurales), financements inclusifs avec le secteur privé, commerce sous-régional, analyse économique et financière. Les consultants seront recrutés sur liste restreinte sur la base de leurs expériences dans la sous-région et au Niger.

DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

Composante 1 Agriculture Familiale Durable

Sous-composante Aménagements structurants et productifs résilient aux risques climatiques

Volet aménagement des bassins versants et mobilisation des Eaux (AS1)

Dispositif technique de mise en œuvre

13. **Ouvrages CES/DRS:** la mise en œuvre des travaux de conservation de défense et de restauration du sol débute par une première étape sur le terrain d'information et sensibilisation auprès des communautés et des communes. Au cours de cette étape, les bassins de productions sont identifiés, puis suit la sélection d'un bureau d'études prestataire de service. La sélection est faite sur la base de manifestation d'intérêt, les bureaux retenus soumettent une offre technique et financière, après dépouillement et analyse, un bureau est retenu. Les résultats de la sélection sont envoyés au FIDA pour non objection. Puis, le bureau d'étude est contractualisé pour élaborer le schéma d'aménagement pour une durée de 45 jours étalée sur trois mois.

14. Le prestataire fournit un rapport provisoire de schémas d'aménagement qui donne des détails sur la situation de référence du bassin, la clarification de statut foncier des différentes ressources (foncières, hydrauliques, pastorales). Le schéma d'aménagement est validé par le Programme avec l'appui des services techniques.

15. L'étape suivante est la sélection (manifestation d'intérêt, dépouillement, analyse, non objection du FIDA) et contractualisation des ONG et des IMF au niveau de la région. Une mission conjointe sur le terrain est effectuée pour opérationnaliser le contenu du schéma par le Programme et les services techniques concernés. Ensuite viennent:

- i. la réalisation d'un chantier école avec les prestataires de service sur les sites;
- ii. la réalisation des aménagements CES/DRS (et plantation des haies vives);
- iii. la récupération des terres dégradées en amont des bassins versants;
- iv. le traitement des bassins versants (seuils en pierres sèches, diguettes, murets, banquettes, demi-lunes, cordons pierreux, tranchées et brises vents);

- v. le suivi des aménagements avec le Programme, les services techniques (GR, Env.) et la validation des ouvrages;
- vi. le suivi ponctuel des aménagements par le Programme et les autorités locales (région, département, commune);
- vii. la mission d'évaluation du fonctionnement des infrastructures un an après (ProDAF, services techniques: GR, Env);
- viii. l'intervention en deuxième année pour les travaux confortatifs;
- ix. le suivi de l'entretien de l'ouvrage par COGES/Service technique/commune/ProDAF.

Aménagements des espaces sylvo-pastoraux et aménagement des couloirs de passage

16. 2 500 ha seront traités par le Programme. Ces travaux se font en concertation avec les populations locales et les institutions, notamment les Commissions Foncières, en continuité avec l'approche des projets en cours et passés (PPILDA et PASADEM). Cette action permet par ailleurs d'élargir le cercle de bénéficiaire au-delà des populations agricoles. Les partenaires d'exécution sont sélectionnés par appels d'offres (ONG...).

Fixation des dunes (autour des cuvettes)

17. Il s'agit de la mise en place de palissades en tige de mil, *Leptadenia pyrotechnica* ou en rachis de palmier doum, dattier selon la disponibilité dans la région, ensemencement des herbacées, plantation des boutures de *Euphorbia balsamifera*, épandage du fumier.

18. Le suivi et l'entretien sont faits par le COGES/Service technique/commune. La démarche pour la mise en œuvre est la même que celle décrite précédemment pour les travaux CES-DRS en collaboration avec travers les populations locales sous la conduite de l'ONG et de l'IMF et sous la supervision des services techniques et du Programme.

Plantation des haies vives

19. Les étapes de mise en œuvre sont:

- i. production de plants en pépinière;
- ii. si la protection contre l'érosion éolienne est un objectif principal: traçage de lignes perpendiculaires à la direction du vent dominant;
- iii. préparation du sol et trouaison (en avril - mai);
- iv. transport des plants aux sites;
- v. plantation en début de saison pluvieuse (juin - juillet);
- vi. protection durant les deux premières années par une haie morte qui doit être installée à une distance minimale de 0,50 m de la haie vive mise en place.

20. Le suivi et l'entretien seront faits par le COGES/Service technique/commune/ProDAF. La démarche pour la mise en œuvre est la même décrite plus pour les travaux CES-DRS en impliquant les populations locales sous la conduite de l'ONG et de l'institution financière sous la supervision des services techniques et du Programme.

Calendrier de mise en œuvre

21. **Ouvrage CES-DRS:** pour les activités de conservation défense et restauration du sol en amont du bassin et autour des mares en année un par les études et l'exécution à partir l'année 2 étalée sur cinq ans. La période favorable pour le démarrage des travaux est fin novembre-début décembre, ce qui correspond au moment où la campagne hivernale s'achève et la main d'œuvre paysanne est disponible.

22. **Aménagements pastoraux, la fixation des dunes, haies:** ces activités démarrent en année un avec l'étude et à partir de l'année 2, l'exécution étalée respectivement sur 5, 4, et 5 ans. La

période favorable pour démarrage des activités est à partir du mois de novembre, pour la fixation des dunes, qui est le moment favorable pour disposer de la matière première (tiges de mil) nécessaire à sa réalisation.

Mobilisation des eaux (AS2)

Dispositif technique de mise en œuvre

23. **Seuils d'épandage:** les principales étapes de réalisations d'un seuil: (i) étape 1: élaboration de schémas d'aménagement des ressources du bassin versant par les populations riveraines, (ii) étape 2: études techniques, (iii) étape 3: chantier école, et exécution de l'ouvrage avec les entreprises et les bénéficiaires.

24. La mise en œuvre de la construction de seuils d'épandage commence par la réalisation d'un schéma d'aménagement des ressources naturelles du bassin versant. Dans le cadre du Programme, vingt-deux schémas d'aménagement de bassin versant seront élaborés par des prestataires de services (bureaux d'études). Les termes de références pour les schémas sont en annexe 2 du DT3a. A travers les schémas, les riverains du bassin, sous la modération du prestataire: (i) discutent et établissent la situation de référence des ressources du bassin, (ii) projettent une vision sur ces ressources et (iii) planifient en détails les activités avec un accent particuliers sur les seuils et les mesures anti érosives autour et en amont des seuils. Les questions foncières, l'accès des groupes défavorisés notamment les femmes et les jeunes aux terres aménagées, les sources de conflit, le changement climatique l'entretien des ouvrages, les modalités de la mise en place des comités de gestion sont discutés et pris en compte durant cette phase primordiale. Cette étape dure 45 jours étalés sur trois mois (voir phasage).

25. Le schéma est suivi de l'étude technique et de l'élaboration de dossier de l'appel d'offre (DAO) qui regroupe un rapport préliminaire de visite de reconnaissance des sites, les travaux topographiques, le rapport d'études hydrauliques et hydrologiques, un rapport géotechnique pour les seuils de type 2, le quantitatif et un devis confidentiel des travaux, les plans des ouvrages superposés aux profils en travers correspondant (voir exemple1 ci-dessous), les coupes de l'ouvrages aux différents changement des plans, un DAO adapté aux critères de sélection du FIDA en vigueur. Les études seront conduites par des bureaux d'études sélectionnés en première étape à travers une manifestation d'intérêt suivie d'une seconde étape pour les bureaux retenus par l'évaluation de l'offre technique et financière selon les critères retenus par le Programme. Cette étude est faite sur la base des termes de référence en annexe 3 du DT3a et dure trois à quatre mois (trois mois pour les seuils type 1 et 4 mois pour les seuils types 2).

26. Une fois les DAO validés, les entreprises sont recrutées sur la base des critères retenus par le Programme. Les entreprises retenues reçoivent les ordres de service pour démarrer les travaux.

27. L'exécution des travaux commence par l'organisation d'un chantier école. Il a un objectif formatif, de renforcer les connaissances techniques des intervenants et une meilleure organisation des sites. Il s'agit d'un regroupement de tous les acteurs concernés (entreprise, bureaux d'études, les maçons villageois, les délégués communaux, les services techniques, des invités des autres projets ouvrant dans la même activité, le Programme). Ce regroupement a lieu sur un des sites attribués à une des entreprises. Au cours de ce regroupement, un type de seuil est réalisé (parties complexes) devant tous les acteurs et ensuite chaque entreprise regagne ses sites et applique les recommandations issues du chantier école.

28. Le chantier école est organisé chaque année par le Programme, avec l'appui d'un consultant expert en seuil qui élabore des modules de formation, il a aussi pour tâche de contrôler les études faites par les bureaux ainsi que le contrôle qualité (trois missions de 15 jours/mission: une pendant les études, une mission pour le chantier école et une de contrôle qualité). L'organisation de chantier école ne demande pas de frais supplémentaires car les matériaux (sable, ciment, gravier, eau), matériels (camions, petits matériels) et frais de la main d'œuvre sont pris en charge par l'entreprise adjudicatrice du lot contenant le seuil objet du chantier école. Le chantier école dure deux à trois semaines par an. A partir de la deuxième année, les ouvrages ont fonctionné et dans l'ordre du jour

est incluse l'auto évaluation des seuils réalisés la première année. A la fin du chantier école, les entreprises poursuivent les travaux sur les sites qui leurs sont attribués sous le contrôle d'un bureau d'étude qui a la responsabilité de confirmer quantités et qualité conformes au contrat.

29. Pour un meilleur suivi de la nappe, l'entrepreneur met en place, à sa charge, des piézomètres réalisés à l'aide de tuyaux pressions de diamètre 140 mm à raison de deux unités par seuils de type 1 et de trois unités par seuils de type 2. L'information issue de l'analyse du suivi doit parvenir aux producteurs.

30. Une réception technique est prévue à la fin des travaux sur demande de l'entreprise, suivi d'une réception provisoire suite au lever des réserves observées lors de la réception technique. Il est prévu une réception définitive un an après la date de la réception provisoire. Ces réceptions sont organisées et prononcées par une commission composée du Programme, des services techniques et du bureau d'études concernés.

31. Après la réception provisoire des travaux, des comités villageois d'entretien sont mis en place avant la saison des pluies (voir termes de référence de mise en place), et des formations sur les modules suivants leur sont dispensées: (i) formation sur la vie associative, (ii) formation sur l'élaboration et suivi de plan d'action, (iii) accompagnement pour conforter les comités de gestion au sein des AUE, (iv) formation sur l'entretien des ouvrages.

32. Concernant les partenaires/opérateurs, les projets de la GIZ dont le Programme s'inspire, ont une longue expérience avec la formation des maçons villageois qui renforcent les capacités des entreprises et a permis d'atteindre une moyenne de réalisation de 40 seuils par an. A l'instar des autres projets au niveau national et même international qui ont utilisé ces maçons pour renforcer et former leurs propres maçons, le Programme peut faire appel à ces compétences dans l'exécution des seuils dans sa zone d'intervention (voir liste des maçons formés et disponibles en annexe 1 du DT3a).

33. **Mini-barrage:** la mise en œuvre de la construction des mini-barrages commence par la réalisation d'un schéma d'aménagement des ressources naturelles du bassin versant. Les termes de références pour les schémas sont annexés (DT3a). A travers les schémas, les riverains du mini-barrages sous la modération du prestataires discutent et établissent la situation de référence des ressources du bassin, projettent une vision sur ces ressources et planifient en détails les activités avec un accent particuliers sur les mesures anti érosives autour et en amont des mini-barrages. Les questions foncières, l'accès des groupes défavorisés notamment les femmes et les jeunes aux terres aménagées, les sources de conflit, le changement climatique, l'entretien des ouvrages, les modalités de la mise en place des comités de gestion au sein des AUE sont discutés et pris en compte. Cette étape dure 45 jours étalés sur trois mois (voir phasage).

34. L'étude technique, socio-économique, et l'étude d'impact environnementale avec l'élaboration de dossier de l'appel d'offre (DAO) regroupent: (i) un rapport préliminaire de visite et de reconnaissance des sites, (ii) un avant-projet sommaire (APS), (iii) un avant-projet détaillé (APD), (iv) le rapport d'études topographiques, le rapport d'études hydrauliques et hydrologiques, un rapport géotechnique, (v) un rapport d'étude d'impacts environnemental, (vi) le quantitatif et un devis confidentiel des travaux, (vi) les plans des ouvrages superposés aux profils en travers correspondant (voir schéma type DT3a), (vii) les coupes de l'ouvrages aux différents changement des plans, (viii) un DAO adapté aux critères de sélection du FIDA en vigueur. Les études seront conduites par des bureaux d'études sélectionnés en première étape à travers la manifestation d'intérêt suivi d'une seconde étape pour les bureaux retenus par l'évaluation de l'offre technique et financière selon les critères retenus par le Programme. Cette étude est faite sur la base des termes de références et dure quatre mois. Le consultant doit disposer dans son équipe du personnel suivant: (i) un agronome, (ii) un pédologue, (iii) une équipe topo, (iv) un hydrologue/hydraulicien, (v) un socio-économiste, (vi) un environnementaliste, (vii) un électromécanicien, (viii) un ingénieur génie civil/génie rural.

35. **Recrutement de l'entreprise:** une fois les DAO validés, s'ensuivra le recrutement des entreprises sur la base des critères retenus par le Programme.

36. Organisation de chantier école: les entreprises retenues reçoivent les ordres de service pour démarrer les travaux. L'exécution des travaux commence par l'organisation d'un chantier école. Il a un objectif formatif de renforcer les connaissances techniques des intervenants et une meilleure organisation des sites. Il s'agit d'un regroupement de tous les acteurs concernés (entreprise, bureaux d'études, les maçons villageois, les délégués communaux, les services techniques, des invités des autres projets ouvrant dans la même activité, du ProDAF). Ce regroupement a lieu sur un des sites attribués à une des entreprises.

37. Exécution des travaux par l'entreprise et réception des travaux: à la fin du chantier école les entreprises poursuivent les travaux sur les sites qui leurs sont attribués sous le contrôle d'un bureau d'étude qui a la responsabilité de confirmer la quantité et qualité conformes à son contrat. L'entreprise met en place, à sa charge, les échelles limnimétriques au bord de la retenue pour le suivi du volume d'eau disponible dans la retenue. Une réception technique est prévue à la fin des travaux sur demande de l'entreprise, suivi d'une réception provisoire suite au levé des réserves observées lors de la réception technique. Il est prévu une réception définitive un an après la date de la réception provisoire. Ces réceptions sont organisées et prononcées par une commission composée du Programme, des services techniques et du bureau d'études concerné.

38. Mise en place du système gestion et d'entretien: la gestion et l'entretien de l'ouvrage, y compris le dispositif amont, sont confiés aux AUE avec le Ministère de l'Agriculture qui finance les travaux de réhabilitation, cependant un mécanisme de cofinancement est à rechercher entre les deux structures. En aval, la gestion et l'entretien sont organisés par les AUE et l'office des aménagements hydro-agricole⁷⁴ (ONAHA). Un prestataire de service appuie la mise en place de mécanisme cofinancement et l'articulation entre les AUE et l'ONAHA.

39. Aménagement des Mares: les travaux sont réalisés autour de quatre mares, en utilisant un dispositif de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) recrutée localement et rétribuée sur la base du « Cash for Assets ». Ces travaux permettent de protéger et de mettre en valeur 400 ha et touchent 1 200 bénéficiaires dont 30% de femmes et 30% de jeunes. Afin d'assurer la durabilité de ces investissements, des comités d'entretiens des bassins de production sont mis en place en relation avec l'Association des Usagers de l'Eau de chaque mare réhabilitée. Ces comités ont à charge de veiller à la préservation des ouvrages et à une utilisation rationnelle des sous-produits (compostage) qui en sont issus. Les mares relèvent du domaine public jusqu'à une bande de 25 mètres au-delà des plus hautes eaux.

40. Pour l'entretien des ouvrages hydrauliques, des brigades d'entretien des ouvrages de mobilisation des eaux (BEOME) ont été mises en place dans le cadre des anciens projets notamment dans la région de Tahoua. Sur la base de cette expérience, le Programme intègre ces dispositifs en tant que comité de gestion au sein des AUE qui sont créées au niveau de chaque infrastructure de mobilisation des eaux. Les partenaires d'exécution de ce volet sont les communes, les prestataires de services spécialisés, les PME/BTP et les bureaux de consultances ainsi que les services régionaux et départementaux de l'Hydraulique, du Génie Rural et de l'Environnement, les CRA et les AUE. Les CRA / prestataires spécialisés devront faciliter la mise en place du dispositif d'entretien de concert avec les AUE qui en seront les garantes sous la maîtrise d'ouvrage des communes. Il capitalise les savoir-faire des projets du FIDA sur la mise en place des comités de gestion.

⁷⁴ Selon la loi en vigueur au Niger L'ONAHA est responsable de la gestion des aménagement hydro-agricole au Niger de ce fait une articulation entre les deux niveaux est à rechercher.

Calendrier de mise en œuvre

41. **Les seuils:** le processus de construction des seuils démarre en première année par l'élaboration de schémas d'aménagement des ressources naturelles, les dossiers techniques et le choix des bureaux de contrôle et des entreprises. En deuxième année, commence l'exécution des seuils étalée sur 5 ans et l'organisation de chantier qui dure de 2 à 3 semaines. La période propice pour l'étude est à partir d'avril à juillet. Sur cette période, on a la possibilité de voir le fonctionnement du bassin versant à travers les premiers écoulements. Par contre, la période favorable de l'exécution des travaux de construction des seuils est de novembre à mai. Durant cette période, la main d'œuvre villageoise et les maçons sont disponibles et on dispose du temps nécessaire pour terminer les travaux avant la saison des pluies.

42. **Les mini-barrages:** on considère l'année 2 comme celle des études. L'exécution des travaux de corps de l'ouvrage commence en troisième année et l'aménagement en aval l'année suivante année, étalée sur trois ans. La période favorable pour l'exécution est de novembre à juin. A partir de juillet à septembre, on observe le premier fonctionnement de l'ouvrage et en cas d'apparition de points faibles, il est aisé de demander à l'entreprise d'intervenir rapidement pour corriger puisque c'est dans la période de son contrat; il en est de même pour l'aménagement en aval pour lequel la période favorable est de novembre à juillet.

43. **L'aménagement des mares:** l'aménagement des mares commence par le schéma d'aménagement et la tenue du forum de convention locale, le dossier technique et choix des prestataires se fait en année 2. Les périodes favorables pour ces activités d'études vont de novembre à janvier pour tenir compte de la participation de tous les acteurs surtout de la mobilité des éleveurs. L'exécution est étalée sur deux ans à partir de la troisième année. La meilleure période pour l'exécution des travaux est à partir de novembre pour terminer en juin.

Volet Infrastructures et équipement d'irrigation (mise en valeur bassin de production de cultures irriguées) (AS3)

Dispositif technique de mise en œuvre

44. La mise en œuvre de l'aménagement des 6 800 hectares en petite irrigation autour des mares, en aval des mini- barrages se déroule comme suit:

- i. des missions sur le terrain pour sensibiliser et expliquer le nouveau mécanisme de financement de la petite irrigation. Ce mécanisme prévoit un financement à coûts partagés répartis comme suit: 10% apport personnel, 30% de subvention et 60% de crédit;
- ii. l'appui de la CRA/GSC pour la mise en place des groupes de producteurs en vue de montage des dossiers de financements et au conseil de gestion;
- iii. le suivi du Programme du processus de financement;
- iv. le suivi de la réalisation des périmètres irrigués pour 2 binômes en système californien par hectare qui comprend 2 forages, équipement tuyau pour 200m, 2 groupes motopompe)/1Ha;
- v. le suivi des aménagements avec le service technique GR;
- vi. le suivi de la réception des travaux (technique, provisoire et définitive);
- vii. la réception des travaux (technique, provisoire et définitive).

45. La gestion de la ressource et son suivi, le partage éventuel de la ressource et l'entretien des infrastructures sont assurés par la création d'association d'usagers de l'eau (AUE) au travers d'un dispositif d'ingénierie sociale impliquant les CRA et les STD (DRH, Code Rural) et l'Office National des Aménagement Hydro-Agricoles (ONAHA) dans le cas des aménagements hydro-agricoles liés aux mini-barrages.

46. Les partenaires d'exécution de ce volet sont les communes, les prestataires de services spécialisés, ainsi que les services régionaux et départementaux de l'Hydraulique, du Génie Rural et de l'Environnement. Les prestataires d'appui conseil facilitent la constitution des dossiers et la mise en œuvre des microprojets.

Calendrier de mise en œuvre

47. la réalisation de 6 800 ha en petite irrigation est répartie comme suit: (i) 2 500 ha (financement PPI Ruwanmu) sur les années 2 et 3 du ProDAF qui correspondent aux dernières années du PPI Ruwanmu dans les bassins de production identifiés, (ii) 4 300 ha seront étalées sur les années 4, 5, 6 et 7 du ProDAF sur des bassins de production identifiés, autour des quatre mares aménagées, et en amont des sept mini-barrages construits. La période favorable est de novembre à juin afin d'éviter la saison hivernale.

Sous composante 1.2 : renforcement des capacités des acteurs ruraux

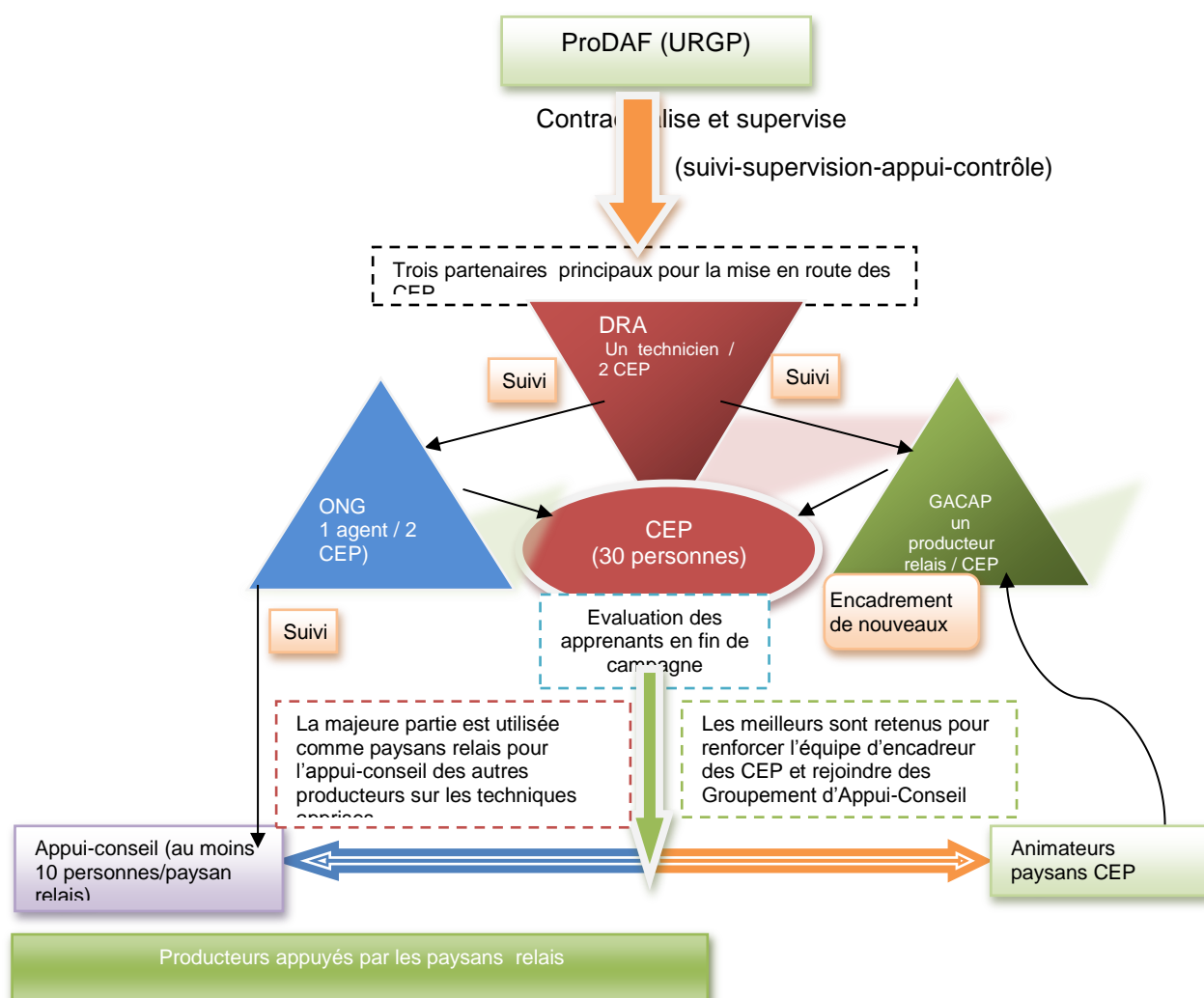
Volet Amélioration des capacités techniques des producteurs

Adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique (AS4)

Dispositif technique de mise en œuvre

48. Le dispositif met en action et en relation quatre acteurs principaux autour du champ école paysans d'un hectare, qui est un outil et un lieu d'apprentissage des techniques performantes de production, pour toucher davantage de village et de personnes. Il s'agit du programme qui contracte des liens avec trois partenaires que sont la DRA, les ONG, les GACAP et les paysans relais qui offrent leurs compétences.

Schéma 1 : dispositif de mise en œuvre des CEP



49. La Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), grâce aux compétences et à l'expérience techniques de son personnel, assure la mise en œuvre d'une partie des CEP et assure, cumulativement, la supervision des autres compétences sollicitées pour la mise en œuvre des CEP et/ou l'appui-conseil agricole (ONG, GACAP, paysans relais). Il s'agit dans ce dernier cas d'assurer la qualité des prestations. En qualité de contractant pour la mise en œuvre de l'ensemble du processus de mise en œuvre d'un CEP ou de l'appui-conseil paysan, tel que décrit ci-dessus (sensibilisations/informations, sur le programme, diagnostic, identification des apprenants, exécution des tâches de formation et de programmation des activités sur la parcelle, évaluation...). En outre, elle participe à l'animation et l'organisation des formations des formateurs et assure l'appui, le suivi et l'accompagnement à tous les autres facilitateurs de mise en place des CEP et parcelles d'ACAP.

50. Les ONG (5 à 7 dans chaque région). Elles disposent de compétences internes à même d'accompagner la mise en place des CEP mais également d'assurer l'appui-conseil agricole. Ils participent aux séances de formations mais également mobilisent leurs compétences pour la conduite des CEP et/ou des parcelles d'ACAP, qui sont sous leur responsabilité. Elles sont supervisées par la DRA, qui est du reste, un de leur collaborateur habituel.

51. Les Groupements d'appui-conseil agricole (GACAP). Ce sont des produits des CEP déjà conduits, à même d'appuyer dans la conduite de nouveaux CEP. Elles disposent le plus de compétences, de proximité et d'adaptation du message pour contribuer à la mise à l'échelle des acquis des projets PASADEM et Ruwanmu, au profit de leurs compères. Ils reçoivent les mêmes instructions que les ONG et participent aux animations et formations, qui sont données avant le démarrage effectif des activités. Qu'il s'agisse des ONG ou des GACAP, ils permettent de compléter le dispositif de la DRA, qui est aussi sollicité par d'autres partenaires de terrain.

52. Pour cette phase du ProDAF, la démultiplication permettra de couvrir 805 CEP, de 30 producteurs/CEP évoluant sur 1 ha. Le groupe reçoit en première année un appui-conseil de proximité et un kit constitué de semence, de produits phytosanitaires, de plaques signalétiques et autre petit matériel (cahiers, bics...). La fin de la campagne sera sanctionné par un test, qui permet d'apprécier le niveau d'appropriation des producteurs/trices; ce qui permettra de mobiliser un maximum de personnes pour appuyer la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) et le ProDAF à soit conduire davantage de nouveaux CEP (les 3-5 meilleures), soit apporter l'appui-conseil à leurs confrères de proximité.

53. La valorisation des compétences des apprenants des CEP, pour la mise à l'échelle à travers l'Appui-Conseil Agricole Paysan (ACAP), permettra de faire de chacun un paysan relais pour le transfert des techniques. Ils agissent ainsi comme des agents qui aident la DRA à toucher le maximum de producteurs en (i) encadrant de nouveaux CEP ou en appuyant dix (10) nouveaux exploitants, autour de lui et/ou dans les localités environnantes sur des parcelles individuelles de 0,5 ha/personne. Ainsi, à partir d'un apprenant d'un CEP d'un hectare, on touche, en plus de ce paysan relais lui-même, au total de 300 producteurs pour une superficie d'environ 15 ha.

Développement des cultures irriguées (AS5)

Dispositif technique de mise en œuvre

54. Le dispositif adopté par le ProDAF, pour l'amélioration de la productivité en culture irriguée, notamment l'augmentation des rendements d'environ 40%, est quasi-identique à celui en culture pluviale. Il s'agit du Champ Ecole Paysan Maraîchers (CEPM) élargi à l'appui-conseil sur les parcelles paysannes en valorisant les compétences des producteurs qui y sont formés et dénommé Paysan relais (cf. croquis ci-dessous). Bien que le champ école paysan maraîcher soit relativement plus petit (0,10 ha/CEPM)⁷⁵, il reste l'outil idéal et le lieu d'apprentissage des techniques performantes de production, pour toucher davantage de village et de personnes. Il met en relation

⁷⁵ Cette superficie correspond bien nature de l'activité et des acteurs dans la zone. Dans la majorité des cas les parcelles dépassent rarement 0,5 ha.

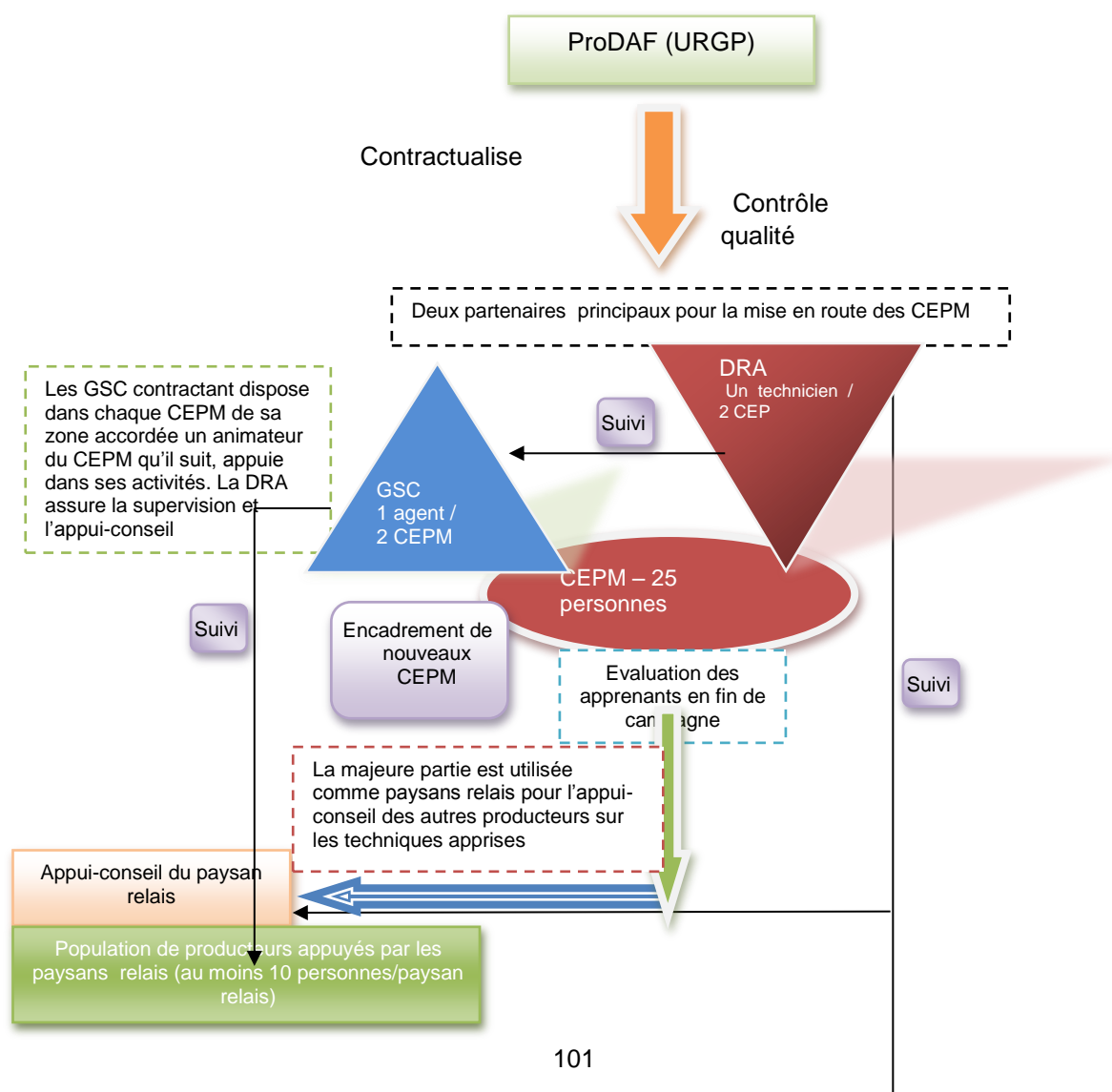
quatre compétences avec lesquelles le programme établit des liens de partenariat que sont la DRA, les ONG, les GACAP et les paysans relais. Ils seront tous mis à contribution pour la mise en œuvre prévisionnelle de 845 CEPM, répartis entre les trois régions, à raison de 32 personnes par CEPM; qui devrait se constituer en groupement/coopérative/GIE. Ce chiffre correspond à 16 binômes sur 8 hectares de sites équipées en petite irrigation. Chaque agent, qu'il soit de la DRA ou du GSC, s'occupe de deux CEPM et chaque CEPM dispose en son sein d'un facilitateur, qui fait l'interface entre le groupe et les partenaires (DRA, GSC, programme, autre).

55. La Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), grâce aux compétences et à l'expérience techniques de son personnel, assure les mêmes tâches de mise en œuvre des CEPM, qu'avec les CEP, ainsi que la supervision et l'appui-conseil aux GSC et paysans relais.

56. Les GSC. Elles disposent de compétences internes à même d'accompagner la mise en place des CEPM mais également d'assurer l'appui-conseil agricole en culture irriguée; sous la supervision de la DRA concernée. Ils participent aux séances de formations mais également mobilisent leurs compétences pour la conduite des CEP M et/ou l'appui-conseil sur les parcelles des producteurs, qui sont sous leur responsabilité.

57. Les paysans relais. La valorisation des compétences des apprenants des CEPM, pour la mise à l'échelle à travers un appui conseil plus large, permettra de faire de chacun d'eux un paysan relais pour le transfert des techniques. Ils agissent ainsi comme des agents qui aident la DRA à toucher le maximum de producteurs, autour de lui des parcelles individuelles de 0,25 ha/personne. Ainsi à partir d'eux, le ProDAF pourra réaliser ses prévisions pour 6 700 ha et toucher 30 000 producteurs/trices maraîchers.

Schéma 2 : dispositif de mis en œuvre des CEPM



Calendrier typique annuel de mise en œuvre des CEP et des CEPM

Actions/Activités	Période de déroulement											
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	octobre	novembre	déc.
A. Adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique												
Champs Ecoles Paysans (CEP) Cultures pluviales												
Formation/récyclage sur le école (CEP)												
Formation agriculture de conservation CES/DRS/RNA												
Pratiques à grande échelle de la RNA												
Formation sur la gestion de la fertilité des sols, Formation sur la gestion intégrée des ravageurs												
Mise en œuvre des CEP												
Journées portes ouvertes des CEP												
Elaboration manuels CEP												
Voyages d'études locaux												
Voyages d'études dans d'autres pays												
Convention INRAN, FAO												
agents développement local (ADL)												
Mise en place de l'Appui-Conseil Agricole-Paysan (ACAP)												
Contrat avec les groupements d'appui conseil agricole												
Etude de référence des cultures pluviales & irriguées												
B. Amélioration de la petite irrigation												
Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEPM)												
Formation/recyclage des formateurs sur le CEPM/j												
Mise en place des CEPM												
Journées portes ouverte (JPO) des CEPM												
Voyages d'études locaux /f												
Voyages d'études dans d'autres pays												
Convention avec l'INRAN												
Agents développement local												

Amélioration des productions animales (AS6)

Dispositif technique de mise en œuvre

58. Mise en place des Services Vétérinaires Privés de Proximité. L'opérateur identifié est responsable avec les STD de la mise en place des Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) additionnels du réseau des Auxiliaires d'Élevage et des Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants. Vétérinaires sans Frontières (VSF) a le plus d'expérience avec, à son actif, 16 SVPP installés au plan national ainsi qu'un guide d'installation des Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) rédigé en collaboration avec le ministère de l'élevage. Le Service Vétérinaire Privé de Proximité est constitué de 3 composantes indissociables à savoir:

- ✓ une composante pratique qui inclut: (i) une clinique vétérinaire rurale (CVR), dirigée par un vétérinaire privé, (ii) un réseau d'auxiliaires d'élevage (AE), (iii) des structures locales

d'approvisionnement et de commercialisation de produits vétérinaires, (iv) des animatrices villageoises en aviculture et en élevage de petits ruminants;

- ✓ une composante sensibilisation qui regroupe (i) le projet d'appui, (ii) les associations d'éleveurs, (iii) les communes, (iv) les services techniques centraux et déconcentrés de l'élevage, (5) les chefferies traditionnelles;
- ✓ une composante suivi-contrôle est exercé par (i) l'Etat, (ii) les associations d'éleveurs, (iii) le projet d'appui, (iv) le vétérinaire, (v) l'Ordre National des Vétérinaires du Niger (ONVN).

59. Les étapes suivantes sont prévues:

- ✓ concertation des différentes institutions et partenaires;
- ✓ sélection du vétérinaire;
- ✓ sélection des 30 Auxiliaires d'Élevage;
- ✓ sélection des 30 Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants;
- ✓ mise en place de la clinique vétérinaire;
- ✓ formation des Auxiliaires d'Élevage (module de 5 à 6 jours par mois pendant 6 mois et recyclage chaque année);
- ✓ formation des Animatrices Villageoises Aviaire /Petits Ruminants;
- ✓ suivi des activités pendant 3 ans;
- ✓ sensibilisation des producteurs.

60. Contrôle de la Maladie de Newcastle (MN). Il s'agit de mettre en place un mécanisme de contrôle régulier de la maladie de Newcastle dans la zone d'intervention du ProDAF qui viendra renforcer les mesures de lutte adoptées contre les pathologies du bétail (péritonneumonie contagieuse, peste des petits ruminants et clavelée). Avec l'appui d'une assistance technique externe, l'opérateur et les services techniques mettront en place les campagnes de vaccination contre la MN.

L'intervention se centrera autour du travail avec le laboratoire central de l'élevage, les services vétérinaires publics, les Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP), les Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants (AVA/PR), les communes, les OP et groupements de producteurs pour le contrôle de la Maladie de Newcastle (MN) dans les trois régions pour l'amélioration de la production avicole. Afin de renforcer les capacités de l'opérateur et d'assurer la qualité et le suivi, sont prévus: (1) l'évaluation de la chaîne de froid et son amélioration, (2) la production de matériel de communication, (3) la formation de formateurs, (4) l'évaluation annuelle des campagnes de vaccinations, (5) l'évaluation annuelle de la production du vaccin I2 et de sa distribution par l'assistance technique externe. Les principales activités prévues sont les suivantes:

- ✓ évaluation de la chaîne de froid et de la qualité du vaccin (Assistance technique externe);
- ✓ définition du calendrier de vaccination et des interventions dans le domaine de la gestion de la production (Assistance technique externe);
- ✓ amélioration de la chaîne de froid;
- ✓ identification de Services Vétérinaires Priés de Proximité pour la vaccination;
- ✓ identification des villages impliqués;
- ✓ identification Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants;
- ✓ formation de formateurs (3 jours) (Assistance technique externe);
- ✓ formation de Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants initiale (4 jours) (Assistance technique externe);
- ✓ sensibilisation des producteur/rices;

- ✓ recyclage des Animatrices Villageoises Aviculture et Élevage de Petits Ruminants;
- ✓ campagne de vaccination (3 par ans);
- ✓ évaluation des campagnes de vaccination;
- ✓ évaluation annuelle des 3 campagnes (Assistance technique externe);
- ✓ évaluation de la production et de la distribution du vaccin (Assistance technique externe).

Diffusion des technologies pour une meilleure conduite de l'élevage

61. La diffusion des technologies sera mise en œuvre à travers les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE), les Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants et les Auxiliaires d'Élevage. L'opérateur en coordination avec les services techniques, les Services Vétérinaires Privés de Proximité des régions procédera à la mise en place des agents et des dispositif d'innovation en petit élevage (DIPE) dans les zones sélectionnées et travaillera avec les agents déjà sur le terrain là où ils existent pour leur donner la formation nécessaire pour mener à bien les activités de vulgarisation des meilleures pratiques de l'élevage. Cette activité sera promue à travers les actions de: (1) formation; (2) encadrement technique de proximité; (3) suivi-évaluation.

62. Renforcement du capital bétail pour les ménages et groupes vulnérables (kits chèvres et volaille). Le dispositif d'encadrement sera apporté soit par un Service Vétérinaire Privé de Proximité soit par un service public là où ce dernier n'existe pas. Les troupeaux initiaux seront pris en charge, par le dispositif, dès leur livraison sur le site à travers une mise en quarantaine systématique. Ensuite un encadrement rapproché, permanent et endogène sera apporté par les Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants (AVA/EPR). Cette activité sera promue à travers: (1) la sélection des bénéficiaires; (2) la distribution des kits; (3) l'encadrement technique de proximité à travers les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE); (4) le suivi-évaluation.

63. L'embouche ovine à cycle court (kit embouche). L'embouche ovine joue un rôle de sécurisation et d'épargne surtout pour les ménages vulnérables. Cette activité sera promue à travers les actions de: (1) sélection des bénéficiaires; (2) facilitation d'accès au microcrédit; (3) encadrement technique de proximité; (4) promotion d'embouche au profit des femmes et des jeunes; (5) suivi-évaluation. L'opérateur avec les services techniques procédera à l'encadrement et au suivi technique et sanitaire.

64. Promotion de la traction animale pour les femmes et les jeunes (kits bœuf de traction et charrue et charrette). Cette activité génératrice de revenu sera promue à travers: (1) la sélection des bénéficiaires; (2) la facilitation d'accès au microcrédit; (3) l'encadrement technique de proximité; (3) la promotion de la traction animale; (4) le suivi-évaluation. L'opérateur en coordination avec les services technique procédera à l'encadrement et au suivi technique et sanitaire.

65. Couloir de transhumance et récupération des aires de pâturage : ces activités sont mises en place par la sous-composante 1.1 Dans les dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE) des semences de plantes fourragères sont distribuées et leur utilisation est discutée et encouragée.

Tableau 1: Plan de mise en œuvre par région

	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	Total
Services Vétérinaires Privés de Proximité Maradi	1(1)	2(2)	1(2)	0	0	0	0	0	4
Services Vétérinaires Privés de Proximité Tahoua									0
Services Vétérinaires Privés de Proximité Zinder		1(3)	1(3)						2
Villages avec contrôle MN	30	60	90	120	150	180	180	180	180
Kits initiaux caprins	300	300	300	300	300	0	0	0	1500
Kits caprins rotation		300	600	600	600	600	300	0	3000
Kits volaille		300	300	300	300	0	0	0	1200
Kits traction animale	20	20	20	20	20	20	20	20	160
Embouche ovine	50	50	50	50	50	50	50	50	400
Dispositif d'innovation en petit élevage	10	10	10	10	10	10	10	0	70
Retransmission des savoirs par binômes (ménages)		250	250	250	250	250	250	250	1750
Kits semence fourragères	500	500	500	500	500	500			3000

(1) Madarounfa; (2) Aguié, Tessaoua et Gazaoua; (3) Dungass/ Magaria et Mirriah

Tableau 2: Plan de mise en œuvre détaillé par région

	An1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8
1. Appui /conseil								
SVPP								
Maradi								
Convention partenaire de mise en œuvre								
Contrat avec Vétérinaire et autorisation								
Sélection et formation AV								
Sélection et formation des Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants								
Accompagnement pendant 3 ans								
Tahoua								
Zinder								
Contrat partenaire de mise en œuvre								
Contracta avec Vétérinaire et autorisation								
Sélection et formation Auxiliaires d'Élevage								
Sélection et formation Animatrices Villageoises Aviculture et Elevage de Petits Ruminants								
Accompagnement pendant 3 ans								
Vaccination MN								
Chaine de froid								
Production vaccin								
Vaccination 30 villages								
CEAP								
Mise en place de 10 dispositifs d'innovation en petit élevage (DIPE) et maintient pendant 18 mois								

2. Modules									
Kit traction									
20 kits par an									
Embouche ovine									
50 ovins par an et par région									
Kits chèvres									
300 kits par an									
Kits volaille									

Volet Renforcement organisationnel et institutionnel (AS7)

66. Des conventions de partenariat de la durée de trois ans renouvelables seront passées avec les partenaires opérationnels issus de la société civile rurale organisée et du monde de l'agriculture. Ces conventions définiront dans les détails : (i) le renforcement dont bénéficiera le partenaire ; et (ii) les activités qu'il est censé mener, ainsi que les résultats à obtenir. Toutes ces conventions seront basées sur les résultats.

67. La signature des conventions suit un processus de négociations de gré à gré entre les parties sur la base des conventions types déjà passées avec (i) le RECA, (ii) les CRA, (iii) les DRA, (iv) les fédérations régionales dont les modèles sont annexés.

68. Les conventions seront toutes passées entre les URGP et les partenaires, sauf celle avec le RECA (conclue avec la CENAT). Elles ne démarreront pas toutes au même moment, compte tenu de certaines conventions déjà existantes avec le Programme Niger-FIDA qui seront encore en vigueur au moment du lancement du Programme. Concernant le RECA, la construction du siège se fera en année 1 sur la base d'un co-financement conformément au mémo joint en annexe.

Sous composante 1.3: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle (AS8)

69. La prestation sera menée par une ONG justifiant d'une expérience confirmée en matière de genre et particulièrement dans l'accompagnement des groupements MMD pour une autonomisation des femmes en milieu rural. Aussi des expériences dans le domaine du renforcement des capacités des populations locales (approche des femmes relais et des animatrices villageoises) constituent un atout.

70. L'ONG doit disposer de ressources humaines compétentes et suffisantes pour mener à bien les tâches qui lui sont confiées. Elle pourra sous-traiter avec d'autres structures disposants de compétences en la matière mais restera seule responsable de la qualité des résultats et des délais d'exécution.

71. Un exemplaire des termes de référence utilisé par le PASADEM est joint en annexe.

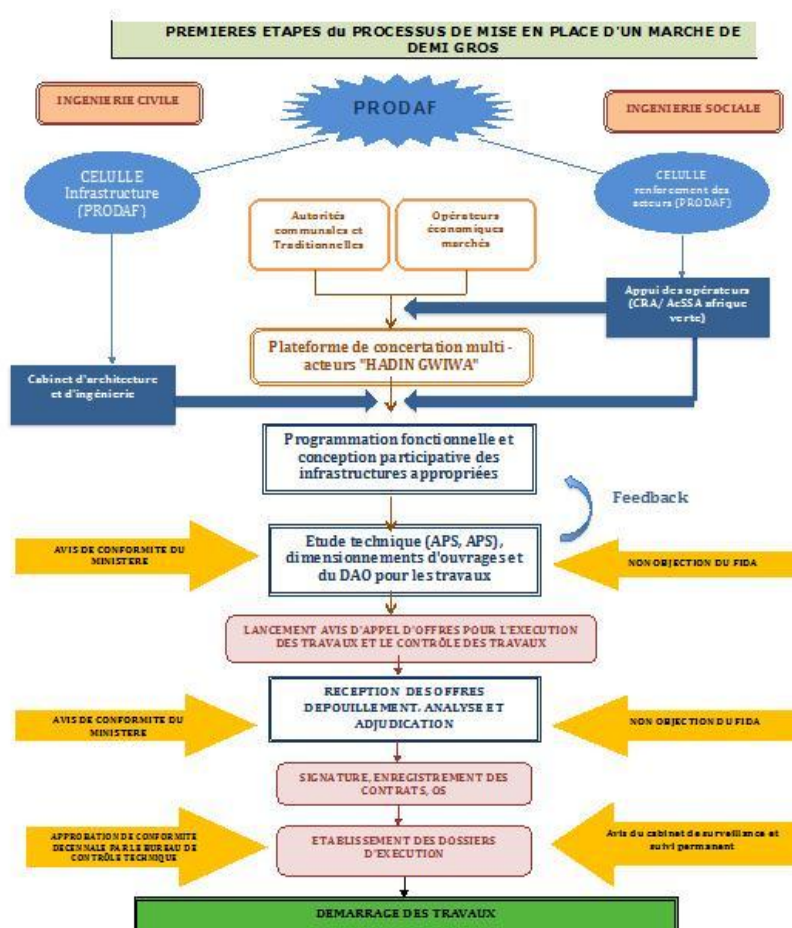
Composante 2 Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales

72. Dans le cadre du montage institutionnel du ProDAF, il est prévu dans chaque région un responsable de composante et 2 assistants ingénieur génie civil/génie rural et ingénieur BTP/génie rural afin de mettre en œuvre l'ingénierie civile de cette composante. Cette cellule technique composée: (i) d'un assistant (ingénieur génie civil/génie rural) qui est en charge de la construction des marchés demi gros et des centres de collecte satellite⁷⁶, (ii) d'un assistant (ingénieur BTP/génie rural) qui est en charge de la construction/réhabilitation des pistes rurales et de la mise en place du volet entretien⁷⁷. La cellule technique sera dotée des moyens logistiques et des équipements (bureautique et informatique) nécessaires à leurs tâches quotidiennes.

Sous-composante 2.1 Aménagement structurants d'accès aux plateformes des services ruraux

Volet 1 « construction de plateformes de commercialisation dans les PDE » (AS9)

Dispositif technique de mise en œuvre



⁷⁶ La cellule infrastructure rurale du PASADEM assure actuellement la coordination de l'ingénierie civile avec l'appui d'un cabinet privé qui a été recruté et qui a intégré les cadres de concertation au niveau des PDE de Tessaoua, Djirataoua et de Sabon Machi. Ce dispositif sera ainsi maintenu et poursuivra ses activités au niveau des autres PDE jusqu'à la fin du mois de juin 2015, période à laquelle toutes les activités restantes vont intégrer le schéma de mise en œuvre du ProDAF. Le PPI-Ruwanmu a suivi la même stratégie concernant le démarrage des études de faisabilité pour les centres de collecte et les comptoirs/marché demi gros.

⁷⁷ Le montage institutionnel permet d'intégrer le dispositif DVPR qui est en cours d'installation et sera intégré au niveau de chaque région (URGP) et au niveau national lors du démarrage du ProDAF.

Marché demi gros et plateforme commerciale

73. Le processus de réalisation des marché de demi gros (et/ou plate-forme commerciale) en relation avec l'ingénierie civil et l'ingénierie sociale sur base des moyens en personnel et en équipements prévu dans le COSAB. Le processus dure trois années: études de faisabilité, mise en œuvre, période de garantie d'un an.

Type acteurs	Rôle
Ministère de l'Agriculture/Délégation Régionale du Ministère de l'Agriculture	Maître d'ouvrage
ProDAF	Maître d'ouvrage délégué
Bureau d'étude/bureau d'architecture d'ingénierie	Maître d'œuvre/prestataire
PME	Prestataire (titulaire du marché)
Services techniques régionaux	Direction Régionale du Génie Rural et Direction Régionale de l'Urbanisme (supervision, rôle régalién de l'Etat)
Commune	Propriétaire de l'ouvrage

74. Première phase: recrutement annuel d'un bureau d'étude pour les études de faisabilité (APS et APD) pour le site retenu annuellement (durée: 3 mois)⁷⁸. En annexe 7 du DT3b, il est joint un modèle de terme de référence pour démarrer les études de faisabilité.

75. Le processus consiste à la mobilisation du bureau d'étude/cabinet d'architecture et d'ingénierie (maître d'œuvre) qui est en en charge de: (i) l'APS constitué par: le programme de fonctionnement général du marché, la conception participative des infrastructures, l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale; (ii) l'APD constitué par: les études techniques, la conception détaillée des plans, (iii) l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour la réalisation des travaux.

76. Un dossier de présélection comportant: l'objet, les critères d'éligibilité, les critères de qualification et de sélection afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt au niveau national (et/ou de la région) suite à laquelle une short liste de bureaux d'études est retenue. Ensuite, une demande de proposition comportant les pièces usuelles dont des termes de références détaillée de la prestation est envoyé à tous les soumissionnaires retenus dans la short-liste.

77. A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région, il est retenu un seul bureau d'étude. Après le processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

78. Seconde phase: phase d'interaction entre l'ingénierie civil et l'ingénierie sociale (durée: 1 mois). Le principe général est de créer un cadre de discussion entre l'ingénierie civile et l'ingénierie sociale pour mieux cadrer la programmation et les spécificités techniques des infrastructures commerciales (Ceci pour permettre la mise en œuvre d'ouvrages qui s'adaptent mieux aux réalités socio-économiques des communautés).

79. Il s'agit de façon spécifique de: (i) réaliser un programme de fonctionnement général du marché, (ii) concevoir de manière participative les infrastructures, (iii) réaliser un plan de gestion environnementale et sociale en vue de l'élaboration de l'APD. Cette étape se réalise en concertation avec le bureau d'étude, le ProDAF et les différents acteurs et usagers (la plateforme de concertation "Hadin Gwiwa", la Chambre Régionale d'Agriculture, l'ONG Acssa Afrique verte.

80. Il est précisé essentiellement: (i) les principales fonctions du marché, (ii) le nombre et le type d'infrastructures à prévoir (iii) les surfaces souhaitées, (iv) les aires de stationnement des camions gros porteurs, (v) les aires de débarquement, (vi) les aires de conditionnement, ainsi que les recommandations techniques générales (plans de sites à échelle urbaine, principales contraintes du/des sites, type de sources souhaités d'alimentation électrique et d'alimentation en eau

⁷⁸ L'étape préalable avant le recrutement d'un bureau d'étude est que l'Ingénierie social autour d'une plateforme de concertation multi-acteurs "HADIN GWIWA" a été effectuée.

essentiellement, budget maximale...). Cette phase est essentielle afin de déboucher sur des infrastructures appropriées et voulues par tous.

81. Troisième phase: études techniques: APS, APD, DAO (durée: 6 mois). Le bureau d'étude (d'architecture et d'ingénierie) a pour objectif de mettre à la disposition du ProDAF:

APS: (i) un programme de fonctionnement général du marché, (ii) un plan de gestion environnementale et sociale après prise en compte des impacts sur l'environnement et la population qui aboutit au choix du site et de procéder à l'APS comportant: (i) le levé topographique sommaire; l'étude sommaire des sols et identification de carrières; l'étude de conception sommaire (avec plusieurs variantes); l'élaboration de l'avant-projet sommaire, avec les plans, l'avant – métré et devis estimatifs sommaires;

APD: la conception technique du projet: dossier topographique, dossier géotechnique du site, repérage des sites d'emprunt des matériaux, sondages et essais de matériaux, dimensionnement des structures (calcul des charges), dimensionnement des fondations, avant-métré, dossier confidentiel (devis quantitatif et estimatif, sous détail de quelques prix unitaires essentiels), organisation 'type' du chantier, chronogramme 'type' d'exécution du chantier, liste d'équipements (caractéristiques) et de personnel (profil technique) exigés aux entreprises.

DAO: il est constitué des éléments essentiels selon le modèle de DAO 'type travaux' de l'ARMP: AAO, instruction aux soumissionnaires, données particulières de l'appel d'offres, cahier de clauses administratives générales, cahier de clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques générales, cahier des clauses techniques particulières (spécifications techniques), cadre de bordereau des prix unitaires, modèle de devis quantitatif et estimatif, modèles de formulaires, plans, grille d'analyse.

82. Le contrôle technique et de conformité est nécessaire selon deux niveaux:

- i) le ProDAF (cellule technique, responsable de la composante et l'ingénierie sociale) émet un avis technique. Les premières observations et les recommandations sont intégrées par la suite dans les documents techniques (APS, APD et DAO);
- ii) un atelier technique d'échange et de partage a lieu regroupant: le bureau d'étude, le ProDAF (ingénierie civile et sociale, direction du programme, suivi évaluation), les services techniques régionaux (urbanisme, génie rural, environnement), les autorités administratives.

83. Les observations et les recommandations sont intégrées par la suite dans les documents techniques (APS, APD et DAO). Ensuite, après validation du ProDAF, le résultat est validé au niveau du Ministère de l'Agriculture ou de la délégation régionale (maître d'ouvrage). Un avis de conformité est donné par le contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Par la suite, le ProDAF demande l'avis du FIDA qui est donné à travers une non objection. Cette étape confirmée par les études techniques permet au ProDAF de vérifier l'articulation des propositions technico-financières du bureau d'étude et la rentabilité économique des marchés de demi gros.

84. Quatrième phase: recrutement annuel d'un bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle du site retenu (durée: 3 mois) et recrutement annuel d'un bureau d'étude pour le contrôle dans le cadre de la garantie décennale. Le processus consiste à la mobilisation du bureau d'étude (maître d'œuvre) qui est en charge de la surveillance et le contrôle du chantier.

85. Un dossier de présélection comportant: l'objet, les critères d'éligibilité, les critères de qualification et de sélection afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt au niveau de la région suite à laquelle une short liste de bureaux d'études est retenue. Ensuite une demande de proposition comportant les pièces usuelles dont des termes de références détaillés de la prestation est envoyé à tous les soumissionnaires retenus dans la short-liste. A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région, il est retenu un seul bureau d'étude. A l'issue du processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du

Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

86. D'autre part, un bureau d'étude est sélectionné par entente directe pour le contrôle technique dans le cadre de la garantie décennale. Les termes de références détaillés de la prestation est envoyé aux cabinets (agréés par les agences d'assurances) pour contrôler la conformité techniques non seulement des plans d'exécution fournis par les entreprises avant le début des travaux, mais aussi le contrôle durant la phase exécution des différents ouvrages (afin que l'exécution soit conforme aux plans approuvés et de garantir que les travaux sont réalisés conformément aux normes standards requis). Il est le garant de la normalisation des risques pour la responsabilité décennale des infrastructures.

87. Cinquième phase: recrutement de plusieurs PME (durée: 3 mois). Un avis d'appel d'offre ouvert est lancé au niveau de la région. Un DAO est disponible avec plusieurs allotissements en fonction du type/complexité des travaux à réaliser (ex: terrassement/voirie, bâtiment, château d'eau (avec forage). A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région (ou de Niamey), il est retenu une PME par lot. A l'issue du processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

88. Sixième phase: signature des ordres de services et réalisation du dossier d'exécution (durée: 2 mois). Après la signature des contrats et leur enregistrement, la signature et la délivrance des ordres de service pour les deux bureaux d'études et pour l'entreprise correspond au démarrage des prestations. Les PME soumettent les polices d'assurance, la caution de bonne exécution, un dossier détaillé d'exécution comprenant: les plans d'exécution, les plans de détail, les notes de calculs de charges, l'organisation du chantier, le planning des travaux.

89. Le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle donne un avis technique et le bureau d'étude chargé du contrôle technique dans le cadre de la garantie décennale donne son approbation technique sur le dossier détaillé d'exécution.

90. Septième phase: démarrage du chantier (OS) à la réception provisoire (durée: 12 mois). Les travaux entrent dans la phase d'exécution (de l'installation du chantier jusqu'à la réception technique, réception provisoire et réception définitive des travaux). La gestion d'un chantier de travaux fait intervenir plusieurs acteurs: (i) maître d'ouvrage (le Ministère de l'Agriculture ou sa délégation régionale), le maître d'ouvrage délégué (le ProDAF ayant un rôle de supervision), le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle (maître d'œuvre), le bureau d'étude chargé du contrôle technique dans le cadre de la garantie décennale (assistant au maître d'œuvre), l'entreprise, les services techniques régionales de l'Urbanisme et du Génie rural ayant le rôle régalien de l'Etat.

91. La surveillance et le contrôle du bureau d'étude est journalier et il est présent au quotidien sur le chantier. Ce dernier assure le respect des normes et le contrôle de qualité des travaux et aussi à travers le bureau d'étude chargé du contrôle technique dans le cadre de la garantie décennale.. A titre d'exemples, il est cité plusieurs tâches du bureau d'étude dans le cadre de la supervision et du contrôle: (i) la vérification du respect du marché par les entreprises, (ii) la vérification de l'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier, (iii) la participation aux réunions hebdomadaire de chantier et aux réceptions (rédaction des PV dans le cahier de chantier), (iv) le contrôle du remplissage du journal et du cahier de chantier, (v) le contrôle des installations, du matériel des entreprises, (vi) la réception et le contrôle des implantations, (vii) le contrôle de la qualité et de la quantité des matériaux approvisionnés et la mise en œuvre, (ix) la réception des fonds de fouilles, du ferrailage et coffrage des ouvrages en béton armé avant la mise en œuvre du béton, (x) le contrôle de la qualité des ouvrages et des délais techniques de mise en œuvre des ouvrages de différents corps d'état, (xi) le contrôle des dispositions prises pour garantir les conditions de sécurité et de santé sur le chantier, (xii) la préparation des opérations de réception et la réalisation des réceptions techniques, provisoire et définitives (période de garantie de 12 mois entre la réception

provisoire et définitive) (xiii) le contrôle: des attachements, de la situation de travaux exécutés (métrés), de la facture.

92. Un suivi périodiquement de contrôles contradictoires ou inopinés de la part de l'assistant « ingénieur génie civil » qui interagit directement avec: (i) le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle, (ii) le bureau d'étude chargé du contrôle technique dans le cadre de la garantie décennale. Celui-ci les appuie dans leurs tâches et s'assure que l'avancement des travaux se déroule normalement tout en s'assurant que les normes techniques de qualité sont contrôlées de manière régulière et que les différents documents de chantier soient tenus et amendés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

93. Un suivi de la part des services techniques régionaux du Génie Rural et de l'Urbanisme durant les chantiers est utile afin que ceux-ci assurent le rôle régalien de l'Etat (rôle de suivi et garant des normes technique de construction).

94. Huitième phase: fonctionnalité du marché demi gros. A la réception provisoire de l'infrastructure, le maître d'ouvrage remet 'les clés' à la commune, propriétaire des infrastructures. La gestion et l'entretien avec l'appui de l'ingénierie sociale est effectué par une SARL (constituée par: (i) le GIE ayant en son sein les organisations représentantes dans l'Hadin Gwiwa, (ii) les autorités de la commune).

Volet « pistes rurales » (AS10)

Dispositif technique de mise en œuvre

95. Le processus de réalisation des pistes rurales est prévu en relation avec l'ingénierie civile et l'ingénierie sociale avec les moyens en personnel et en équipements. Le processus dure 3 années: études de faisabilité, mise en œuvre, période de garantie d'un an, travaux éventuel de consolidation

Type acteurs	Rôle
Ministère de l'Agriculture/Délégation Régionale du Ministère de l'Agriculture	Maître d'ouvrage
ProDAF	Maître d'ouvrage délégué
Bureau d'étude	Maître d'œuvre/prestataire
PME	Prestataire (titulaire du marché)
Services techniques régionaux	Direction régionale du Génie Rural et Direction Régionale de l'Equipement (supervision, rôle régalien de l'Etat)
Commune	Propriétaire de l'ouvrage

96. Il a été précisé les différents tronçons à réaliser dans le cadre du ProDAF sur base des SDR adoptés dans le cadre de l'Etude thématique « mise en œuvre de pistes rurales au Niger et plus particulièrement dans les régions de Tahoua, Maradi et de Zinder » Ainsi, ce qui concerne les pistes programmées en travaux neufs ou à réhabiliter, des actions d'information et de sensibilisation seront menées auprès des populations afin de: (i) définir le meilleur tracé des routes⁷⁹, (ii) mettre en place les comités de gestion villageois étant l'interlocuteur pour: les questions foncières, le passage des tracés dans les villages, la participation aux travaux, la choix des cantonniers, les concertations sur les activités d'entretien, de préparer la mise en place des BCER, (iii) sensibiliser sur l'utilité publique de la piste. Des actes de donation seront signés par les chefs de villages à travers les COFO. En cas de difficultés, il existe une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Toutefois le recours à cette procédure se fera sous la responsabilité des autorités nigériennes. Le bureau d'étude n'interviendra qu'une fois le foncier sécurisé par le maître d'ouvrage. Cette étape préalable⁸⁰ s'effectue avec l'ingénierie sociale (à travers des prestataires de service: ex ONG AcSSA) et avec

⁷⁹ Lors des visites de terrain de pré-identification des tronçons, la participation des services techniques régionaux en appui aux plates-formes de concertation est à mieux développer de manière à pouvoir partager les données techniques (carrières de matériaux, disponibilité en eau, ...) et l'expérience acquise de projets antérieurs dans la zone.

⁸⁰ De l'Avant-Projet Sommaire.

l'ingénierie civile en étroite collaboration avec les HG, les opérateurs socio-économique, les communes et les autorités coutumière.

97. Première phase: recrutement annuel d'un bureau d'étude pour les études de faisabilité (APD, dossier géotechnique, Etude d'Impact Environnemental et social - EIES) pour les tronçons retenus annuellement (durée: 3 mois) En annexe 9, il est joint un modèle de terme de référence pour démarrer les études de faisabilité. Le processus consiste à la mobilisation du bureau d'étude (maître d'œuvre) qui est en charge de (i) APD, (ii) dossier géotechnique, (iii) étude d'Impact Environnemental et social – EIES, (iv) DAO pour la réalisation des travaux.

98. Un dossier de présélection comportant: l'objet, les critères d'éligibilité, les critères de qualification et de sélection afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt au niveau national (et/ou de la région) suite à laquelle une short liste de bureaux d'études est retenue. Ensuite une demande de proposition comportant les pièces usuelles dont des termes de références détaillée de la prestation est envoyé à tous les soumissionnaires retenus dans la short-liste.

99. A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région, il est retenu un seul bureau d'étude. A l'issue du processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

100. Seconde phase: études techniques: APD, Dossier géotechnique, EIES, DAO (durée: 4 mois). Le bureau d'étude a pour objectif de mettre à la disposition du ProDAF:

APD: la conception technique du projet dont il est précisé de manière non exhaustive: (i) les schémas d'itinéraires et les descriptions des axes de la piste, (ii) les vues en plans de la piste et les cotations des bornes d'implantation de la piste; (iii) les profils en long et en travers des pistes avec tracés de la ligne projet (ligne rouge), (iv) les vues en plan, les profils en long et en travers, les points d'implantation concernant les ouvrages hydrauliques et leurs dimensions; (v) les différentes quantités de travaux: cubatures (déblais à mettre en dépôt, déblais à mettre en remblais, les remblais en matériaux d'apport,...); (vi) les quantités de latérite pour la chaussée, la plus – valeur de transport de matériau de chaussée (au-delà de 5 kms sur pistes d'accès, hors transport sur emprise de la piste); (vii) les quantités de travaux pour les ouvrages hydrauliques, (viii) le dossier confidentiel: (avant métrés, devis quantitatif et estimatif, sous détail de quelques prix unitaires essentiels), organisation 'type' du chantier, chronogramme 'type' d'exécution du chantier, liste d'équipements (caractéristique) et de personnel (profil technique) exigé aux entreprises.

Dossier Géotechnique: il comporte de manière non exhaustive: (i) le répertoire et localisation des carrières à utiliser pour chaque tronçon de piste ainsi que leurs potentiels, (ii) les plans de masse des différentes carrières avec les points de sondage, les épaisseurs exploitables et les épaisseurs de découverture; (iii) les caractéristiques des matériaux des différentes carrières, (iv) les plans de réaménagement des carrières après travaux, (v) les contraintes admissibles des sols de fondations de l'emprise de la route et formulation de recommandations.

EIES: sur base d'un travail effectué en amont par l'ingénierie sociale, il comporte de manière non exhaustive en impliquant dès le départ de l'étude les communautés à la base et les services techniques compétents, et en particulier les chefs de villages, les comités de gestion villageois, les COFO et l'environnement: (i) une description complète du projet (justification du projet, objectifs et résultats attendus, détermination des limites géographiques de la zone du projet, méthodes, installations, produits et autres moyens utilisés), (ii) une analyse de l'état initial du site et de son environnement (Collecte de données de base sur: l'eau, le sol, les conditions socio-économiques et culturelles...), (iii) une esquisse du cadre juridique au Niger de l'étude, (iv) une évaluation des changements probables que le projet est susceptible de générer, (v) une description des mesures préventives, de contrôle, de suppression, d'atténuation et de compensation des impacts négatifs.

DAO: il est constitué des éléments essentiels selon le modèle de DAO 'type travaux' de l'ARMP et du modèle 'type' du volet DVRP: AAO, instruction aux soumissionnaires, données particulières de l'appel d'offres, cahier de clauses administratives générales, cahier de clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques générales, cahier des clauses techniques particulières (spécifications techniques), cadre de bordereau des prix unitaires, modèle de devis quantitatif et estimatif, modèles de formulaires, plans, grille d'analyse.

101. Le contrôle technique et de conformité est nécessaire selon deux niveaux:

- i) le ProDAF (cellule technique, responsable de la composante et ingénierie sociale) émet un avis technique. Les premières observations et les recommandations sont intégrées par la suite dans les documents techniques reçus;
- ii) un atelier technique d'échange et de partage a lieu regroupant: le bureau d'étude, le ProDAF, (ingénierie civile et sociale, direction du programme, suivi évaluation), les services techniques régionaux (Direction régionale du Génie Rural, Direction Régionale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Environnement,), les autorités administratives.

102. Les observations et les recommandations sont intégrées par la suite dans les documents techniques. Ensuite, après validation du ProDAF, le résultat est validé au niveau du Ministère de l'Agriculture ou de la délégation régionale (maître d'ouvrage). Un avis de conformité est donné par le contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Par la suite, le ProDAF demande l'avis du FIDA qui est donné à travers une non objection.

103. Troisième phase: recrutement annuel d'un bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle des tronçons retenu (durée: 3 mois). Le processus consiste à la mobilisation du bureau d'étude (maître d'œuvre) qui est en charge de la surveillance et le contrôle du chantier. Un dossier de présélection comportant: l'objet, les critères d'éligibilité, les critères de qualification et de sélection afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt au niveau de la région suite à laquelle une short liste de bureaux d'études est retenue. Ensuite une demande de proposition comportant les pièces usuelles dont des termes de références détaillés de la prestation est envoyé à tous les soumissionnaires retenus dans la short-liste.

104. A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région, il est retenu un seul bureau d'étude. A l'issue du processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

105. Quatrième phase: recrutement de plusieurs PME (durée: 3 mois). Un avis d'appel d'offre ouvert est lancé au niveau de la région. Un DAO est disponible avec plusieurs allotissements en fonction des tronçons à réaliser et/ou à réhabiliter. A l'issue de l'analyse des offres au niveau de la région (ou de Niamey), il est retenu une PME par lot. A l'issue du processus d'adjudication, les résultats sont soumis à l'approbation au contrôleur des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère de l'Agriculture (ou de sa délégation régionale). Ensuite, il est demandé la Non objection du FIDA par le ProDAF en tant que maître d'ouvrage délégué.

106. Cinquième phase: Signature des ordres de services et réalisation du dossier d'exécution (durée: 2 mois). Après la signature des contrats et leur enregistrement, la signature et la délivrance des ordres de service pour le bureau d'étude et pour les entreprises correspond au démarrage des prestations. Les PME soumettent les polices d'assurance, la caution de bonne exécution, un dossier détaillé d'exécution comprenant: les plans d'exécution, les plans de détail, l'organisation du chantier, le planning des travaux. Le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle donne son approbation technique sur le dossier détaillé d'exécution.

107. Sixième phase: mise en place des BECR. La sélection des cantonniers sera conduite à travers une démarche impliquant les HG, les communes, avec l'appui de prestataires de service et du ProDAF dans le cadre de la synergie de l'ingénierie civile et sociale. Les cantonniers sont identifiés

au cours du lancement des chantiers de construction (ou de réhabilitation) et sont formés sur le chantier de construction par l'entreprise et la DTAC.

108. Septième phase: démarrage du chantier (OS) à la réception provisoire (durée: 6 mois).

109. Les travaux entrent dans la phase d'exécution (de l'installation du chantier jusqu'à la réception technique, réception provisoire et réception définitive des travaux). La gestion d'un chantier de travaux fait intervenir plusieurs acteurs: (i) maître d'ouvrage (le Ministère de l'Agriculture ou sa délégation régionale), le maître d'ouvrage délégué (le ProDAF ayant un rôle de supervision), le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle (maître d'œuvre, les services techniques régionales du Génie rural et de l'Équipement ayant le rôle régalien de l'Etat.

110. La supervision et le contrôle du bureau d'étude est journalier et il est présent au quotidien sur le chantier. Ce dernier assure le respect des normes et le contrôle de qualité des travaux. A titre d'exemples, il est cité plusieurs tâches du bureau d'étude dans le cadre de la supervision et du contrôle: (i) la vérification du respect du marché par les entreprises, (ii) la vérification de l'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier, (iii) la participation aux réunions hebdomadaire de chantier et aux réceptions (rédaction des PV dans le cahier de chantier), (iv) le contrôle du remplissage du journal et du cahier de chantier, (v) le contrôle des installations, du matériel des entreprises, (vi) la réception et le contrôle des implantations, (vii) le contrôle de la qualité et de la quantité des matériaux approvisionnés et la mise en œuvre, (ix) la réception des fonds de fouilles, (x) le contrôle de la qualité des ouvrages et des délais techniques de mise en œuvre des ouvrages de différents corps d'état, (xi) le contrôle des dispositions prises pour garantir les conditions de sécurité et de santé sur le chantier, (xii) la préparation des opérations de réception et la réalisation des réceptions techniques, provisoire et définitive (période de garantie de 12 mois entre la réception provisoire et définitive) (xiii) le contrôle: des attachements, de la situation de travaux exécutés (métrés), de la facture.

111. Un suivi périodiquement de contrôles contradictoires ou inopinés de la part de l'assistant « ingénieur BTP » qui interagit directement avec le bureau d'étude pour la surveillance et le contrôle. Celui-ci les appuie dans leurs tâches et s'assure que l'avancement des travaux se déroule normalement tout en s'assurant que les normes techniques de qualité sont contrôlées de manière régulière et que les différents documents de chantier soient tenus et amendés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

112. Un suivi de la part des services techniques régionaux du Génie Rural et de l'Équipement durant les chantiers est utile afin que ceux-ci assurent le rôle régalien de l'Etat (rôle de suivi et de garant des normes technique de construction).

113. Huitième phase: fonctionnalité de la piste rurale. A la réception provisoire de l'infrastructure, le maître d'ouvrage remet 'les clés' du tronçon à la commune. Le dispositif pour la mise en place de l'entretien avec l'appui de l'ingénierie sociale est enclenché (équipement des BECR, fonctionnalité des barrières de pluies, formations d'appoints...).

114. D'autre part, il est à envisager la prise en compte d'imprévus pour entrevoir un minimum de travaux de consolidation après un premier hivernage de certains points du tracé (et non provoqués par des défauts techniques de mise en œuvre du marché). L'exécution de ces travaux de consolidation serait à réaliser de préférences par des tâcherons ou PME locaux.

Calendrier de mise en œuvre

115. La réalisation du volet piste rurale s'étale sur les six premières années dans avec préliminairement une année pour les animations dans le cadre de l'ingénierie sociale et l'ingénierie civile et les études de faisabilité. La période favorable de démarrage des travaux pour la construction des pistes rurales est à envisager au début de la saison sèche (octobre/novembre).

116. Dans le cadre des financements du FIDA, il est prévu dans la programmation avant le démarrage du ProDAF la réalisation d'un linéaire de 298,61 km en travaux neufs et travaux de réhabilitation: (i) 71,50 km a été réceptionné provisoirement en 2014 dans le cadre du PUSADER

(région de Tahoua et de Maradi), (ii) 88,42 km dans le cadre du PASADEM qui seront construits en 2014/2015 dans la région de Maradi, (ii) 123,19 km dans le cadre du PPI – Ruwanmu dans la région de Zinder⁸¹ dont le résultats des appels d'offre des marchés de travaux sont prévus pour fin 2014 et les réalisations des travaux dans le courant 2015 dans les régions de Tahoua et de Maradi, (iii) 15,50 km dans le cadre du PUSADER (financement OFID+) qui seront construits en 2014/2015. Voir DT 3B annexe 14, linéaires par région et type de travaux.

117. Dans le cadre du ProDAF, il est prévu la réalisation d'un linéaire prévisionnel de 850 km: (i) 96,10 km dans le cadre du PUSADER (financement OFID+), (ii) 230 km le cadre du PAMIRTA (financement coopération italienne) dans la région de Tahoua, (iii) 535 km dans le cadre des pistes prioritaires 1 du SDR dans les trois régions du programme. En annexe 16 du DT 3B, il est présenté les linéaires par région et type de travaux.

Sous-composante 2.2: Modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques

Volet Structures de gestion des infrastructures (AS11)

118. **Dispositif de gestion des infrastructures commerciales:** les partenaires d'exécution potentiels pour la mise en place et l'accompagnement des structures de gestion des infrastructures commerciales sont: (i) les CRA et le RECA pour la mise en place et l'accompagnement de l'ensemble du processus hadin gwiwa; (ii) les Fédérations régionales d'OP pour le renforcement des capacités de gestion des Unions et l'appui aux services aux producteurs sur les CC; (iii) l'ONG AcSSA-Afrique Verte pour le travail de quantification-calcul de la rentabilité et le processus GIE-SARL-PPP sur les marchés/comptoirs. Cette ONG appuiera également la collecte des prix des marchés/comptoirs, qui seront diffusés par les CRA/RECA.

119. **Dispositif d'entretien des pistes.** Les partenaires d'exécution en matière d'entretien des pistes seront: (i) la DATC/DGRR en ce qui concerne la formation des BCER et la supervision des travaux techniques; et (ii) AcSSA-Afrique Verte en ce qui concerne l'ingénierie sociale (expertise sur le dispositif de gestion en année 1; processus d'ingénierie sociale à partir de l'année 2: foncier, mise en place et accompagnement du Comité intercommunal, de la CGFER et de l'UBCER, mise en place et accompagnement du partenariat Comité intercommunal, CAFER et UBCER). Le choix d'AcSSA en tant que partenaire pour l'ingénierie sociale se justifie par le travail de qualité accompli dans l'accompagnement du processus hadin gwiwa-GIE-SARL-PPP sur les marchés de demi-gros du PASADEM, qui se poursuivra également dans le cadre du ProDAF.

Volet Promotion d'activités commerciales au sein des pôles de développement (AS12)

120. **Evaluation des capacités des institutions financières** pour la mise en œuvre opérationnelle Seules quelques institutions financières ont adopté une politique volontariste envers le crédit à l'agriculture. Il s'agit au niveau des banques de la BAGRI qui a été créée en 2010 à l'initiative le l'Etat pour développer le crédit à l'agriculture. Au niveau des IMF, la plus grande, ASUSU SA, bénéficie d'une ligne de crédit de la BOAD pour un montant d'un milliard de FCFA pour financer les microprojets agricoles et en particulier les investissements.

⁸¹ Lors de la 2^{ème} mission de formulation, ce linéaire a été validé lors d'un atelier à Zinder.

Tableau 3: Matrice d'évaluation des capacités des IF partenaires pour la mise en œuvre

Institution	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Fonction dans le ProDAF	Plan de renforcement des capacités
		Forces	Faiblesses		
Banque agricole BAGRI	Epargne, crédit, services financiers	Capacités financières pour couvrir les besoins Volonté de développer le crédit à l'agriculture Possibilité de financer les IMF rurales	Présence dans toutes les régions Faiblesse des effectifs dédiés à l'agriculture	Financement promoteurs, gestion de la subvention	Méthodologie de crédit agricole
Banques BOA, Ecobank, SONIBANK, BIA, BIN, BSIC, Banque Atlantique, BCN, Orabank	Epargne, crédit, services financiers	Capacités financières pour couvrir les besoins Possibilité de financer les IMF y compris rurales Lignes de garanties agricoles (Ecobank) ou ligne de garantie généraliste (BOA)	Réseau peu développé en milieu rural Procédures pas adaptées aux petits promoteurs ruraux Peu d'interventions directes en crédit agricoles	Financement promoteurs PME, Gestion de la subvention avec l'IMF partenaire	Connaissance de l'agriculture
Grande IMF ASUSU	Epargne, crédit, services financiers	Réseau bien développé Des lignes de crédit adaptées pour le crédit agricole	Procédure de crédit non spécifique pour l'agriculture	Financement promoteurs, gestion de la subvention	Connaissance de l'agriculture, méthodologie crédit agricole, adaptation de l'offre
Moyennes IMF MECREF, Taanadi	Epargne, crédit, services financiers	Capacités financières pour couvrir les besoins Offre adaptée aux cibles Proximité avec les cibles du programme	Difficultés de répondre aux besoins des exploitants agricoles	Financement promoteurs, gestion de la subvention	Connaissance de l'agriculture, méthodologie crédit agricole, adaptation de l'offre
Petites IMF	Epargne, crédit, services financiers	Proximité avec les cibles du programme en particulier les plus vulnérables	Manque de ressources financières Difficulté de financer le crédit MT Insuffisances de gestion	Financement promoteurs	Connaissance de l'agriculture, méthodologie crédit agricole, adaptation de l'offre
Société capital investissement SINERGI	Prise de participations, Financement du haut de bilan	Expérience de financement de PME Partenaires bancaires et industriels de référence	Expérience nouvelle Capacité d'intervention limitée	Financement de PME	Connaissance de l'agriculture

Facteurs de risques

121. Le changement d'approche comporte des risques, en particulier sur l'implication de l'ensemble des acteurs (institutions financières, promoteurs, organismes d'appui). Le tableau ci-dessous présente les principaux facteurs de risque et les principales modalités pour les atténuer. Les URGP

devront veiller dans le cadre de leur mission de suivi et de supervision du dispositif à faciliter la confiance des acteurs entre eux.

Tableau 4: Principaux risques et modalités à prendre pour les atténuer

Risques	Modalités d'atténuation du risque
■ Les institutions financières ne jouent pas le jeu du financement et n'inscrivent pas leur action dans la durée	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etablir un dialogue permanent entre les IF, le RECA/CRA et les faïtières ■ Démontrer l'intérêt du dispositif en termes de gestion du risque ■ Faciliter la complémentarité avec d'autres mécanismes de financement (fonds de garantie, accès à des lignes de crédit) ■ Encourager les partenariats banque-IMF pour améliorer l'offre de financement ■ Sélectionner Elargir l'accès au financement à une diversité d'IF réellement impliqués dans l'agriculture
■ Les producteurs et les microentreprises bénéficiaires sont en nombre insuffisant pour atteindre les objectifs du programme	<ul style="list-style-type: none"> ■ Travailler avec les organisations de producteurs pour sensibiliser leur membre à l'intérêt du programme ■ Réviser éventuellement les critères de sélection et d'éligibilité à partir d'un dialogue avec les représentants des producteurs
■ Les institutions financières ne réduisent pas leur demande de sûretés réelles, malgré la subvention et l'encadrement technique et de gestion des emprunteurs	<ul style="list-style-type: none"> ■ Démontrer l'intérêt du mécanisme impliquant les acteurs ■ Favoriser l'intervention de mécanismes de garantie comme outil d'amélioration des marges et d'amélioration des ratios prudentiels ■ Travailler à l'intégration des chaînes de valeur pour améliorer la sécurisation du dispositif
■ Des mécanismes avec des taux de subvention élevés perturbent la mise en place du mécanisme	<ul style="list-style-type: none"> ■ Participer au groupe de concertation sur le financement agricole à l'initiative d'I3N et du RECA ■ Favoriser la complémentarité des actions et établir des accords sur des règles d'interventions

Calendrier de mise en œuvre

122. Le calendrier de mise en œuvre du dispositif et des mesures pour l'accompagner suit le calendrier des activités de la petite irrigation qui concentrent l'essentiel de l'activité prévisionnelle de financement à coûts partagés avec le secteur financier. Ainsi, le financement des binômes irrigants commencera en année 3 à la suite du programme PPI-Ruwanmu en cours. Cela aura permis de prendre en compte le changement de dispositif.

Tableau 5: Calendrier de mise en œuvre

		Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Année 8	
		\$1	\$2	\$3	\$4	\$5	\$6	\$7	\$8	\$9	\$10	\$11	\$12	\$13	\$14	\$15	\$16
Renforcement des promoteurs et PME																	
	Préparation des partenariats avec les CRA et les prestataires																
	Appui à la formulation de la demande de financement																
	Appui à la gestion																
	Appui à l'accompagnement de la relation financière																
Renforcement des capacités des IF																	
	Sélection et préparation des conventions de partenariat avec les IF																
	Présentation des IF aux partenaires du programme (CRA, OP)																
	Sessions de formation sur la connaissance des filières agricoles																
	Appui à la méthodologie de crédit agricole																
	Appui pour le développement de nouveaux produits																
	Revue du portefeuille avec contribution PRODAF + audit annuel																
Financement des promoteurs																	
	Binômes irrigants																
	Culture attelée																
	Semenciers																
	Transformation de produits agricoles																
	Commercialisation de produits agricoles																
	Construction charrettes, charriots																
	Petit artisanat																
	Vétérinaires																
Assistant Technique finance rurale																	

Sous-composante 2.3 Intégration régionale des échanges (AS13)

123. Mises à part certaines études de démarrage et études de faisabilités, l'ensemble des activités de la composante 2.3 Intégration régionale des échanges est mis en œuvre par la CMNNC et par la CCIAN ainsi que ses antennes. En fonction de la mise en place concrète de la Chambre Consulaire Conjointe Nigéro-Nigériane, elle sera également incluse dans le dispositif de mise en œuvre.

124. Un draft de mémorandum d'accord est en cours de réalisation entre le FIDA-Niger et la CMNNC. Ce mémorandum d'accord devra être complété par un accord de partenariat complet pour

la mise en œuvre de l'ensemble des activités présentées ci-avant. Le dispositif institutionnel devra être complété en formalisant les relations de partenariat et les activités à mener avec la Chambres de Commerce d'Industrie et d'Artisanat du Niger, ainsi qu'avec ses démembrements.

125. Le dispositif institutionnel sera complété avec la mise en place du comité de coordination au niveau de la CMNNC.

126. Au niveau opérationnel, le dispositif du ProDAF prévoit:

- (i) la mise en place d'une Assistance Technique pour le démarrage des activités de la Chambre de commerce régional de Maradi;
- (ii) des appuis ponctuels CENAT (Cellule Nationale d'Assistance Technique), chargé du dialogue politique et assistant technique national Junior;
- (iii) des appuis méthodologiques et conceptuels ainsi que du suivi par un expert technique international.

127. Le dispositif opérationnel du ProDAF devra, a minima, être complété par la mise en place au niveau des structures appuyées:

- (i) d'un responsable/point focal du programme bon d'enlèvement au niveau de la CCIAN;
- (ii) d'un responsable/point focal de la Chambre Consulaire Conjointe Nigéro-Nigériane;
- (iii) d'un point focal du ProDAF au niveau de la CCIAN qui aura la responsabilité du suivi des activités de la CCIAN mises en œuvre dans le cadre du ProDAF;
- (iv) d'un point focal du ProDAF au niveau de la CMNNC qui aura la responsabilité du suivi des activités de la CMNNC mises en œuvre dans le cadre du ProDAF.

Matrice d'évaluation des capacités des opérateurs/partenaires du secteur/sous-secteur

Institution / Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
CMNNC	Dialogue politique bilatéral Facilitation des échanges	Positionnement institutionnel au niveau des deux Etats. Pouvoir politique pour la mise en œuvre de réforme Nombreux partenaires techniques	Lourdeurs administratives Disponibilités en ressources humaines	Coordination inter-bailleurs Coordination du dispositif d'appui local (cellules techniques locales, CCCNN,...)	Formations Logistiques
Cellules techniques locales	Dialogue politique local	Ancrage local avec des relations bilatérales	Inexistantes actuellement Ambitions très importantes Lourdeurs administratives	Facilite le dialogue au niveau local	Appui à leur animation au travers des chambres régionales de commerce Scaling-up de cellules additionnelles sur les couloirs (TSK et ZDK)
CCIAN	Facilitation du commerce Lutte contre les tracasseries	Institution fonctionnelle (suivi de programmes, développement d'initiative sur tout le territoire); Coordonne le guichet unique, les bons d'enlèvements et les Chambres régionales	Lien avec les opérateurs économiques insuffisants Capacités des ressources humaines limitées Absence de points focaux pour: la CCCNN le programme bon d'enlèvements	Elargissement des bons d'enlèvement Suivi des tracasseries administratives (OPA) Porte la dynamique de la CCCNN Facilite, participe et anime le dialogue politique au niveau local et international	Formation, Appuis au démarrage d'activités Logistique Conseils / assistance technique
CCCNN	Dialogue politique sur les corridors Niger - Nigéria	Positionnement institutionnel Siège à Kano au Nigéria	Non fonctionnelle Faible suivi et faible appropriation au niveau de la CCIAN	Participation à l'animation de la cellule technique locale de Maradi Suivi des pratiques anormales	Appui à la mise en place de l'antenne de Maradi
Chambres Régionales de Commerce	Facilitation des échanges (Guichet unique, bons d'enlèvement...)	Structure déjà existante et relativement fonctionnelle	Ressources humaines Faible moyen financiers Faible participation du secteur privé	Assurer la participation des opérateurs économiques dans le dialogue politique (local et bilatéral) Elargissement des bons d'enlèvement	Formation Logistique Moyen d'animation / réunion Assistance technique permanente Rénovation / équipement

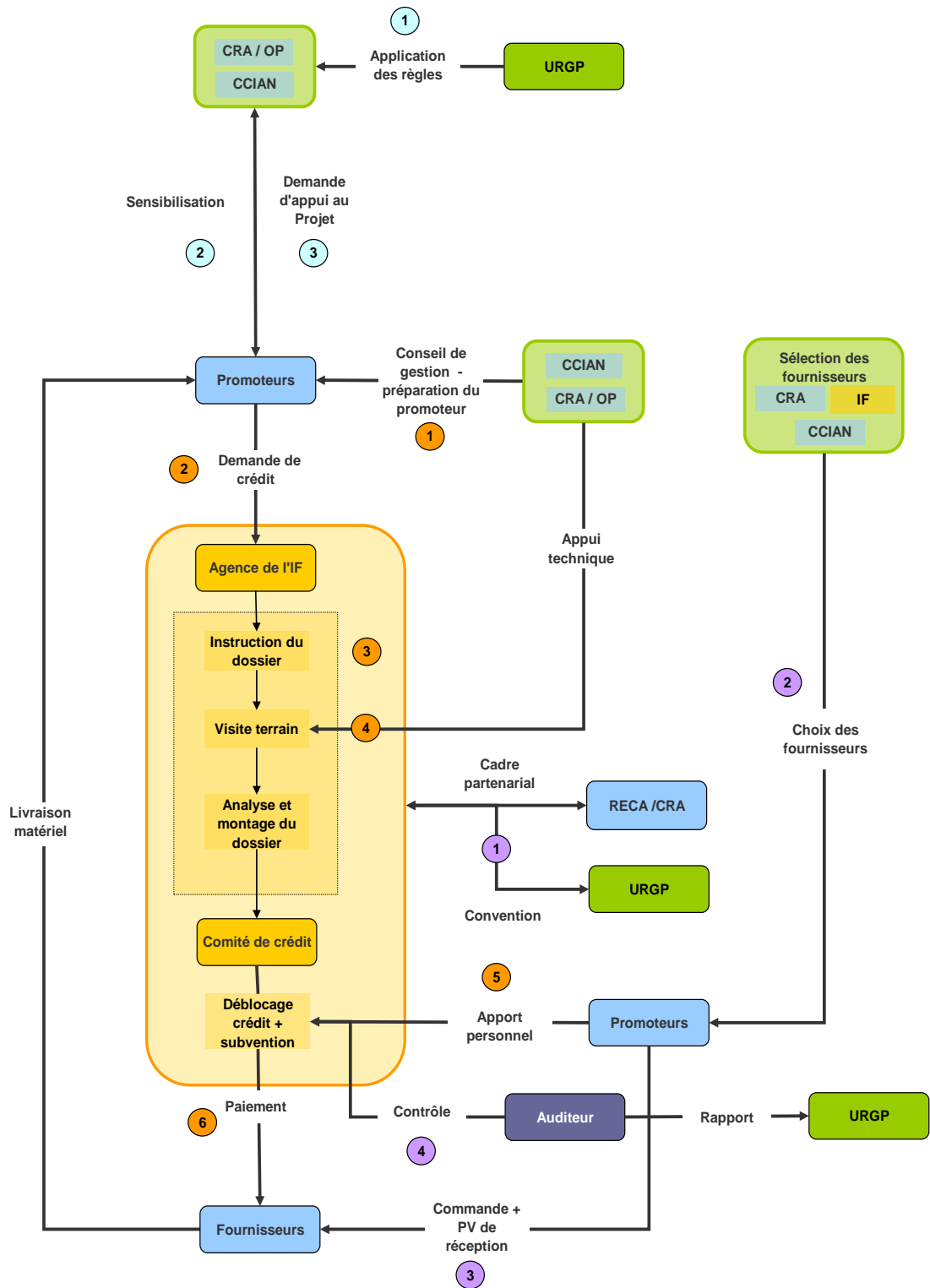
Calendrier de mise en œuvre (en cohérence avec COSTAB)

	opérateurs	Démarrage 2014-2015	AN 1	AN 2	AN 3	AN 4	AN 5	AN 6	AN 7	AN 8
Etudes et suivi des flux										
Mission de parcours des corridors	CENAT									
Participation à la mission du consultant de l'Organisation Mondiale des Douanes pour le MCC	CENAT									
Réalisation d'une étude complète sur les échanges transfrontaliers	sous-traitance									
Suivi et évaluation des flux réels et comptage des camions aux postes frontières	sous-traitance									
Suivi régulier des échanges	CILSS / CMNNC ou CCCNN									
Niveau Politique										
Mise en place de la structure de coordination CMNNC – PRACC – PRODAF et autres Ptf	CMNNC									
Mise en place des cellules techniques locales avec le PRACC, d'ici à la fin octobre (25).	CMNNC									
Participation FIDA à la mission de mise en place										
Mise en place de séminaires techniques										
La direction des affaires économiques suit la mise en place de la CCCNN	CMNNC et CCIAN									
Amélioration de la coordination sur la mise en place de la CCCNN	CMNNC et CCIAN									
Mise en place des cellules techniques locales dans les deux autres couloirs	CMNNC et CCIAN									
Phase pilote sur K2M et évaluation à mi-parcours	CMNNC									
Scaling-up sur les deux autres couloirs en fonction des résultats	CMNNC ou CCIAN									
Suivi des textes										
« cellule de règlement des différends » faisabilité puis suivis	CMNNC									
Conférence internationale sur le PIT Niger- Nigéria	CMNNC									
Mise en place de postes frontières juxtaposés	CMNNC									
faisabilité	sous-traitance (OMD?)									
Mise en œuvre opérationnelle et équipements	CMNNC et Douanes									
Niveau Technique										
Renforcer le Guichet unique au niveau des régions	CCIAN									
Sensibiliser les opérateurs d'exportations	CCIAN									
Confection de supports	CCIAN									
formations	CCIAN									
Intégration des autres corps dans les guichets uniques - équipements	CCIAN									
Mise en place d'un observatoire des pratiques anormales sur les corridors	CCIAN									
Recueils des doléances des acteurs	CCIAN									
Suivi réguliers (mission de formation par le CILSS)	CCIAN / CILSS									
diffusion	CCIAN									
Appui à la mise en place de la chambre conjointe										
Appuyer la phase administrative	CCIAN CMNNC									
Réhabilitation de la CCIAN – régional de maradi / Tahoua / Zinder	Chambres régionales									
Equiperment des locaux	Chambres régionales									
Appui à l'élaboration du programme d'activité	Chambres régionales									
Organiser des missions conjointes avec le Nigéria	Chambres régionales									
Suivi des cellules techniques locales	Chambres régionales									
Bon d'enlèvement :										
Evaluer le dispositif	CENAT									
étude de faisabilité	sous-traitance									
Travailler en coopération avec le volet ingénierie sociale de la mise en place des marchés.	CENAT									
Information / sensibilisation des utilisateurs et des corps (PDG)	CCIAN et Chambres régionales									
Implication des autorités politiques	CCIAN									
Mettre en place un dispositif de suivi	CCIAN et Chambres régionales									
Quelques moyens de renforcements en moyen au niveau des comptoirs (tablettes)	Chambre régionales									
Participation à la dynamique institutionnelle « K2M »										
Animation de réunions de participations avec les opérateurs économiques (syndicats de transporteurs, de commerçants, ...).	chambres régionales									
Suivi du comité technique national.	CCIAN									

Mise en œuvre opérationnelle du mécanisme de financement

128. Le mécanisme suit une procédure de mise en œuvre opérationnelle spécifique qui fera l'objet d'une description détaillée dans un code de financement du Programme. La mise en œuvre est décrite dans le schéma suivant:

Schéma 1: Schéma de mise en œuvre du mécanisme de financement à coût partagé



Circuit de sélection des promoteurs (numérotation en bleu clair)

- 1/ L'URGP est chargée de faire appliquer les règles de gestion du mécanisme et de bien les expliciter au démarrage du Programme avec les partenaires chargés d'accompagner le dispositif.
- 2/ La CRA et avec l'appui des institutions financières partenaires sensibilisent les promoteurs sur le mécanisme mis en place et les conditions d'accès à ce mécanisme.
- 3/ La CRA opère un filtre des demandes qui répondent aux critères définis par le Programme et en informe à la fois les promoteurs et l'URGP. Cette présélection vise à rendre le processus plus efficace et d'éviter le dépôt de demandes de crédit qui ne respectent pas les critères d'éligibilité.

Circuit d'instruction des dossiers par l'institution financière (numérotation en jaune)

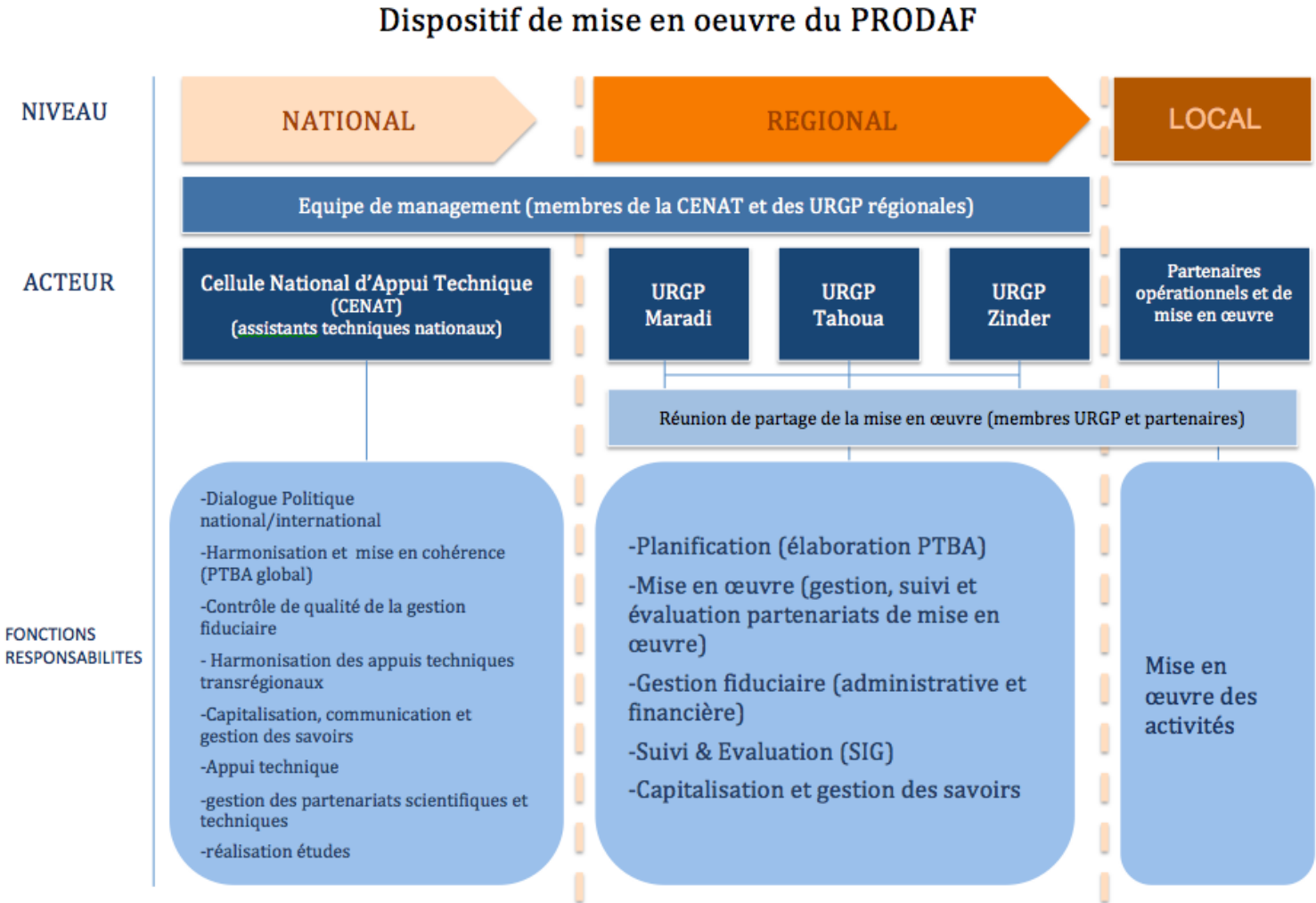
- 1/ Les CRA ou la CCIAN, avec l'aide éventuel des OP et de prestataires de services, appuient les promoteurs pour formaliser leur demande de prêt et les préparent à la relation avec l' institution financière. Durant cette étape les institutions financières sont invitées à présenter leur offre, ce qui permettra aux promoteurs de faire leur choix.
- 2/ La demande de financement est introduite directement par le promoteur auprès de l'institution financière. Celle-ci informe l'URGP de la réception des dossiers qui entre dans le cadre du Programme. Pour la constitution de son dossier, le promoteur a joint les factures pro-forma du ou des fournisseurs qu'il a sélectionnés dans la liste des fournisseurs du Programme.
- 3/ L'instruction des demandes de crédit est faite par l'institution financière selon ses propres procédures.
- 4/ En plus de l'appui au montage des dossiers, la CRA / OP peut apporter un appui à la demande de l'institution financière pour une visite terrain du promoteur.
- 5/ La décision de crédit est prise sur la base de l'analyse interne du dossier, avec éventuellement un appui de la CRA / CCIAN lors de la visite du promoteur afin de bien appréhender les éléments du dossier. La décision du Comité de Crédit de l'institution financière entraîne le déblocage de la quote-part de la subvention du ProDAF. Parallèlement, le promoteur verse sa part d'apport personnel.
- 6/ Après le constat de livraison, l'institution financière effectue le paiement du fournisseur.

Circuit d'accompagnement du dispositif (numérotation en violet)

- 1/ L'URGP en plus de la signature de la convention avec les institutions financières, facilite les partenariats entre le RECA / CRA / CCIAN et les institutions financières pour améliorer la connaissance sur les filières agricoles et l'échange d'informations.
- 2/ La CRA / CCIAN, avec les institutions financières, s'assurent, par une sélection des fournisseurs, de la qualité des leurs prestations et de leur solvabilité. Les promoteurs choisissent dans la liste établie dans le cadre du Programme. L'URGP facilite l'établissement de cette liste avec l'aide des STD.
- 3/ Le promoteur réceptionne les équipements ce qui déclenche le paiement du fournisseur par l'IF.
- 4/ Tous les trimestres, le cabinet d'audit recruté par l'URGP, fait une revue des dossiers de financement de l'institution financière et s'assure du respect des critères d'éligibilité et des modalités de gestion. Le cabinet d'audit transmet le rapport à l'URGP accompagné des pièces justificatives (factures). Le cabinet certifie le montant des contributions versées au cours de la période. Sur la base du rapport, l'URGP réapprovisionne le compte de l'IF pour un montant équivalent.

Appendice 5.1: Dispositif de mise en œuvre du ProDAF et cadre institutionnel

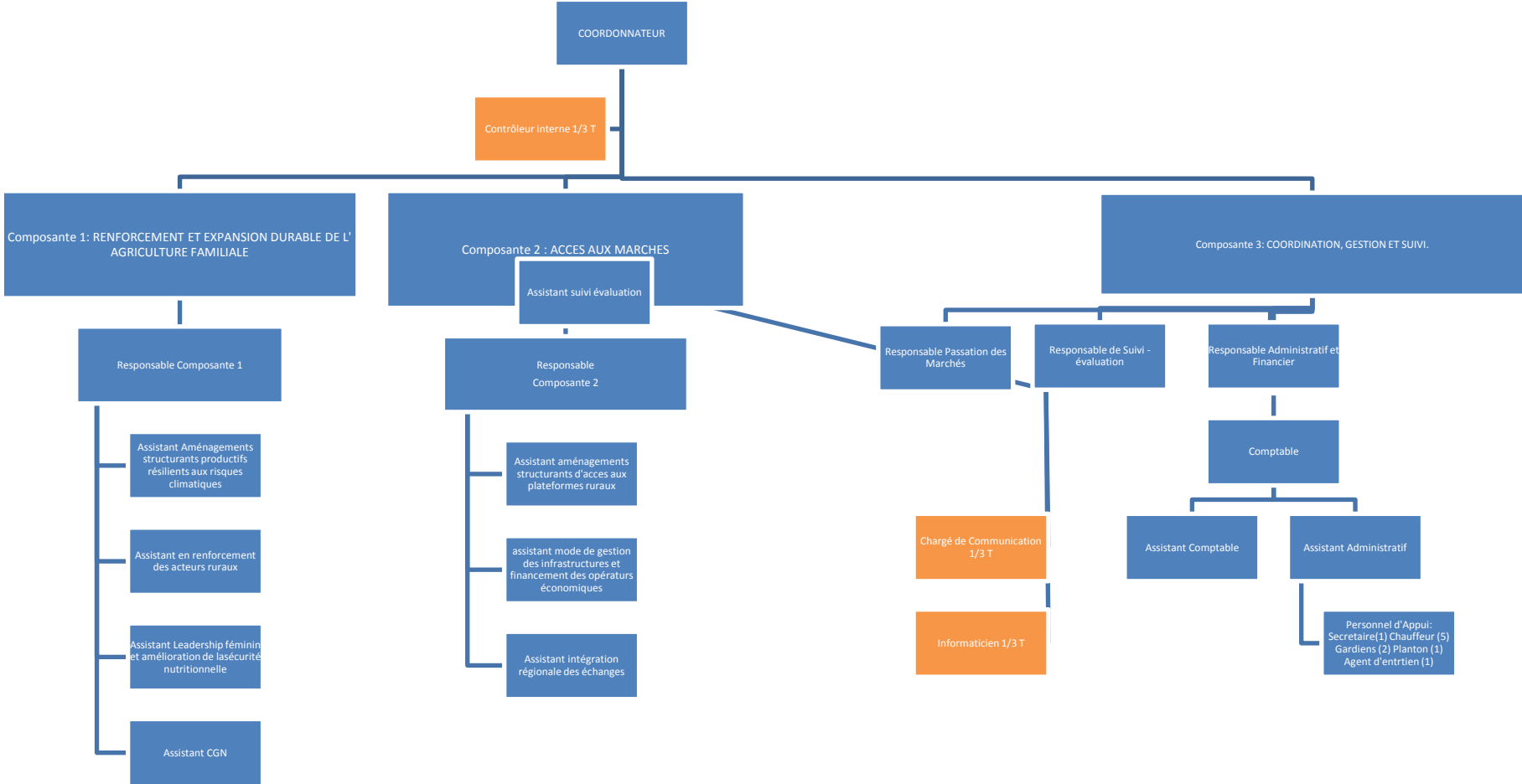
CENAT: Pôle Niamey: ATN Dialogue politique, ATN fiduciaire (suivi cohérence et consolidation financière) (+ assistant comptable) (assistance administrative) + ATN junior
Pôle Maradi: ATN Ingénierie de projet, ATN Pistes rurales, ATN Suivi évaluation (suivi et consolidation des trois régions) (+ assistant S/E GRN/CC) + ATN juniors



Cadre institutionnel et organisationnel du PRODAF

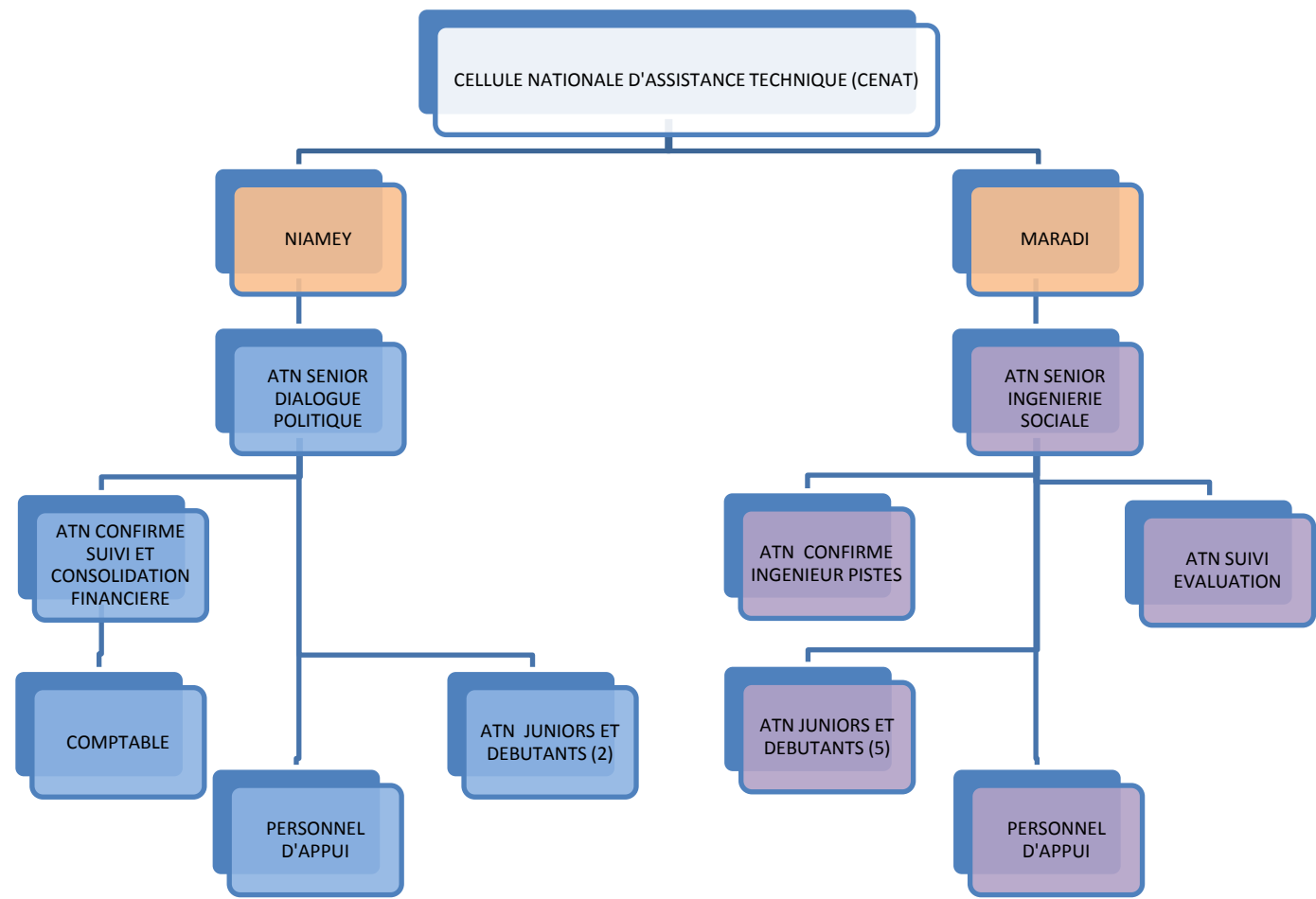
NIVEAU	ACTEUR		FONCTION
TRANSFRONTALIER	Public		Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	CMNNC	Dialogue politique au niveau transfrontalier (K2M) et régional (NEPAD, CEDEAO, UEMOA, CILLS, etc.)	
NATIONAL	Public à caractère professionnel		Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	Chambre Commerce Conjointe Niger-Nigeria	Facilitation échanges et dialogue politique	
	RECAO	Articulation chambres d'agriculture de l'Afrique Ouest, forums paysans	
	Gouvernement Niger (Min. Agr., Plan, Env. ...)	Tutelle, supervision générale, définition politiques agricoles	
	Haut secrétariat au 3N	Orientations /coordination, plaidoyer auprès d'autres bailleurs	
REGIONAL	CENAT PRODAF	Orientations stratégiques, concertations et supervision, PTBA	Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	Comité National de Suivi K2M	Suivi des échanges commerciaux K2M	
	RECA	Interface entre profession agricole et pouvoirs publics, gestion connaissance monde rural	
	CCIAN	Interface entre secteur privé et pouvoirs publics, gestion connaissance secteur privé	
	Organisations Paysannes faitières	Dialogue politique, appui-conseil technique aux Fédérations et Unions	
LOCAL	URGP PRODAF	Planification, mise en œuvre, gestion fiduciaire, S&E	Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	Chambres de Commerce Régionales	Faciliter le dialogue, partenaires de mise en œuvre	
	Conseil régional	Appui au développement économique régional	
	CRA	Animations locales, appui-conseil technico-économique	
	IMF moyennes IMF petites	Financement des promoteurs	
LOCAL	STD (Agriculture, environnement, Santé animale, etc.)	Supervision, contrôle de qualité	Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	Cellules techniques locales	Facilitation échange entre acteurs pour commerce transfront.	
	Communes	Planification, PDC, Maîtrise d'ouvrages	
	SVPP	Santé animale, campagne de vaccination	
	STD (Agriculture, environnement, Santé animale, etc.)	Animation CEP, contrôle de qualité	
LOCAL	Hadin Gwiwa, COGES, AUE Brigades entretien routier	Gestion des infrastructures et RN	Société Civile Rurale Organisée/Secteur Privé
	ONG, ACAP, GSC	Appui et conseil	
	PME, Coop.	Partenaires de mise en œuvre	
	Agences, guichets IMF et banques	Financement des promoteurs	

Appendice 5.2: Organigramme des URG⁸²



⁸² En tirant les leçons de l'organisation du PASADEM et du Ruwanmu, il sera mis en place 3 Unités Régionales de Gestion de Programme dirigés chacune par un coordonnateur , assisté d'un RAF, d'un contrôleur et une équipe technique avec deux chefs de composante et des assistants par sous composante.

Appendice 5.3 : Organigramme cellule nationale d'assistance technique



Appendice 5.4 : Phasage des activités du ProDAF

Matrice des phases d'expansion des activités des projets du PNF (PASADEM, RUWANMU, PUSADER) dans le PRODAF										
Financement PASADEM										
Financement Ruwanmu - Pusader										
Financement PRODAF										
COSOP										
			2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
Activité Structurante (AS)	programmée dans le projet:	description	an 0		an 1		an 2		an 3	
supervision	PASADEM		supervision conjointe I	supervision conjointe II	RMP	supervision conjointe 1	supervision conjointe 2	supervision conjointe 3	supervision conjointe 4	achèvement
	RUWANMU				supervision					
	PRODAF			démarrage					revue tiers parcours 1	
	COSOP					revue mi-parcours				
AS 1 Récupération des terres	PASADEM	récupération des terres	2000 ha	1 600 Ha						
	Ruwanmu - Pusader	récupération des terres	1850 ha	700 ha	200 ha					
		récupération des terres				études de diagnostic bassins versant	2000 ha		2000 ha	
		couloirs de passage et aires de pâturage					2 000 ha			
AS 2 Mobilisation des eaux	PASADEM									
	Ruwanmu - Pusader									
	PRODAF	seuil d'épandage				études	construction des seuils d'épandage		construction des seuils d'épandage	
		minibarrage				études	étude		construction de mini barrage	
		aménagement de mare				études	établissement / accompagnement des AUE appui COFO sécurisation foncière		établissement / accompagnement des AUE appui COFO sécurisation foncière	
AS 3 Petite irrigation	PASADEM									
	Ruwanmu - Pusader		- aménagement de 1400 ha en PI - réhabilitation de 400 ha			- aménagement de 1000 ha en petite		- aménagement de 1500 ha en		
	PRODAF									- aménagement de 1100 ha en petite irrigation
						- préparation microprojets PI et DAO		- préparation microprojets PI et DAO		
						établissement / accompagnement des AUE appui COFO sécurisation foncière		établissement / accompagnement des AUE appui COFO sécurisation foncière		établissement / accompagnement des AUE appui COFO sécurisation foncière
AS 4 et AS 5 : Renforcement capacités techniques (agriculture pluviale et agriculture irrigué)	PASADEM		CEP, ACAP, GACAP							
	Ruwanmu - Pusader+		CEPM, GSC							
	PRODAF - PAMIRTA				CEP-ACAP-GACAP (TA) CEPM (TA), GSC					
	PRODAF				CEP-ACAP-GACAP (MA-ZI), GSC CEPM (MA-ZI)		CEP-ACAP-GACAP (MA-ZI), GSC CEPM (MA-ZI)		CEP-ACAP-GACAP (MA-ZI), GSC CEPM (MA-ZI)	
AS 6 : Renforcement capacités techniques (petit élevage)	PASADEM		kits petit élevage, DIPE AREN							
	Ruwanmu - Pusader+									
	PRODAF - PAMIRTA									
	PRODAF				SVPP (VSF-B) kits petits élevage, DIPE (AREN)		SVPP (VSF-B) kits petits élevage, DIPE (AREN)		SVPP (VSF-B) kits petits élevage, DIPE (AREN)	

AS 7 : Renforcement capacités institutionnelles	PASADEM		RECA/CRA-MA, AcSAA Fédérations régionales DRA						
	Ruwanmu - Pusader+		RECA/CRA-TA/CRA-ZI, DRA						
	PRODAF - PAMIRTA				CRA-TA, Fédérations régionales TA	CRA-TA, Fédérations régionales TA	CRA-TA, Fédérations régionales TA		
	PRODAF				RECA, CRA-MA, CRA-ZI Fédérations régionales MA-ZI DRA	RECA, CRA-MA, CRA-ZI Fédérations régionales MA-ZI DRA	RECA, CRA-MA, CRA-ZI Fédérations régionales MA-ZI DRA		
AS 8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle	PASADEM		contrat CARE (GFS, MMD, nutrition) contrat GRET (farines renforcées)						
	Ruwanmu - Pusader+		contrat CRAC-GRN (JDC)						
	PRODAF - PAMIRTA								
	PRODAF				contrat CARE (MMD, GFS, AEN, ...)	contrat CARE (MMD, GFS, AEN, ...)	contrat CARE (MMD, GFS, AEN, ...)		
AS 9: développement des infrastructures des PDE	PASADEM	construction de 3 MDG	contruction 3 MDG (DJ,SM,TE) construction 5 CC						
	Ruwanmu - Pusader+	construction de 3 MDG		construction 2 MDG (BA, SG) + 1 PCM (DO)	construction 2 MDG (BA, SG) construction 1 PCM (DO)				
	PRODAF - PAMIRTA	contruction de 4 MDG			construction 2 PCM (KE, AW)	construction 1 MDG (TA-KF)	construction 2 MDG (TA-TA, TA-BA)		
	PRODAF	construction de 5 MDG			construction 2 MDG (MA-GR, ZI-DO)	construction 2 MDG (MA-ME, ZI-GI)	construction 1 MDG (MA-DI)		
AS 10: Pistes rurales	PASADEM		88 km (MA)						
	Ruwanmu- Pusader+			123 km (ZI) 30 km (MA-TA)	88 km (MA-TA)				
	PRODAF-PAMIRTA					230 km (TA)			
	PRODAF						585 km		
AS11: Gestion / maintenance des infrastructures économiques	PASADEM		Hadin Gwiwa unions / fédérations régionales	SARL gestion des marchés Brigades d'entretien des routes					
	Ruwanmu- Pusader		Hadin Gwiwa	Hadin Gwiwa Brigades d'entretien des routes					
	PRODAF				Hadin Gwiwa unions / fédérations régionales SARL gestion des marchés Brigades d'entretien des routes				
AS 12: Renforcement des capacités financières des MP, MER...	PASADEM		premier lot 25 MER étude SYNERGY		deuxième lot MER sur PDE	deuxième lot MER sur PDE			
	Ruwanmu		etude SYNERGY						
	PRODAF				vulgarisation du mécanisme de financement à coûts partagés	- plans d'affaires octroi de crédit (FCP)	- plans d'affaires octroi de crédit (FCP)	- plans d'affaires octroi de crédit (FCP)	
AS 13: Intégration régionale des échanges	PASADEM		réunion K2M						
	Ruwanmu		voyage d'étude marché Nigéria	rencontres CMNN participation études					
	PRODAF				convention de collaboration CCIAN				

Appendice 5.5: Analyse des capacités des opérateurs et plan de renforcement

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
Institutions étatiques					
Ministère de l'Agriculture (Directions Régionales)	<ul style="list-style-type: none">- Définition des politiques agricoles (SPIN)- Vulgarisation agricole	<ul style="list-style-type: none">- 5 services régionaux couvrant: protection végétaux, action coopérative et promotion des organismes ruraux (SR/ACPOR), vulgarisation agricole (SR/VA), génie rural (SR/GR), qualité et filières (semences)- Déconcentration des services au niveau régional/départemental- Implication dans la mise en œuvre, supervision, contrôle de qualité et/ou suivi de nombreux projets de bailleurs- Suivi et le contrôle des interventions pour le Génie Rural- Expérience dans la conduite et supervision de démonstration et vulgarisation des innovations- Expérience en suivi des projets financés par le FIDA dans différents domaines (petite irrigation, production des semences, GFS)- Base d'information: répertoire des OP régionales	<ul style="list-style-type: none">- Insuffisance en personnel dans certains districts agricoles (échelon inférieur aux départements)- Insuffisance en moyens de déplacement et matériel (informatique) des services déconcentrés- Infrastructures vétustes- Faiblesse du dispositif d'appui-conseil aux producteurs- Faiblesses des budgets de fonctionnement au niveau des services déconcentrés- Insuffisance en formations régulières/recyclage des agents: domaines techniques (technologies modernes), gestion de bases de données, montage de projets- Insuffisant appui extérieur	<ul style="list-style-type: none">- Ministère de Tutelle- Dialogue politique- Lien entre ProDAF, i3N et PTF- Echanges sous-régionaux- Encadrement de la vulgarisation agricole- Supervision et mise en œuvre du renforcement des producteurs	<ul style="list-style-type: none">- Formations- Logistique (au niveau régional et communal)- Réalisation d'études
Encadrement des producteurs publics et privés					
Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA)	<ul style="list-style-type: none">- Appui conseil agricole- Animation société civile rurale organisée- Interface professionnel paysan- autorités	<ul style="list-style-type: none">- Interlocuteur privilégié du Gouvernement et des PTF sur les questions agricoles- Régionalisation effective des chambres d'agriculture (CRA)- Capacité de capitalisation des expériences utiles aux OP (communication des prix sur les denrées agricoles, techniques de production)	<ul style="list-style-type: none">- Bâtiment restreint pour héberger les activités (limite le développement des RH)- Insuffisance de moyens logistiques et de fonctionnement adéquats	<ul style="list-style-type: none">- Interface entre les agriculteurs organisés et ProDAF- Centralisation des savoirs et partage de l'information- Facilitation / dialogue sous-régional- Développement du système	<ul style="list-style-type: none">- Logistique (construction nouveau siège et dotation en moyens roulants)- Ressources humaines- Organisation Salon de l'Agriculture et Forum Paysan- Formation

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
		<ul style="list-style-type: none"> - Rôle de diffusion des informations via site web (fiches techniques, juridiques, politiques) - Bonne capacité opérationnelle avec assistance technique de qualité - Coordination des OP faitières au niveau national 		<ul style="list-style-type: none"> - d'information des marchés agricoles - Structuration des AUE 	<ul style="list-style-type: none"> - Voyage d'étude
Chambres Régionales de l'Agriculture (CRA) de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> - Appui conseil agricole (technico-économique) - Animation société civile rurale organisée - Interface professionnel paysan- autorités régionales 	<ul style="list-style-type: none"> - Représentation de l'ensemble de la profession agricole des régions - Forte représentations des OP (80% des consulaires sont élus des OP) - Expérience dans la mise en œuvre des projets FIDA - Equipe technique capitalisant une expérience dans l'ingénierie sociale, et l'approche PDE - Disponibilité de l'expertise technique du RECA - Elaboration des documents techniques nécessaires à l'animation sociale, l'appui conseil et le système d'information sur les marchés - Bonne gouvernance (renouvellement des consulaires, élection d'une femme à la Présidence de la CRA de Maradi) et gestion financière 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible mobilisation des ressources financières propres - Faiblesse dans la gestion financière (ex. gestion comptable, logiciel, manuel de procédures) - Exigüité des bases logistiques - Manque des locaux propres à la CRA à Maradi et Tahoua - Fort taux d'analphabétisme des consulaires - Confusion avec les services techniques déconcentrés de l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui conseil GSC/ONG réalisation CEP/CEPM - Renforcement institutionnel et organisationnel (AUE, COGES) - Animation des Hadin Gwiwa au niveau des PDE et organisation de l'ingénierie sociale à niveau de toutes les infrastructures - Appui à l'émergence et au renforcement des AUE 	<ul style="list-style-type: none"> - Logistique (construction nouveaux sièges - Maradi et Tahoua - et dotation en moyens roulants) - Ressources humaines - Organisation foires agricoles - Formations - Voyage d'étude - Echange intra-régionaux
CAIMA	<ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement en intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la modernisation de l'agriculture (mécanisation agricole) - Approvisionnement en intrants sur tout le territoire national en quantité et qualité et à prix abordable 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse dans la gestion financière (lenteur dans les pratiques de passation de marchés) 	---	---
Région de Tahoua					
ONG Aridel	<ul style="list-style-type: none"> - Appui conseil en petite irrigation 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne réputation en matière de mise en œuvre d'actions de développement et de résilience - Plusieurs années d'expérience de collaboration avec divers bailleurs de 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de personnel en permanence - Insuffisance de matériel propre adéquat - Insuffisance de ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEP/CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets en petite 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
		fonds (FIDA – Projet PPI Ruwanmu) - Disponibilité de ressources propres à l'ONG - Bon environnement institutionnel - Disponibilité en personnel multidisciplinaire, qualifié et expérimenté	financières - Faible expertise dans certains domaines spécifiques	irrigation	
GSC TELWA	- Appui conseil en petite irrigation	- Connaissance des zones d'intervention - Expérience dans la collaboration avec différents partenaires (FIDA – Projet PPI Ruwanmu) - Disponibilité en moyens matériels et roulants - Personnel compétent et professionnel dans les différents domaines d'intervention	- Faible capacité d'autofinancement - Manque du personnel d'appui	- Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets en petite irrigation	- Formation ressources humaines - Logistiques
GSC Wadata	- Appui conseil en petite irrigation	- Connaissance de la zone d'intervention - Expérience dans la collaboration avec différents partenaires (FIDA – Projet PPI Ruwanmu) - Expériences dans le développement rural (appui conseil agricole et itinéraires techniques) - Personnel expérimenté - Membre du Cadre de concertation RENOI	- Faible capacité d'innover - Non budgétisation de certaines personnes clés dans la gestion courante des activités (ex. gestionnaire et responsable suivi-évaluation) - Faible assiette financière - Très faible maîtrise de certaines technologies de pointe nécessaires - Personnel non étoffé	- Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées	- Formation ressources humaines - Logistiques
GSC Guiguinia	- Appui conseil en petite irrigation	- Crédibilité dans la mise en œuvre d'actions de développement et de résilience - Connaissance de la zone d'intervention - Agents motivés, expérimentés et disponibles	- Insuffisance de moyens financiers et matériels (ex. propriété d'un seul véhicule) - Location du bureau de la structure - Faible rémunération des prestations	- Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées	- Formation ressources humaines - Logistiques
Région de Maradi					
Alheri	- Appui conseil en	- Expérience en matière d'irrigation	- Insuffisance d'équipements	- Réalisation CEPM	- Formation

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
	petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité en matériels informatiques et bureautiques - Bonne complémentarité, disponibilité et motivation des membres 	<ul style="list-style-type: none"> techniques (ex. sonde électrique, tensiomètre, odomètre et logiciel pour tracer les cartes) - Insuffisance de formations pour le renforcement de capacités (ex. gestion et suivi budgétaire, cartographie des sites) - Manque de moyens de déplacements 	<ul style="list-style-type: none"> - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> ressources humaines - Logistiques
Foussaha	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance du milieu - Bonne collaboration avec les OP - Solide expérience dans la mise en œuvre d'actions de développement de l'irrigation - Bonnes capacités en équipements - Personnel engagé et qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> - Faibles capacités financières - Faibles opportunités de financement direct dans le sous-secteur de l'irrigation (petits contrats souvent dans le secteur de l'alimentation dont l'irrigation représente seulement une partie minimale) 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques
Taimako	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Compétence dans le domaine des Techniques de Développement Rural - Pluridisciplinarité de l'équipe et capacité de mobilisation d'experts dans le montage des dossiers de microprojets (DMP) agricoles et d'irrigation - Disponibilité du personnel motivé, qualifié et orienté aux résultats 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'un logiciel pour l'intégration des données des réalisations 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques
HUSAA	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Crédibilité aux yeux de ses partenaires pour la transparence dans la gestion - Bonnes capacités organisationnelles des activités - Disponibilité des moyens matériels opérationnels (bureautiques et de transport) et financières (capacité de préfinancement des activités) - Cadres compétents et expérimentés - Membres des équipes honnêtes, disponibles et motivés - Disponibilité de personnes ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible mobilisation des ressources interne - Forte dépendance financière des partenaires - Faible capacité de négociation des contrats de prestation - Manque d'une stratégie de marketing et d'un plan stratégique 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
		supplémentaires de proximité à mobiliser ad hoc			
MARHABA	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne représentation au niveau national (sièges à Tillabery, Niamey, Zinder, Maradi et Diffa) - Création d'une base de données des cadres et agents dans les domaines du développement rural - Disponibilité des ressources humaines de qualité avec une bonne aptitude à créer un environnement social entre les acteurs - Disponibilité en matériels de travail (ordinateurs, GPS, véhicules) 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance en matériels de travail - Insuffisance des moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques
IDB	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne maîtrise des différentes zones de la région de Zinder - Capacité de préfinancement des activités - Disponibilité d'agents d'encadrement formés par l'ONG et capables de couvrir la région de Zinder. 	<ul style="list-style-type: none"> - Très faible possibilité de donner visibilité aux actions menées (panneaux, plaques d'information des activités réalisées) - Faible appui de l'Etat pour le renforcement de capacité des ONG 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques
APMR	- Appui conseil en petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance du milieu - Bonne prise en compte des besoins des groupes cibles et de la composante genre dans toutes activités de l'ONG - Résultats des actions en ligne avec les politiques nationales (PDES, i3N, PSEF, Hygiène et Assainissement) - Bonne collaboration avec les STD et autres partenaires - Véhicule et mobilier disponible - Bon partage d'information entre les membres des équipes - Secrétariat permanent, Président et Vice-président dynamiques. - Mobilisation d'experts pour la 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de: manuel de gestion administrative et financière, dispositif de suivi-évaluation des microprojets, d'un système comptable et d'une stratégie de communication et de visibilité définie - Méconnaissance des champs d'action de certains PTF; - Faible maîtrise de montages de certains types de dossiers de projets et de mobilisation de financement - Textes fondamentaux et organigramme de l'ONG qui répondent partiellement aux préoccupations actuelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation CEPM - A/C agricole - Appui montage dossiers des micro-projets de cultures irriguées 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ressources humaines - Logistiques

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
		réalisation des dossiers de projet			
Organisation de producteurs et organisation professionnelles connexes					
Fédération Sa'A	<ul style="list-style-type: none">- Commandes intrants groupées- Stockage et commerce des céréales- CEP	<ul style="list-style-type: none">- Bonne structuration interne (Secrétariat exécutif composé d'un directeur, un comptable et un chargé de programme)- Bonne planification des activités (plan d'action annuel) et partage des Informations (tenue des réunions trimestrielles du CA)- Réalisation d'un plan d'affaire de commercialisation du souchet à l'export- comités de commercialisation et commande groupée- manuel de procédure de gestion administrative et comptable- Disponibilité d'animateurs endogènes et d'une cellule de formation et vulgarisation	<ul style="list-style-type: none">- Insuffisance de formation (commissaire aux comptes, plaidoyer, élaboration de dossiers de projet et management)- Manque de véhicules- Insuffisance de clients fidélisés pour l'écoulement de souchet- Faible niveau de connaissances des membres du comité en i) commercialisation des produits agricoles et ii) du système de commande à l'internationale du à une faible internalisation du manuel de procédures- Manque de dispositif de S/E des activités et du personnel au niveau des unions (ex. gérants/ gestionnaires)	<ul style="list-style-type: none">- Développement institutionnel et organisationnel OP/fédération régionales/unions sur les centres de collecte satellite- Commandes groupées d'intrants et commercialisation groupées de produits céréaliers	<ul style="list-style-type: none">- Formation ressources humaines- Logistiques- Renforcement de capacité en comptabilité et en gestion
Fédération FUMA-Gaskiya (Fédération des Unions de Producteurs de Maradi)	<ul style="list-style-type: none">- Commandes intrants groupées- Stockage et Commerce des céréales- CEP	<ul style="list-style-type: none">- Bonne connaissance et intervention dans la région de Maradi- Expérience en commercialisation des produits agricoles à travers le comptoir des ventes des produits- Réalisation d'importation et distribution d'engrais- Production de semences améliorées- Cadres dirigeants de qualité- Capacités à mobiliser des fonds (banques, PTF)- Participation aux formations organisées par le projet IARBIC/FAO	<ul style="list-style-type: none">- Réseautage limité- Nombre insuffisant d'infrastructures de stockage (engrais, céréales)	<ul style="list-style-type: none">- Développement institutionnel et organisationnel OP/fédération régionales/unions sur les centres de collecte satellite- Commandes groupées d'intrants et commercialisation groupées de produits céréaliers	<ul style="list-style-type: none">- Formation ressources humaines- Logistiques- Renforcement de capacité en comptabilité et en gestion
AREN	<ul style="list-style-type: none">- Elevage et gestion des ressources naturelles liées à	<ul style="list-style-type: none">- Expérience prouvée dans plusieurs domaines: sécurité alimentaire, hydraulique pastorale, prévention et gestion des conflits, reconstitution et	<ul style="list-style-type: none">- Manque de cadre/vétérinaire en santé animale	<ul style="list-style-type: none">- Dispositif A/C petit élevage (DIPE)- Distribution kits animaux (caprines et	<ul style="list-style-type: none">- Formation ressources humaines

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
	l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> - suivi du cheptel - Expérience avec bailleurs de fonds internationaux et divers PTF - Expertise dans le domaine pastoral et agropastoral - Assise sociale et forte capacité de mobilisation sociale - Personnel compétent auprès des sièges régionaux et national - Prise en compte du genre dans la mise en œuvre des activités - Membre de plusieurs cadres de concertation (national et sous - régional) 		<ul style="list-style-type: none"> - volailles) - Embouche ovine - Réalisation de formations techniques 	
Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN)	<ul style="list-style-type: none"> - Structure nationale de recherche sur les stratégies de développement du secteur rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte expertise en matière d'animation et vulgarisation en milieu rural - Disponibilité d'outils et d'appareillage pour la conduite d'essais diversifiés - Dispositif stable (chercheurs pérennes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible engouement des chercheurs pour l'application des approches approuvées - Faible capacité logistique - Faible capacité de production et diffusion d'espèces adaptées et d'approches avérées - Faible communication interne - Faible disponibilité des chercheurs engagés sur plusieurs projets à la fois 	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert de technologies agronomiques - Formation 	---
Agryhmet	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse et utilisation de données scientifiques en agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte ancrage institutionnel - Fort potentiel de qualité de capitalisation (étudiants et chercheurs) - Existence d'instance sous régionale - Expériences en SIG et télédétection reconnues à niveau national et international - Réalisation de formation personnalisée 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible disponibilité des chercheurs engagés sur plusieurs projets à la fois - Echelle de travail difficilement compatible avec celle du ProDAF (échelle sous-régionale) 	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche appliquée et transfert de technologies - Formation SIG et télédétection aux points focaux - Appui technique - Recherche et développement des applications de la télédétection 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités aux étudiants - Appui à l'harmonisation des données nationales - Recherche et développement conjoint

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
ICRISAT	- Institut international de recherche sur les cultures pluviales	- Disponibilité d'une banque fonctionnelle de gène de plusieurs variétés à hautes valeurs	- Présence limitée des chercheurs au Niger pour la dislocation du centre entre le Mali et le Niger - Fonctionnement ralenti du centre et raréfaction des bailleurs (insécurité au Mali)	- Transfert de technologies Réalisation études cultures pluviales - Mise à disposition ressources humaines pour formations techniques	---
LASDEL	- Centre de recherches en anthropologie du dévelpt	- Relations avec des institutions de développement, centre des recherches et de formation - Réalisation de recherches qualitatives et pluridisciplinaire	- Ressources humaines insuffisantes - Instabilité financière - Insuffisance des moyens logistiques	- Réalisation d'études socio-anthropologiques	- Recherche et développement conjoint
ONG internationales					
CARE	- Genre et autonomisation des femmes et des jeunes - Appui au activités de résilience aux crises	- Expérience et connaissance du contexte et des méthodes de travail du FIDA (PASADEM) - Existence de planification stratégique - Capacité de mise en œuvre directe et indirecte - Forte compétence institutionnelle dans l'intégration de genre et des risques climatiques dans les actions de développement – articulation urgence, développement au travers de DRR et de l'adaptation climatique par CVCA/CBA - Existence de systèmes et procédures - Bonne gestion financière et comptable - Intégration à un réseau international garantissant des normes et standards d'éthique et de qualité dans le travail - Mobilisation des femmes des communautés (MMD)	- Insuffisance d'espace fait pour les organisations de la société civile locale - Insuffisance de mécanisme de suivi permanent de contexte - Insuffisance de système et mécanisme simple d'apprentissage par la capitalisation, la documentation et le partage - Insuffisance de répercussion au niveau local de l'expérience internationale du réseau de CARE - Insuffisance de fonds flexibles hors projet pour le développement organisationnel et institutionnel permanent - Large documentation en anglais difficile à partager avec les partenaires locaux par manque de traduction - Régression du nombre de staffs féminins du fait du partenariat	- Autonomisation des femmes et des jeunes - Réalisation formation genre et leadership aux équipes ProDAF et ses opérateurs - Appui à la redynamisation / organisation des groupements MMD - Sensibilisation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle - Réalisation GFS, JDC et distribution kits agricoles, alphabétisation fonctionnelle et AGR s	- Renforcement comptable et gestion financière - Appui logistiques et organisationnelle

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
VSF Belgique	- Elevage et soins vétérinaires, intégration agriculture-élevage, amélioration génétique, commercialisation bétail.	- Expérience dans la mise en œuvre de projets financés par des bailleurs internationaux différents - Partenaire de nombreuses ONG - Expertise en santé animale de proximité à travers le développement de Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) - Intervention sur tout le Niger - Capacité d'agir rapidement dans ses zones d'interventions	- Faible couverture des Over head (moins de 15% actuellement) ce qui limite les capacités organisationnelles et met en danger la viabilité de l'organisation	- SVPP - Diffusion du vaccin contre la maladie de New Castle	- Formation ressources humaines - Logistiques - Renforcement de capacité
GRET	- Nutrition et Développement d'unités farines infantiles	- Bonne collaboration avec les PTF - Professionnalisme des équipes - Approche multisectorielle dans la lutte contre la malnutrition - Synergie / Intégration entre volets - Expertise reconnue dans les domaines d'intervention - Approche participative - Bonne capitalisation	- Faible visibilité financière pour la suite des programmes - Durée insuffisante des programmes - Faible performance de l'approche institutionnelle pour l'atteinte des résultats - Eparpillement des interventions dans des zones distinctes	- Promotion et sensibilisation sur la consommation de farines infantiles - Appui à l'unité de farine infantile de Tessaoua (Maradi) - Etudes marketing et business plan	- Formation ressources humaines - Logistiques
ONG locales					
AcSSA	- Diffusion d'informations sur le commerce des céréales	- Membre du réseau Afrique Verte reconnu dans la sous-région et en Europe (24 ans au Niger) - Disponibilité de personnel pluridisciplinaire et de moyens matériels adéquats - Expérience dans le domaine de la sécurité alimentaire et dans le développement de marchés de céréales (Burkina Faso, Mali, Niger) - Expérience des PTF (UE, CF)	- Limitées capacités financières - Limitée expérience dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	- Appui aux SARL des marchés de demi-gros - Développement d'un système d'information sur les marchés agricoles - Identification et accompagnement promoteurs pour réalisation de MP	- Logistique et moyens roulants - Ressources humaines - Formation - Voyage d'études
Système financière décentralisé (SFD)					
Analyse de l'ensemble des institutions financières décentralisées dans le document technique					

Institution /Organisation	Domaine d'intervention	Evaluation des capacités		Rôle/fonction dans le ProDAF	Plans de renforcement de capacité
		Forces	Faiblesses		
Secteur privé					
SINERGI	- Investissement dans le secteur privé	- Expertise de métier capital-investissement unique au Niger de plus de 7 ans et de plusieurs succès au sein du portefeuille de PME. - Accompagnement et suivi de proximité des promoteurs - Ancrage et soutien des actionnaires locaux (PCA) - Soutien d'un partenaire international (I & P)	- Absence de visibilité - Peu de projets et lacunes de statistiques « deal flow » - Fragilité persistante du modèle économique actuel - Niveau d'investissement engagé et levier bancaire limités - Suivi extra-financier des PME en démarrage et manque de fiabilité de certaines données ESG	- Investissement dans les PME	- Etude de faisabilité PME

Appendice 5.6: Tableau programmes et projets intervenant dans la zone du ProDAF

Bailleur	Projet	Couverture géographique				Secteur d'intervention	Principales activités / composantes	Budget FCFA	i3N ⁸³	Synergies possibles ⁸⁴
		T	M	Z	N ⁸⁵					
BM	Projet Filets Sociaux – PFS (2011 – 2017)	X	X	X	X	- Sécurité alimentaire et nutritionnelle - Filets sociaux	- Transfert d'argent - Cash for work	35 000 000 000	3	- Renforcement interventions pour les catégories les plus vulnérables
BM	Projet de Développement des Exportations et des Marchés Agro- sylvo- Pastoraux - PRODEX (2009-2015)	X	X	X	X	- Agriculture - Elevage	- Appui à la commercialisation	21 625 000 000	2	- Aménagement des plateformes de commercialisation - Valorisation de la petite irrigation
BM	Projet d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance – PRACC (2012-2019)		X		X	- Agriculture - Commercial	- Promotion de la commercialisation transfrontalière des produits agro-sylvo-pastoraux - Promotion du crédit rural (PME)	26 003 210 972	5	- Mise en place des infrastructures pour le commerce transfrontalier - Appui à l'intégration des échanges
BM FEM	Programme d'Actions Communautaires Troisième Phase – PAC III (2013-2017)	X	X	X	X	- Sécurité alimentaire	- Financement des kits de l'i3N (Maison du paysan)	25 000 000000	1	-Réalisation activités liées à la mise en œuvre de la "Maison du paysan" - Renforcement des capacités des communes
UNICEF	Programme de Coopération Niger-Unicef (2014-2018)	X	X	X	X	- Sécurité alimentaire et nutritionnelle - Santé - EHA - Protection	---	99 452 500 000	4	---

⁸³ Alignement entre les programmes / projets et les axes d' intervention de l'i3N : 1) accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques; 2) valorisation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, 3) amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes; 4) amélioration de l'état nutritionnel des nigériens; 5) création d'un environnement favorable à la sécurité alimentaire et au développement agricole durable.

⁸⁴ On entend par "synergies" les interventions complémentaires entre les différents programmes/projets et le ProDAF au niveau des communes de la zone cible. Dans les autres cas, il s'agit de programmes/projets intervenant dans la zone du ProDAF, mais avec les quels le ProDAF ne développera pas forcément des activités communes.

⁸⁵ N = Programme / projet ayant une couverture géographique nationale et/ou intervenant dans des régions différentes de la zone du ProDAF

Bailleur	Projet	Couverture géographique				Secteur d'intervention	Principales activités / composantes	Budget FCFA	I3N ⁸³	Synergies possibles ⁸⁴
		T	M	Z	N ⁸⁵					
UNICEF MDG Fund USAID UE	Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016 – IAOM (2013 – 2016)	X	X	X		- Sécurité alimentaire et nutritionnelle	---	7 155 875 000	4	---
UE	Projet d'Appui au Développement du secteur Rural - PADSR (2012-2016)			X	X	- Sécurité alimentaire	---	10 167 333 500	3,5	---
FAO	TCP conservation et transformation des produits maraîchers (2012-2015)		X			- Agriculture	---	175 000 000	1	---
BOAD	Projet d'Intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Tahoua et de Tillabéri - PIPA/SA (2011-2016)	X			X	- Agriculture - Résilience	- Intensification agricole - Pérennisation des infrastructures	12 394 000 000	1	- Renforcement des capacités des producteurs (CEP) - Mobilisation des eaux
IDA	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest – PPAAO/WAAPP-1C-Niger (2011 – 2016)	X	X	X	X	- Agriculture - Elevage	- Système régional d'information et de diffusion des technologies - Création d'un Centre National de Spécialisation - Accès aux financements	14 850 000 000	1	- Diffusion des technologies en élevage - Contrôle des maladies du petit élevage
BAD	Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau PROMOVARE (2013-2018)	X			X	- Agriculture - Environnement	---	1 208 518 526	1	---
BAD GAFSP AECID	Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder - PMERSA/MTZ (2012 – 2017)	X	X	X		- Sécurité alimentaire - Résilience - Elevage	- Intensification agricole (végétale et animale) - Mobilisation des eaux de surface et développement de la petite irrigation	62 660 000 000	1	- Mobilisation des eaux de surface - Emergence des AUE - Développement de la petite irrigation
AFD KFW	Projet Aménagement et de Gestion du Bassin Versant de Badaguichiri (2009 – 2015)	X				- Sécurité alimentaire - Résilience - Gestion des ressources naturelles	- Sécurisation et intensification des terres de vallées - Aménagement des terres dégradées et Renforcement des capacités des bénéficiaires	9 426 102 090	1	Connaissances des BV et Investissement dans la mobilisation des eaux

Bailleur	Projet	Couverture géographique				Secteur d'intervention	Principales activités / composantes	Budget FCFA	I3N ⁸³	Synergies possibles ⁸⁴
		T	M	Z	N ⁸⁵					
KFW	Projet de Promotion de la Sécurité Alimentaire PISA (2014-2019)	X			X	- Sécurité alimentaire	- Mobilisation des eaux - Petite irrigation	12 000 000000	1	- Mobilisation des eaux et petite irrigation - Renforcement de capacités du Ministère (SPIN)
KFW	Projet de réhabilitation des périmètres irrigués publics - PRPIP (2013-2018)				X	- Agriculture et environnement	- Mobilisation des eaux	7 215 000 000	1	---
KFW	Promotion de la petite irrigation - PROMA (2012-2017)	X				- Sécurité alimentaire et nutritionnelle - Gestion des ressources naturelles	- Réalisation d'infrastructures hydrauliques et aménagement des terres dégradées - Mobilisation et des eaux de surface, développement de la petite irrigation	12 000 000000	1	- Aménagement des bassins versant - développement de la petite irrigation
Coop Suisse	Programme hydraulique rurale appui au secteur eau et assainissement - PHRASEA (2012-2015)		X		X	- Hydraulique rurale - EHA	- Réalisation d'infrastructures hydrauliques - Sensibilisation en EHA	6 750 000 000	1	- Investissement dans la mobilisation et valorisation de l'eau
Coop Suisse	Programme d'appui à la formation professionnelle rurale au Niger – FOPROR (2013-2016)		X		X	- Agriculture - Formation jeunes	- Réalisation Sites Intégrés de Formation Agricole (SIFA) - Accompagnement insertion professionnelle jeunes - Appui aux financements pour micro-projets agricoles	3 381 932 066	1	---
CTB	Appui au Renforcement Institutionnel du Ministère de l'Elevage – ARIMEL (2011 – 2015)	X	X	X	X	- Elevage	- Renforcement institutionnel du MEL	1 757 029 275	5	- Appui aux services vétérinaires de proximité
CTB	Programme d'appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux (2011 – 2016)	X	X		X	- Elevage	- Renforcement des capacités des acteurs du programme 12/SDR - Foncier et sécurisation des ressources naturelles - Amélioration et valorisation de productions des systèmes pastoraux	11 Millions d'euro	5	- Sécurisation foncière - Amélioration de la santé animale
CTB	Programme d' Appui à la Production Pastorale – PAPAT (2014-2017)	X				- Elevage	- Aménagement pastoral (puits pastoraux et couloirs de passage) - Appui aux SVPP	3 935 742 000	5	- Amélioration de la santé animale et de la disponibilité des services de proximité
Lux Dev	Programme d'Appui au Développement Agricole				x	- Sécurité	- Promotion de la petite irrigation	8 909 863 931	1	----

Bailleur	Projet	Couverture géographique				Secteur d'intervention	Principales activités / composantes	Budget FCFA	I3N ⁸³	Synergies possibles ⁸⁴
		T	M	Z	N ⁸⁵					
	Durable - PADAD (2011-2016)					alimentaire	- Développement des filières agricoles			
FIC	Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique – PACRC (2012 – 2016)	X	X	X	X	- Agriculture - Adaptation aux changement climatiques	- Appui aux politiques sectorielles et locales - Amélioration de la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux	29 810 000 000	1, 3	- Renforcement des capacités de résilience des communes
Royaume de Danemark	Programme de Promotion de l'Emploi et de Croissance Economique dans l'Agriculture - PECEA (2014-2018)			X	X	Développement rural	- Appui aux chaines de valeur	12 281 000 000	2	- Mécanismes de financement des actions de développement agricole
BID, Croissant Rouge Qatari	Projet d'Appui au Programme Spécial de Sécurité Alimentaire Phase II PA/PSSA 2 (2010-2015)	X	X	X	X	- Sécurité alimentaire	---	9 776 694 999	1,3	---

Appendice 5.7: Termes de référence⁸⁶

TERMES DE REFERENCE DU POSTE D'ASSISTANT TECHNIQUE NATIONAL (ATN) SENIOR EN INGENIERIE DE PROJET

Sous le contrôle et l'orientation du Ministère de l'Agriculture, l'ATN senior du ProDAF sera responsable de l'organisation, l'animation, la coordination et la mise en œuvre de toutes les activités de la CENAT en collaboration avec les différents collaborateurs de la Cellule et des Coordonnateurs des ProDAF, conformément aux dispositions du rapport de Pré-évaluation, des accords de prêt et de don, de la lettre à l'emprunteur, des lois et règlements en vigueur au Niger, des règles des manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de Suivi-Evaluation. Il sera chargé des tâches suivantes:

- Apporter son expérience à la mise en œuvre des objectifs et des stratégies du ProDAF dans le cadre des mandats reçus de ses organes dirigeants en conformité avec les dispositions de l'accord de prêt et du Don;
- Faciliter les relations entre les coordinations et le Comité de Pilotage (CP) le rapport annuel d'activités, le Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA);
- Apporter un appui technique à l'internalisation des objectifs et structuration du ProDAF;
- Appuyer les coordinations à l'élaboration de planification opérationnelle;
- Partager son expérience pour renforcer les capacités des opérateurs dans la gestion technique l'échange d'expériences/informations et les synergies entre les différents partenaires;
- Appuyer les coordinations en termes de coaching et de mise à l'échelle des bonnes pratiques dans le domaine technique et sociale, et de l'harmonisation des procédures techniques opérationnelles avec les différents partenaires pour la cohérence des activités sur le terrain;
- Participer aux missions de supervision et d'évaluation à tiers parcours;
- Participer à la validation de certaines études techniques;
- Préparer et participer aux missions de supervision et d'évaluation externe du projet;
- Représenter le ProDAF dans le cadre des relations avec les autorités de tutelle, les bailleurs;
- S'assurer que le travail de Suivi/Evaluation, en termes d'impacts socio-économiques et environnementaux est exécuté et que les résultats sont disponibles;
- Veiller à la gestion et au suivi des contrats de travail des agents;
- Assurer le recrutement du personnel d'appui et des cadres du Projet;
- Animer les réunions périodiques du Projet;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourraient lui confier les organes dirigeants dans le cadre de son mandat.

Qualifications requises: Education: être titulaire d'un diplôme universitaire en agronomie, zootechnique, ou économie du développement. Expérience: l'ATN senior doit avoir une expérience en développement rural. Expérience: avoir un minimum de 15 ans et faire preuve d'une évolution progressive en matière de responsabilité et de gestion de programme de développement agricole et au moins dix ans d'expérience en gestion de programme. Aptitudes: excellentes compétences en communication et de management d'équipe. Bonne maîtrise de l'outil informatique et les logiciels de bureautique.

⁸⁶ Les postes sont formulés au masculin de manière générique. Cependant, la recherche de candidates et le recrutement de femmes sont fortement recommandés.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE L'ATN DIALOGUE POLITIQUE

Sous le contrôle et l'orientation du Ministère de l'Agriculture, l'ATN senior du ProDAF sera responsable de l'organisation, l'animation, la coordination et la mise en œuvre de toutes les activités de la CENAT en collaboration avec les différents collaborateurs de la Cellule et des Coordonnateurs des URGP, conformément aux dispositions du rapport de Pré-Evaluation, des accords de prêt et de don, de la lettre à l'emprunteur, des lois et règlements en vigueur au Niger, des manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de Suivi-évaluation. L'ATN en dialogue politique, sera chargé des tâches suivantes:

- Apporter son expérience aux coordinations dans à la mise en œuvre des objectifs et les stratégies du ProDAF dans le cadre de leurs mandats reçus de la tutelle et du CP, en conformité avec les dispositions de l'accord de prêt et/ ou de Don;
- Faciliter les relations entre les coordinations et le Comité de Pilotage (CP) et veiller à la qualité le rapport annuel d'activités, le Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA);
- Participer aux plateformes nationales et internationales en termes de d'inter connectivité, de tracasseries routières;
- Capitaliser les initiatives stratégiques en cours et les mettre à la disposition des coordinations ProDAF;
- Apporter son expérience pour la connectivité des pôles de développement;
- Appuyer les coordinations à l'élaboration de leur planification opérationnelle;
- Etre au courant de toutes les initiatives stratégiques importantes Apporter son expérience pour renforcer les capacités des opérateurs dans la gestion technique l'échange d'expériences/informations et les synergies entre les différents partenaires;
- Appuyer les coordinations en termes de coaching et de mise à l'échelle des bonnes pratiques dans le domaine technique et sociale, et de l'harmonisation des procédures techniques opérationnelles avec les différents partenaires pour la cohérence des activités sur le terrain; Faire le lien entre le ProDAF et les autres programmes;
- Participer aux missions de supervision et d'évaluation à tiers parcours;
- Participer à la validation de certaines études techniques;
- Préparer et participer aux missions de supervision et d'évaluation externe du projet;
- Représenter le ProDAF dans le cadre des relations avec les autorités de tutelle, les bailleurs;
- Participer aux réunions périodiques de l'équipe de management pour aplanir les difficultés rencontrées par les équipes dans le cadre de l'exécution des activités;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourraient être utiles aux coordinations.

Qualifications requises: être titulaire d'un diplôme universitaire en agronomie, zootechnique, ou en développement rural. Expérience: avoir un minimum de 15 ans d'expérience et faire preuve d'une évolution progressive en matière de responsabilité et de gestion de programme de développement agricole et au moins dix ans d'expérience en gestion de programme. Aptitudes: excellentes compétences en communication et de management d'équipe. Bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels de bureautique (Word, Excel, Powerpoint)

TERMES DE REFERENCE DE L'ATN COORDINATION PISTES

Sous la supervision du Coordonnateur, l'Assistant chargé des Travaux d'Infrastructures aura les tâches principales suivantes:

- Appuyer et validation l'adaptation des DAO;
- Coordonner la tenue et la gestion des différents dossiers d'infrastructures mis en place;
- Valider les travaux réalisés et représenter les coordinations dans les missions de terrain en compagnie des entreprises et cabinets chargés des contrôles des travaux mission de reconnaissance de recueil de données diverses, d'identification de travaux de réparation: consolidation d'ouvrage, de réception d'ouvrage;
- Valider attachements et décomptes des travaux / prestations de contrôle faits contradictoirement avec les entreprises et cabinets chargés des contrôles des travaux;
- Rendre compte régulièrement à la Coordination du projet; de toutes les activités dont il est impliqué;
- Participer à toute autre tâche que pourrait lui demander la direction du Projet.

Qualifications requises: être titulaire d'un diplôme d'ingénieur en Génie civil ou génie rural.

Expérience: avoir un minimum de 10 ans d'expérience et faire preuve d'une évolution progressive en matière de responsabilité et de gestion de programme, conduite de travaux d'infrastructures de développement. Aptitudes: excellentes compétences en communication et de management d'équipe. Bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels de bureautique (Word, Excel, Powerpoint).

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE COORDONNATEUR REGIONAL

Sous le contrôle et l'orientation du Ministère de l'Agriculture, le Coordonnateur du projet sera responsable de l'organisation, l'animation, la coordination et la mise en œuvre de toutes les activités du projet en collaboration avec les différents partenaires conformément aux dispositions du rapport de Pré-Evaluation, des accords de prêt et de don, de la lettre à l'emprunteur, des lois et règlements en vigueur au Niger des règles des manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de Suivi-Evaluation. Il sera chargé des tâches suivantes:

- Mettre en œuvre les objectifs et les stratégies du projet dans le cadre des mandats reçus de ses organes dirigeants en conformité avec les dispositions de l'accord de prêt et du Don;
- Préparer et soumettre au Comité de Pilotage (CP) le rapport annuel d'activités, le Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA);
- Assurer et contrôler la gestion administrative, budgétaire, comptable et financière du projet;
- Veiller au respect des règles contenues dans les manuels de procédures administratives, financières et comptables et d'opérations du projet;
- Privilégier l'échange d'expériences/informations et les synergies entre les différents partenaires;
- Assurer avec les différents partenaires la cohérence des activités sur le terrain en articulation avec les stratégies et orientations nationales (SDR, SRP et la décentralisation etc.);
- Animer, orienter et superviser l'équipe du Projet;
- Mobiliser les fonds du projet et gérer les différents comptes y afférents;
- Elaborer et soumettre à l'approbation de l'Institution coopérante les demandes de non objection relatives aux adjudications de marchés, conventions de financement et de partenariat;
- Veiller à l'exécution technique et financière des contrats et conventions;
- Veiller à la préparation et à la soumission aux organes de contrôle les rapports techniques et financiers;

- Veiller à la production et à la transmission des rapports périodiques;
- Préparer et organiser les audits externes;
- Préparer et participer aux missions de supervision et d'évaluation externe du projet;
- Représenter le Projet dans le cadre des relations avec les autorités de tutelle, les bailleurs fonds, l'Institution Coopérante et les partenaires;
- S'assurer que le travail de Suivi/Evaluation, en termes d'impacts socio-économiques et environnementaux est exécuté et que les résultats sont disponibles;
- Veiller au suivi des performances et au renforcement de capacités des agents du Projet;
- Veiller à la gestion et au suivi des contrats de travail des agents;
- Assurer le recrutement du personnel d'appui et des cadres du Projet;
- Animer les réunions périodiques du Projet;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourraient lui confier les organes dirigeants dans le cadre de son mandat.

TERMES DE REFERENCE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (RAF)

Sous l'autorité du coordonnateur, le/la RAF exerce ses fonctions en référence aux principes d'efficacité et d'efficience en mettant à la disposition du Projet une logistique administrative, financière et comptable permettant une conduite optimale des activités techniques. La mise en œuvre des attributions, responsabilités et tâches doit s'inscrire dans le cadre des dispositions:

- du rapport de pré-évaluation;
- de l'Accord de Prêt FIDA/Etat du Niger;
- des lois et Règlements en vigueur au Niger;
- des règles du manuel de procédures administratives, financières et comptables.

Il sera chargé des tâches suivantes:

1) Au plan administratif

Gestion du Personnel:

- Préparation des appels à candidatures
- Participation à la définition de profil de poste à pourvoir
- Participation à l'exploitation des dossiers des candidats
- Participation à la préparation des tests et élaboration des contrats
- Vérification des états et bulletins mensuels de paie
- Contrôle des déclarations trimestrielles CNSS
- Vérification des déclarations mensuelles d'IUTS
- Contrôle des demandes de congé (droits acquis)

Gestion des Achats et frais généraux:

- Traitement des demandes d'achat
- Suivi des demandes d'exonération: douane TVA

Administration courante:

- Gestion de la logistique et du bureau

- Suivi des consommations de carburant
- Gestion du portefeuille assurances de biens
- Participation à l'organisation et à la conduite des opérations d'inventaires des Immobilisations des stocks
- Participer aux réunions hebdomadaires du comité de coordination du projet

2) Au plan financier

- Contrôle et organisation des DRF; signature des DPD
- Gestion de la trésorerie: Cosignataire des dépenses du projet
- Contrôle de l'application des conditions de banque
- Vérification des relevés des comptes de prêts, de Don et de Contrepartie
- Suivi et contrôle des confirmations des soldes des différents comptes du ProDAF dont le compte contrepartie

3) Au plan comptable

- Validation du brouillard de saisies
- Validation des états de synthèses mensuels: journaux, grands livres général et analytiques, balances générale et analytique, et analyse des comptes
- Contrôle de l'état mensuel de rapprochement bancaire
- Validation et supervision du Programme de production des états financiers trimestriels et annuels, validation des différents extraits y relatifs
- Arrêté des comptes annuels
- Préparation administrative, financière et comptable des opérations audit

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DU CONTROLEUR INTERNE

Sous l'autorité des coordonnateurs ProDAF, le Contrôleur Interne met en œuvre ses attributions et responsabilités conformément aux dispositions du rapport de pré-évaluation, de l'accord de prêt et de don, de la lettre à l'emprunteur du FIDA, des lois et règlements en vigueur au Niger, des règles des manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations ainsi que de suivi-évaluation. A ce titre il sera chargé des tâches suivantes:

- Veiller aux respects et à la mise à jour des dispositions et règles contenues dans les manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de suivi-évaluation du projet;
- Mettre en place les outils appropriés (fiches de suivi et contrôle etc...) pour une gestion transparente des opérations du Projet en minimisant les risques de dysfonctionnement et de distorsions, en maîtrisant les opérations administratives, financières, comptables et les activités de terrain, en assurant la traçabilité des ressources du projet et la sécurité du patrimoine;
- Contrôler la cohérence technico financière en recherchant le lien entre les activités sur le terrain et les finances;
- Contrôler les procédures de passation de marché;
- Suivre l'exécution budgétaire, analyser les écarts avec les responsables du projet;
- Assurer le contrôle et le suivi des procédures budgétaires au niveau du projet et au niveau des activités des opérateurs partenaires;
- Contrôler en collaboration avec le Service Administratif et Financier, la régularité des dépenses, les états de rapprochement bancaires et la reconstitution des comptes spéciaux;

- Elaborer trimestriellement un rapport de contrôle interne pour l'ensemble du programme;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PTBA;
- Approuver la préparation de tous les états administratifs et financiers (plan de trésorerie, situation financière par composante et par catégorie, suivi des contrats etc..) des rapports produits par le projet conformément aux accords de prêt et de don, à la lettre à l'emprunteur, aux manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de suivi-évaluation;
- Vérifier que l'acquisition des biens et des services est en conformité avec les budgets approuvés et les montants des catégories de dépenses fixées par les accords de prêt et de don conformément à la lettre à l'emprunteur, aux procédures et au plan de passation des marchés (PPM);
- Contribuer à l'élaboration du bilan annuel d'activités et financier du projet en donnant notamment les informations sur les raisons des différents écarts constatés;
- Participer à la préparation, à l'organisation et au déroulement des missions de supervision, d'évaluation et d'audit du projet;
- Assurer le suivi de l'application des recommandations issues des missions d'audit et de supervision;
- Coordonner les opérations d'inventaire des immobilisations et des stocks.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DU RESPONSABLE LEADERSHIP FEMININE ET PROMOTION DE LA SECURITE NUTRITIONNELLE

Sous l'autorité du coordonnateur, le/la Responsable Leadership Féminine et promotion de la sécurité nutritionnelle est chargé(e) des principales tâches suivantes:

- Assurer la mise en œuvre des activités de la sous-composante 1.3;
- Entretenir le contact avec les ONG et tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la sous-composante (Ex UNPA);
- Appuyer et suivre les activités des opérateurs partenaires et notamment le travail des animateurs et des animatrices/formatrices MMD;
- Rédiger régulièrement des rapports spécifiques sur l'état d'avancement i) des actions en faveur des femmes, des jeunes et des plus vulnérables et ii) de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle dans la zone cible du projet;
- S'assurer que toutes les données collectées sont bien désagrégées par sexe et si possible par classe d'âge;
- Diffuser et partager avec les différentes parties prenantes la stratégie de la prise en compte genre du ProDAF;
- Diffuser et partager avec les différentes parties prenantes la stratégie de amélioration de la sécurité nutritionnelle ;
- Analyser le contenu, les modalités de mise en œuvre, et les destinataires des pratiques/initiatives/innovations identifiées, en vue de cibler le groupe socio-économique concerné et d'apprécier l'accessibilité des groupes plus vulnérables et pauvres, dont les femmes et les jeunes;
- Appuyer la formation et le recyclage des différents acteurs sur les thèmes: Genre et développement, ciblage des couches vulnérables, promotion des jeunes;
- Suivre et s'assurer de la bonne mise en œuvre de la stratégie de ciblage des femmes, jeunes et couches vulnérables (application des quotas de représentation des femmes et des jeunes, activités spécifiques, actions de renforcement des capacités, etc.);

- Suivre et s'assurer de la bonne mise en œuvre de la stratégie de amélioration de la sécurité nutritionnelle ;
- Participer à l'élaboration du Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA);
- Participer à toute autre tâche que pourrait lui demander le coordinateur.

TERMES DE REFERENCE DU RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Sous l'autorité du coordonnateur du projet, le responsable Renforcement des capacités locales est chargé des principales tâches suivantes:

- Coordonner, animer et orienter l'équipe de son unité sur le plan stratégique et méthodologique;
- Définir en synergie avec les opérateurs la stratégie et la méthodologie de mise en œuvre des sous-composantes;
- Coordonner, suivre, superviser et évaluer le travail des opérateurs partenaires principaux (OPP) et spécialisés (OPS);
- Pourvoir aux besoins en formation des opérateurs partenaires de la mise en œuvre (UCGP, OPP, OPS, STD, Groupements paysans, etc.);
- Assurer la synergie des activités des trois sous-composantes entre elles et avec celles des autres composantes;
- Consolider les rapports d'activités des chargés thématiques et opérateurs, s'assurer du suivi du tableau de bord et de la bonne collecte des indicateurs du cadre logique;
- Contribuer à l'effort d'analyse pour la capitalisation des acquis et expériences des initiatives et innovations organisationnelles;
- Appuyer les intervenants sur le plan méthodologique et veiller à l'harmonisation des approches utilisées en conformité avec les objectifs du ProDAF;
- Appuyer et suivre les activités des prestataires de services spécialisés en approches participative et notamment de leurs animateurs de terrain;
- Vérifier la qualité et la pertinence des plans d'action, des plans d'affaires et dossiers de microprojets élaborés par les groupes cibles avec l'appui des prestataires de services;
- Appuyer la stratégie de pérennisation du dispositif d'appui-conseil en milieu rural;
- Appuyer la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation fonctionnelle;
- Superviser le travail des prestataires de services quant à l'atteinte de leurs objectifs et la satisfaction des groupes cibles;
- Identifier les besoins en formation (thèmes) et autres besoins de renforcement des opérateurs partenaires de la mise en œuvre (UCGP, OPP, OPS, STD, Groupements paysans, etc.);
- Animer des réunions régulières des partenaires et un atelier de bilan annuel des opérateurs;
- Assurer le suivi des tableaux de bord des opérateurs;
- Produire des rapports d'activités trimestriels sur la base des rapports consolidés des prestataires de services.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DU RESPONSABLE DE SUIVI EVALUATION

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet, le responsable du Suivi-Evaluation sera chargé de la mise au point, de la mise en œuvre du système de suivi - évaluation du projet conformément aux dispositions du rapport de pré évaluation, des accords de prêt et de Don, de la lettre à l'emprunteur de l'institution coopérante, des lois et règlements en vigueur au Niger et des règles des manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de suivi évaluation du Projet.

Le système de suivi-évaluation et son dispositif interviennent à chacune des étapes de la mise en œuvre des actions, ses préoccupations doivent être prises en compte par les différents acteurs. A ce titre, chaque agent (responsables sectoriels, techniciens) aura une responsabilité de production et d'analyse de données,

Il sera chargé de:

- Conduire le processus d'amélioration du cadre logique et de la définition des indicateurs de suivi et d'impacts du projet;
- Coordonner la réalisation de la situation de référence sur les aspects socio-économiques, environnementaux et physiques de la zone du projet,
- Coordonner et articuler les dispositifs de suivi évaluation participatif des bénéficiaires, des opérateurs partenaires et du projet;
- Animer et superviser les actions menées par l'équipe du suivi évaluation sur le terrain en relation avec les bénéficiaires, les partenaires et les agents du projet;
- Coordonner les activités d'élaboration du PTBA;
- participer activement à l'élaboration et à la finalisation des PTBA;
- vérifier à tous les niveaux, la bonne tenue des tableaux de bord et la pertinence des informations collectées et saisies;
- Evaluer périodiquement la pertinence des outils d'enquête et de suivi des résultats, des effets et des impacts;
- Organiser et animer des ateliers périodiques de suivi-évaluation avec les agents du projet, des opérateurs partenaires et les bénéficiaires;
- participer à l'analyse des micro-projets retenus et conduits par les bénéficiaires et de leurs impacts socio-économiques et environnementaux;
- rédiger les rapports périodiques sur les activités de terrain en prenant soin de souligner les écarts observés entre les prévisions et les réalisations, et proposer à la direction du projet les mesures correctives qui s'imposent;
- élaborer une base de donnée et mettre place un système de conservation et de diffusion des documents et rapports du Projet;
- concevoir un système opérationnel d'information et de communication interne au projet permettant de mieux faire connaître aux partenaires externes les activités, les acquis et les expériences du projet;
- Préparer et participer aux missions de supervision et d'évaluation externe du projet;
- Analyser en collaboration avec le contrôleur interne les rapports des missions de supervision et d'évaluation, suivre l'exécution des recommandations formulées par celles-ci et en rendre compte régulièrement au Coordonnateur du projet;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourrait lui confier le Coordonnateur du Projet dans le cadre de son mandat.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DU RESPONSABLE DE PASSATION DES MARCHES

Sous l'autorité du Coordonnateur, le Responsable de passation des marchés exerce ses fonctions en référence aux différentes réglementations qui régissent la passation des marchés publics au Niger et aux directives du FIDA en la matière.

Il sera chargé de:

- Préparer et mettre à jour une fois par an l'avis général de passation des marchés du projet;
- Préparer et suivre l'exécution du plan de passation des marchés;
- Préparer et suivre l'exécution du plan de sélection des consultations;
- Préparer les Dossiers d'Appel d'Offres et les dossiers de consultations restreintes et les soumettre au Coordonnateur du projet pour approbation du bailleur de fonds;
- Soumettre les dossiers approuvés par le bailleur au Président de la Commission d'Attribution des marchés pour le lancement des lettres d'invitation à soumissionner;
- Assurer la publication (journaux, ambassades, organismes de développement);
- Participer aux ouvertures des plis et à l'évaluation des offres;
- Préparer à la signature des membres de la Commission d'attribution des Marchés les procès-verbaux d'ouverture des offres et les rapports d'évaluation;
- Soumettre les procès-verbaux et rapports d'évaluation au Coordonnateur pour l'approbation du bailleur;
- Rédiger et faire approuver les marchés et contrats;
- Etablir les bons de commande et les lettres de commandes, les protocoles et les conventions de coopération avec les services et les faire approuver par le Coordonnateur en conformité aux procédures et aux seuils admis en la matière;
- Etablir et notifier les ordres de services;
- Suivre l'exécution des marchés et tenir un registre à cet effet;
- Classer et archiver les dossiers et documents relatifs à la gestion des marchés;
- Participer à la réception des travaux et fournitures de biens et service;
- Etablir et vérifier les différents rapports de gestion des marchés;
- Participer aux audits techniques et financiers et mettre en œuvre les recommandations qui en découlent.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE L'ASSISTANT CHARGE DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES

Sous la supervision du Coordonnateur, l'Assistant chargé des Travaux d'Infrastructures aura les tâches principales suivantes:

- Appuyer dans l'adaptation des DAO;
- Assurer la tenue et la gestion des différents dossiers d'infrastructures mis en place;
- Superviser des travaux réalisés et représenter le Projet dans les missions de terrain en compagnie des entreprises et cabinets chargés des contrôles des travaux mission de reconnaissance de recueil de données diverses, d'identification de travaux de réparation: consolidation d'ouvrage, de réception d'ouvrage;
- Participer à l'élaboration des attachements et décomptes des travaux / prestations de contrôle faits contradictoirement avec les entreprises et cabinets chargés des contrôles des travaux;
- Rendre compte régulièrement à la Direction du projet; de certaines activités dont il est responsabilisé;
- Participer à toute autre tâche que pourrait lui demander la direction du Projet.

TERMES DE REFERENCE DE L'ASSISTANT EN AMENAGEMENT STRUCTURANTS PRODUCTIFS

Sous la responsabilité directe du responsable de la composante, l'Assistant en Aménagement de Bassin Versant a pour tâches suivante:

- Assurer la mise en œuvre des activités liées à la protection des bassins selon le document du projet et les PTBA annuels;
- Superviser la mise en œuvre technique de l'aménagement des bassins versants dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles;
- Superviser la mise en place et l'animation des comités de gestion des bassins versants et appuyer au renforcement continu de leurs capacités;
- Rechercher et animer les relations de complémentarité avec les AUE avec les autres projets intervenant dans le même domaine;
- Superviser les prestataires (ONG) en articulation avec les STD (DGGR, DRE, DRA, DRH), les communes et les IMF pré-identifiés en collaboration avec les bureaux régionaux du PAM;
- Animer les relations avec les GOGES de même que le renforcement de la capacité de ces derniers;
- Participer activement à l'identification des sites et la définition des activités appropriées à conduire sur les bassins versants;
- Assurer le contrôle qualité de l'approche d'intervention et des ouvrages, la durabilité des actions et la capitalisation et la rubrique transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes pour la responsabilisation des autorités locales;
- Participer activement aux études et évaluations qui seront initiées dans le domaine de l'aménagement des bassins versant en partenariat avec les institutions impliquées;
- Veiller au ciblage des bénéficiaires selon les critères de vulnérabilité et procédures du projet et de ses partenaires;
- Assurer l'échange d'information et la collaboration avec les partenaires dont le PAM;
- Préparer les rapports d'avancement et les rapports techniques nécessaires;
- Participer à l'élaboration du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA);

- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée dans l'exercice de son mandat.

TERMES DE REFERENCE DE L'ASSISTANT EN RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PRODUCTEURS

Sous la responsabilité du responsable de la composante, l'Assistant en en Renforcement Capacités des Producteurs a pour tâches suivantes:

- Appuyer dans le suivi du processus de mise en place et d'animation des Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEP/M) et des Associations des Usagers d'Eau (AUE);
- Assurer la capitalisation des innovations paysannes portants sur les techniques de production en irriguées porteuses identifiées au sein des bassins de production par le projet et ses partenaires;
- Assister dans l'élaboration des différents documents (Rapport d'activité, PTBA);
- Organiser des visites d'échange entre producteurs des CEP/M;
- Garantir le regroupement et l'organisation des producteurs irriguant se trouvant au niveau des bassins de production afin de faciliter la diffusion des technologies éprouvées;
- Appuyer le renforcement des capacités des organisations qui émergent autour des activités de production sous irrigation et la gestion rationnelle de l'eau au sein de leurs structures;
- Pourvoir au besoin en formation des producteurs organisés autour des CEP/M et des AUE;
- Appuyer la pérennisation des dispositifs d'intensification de la production et la gestion rationnelle de l'eau en proposant des stratégies adaptées aux CEP/M, aux AUE et aux dispositifs de production par goutte à goutte mis en place;
- Superviser le travail des prestataires de services quant à l'atteinte de leurs objectifs et la satisfaction des groupes cibles;
- Produire un rapport annuel sur l'ensemble des activités menées;
- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée dans l'exercice de son mandat.

TERMES DE REFERENCE DE L'ASSISTANT EN RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS PAYSANNES

Sous la responsabilité du responsable de la composante, l'Assistant en Renforcement des Capacités des Organisations Paysannes a pour tâches suivantes:

- Participer à l'identification des besoins des OP en matière de renforcement de capacités et assurer la supervision de la mise en œuvre et du suivi des activités du projet concourant au renforcement des capacités organisationnelles et techniques des OP, conformément aux TdR et de contrats respectifs des opérateurs (CRA, RECA, GSC, ...);
- S'assurer de la réalisation d'une manière optimale des activités de renforcement de capacités prévues au cahier des charges des opérateurs chargés de la mise en œuvre;
- Etablir et maintenir un dialogue permanent avec le RECA/CRA, les autorités administratives (communes) et avec les différents partenaires du projet (population bénéficiaires, les STD);
- Faciliter la communication entre les OP de différents niveaux (local, union, fédération);
- Appuyer les OP dans le montage et le suivi des dossiers de microprojets;
- Assurer que les organismes d'appui fournissent les services effectifs au développement des marchés de demi-gros conformément aux TDR de leurs contrats respectifs;
- Assurer que les liens entre marchés de collecte gérés par les OP et marchés intermédiaires de demi gros soient effectifs;
- Faciliter la communication entre les structures organisées de gestion des marchés au niveau de la région;

- Produire régulièrement des rapports spécifiques des activités;
- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée dans l'exercice de son mandat.

TERMES DE REFERENCE POUR LE POSTE DE COMPTABLE

Sous la responsabilité du RAF, le comptable a pour tâches:

- Contrôler et vérifier la comptabilisation de toutes les pièces justificatives du projet en garantissant les exigences de:
 - a. consistance et d'exhaustivité,
 - b. fiabilité et de pertinence,
 - c. sincérité et de régularité.
- Préparer les synthèses intermédiaires et les états financiers et, les analyses des comptes pour s'assurer de la fiabilité et de la consistance des informations comptables produites à travers les situations suivantes:
 - a. journaux: banques, caisses, achats, opérations diverses etc.,
 - b. grands livres généraux et analytiques, balances générale et analytique,
 - c. états mensuels des réalisations budgétaires,
 - d. bilan, tableaux ressource/emplois, comptes de résultat,
 - e. états détaillés des dépenses effectuées sur les fonds du prêt.
- Contrôler et vérifier les imputations comptables générales et analytiques et le contrôle des imputations;
- Superviser la saisie informatique des imputations;
- Assurer la tenue des livres comptables et l'édition régulière et à bonne date des situations requises:
 - a. livre journal et livres auxiliaires: journal des achats, les journaux de trésorerie, caisses/banques, le journal des opérations diverses,
 - b. grand livre général et analytique,
 - c. balance générale et analytique.
- Assurer le contrôle de toutes les opérations de règlement;
- Elaborer les rapprochements bancaires à bonnes dates avec analyse et documentation des écritures en suspens de tous les comptes bancaires du projet;
- Elaborer les analyses de comptes mensuelles des comptes de gestion (classes 6 et 7);
- Préparer les informations comptables, financières nécessaires aux missions d'audit, de contrôle et de supervision (soldes des comptes, situation comptables, reconstitution des comptes, rapprochements bancaires et états financiers);
- Participer aux travaux d'audit dont il assure une bonne préparation avec le RAF, le CI et l'Assistant Comptable;
- Participer à la préparation des PTBA en fournissant les données historiques relatives à l'exécution des activités;
- Organiser, superviser et contrôler le travail de l'Assistant Comptable et plus particulièrement en ce qui concerne la saisie des pièces comptables, la gestion de la caisse de menues dépenses, la préparation des règlements par banque, la gestion des stocks de fournitures et de carburant;

- Assurer la gestion de la sauvegarde des applications et des fichiers pour éviter toute perturbation dans la gestion comptable et financière du Projet;
- Préparer et effectuer les Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et les Demandes de Paiement Direct (DPD) et leur comptabilisation;
- Analyser, justifier et régulariser des comptes;
- Suivre les engagements et décaissements;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourraient lui confier les organes dirigeants dans le cadre de son mandat.

TERMES DE REFERENCE POUR LE POSTE DE L'ASSISTANT COMPTABLE

Sous la responsabilité du RAF, l'assistant comptable a pour tâches principales, de:

- Centraliser les D/A, préparer les bons de commande;
- Gérer le stock de fournitures conformément aux dispositions du Manuel de procédures;
- Assurer les opérations de gestion du carburant, de détention des bons de valeurs, de mise à disposition aux ayants droit conformément au Manuel de procédures;
- Assurer la gestion des pièces comptables (classement et archivage);
- Prendre en charge la gestion de la caisse de menues dépenses dans le respect du plafond de caisse, de la dépense maximale à effectuer par caisse et du seuil de réapprovisionnement. L'Assistant Comptable devra veiller à la tenue correcte et régulière

Du brouillard de caisse dont les soldes sont arrêtés à la fin de chaque journée il doit assurer:

- a. le contrôle de l'éligibilité des dépenses par caisse, leur justification correcte et exhaustive,
 - b. l'exactitude de l'encaisse à tout moment,
 - c. la préparation des réapprovisionnements et les retraits auprès de la banque,
 - d. l'établissement des arrêtés mensuels avec le comptable;
- Assurer le règlement des factures des fournisseurs et des prestataires et des autres dépenses en s'assurant que les liasses de règlement sont consistantes et probantes;
 - Préparer les états de paie des salaires et des indemnités, les déclarations sociales;
 - Assurer la saisie informatique des imputations;
 - Préparer les demandes d'exonération à transmettre à l'assistant chargé de suivi des exonérations;
 - Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourraient lui confier les organes dirigeants dans le cadre de son mandat.

TERMES DE REFERENCE DE L'ASSISTANT ADMINISTRATIF

Sous la responsabilité directe du Responsable Administratif et Financier, l'assistant administratif a pour mission de gérer de façon efficace et efficiente les ressources humaines et matérielles du projet.

Il (elle) a pour tâches suivantes:

- Coordonner et superviser le personnel d'appui dans l'exécution de leur cahier de charges;
- Assister le responsable administratif et financier dans l'organisation et la logistique des missions des membres de la cellule nationale;
- Appuyer le responsable administratif et financier dans la gestion administrative et du personnel;

- Assurer la gestion du parc des véhicules du projet (Suivi des carnets de bord, entretien et réparations, préparation des ordres de missions, contrats d'assurances);
- Assurer le suivi et l'entretien des autres biens du projet;
- Assurer le suivi et le versement des déclarations CNSS et IUTS;
- Suivre les dossiers des agents du Projet pour les remboursements des frais de prestations familiales, les classements des différents notes et décisions;
- Participer aux inventaires physiques des biens et stocks du projet;
- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée dans l'exercice de son mandat.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE L'ASSISTANT INFORMATICIEN

Sous l'autorité du Directeur et la Responsabilité du Responsable de Suivi-Evaluation, et en collaboration avec l'assistant(e) en S-E et du/de la Chargé(e) de la communication et de la gestion des savoirs, il/elle assume les tâches suivantes:

- Elaborer et organiser les différentes bases de données du projet et des partenaires;
- Concevoir les maquettes pour l'analyse statistique des données d'enquêtes/études;
- Saisir et faire un premier traitement statistique des données collectées à tous les niveaux; (iv) assurer l'actualisation des bases des données, créer de nouveaux masques et paramétrages en fonction des informations à recueillir et des besoins exprimés, ainsi que des types de rapports à produire;
- Mettre en place un système informatique de gestion de la documentation du projet;
- Tenir à jour les données par thèmes et produire régulièrement les rapports de synthèse nécessaires à la prise de décision;
- Participer à toute autre tâche que pourrait lui demander la Direction du Projet et le/la Responsable S&E;
- Veiller au fonctionnement du site internet du projet.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE L'ASSISTANT EN SUIVI/EVALUATION

Sous la responsabilité directe du Responsable de Suivi/Evaluation, l'Assistant en Suivi/Evaluation est chargé des principales tâches suivantes:

- Participer aux ateliers de planification des activités au niveau des villages et des grappes;
- Appuyer le fonctionnement du dispositif villageois et inter villageois de suivi/évaluation mis en place;
- Veiller au remplissage et au traitement des fiches de collecte de données sur les indicateurs ventilés à tous les niveaux;
- Mener et/ou superviser des enquêtes/études sur des thèmes spécifiques identifiés;
- Mettre à jour de concert avec l'informaticien/analyste et régulièrement les bases de données mises en place et assurer les premiers traitements et analyse des résultats;
- Traiter et analyser les informations collectées à tous les niveaux (grappes de villages, partenaires et projet en vue de faire des propositions de rapports analytiques qui feront le point d'exécution des activités;
- Faire un premier traitement et une première analyse des informations collectées sur le ciblage en vue de mieux visualiser la contribution, les effets et impacts des actions au niveau des bénéficiaires;

- Appuyer la réalisation des études et consultations engagées par le projet en fournissant des données, des informations, les documents nécessaires et en participant à la validation des rapports produits;
- Suivre régulièrement les activités et organiser les ateliers d'autoévaluation au niveau des bénéficiaires, des partenaires et du projet;
- Assurer le feed-back régulier des informations analysées à tous les niveaux pour renseigner l'UGP et les partenaires en vue d'aider à la prise de décision;
- Aider au montage et au suivi de la mise en œuvre des dossiers de microprojet retenus et conduits par les bénéficiaires et participer à leur analyse en termes d'effets/impacts socio-économiques et environnementaux;
- Participer à l'animation des ateliers périodiques de suivi évaluation avec les agents du projet, les opérateurs partenaires et les bénéficiaires pour un meilleur fonctionnement du système de suivi évaluation;
- Participer à toute autre tâche que pourrait lui demander la Direction du Projet.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE SECRETAIRE

Sous l'autorité du Coordonnateur de Projet, la Secrétaire de Direction sera chargée:

- Du traitement du courrier;
- De la distribution du courrier;
- De la réception et de l'envoi du fax et message e-mail;
- De la saisie des documents;
- De l'établissement des ordres de missions;
- De la gestion du matériel mis à sa disposition;
- D'assurer la tenue des registres de courrier et de son classement;
- D'assurer toute autre tâche relevant de sa compétence.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE CHAUFFEUR

Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, le chauffeur du projet exerce les attributions suivantes:

1) Fonction d'exécution

Il est chargé de:

- Transporter le personnel, les fournitures et matériels du Projet dans les conditions sécuritaires;
- Tenir à jour le carnet de bord de véhicule;
- Respecter les consignes de travail du responsable de mission;
- Maintenir en état de propreté le véhicule qui lui est affecté;
- Garer, après chaque utilisation le véhicule dans le parking aménagé à cet effet.

2) Fonctions de Suivi

- S'assurer et ou assurer l'entretien courant des véhicules (vidanges périodiques, lavage contrôle des batteries, du niveau d'eau et d'huile, de la pression des pneumatiques etc);
- Identifier et signaler au Responsable Administratif et Financier, les problèmes techniques constatés sur les véhicules;

- Identifier et déclarer au Responsable Administratif et Financier, les besoins en produits et matériels nécessaires à l'entretien du véhicule qui lui est affecté.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE PLANTON

Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, le Planton exécute les tâches suivantes:

- Récupération des courriers du Projet dans les bureaux de poste et autres correspondants;
- Distribution des courriers et diverses courses.

TERMES DE REFERENCE DU POSTE DE GARDIEN

Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, chaque Gardien sera chargé:

- D'assurer la sécurité des véhicules et autres biens du projet;
- De travailler de jour comme de nuit pour assurer le gardiennage;
- De surveiller et gérer les entrées et les sorties des personnes externes au projet.

TERMES DE REFERENCE DES ASSISTANTS TECHNIQUES NATIONAUX JUNIOR

Le Programme Niger-FIDA comprend actuellement (avril 2014) deux projets: le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi (PASADEM) et le Projet de Petite Irrigation (PPI) *Ruwanmu*. Le PASADEM a démarré en mai 2012 pour une durée de six ans et le PPI *Ruwanmu* a été lancé au mois d'avril 2013 pour une durée de cinq ans. Actuellement, le Programme FIDA au Niger se trouve dans une phase d'expansion, aussi bien au niveau géographique qu'à celui du nombre et du type d'activités.

En effet, le Programme d'options stratégiques du FIDA pour le Niger (RB-COSOP, *Results-based Country Strategic Opportunities Programme*), qui couvre la période 2013-2018, prévoit la convergence des projets financés par le FIDA vers un Programme unique à l'horizon 2015. Axé sur l'agriculture familiale, le « Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder » (ProDAF) se proposera d'assurer durablement la sécurité alimentaire des ménages ruraux, à travers trois objectifs spécifiques: i) l'amélioration durable des niveaux de production à travers la hausse de la productivité des systèmes agro-pastoraux (cultures vivrières, petite irrigation, petit élevage); ii) un accès facilité aux marchés ruraux; et iii) la construction de la durabilité avec le renforcement du capital social et la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre de l'adaptation des systèmes productifs aux changements climatiques. La phase d'élaboration de ce Programme unique commencera au mois de juin 2014.

Les deux projets actuellement financés par le FIDA partagent leurs zones d'intervention, ainsi que plusieurs approches/activités/outils de travail, principalement dans le domaine de l'amélioration de la sécurité alimentaire, des revenus des ménages ruraux et de la résilience aux chocs des populations. En outre, depuis 2009, une dynamique de synergie s'est instaurée entre les projets sur des chantiers transversaux: l'harmonisation de certains outils de pilotage/gestion (en matière fiduciaire et de gestion financière et de suivi-évaluation); la mise en œuvre d'une stratégie de communication conjointe, qui se base aussi sur un effort commun de capitalisation et diffusion des expériences porteuses; et le recrutement de jeunes professionnels/assistants techniques junior mobilisables selon les besoins par les différents projets, mais aussi par le FIDA, dans le contexte de l'expansion du Programme FIDA au Niger et de la mise en œuvre du RB-COSOP 2013-2018.

C'est donc pour concrétiser ce dernier chantier, et dans le but de fournir un appui technique aux projets et au FIDA dans ce contexte d'expansion, qu'à partir de mai 2012 a été recrutée une équipe de jeunes professionnels/assistants techniques junior. Elle est actuellement composée de deux agronomes, un vétérinaire, un économiste, un spécialiste en finance, un sociologue et un socio-économiste.

Les présents termes de référence sont élaborés pour déterminer notamment les tâches assignées à l'équipe des jeunes professionnels/assistants techniques junior du Programme Niger-FIDA et les modalités d'exécution de ces dernières.

II. OBJECTIF

Fournir un appui technique aux projets dans le contexte de l'expansion du Programme FIDA au Niger et de la mise en œuvre du RB-COSOP 2013-2018.

III. TACHES ASSIGNEES

Plus en détail, les tâches de l'équipe seront de:

- Appuyer efficacement les projets dans la planification de leurs activités, en harmonie avec les objectifs visés (les axes stratégiques);
- Appuyer les projets dans la mise en œuvre et le suivi des actions prévues dans leurs PTBA;
- Appuyer les projets dans l'élaboration, la finalisation et la diffusion des documents d'étape (rapports d'activités, rapports d'études, notes techniques), des documents de capitalisation, et de tout document demandé par le FIDA/les projets;
- Consolider les rapports périodiques et les PTBA qui leur seront transmis par les différents projets;
- Mener toute analyse économique, sociale ou technique demandée par les projets ou par le FIDA;
- Contribuer à renforcer les capacités des agents et des opérateurs partenaires (planification et/ou mise en œuvre de formations), selon les besoins spécifiques exprimés par les projets;
- Appuyer les projets dans la diffusion des expériences porteuses auprès des partenaires (PTF, bénéficiaires, autorités, etc.) lors des réunions, ateliers, cadres de concertation;
- Participer activement aux réflexions stratégiques menées par les projets financés par le FIDA (COSOP, thèmes transversaux, contribution aux stratégies nationales de développement) et à l'élaboration de tout document/outil y afférant (rapports/synthèses d'ateliers, compte-rendus, notes stratégiques etc.);
- Aider les projets à aligner leurs programmations stratégiques sur les orientations définies par les politiques et stratégies nationales en vigueur;
- Participer activement à la planification et réalisation de toute étude (collecte et analyse des données etc.) demandée par les projets ou par le FIDA;
- Participer activement aux missions (supervisions, missions spécifiques) dans le cadre de l'élaboration ou de la mise en œuvre des projets;
- Participer à toute autre activité qui leur sera confiée par les projets ou par le FIDA.

IV. RESULTATS ATTENDUS

- Tout document demandé à l'équipe par les projets/le FIDA est élaboré/finalisé/diffusé;
- Les rapports périodiques et les PTBA des différents projets sont consolidés par l'équipe;
- Toute activité de renforcement des capacités des agents/partenaires des projets demandée par les projets/le FIDA est menée par les membres de l'équipe;
- Toute analyse économique, sociale ou technique demandée par les projets ou par le FIDA est menée par l'équipe;
- Les membres de l'équipe participent activement à toute mission, étude, réunion pour laquelle ils ont été mobilisés par les projets/le FIDA;

- Un rapport d'activités trimestriel est rédigé par l'équipe et soumis aux directeurs des projets.

V. METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Les membres de cette équipe, basés à Niamey, seront amenés à se déplacer fréquemment sur le terrain et à y séjourner pour des périodes plus ou moins longues en fonction des besoins des projets/du FIDA. Ils travailleront sous la supervision directe des directeurs des projets financés par le FIDA et du Chargé de Portefeuille FIDA pour le Niger, sous la coordination du « coach » de l'équipe, en concertation avec les équipes des projets et en collaboration avec les consultants nationaux ou internationaux.

VI. PROFILS ET COMPETENCES REQUISES

Les membres de l'équipe doivent être titulaires d'un diplôme Bac+5 dans leurs disciplines respectives et avoir de l'expérience de travail pertinente par rapport aux tâches qui leur sont confiées. Ils sont âgés de 35 ans au maximum. Une excellente maîtrise de la langue française est exigée, ainsi que la capacité de lire et écrire l'anglais. Les jeunes professionnels doivent avoir une très bonne aptitude au travail d'équipe et à la communication, et d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et en général de rédaction. La maîtrise de l'outil informatique (paquet Office, Internet) est exigée.

Appendice 6: Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

I. INTRODUCTION

1. Le système de suivi-évaluation et gestion des savoirs (S&E/GdS) du Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder représente une consolidation et une mise à l'échelle des systèmes déjà fonctionnels au sein des projets PASADEM et PPI-Ruwanmu. Ces derniers se sont eux-mêmes inspirés des outils et approches développés par le Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA), notamment du dispositif de ciblage nominatif. Depuis 2013, un important travail est mené avec l'appui de consultants internationaux afin de concevoir un système de S&E harmonisé et unique, lié à un système d'information géographique (SIG) et une analyse économique et financière continue, ainsi que des supports/outils de communication pour l'ensemble des projets financés par le FIDA au Niger. Ce système devra être parachevé et optimisé dans le cadre du présent programme.

II. CONTEXTE

2. Une analyse a été faite des systèmes de S&E des projets en cours financés par le FIDA ainsi que de l'expérience d'autres partenaires techniques et financiers (notamment GIZ, JICA, CARE, PAM, HC/3N, MAE), afin de tirer des leçons à capitaliser. Les points forts suivants ont été relevés:

- ✓ l'existence d'un fort intérêt et une volonté d'investir dans le S&E, aussi bien au niveau du Gouvernement que du FIDA et des autres PTF;
- ✓ l'existence d'un système déjà fonctionnel de S&E dans le PASADEM et PPI-Ruwanmu, qui capitalise l'expérience et les ressources humaines du PPILDA, de l'IRDAR-RCI et du PUSADER qui viennent de s'achever;
- ✓ le renforcement des capacités des équipes de S&E des projets PASADEM et PPI-Ruwanmu, ainsi que de leurs partenaires d'exécution (ONG, STD, mairies, techniciens des projets) a déjà été initié dans les 3 régions et commence à porter ses fruits;
- ✓ les équipes de S&E du PASADEM et Ruwanmu travaillent déjà en synergie (élaboration commune de termes de référence, validation des rapports des prestataires, rencontres trimestrielles autour de la révision des outils et partage des expériences);
- ✓ une première version du manuel de S&E unique a déjà été rédigée, les principaux outils ont été élaborés et sont déjà opérationnels (fiches de suivi des activités);
- ✓ une enquête d'impact SYGRI⁸⁷ (2011-12) et une enquête complémentaire d'effets/impact (2013) ont déjà été réalisées pour arrêter la situation de référence des deux projets. L'enquête complémentaire dispose même d'un groupe de contrôle.

3. Toutefois, un certain nombre de points faibles restent identifiables, tels que:

- ✓ le S&E (comme la thématique genre) est trop souvent considéré comme l'affaire de la seule cellule S&E, alors que tous les responsables techniques devraient se sentir concernés, s'impliquer activement et suivre directement les résultats/prestations de leurs partenaires d'exécution;
- ✓ le cadre logique n'est pas utilisé lors de l'exécution comme un outil dynamique, un outil de gestion, d'aide à la prise de décisions ni comme un outil d'information et de communication des expériences;

⁸⁷ SYGRI: Système de gestion des résultats et de l'impact spécifique au FIDA.

- ✓ l'insuffisance de partage/feed-back des informations, expériences et analyses critiques avec/entre les différents acteurs, à tous les niveaux;
 - ✓ les acteurs travaillent en faible synergie (au sein de l'unité de coordination du projet, entre les Cellules régionales de coordination - CRC), et la dépendance des CRC quant aux décisions/orientations de la Cellule nationale, ce qui peut ralentir le rythme d'exécution;
 - ✓ les expériences/le savoir-faire des paysans, des opérateurs comme des autres projets, sont peu valorisés et partagés alors qu'ils pourraient contribuer à améliorer les approches, les stratégies de mise en œuvre et donc les performances des projets;
 - ✓ l'existence de deux bases de données utilisant des plateformes différentes au niveau du PASADEM et PPI-Ruwanmu (ACCESS et Excel);
 - ✓ la nécessité d'effectuer un contrôle de qualité strict des données collectées lors des enquêtes et du rapportage. Elles nécessitent souvent de nombreuses corrections, consommant beaucoup de temps et d'argent;
 - ✓ la méthodologie des enquêtes d'impact SYGRI est en cours de révision au FIDA (ex: introduction d'un groupe de contrôle, échantillon plus large, questions additionnelles en matière de sécurité nutritionnelle) et pourrait avoir de fortes implications financières.
4. Le dispositif de planification, suivi-évaluation et de gestion des savoirs (collecte, traitement, analyse et partage/diffusion des informations/données chiffrées fiables et précises) proposé dans le cadre du ProDAF prend en compte toutes ces forces et faiblesses. Il devra jouer son rôle en contribuant à: (i) une gestion plus efficace et efficiente du programme grâce à la capitalisation continue des résultats de l'exécution; (ii) une prise de décision en temps opportun et des orientations stratégiques objectivement fondées et motivées par des éléments tangibles; ainsi que (iii) une culture de redevabilité, d'information et de communication avec les partenaires techniques et financiers et les populations bénéficiaires. L'aspect de partage et de diffusion des informations/expériences à tous les niveaux (horizontal comme vertical, interne comme externe), sous forme de rapports divers, cartes, films/photos, archives électronique et physique, ainsi qu'un site internet, sera essentiel.
5. Le cadre logique du ProDAF, qui expose la logique d'intervention et la hiérarchie des résultats (produits, effets, impact) escomptés de l'exécution du programme, reste cohérent avec celui du PASADEM, du PPI-Ruwanmu et du COSOP; leurs indicateurs seront régulièrement mesurés. Il constituera un pilier du système de S&E/GdS du programme FIDA au Niger et tient compte des besoins en information du Fonds, du Ministère de l'agriculture (tutelle), du Haut-Commissariat/3N, de l'ASAP, du FEM et de tous les autres co-financiers; à travers notamment des indicateurs spécifiques, clairement identifiés.

III. PLANIFICATION

6. Le Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) représente une harmonisation, une intégration et une **mise à l'échelle** (scaling up) des stratégies et activités de développement mises en œuvre par le PASADEM (centré principalement sur les cultures pluviales et le développement de marchés de demi-gros) et le PPI-Ruwanmu (centré sur la promotion de la petite irrigation et les cultures maraîchères), eux-mêmes venus consolider les acquis du PPILDA (vulgarisation de l'innovation paysanne, RNA, culture attelée, ciblage nominatif, etc.) et du PUSADER (recapitalisation en bétail, petite irrigation). Toutefois, l'approche programme du ProDAF va bien au-delà d'une simple extension géographique de la zone cible, d'une augmentation des réalisations physiques prévues ou même de la mise en commun de services transversaux des deux projets (cf. administration et finances, passation des marchés, contrôle interne, pistes rurales, et suivi-évaluation). Ainsi, la dimension "petit producteur" a laissé la place au concept "d'exploitation agricole familiale" pour rendre compte du caractère intégré des diverses activités menées sur une exploitation, suivant des modèles de production divers mais impliquant toujours les membres d'une même famille, dans une optique de développement socio-économique. L'accès aux ressources naturelles (terres arables,

fertilité des sols, et eau) dans les bassins de production s'accompagnera d'une protection et régénération de ces ressources au niveau même des bassins versants, de leur gestion rationnelle, pour garantir la pérennité du capital productif et une meilleure résilience aux changements climatiques. L'appui-conseil pour l'intensification de la production agro-sylvo-pastorale prévoira également un appui à la commercialisation des surplus à travers des d'infrastructures adaptées (centres de collecte et marchés de demi-gros/comptoirs reliés par des pistes rurales). Une approche de ciblage qui ne se limite plus uniquement aux ménages les plus pauvres mais qui se veut plus inclusive en prenant en compte le rôle moteur pouvant être joué par le secteur privé (institutions financières et PME). Le renforcement des capacités des acteurs et la promotion des partenariats public-privé (PPP) pour la gestion des infrastructures commerciales seront poursuivis et complétés par un partenariat élargi avec le secteur bancaire pour financer les projets des promoteurs/trices motivés, qui auront démontré leur rentabilité financière. D'un nombre limité de communes d'intervention expérimentale (PPILDA), le programme cible toute la zone agro-pastorale des trois régions greniers historiques du Niger, soit un peu plus de 100 communes. Les unités de gestion régionales seront autonomisées dans le cadre d'une vision de développement régional intégré et non plus de projets séparés dépendants d'une unité centrale à Niamey. La dimension régionale s'étendra encore plus avec les opportunités offertes d'échanges commerciaux transfrontaliers avec notamment le Nigéria. La rentabilité économique et financière des activités menées au sein des pôles de développement sera centrale pour la mesure de la performance du programme et sera mesurée de manière continue tout au long de l'exécution (dispositif de suivi agronomique des exploitations familiales et suivi des volumes de transaction des marchés, pour apprécier leurs marges nettes). De plus, l'objectif prioritaire d'assurer la sécurité alimentaire des ménages sera renforcé par une attention particulière portée également sur la promotion de la sécurité nutritionnelle, notamment des enfants de moins de 5 ans. Ainsi, même l'approche genre ne se limite pas à de simples quotas de représentation des femmes et des jeunes, mais est abordé en terme de leadership féminin pour un développement socio-économique durable et équitable.

7. Ainsi, l'unité d'intervention du ProDAF sera le **pôle de développement (PDE)**, entendu comme un espace socio-économique mettant en relation les différents acteurs des bassins de production et bassins versants corrélés, des centres de collecte et marchés de demi-gros, reliés entre eux par des pistes de désenclavement ou de desserte, en connexion avec les zones de consommation. Un ensemble de paquets techniques sera pourvu, suivant une approche intégrée de développement (ingénierie sociale et ingénierie civile; activités structurantes et mesures d'accompagnement: aménagements anti-érosifs et d'amélioration de l'infiltration des eaux de pluie, aménagements hydro-agricoles, financement de microprojets, renforcement des capacités des acteurs, infrastructures économiques, autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que filets sociaux pour les plus vulnérables). Au cours des 8 années de mise en œuvre, il est prévu l'appui à 21 PDE, dont 3 dans le cadre du PASADEM, 9 du PPI-Ruwanmu et 9 nouveaux du ProDAF dans les trois régions de Tahoua (8), Maradi (7) et Zinder (6). Compte-tenu du caractère innovant de cette vision de développement, il sera important de bien faire comprendre cette nouvelle approche à tous les acteurs. Une mise à l'échelle du mode de penser, de planifier les interventions du programme et d'agir devra également s'opérer au sein de toutes les parties prenantes du ProDAF (unités de coordination, partenaires de mise en œuvre et groupes cibles). De plus, une approche progressive/prudente sera adoptée afin de capitaliser à chaque étape l'expérience, en se donnant l'opportunité d'opérer les ajustements requis éventuels avant de poursuivre. Ainsi, il est prévu une **exécution en 3 phases** (3 ans + 3 ans + 2 ans) rythmée par deux évaluations à tiers-parcours.

8. Les étapes suivantes seront donc suivies pour planifier les activités à mettre en œuvre par le ProDAF par ordre chronologique:

- ✓ **Atelier d'imprégnation** de 4 jours au niveau inter-régional, regroupant les 3 unités régionales de gestion du programme (URGP) et la cellule nationale d'assistance technique (CENAT), puis une réplique d'un atelier de 2 jours au niveau de chaque région avec des

représentants des opérateurs/partenaires de mise en œuvre, dans le but de: présenter et harmoniser les niveaux de connaissance et d'appropriation des objectifs, activités, stratégie et cibles du ProDAF (notamment les évolutions par rapport au PASADEM et PPI-Ruwanmu); s'approprier le cadre logique, valider les indicateurs de résultats/valeurs cibles à atteindre ainsi que les risques/hypothèses, confirmer les responsabilités respectives pour la collecte et l'analyse des données; et donc confirmer une même vision et engagement de chacun. Cet atelier sera également l'occasion pour réviser/actualiser les indicateurs et valeurs cibles des cadres logiques respectifs du PASADEM et du PPI-Ruwanmu dont ils restent redevables à leur achèvement. Un atelier du même type sera répété après la première revue à tiers-parcours en cas de modifications majeures des activités.

- ✓ **Constitution d'une équipe pluridisciplinaire par PDE** regroupant un animateur de chaque opérateur en fonction des secteurs d'intervention (groupements de services conseils (GSC) et ONG, les services techniques déconcentrés (STD) partenaires/prestataires de services, et les unités régionales de gestion du programme (URGP); afin de créer une synergie entre prestataires et encourager les actions, programmations et visites de terrain communes.
- ✓ **Campagne de sensibilisation et d'information** sur les objectifs et conditions de partenariat du ProDAF le jour du marché hebdomadaire au chef-lieu des communes concernées par les PDE (en suivant la progression d'extension) sous forme de caravane d'information. Elles seront réalisées par un prestataire spécialisé dans la communication et animation villageoise, avec les équipes pluridisciplinaires au niveau de leur PDE de référence.
- ✓ **Identification et priorisation des actions** à mener pour aboutir à la création d'un pôle de développement et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, suite à un diagnostic participatif rapide au niveau des villages concernés par chaque PDE, qui permettra également de déterminer la répartition des exploitations agricoles familiales dans les différentes catégories de vulnérabilité ou de résilience.
- ✓ Élaboration d'un **dossier de microprojet (MP)** par les promoteurs, ou d'un **plan d'affaires** pour les coopératives, structures de gestion des infrastructures économiques, et leur **financement**. Selon les groupes cibles, les MP⁸⁸ ou plans d'affaires pourront être: (i) totalement subventionnés par le programme (filets sociaux), soit un don unique pour la recapitalisation des couches très vulnérables (cf. non résilient aux chocs externes, dont les femmes et les jeunes); ou (ii) financés avec une combinaison d'apport personnel d'un minimum de 5-10%, de crédit auprès d'une institution financière à hauteur de 60%, et d'une subvention du ProDAF d'un maximum de 30-35%. Les partenaires d'exécution apporteront un appui-conseil technique tout au long du processus d'identification des promoteurs/trices, d'élaboration des dossiers de MP/plans d'affaires, de soumission de leur demande de financement aux institutions financières (IF), et de mobilisation des contributions. Dans le second cas, l'accord de financement du MP dans son ensemble sera corrélé à l'octroi du crédit par l'IF, suivant ses propres critères et conditions.
- ✓ Appui à la **mise en œuvre des microprojets/plans d'affaires**, suivi et appui-conseil de proximité de l'équipe pluridisciplinaire et d'autres prestataires de services (GSC, ONG, STD, bureau d'études, personnes ressources, etc.) qui auront des contrats d'objectifs bisannuels, mais sur base d'évaluation annuelle des performances, ou des contrats à plus court terme en fonction des besoins. Ils seront responsables de la collecte des données relatives aux indicateurs du cadre logique concernant leurs activités. Ils seront également évalués en fonction du niveau de performance du programme, et notamment du niveau de maturité des acteurs et de la rentabilité économique et financière de leurs exploitations/MP.

⁸⁸ Équipement de captage/exhaure/distribution de l'eau d'irrigation, mécanisation agricole, équipement de transformation des produits agro-pastoraux, micro-entreprises rurales, etc.

- ✓ **Suivi et coordination du travail des opérateurs** sur le terrain par les responsables techniques de l'unité régionale de gestion du programme (URGP), appuyés par la cellule nationale d'assistance technique (CENAT). Une **réunion mensuelle régionale** des URGPs avec leurs partenaires/prestataires de services au niveau de leur région respective, et une **réunion une fois tous les 2-3 mois inter-régionale** des trois URGPs avec la CENAT seront organisées en rotation dans les régions pour discuter de l'état d'avancement des activités, partager les expériences et trouver des solutions aux difficultés rencontrées et en profiter pour effectuer des visites de terrain.
- ✓ Mise en place d'un **système de suivi-évaluation participatif** (voir chapitre suivant).
- ✓ Organisation d'un **atelier bilan annuel, d'auto-évaluation et de planification participative** (un au niveau de chaque région puis une synthèse au niveau inter-régional) avec des représentants de toutes les parties prenantes, afin de: (i) faire le bilan de l'exécution des activités en fin d'année en fonction des prévisions, qui servira de base au rapport d'activités annuel; (ii) partager les résultats des études/enquêtes menées durant l'année (cf. gestion des savoirs) et exposer les résultats des analyses critiques réalisées par les cellules de S&E; (iii) tirer les leçons nécessaires pour une amélioration des interventions et l'atteinte des objectifs visés; et (iv) identifier les activités à programmer pour l'année suivante dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme de travail et budget annuel (PTBA). Il s'agira d'un cadre d'échange et de partage d'informations, facilité par les responsables de S&E sur la base des synthèses/produits de la base de données, mobilisant les acteurs et partenaires de la mise en œuvre autour d'une réflexion critique sur le processus de conduite des activités et les résultats obtenus et objectifs à atteindre.
- ✓ Organisation de **visites de terrain régulières** en synergie avec les équipes techniques, pour le suivi et le contrôle de qualité des activités réalisées, l'appréciation de la satisfaction des groupes cibles et la prise de photos pour documenter les rapports.
- ✓ Organisation de **forums paysans, voyages d'échange/d'étude** et de **cadres de concertation** thématiques pour mettre en relation les différents acteurs et partager les expériences/connaissances entre PDE, à l'intérieur d'une même région et entre les régions.

IV. SUIVI-EVALUATION

9. Le système de suivi-évaluation du ProDAF mettra à l'échelle les systèmes déjà existant du PASADEM et PPI-Ruwanmu, et finira de les harmoniser dans le cadre d'une seule et même base de données (voir Appendice 6.1) avec un manuel de procédures unique, d'un système d'information géographique (SIG - voir Appendice 6.2), et d'un dispositif de gestion des savoirs avec son guide (voir Appendice 6.4). Bâti autour du cadre logique qui servira d'outil de gestion pour l'ensemble des partenaires de l'exécution et actualisé au rythme des PTBA, le système devra contribuer significativement à la gestion des savoirs (paysans, expérimentaux et scientifiques). Les résultats (produits, effets et impact) et leçons apprises de l'exécution seront partagés, communiqués et diffusés sous diverses formes (base de données électronique, archive physique et site Web recueillant les rapports, cartes, notes techniques, films; ateliers de partage, rapports d'études, mémoires de recherche, ainsi que des journées portes ouvertes, etc.).

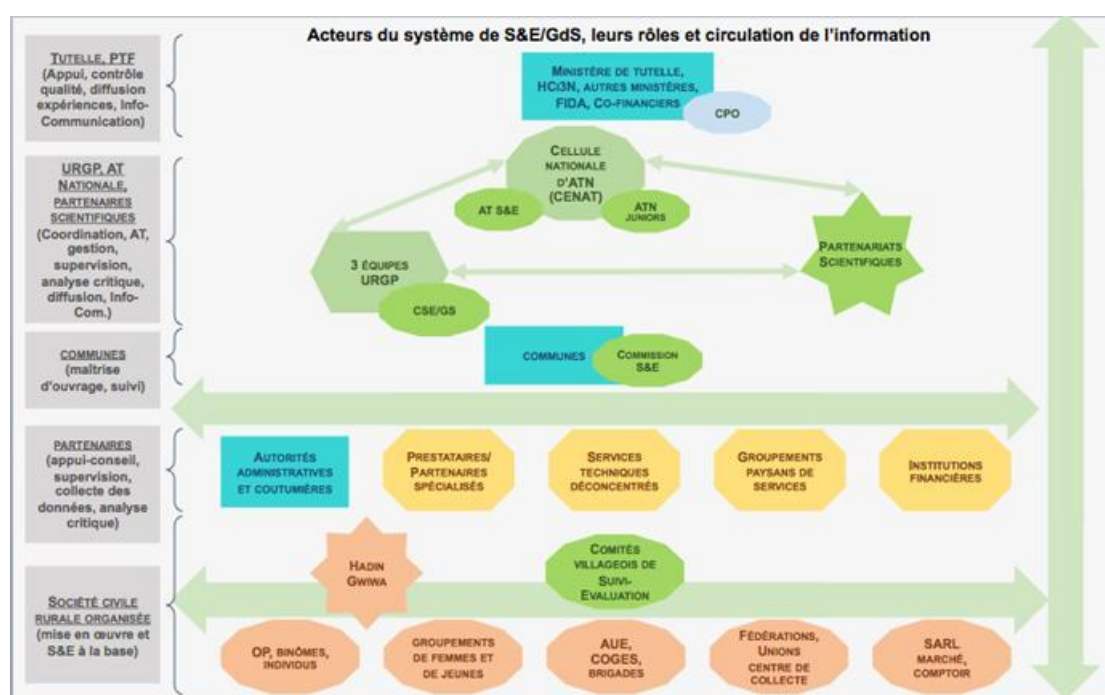
10. Les outils déjà élaborés et opérationnels au niveau des projets en cours (enquête d'impact SYGRI, enquête complémentaire d'évaluation des effets/impact, fiches de suivi des activités, études thématiques, dispositif de ciblage, tableaux de bord) seront harmonisés, voire améliorés, mais surtout standardisés dans le cadre du programme. Le système sera conforme à la méthodologie SYGRI préconisée par le FIDA. Il sera enrichi d'un dispositif innovateur d'analyse économique et financière des principaux investissements du ProDAF (marge nette des exploitations agricoles et volumes des transactions sur les marchés de demi-gros notamment) ainsi que d'un logiciel EX-ACT développé par

la FAO pour le suivi et l'évaluation de l'émission/la séquestration du carbone dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques (voir Appendice 6.3).

11. Des objectifs quantitatifs clairs seront arrêtés par région et par phase de mise en œuvre. Deux revues à tiers-parcours et une évaluation terminale seront prévues afin de comparer les changements observés par rapport à la situation de référence. Le système devra rester simple dans son utilisation, réactif, contenu dans son coût, être dynamique et participatif. Il devra responsabiliser chaque acteur et lui être utile pour son propre développement et renforcement des capacités. Il devra alimenter la réflexion critique et soutenir la prise de décision pour une gestion axée sur les résultats du Programme FIDA au Niger.

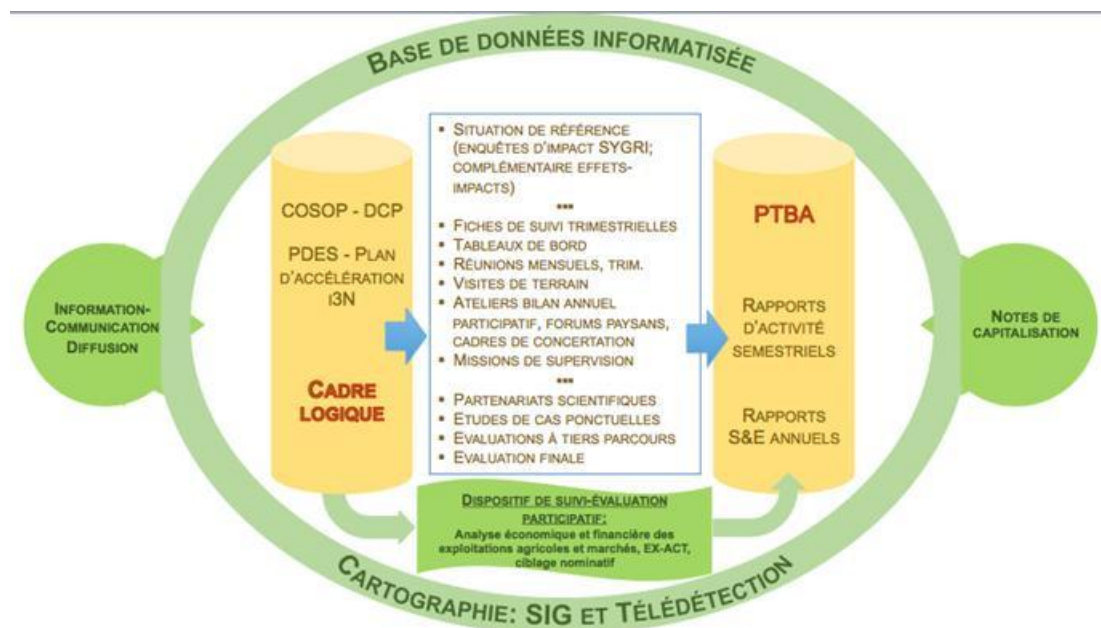
12. Le système de S&E est composé de plusieurs acteurs, ayant chacun des rôles distincts, des besoins en information et des obligations de rendre compte différents, à des périodicités distinctes (voir Illustration 1).

Schéma 1: Acteurs du Système de S&E/GdS



13. Le cadre opérationnel du système de S&E du PASADEM a été élaboré en constante synergie avec les responsables S&E du PPI-Ruwanmu, et en consultation avec les responsables S&E du HC/3N, des ministères de l'agriculture et du Plan. La méthodologie et les outils sont recueillis dans un manuel unique applicable à l'ensemble des projets du portefeuille FIDA au Niger, dont le contenu a été partagé avec les principaux acteurs à travers des ateliers communaux. Il devra cependant être actualisé en fonction des innovations du ProDAF. Les principaux outils conçus pour répondre aux besoins des divers acteurs sont présentés dans l'illustration 2 ci-dessous.

Schéma 2: Principaux outils du système de S&E/GdS du ProDAF



14. Ainsi, le système de S&E s'appuie sur deux principaux piliers que sont: (i) le cadre logique qui rend compte de la chaîne de résultats escomptés (avec ses indicateurs) et de la stratégie de mise en œuvre préconisée; et (ii) le programme de travail et budget annuel (PTBA) qui planifie les activités au fur et à mesure de l'expérience pour atteindre les objectifs visés. Pour mesurer l'état d'avancement et les performances du programme dans sa gestion axée sur les résultats (produits, effets, impact), divers outils ont été élaborés pour collecter/analyser des données quantitatives et qualitatives à des moments précis de la mise en œuvre. Des situations de référence sont indispensables pour pouvoir apprécier objectivement les changements induits par l'action du programme.

V. ENQUÊTES DE RÉFÉRENCE

15. Tous les projets financés par le FIDA sont tenus de réaliser une enquête d'impact selon la méthodologie et le format SYGRI, au démarrage et à la fin de leur exécution. Les enquêtes d'impact SYGRI établissant la situation de référence du PASADEM et PPI-Ruwanmu ont été réalisées en 2011 et 2012, auprès de 900 ménages dans la région de Maradi, et 900 autres ménages dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder respectivement. Afin d'aborder certaines thématiques plus spécifiques aux projets, une enquête complémentaire d'évaluation des effets/impact a été réalisée en novembre-décembre 2013, dans le cadre du PASADEM, auprès de 300 ménages de la zone cible (groupe de traitement) et 300 autres ménages hors zone (groupe témoin); ainsi que pour le PPI-Ruwanmu (383 ménages en zone cible et 432 en zone témoin). L'introduction d'un groupe témoin et la préservation des mêmes ménages enquêtés sur l'ensemble de la durée du programme permettra, plus objectivement, d'attribuer les changements observés à l'intervention du programme. Les résultats de ces deux enquêtes réalisées par des prestataires de services ont été valorisés lors de la conception du ProDAF.

16. Les zones cibles du PASADEM et du PPI Ruwanmu étant différentes, le logiciel d'analyse des enquêtes d'impact SYGRI ne pouvant pas désagréger les données par région, et chaque projet devant répondre individuellement de sa performance, une enquête SYGRI propre devra être menée à l'achèvement de chaque projet pour pouvoir être comparable à sa situation de démarrage. Toutefois, dans son analyse, le ProDAF pourra capitaliser les résultats de ces enquêtes d'achèvement à réaliser

en 2018 pour préparer sa première revue à tiers-parcours. En revanche, des économies d'échelle pourront être réalisées en ce qui concerne les enquêtes complémentaires d'effets/impact. Ainsi, une même enquête menée dans les trois régions pourra servir les besoins en information des trois projets/programme à des étapes différentes de leur mise en œuvre. La taille de l'échantillon sera cependant revue à la hausse afin de rester représentative et statistiquement valable⁸⁹. La représentativité de la zone cible de chaque projet devra être conservée. Le ProDAF devra tenir compte des changements éventuels introduits par le FIDA dans la méthodologie SYGRI.

Tableau 1 et 2: Échéanciers des enquêtes du ProDAF

Tableau 1: Enquêtes d'impact SYGRI (année de réalisation)				Tableau 2: Enquêtes complémentaires Effets/Impact (année de réalisation)			
Enquête impact SYGRI	PASADEM	PPI Ruwanmu	PRODAF	Enquête complémentaire Effets/Impact	PASADEM	PPI Ruwanmu	PRODAF
Référence	2011	2012	2015	Référence	2013	2013	2015
Achèvement	2018	2018	2022	Mi-parcours	2015	2015	-
				Achèvement/ Tiers-parcours	2018	2018	2018
				Deux tiers-parcours	-	-	2020
				Achèvement	-	-	2022

VI. DISPOSITIFS DE S&E PARTICIPATIF

17. Le ProDAF va innover en intégrant des outils et indicateurs d'analyse économique et financière et de résilience aux changements climatiques dans son système de S&E. La collecte et l'analyse régulière de ces données tout au long de l'exécution (et non pas uniquement en début et fin de programme⁹⁰) permettra de suivre régulièrement les effets du ProDAF et d'affiner la mesure de son impact. Trois dispositifs sont ainsi prévus dans le système de S&E du programme:

- (i) une analyse économique et financière (AEF) continue relative à: (a) le suivi des marges nettes dégagées par un échantillon d'exploitations agricoles familiales (et donc de leurs revenus liés à leurs activités agro-pastorales) sur la base de comptes d'exploitation réalisés à la fin de chaque campagne agricole, par les producteurs eux-mêmes avec la facilitation des opérateurs de mise en œuvre et/ou des assistants techniques nationaux juniors; et (b) un suivi rapproché des volumes de transactions et marges nettes des marchés de demi-gros construits pour évaluer leur rentabilité (outils en cours de conception avec l'appui de la FAO/TCIA et qui sera mesuré par les SARL gestionnaires des marchés avec la facilitation des opérateurs de mise en œuvre et/ou des assistants techniques nationaux juniors);
- (ii) le logiciel EX-ACT développé par la FAO pour le suivi et l'évaluation de l'émission/la séquestration du carbone corrélée aux activités agro-sylvo-pastorales et les infrastructures appuyées par le programme (voir dépliant en Appendice 6.3); il sera géré par l'assistant en gestion des ressources naturelles/changement climatique (GRN/CC) régional en étroite collaboration avec les cellules S&E. Une convention sera signée avec la FAO pour l'installation du logiciel qui est gratuit, la formation et le suivi/assistance à distance de son utilisation;
- (iii) le ciblage nominatif, qui permet de catégoriser tous les ménages des villages échantillonnés par classes de vulnérabilité, avant de suivre systématiquement tous les appuis reçus par le

⁸⁹ La mission travaille en collaboration avec la division Statistics and Studies for Development (SSD) du FIDA pour préciser la taille des échantillons à considérer, valider la méthodologie en gardant à l'esprit l'efficacité.

⁹⁰ Cela permettra d'enrichir le capital de données disponibles pour l'AEF au moment d'achever le programme et de clôturer le financement.

programme et l'impact de ceux-ci sur leur progression socio-économique⁹¹. Ce dispositif qui permet de quantifier avec exactitude le nombre de personnes ayant effectivement bénéficié des services du programme en évitant le double comptage, ainsi que mieux apprécier l'attribution des impacts au projet/programme, a déjà été mis en place dans le cadre du PASADEM et du PPI-Ruwanmu. Il sera actualisé annuellement par les comités villageois de S&E (CVSE) mis en place et dotés d'un registre, puis évalué pour enrichir l'analyse des performances des deux projets à leur achèvement en 2018, puis poursuivi jusqu'à l'achèvement du ProDAF en 2023. Un opérateur (ex: KARKARA) sera chargé de mettre en place le dispositif, élaborer la situation de référence, former les CVSE, suivre la bonne tenue des registres, saisir les données et restituer les analyses.

18. **Automatisation de la collecte, la saisie et le traitement des données d'enquêtes.** Afin de faciliter le traitement des nombreuses données qui seront collectées tout au long de la mise en œuvre du ProDAF pour en évaluer les impacts, il est prévu de tester un système tel que **PSI Mobile Fusion system**⁹² avec plusieurs modules (collecte des données, traitement/organisation des données, rapportage), permettant de: (i) collecter directement sur téléphone mobile, tablette ou ordinateurs portables les réponses aux questions d'enquête avec indication des coordonnées GPS du répondant; (ii) organiser/synchroniser automatiquement les réponses des différents enquêteurs dans une même base de données; (iii) élaborer des rapports dynamiques (« dash board » avec graphiques) rendant compte des résultats des enquêtes. Ce système aura divers avantages tels que: (i) réduire le temps de conduite des enquêtes grâce aux réponses prédéfinies qu'il faut juste cocher, ce qui réduit le risque d'avoir des formulaires incomplets et/ou erronés, en économisant de plus du papier; (ii) réduire le temps nécessaire, le budget et les risques d'erreur pendant la phase de saisie des données du questionnaire papier à l'ordinateur et leur vérification, soit une amélioration de la qualité/précision des données; ainsi que (iii) accélérer la disponibilité des données et leur analyse, pour une prise de décision plus rapide.

19. Des **études de cas** serviront à approfondir la connaissance quant à des thématiques spécifiques telles que: l'efficacité et la durabilité des Hadin Gwiwa, des structures de gestion des infrastructures commerciales (GIE, SARL), des associations d'usagers de l'eau (AUE), les niveaux de production/rendements et les taux d'adoption par les exploitations agricoles familiales ciblées des techniques/technologies améliorées vulgarisées; les greniers féminins de soudure (GFS), les champs écoles paysans, les marchés de demi-gros, jardins de case, etc. Il s'agira d'études pour la mesure de l'impact qui contribueront à la gestion des savoirs: rapports, notes de capitalisation, qui seront validés puis archivés dans la base de données électronique, le centre de documentation, et diffusés sur le site internet. A chaque fois que de besoin, ces études, réalisées sur un échantillon réduit mais représentatif, sous forme d'enquête-questionnaire, focus groups, ou autre, couvriront les 3 régions pour réaliser des analyses comparatives. Une attention particulière sera donnée à la vérification du

⁹¹ Ce travail approfondi de diagnostic participatif et de catégorisation des ménages a été réalisé dans 36 villages du PASADEM et 36 villages du PPI-Ruwanmu. Un questionnaire simple a été élaboré afin de collecter les informations utiles quant aux variables suivantes: (i) Moyens de production: Nombre et superficie des parcelles par type (dune vs vallée, propriétaire vs locataire), Matériel agricole par type (motopompe, culture attelée, charrette), Nombre de main-d'œuvre familiale disponible (personnes âgées de 14 à 60 ans), possession de bétail par type (volailles, petits ruminants, bovins); (ii) Dimension sociale: Nombre de personnes à charge (enfants et anciens), sexe du chef de ménage; (iii) Sécurité alimentaire: Durée du stock de céréales (nombre de mois). Il a été soumis à tous les ménages ciblés afin de collecter les informations permettant de juger de leur niveau de vulnérabilité, de catégoriser les ménages du village (très vulnérable, vulnérable, moyennement vulnérable et peu vulnérable) et leur capacité de résilience en fin d'exécution du projet. Les résultats de l'enquête sont restitués et validés par la communauté. Ce registre des ménages constituera un outil de suivi-évaluation des activités réalisées et de l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles et permettra de comptabiliser tous les ménages ayant réussi à sortir des classes les plus pauvres.

⁹² <http://www.psi-mobile.com/our-solutions/data-capture>
<http://psi.designedbythomas.co.uk/profiles/psi/themes/psi/images/content/psi-fusion-overview.pdf>
<http://www.psi-mobile.com/our-solutions/reports>

ciblage socio-économique et démographique des bénéficiaires. Elles seront réalisées par un prestataire de services externe et/ou par les assistants techniques juniors de la CENAT, en collaboration étroite avec les cellules S&E et les techniciens des composantes.

20. **Tableaux de bord et fiches de suivi** des activités des opérateurs. Des modèles de fiches ont déjà été élaborées en Excel et ont été distribuées aux acteurs/opérateurs pour un remplissage trimestriel et l'envoi régulier aux responsables techniques des composantes et aux cellules S&E des projets. Il s'agit notamment d'un programme de travail par opérateur et de fiches de suivi thématique: marchés, centres de collecte, GFS, BI/BAB, microprojets, kits distribués, OP, G/MMD, formations, CEP, COFO, centres alphabétisation, etc. Ces fiches permettent de quantifier les réalisations physiques par pôle de développement et commune, de comptabiliser les bénéficiaires directs (par genre et classe d'âge), d'estimer la représentation des femmes et des jeunes dans les organes de gestion/décision, ainsi que le niveau de contribution des bénéficiaires aux coûts d'investissement. Certaines de ces fiches ont été améliorées lors de la mission de conception du ProDAF et sont déjà en place auprès des partenaires de mise en œuvre. **Les fiches remplies mensuellement/trimestriellement devront être préalablement revues et validées par les responsables techniques au niveau des composantes pour vérifier la fiabilité/cohérence des chiffres.** Ces fiches permettent: (i) en premier lieu d'aider les opérateurs eux-mêmes, à planifier, suivre et rendre compte de leurs activités à l'URGP; (ii) d'aider les responsables techniques à mieux suivre les activités et superviser la performance des opérateurs sur le terrain; avant (iii) de servir les besoins du S&E. Le bon remplissage de ces fiches, en temps requis, devrait être stipulé dans les contrats des prestataires et constituer un critère d'évaluation de leurs performances annuelles pour renouvellement du contrat.

21. **Base de données informatisée.** Le PASADEM saisi actuellement ses données sur ACCESS, suivant la structure Composante_Sous-composante_Activité_Résultat et Région_Département_Commune_Pôle de développement. En revanche, le PPI-Ruwanmu utilise Excel et descend ultérieurement jusqu'au niveau Site au lieu du Pôle de développement. Il a été retenu d'harmoniser la structure sous la forme Composante_Sous-composante_Activité_Résultat et Région_Département_PDE_Commune_Village et de consolider les données disponibles dans une même base de données pouvant être liée au SIG; une équipe de spécialistes analystes-programmateurs a été recrutée à cet effet et la base devrait être opérationnelle début 2015. Les droits d'accès à la base de données seront régis en fonction des acteurs et de leurs besoins (voir Appendice 6.1).

22. **Système d'information géographique (SIG).** Le projet PASADEM est déjà équipé du logiciel ArcView, de fonds de cartes et de GPS qui lui ont permis de produire une trentaine de cartes. Toutefois, afin de rendre encore plus performant le système du ProDAF, un appui technique international (Telespazio) a été mobilisé pour concevoir un SIG plus élaboré sur ArcGIS, avec des photos satellites, la géolocalisation des activités qui permettra de visualiser sous forme de cartes: (i) l'évolution des ressources naturelles et la caractérisation des risques environnementaux (dégradation, inondation, récupération, emblavement, irrigation, statut foncier, etc.); (ii) les réalisations du ProDAF dans toutes ses composantes (par type, nombre et géolocalisation); et (iii) les pistes réhabilitées/construites dans le cadre du dispositif volet pistes rurales. Le SIG devra également faciliter: (i) la planification des activités, (ii) le suivi des activités, (iii) l'évaluation des impacts environnementaux, (iv) l'identification de bonnes pratiques en terme d'adaptation au changement climatique, et (v) la cohérence de l'approche stratégique du programme. (voir Appendice 6.2 sur le SIG).

23. **Renforcement des capacités.** Deux nouveaux ateliers régionaux de formation/recyclage sur le S&E, le SYGRI et les outils de S&E viendront compléter celui déjà réalisé en 2013 (un par région en année 2 et 5); ils cibleront plus particulièrement les partenaires de la mise en œuvre et les cadres techniques du programme, qui devront ensuite, à leur tour, transférer leurs nouvelles connaissances

aux groupes cibles. De plus, les responsables S&E pourront participer aux formations/ateliers d'apprentissage et de partage pertinent avec le S&E/GdS et/ou aux ateliers régionaux organisés par le FIDA (2 participations prévues).

24. **Missions de revue/d'évaluation technique.** Compte tenu du phasage préconisé, deux **revues à tiers-parcours** seront organisées (en fin de troisième et sixième année), ainsi qu'une mission pour **l'achèvement du programme**, organisées conjointement par le FIDA et la contrepartie gouvernementale, des représentants des co-financiers pourront également y participer. Ces échéances permettront régulièrement de faire le point de l'exécution, de faire une analyse critique et tirer les enseignements utiles, de formuler des recommandations et procéder aux ajustements nécessaires afin de garantir l'atteinte des objectifs escomptés.

25. Le tableau suivant expose le dispositif de S&E du ProDAF.

Tableau 3: Dispositif de Suivi-Evaluation du ProDAF

Niveaux d'intervention du dispositif de S-E	Acteurs concernés	Rôles et attributions	Types d'informations collectées	Périodicité de collecte	Outils utilisés
Société civile rurale organisée	Petits irrigants individuels ou en binôme	Collecte des données avec la facilitation des prestataires de services, et du CVSE pour ceux faisant partie de l'échantillon de référence du dispositif de S&E participatif. Propre suivi et analyse critique.	Indicateurs de produits et d'effets (1er et 2ème niveaux SYGRI*)	Mensuelle	Fiches de collecte de données, plans d'affaires/d'action, dossiers de microprojet, cahiers de gestion et de stock, dispositif AEF-suivi agronomique et marchés, réunions et leurs PV, cahier de visites des opérateurs, dossier de crédit, etc.
	Organisations des producteurs (OP) des spéculations promues (cultures pluviales ou irriguées)				
	Groupeements de femmes (ex: Mata Masu Dubara) et Groupeements de jeunes				
	Associations usagers de l'eau (AUE), Comités de gestion des infrastructures sociales (Greniers féminins de soudure, etc.), Hadin Gwiwa				
	Structures de gestion des infrastructures économiques (Unions, Fédérations, GIE, SARL, Brigades d'entretien des pistes)				
Communes rurales	Autorités communales. Commission de S&E communale	Planification, suivi et évaluation des plans d'affaires/d'action de la SARL dans le cadre du partenariat public-privé pour la gestion des marchés/comptoirs. Consolidation des données S&E dans la base de données communale et évaluation des PDC/PIA	Indicateurs de produits et d'effets (1er et 2ème niveaux)	Trimestrielle	Fiches de collecte de données, PDC, PIA, Plan d'affaires/d'action, registres communaux, visites de terrain
Partenaires d'exécution et prestataires de services	Groupeements de services conseils (GSC) et/ou ONG	Collecte des données auprès de la société civile rurale organisée appuyées et transmission aux communes et aux 3 unités régionales de gestion du programme (URGP). Suivi et participation à l'analyse critique.	Indicateurs de produits et d'effets (1er et 2ème niveaux)	Mensuelle (collecte) Trimestrielle (transmission)	Fiches de collecte de données, canevas de rapports d'activités, visites de terrain, photos, focus groups, etc.
	Opérateurs partenaires spécialisés (Chambres régionales d'agriculture, RECA, CARE, AREN, Chambre du Commerce, Centres de recherche, CEIPI, SFD, etc.)				
	Services techniques déconcentrés (STD): agriculture, élevage, hydraulique, génie rural, environnement, génie rural, code rural				

Niveaux d'intervention du dispositif de S-E	Acteurs concernés	Rôles et attributions	Types d'informations collectées	Périodicité de collecte	Outils utilisés
Unités de coordination et de gestion, Cellule d'appui technique	Unités régionales de gestion du programme (URGP): Responsable S&E + assistant, Responsables techniques composantes + assistants	Coordination et supervision (appui méthodologique, technique), vérification/ validation des rapports des opérateurs, analyse critique et consolidation des données, formulation des leçons apprises, puis diffusion	Indicateurs de produits et d'effets + indicateurs d'impact (1er, 2ème et 3ème niveaux)	Trimestrielle (collecte) Semestrielle (consolidation et diffusion) Annuelle (diffusion); démarrage/tiers-parcours/achèvement (enquêtes d'impact); études de cas annuelles	Fiches de suivi, enquêtes d'impact, Base de données informatisée+SIG, PTBA, études de cas, tableaux de bord, visites de terrain, photos, etc.
	Cellule nationale d'assistance technique (CENAT): Groupe d'assistants techniques nationaux sénior: Dialogue politique, Ingénierie sociale et civile, S&E, Finances	Appui-conseil technique, méthodologique et stratégique, analyse critique, gestion des savoirs			
	Groupe d'assistants techniques nationaux juniors: agronome, vétérinaire, sociologue, agro-économiste, finance rurale, économiste, environnement	Appui technique pour la collecte et l'analyse des données des enquêtes/études, analyse critique, gestion des savoirs			
	Partenaires scientifiques, ex: LASDEL, INRAN, ICRISAT, AGRHYMET	Collecte, analyse des données, évaluation de l'impact suivant une méthodologie scientifique		Conventions pluri-annuelles, rapports semestriels/annuels	Protocole et dispositif de recherche
Gouvernement du Niger, FIDA et autres co-financiers	Ministères: Agriculture, Plan, Finances, HC/BN, Chargé de programme du FIDA (CPM), Coopération espagnole et italienne, PAM, FEM, ASAP, OFID	Supervision, suivi de la conformité avec les politiques et stratégies respectives, évaluation de l'impact	Indicateurs i3N; Indicateurs au 1er, 2ème et 3ème niveaux	Semestrielle, annuelle	Schémas d'aménagement régionaux, Rapport sur l'état d'avancement de l'i3N; Rapports de supervision, Project Status Report, Rapports SYGRI

Note: * il peut s'agir d'indicateurs autres que SYGRI mais la terminologie est utilisée ici pour indiquer le niveau de résultat (1er niveau = produit, 2ème niv. = effet, 3ème niv. = impact).

VII. APPRENTISSAGE ET GESTION DES SAVOIRS

26. Le ProDAF valorisera les savoirs paysans, les expertises locales (GSC, ONG, STD), nationales et internationales (institutions de recherche, Universités), ainsi que les expériences des différents bailleurs intervenant notamment dans le secteur de l'adaptation au changement climatique, l'intensification agricole des cultures pluviales, la petite irrigation, du genre et de la nutrition (cadres de concertation). Ce dispositif permettra: (i) le transfert des compétences aux communautés à la base (cf. champs écoles paysans, voyages d'étude, dispositif participatif de S&E, référentiel technique, etc.); (ii) l'insertion/l'utilisation ponctuelle de jeunes diplômés/stagiaires en vue de renforcer leurs capacités en développement rural; (iii) le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre; ainsi que (iv) la diffusion des bonnes expériences/pratiques au sein du programme même et avec les partenaires/acteurs externes.

27. Telle que déjà préconisée par le PPI-Ruwanmu, la stratégie du ProDAF en matière de **gestion des savoirs** sera d'ancrer les compétences au sein d'acteurs locaux pérennes (en premier lieu la société civile rurale organisée) et d'appuyer ces acteurs locaux à se doter de canaux durables d'accès aux connaissances. Les méthodes d'échanges entre pairs, la mise en réseau et la participation à des cadres de concertation thématiques seront la base des interventions du Programme. Les cadres techniques du ProDAF seront les principaux responsables et animateurs de ces réseaux. Chacun dans son domaine, ils devront jouer un rôle de veille, d'identification de partenariats⁹³, de canal de transmission des savoirs/opportunités au sein de la zone cible et de facilitation pour l'établissement de partenariats intra et inter-programme, ainsi qu'entre les trois régions. De plus, un dispositif en trois phases a été développé afin de capitaliser les informations et connaissances déjà existantes et poursuivre la production, validation et diffusion des nouvelles (voir Appendice 6.4).

28. De plus, une collaboration avec la Corporation **Procasur**⁹⁴ sera recherchée (voir brochure en Appendice 6.5). Il s'agit d'un organisme mondial dont la spécialisation porte sur le recueil et la mise à l'échelle des innovations conçues sur le terrain. Sa mission est de promouvoir l'échange du savoir local en vue de mettre fin à la misère rurale. Elle œuvre de concert avec les associations partenaires dans le but de renforcer leurs capacités d'atteindre des résultats. L'organisation fournit des outils et des méthodologies efficaces en matière de gestion du savoir, de mise en relation du savoir local avec les flux mondiaux des connaissances, de promotion de talents ruraux/locaux, d'organisation de plateformes structurées pour la vulgarisation des innovations et pour la promotion de la mise à l'échelle. Différents projets financés par le FIDA ont déjà collaboré avec Procasur (ex: au Rwanda, Vietnam, Laos). Ainsi, deux outils méthodologiques seront prévus dans le cadre du ProDAF: une **Route d'apprentissage**⁹⁵ qui créera un espace d'échanges et de réflexion entre acteurs nationaux (voire internationaux) des différentes régions du programme autour de l'expérience de PPP pour la gestion des marchés de demi-gros, ainsi qu'un renforcement des capacités quant à la systématisation et le partage des connaissances/bonnes pratiques sur des thématiques/expériences à définir, qui donneront lieu à une publication finale. Sachant que le modèle de PPP autour d'un marché de demi-gros est en cours de réplique en Ouganda par le FIDA et même au Niger avec l'Union européenne, cela pourra constituer un thème de route d'apprentissage.

⁹³ Cette veille et cette recherche de partenariats couvriront les champs techniques, organisationnels, juridiques et réglementaires, financiers, etc.

⁹⁴ <http://africa.procasur.org/Fr/>.

⁹⁵ Routes d'Apprentissage qui servent d'outil de renforcement des capacités afin de promouvoir l'échange d'expériences et l'interaction au moyen desquels les acteurs locaux deviennent des formateurs pour leurs pairs. Les routes d'apprentissage promeuvent des activités, des technologies et des approches innovatrices que l'on pourra appliquer pour éradiquer la pauvreté rurale. Elles permettent d'apprécier des leçons tirées, promouvoir la gestion du savoir sur la base de résultats concrets, tout en permettant la diffusion efficace de l'information et en inspirant la mise à l'échelle des meilleures innovations avérées dans le domaine du développement rural.

29. Le principe d'apprentissage et de diffusion des compétences reposera également sur les groupements de services conseils, les personnes ressources, les services techniques et les chercheurs impliqués ayant acquis des expériences dans la mise en œuvre de projets similaires. Ces acteurs assureront les formations horizontales des nouveaux acteurs à travers des cadres formels de collaboration (convention, contrat d'objectifs). De plus, le RECA continuera à être sollicité pour renforcer les chambres régionales d'agriculture (CRA) de Maradi, Tahoua et Zinder afin qu'elles jouent leur rôle de diffuseur d'informations.

30. **Partenariats scientifiques** (voir Appendice 6.6). Initiés dans le cadre du PASADEM, de nouveaux partenariats seront conclus avec des institutions scientifiques (instituts de recherche tels que: INRAN, ICRISAT, AGHYMET; des universités: Niamey, Gembloux, Ouagadougou, etc.), avec les objectifs suivants:

- ✓ accompagner le processus d'expérimentation, acquérir puis vulgariser des techniques et technologies innovantes;
- ✓ favoriser l'entrée de jeunes professionnels hautement qualifiés dans le monde du travail;
- ✓ renforcer le système de S&E/GdS, à travers: (i) un suivi et une évaluation scientifiques des impacts du ProDAF; et (ii) la capitalisation de ses résultats et approches innovantes;
- ✓ faire connaître le Programme Niger-FIDA dans le monde de la recherche.

31. De plus, fort de l'expérience des projets achevés et en cours, en matière de renforcement des capacités des **jeunes diplômés** en vue de favoriser leur insertion professionnelle, le ProDAF poursuivra cette innovation institutionnelle en recrutant, en fonction de ses besoins et sous forme contractuelle, des jeunes diplômés en vue de leur offrir un cadre d'apprentissage au sein du programme. Ces jeunes diplômés seront impliqués activement dans l'exécution des activités et acquerront des compétences valorisables par le programme et les autres partenaires.

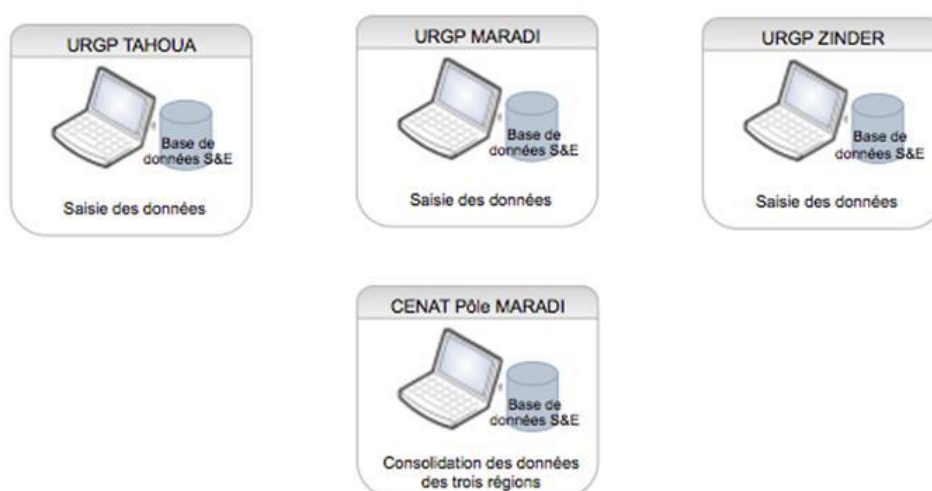
32. D'autre part, en lien avec sa nouvelle stratégie d'intervention au Niger axée sur le renforcement du partenariat financier et technique avec les autres agences du système des Nations Unies et bailleurs de fonds, le ProDAF élaborera un **dispositif d'information et de communication** des innovations porteuses et connaissances développées. A cet effet, les principaux outils et supports de diffusion à déployer seront des fiches techniques, messages et débats radiophoniques, des pièces de théâtre itinérant, voyages d'études, notes et rapports de capitalisation, des articles et films audiovisuels qui seront périodiquement élaborés et diffusés à travers des canaux appropriés, en langues locales ou Français, sous forme illustrée ou narrative, plus ou moins brève, mais adaptée aux caractéristiques du public visé. Les bulletins "PASADEM Info" actuellement produits, le site web (www.pasadem.net) et le compte Facebook (Programme Niger FIDA) qui compte 101 membres sont plutôt inactifs et devront être actualisés, mis à l'échelle du programme et redynamisés dans le cadre du ProDAF. Un logo du programme Niger FIDA existe déjà. Le responsable S&E de la CENAT sera également chargé de consolider les activités du volet gestion des savoirs/information-communication, bien que l'identification, la conception des supports relèveront toutefois des responsables techniques des composantes/sous-composantes eux-mêmes, en synergie avec le chargé de la communication/gestion des savoirs et des partenaires de mise en œuvre. Un système rigoureux et organisé d'**inventaire bibliographique** de tous les rapports des études/enquêtes, missions réalisées dans le cadre du programme ou par d'autres PTF sera mis en place, ainsi qu'un **archivage** électronique et physique au niveau de Maradi (voir Appendice 6.4).

Appendice 6.1: Unification de la base de données du ProDAF

Dans le cadre du Programme FIDA au Niger, une base de données unique pour le S&E des activités du PASADEM, PPI Ruwanmu, DVPR et ProDAF est en cours de conception. Cette base de données sera installée au niveau des trois régions (URGP de Tahoua, Maradi, Zinder) et un serveur au niveau central (CENAT pôle de Maradi). Les données seront stockées dans le Système de Gestion de Base de Données MySQL, et les interfaces seront développés en Php/Ajax/Javascript.

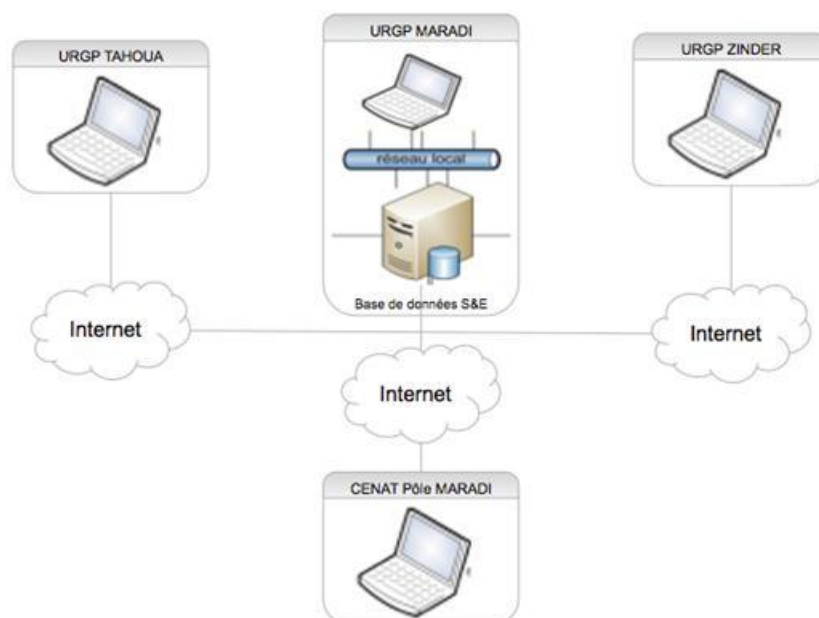
Considérant que dans chaque site le réseau local (Unité Régionale de coordination du programme - URGP et Unité centrale de la cellule nationale d'assistance technique - CENAT) n'est pas opérationnel et la connexion internet entre les sites n'est pas fiable, la base de données sera développée sur MySQL pour faciliter l'installation et le fonctionnement des ordinateurs autonomes, qui ne sont pas connectés entre eux.

Schéma 3: Base de données Phase 1



A moyen terme, l'architecture désirable serait toutefois la suivante:

Schéma 4: Base de donnée à terme



Appendice 6.2: Système d'Information Géographique (SIG)

Etat des lieux

En 2013, le projet pilote de cartographie de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) a financé quelques produits satellitaires de haute résolution pour la zone d'intervention du PASADEM à Maradi. Le FIDA-Niger a ensuite complété ce fond cartographique pour les régions de Tahoua et Zinder, sur base d'images gratuites de moyenne résolution. Les cartes d'occupation du sol produites à cette période sont discutables car: (i) la classification n'a pas été calibrée par une mission de terrain, (ii) la classification utilisée ne s'aligne pas sur les besoins du FIDA et la nomenclature nationale (NOS).

Le PASADEM est déjà équipé de six licences du logiciel *ArcGIS Desktop Basic*, d'un fond cartographique basique⁹⁶ et de GPS qui lui ont permis de produire une trentaine de cartes thématiques. Une formation sur l'utilisation basique d'*ArcGIS* a également déjà été dispensée à six membres du projet. Toutefois, afin de structurer le système au niveau des trois régions et le rendre plus performant, un appui international (*Telespazio Ibérica*) a été mobilisé en juin 2014 afin de définir un scénario technique et financier. Un premier mapping des ressources et capacités en SIG des principales institutions nationales a été réalisé lors de cette étude⁹⁷⁹⁸.

La matrice SWAT suivante évalue les principaux atouts, contraintes, menaces et synergies cadrant la mise en place du SIG dans le contexte du programme FIDA-Niger.

Forces	Faiblesses
Majorité des opérateurs du PASADEM et du PPI Ruwanmu déjà équipée et formée en GPS	Capitalisation non systématique des ressources géographiques produites au niveau des projets FIDA
SIG déjà opérationnel (compétences, données et matériel SIG disponibles au niveau du PASADEM)	Harmonisation et coordination insuffisantes entre les SIG existants (manque de données de référence)
Equipes opérationnelles des projets relativement habituées à l'utilisation de produits cartographiques	Capacités SIG faibles au niveau national et quasiment inexistantes aux niveaux sous-jacents
Liaison étroite avec la base de données du S&E	Géolocalisation non exhaustive des activités
Nombreux partenariats institutionnels envisageables	Délimitation administratives des communes pas officielle
Appui cartographique du siège du FIDA	Pas d'importation directe des entités géographiques du GPS
Opportunités	Menaces
Dynamique émergente des Schémas d'Aménagement Foncier au niveau régional	Nombreux nouveaux outils informatiques à maîtriser dans un laps de temps court (BDD, PAD, GPS, ArcGIS, serveur, etc.)
Démocratisation rapide des produits de télédétection qui deviennent plus accessibles	Coûts importants des images satellites de haute résolution
Nombreux produits satellitaires et logiciels SIG gratuits	Complexité relative du système
Besoins cartographiques communs à de nombreux acteurs nationaux et PTF (coûts partagés envisageables)	Nécessite un investissement transversal de tous les acteurs, à la fois horizontal et vertical
Excellent moyen de favoriser une meilleure coordination entre les acteurs du développement rural	La qualité des produits finaux dépend de la qualité de la géolocalisation des activités à la base
Existence d'un Groupe informel de partage de données (GAIG)	Pas de financements planifiés après 2019

⁹⁶ Cf. *Inventaire des ressources géographiques du PASADEM et du PPI Ruwanmu* (2014).

⁹⁷ Cf. Isabelle Corrochano (2014), *SIG et télédétection appliqués au programme du FIDA au Niger – Proposition technique et financière, Telespazio Ibérica*, pp 21-35.

⁹⁸ Cf. Appendice 6.2.4: Matrice des partenaires SIG potentiels.

Les opérateurs des projets en cours ont déjà tous été équipés en GPS (*Garmin 60 et 62*). La cellule de Maradi dispose déjà d'un traceur et d'une imprimante A3. Au niveau du PASADEM, les agents du projet, les points focaux FEM et des animateurs des Chambres Régionales d'Agriculture, d'AcSSA Afrique verte, de KARKARA et d'AREN ont déjà été formés à l'utilisation de l'outil. Le PPI Ruwanmu prévoit la mise en réseau de ses locaux, l'achat du matériel SIG complémentaire⁹⁹, ainsi que le renforcement des capacités des cellules S&E, des Responsable des Activités Techniques, des Groupements Service Conseil et des animateurs d'ISCV, des CRA, d'ADN, de KARKARA, d'IDBavant la fin du mois d'octobre 2014. Il est également prévu à terme d'équiper toutes les COFOCOM de la zone d'intervention en GPS, ainsi que former un pool de compétences en géolocalisation au niveau communal, départemental et régional.

Objectifs

Le SIG devra fournir un appui cartographique transversal à toutes les activités structurantes du ProDAF. Il présentera et diffusera, sous une forme accessible, tous types d'informations spatiales relatives à la mise en œuvre et au suivi du programme. En particulier, il devra faciliter: (i) la planification des activités, (ii) le suivi des activités, (iii) l'évaluation des impacts environnementaux, (iv) l'identification de bonnes pratiques en terme d'adaptation au changement climatique, et (v) la cohérence de l'approche stratégique.

Dispositif opérationnel

La **géodatabase** compilera et superposera différentes couches thématiques (réseau routier, villages, centres de collecte, PDE, activités, mapping de la vulnérabilité, pratiques agricoles, etc.) avec un fond cartographique biophysique de référence (potentiel en terre irrigable, topographie, hydrologie, géologie, occupation du sol, délimitation des bassins versants, état des ressources naturelles, modèle numérique de terrain, densité des arbres, etc.) et diverses données sémantiques attributaires (démographiques, socioéconomiques et environnementales). En croisant ces données, il est prévu de réaliser des requêtes spatiales spécifiques, optimiser des itinéraires ou encore prioriser des aménagements selon différents critères, comme les risques climatiques, les coûts, la disponibilité des matériaux, le nombre de bénéficiaires potentiels, etc. Outil puissant d'analyse spatiale, le SIG sera donc un appui essentiel d'aide à la décision. Des représentations 3D et dynamique sont également envisagées à l'échelle des bassins versants.

La **géolocalisation des activités et des infrastructures** sera effectuée conjointement par les opérateurs, les services techniques et les équipes opérationnelles du ProDAF. Une méthodologie d'acquisition et un plan de collecte des données spatiales seront définis d'ici novembre 2014. Un effort particulier sera fourni pour géolocaliser les aménagements par des surfaces plutôt que par des points, lorsque cela s'avère pertinent. La production chronique de différentes cartes thématiques de suivi permettra d'établir, à un instant t , un diagnostic synthétique et visuel de l'avancement des travaux ou des activités sur l'ensemble de la zone d'intervention.

Un **monitoring environnemental** devrait être réalisé via des placettes fixes de suivi et le traitement de données satellitaires¹⁰⁰. Les données terrain seraient composées: (i) du suivi piézométrique (niveau statique des nappes, analyse physico-chimique de l'eau), (ii) de la densité des arbres dans les champs, (iii) des mesures de fertilité des sols (CEC, taux de matière organique, NKP, etc.), et (iv) des inventaires de la biodiversité. Le Centre National de Suivi Ecologique et Environnemental pourrait effectuer certaines de ces mesures. De même, le suivi des mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs pourrait être en partie assuré par ce monitoring. Afin de répondre aux besoins d'adaptation au changement climatique des ménages non résilients, l'ensemble des risques

⁹⁹ Cf. Appendice 6.2.2: Chronogramme des activités de mise en place du SIG (septembre – décembre 2014) et Appendice 6.2.6: Plan d'action et budget de mise en place du SIG (PPI Ruwanmu).

¹⁰⁰ Cf. Appendice 6.2.8: Télédétection – applications au domaine du ProDAF.

pouvant affecter leur patrimoine productif (inondations, météo défavorable, érosion des sols, ensablement, épidémies) devra être caractérisé et intégré à la phase de planification. Le dispositif et la méthodologie de ce monitoring pilote seront définis d'ici juin 2015.

Ce système intégré devra permettre des modélisations afin de s'assurer de la cohérence de l'approche stratégique du programme et des approches thématiques. Ainsi, certains PDE pourraient être privilégiés en fonction des risques climatiques, de la production pluviale et maraîchère de sa zone d'influence effective, de la densité de son réseau de pistes rurales, de ses capacités d'absorption, etc. Aussi, on s'assurera de la protection effective des bassins de production par rapport aux aménagements présents ou prévus en amont du bassin versant. Le SIG est également un outil de coordination entre les URGP et les structures intervenant dans la zone du programme.

Si la cellule SIG est mise en place pour répondre aux besoins opérationnels propres au ProDAF, au PPI Ruwanmu et au PASADEM, elle ne peut fonctionner de façon isolée et déconnectée des dynamiques nationales dans ce domaine. Le **Groupe des Acteurs de l'Information Géographique (GAIG)** est une plateforme informelle qui est chargée de: (i) l'harmonisation des données géographiques et la définition de couches de référence, (ii) l'échange et le partage de produits géographiques. Ce groupe organise régulièrement des réunions à Niamey auxquelles l'assistant SIG national se doit de participer. À terme, il serait intéressant que ce groupe puisse se formaliser et s'élargir à davantage d'acteurs¹⁰¹.

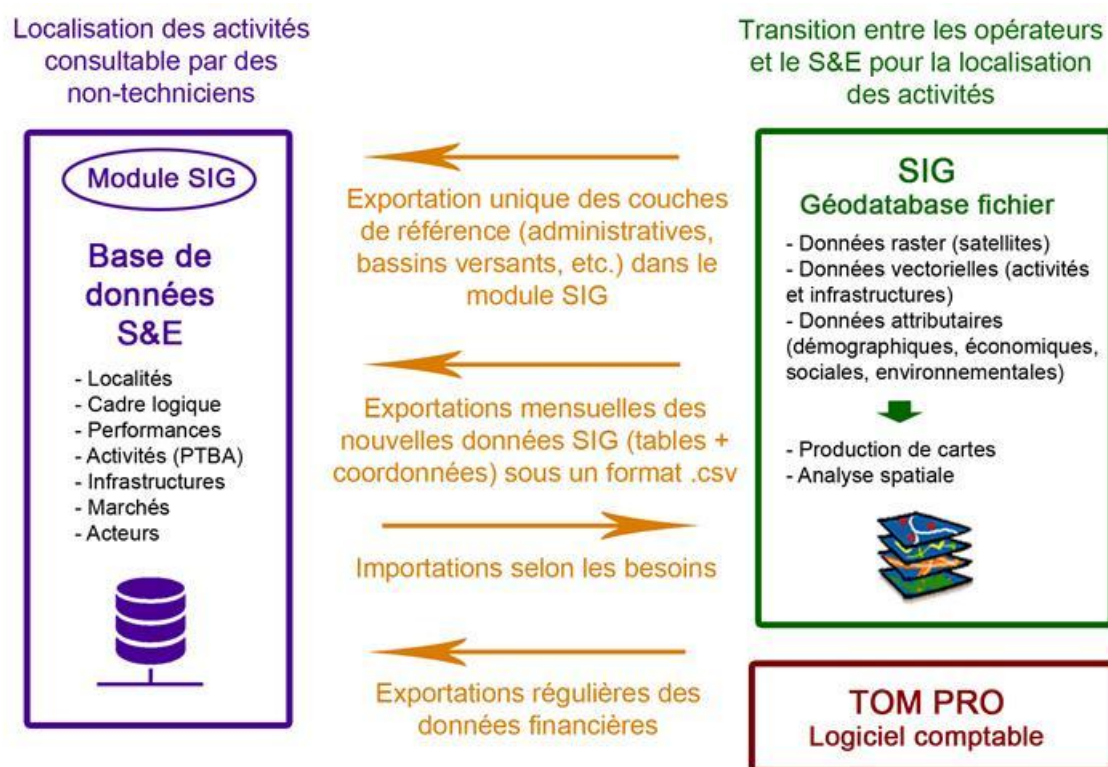
Structure

Le type de géodatabase retenu est celui de la « géodatabase fichier », c'est-à-dire que les informations sémantiques et spatiales sont conservées dans les tables d'un fichier unique propre au logiciel ArcGIS (extension .gdb), et non dans un Système de Gestion de Bases de Données relationnelles (SGBDr). Ce choix a été motivé par (i) la facilité d'usage, (ii) la capacité de stockage quasiment illimitée, (iii) le nombre réduit d'utilisateurs, (iv) la facilité de la liaison entre les bases de données, (v) la réduction des coûts prévus en terme de logistique.

La base de données du S&E est la plateforme informatique qui capitalisera les données du logiciel comptable TOMPRO et de la géodatabase SIG, afin d'en faire une analyse critique qui permettra de tirer des leçons utiles à la mise en œuvre et à l'atteinte des résultats visés. L'ensemble des informations spatiales relatives aux activités pourra être visualisé facilement via un module SIG propre à la base de données du S&E. Ces liaisons inter-systèmes sont explicitées ci-dessous (schéma 1).

¹⁰¹ Cf. Appendice 6.1.4 : Matrice des partenaires SIG potentiels.

Schéma 1. Caractérisation des interactions entre ArcGIS, TOM PRO et la base de données (MySQL)



La structure¹⁰² du réseau retenue est parallèle à celle du S&E et transversale aux deux composantes. Elle s'articule autour des cellules de suivi-évaluation et gestion des savoirs (CSE/GS) des URGP de Tahoua, Maradi, Zinder et d'une **cellule SIG centrale** à Maradi.

À terme, chaque région sera équipée de 3 licences *ArcGIS Desktop Basic*, d'une imprimante A3 couleur, de GPS et d'un serveur. La cellule centrale de Maradi sera équipée d'un traceur, d'une licence *ArcGIS Desktop Basic* avec ses extensions *Spatial Analyst* et *3D Analyst*, d'une licence ERDAS, d'un ordinateur portable puissant permettant le traitement aisé de rasters et éventuellement d'un scanner.

Responsabilités

Les **prestataires** de services et opérateurs sont chargés de géolocaliser leurs activités selon les clauses indiquées dans leur cahier des charges. Ils s'engagent également à participer aux ateliers de recyclage organisés par le ProDAF.

Le **chargé de volet GRN/CC** (assistant composante 1) et l'assistant de la composante 2 sont chargés de valider la géolocalisation des activités et effectuer la transition des données vers l'assistant du S&E compétant en SIG. Ils sont également chargés de répondre aux besoins de leur composante en termes de planification, d'analyse spatiale et de monitoring environnemental.

L'**assistant S&E régional** ayant des compétences en SIG est chargé de valider et convertir les couches géographiques contenant les données attributaires en format csv, afin de les importer dans la base de données du S&E.

¹⁰² Cf. Appendice 6.2.1: Articulation du dispositif SIG autour de la structure du S&E.

L'**assistant national de S&E GRN/CC de la CENAT** a comme responsabilité de compiler les données régionales et de renvoyer la base de données complète au niveau des régions. Il travaillera en étroite collaboration avec l'assistante technique nationale en SIG.

Un **assistant technique national** en SIG gère la cellule SIG centrale à Maradi. Il est responsable de tous les aspects techniques relatifs au SIG et fournira dans ce sens un appui régulier aux URGP. Il est également chargé d'effectuer les analyses spatiales les plus avancées, d'évaluer les impacts environnementaux, de produire les cartes synthétiques, de gérer les applications relatives à la télédétection et de gérer les ressources humaines et logistiques du SIG.

Le renforcement des capacités sera assuré par (i) des formations, (ii) un processus d'interaction avec l'assistance technique internationale et (iii) l'expérience SIG accumulée lors des projets en cours.

Mise à jour

La synchronisation des données géographiques entre les régions s'effectuera conjointement à celle prévue mensuellement par le S&E:

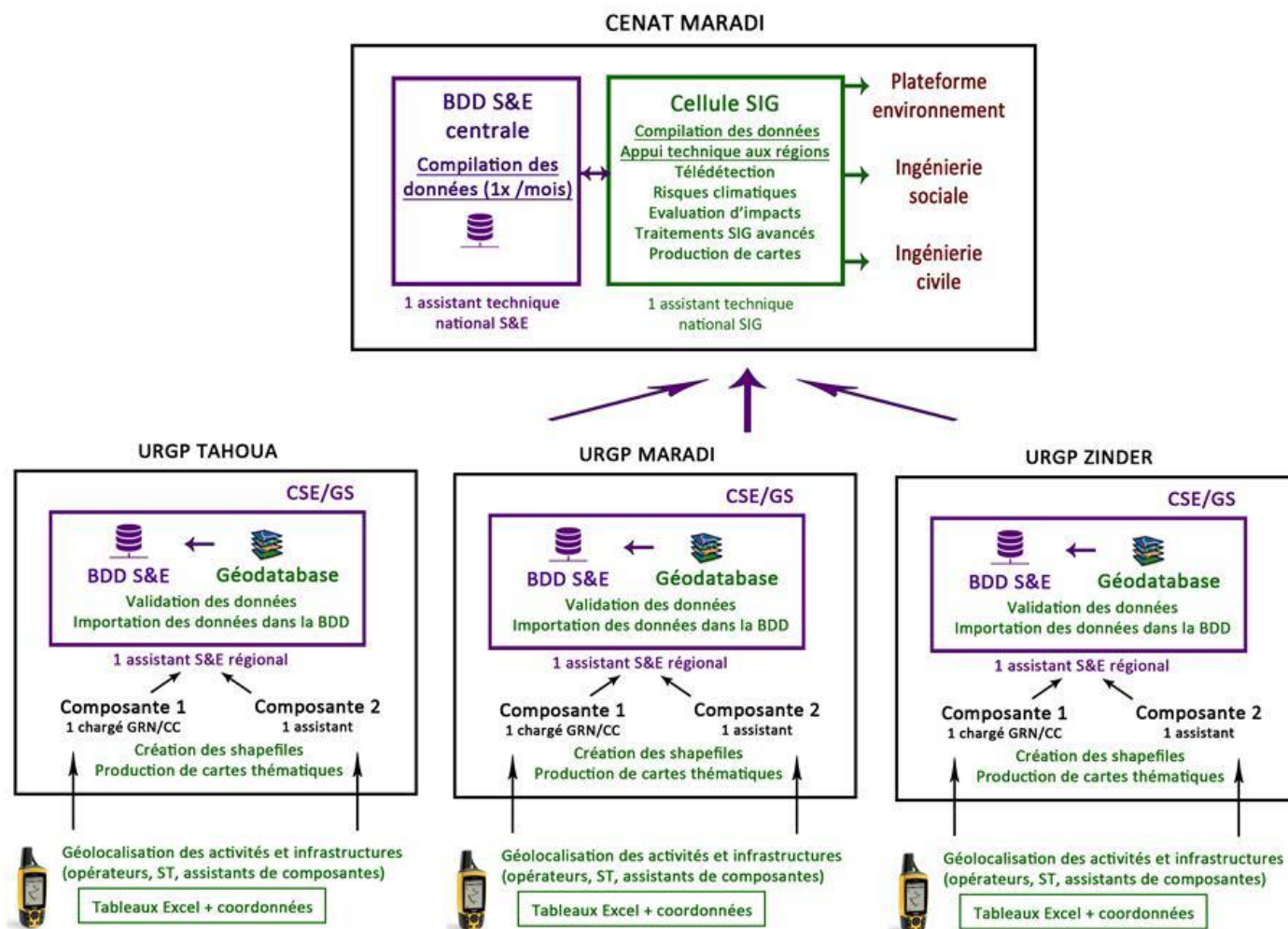
- a) Selon les volets, les données sont relevées soit par les opérateurs, les URGP ou les services techniques, au moyen d'un GPS et d'une fiche de collecte, selon une méthodologie spécifique propre à l'entité à cartographier;
- b) Les données géoréférencées sont récupérées par les assistants de composantes afin d'être validées et transférées à l'assistant S&E compétent en SIG;
- c) Les assistants S&E compétents en SIG importent ces données dans la base de données du S&E et, à la fin de chaque mois, envoient la version actualisée à Maradi;
- d) L'assistant national de S&E GRN/CC compile ces données dans la base de données centrale qui est directement liée à la géodatabase de la cellule centrale SIG;
- e) Une version consultative de la base de données compilée du S&E et de la géodatabase est envoyée au niveau des régions.

Diffusion et consultation des produits cartographiques

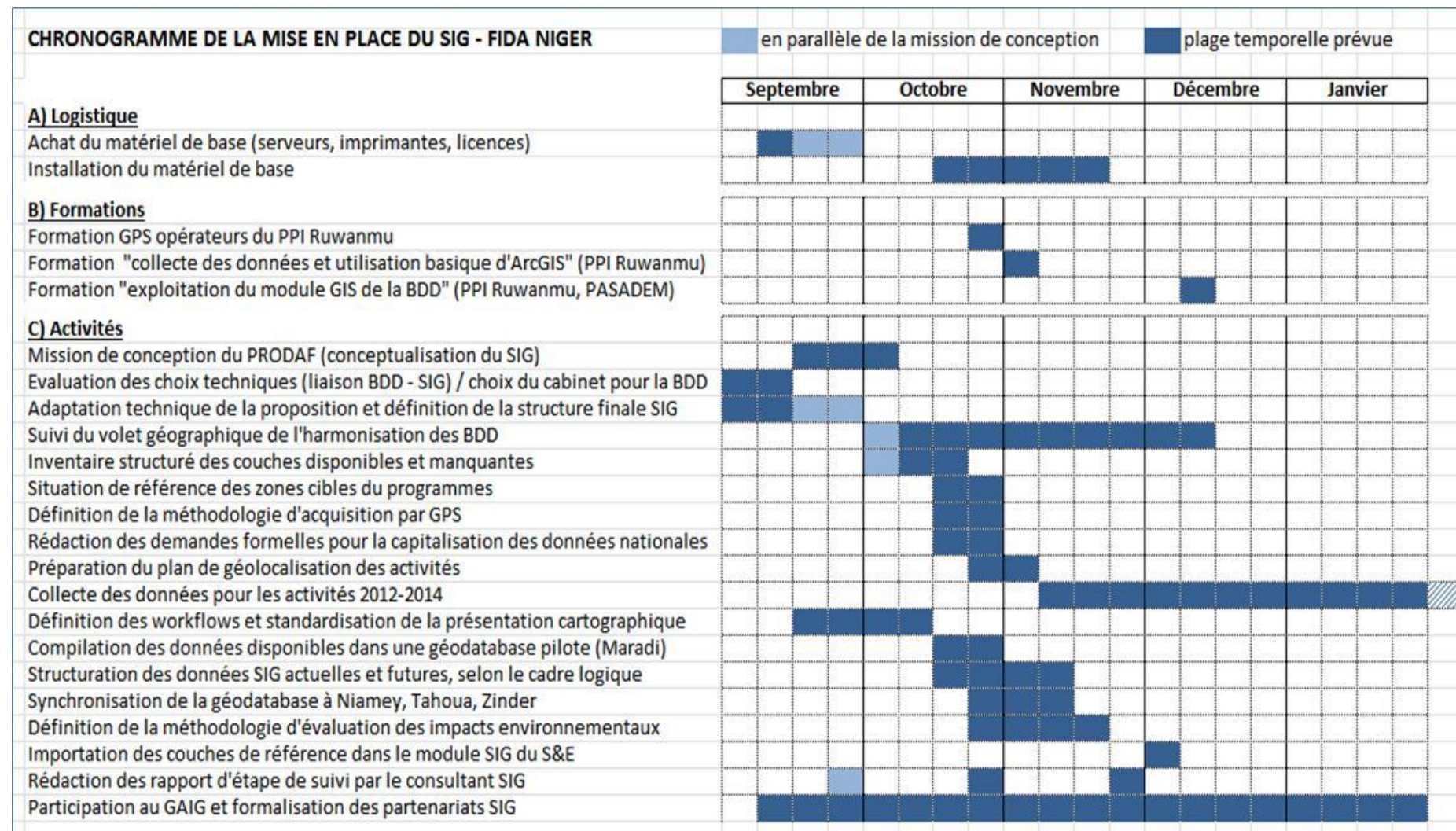
Des efforts seront consentis afin de diffuser au maximum les produits cartographiques du ProDAF. Dans le cas des fichiers informatiques, leur utilisation sera conditionnée par une charte. Les cartes papiers pourront être distribuées, selon leur vocation:

- ✓ aux équipes de coordination du ProDAF;
- ✓ aux différents COGES, AUE, Hadwin Gwiwa, plateformes GDT, etc.;
- ✓ aux partenaires (AGRHYMET, Code Rural, CRA, prestataires, Universités, etc.);
- ✓ aux autorités communales et aux services techniques;
- ✓ aux Ministère de l'Agriculture, au FIDA, à l'HCI3N, aux autres PTF, etc.

Appendice 6.2.1: Articulation du dispositif SIG autour de la structure du S&E



Appendice 6.2.2: Chronogramme des activités de mise en place du SIG (septembre – décembre 2014)



Appendice 6.2.3: Phasage des résultats

Année	Résultats attendus	Budget
Fin 2014	La base de données du S&E permet la visualisation des données géographiques relatives aux indicateurs. Le manuel est rédigé et les utilisateurs formés.	PPI Ruwanmu
	Toutes les couches et rasters existants au niveau national sont capitalisés. La couche des localités de l'INS est ajustée en fonction des données issues de la télédétection.	
	Un fond cartographique de base est disponible, compilé dans une géodatabase fichier qui est distribuée dans les régions.	
	Le matériel et les logiciels sont installés dans les trois régions.	
	Un manuel de gestion et d'administration du SIG est rédigé.	
	La méthodologie et le plan de collecte des données sont définis et mis en œuvre.	
	Les équipes opérationnelles sont formées à l'utilisation du GPS et l'utilisation basique d'ArcGIS (importation, visualisation, collecte des données, validation).	
	Les points focaux SIG sont formés à une utilisation avancée d'ArcGIS et Spatial Analyst, pour (i) le suivi des activités et (ii) la planification (activités, infrastructures).	
	L'identification des besoins SIG de tous les usagers sont identifiés.	
	Le réseau local est installé et opérationnel à Niamey (CNC) et Maradi (CRC PPI).	
	Les opérateurs du PPI Ruwanmu sont formés à l'utilisation du GPS.	
	Les opérateurs du ProDAF sont formés à la méthodologie de collecte des données.	
	Toutes les conventions avec les partenaires et les cahiers des charges des prestations sont élargies à la géolocalisation des activités.	
	Un mapping exhaustif complémentaire des capacités et de la logistique SIG de tous les partenaires et acteurs est réalisé.	
Juin 2015	La plateforme SIG nationale (AGRHMET, Géo-Conseil, responsables SIG du FIDA, points focaux de la plateforme GDT, des DG, des partenaires) est opérationnelle.	PASADEM
	La méthodologie de définition de la situation de référence cartographique est rédigée et mise en œuvre.	
	Le manuel du monitoring environnemental est rédigé. Le phasage opérationnel est défini.	
	Les activités et infrastructures du PASADEM et du PPI Ruwanmu sont géolocalisées.	
	La plateforme internet SIG est opérationnelle.	
	Une assistance technique SIG/télédétection est mobilisée.	
Fin 2015	Une formation de maîtrise des logiciels SIG gratuits est organisée pour les opérateurs.	ASAP
	Les cartes de références sont produites (occupation du sol, bassins de production, densité RNA, vulnérabilité des ménages, ensablement, risques climatiques, limites géographiques des PDE, état des ressources en eau, aménagement pastoraux, etc.).	
	Le calibrage terrain de la classification est réalisé par les STD de l'environnement.	
	Les chargés du volet CC/GRN/SIG sont recrutés et formés.	
	Le réseau local est installé et opérationnel à Tahoua et Zinder.	
	L'inventaire cartographique des ressources naturelles et de la dégradation des terres est réalisé par Géo-Conseil de l'Université de Niamey.	
	Le centre de documentation de Maradi est équipé d'un SIG consultatif.	
2016	Des essais avec des drones civils sont effectués conjointement avec la GIZ.	
	Toutes les communes sont équipées en GPS au niveau des COFOCOM.	
	Première évaluation des impacts environnementaux.	
	Des ateliers de travail sur la télédétection appliquée à l'agriculture familiale sahélienne sont menés conjointement avec les partenaires et les Universités.	
2017	Un recyclage avancé des capacités en télédétection de la cellule SIG est organisée.	FIDA
	Un atelier de recyclage des capacités SIG des opérateurs et partenaires est réalisé.	
	Deuxième évaluation des impacts environnementaux.	
2018	Le matériel SIG des URGP et des opérateurs est renouvelé si nécessaire.	
	Un recyclage en SIG/télédétection des acteurs du Code rural (COFOCOM, COFODEP et SPR) est réalisé.	
2019	Troisième évaluation des impacts environnementaux	
2019	Bilan environnemental et évaluation des impacts	

Appendice 6.2.4: Matrice des partenaires SIG potentiels

Acteurs	Produits et services potentiels	Relation	Forces	Faiblesses	Contact
Centre régional AGRHYMET	Formations avancées en SIG et télédétection, expertise technique en télédétection appliquée à l'agriculture et au monitoring environnemental sahélien	Partenariat	Expérience en SIG et télédétection reconnue internationalement Formations personnalisées	Echelle de travail difficilement compatible avec celle du ProDAF	Issifou Alfari Bako Mamane Sébastien Souboul
DG Aménagement du Territoire	Cartographie des ressources naturelles, ainsi que les pratiques et problématiques associées, via les Schémas d'Aménagement Foncier	Echange de données	Offre une base de travail commune permettant une meilleure coordination entre les PTF	Les SAF sont conduits inégalement à travers les 3 régions	Balla Paté (Maradi)
Direction de la Météorologie du Niger	Données météorologiques géoréférencées	Echange de données	Archivage des données quotidiennes et mensuelles depuis au moins 70 ans	Données limitées à quelques stations	(à contacter)
ACMAD	Données météorologiques obtenues par télédétection	Echange de données	Bonne couverture du territoire Rasters facilement intégrables au SIG	Résolution moyenne	(à contacter)
Géoconseil	Données géoréférencées sur le potentiel en terre irriguée et irrigable (EPTIN et étude complémentaire), expertise en cartographie	Partenariat Prestation	Assurance du respect de la méthodologie de collecte Expertise universitaire Coûts en main d'œuvre modéré	Nombreuses activités connexes	Lawali Dambo
DG de l'Environnement	Données géoréférencées d'occupation du sol, de formations végétales, inventaires de la biodiversité, études de cas, renforcement des capacités en télédétection et monitoring environnemental	Echange de données Partenariat Prestations	Les agents départementaux peuvent assurer le calibrage terrain des traitements de télédétection	Fonds limités Pas de carte d'occupation du sol pour Maradi, Zinder	Abdou Nouhou
CC/SAP/PC	Ressources géographiques sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et les prévisions agricoles	Echange d'informations	Données géographiques prévisionnelles Plateforme fédératrice de nombreux acteurs	Travail cartographique généralement limité aux crises	Adamou Nofaga
Groupe des Acteurs de l'Information Géographique	Ressources géographiques de référence	Echange d'informations	Travaille dans le sens de la standardisation et de l'harmonisation des données géographiques nigériennes	Groupe informel	Bako Mamane
Institut Géographique National du Niger	Achat de produits satellitaires et cartes IGN	Achat d'informations	Représentant de <i>Geoconsult International</i>	Géoréférencement inégal	Adamou Hassimi
SIGMINES	Ressources géographiques géologiques	Echange d'informations	Applications avancées en télédétection dans le domaine minier	Manque de fonds, subsistance du système mise en cause	Amadou Roufaye

DG du Génie Rural et DG de l'Hydraulique	Relevés piézométriques géolocalisés (niveaux statiques de nappe, analyses physico-chimiques), estimation du prélèvement des aménagements d'irrigation	Partenariat (convention tripartite)	Administration du SIGNER, système géographique de référence au Niger	Quelques aménagements non géoréférencés, liés aux villages (ex: forages)	Younoussa Idrissa, Adamou Sani
GIZ (Coopération Allemande)	R&D conjointe en télédétection appliquée à l'agriculture et au monitoring environnemental	Partenariat	Expérience en SIG et télédétection depuis de nombreuses années	Zone d'intervention différente de celle du ProDAF	Mamadou Abdou Sani
Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale	Données de suivi environnemental et écologique	Partenariat	Expérience de travail avec différents projets (PRODEX, ...)	Pas de couverture totale du Niger (réseau d'observatoires)	(à contacter)
Food and Agriculture Organization	Données géoréférencées diverses à faible résolution sur la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique	Echange d'informations	Base de données géographique couvrant de nombreux domaines	Echelle de travail difficilement compatible avec celle du ProDAF	(à contacter)
Institut de Recherche pour le Développement	Données d'étude de cas sur l'agriculture et l'adaptation au changement climatique au Niger	Echange d'informations	Innovations sur l'adaptation au changement climatique au Sahel	Etudes de cas ponctuelles	(à contacter)
Programme Alimentaire Mondial	Analyse spatiale de l'insécurité alimentaire et ses menaces biophysiques	Partenariat	Méthodologie de ciblage identique Le VAM, réseau performant	Pas de réel monitoring environnemental	Larwan Tahirou
Gembloux Agro-Bio Tech	Conseil technique universitaire en télédétection appliquée aux espaces naturels et l'agronomie	Partenariat	Expérience dans l'utilisation de drones civils en milieu sahélien Validation scientifique des méthodologies d'évaluation d'impacts	Expérience limitée en milieu sahélien	Phillipe Lebailly Philippe Lejeune
CARE / KARKARA / AREN	Géolocalisation des activités d'aménagement des bassins versants et de RNA	Prestation	Equipés (GPS, logiciel) et formés	Compétences SIG à renforcer	/
Université de Maradi	Géolocalisation de la RNA et études de cas	Partenariat	Suivi universitaire géolocalisé du potentiel et des impacts de la RNA Nouveau Master en SIG	Uniquement à Maradi	Ali Mahamane
INS	Géolocalisation des localités (SIGCOM à venir)	Echange d'informations	Données démographiques récentes Base de données accessible via internet	Géolocalisation	(à contacter)
Coopération suisse (PASEL)	Financement partagé des inventaires cartographiques d'occupation du sol Achat partagé d'images satellitaires	Partenariat	Appuie le SAF de Maradi Besoins cartographiques communs avec le ProDAF	Pas d'intervention à Tahoua et Zinder	(à contacter)

Appendice 6.2.5: Phasage financier SIG (en millions de CFA)

Investissements	Financement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total CFA
Conception du suivi environnemental géolocalisé (Tahoua)	ASAP	0	62,5	62,5	0	0	0	125
Conception du suivi environnemental géolocalisé (Maradi)	ASAP	0	62,5	62,5	0	0	0	125
Conception du suivi environnemental géolocalisé (Zinder)	ASAP	0	62,5	62,5	0	0	0	125
Mise en œuvre du suivi environnemental géolocalisé (Tahoua)	ASAP	0	0	25	25	25	25	100
Mise en œuvre du suivi environnemental géolocalisé (Maradi)	ASAP	0	0	25	25	25	25	100
Mise en œuvre du suivi environnemental géolocalisé (Zinder)	ASAP	0	0	25	25	25	25	100
Mise en place du SIG (matériel, licences, formations)	PPI Ruwanmu	63,3	0	0	0	0	0	0

Appendice 6.2.6: Plan d'action et budget de mise en place du SIG (PPI Ruwanmu)

PLAN D'ACTION & BUDGET ESTIMATIF POUR LA MISE EN PLACE DU SIG À NIAMEY, TAHOUA, MARADI, ZINDER - 1ERE ETAPE								
Rubrique	Qté	Cout unitaire (HT)	Montant	Methode d'acquisition	Période			
					Oct	Nov	Dec	Jan
Acquisition du matériel, couches et logiciels			54.280.000					
1. Trois (3) serveur	3	2.305.000	6.915.000	Consultation restreinte				
RACK 42 U	3	850.000	2.550.000					
Onduleurs centraux	3	950.000	2.850.000					
Disques durs internes	18	105.000	1.890.000					
Licences Microsoft Windows	3	400.000	1.200.000					
2. Trois (3) imprimantes couleur de format A3 (CRC de Tahoua, Zinder et la CNC de Niamey)	3	2.100.000	6.300.000	Consultation restreinte				
3. Neuf (9) Licences ArcGIS Basic fixe 10.2.	9	2.675.000	24.075.000	Consultation restreinte				
4. Une (1) Extension ArcGIS Spatial Analyst	1	4.250.000	4.250.000	Achat direct				
5. Une (1) Extension ArcGIS 3D Analyst	1	4.250.000	4.250.000	Achat direct				
Formation des utilisateurs et installations des serveurs			9.000.000					
1. Formation des futurs utilisateurs SIG du PPI Ruwanmu sur la collecte des données SIG et l'utilisation basique du logiciel ArcGIS	10	300.000	3.000.000	Consultant individuel pré identifié				
2. Formation des opérateurs à l'utilisation pratique des GPS et installation des versions ArcView 3.2 a	20	150.000	3.000.000					
3. Opérationnalisation du réseau local de la CNC (Niamey)	ff	1.500.000	1.500.000	Consultation restreinte				
4. Opérationnalisation du réseau local de la CRC du PPI Ruwanmu (Maradi) + connexion au bâtiment PASADEM	ff	1.500.000	1.500.000					
Total général			63.280.000					

Appendice 6.2.7: Illustrations cartographiques

Figure 1 : Représentation 3D d'un bassin versant

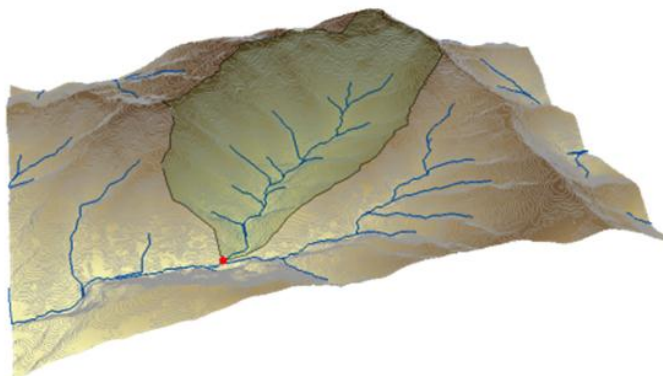


Figure 2 : drappage d'une surface 3D avec une carte topographique



Figure 3 : Vue 3D de l'occupation du sol autour du Goulbi Maradi (relief exagéré)

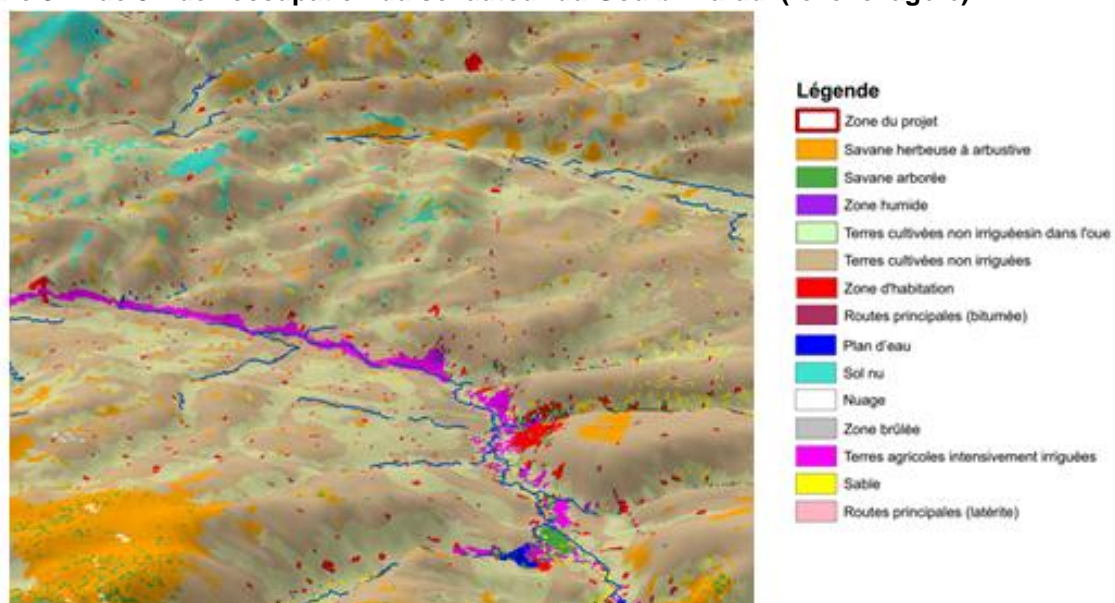


Figure 4. Carte synthétique des PDE, pistes rurales, bassins de production en irrigué et pluvial (PPI Ruwanmu)

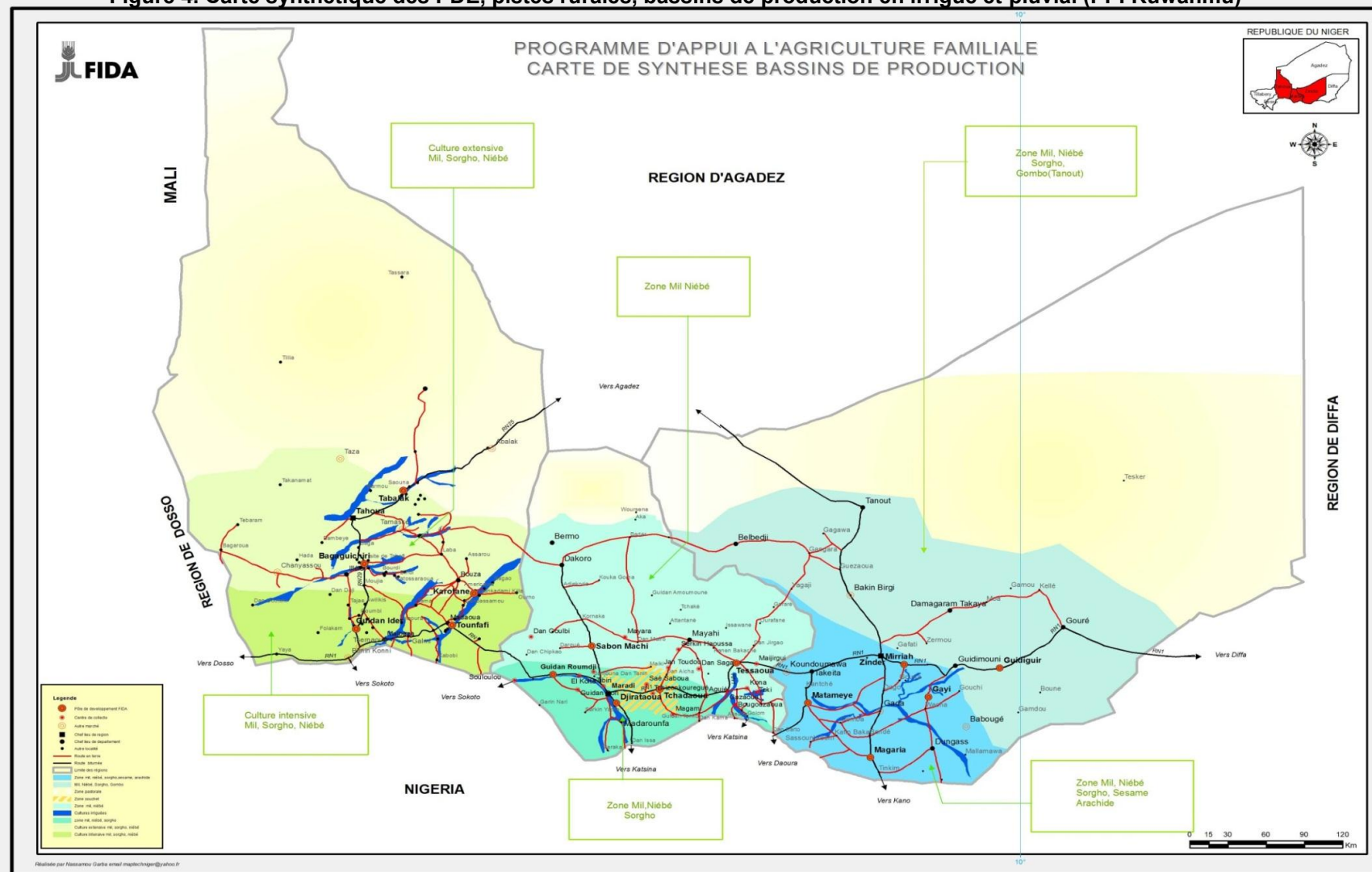


Figure 5 : Carte synthétique des infrastructures stratégiques du ProDAF

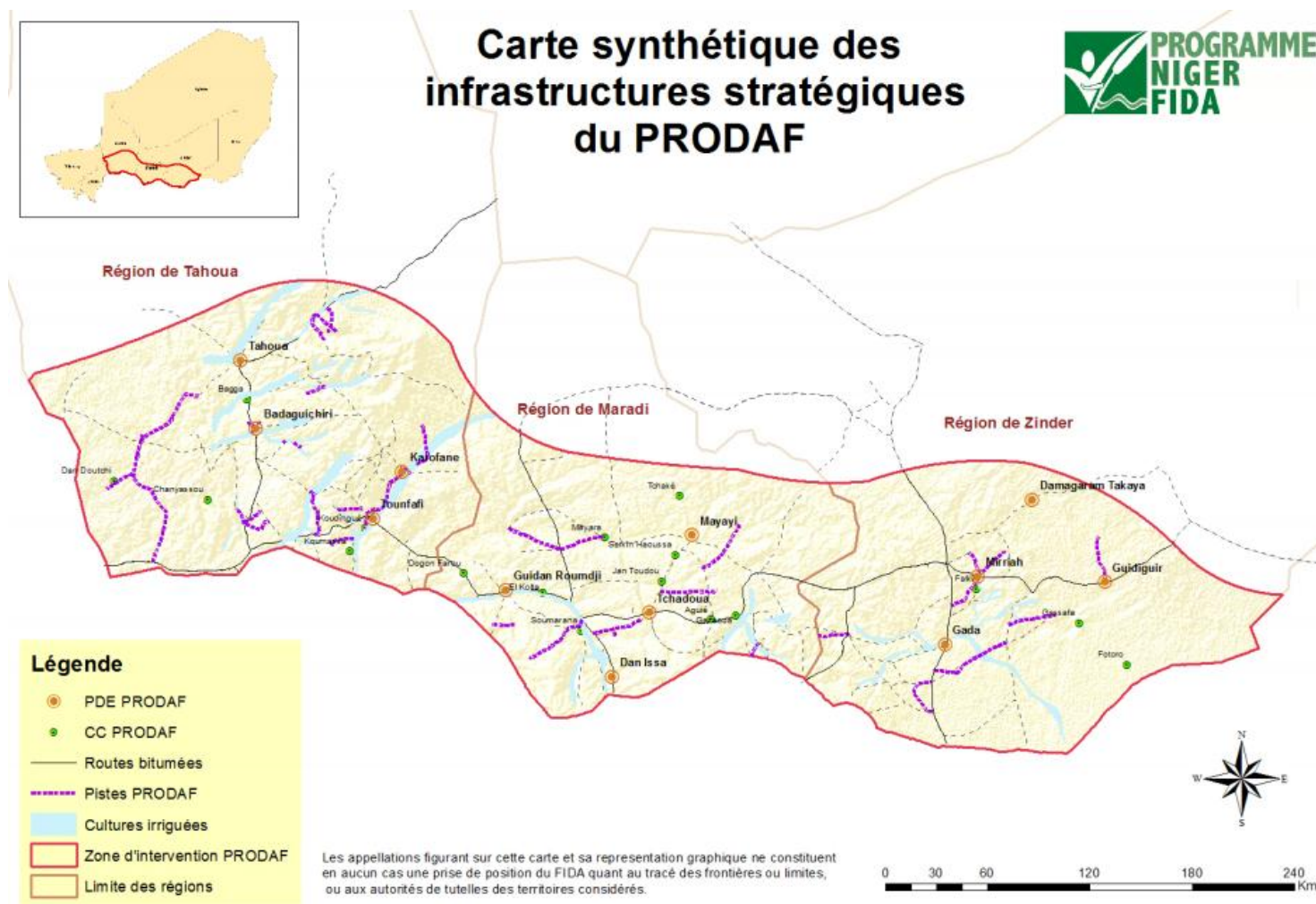


Figure 6 : Délimitation des PDE autour des marchés de demi-gros (PASADEM) et du réseau associé des pistes primaires et secondaires permettant leur désenclavement

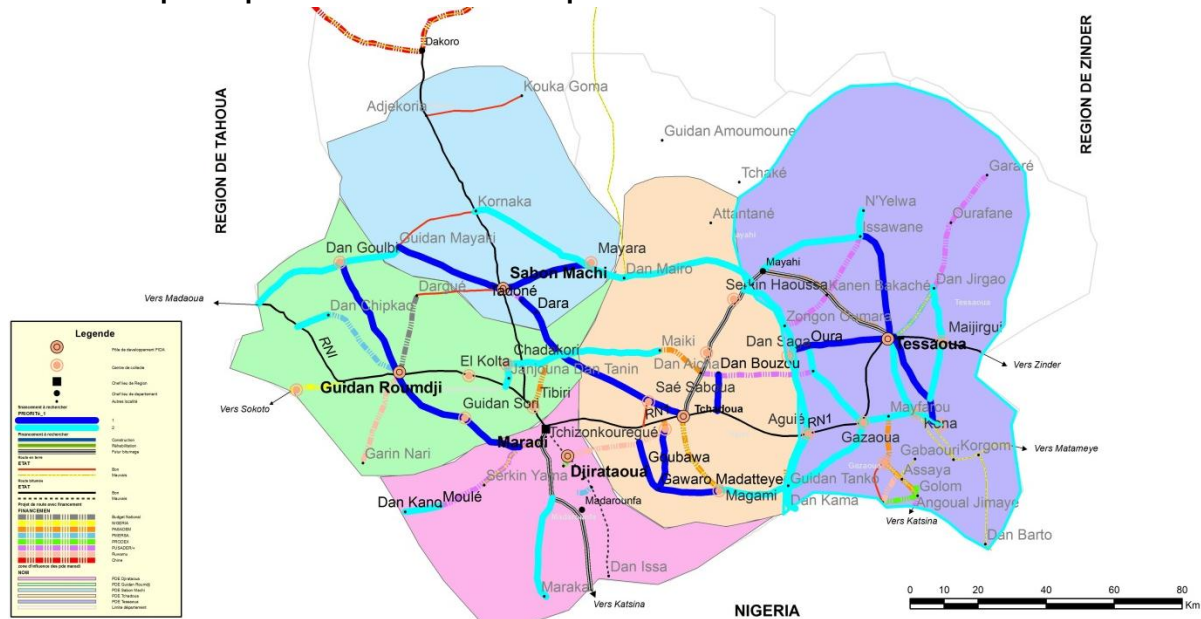


Figure 7 : Extraction des sous-bassins versants et du réseau hydrographique de Maradi à partir du Modèle Numérique de Terrain (interface ArcMap)

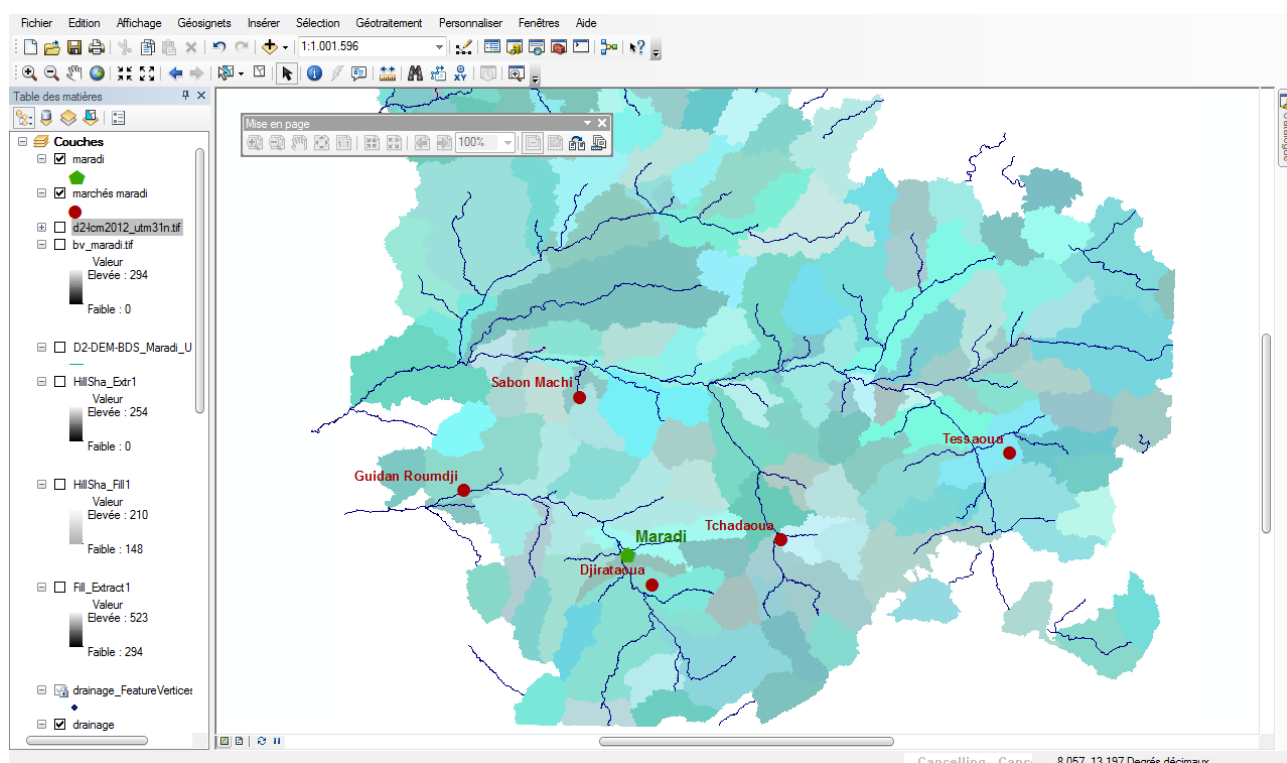
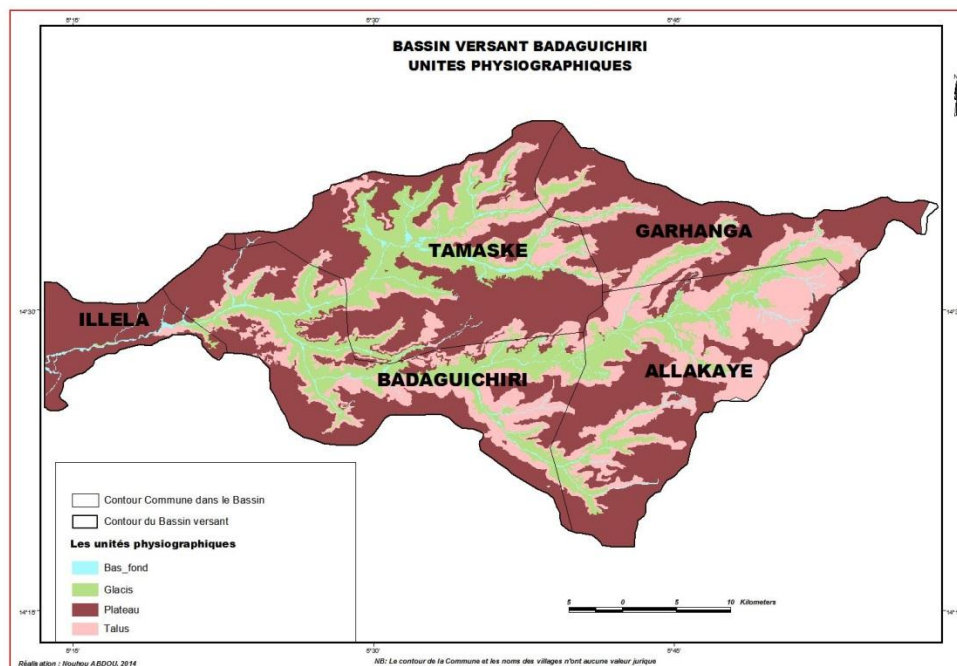


Figure 8 : Unités physiographiques (bas-fonds, glacis, plateaux, talus) pour un bassin versant



Appendice 6.2.8: Télédétection – applications au domaine du ProDAF

En complément de la géolocalisation de toutes les activités du programme par GPS, voici quelques exemples d'applications plus spécifiques en lien avec les outils de télédétection (images satellites):

- Cartographie des bassins versants et données descriptives hydrologiques associées
- Cartographie de l'élévation (Modèle Numérique de Terrain, pentes, unités physiographiques)
- Cartographie du réseau hydrologique
- Cartographie de l'occupation du sol (localités, surfaces irriguées, surfaces pluviales en bas-fonds ou sur champs dunaires, sol nul, sable, plans d'eau, savanes, etc.)
- Cartographie des spéculations agricoles (sorgho pur/mil pur/associations, % de couvert arboré, éventuellement densité des épis, carences végétales, etc.)
- Cartographie de la densité des arbres dans les parcs agroforestiers
- Suivi de la biomasse restaurée et du couvert végétal par les indices de végétation (NDVI)
- Cartographie du réseau de routes, pistes et couloirs pastoraux
- Cartographie des zones dégradées (glacis, koris, plantes invasives, etc.)
- Analyse climatique (tendances et prévisions des températures, des précipitations)
- Analyse de la résilience climatique / la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages
- Analyse des besoins en eau des cultures
- Modélisation des risques (inondations, glissements de terrain, changement climatique, etc.)
- Cartographie et analyse de la pluviométrie (quantité, fréquence, intensité, répartition)
- Analyse spatiale de la densité des villages et la répartition des villages
- Analyse de la pression anthropique par rapport aux ressources disponibles
- Vue 3D de la topographie, sur laquelle on peut « drapper » différents raster
- Cartographie des carrières de latérites pour les pistes
- Interpolation des données piézométriques ponctuelles pour l'ensemble du territoire
- Analyses spatiales spécifiques pour la planification, etc.

Appendice 6.3: Brochure de EX-ACT



EX-ACT EX-Ante Carbon Balance Tool

1. Background

Agriculture is a major source of green-house gas (GHG), contributing 14% of global emissions or about 6.8 Gt of CO₂ equivalents per year. Climate change mitigation potential for the sector is high. Many of the technical options are readily available and could be deployed immediately:

- ❖ reducing emissions of carbon dioxide through reduction in the rate of deforestation and forest degradation, adoption of improved cropland management practices (reduced tillage, integrated nutrient and water management);
- ❖ reducing emissions of methane and nitrous oxide through improved animal production, improved management of livestock waste, more efficient management of irrigation water on rice paddies, improved nutrient management; and,
- ❖ sequestering carbon through conservation farming practices, improved forest management practices, afforestation and reforestation, agro forestry, improved grasslands management, restoration of degraded land.

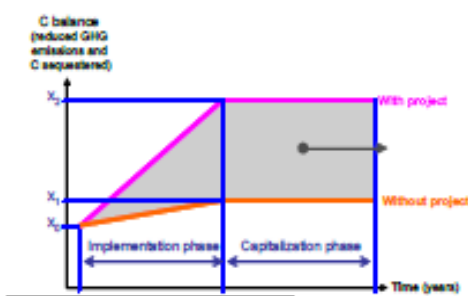
As 74% of agriculture's mitigation potential is in developing countries, mitigation options can also contribute to increase food security and reduce rural poverty. Thus, many forestry and agriculture development projects/programmes can play an important role in climate change mitigation, either by reducing emissions or by sequestering carbon.

Nevertheless, there is a lack of methodologies that would help project designers to integrate significant mitigation effects in agriculture and forestry development projects.

2. Objectives of the tool

EX-ACT (EX-Ante Carbon Balance Tool) is a tool jointly developed from three FAO divisions (TCS, TCI and ESA¹) and it is aimed at providing ex-ante estimations of the impact of agriculture and forestry development projects on GHG emissions and Carbon (C) sequestration, indicating its effects on the C balance².

The logic behind the EX-ACT tool



EX-ACT is a land-based accounting system, measuring C stocks and stock changes per unit of land, expressed in tCO₂e/ha and year. This ex-ante C-balance appraisal will guide the project design process and the decision making on funding aspects, complementing the usual ex-ante economic analysis of investments projects. EX-ACT will in fact help project designers to select project activities with higher benefits both in economic and climate change mitigation terms and its output could be used in financial and economic analysis of the projects.

It is an easy tool to be used in the context of ex-ante project/program formulation, it is cost effective, it requires a minimum amount of data, and it has resources (tables, maps) which can help finding the information required to run the model. Also, EX-ACT works at project level but it can easily be up-scaled at programme/sector level.

3. Basic contents of EX-ACT and main outputs

EX-ACT has been developed using mostly the Guidelines for National Green-house Gas Inventories³ completed with other existing methodologies and review of default coefficients for mitigation option as a base. Default values for mitigation options in the agriculture sector are mostly from IPCC (2007)⁴. Other coefficients such as embodied GHG emissions for farm operations, inputs transportation, and irrigation systems implementation are from Lal (2004)⁵.

EX-ACT consists of a set of linked Microsoft Excel sheets in which project designer will insert basic data on land use and management practices foreseen under projects' activities. EX-ACT adopts a modular approach – each "module" describing a specific land use – and following a three-step logical framework:

- a. general description of the project (geographic area, climate and soil characteristics, duration of the project);
- b. identification of changes in land use and technologies foreseen by project components using specific "modules" (deforestation, afforestation and reforestation, annual/perennial crops, rice cultivation, grasslands, livestock, inputs, energy); and
- c. computation of C-balance with and without the project using IPCC default values and – when available – ad-hoc coefficients.

The main output of the tool consists of the C-balance resulting from project activities. As an example, the results for a case study in Tanzania (the "Accelerated Food Security Project" aimed at increasing maize and rice production in targeted areas through the improved access of farmers to fertilizers and improved seeds) are reported below: they show that although expanded fertilizer use will increase GHG emissions, the adoption of improved land management practices will contribute to soil C sequestration so that the net project effect will be the creation of a C sink, with positive mitigation effects.

¹ TCS: Policy and Programme Development Support Division TCI: Investment Centre Division ESA: Agricultural Development Economics Division

² C balance = reduced GHG emissions + C sequestered above and below ground.

³ IPCC, 2006. IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories, Volume 4.

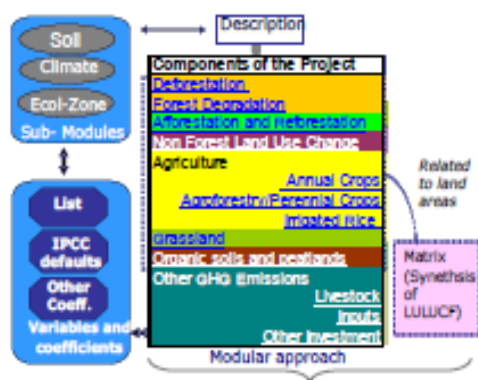
⁴ IPCC, 2007. "Agriculture," in Climate Change 2007: Mitigation.

⁵ Lal, R. - 2004. "Carbon emissions from farm operations" Environment International 30, 981-990.

EX-ACT EX-Ante Carbon Balance Tool

EASYPol

The EX-ACT structure



The environmental services (Carbon) supplied by the project, estimated through the C-balance, could then be priced, valued and incorporated in the economic analysis of projects, examining how the discounted measures of project worth (e.g. Net Present Value or Internal Rate of Return) will change when taking into account C sequestration benefits. Also, a set of indicators will complement the economic analysis providing useful information about the efficiency of the project in providing environmental services or the potential contribution of such services to farm incomes.

An example of EX-ACT output: the case of the "Accelerated Food Security Project" in Tanzania

Components of the Project	Without Project	With Project	Balance with Project (CO ₂ eq for 20 yrs)	Mean per year
Deforestation	0	0	0	0
Afforestation and Reforestation	0	0	0	0
Land Rehabilitation	0	0	0	0
Agriculture Land				
Annual Crops	12199918	-416643	-12616561 this is a sink	-630828
Agroforestry/Perennial Crops	0	0	0	0
Rice	592055	3199722	2607667 this is a source	130383
Grassland			0	0
Other GHG Emissions	0	0	0	0
Livestock	0	0	0	0
Inputs	982045	5321271	4339226 this is a source	216961
Project Investment	0	235	235 this is a source	12

Positive value = Source of GHG
Negative value = Sink of GHG

Final Balance -5669433 this is a sink
Total area (ha) 1058385
Mean per ha -5.4
Mean per ha/yr -0.27

4. The way forward

Peer Review (February 2010): EX-ACT went through a peer-review process in order to be adopted from project designers in international organizations and donor agencies working on agriculture (and forestry) development and/or involved in agriculture (and forestry) investment projects.

Wide scale implementation (2010 - 2012): the tool is now available for free use by donors and technical partners. Appropriate training, software updating and technical quality monitoring framework are going to be in place.

Extended use of the tool (2010 - 2012): Initiated for being used at project and program level, the tool will also be tested to be used in national sector strategies and policies (e.g. to compute the carbon balance of aggregated agriculture sector strategies and policy options) or for regional initiatives.

Further information

The Version 3.1 of the EX-ACT software is available on the EX-ACT Web site: www.fao.org/tc/exact

Developed material are also available on the EASYPol website: www.fao.org/easypol

Please contact:

Martial Bernoux, martial.bernoux@ird.fr
Louis Bockel, louis.bockel@fao.org
Giacomo Branca, giacomo.branca@fao.org
Patricia Gorin, patricia.gorin@fao.org
Marianne Tinlot, marianne.tinlot@fao.org
Armel Gentien, armel.gentien@fao.org

Appendice 6.4: Stratégie de communication et gestion des savoirs

En vue de la mise en échelle du ProDAF touchant les trois régions de Maradi, Tahoua, et Zinder, un processus efficace de gestion des savoirs s'avère nécessaire pour mieux capitaliser les expériences et leçons apprises et les communiquer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du programme.

En effet, une communication et une gestion des savoirs efficaces facilitent l'accès aux documents recherchés et permettent de partager les connaissances acquises en évitant les duplications. En outre, des bases de données dynamiques, conçues avec précision, permettent d'accéder à des informations constamment mises à jour et de qualité.

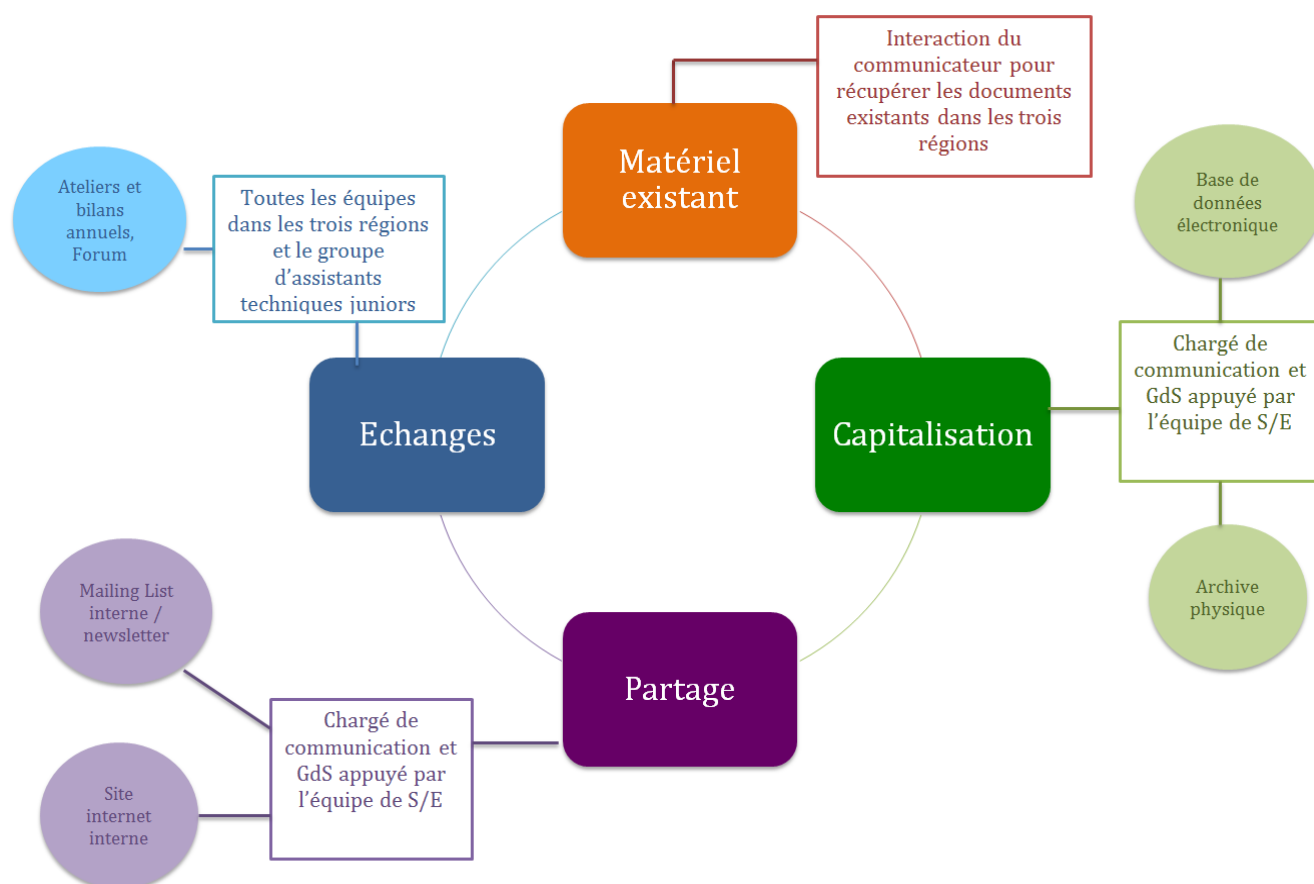
Dans la phase de conception du ProDAF un «Guide sur le processus de gestion des savoirs dans le cadre du Programme Niger FIDA » a été élaboré et sera utilisé comme référence pour la capitalisation, la systématisation et le partage des documents produits par les différents acteurs impliqués dans le programme.

Le guide identifie trois phases qui devront être entreprises progressivement afin d'atteindre un système de gestion des savoirs complet et performant:

- Capitaliser le matériel existant (études, rapports, mémoires, photos, vidéos etc.) et le partager au sein du programme au moyen d'une base de données électronique, archive physique et site internet
- Créer un système de gestion des savoirs interne autour des nouveaux documents
- Élargir vers l'extérieur le système de gestion des savoirs pour le partage avec un plus large public, à travers la diffusion sur le site internet.

Dans la première phase l'accent est donc mis sur la capitalisation des documents déjà existants et l'utilisation d'une plateforme virtuelle pour le partage interne.

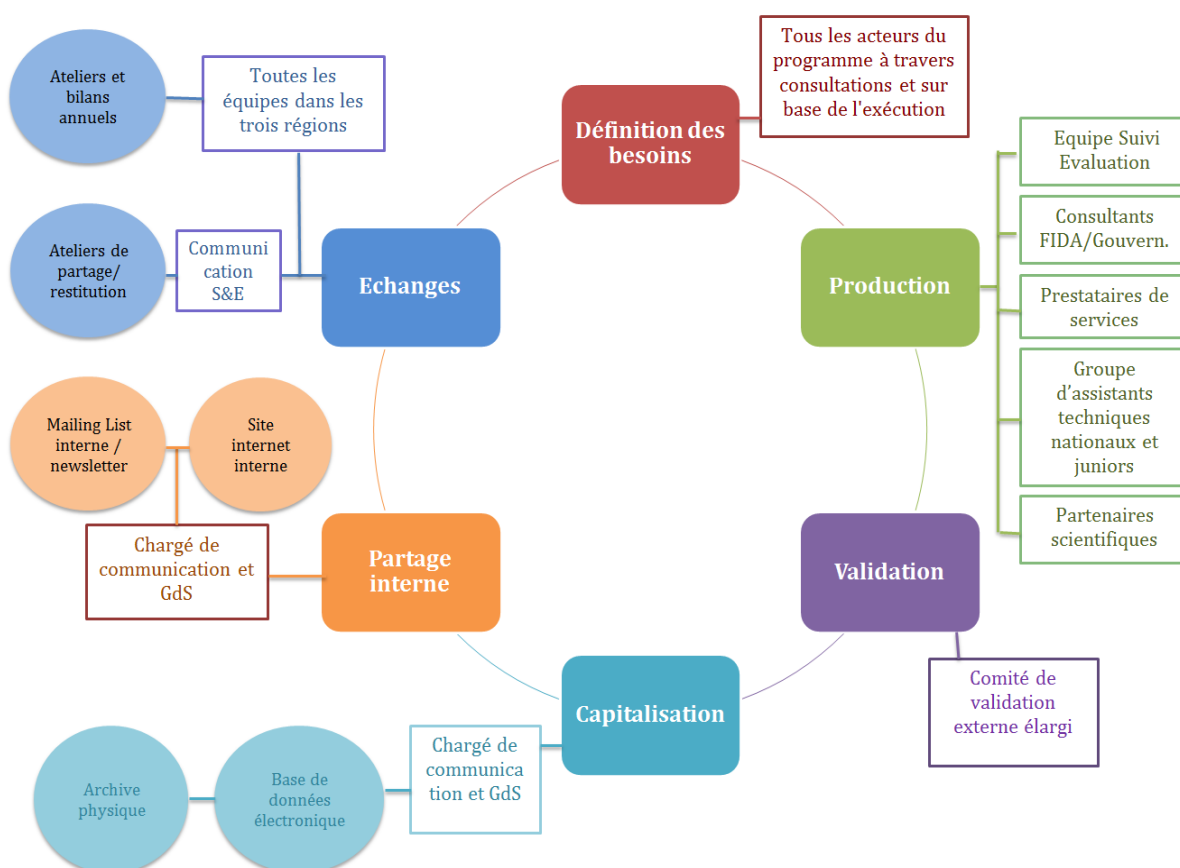
Schéma 1: Processus de Gestion des Savoirs dans la phase 1



Dans une deuxième phase, les nouveaux documents produits seront capitalisés suivant un processus standardisé. Une fois tous les documents classés, partagés et archivés, on identifie les nouveaux besoins (études, enquêtes, recherches) à satisfaire. Durant cette phase, les deux étapes supplémentaires de validation et de partage à travers des ateliers de restitution, sont nécessaires. Il s'agira notamment d'assurer le feed-back des résultats d'études aux bénéficiaires et aux autres acteurs de la mise en œuvre, tout comme aux partenaires au développement intervenant dans les mêmes secteurs d'intervention et zone cible.

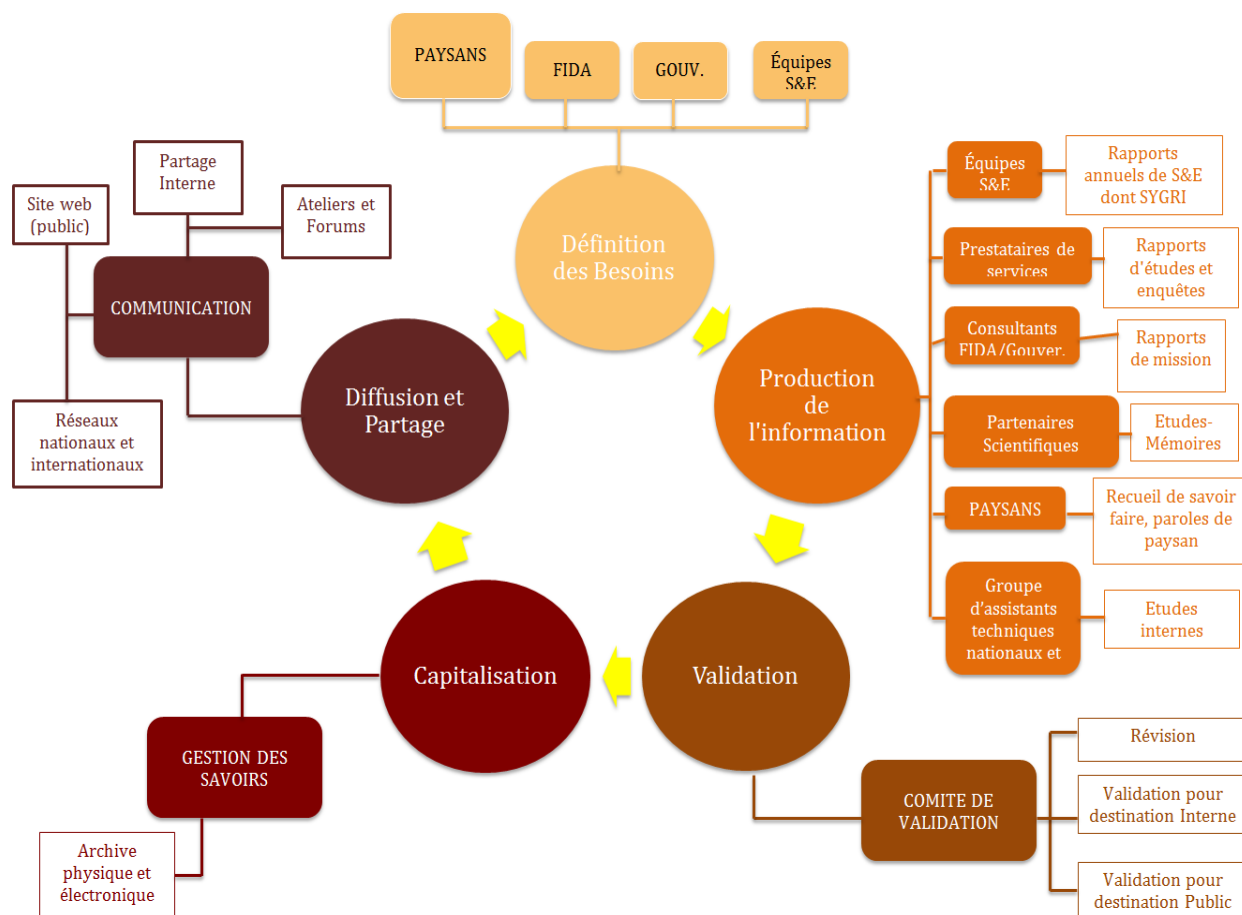
Le rôle du chargé en communication et gestion des savoirs, appuyé par les équipes de S&E, consistera à diffuser les résultats atteints auprès des différents acteurs locaux, sous différentes formes (ateliers, journées portes ouvertes, poster, brochures, etc.) les mieux appropriées aux publics ciblés.

Schéma 2 : Processus de Gestion des Savoirs dans la phase 2



Dès que la deuxième phase est lancée et que le processus de gestion des savoirs a été maîtrisé, le programme passe à la troisième phase de partage/diffusion des documents avec un public plus élargi. A cette fin l'accès à la plateforme virtuelle (site internet) devient public et une stratégie de diffusion est mise en place (référencement dans les réseaux internationaux et nationaux, mailing list, liste de mots clés, etc.).

Schéma 3 : Processus de Gestion des Savoirs dans la phase 3



Appendice 6.5: Brochure de PROCASUR

Procasur Corporation is a global organization specialized in harvesting and scaling-up homegrown innovations. The Organization's mission is to foster local knowledge exchange to end rural poverty. By sharing innovations through customized local knowledge-management tools and methodologies, the Organization connects global institutions with local talents, providing the structured learning platforms necessary to spread innovation. Procasur has facilitated learning opportunities in over 30 countries in Africa, Asia, and Latin America and the Caribbean, affecting the lives and livelihoods of thousands of rural talents across the globe.

BACKGROUND

Since 1996, **Procasur** has worked as a knowledge broker for the Global South, linking international institutions and regional organizations with local governments, rural talents and communities to identify, nourish and share innovative ideas. We work with diverse stakeholders to share best practices and new trends in rural development, in themes such as financing, market access, natural resource management, empowerment, inclusion, innovative technologies, and more.



PHILOSOPHY

- **Knowledge.** We believe that knowledge is power, and that by fostering homegrown knowledge exchange, we can end worldwide poverty. We are practical in our approach to sharing, storing and disseminating information.
- **Local talents.** We build local capacities and foster local talents to empower communities, businesses and marginalized groups, and to contribute to larger-scale policy processes. Our current network of local talents or knowledge champions totals over 750, representing 250 different communities, organizations and policy makers. By accessing the global knowledge market, these local talents are able to diversify their incomes and improve their lives.
- **South-South Cooperation.** We connect the Global South. We serve as a knowledge warehouse for international institutions, and a bridge for integrated, inclusive communication among women and men, development practitioners, advocates, and policy-makers.
- **Impact.** We create customized, targeted solutions. We are not afraid to take risks, and have tried-and-true practices and methodologies that ensure innovation and impact. For us, impact means concrete results on the ground and better development effectiveness.

APPROACH

Almost 20 years of experience with knowledge brokering in rural development have provided us with priceless insights to understand the most successful processes for knowledge sharing, learning and innovation. Some of the methods and instruments we use to promote adoption and adaptation of best practices are Learning Routes, Learning Territories, our Technical Assistance offerings, and actions targeting rural youth.

- Our **Learning Routes** serve as a capacity-building tool, promoting innovative activities, technologies and approaches that can be applied in rural poverty eradication. Learning Routes enable lesson learning, advance knowledge management with concrete results, enable efficient dissemination of information, and inspire the scaling up of the best, field-tested innovations in rural development across regions.

Tailor-made to each client, and thematically structured around specific learning objectives, the Routes promote experiential exchange and interaction, through which local people become trainers for their peers.

Since 2006, **Procasur** and its partners have implemented over 100 Learning Routes in 30 countries in Latin America and the Caribbean, Africa, and Asia, helping more than 2000 "rutereros" of almost 50 nationalities to share and learn. Originally fostering farmer-to-farmer exchanges, **Procasur** is now increasingly catering to policy-makers and contributing to scaling-up successful public policies.



- Our **Learning Territories** offer more in-depth training to improve practical skills in rural development. Learning Territories are defined as hotspots for innovations that have proven to be relevant for development.

Within a period of 7 to 15 days, farmers, leaders of rural associations and microenterprises, technical teams for development projects, policy-makers, government authorities and other practitioners come together and bring innovative solutions to bear on real-life problems.

Rooted in years of local experience, this hands-on training is pedagogically facilitated by men, women, youth, communities and organizations that have implemented novel, successful solutions in diverse areas of rural development.

- Our **Technical Assistance** offers integrated solutions to manage knowledge. For those tackling issues of "how to do knowledge management in development", Procasur brings in its expertise. For example, we have worked with development project staff and grantees in helping them to document, systematize, share and scale up successful practices and experiences. The training activities and tools we use for knowledge management are customized to each client, and are suitable to capture diverse knowledge in the most remote rural, sometimes illiterate communities, as well as in more established institutions.
- Through **Actions Targeting** rural youth, we aim to improve the situation of young women and men by supporting their aspirations, and by helping them enhance their livelihoods and improve their subsistence strategies.

Our *Rural Youth Entrepreneurship* programme promotes innovations that enable youth to increase their knowledge, access assets and make their living in rural areas. For development practitioners working with rural youth, our Programme offers straightforward guidance on how to get tangible results. During 2012, we trained some 630 young rural entrepreneurs in Latin America and the Caribbean, and worked closely with several governments to include rural youth issues in public policies.

PARTNERS

The International Fund for Agricultural Development (IFAD), the Ford Foundation, the International Land Coalition (ILC), the International Development Research Centre (IDRC), and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), UN Women, the International Development Research Centre (IDRC) and the International Land Coalition (ILC) are among our main partners and clients. In addition, we cater to the knowledge needs and interests of local and national governments, and to a wide sector of NGOs and academic institutions.

Procasur's work touches the lives and livelihoods of thousands of rural talents across the globe. We believe that for those marginalized communities, knowledge truly is power, and that by fostering homegrown information exchange we can contribute to ending worldwide poverty.

Visit us at www.procasur.org.

OUR OFFICES



Latin America and the Caribbean
 Heriberto Covarrubias 21 Of. 705,
 Nuñoa, Casilla. 599.
 Santiago, Chile.
 Phone: +56 02 23416367
<http://amercalatina.procasur.org>

Africa
 Shelter Afrique Building P.O. Box
 25965 - 00100, Mamlaka Road,
 off Nyerere Road P.O. Box 25965
 - 00100, Nairobi, Kenya
 Phone: +254 (0) 20 2716036
<http://africa.procasur.org>

Asia and the Pacific
 99/1 Koolpant Ville 9
 Chiang Mai Hang Dong Road
 T. Ban Wae A. Hang Dong
 Chiang Mai 50230 Thailand.
 Phone: +66 5333 6599
<http://asia.procasur.org>



Nepveu De Villemarceau, Audrey
 Q&E memo en français
 Et voici le Q&E memo en français.
 Je vous envoie ma contribution à la section :



Facts & Figures 2013

Procasur

Harvesting Innovations, Spreading Opportunities.

<h3 style="color: #0056b3;">3</h3> <p style="color: #0056b3;">Fostering homegrown knowledge on three Continents</p>	<h3 style="color: #0056b3;">100</h3> <p style="color: #0056b3;">Implementing more than one hundred Learning Routes in 30 countries since 2006</p>	<h3 style="color: #0056b3;">1,000</h3> <p style="color: #0056b3;">Training more than one thousand local talents in knowledge sharing</p>	<h3 style="color: #0056b3;">60,000</h3> <p style="color: #0056b3;">Benefiting more than sixty thousand women and men from the implementation of innovative practices</p>
--	--	---	---



**Latin America and
the Caribbean**

Heriberto Covarrubias 21
Of. 705, Ñuñoa, Santiago, Chile
Phone: +562 3416367
www.americalatina.procasur.org

Africa

Shelter Afrique Building P.O.
Box 25965 - 00100 Mamlaka
Road, off Nyerere Road
Nairobi, Kenya
Phone: +254 (0) 20 2716036
www.africa.procasur.org

Asia Pacific

209/34 Moo 10, Chia
Mai-Hangdong Road T.Padad,
A.Muang, Chiang Mai 50000
Thailand
Phone: +66 53 272 362
www.asia.procasur.org

Procasur Corporation is a global organization specialized in harvesting and scaling-up homegrown innovations. The organization's mission is to foster local knowledge exchange to end rural poverty. By sharing innovations through customized local knowledge-management tools and methodologies, the organization connects global institutions with local talents, providing the structured learning platforms necessary to spread innovation. Procasur has facilitated learning opportunities in over 30 countries in Africa, Asia, and Latin America and the Caribbean, affecting the lives and livelihoods of thousands of rural talents across the globe.

17

Partnering and providing services to seventeen clients and donors including the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the Ford Foundation, the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the UN Women, the International Development Research Centre (IDRC) and the International Land Coalition (ILC)

<h3 style="color: #0056b3;">50</h3> <p style="color: #0056b3;">Promoting women's participation and gender equality with more than 50% women participants in Procasur's Learning Routes</p>	<h3 style="color: #0056b3;">55</h3> <p style="color: #0056b3;">Identifying and systematically analyzing more than 55 innovations and best practices in Africa since 2012</p>	<h3 style="color: #0056b3;">630</h3> <p style="color: #0056b3;">Targeting actions to more than 630 young rural women and men trained in entrepreneurship in Latin America and the Caribbean</p>
<h3 style="color: #0056b3;">750,000</h3> <p style="color: #0056b3;">More than US\$ 750,000 of direct co-financing given to rural communities and organizations</p>	<h3 style="color: #0056b3;">7</h3> <p style="color: #0056b3;">Working on seven focus areas since 2006: cultural heritage, gender, innovations for development, rural youth, rural micro-enterprises, micro- finance, natural resources and land management</p>	<h3 style="color: #0056b3;">1,000</h3> <p style="color: #0056b3;">Spreading and scaling up successful practices with more than one thousand Innovation Plans</p>

Learning Route

Tailor-made to each client, and thematically structured around specific learning objectives, the Learning Route is a capacity building tool to promote experiential exchange and interaction, through which local people become trainers to their peers. The Learning Routes promote innovative activities, technologies and approaches that can be applied in rural poverty eradication. The Learning Routes enable lesson learning, advance knowledge management with concrete results, allow the efficient dissemination of information, and inspire the scaling up of the best, field-tested innovations in rural development across regions.

Knowledge Management • Local Talents • South-South Cooperation • Impact • Knowledge Brokering

Appendice 6.6: Partenariats scientifiques potentiels

Les partenariats scientifiques pré-identifiés pourront être formalisés sous forme de conventions-cadre d'une durée moyenne de quatre ans, "activables" à travers un échange de lettres d'engagement entre le ProDAF et l'institution scientifique, avec en annexe: (i) des TDR clairement définis; (ii) un plan de travail; et (iii) un budget financé par les deux parties. Les partenaires potentiels identifiés sont:

- L'Institut national de recherches agronomiques du Niger (INRAN) et l'International Crops Research Institute in the Semi-Arid Tropics » (ICRISAT) pour le transfert/partage de technologies issues de la recherche, relevant plus particulièrement des technologies d'adaptation au changement climatique.
- Le Centre régional d'agro-hydro-météorologie (AGRHYMET) de Niamey, pour le transfert de technologies et la réalisation d'études spécifiques (prospection, capitalisation) sur des sujets touchant l'adaptation au changement climatique. Les études seront principalement menées par des étudiants de niveau Master de l'AGRHYMET et de l'Université de Niamey.
- L'Unité d'économie et de développement rural de l'ULg-Gembloux Agro Bio Tech et le Département de Géographie de l'Université Abdou Moumouni (UAM) de Niamey (partenariat tripartite). Ce partenariat consistera dans des études spécifiques (prospection, capitalisation) et dans l'analyse des impacts du ProDAF. Les études et analyses seront menées par des étudiants de l'UAM (niveaux Master et Doctorat), suivis de chercheurs seniors de l'UAM et de l'ULg. Ces travaux donneront lieu à des publications scientifiques sous la responsabilité de l'ULg.
- Consortium AGRINOVIA, basé à l'Université de Ouagadougou (Master en développement). Le partenariat consistera en: (i) la conduite de modules d'enseignement par les agents du ProDAF; et (ii) l'accueil d'étudiants du Master qui mèneront des études (prospection, capitalisation) sur les actions du Programme.
-

Appendice 7: Dispositifs de Gestion financière et de Décaissements

206. **Comité national de pilotage.** En sus de la supervision directe par le FIDA, l'organisation de la fonction financière du projet commence par la qualité du système de planification et d'approbation des activités et des budgets au niveau de l'instance de pilotage et au niveau du bailleur de fonds. Le Comité National de Pilotage (CNP) qui sera mise en place par un arrêté ministériel assure l'orientation stratégique du projet, vérifie la cohérence des orientations du projet avec les stratégies nationales et les objectifs visés par chaque composante du projet, en approuvant le PTBA. Le CP se réunira une fois par an en session ordinaire et si nécessaire en session extraordinaire, au sein de la zone d'intervention. La CENAT assurera le secrétariat du CP, sous la présidence du Ministère chargé de l'Agriculture. Le CP est présidé par le SG du Ministère de l'Agriculture et composé d'un représentant des institutions suivantes: (i) Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, (ii) Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, (iii) Ministère des Finances, (iv) Ministère de l'Environnement et de la Salubrité Urbaine, (v) Ministère de l'Elevage, (vi) Secrétariat exécutif du CNEDD, (vii) DEP/Ministère de l'Agriculture, (viii) Code Rural (ix) les représentants des Gouvernorats et des Conseils Régionaux de Maradi, Tahoua et Zinder, (x) RECA, (xi) CCIAN, (xii) les représentants du programme. Le CNP assure aussi le pilotage des projets en cours (PASADEM et Ruwanmu).

207. **Planification des activités et Plan de trésorerie.** Le calendrier d'élaboration du PTBA (Programme de Travail et Budget Annuel) de chaque année N devra être mené comme suit: démarrage du processus d'élaboration au plus tard en octobre N-1 au niveau des URGP, travail d'harmonisation et de consolidation (atelier participatif) au niveau de la CENAT et approbation par le comité national de pilotage et par le FIDA au plus tard le 15 décembre N-1. Les équipes régionales du SAF (Service Administratif et Financier) des URGP devront être pleinement associées à la préparation du PTBA, pour être en mesure d'en assurer le suivi d'une manière efficace. Une fois le PTBA approuvé, le SAF et les équipes techniques des URGP effectuent une planification détaillée des activités par trimestre, avec les procédures de passation des marchés et les décaissements prévisionnels correspondants.

208. Un plan de trésorerie sera ensuite préparé et mis à jour mensuellement par le SAF de chaque URGP sur la base de planifications trimestrielles glissantes. Les décaissements seront évalués en prenant en compte la procédure prévue par le FIDA, de l'avance sur base rapport semestriel.

209. **Mise à disposition des fonds.** La mise à disposition des fonds du FIDA et des autres bailleurs (FEM, OFID) se fera normalement au travers de « comptes désignés » (un par bailleur) libellé en Francs CFA ouvert à Niamey au nom du ProDAF dans une banque commerciale acceptable pour le FIDA et géré au niveau de la CENAT. Sur requête de la CENAT chargée entre autres, du contrôle qualité, de la cohérence et de la consolidation financière, le compte sera mouvementé et géré selon **le mécanisme des fonds renouvelables**. Les signataires de ce compte désigné sont: (i) le/la responsable administrative et financière (responsable fiduciaire) et (ii) l'un ou l'autre des deux assistants techniques nationaux senior selon leur disponibilité.

210. Cette procédure innovante permet au programme de recevoir une avance conséquente correspondant aux prévisions de dépenses de six mois du PTBA. Ces fonds feront l'objet de justification régulière et périodique des paiements (tous les trois mois, ce qui est optimal). L'appel de la seconde avance (DRF) sera fait sur base de la justification de 80% de l'avance précédente.

211. Au niveau de chaque unité régionale de gestion de projet et de la CENAT elle-même, il sera ouvert un compte d'opérations en FCFA (soit quatre au total). Chacun de ces comptes recevra les fonds des comptes désignés (un par bailleur) ouvert à Niamey sur la base d'appel de fonds par les URGP en fonction des besoins de trésorerie trimestriels. Mensuellement, il sera procédé à une

justification des dépenses par la CENAT. Les signataires des trois comptes d'opérations des URGP sont: (i) le/la responsable administrative et financière de l'URGP et (ii) le coordinateur régional ou, en son absence et par intérim, le responsable suivi-évaluation régional. Les signataires du compte d'opérations de la CENAT sont: (i) le/la responsable administrative et financière (responsable fiduciaire) et (ii) l'un ou l'autre des deux assistants techniques senior selon leur disponibilité. Le PASADEM et le Ruwanmu, utilisent de façon régulière et optimale le progiciel de gestion financière «Tompro» dans sa dernière version qui donne entière satisfaction dans la préparation des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et des reportings mensuels. La CENAT aura la responsabilité de: i) consolider les données financières, ii) monter la DRF de justification, iii) monter la DRF d'avance et iii) consolider les rapports trimestriels (rapports financiers intérimaires).

212. Le ProDAF pourra continuer à utiliser aussi le paiement direct, remboursement ou engagement spécial, telles que définies dans le « Manuel sur les décaissements de Prêts du FIDA » qui sera envoyé au projet à la date de son entrée en vigueur. Le montant de l'avance au compte désigné sera établi dans la lettre à l'emprunteur (remise au projet dès la date de son entrée en vigueur) et correspondra initialement à un plafond constituant une limite raisonnable et suffisante pour couvrir la moyenne projetée des dépenses autorisées au titre du financement pour une période d'environ six mois du PTBA. Plus particulièrement au niveau du dispositif de gestion fiduciaire, l'organisation sera la suivante:

- la CENAT: sera responsable de l'exécution de l'Accord de Financement. Les DRF (sur la base des justification de l'80% de l'avance précédente) et les paiements directs sont préparés par la CENAT et soumis pour autorisation au Ministère chargé du Plan par le canal de la Direction Générale du Plan et envoyés au FIDA à travers le circuit retenu. Le financement du projet sera justifié conformément à l'accord de financement établi entre le Gouvernement du Niger et le FIDA et entre le Gouvernement du Niger et les autres bailleurs (OFID, FEM, etc.);
- au niveau régional: chaque URGP ouvrira un compte opérationnel dans une banque commerciale pour recevoir les différents fonds destinés au financement des activités sur la base des PTBA et des rapports d'avancement semestriels. Ces comptes seront gérés par le Coordinateur régional et le RAF de l'URGP. Chaque trois mois, les pièces justificatives des dépenses sont élaborées par les URGP, envoyées directement à la CENAT qui consolidera le rapport financier du ProDAF.

213. **Contrôle interne et performance globale du projet.** Chaque URGP devra organiser en son sein une revue interne régulière des comptes analytiques et des états d'exécution budgétaire. En amont, au moment de l'initiation de chaque dépense, chaque demandeur d'un achat ou d'un service doit remplir une demande d'achat ou fiche d'expression des besoins fournissant toutes les informations sur la catégorie de dépense, la composante, la sous composante, l'activité, la zone, le ou les villages, etc. sur lesquelles la dépense va porter. Il s'agit de comptes issus d'un plan analytique qui doit être défini conjointement entre le RAF, les Responsables thématiques, le Responsable Suivi Evaluation (RSE) et le Coordonnateur. Ces demandes d'achat ou fiches d'expression des besoins, une fois complètement renseignées, doivent être visées par le Responsable concerné. La saisie sur le logiciel de comptabilité doit porter sur l'écriture de comptabilité générale et sur les ventilations analytiques correspondantes.

214. En aval, après exécution de l'activité et paiement des factures correspondantes, le SAF au niveau de l'URGP doit analyser ces grands livres analytiques et organiser un retour d'informations vers le Coordonnateur régional, les Responsables thématiques, le RSE et tous les techniciens du projet. Une revue des grands livres analytiques par ces derniers leur permettra de valider les dépenses afférentes à leurs activités. Le total de ces grands livres analytiques est reflété au niveau des états d'exécution budgétaire, qui doivent être portés mensuellement au moins, à la connaissance de chaque responsable et chargé thématique, pour ce qui le concerne. Ces Responsables doivent

élaborer un rapport d'exécution technique listant les activités menées, les objectifs atteints et expliquant la faiblesse ou la performance en termes de taux d'exécution budgétaire. Le service « Suivi-Evaluation » est chargé de vérifier mensuellement ces états pour évaluer la corrélation entre l'exécution technique (indicateurs de suivi évaluation) et l'exécution financière. Toutes les dépenses ainsi validées sont reflétées au niveau des décaissements pour constituer la DRF.

215. Préparation des DRF. Dès validation des grands livres analytiques et états d'exécution budgétaire par chaque responsable thématique, par le RAF et par le Coordonnateur Régional, les états financiers sont préparés chaque trois mois, vérifiés et envoyés à la CENAT pour consolidation. Environ chaque six mois (sur la base des justification de 80% de l'avance précédente) la CENAT prépare une DRF et la transmet au Ministère des Finances et ensuite au FIDA. Le rythme d'établissement des DRF selon le mécanisme des fonds renouvelables est établi environ chaque six mois et effectué sur la base de la justification de 80% de l'avance précédente. Le FIDA envisage aussi de tester au Niger (grâce à la performance du système interne de planification et gestion fiduciaire des projets PASADEM et Ruwanmu) la gestion et transmission informatisée des DRF sous forme de projet pilote.

216. Logiciel de gestion. Le ProDAF utilisera le logiciel TOM2PRO, déjà utilisé par les deux projets en cours d'exécution, PASADEM et PPI Ruwanmu. Il devra toutefois veiller à acquérir, chaque fois qu'elles seront disponibles et nécessaires, les dernières versions du logiciel, à le paramétrer afin de le maintenir à un niveau de fonctionnement correct et efficient, et à former son personnel sur toutes les nouveautés qui peuvent améliorer la gestion d'un projet. Un contrat d'assistance technique devra être conclu avec le fournisseur du logiciel pour l'installation et le paramétrage conformément au plan analytique du Projet. Cette assistance devra assurer la formation initiale du personnel, son recyclage régulier et la saisie du premier budget annuel (PTBA). Les carnets de formulaires d'expression des besoins pré-numérotés devront être également disponibles au démarrage des activités, avant la réception de l'avance au compte désigné.

217. Personnel administratif, comptable et financier du projet. Le personnel administratif, comptable et financier des URGP sera composé des postes suivants financés selon les modalités présentées dans l'appendice 5:

- Un(e) Responsable Administratif et Financier, qui assure la supervision de tout le Service Administratif et Financier des URGP;
- Un(e) Comptable chargé(e) de codifier les pièces comptables, assurer la comptabilisation des pièces justificatives, préparer les rapports semestriels, les DRF et DPD, établir les états financiers, etc.;
- Deux Aides-Comptables;
- Un(e) Responsable Passation des Marchés;
- Un contrôleur interne partagé entre les trois URGP (sous la supervision directe des coordinateurs régionaux).

218. Au démarrage du ProDAF, la gestion des projets FIDA en cours sera confiée au nouvel organigramme sur base régionale. Toutefois les signataires désignés conservent leurs attributions (pour le PASADEM le Responsable Administratif et Financier et le Directeur, pour le PUSADER+ et le PPI Ruwanmu, la Responsable Administrative et Financière et le Coordinateur national). Une évaluation des PTBA pour les années concernées (2015, 2016 et 2017) montre que le volume des activités restantes ne dépasse pas 16 millions de dollars EU et généreront une charge de travail pouvant ainsi être efficacement gérée par ce dispositif. Il reviendra à chaque comptable de dresser les états financiers périodiques conformément aux dispositions des accords de prêts initiaux.

219. Procédures de recrutement du personnel. Le Gouvernement du Niger et le FIDA ont convenu de valoriser – dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF - les compétences, les

connaissances et l'expertise des équipes de gestion (fiduciaire et technique) des deux projets en cours (PASADEM et Ruwanmu) dans les structures de gestion et coordination du ProDAF (les trois URGP et la CENAT), et cela grâce aussi aux résultats extrêmement positifs obtenus par les projets déjà clôturés (taux de décaissement de 95-100%, projets clôturés dans les délais prévu sans prolongation, ratings des Rapports d'Achèvement entre "satisfaisant" et "très satisfaisant", etc.) et par les projets en cours (ratings des PSR des rapports de supervision, classification "vert" du risque du portfolio Niger - entre les trois "top" programme pays au niveau de la région – par la services financiers du FIDA, etc.). Sur la base de l'évaluation annuelle de performance individuelle du personnel des projets PASADEM et Ruwanmu qui sera réalisée en début 2015 et une analyse de cohérence/pertinences des compétences/qualifications de chaque membre des équipes par rapport au nouveau organigramme du ProDAF, une réaffectation du personnel sera réalisé à travers un décret ministériel dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement du ProDAF.

220. Tout le personnel additionnel à recruter devra l'être sur concours donnant lieu à des appels publics à candidature. Pour le personnel clé à recruter, les TDR et les résultats du processus de sélection devront être validés par le FIDA. Les contrats de travail du personnel seront des contrats de salariés et leurs salaires seront alignés sur ceux des projets FIDA en cours (PASADEM et PPI-Ruwanmu), dans le souci de cohérence et de synergie entre les différents projets financés par le FIDA. Une évaluation du personnel sera réalisée annuellement sur la base des objectifs de performance assignés à chaque poste. Les résultats de ces évaluations feront l'objet de décisions positives ou négatives (sanctions) en accord avec les dispositions du manuel de procédures.

221. **Etats Financiers Annuels.** La responsabilité de la préparation des états financiers incluant les notes et annexes relève des URGP. Ces états financiers régionaux seront consolidés au niveau du Programme par la CENAT en conformité avec les principes du SYSCOHADA et avec les clauses des accords de financements.

222. L'audit des comptes du ProDAF se fait annuellement par un cabinet qualifié.

Appendice 7.1: Eléments pour les TDR de l'audit

L'auditeur devra s'assurer que:

- a. Toutes les ressources extérieures ont été employées conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b. Les acquisitions des biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, fondées sur les procédures de passation de marchés publics¹⁰³ et ont été proprement enregistrés dans les livres comptables.
- c. Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses). Il devrait exister des relations de correspondance évidentes entre les livres de compte, les rapports présentés au FIDA et les différentes pièces comptables.
- d. Les comptes désignés sont gérés conformément aux dispositions des accords de financement applicables et de l'accord de prêt.
- e. Les comptes du projet ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du SYSCOHADA et donnent une image fidèle de la situation financière à la fin de chaque exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date.
- f. La performance financière globale du projet est satisfaisante.
- g. Les actifs immobilisés sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du ProDAF ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement.
- h. Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées aux Comptes Désignés. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.

En conformité avec les normes de l'IFAD, l'auditeur devra accorder une attention particulière aux points suivants:

- ✓ *Fraude et Corruption*: conformément à la norme ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes), l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- ✓ *Lois et Règlements*: en élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité de l'unité de Coordination du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires).
- ✓ *Risques*: dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques).

L'auditeur vérifiera que les états financiers du projet ont été préparés en accord avec les principes comptables admis et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la date de clôture ainsi que les ressources et les dépenses à cette date. L'auditeur devra préparer un état de rapprochement entre les montants indiqués sous les rubriques «Fonds reçus du FIDA pour le Projet» et les montants enregistrés au titre des décaissements des différents fonds et les présenter en

¹⁰³ Dépendant de la complexité des activités de passation de marchés, l'auditeur intégrera dans son équipe, des experts techniques durant toute la durée du contrat. Dans un tel cas, l'auditeur se conformera aux dispositions de la norme ISA 620: Utilisation des travaux d'un expert. La nécessité d'utiliser les travaux d'experts devraient être portée suffisamment à l'avance à l'attention de l'emprunteur et du FIDA pour un agrément mutuel et des avis appropriés.

annexe aux états financiers du Projet. Dans le cadre de ce rapprochement, l'auditeur devrait indiquer le mode de décaissement (compte désigné, relevés de dépenses ou paiement direct).

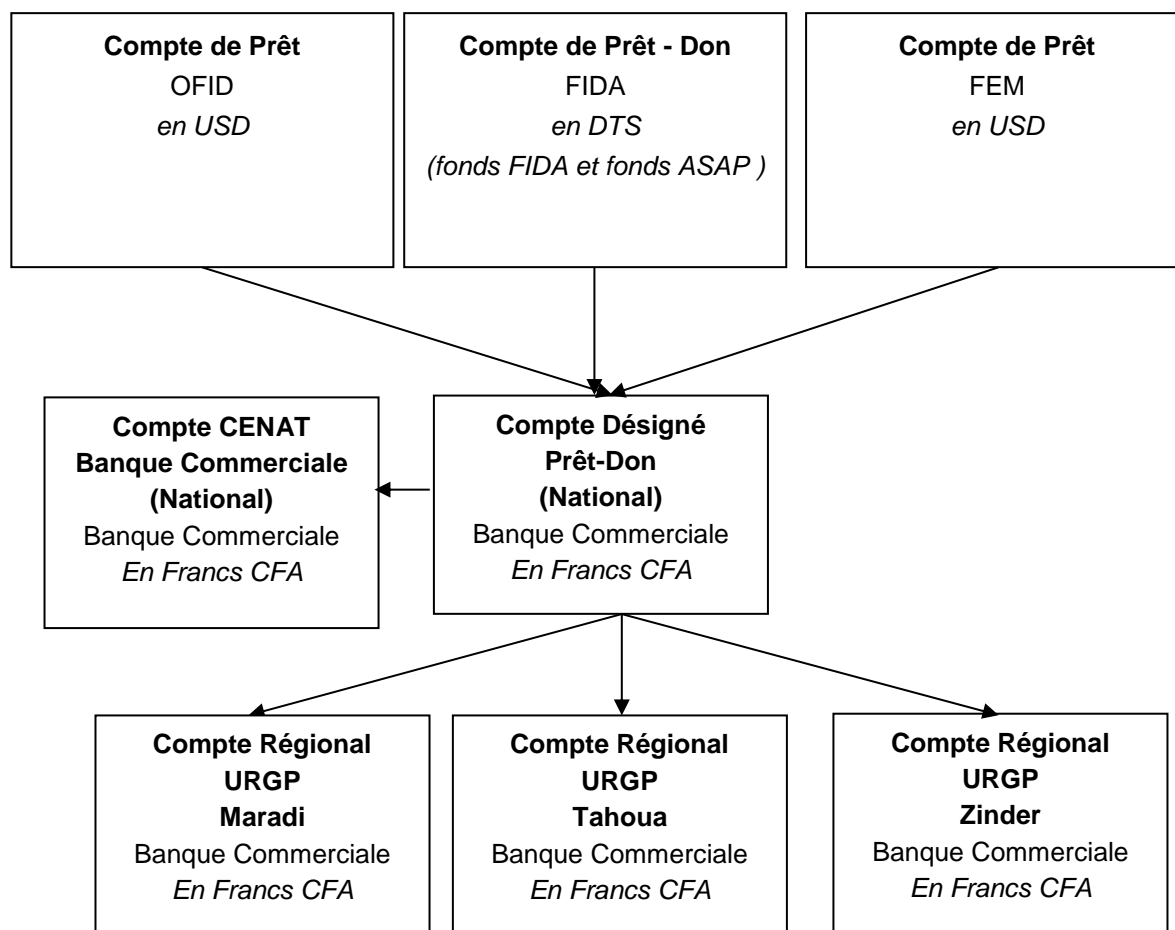
Etats certifiés des dépenses (ED). En plus de l'audit des états financiers, l'auditeur devra vérifier les états certifiés de dépenses (relevés de dépenses) utilisés comme base de demande de retraits de fonds du FIDA. L'auditeur effectuera les tests, procédures d'audits et vérification considérés nécessaires au regard des circonstances. Il sera inclus aux états financiers, une annexe de la liste des états certifiés de dépenses sur la base de demande de retraits avec les références spécifiques relatives au montant et à la numérotation séquentielle. Le total des demandes de retraits de fonds selon la procédure des états certifiés de dépenses devrait être un élément du rapprochement global des décaissements.

Comptes désignés. Dans le cadre de l'audit des états financiers du Projet, l'auditeur devra analyser les transactions des Comptes Désignés qui incluent normalement: les avances reçues des partenaires; les reconstitutions ou approvisionnements des Comptes Désignés soutenues par les demandes de retraits de fonds; les retraits relatifs aux dépenses du projet. L'auditeur examinera l'éligibilité des transactions financières couvrant la période sous revue en conformité avec les dispositions des accords de financement. Il examinera l'adéquation du système de contrôle interne en fonction du mécanisme de décaissement. Il convient de noter que les conditions de gestion des Comptes Désignés sont décrites dans l'accord de financement et la lettre à l'Emprunteur/ou au Bénéficiaire. L'auditeur examinera l'éligibilité et/ou l'exactitude: des transactions financières durant la période sous revue; des soldes des comptes à la clôture de l'exercice sous revue; de l'utilisation du Compte Désigné en accord avec l'accord de financement; de l'adéquation du contrôle interne avec le mécanisme de décaissement.

Rapport d'audit. L'auditeur émettra une opinion sur les états financiers du projet. Le rapport annuel d'audit des comptes du projet inclura un paragraphe séparé mettant en exergue les principales faiblesses de contrôle interne et les cas de non-conformité avec les termes de l'accord de financement. En plus de cette opinion, le rapport de l'auditeur devra également comprendre une opinion distinctement formulée sur le compte désigné et une autre sur les états certifiés de dépenses.

Lettre de contrôle interne. En plus du rapport d'audit sur les états financiers, l'auditeur préparera une lettre de contrôle interne; elle inclura: (a) des commentaires et observations sur les enregistrements comptables, les systèmes et contrôles examinés durant l'audit; (b) les insuffisances dans le système de contrôle interne et les recommandations pour l'amélioration de ce système; (c) le degré de conformité avec chaque engagement financier contenu dans l'accord de financement et les commentaires si nécessaire sur les problèmes externes et internes affectant cette conformité; (d) les problèmes de communication identifiés durant l'audit susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'exécution du projet; (e) les commentaires sur la résolution des anomalies et réserves; (f) les commentaires sur les recommandations non exécutées des rapports d'audit précédents; et (g) les commentaires sur toute autre anomalie que l'auditeur jugera pertinent incluant les dépenses inéligibles. La lettre de contrôle interne devra inclure les réponses du Projet sur les insuffisances relevées par l'auditeur.

Appendice 7.2: Circuits de mise à disposition des fonds



Appendice 7.3 : Evaluation des risques fiduciaires du Programme au stade de la conception¹⁰⁴

Organisme d'exécution : URGP

	Évaluation initiale du risque	Mesure d'atténuation proposée	Évaluation finale du risque
Risque inhérent			
1. Indice TI ¹⁰⁵	-	-	E/M/F
2. Note PSR ¹⁰⁶	-	-	F
Risques relatifs aux contrôles			
1. Organisation et dotation en personnel		Par ex. voir note 1	
2. Budgétisation			F
3. Flux de fonds et dispositions relatives au décaissement			F
4. Contrôles internes			F
5. Systèmes, principes et procédures comptables			
6. Rapports et suivi			F
7. Audit interne ¹⁰⁷			F
8. Audit externe ¹⁰⁸			
Risque fiduciaire du projet au stade de la conception	E/M/F		F

Commentaires/Notes
Points forts
Deux projets en cours d'exécution performants avec un risque fiduciaire inhérent faible (Note PSR 5 à 6)
Audits déposés dans les délais convenus, comptes certifiés, classé vert par CFS
Personnel de gestion financière qualifié avec une expérience pertinente en gestion exécution de projets de développement. Ce personnel a internalisé les procédures FIDA
Points faibles
Avec la régionalisation et la mise en place de trois URGP, il faudra recruter deux RAF supplémentaires avec à la clé, un renforcement de capacités
Mesures d'atténuation proposées
1 Faire un recrutement interne au sein de l'équipe de comptables qualifiés après une évaluation des capacités

¹⁰⁴ Récapitulation du QEGF.

¹⁰⁵ Voir appendice I.

¹⁰⁶ Voir appendice I.

¹⁰⁷ Le programme de renforcement des capacités du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO) comprend l'évaluation des capacités d'audit des ministères de contrepartie qui peut aussi fournir des informations utiles.

¹⁰⁸ L'impact des conclusions de l'audit externe étant couvert par le système ARTS, il n'est pas nécessaire de le reprendre dans la présente évaluation.

2
3
4
5
6

Organisme d'exécution: URGP/CENAT

	Sujet	Réponse	Observations
1.	Organisation et dotation en personnel		
	Organisme d'exécution NOTE: Dans le cas d'un organisme gouvernemental, le SGF doit tout d'abord concentrer son attention sur l'état des systèmes de GFP du pays afin d'évaluer le niveau de risques fiduciaires auquel le projet pourrait être exposé. Après avoir déterminé l'environnement de la GFP, le SGF doit descendre au niveau du projet et se concentrer sur l'organisme (les organismes) ou l'unité (les unités) qui sera (seront) responsable(s) de la gestion financière du projet.		
1.1	Quel est l'organisme APP? Quel est le statut juridique de cet organisme?		
1.2	La gestion financière du projet sera-t-elle du ressort de l'APP ou de l'UEP?	URGP	
1.3	L'organisme a-t-il exécuté précédemment un projet financé par un donateur? Dans l'affirmative, donner des précisions.	Ruwanmu et PASADEM	
	Personnel		
1.4	Quel est l'organigramme (prévu) du département de la comptabilité? Joignez l'organigramme.	Voir organigramme CENAT et URGP	
1.5	Indiquez le personnel comptable (prévu), en précisant le titre et les attributions du poste, ainsi que le niveau d'études et l'expérience professionnelle requis. Joignez les descriptions de poste et les CV du personnel comptable clé.	RAF, Comptable, Assistant comptable et Assistant Administratif	Pour chaque URGP et CENAT
1.6	Existe-t-il des descriptions de poste écrites définissant clairement les fonctions, les responsabilités, le niveau hiérarchique et le champ de compétence, du grade le plus élevé au plus bas?	Oui (voir description des postes)	
1.7	Le personnel en charge des finances et de la comptabilité est-il suffisamment qualifié et expérimenté?	Oui	

Sujet		Réponse	Observations
1.8	Le personnel en charge des finances et de la comptabilité du projet est-il suffisamment formé aux procédures du FIDA?	Oui	Sauf si recrutement externe de RAF pour les postes à pourvoir
1.9	Y a-t-il des agents contractuels parmi le personnel financier? Quelle est la durée des contrats? Indiquez les postes clés vacants et la date à laquelle il est prévu de les pourvoir.	Non	
1.10	Quelle est la politique de formation du personnel financier et comptable?	Formation interne et externe suivant plan de formation	
1.11	Est-il avéré que le personnel financier est régulièrement muté dans d'autres services gouvernementaux? Indiquez la fréquence des mutations de personnel	Non	
1.12	La fonction finances et comptabilité est-elle dotée d'un personnel suffisant?	Recrutement de 2 RAF	
2.	Budgétisation		
2.1	Qui est responsable de l'établissement et de l'approbation des budgets du projet?		PTBA approuvé par le Comité de Pilotage et ANO du FIDA en décembre 2013
2.2	Les budgets du projet sont-ils établis de façon suffisamment détaillée pour les principales activités du projet de manière à permettre le suivi de l'exécution?	Les PTBA en cours sont cohérents et conformes à l'annexe 2 des accords de financement	
2.3	Des procédures sont-elles en place pour planifier les activités du projet, recueillir des informations auprès des unités chargées de ses différentes composantes et établir les budgets?	Oui	

Sujet		Réponse	Observations
3.	Flux de fonds/Dispositions relatives au décaissement		
3.1	L'organisme d'exécution a-t-il une bonne expérience du financement des donateurs, et notamment de l'utilisation des avances temporaires et de la procédure des ED? Le personnel du projet a-t-il rencontré des problèmes concernant le fonctionnement des avances temporaires ou la procédure des ED?	Oui	
3.2	L'organisme d'exécution a-t-il l'expérience de la gestion des décaissements du FIDA ou d'autres donateurs? L'organisme a-t-il précédemment rencontré des problèmes importants dans la réception des fonds?	Oui	
3.3	L'organisme a-t-il la capacité de gérer le risque de change ou doit-il la renforcer?	N/A	
3.4	Les bénéficiaires sont-ils tenus de contribuer aux dépenses du projet? Comment le paiement des fonds de contrepartie est-il prévu? Si les fonds de contrepartie doivent être payés en nature (sous forme d'apport de main-d'œuvre), des directives appropriées ont-elles été établies pour l'enregistrement et le calcul de l'apport de main-d'œuvre?	N/A	
3.5	Le projet est-il en partie exécuté par des communautés ou des ONG? Les procédures nécessaires de reddition de comptes et de suivi sont-elles intégrées dans les systèmes de l'UEP pour lui permettre de suivre l'utilisation des fonds du projet par ces intervenants?	Oui Pour la plupart	
3.6	Décrivez les dispositions (prévues) concernant les flux de fonds du projet; joignez un organigramme et une explication des flux de fonds du FIDA, du gouvernement et des autres bailleurs.		
3.7	Dans quelle banque le compte d'avances temporaires sera-t-il ouvert?	Non encore sélectionnée	
3.8	Les dispositions (prévues) pour le virement (par le gouvernement/ministère des finances) des fonds provenant du financement à l'organisme d'exécution sont-elles satisfaisantes?	Oui par ouverture de comptes de dépôts	

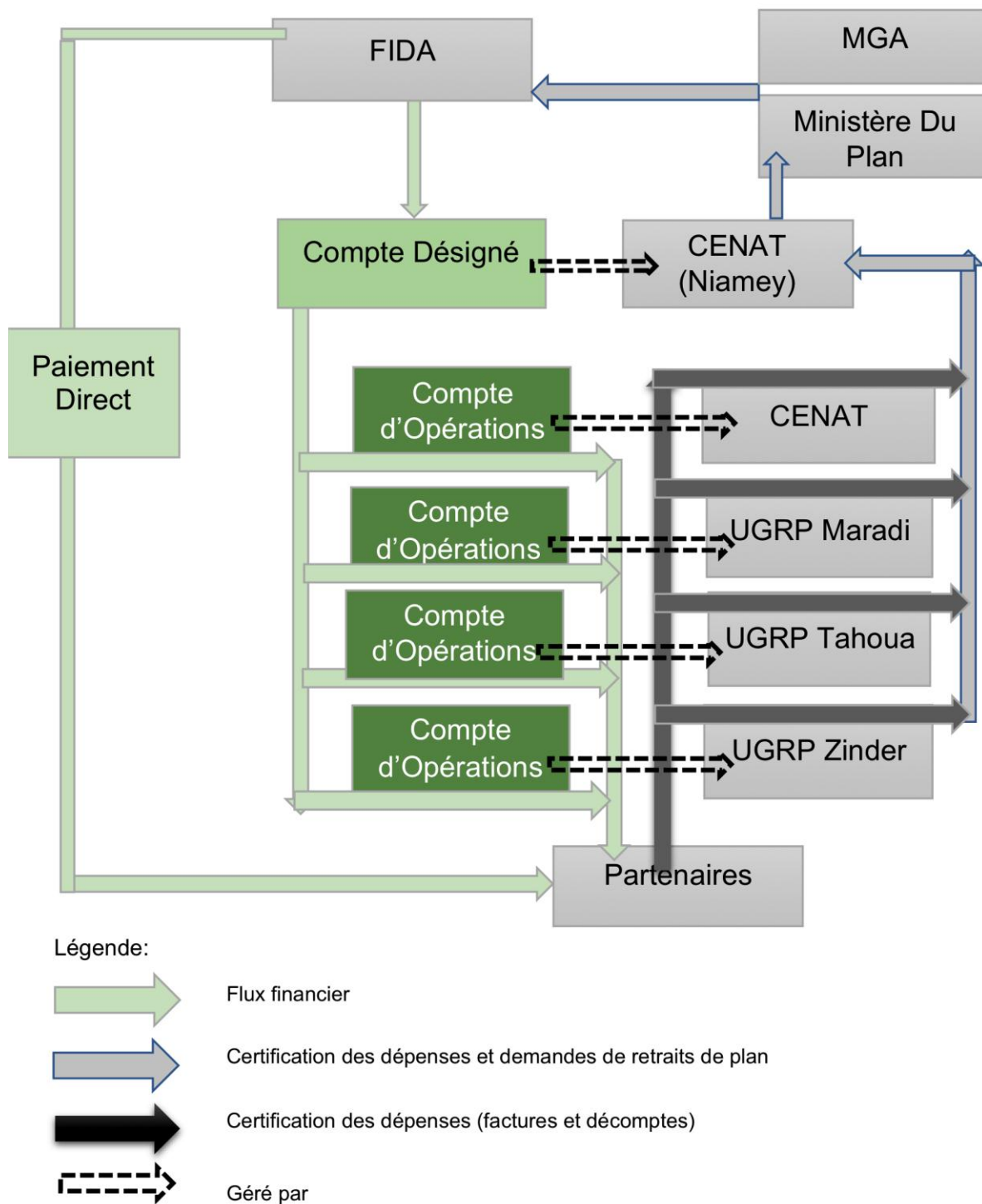
Sujet		Réponse	Observations
4.	Contrôles internes		
4.1	Séparation des fonctions – les attributions fonctionnelles suivantes sont-elles remplies par des personnes ou des unités distinctes: i) autorisation d'une opération; ii) enregistrement de l'opération; et iii) garde des actifs faisant l'objet de l'opération?	Oui à tous les niveaux	
4.2	Les fonctions de commande, de réception, d'enregistrement et de paiement des biens et services sont-elles dûment séparées?	Oui	
4.3	Les rapprochements bancaires sont-ils effectués par une personne distincte de celle qui effectue ou approuve les paiements?	Oui	
5.	Systèmes, principes et procédures comptables		
5.1	L'organisme est-il doté d'un système intégré de comptabilité permettant l'enregistrement correct des opérations financières du projet, y compris la répartition des dépenses par composante, catégorie de décaissement et origine des fonds? Le projet utilisera-t-il le système comptable de l'organisme?	Version Tom2pro	
5.2	Des contrôles sont-ils en place pour la préparation et l'approbation des opérations, assurant que toutes les opérations sont correctement exécutées et suffisamment expliquées?	Oui	
5.3	Le plan comptable permet-il de comptabiliser correctement les activités du projet et les catégories de décaissement, et d'en rendre compte?	Oui	Il existe une codification comptable analytique et budgétaire
5.4	La répartition des dépenses entre les diverses sources de financement peut-elle être faite avec précision?	Oui	
5.5	Le grand livre et les livres subsidiaires sont-ils rapprochés et équilibrés?	Oui	
5.6	Tous les documents comptables et toutes les pièces justificatives sont-ils conservés de façon permanente, dans un système défini auquel les utilisateurs autorisés peuvent avoir facilement accès?	Oui	
5.7	Quelle est la méthode de comptabilité utilisée (par exemple, caisse, exercice)?	Comptabilité d'engagement.	
5.8	Quelles sont les normes comptables appliquées?	SYSCO/OHADA	

Sujet		Réponse	Observations
5.9	Le projet est-il doté d'un manuel écrit des politiques et procédures encadrant les activités et définissant les responsabilités du personnel?	Oui.	
5.10	Existe-t-il des procédures garantissant que seules les personnes autorisées pourront modifier les principes, politiques ou procédures comptables ou en établir de nouveaux à l'usage de l'organisme?	Oui, la mise à jour du manuel fait l'objet d'une procédure écrite.	
5.11	Existe-t-il un manuel écrit des principes et procédures couvrant toutes les activités financières courantes du projet? Des manuels sont-ils distribués à tout le personnel concerné?	Oui	
Paielements			
5.12	Toutes les factures portent-elles la mention "PAYÉ"? Sont-elles datées, vérifiées, approuvées et clairement marquées pour l'imputation comptable?	Oui	
Caisse et banque			
5.13	L'organisation tient-elle un livre de caisse adéquat et à jour, où sont enregistrés toutes les recettes et tous les paiements?	Oui	
5.14	Les comptes bancaires et la caisse font-ils l'objet d'un rapprochement mensuel?	Oui	
5.15	Indiquer le nom et le titre de tous les signataires autorisés des comptes bancaires du projet.	Coordonnateur /RAF/ SE pour URGP et Responsable fin et un des ATN senior pour la CENAT.	
Protection des actifs			
5.16	Existe-t-il un système de comptabilité des actifs immobilisés, comportant un registre des actifs immobilisés pleinement opérationnel – dans le cadre d'un système comptable intégré? Le système est-il tenu à jour?	Oui	
5.17	Est-il procédé à des rapprochements physiques périodiques des actifs immobilisés et des stocks?	Oui	

Sujet		Réponse	Observations
	Divers		
5.18	Le projet a-t-il indiqué aux employés, aux bénéficiaires et à toute autre partie prenante à qui ils doivent signaler tout soupçon de fraude, gaspillage ou détournement concernant les ressources ou les biens du projet?	Oui, mais faire passer davantage.	
5.19	Les politiques et les procédures définissent-elles clairement les conflits d'intérêts et les transactions entre parties liées (réels ou apparents) et prévoient-elles des mesures destinées à protéger l'organisation?	Oui, mais pas toujours explicite.	
5.20	Existe-t-il des contrôles sur l'établissement des états de paie, et les changements apportés aux états de paie sont-ils dûment autorisés?	Oui	
6.	Rapports et suivi		
6.1	Le système de reddition de comptes doit-il être adapté pour permettre l'établissement de rapports sur les composantes du projet?	Oui	
6.2	Le projet a-t-il établi les responsabilités en matière de rapports sur la gestion financière, spécifiant quels sont les rapports exigés, et quelles doivent en être la teneur et la fréquence?	Oui	
6.3	Quelle est la fréquence de l'établissement des états financiers? Les rapports sont-ils élaborés en temps voulu pour être utiles à la prise de décisions?	Fréquence annuelle	
6.4	Les rapports financiers font-ils la comparaison entre les dépenses effectives et les allocations budgétisées et programmées?	Oui	
6.5	Les rapports financiers sont-ils produits directement par le système informatique de comptabilité, par des feuilles de calcul ou par d'autres moyens?	Oui	
6.6	(Si des états financiers consolidés sont nécessaires) Le système comptable est-il suffisamment équipé pour permettre la consolidation appropriée des données financières des organismes?	Oui, Tom2pro le permet.	
6.7	Le système de gestion financière est-il informatisé?	Oui	
6.8	Ce système est-il en mesure de produire les rapports financiers requis?	Oui	
6.9	Le personnel est-il correctement formé à la maintenance de ce système?	Oui	

Sujet		Réponse	Observations
6.10	Des systèmes adéquats de "sauvegarde" des archives financières existent-ils?	Oui	
7.	Audit interne		
7.1	L'APP est-il doté d'un service d'audit interne?	N/A	
7.2	Quelles sont les qualifications et l'expérience du personnel du service d'audit interne?		
7.3	À qui l'auditeur interne rend-il compte?		
7.4	Le service d'audit interne inscrira-t-il le projet à son programme de travail?		
7.5	Les conclusions de l'audit interne sont-elles suivies de mesures d'application?		
8.	Audit externe		
8.1	Quel est l'auditeur externe de l'organisme?	Fera l'objet de recrutement.	
8.2	L'audit externe de l'organisme subit-il des retards? Quand les rapports d'audit sont-ils publiés?	Rapports soumis dans les délais	
8.3	L'audit externe de l'organisme respecte-t-il les normes internationales d'audit?	Oui	
8.4	D'importants problèmes de responsabilité ont-ils été signalés dans les rapports d'audit des trois dernières années? Des problèmes ont-ils été constatés dans les précédents rapports d'audit concernant le fonctionnement des comptes d'avances temporaires ou l'utilisation des procédures relatives aux ED du projet?	Non	
8.5	Les comptes du projet seront-ils audités par l'auditeur de l'organisme ou par un autre auditeur?	Par un autre	
8.6	Le projet a-t-il établi un mandat acceptable pour son audit annuel?	Oui	

Appendice 7.4: Schéma des flux financiers et des pièces de justificatives



Appendice 7.5: Analyse des taux d'exécution du PTBA des projets FIDA au Niger sur 3 ans

Projet	Bailleurs	2013			2014			Projection 2015		
		Montant PTBA	Réalisation	Taux	Montant PTBA	Réalisation	Taux	Montant PTBA	Réalisation	Taux
PPI RUWANMU	FFE	1 663 050 000	876 158 710	53%	4 106 985 200	4 079 863 661	99%	3 566 367 262	3 566 367 262	100%
	PRÊT FIDA	173 000 000	-	0%	325 250 000	169 659 131	52%	710 850 875	710 850 875	100%
	DON FIDA	49 000 000	-	0%	536 500 000	455 071 021	85%	41 898 000	41 898 000	100%
	TOTAL	1 885 050 000	876 158 710	46%	4 968 735 200	4 704 593 813	95%	4 319 116 137	4 319 116 137	100%
PUSADER	DON FIDA	816 792 990	643 812 448	79%	72 457 954	72 457 954	100%			
	PRÊT FIDA	816 792 990	643 812 452	79%	72 457 956	72 457 956	100%			
	OFID	2 992 369 300	1 998 259 093	67%	809 098 857	809 098 857	100%			
	TOTAL	4 625 955 280	3 285 883 993	71%	954 014 767	954 014 767	100%			
PUSADER PLUS	OFID	-						1 498 475 000	1 498 475 000	100%
	TOTAL							1 498 475 000	1 498 475 000	100%
IRDAR RCI	DON FIDA	1 351 248 317	1 224 288 311	91%	52 879 915	52 879 915	100%			
	PRÊT FIDA	1 351 248 317	1 224 288 312	91%	52 879 920	52 879 920	100%			
	TOTAL	2 702 496 633	2 448 576 623	91%	105 759 835	105 759 835	100%			
PASADEM	Prêt FIDA	2 333 099 000	2 222 729 000	95%	3 483 859 000	3 359 600 000	96%	3 790 000 000	3 790 000 000	100%
PASADEM	DON FEM	423 196 000	408 040 000	96%	1 207 749 000	1 205 500 000	100%	354 222 000	354 222 000	100%
PPILDA(cloture)		682 551	678 495	99%						
	TOTAL	2 756 977 551	2 631 447 495	95%	4 691 608 000	4 565 100 000	97%	4 144 222 000	4 144 222 000	100%
Total Général		11 970 479 464	9 242 066 821	77%	10 720 117 802	10 329 468 415	96%	9 961 813 137	9 961 813 137	100%

Appendice 7.6: Situation de décaissements par bailleur

Bailleurs	Montant alloué	Réalisation Financière 2013	Réalisation Financière 2014	Programmation 2015	Montant Total de Réalisation en fin 2015	Taux de réalisation au 31 décembre 2015
PPI RUWANMU/PRÊT FFE n°L-E-14-NE	9 183 398 000	876 158 710	4 079 863 661	3 566 367 262	7 646 230 923	83%
PPI RUWANMU/PRÊT FIDA n°L-I-877-NE	889 766 014		169 659 131	710 850 875	880 510 006	99%
PPI RUWANMU/DON FIDAn°G-I-C-1390-NE	498 116 852		455 071 021	41 898 000	496 969 021	100%
PUSADER /Prêt FIDA n°821-NE	3 202 482 783	643 812 448	72 457 954	-	3 054 437 082	95%
PUSADER/Don FIDA n°DSF 8068-NE	3 159 667 835	643 812 452	72 457 956	-	3 054 437 080	97%
PUSADER/Prêt OFID n°1381P	3 109 530 945	1 998 259 093	809 098 857	-	2 963 637 757	95%
IRDAR-RCI/ Prêt n°762 et Don n°DSF 8024	4 143 686 466	1 224 288 311	52 879 915	-	3 855 097 043	93%
IRDAR-RCI/Don n°DSF 8024	4 143 686 466	1 224 288 312	52 879 920	-	3 855 097 043	93%
PUSADER +	2 996 950 000	-		1 498 475 000	1 498 475 000	50%
PRÊT FIDA n°L-I-853-NE/ PASADEM	11 031 942 203	2 222 728 783	3 359 600 000	3 792 935 000	9 375 263 783	85%
DON FEM FSP 15-NE PASADEM	1 927 000 000	428 040 000	1 122 216 000	350 900 000	1 901 156 000	99%
Total	44 286 227 564	9 261 388 109	10 246 184 415	9 961 426 137	38 581 310 738	87%

Appendice 8: Passation des marchés

I. PRESENTATION SOMMAIRE DU SYSTEME DES MARCHÉS PUBLICS AU NIGER

1. L'actuel système des marchés publics du Niger est porté par la loi N°2011/037 du 28 octobre 2011, portant principes généraux, contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de Service public au NIGER. Cette loi transpose dans la législation interne du pays les Directives N° 004/2005 et 005/2005 de l'UEMOA¹⁰⁹, relatives aux marchés publics et délégations de service public. Le système est dynamique et mis à jour périodiquement pour prendre en compte l'évolution et les difficultés notées dans sa mise en œuvre. Ce système fonctionne et répond globalement aux principes fondamentaux des marchés publics, notamment en termes de transparence et d'économie.
2. Il est basé sur des bonnes pratiques internationales, de séparation des fonctions de régulation, de contrôle et d'exécution. Les textes régissant les organes de régulation et de contrôle leur confèrent suffisamment d'indépendance dans le cadre de leur fonctionnement. En particulier, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est une autorité administrative autonome et tripartite (Secteur Public, Secteur Privé, Société Civile). Le Champ d'application du Code couvre l'ensemble des acheteurs publics. La planification est préconisée avec l'obligation pour les autorités contractantes de procéder à une publication d'un avis général de publicité, préalablement à la mise en œuvre de toute opération spécifique d'acquisition. L'appel d'offres ouvert est le mode de passation de marchés par défaut. Toutefois, un léger réaménagement lui a été apporté pour coller à la réalité du terrain pour ainsi raccourcir les délais de passation de marchés trop longs avec comme corollaire des taux de consommations des crédits sur la période antérieure récente. Ainsi pour tout montant inférieur à 50, 20 et 5 millions pour l'Etat, les communes urbaines d'une part et les communes rurales, de l'autre, une procédure simple de trois pro-forma est juste requise. Au-delà et jusqu'à 55 millions, la consultation de trois fournisseurs, est juste nécessaire.
3. Au stade de passation de marché, les candidats et soumissionnaires disposent d'une possibilité de recours non juridictionnel suspensif de la procédure auprès d'un organisme indépendant, le Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP. Ce recours concerne toutes les étapes de la passation de marché.
4. Trois (3) dossiers types d'appel d'offres, dont deux comprennent respectivement un dossier type de pré qualification et un dossier type de présélection, établis sous la responsabilité de l'ARMP, sont mis à la disposition des acheteurs publics. Ces dossiers types, dont l'utilisation est obligatoire, ont été adoptés par arrêté. Ils ont été adaptés des documents préparés par les banques multilatérales de développement et institutions financières internationales.
5. Le contrôle a priori des procédures de passation de marchés est exercé par la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers (DGCMP/EF) instituée par le Décret N°2014-070/ PRN/MF du 12/2/2014.
6. Elle s'appuie sur des organes déconcentrés qui sont compétents pour le contrôle de tous les marchés passés au niveau régional. Nonobstant les contrôles et vérifications exercés par les corps de contrôle d'Etat, la passation et l'exécution des marchés publics doivent en principe faire l'objet d'audits et d'enquêtes périodiques conduits sous la responsabilité de l'ARMP.
7. Cependant, et nonobstant l'adoption du décret N°214/127/PRN/PM du 26 février 2014 déterminant les fautes et sanctions applicables en matière de marchés publics et délégations de service public quelques faiblesses subsistent dans le système, liées à des lacunes dans le contrôle, des conditions de recours à certaines méthodes de passation de marchés de nature à affecter la

¹⁰⁹ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

transparence des procédures, l'absence d'un dispositif d'éthique formel permettant une prise en charge efficace des questions de conflits d'intérêts, de manœuvres frauduleuses et de corruption, et l'existence dans les dossiers d'appel d'offres de quelques dispositions non conformes aux bonnes pratiques internationales (Possibilité d'utilisation d'un système de notation dans les DAO pour travaux et fournitures et d'ouverture en deux temps des offres pour des marchés de fournitures).

II. LES SEUILS DE PASSATION DE MARCHÉ

8. L'arrêté N° 037/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014, fixe les seuils de passation de marchés de l'Etat, des établissements publics, des sociétés d'Etat et des sociétés à participation publique majoritaire d'une part, et des collectivités territoriales ou locales, d'autre part.

9. En ce qui concerne l'Etat, des établissements publics, des sociétés d'Etat et des sociétés à participation publique majoritaire, les Villes et les Communes Urbaines, d'autre part, le seuil d'obligation de passer un contrat soumis aux formalités d'enregistrement et au paiement des frais forfaitaires d'adjudication des marchés publics est fixé à 10 millions FCFA. Le texte prévoit les achats sur simple facture pour les montants inférieurs ci-après:

- i. d'un montant inférieur à 50.000.000 FCFA HT réalisé par l'Etat;
- ii. d'un montant inférieur à 20.000.000 FCFA HT réalisé par les Etablissements Publics, les Sociétés d'Etat, sociétés à participation publique majoritaire, les Villes et les Communes Urbaines;
- iii. d'un montant inférieur à 5.000.000 FCFA HT réalisé par les Communes Rurales.

10. Toutefois les achats sur factures sont effectués sur comparaison d'au moins 3 pro-forma ou demandes de proposition en se reportant à un référentiel des prix agréé par le Ministre Chargé des Finances.

11. Les avantages liés à ces nouveaux seuils sont qu'ils permettent i) de raccourcir les délais réglementaires de passation des marchés pour au moins deux mois par rapport aux délais antérieurs, pour tous les achats dont le montant est inférieur à 55 millions; ii) de passer avec une efficience certaine, l'intégralité des marchés au niveau régional; iii) l'enregistrement de tous les contrats dans un délai de 10 jours avec un montant forfaitaire de 50 000F CFA pour les dépenses relatives à l'exécution des prêts et Dons relevant d'accords internationaux. A ce montant, il faut ajouter 1% du marché à verser à l'ARMP.

12. Toutefois, il convient de noter que pour le moment, l'enregistrement de ces dits marchés, se fait uniquement à Niamey.

Tableau 1: Seuils d'application des méthodes de passation

	Etat, Etablissements publics, Sociétés d'Etat et Sociétés d'économie mixte			A-Collectivités territoriales et locales B- Communes rurales		
	TVX	F. & S.C	P.I	TVX	F. & S.C	P.I
Comparaison de 3 factures	M<50	M<50	M<50	A) M<20 B) M< 5	A)M<20 B)M<5	A) M<20 B) M<5
Consultation 3 fournisseurs	50<M<55	50<M<50	50<M<55	A)20<M<25 B)5<M<10	A)20<M<25 B)5<M<10	A)20<M<25 B)5<M<10
AO	M>55	M>55	M>55	M >55	M >55	M>55
AOI (1)	M>=200 000 USD	M>=100 000 USD	M>100 000 USD			
Abréviations - TVX: Travaux; F. & S.C.: Fournitures et services courants; F: Fournitures; S.C.: Services courants; P.I.: Prestations intellectuelles; AOR: Appel d'offres restreint; AOO: Appel d'offres ouvert; M: Montant prévisionnel du marché						

NB: Tout marché dont le montant est supérieur ou égal à 500 millions, fera l'objet d'une communication au Conseil des Ministres après attribution.

Pour l'AOI, les seuils de revue a priori sont conformes à la lettre à l'emprunteur du FIDA

III. PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS

13. Le Plan de passation de marchés (PPM) sera établi conformément au modèle national, en prenant soin d'y ajouter les revues préalables du FIDA. En ce qui concerne les Travaux, Fournitures et Services courants, toutes les acquisitions dont les montants prévisionnels sont égaux ou supérieurs à l'équivalent de 60.000 USD seront préalablement inscrites dans le PPM, alors que les dépenses inférieures peuvent être inscrites uniquement dans le PTBA. Tous les marchés de prestations intellectuelles seront quant à eux inscrits dans le PPM.

14. Le PPM et toutes les modifications qui y seront apportées en cours d'exécution seront publiés dans le Journal des Marchés publics édité sous la responsabilité de l'Agence de régulation des Marchés publics (ARMP), dans un journal local de large diffusion et, éventuellement, sur le site Web de l'ARMP (www.arpmp-niger.org). Le projet de PPM soumis au FIDA comportera les montants estimatifs de chacune des activités prévues. Cependant, conformément aux procédures nationales, ces montants ne figureront pas sur le PPM publié sur les supports précités.

LES SEUILS DE REVUE PREALABLE DU FIDA

- i. les attributions de marchés de biens et de services courants dont les montants estimatifs sont supérieurs ou égaux à l'équivalent de 50 000 USD seront soumises à un examen préalable du FIDA;
 - ii. les attributions de marchés de travaux dont les montants estimatifs sont supérieurs ou égaux à l'équivalent de 100 000 USD seront soumises à un examen préalable du FIDA;
 - iii. les attributions de marchés de prestations intellectuelles dont les montants estimatifs sont supérieurs ou égaux à l'équivalent de 20 000 USD pour des firmes et 10 000 USD pour des consultants individuels seront soumises à un examen préalable du FIDA.
15. Tous les marchés à passer par appel d'offres restreint et par la procédure d'entente directe seront soumises à un examen préalable du FIDA. Toutefois, il convient de remarquer que les seuils de revue à priori du FIDA, sont en deçà des seuils fixés par les nouvelles dispositions de l'arrêté N° 37 du 21 janvier 2014. Aussi, la notion d'Appel d'Offres International n'est plus à l'ordre du jour au Niger. Elle est laissée à l'appréciation des RPM qui peut juger de la pertinence, en raison de la spécificité ou même de la nature du matériel ou du service à acquérir.
16. L'alignement des taux de revue à priori du FIDA avec les seuils fixés par les dispositions nationales de passation de marchés au Niger, permettrait de raccourcir les délais de passation de passation des marchés.

Appendice 8.1: Plan de passation pour services consultants 18 mois

Seuils de revue *a priori* par le FIDA

Firmes: 20 USD
Consultants individuels: 10 000 USD
Contrats de gré à gré: Tous

Seuils de publication internationale de l'AMI: 100 000 USD

Pays: Niger

Ministère: Ministère de l'Agriculture

Projet/Programme: Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)

N° Convention de financement:

N°	Objet du marché	Coût prévisionnel (USD)	Méthode de sélection	Revue par le FIDA	Date probable de lancement de la procédure	Structure responsable	Commentaires
Composante 1 – Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation							

1 AMI: Appel à manifestations d'intérêt

2 CI: Consultant Individuel

3 Gré à gré avec les DRH

4 Avec ONG spécialisée ou services départementaux en fonction des capacités

5 Gré à gré avec la FAO

6 Contrat gré à gré avec le RECA

7 Avec l'ONG du réseau MMD

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 8: Passation des marchés

PLAN PASSATION DES MARCHES PRODAF DE JUILLET 2015 A DECEMBRE 2016 (REGION DE MARADI)														
Imputation budgetaire	Activités prévues au financement du Projet/Programme		Coût en (F CFA)		Dossier d'Appel d'Offres (DAO)	Avis de Conformité	Avis de non objection	Lancement DAO et Réception des offres		PV évaluation des offres et adjudication				
				Méthode de passation	Date debut preparation	Date obtention Avis de Conformité (AC)	Date ANO pour lancement	Publication/Consultation	Date reception des Offres	Date sign rapport d'évaluation experts	Date recep Avis de Conformité	Date recep NO du FIDA	Notification aux soumissionnaires	Signature du Marché
Travaux	Récupération des terres dégradées en amont du bassin versant		72 000 000	AON	Aout 2015			1-oct.-15		Decembre 2015			1-janv.-16	
Etudes	Conception du système de suivi environnemental		500 000 000	AOI	1-janv.-16			1-mars-16		1-juin-16			1-juil.-16	
Travaux	Mise en œuvre système de suivi environnemental		64 000 000	AON	1-mars-16			1-avr.-16		1-oct.-16			1-nov.-16	
Travaux	Fixation des dunes (mares et cuvettes)		23 200 000	CF	Fevrier 2016			1-mars-16		1-juin-16			1-juil.-16	
Travaux	Travaux de construction de mini barrages		424 000 000	AOI	1-sept.-15			1-nov.-15		Fevrier 2016			1-mars-16	
Travaux	Travaux de construction de seuils type 1		420 000 000	AOI	1-mars-16			1-mai-16		1-juil.-16			Aout 2016	
Travaux	Travaux de construction de seuils type 2 en série		144 000 000	AON	1-mars-16			1-mai-16		1-juil.-16			Aout 2016	
Travaux	Travaux de construction des marchés		597 600 000	AOI	1-janv.-16			1-mars-16		1-juil.-16			Aout 2016	
Travaux	Travaux de construction des centres de collectes		360 000 000	AOI	1-oct.-15			1-nov.-15		Fevrier 2016			1-mars-16	
Etudes	Etudes pour nouveau piste		26 400 000	SQC	1-nov.-15			Decembre 2015		1-janv.-16			Fevrier 2016	
Etudes	Contrôle des travaux pour les nouveaux pistes		39 600 000	SQC	1-mars-16			1-avr.-16		1-juil.-16			Aout 2016	
Travaux	Travaux de construction des pistes		540 000 000	AOI	1-juin-16			Aout 2016		1-sept.-16			1-oct.-16	
	AOIN: Appel d'offres International AON: Appel d'Offres National ED: Entente Directe CF: Consultation de Fournisseurs APP: Procédure produit primaire													

PLAN PASSATION DES MARCHES PRODAF DE JUIN 2015 A DECEMBRE 2016 (REGION DE ZINDER)												
Imputation budgetaire	Activités prévues au financement du Projet/Programme	Coût en (F CFA)	Méthode de passation	Dossier d'Appel d'Offres (DAO)	Avis de Conformité	Avis de non objection	lancement DAO et Réception des offres		PV (Ouverture; evaluation des ofres et adjudication			
				Phase de preparation			Publication/Consul tation	Date reception des Offres	Analyse et Adjudication		Notification aux soumissionnaires	Signature du Marché
Travaux	Récupération des terres dégradées en amont du bassin versant	71 280 000	AON	Juillet -Août 2015			1-oct.-15		Decembre 2015		1-janv.-16	
Travaux	Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	31 920 000	CF	1-janv.-16			1-mars-16		1-juin-16		1-juil.-16	
Travaux	Fixation des dunes (mares et cuvettes)	40 000 000	CF	1-mars-16			1-avr.-16		1-oct.-16		1-nov.-16	
Etudes	Etudes de faisabilité pour les minibarrages et les AHA	16 960 000	SQC	1-févr.-15			1-mars-16		1-juin-16		1-juil.-16	
Etudes	Etudes de faisabilité mimi barrage	19 200 000	SQC	1-sept.-15			1-nov.-15		1-févr.-16		1-mars-16	
Travaux	Travaux de construction de seuils type 1 mimi barrage	300 000 000	AOI	1-mars-16			1-mai-16		1-juil.-16		1-août-15	
Etude	Contrôle des travaux mimi barrage	18 000 000	SQC	1-mars-16			1-mai-16		1-juil.-16		1-août-15	
Fourniture	Kits caprins	42 000 000	APP	1-janv.-16			1-mars-16		1-juil.-16		1-août-15	
Etudes	Integration Participation à la dimension climique PDC	50 000 000	SQC	1-oct.-15			1-nov.-15		1-févr.-15		1-mars-16	
Etudes	Elaboration Dossier marchés de demi gros	16 000 000	SQC	1-juin-15			1-juin-15		1-juil.-15		1-août-15	
Etudes	Contrôle des travaux de marche demi gros	16 600 000	SQC	1-sept.-15			1-oct.-15		1-nov.-15		1-déc.-16	
Travaux	Travaux de construction des marchés	298 000 000	AON	1-janv.-16			1-mars-16		1-juil.-16		1-août-16	
Travaux	Travaux de construction des centres de collectes	180 000 000	AON	1-oct.-15			1-nov.-15		1-févr.-16		1-mars-16	
Etudes	Etudes Elaboration dossier pistes	54 560 000	SQC	1-nov.-15			1-déc.-15		1-janv.-16		Fevrier 2016	
Etudes	Contrôle des travaux piste	14 520 000	SQC	1-mars-16			1-avr.-16		1-mai-16		15-mai-16	
Travaux	Travaux de construction des pistes	217 800 000	AON	1-juin-16			1-août-16		1-sept.-16		1-oct.-16	
	AON: Appel d'Offres National AOI: Appel d'Offres International ED: Entente Directe CF: Consultation de Fournisseurs APP: Procédure produit primaire											

Appendice 8: Passation des marchés

227

PLAN PASSATION DES MARCHES PRODAF DE JUIN 2015 A DECEMBRE 2016 (CENAT)												
Imputation budgetaire	Activités prévues au financement du Projet/Programme	Coût en (FCFA)		Dossier d'Appel d'Offres (DAO)	Avis de Conformité	Avis de non objection	lancement DAO et Réception des offres		PV évaluation des offres et adjudication			
			Méthode de passation	Phase de préparation			Publication/Consultation	Date réception des Offres	Analyse et adjudication	Notification aux soumissionnaires	Signature du Marché	
Etude	Mission d'appui par le consultant international	16 000 000	SQC	1-sept.-15			1-oct.-15		1-oct.-15		1-nov.-15	
Etudes	Assistance technique National A (Adaptation à l'Agriculture pluviale)	18 560 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National B	18 560 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National C	23 200 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Travaux	Construction et équipement du siège du RECA*	125 000 000	AON	1-août.-15			1-sept.-15		1-oct.-15		1-oct.-15	
Fourniture	Véhicule Pick-up 4x4	89 751 000	AON	1-juil.-15			1-août.-15		1-sept.-15		1-sept.-15	
Fourniture	Motos pour animatrices	68 000 000	AON	1-juil.-15			1-août.-15		1-sept.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National C (Renforcement des capacités des acteurs)	23 200 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National (volet piéistes rurales)	43 868 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National (Renforcement des structures de gestion)	77 088 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Assistance technique National (Renforcement des structures de gestion)	25 520 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Etude complète sur les échanges transfrontaliers	80 000 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-févr.-16	
Etudes	Suivi et évaluation des flux réels et comptage des camions aux postes frontières	200 000 000	SQC	1-sept.-15			1-oct.-15		1-déc.-15		1-mars-16	
Etudes	Assistance technique National (Coulis régionaux de transport)	77 000 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Fourniture	Véhicules de Direction SW/a	67 365 000	AON	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
Etudes	Audit des comptes	35 000 000	SQC	1-sept.-15			1-oct.-15		1-déc.-15		1-mars-16	
Etudes	Elaboration d'un manuel de procédure	22 000 000	SQC	1-juil.-15			1-août.-15		1-août.-15		1-sept.-15	
	AOI:Appel d'offres International											
	AON: Appel d'Offres National											
	CF: Consultation de Fournisseurs											
	APP: Procédure produit primaire											

Appendice 9: Coût et financement du programme

INTRODUCTION

1. Cette annexe porte sur l'estimation des coûts du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF), réalisée au moyen du logiciel Costab¹¹⁰. La première partie du document présente les principales hypothèses retenues concernant la date de démarrage et la durée prévisionnelle d'exécution, les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, l'évolution du taux de change, les coûts unitaires, les catégories de dépenses et la part des taxes et des devises dans les coûts totaux. La deuxième partie récapitule les résultats de l'estimation des coûts du programme par composante et par source de financement.
2. Les tableaux récapitulatifs des coûts relatifs aux nouveaux financements ainsi que les tableaux des coûts détaillés par composante et sous composante du programme sont présentés par région en appendice.

HYPOTHESES DE CALCUL DES COÛTS

A. Contexte et implications sur le calcul des coûts.

3. La formulation du ProDAF intervient dans un contexte d'harmonisation et d'intégration des opérations financées par le FIDA au Niger. En effet, le Programme d'Option Stratégique pour le Pays (COSOP) 2013-2018 du FIDA a retenu l'intégration des deux projets en cours d'exécution (PASADEM et PPI-RUWANMU) dans le nouveau programme, en plus des cofinancements par d'autres partenaires techniques et financiers. Le financement du ProDAF est ainsi constitué des financements déjà approuvés et des financements non encore approuvés. Les financements approuvés, d'un montant total estimé à 44,7 millions de dollar EU, sont composés (i) des reliquats prévisionnels du PASADEM et du PPI-RUWANMU à la date du 30 juin 2015, (ii) des ressources du Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua (PAMIRTA) financé par l'Italie et (iii) du financement mis en place par l'OFID dans le cadre du PUSADER+. Cette partie du financement du ProDAF, étant déjà approuvée par lesdits partenaires techniques et financiers, n'a pas été prise en compte dans le Costab. Elle a été toutefois ajoutée au coût du programme résultant du Costab pour estimer le coût global du programme. Le Costab n'a donc concerné que les nouveaux financements du FIDA, de l'ASAP, du FEM, des bénéficiaires et de l'Etat.

B. Durée et démarrage du programme

4. **Date de démarrage du programme.** La présentation du programme au Conseil d'Administration du FIDA est prévue en avril 2015. En tenant compte des délais pour signer les accords de financement et satisfaire les conditions d'entrée en vigueur, il est estimé que le programme pourrait démarrer ses activités en juillet 2015.
5. **Durée d'exécution du programme.** La durée d'exécution du programme est estimée à huit ans. Elle est en phase avec les durées habituelles des projets comportant des volets formation, appui technique et institutionnel et permet une appropriation adéquate des activités du programme par les bénéficiaires.

¹¹⁰ Le logiciel Costab a été développé par la Banque mondiale et est utilisé par la plupart des institutions financières internationales, dont le FIDA, pour le calcul du coût des projets.

C. Nature des coûts

6. **Présentation des coûts en TTC.** Les coûts estimés s'entendent toutes taxes comprises (TTC), c'est-à-dire qu'ils intègrent les droits et taxes à l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les taxes directes, en particulier l'impôt sur les salaires.

7. **Principe de lecture des enveloppes financières.** Le programme étant dans une certaine mesure flexible, car basé sur l'approche participative et le principe d'intervention à la demande, les coûts estimés devront être considérés comme indicatifs et présentés essentiellement en termes d'enveloppes financières par composante, sous-composante et activité. Même quand des quantités et des coûts unitaires sont précisés dans les tableaux détaillés, c'est en priorité le montant global prévu pour l'activité qui est à considérer. La planification détaillée des activités et leur mise en œuvre se feront en réponse aux demandes exprimées par les groupes cibles.

D. Provisions pour imprévus physiques

8. Les provisions pour imprévus physiques sont destinées à corriger d'éventuelles erreurs d'estimation des quantités et/ou méthodes qui seront utilisées dans la mise en œuvre du programme. Elles ont été exprimées en termes de pourcentage du coût de base et appliquées aux coûts des travaux de génie civil (mini-barrages, de seuils d'épandage, marchés de gros, centres de collecte et pistes rurales) et aux coûts de fonctionnement. Sur la base de l'expérience des projets en cours d'exécution (PASADEM et PPI-RUWANMU), il a été retenu des provisions pour imprévus physiques de 10% pour les travaux de génie civil et de 2% pour le fonctionnement.

9. Malgré la flexibilité que requière la mise en œuvre de l'approche participative, les montants des contributions du FIDA et des autres co-financiers, tels que retenus dans les conventions de financement, ne sont pas révisables. Toutefois, en ce qui concerne le financement du FIDA, la répartition des enveloppes financières entre les différentes catégories de dépenses, telle que fixée dans les conventions de financement, pourrait éventuellement être modifiée, sous réserve d'un accord préalable du FIDA et faisant suite à une demande justifiée de l'Emprunteur.

E. Provisions pour hausse des prix

10. Les provisions pour hausse des prix, communément appelées "imprévus financiers", sont destinées à couvrir l'inflation et la dévaluation du taux de change entre le Franc CFA (FCFA) et le dollar des États-Unis (USD). Elles sont prises en compte par le logiciel Costab dans les coûts totaux du programme. Leur estimation repose sur les prévisions de la Banque mondiale en ce qui concerne l'inflation au niveau international et sur les prévisions de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour ce qui est de l'inflation au niveau national.

11. Les provisions pour hausse des prix au niveau international se basent sur l'indice de la valeur des exportations des produits manufacturés de quinze pays développés et émergents vers les pays en développement et à revenus intermédiaires (« Manufactures Unit Value Index »/ MUV). Le taux retenu dans le Costab pour l'inflation au niveau international est de 2,0% l'an sur la période 2015-2023.

12. Les provisions pour hausse des prix au niveau national devraient en principe être estimées sur la base des prévisions de l'inflation relative aux acquisitions prévues dans le cadre du programme. Mais, dans la pratique, cette estimation repose plutôt sur l'inflation calculée à partir de l'indice des prix à la consommation des ménages. L'indice des prix à la consommation, publié régulièrement par l'Institut National de la Statistique (INS), fournit une approximation raisonnable de la hausse des prix au niveau national, bien que les achats du programme soient différents du panier de consommation des ménages. Sur la base de l'historique de la hausse des prix au Niger et des prévisions de la

Commission de l'UEMOA,¹¹¹ le taux retenu dans le Costab pour l'inflation au niveau national est de 3% l'an sur la période 2015-2023.

F. Evolution du taux de change

13. Le Niger faisant partie de la zone franc, la parité du FCFA est fixe par rapport à l'Euro (1 Euro = 655,957 FCFA), tant qu'une dévaluation n'est pas décidée au niveau de l'ensemble de la zone (comme ce fut le cas en 1994). Aussi, l'évolution du taux de change FCFA/US\$ reflète exactement celle entre l'Euro et le dollar des Etats-Unis. Depuis le lancement de l'Euro en janvier 1999, on a observé de grandes variations du taux de change, notamment en fonction des politiques monétaires dans les deux zones monétaires et de l'évolution des économies américaine et européenne. Mais, il reste très difficile de faire des prévisions sur l'évolution du taux de change USD/Euro comme c'est le cas pour la plupart des taux de change. La mission a jugé préférable de retenir le taux de 500 FCFA/USD dans le Costab pour toute la durée du projet.

G. Catégories des dépenses et part des taxes et des devises

14. **La catégorisation des dépenses** s'est basée sur la circulaire du FIDA relative à la standardisation des catégories de dépenses. Il est à noter que pour les reliquats des projets en cours d'exécution, les catégories de dépenses seront maintenues telles que fixées dans les accords de financement y relatifs.

15. **Droits et taxes en vigueur** La taxation prise en considération (droits de douanes, taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes) se fonde sur les régimes fiscal et douanier de l'UEMOA. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux de 18%, s'applique à la plupart des catégories de dépenses utilisées par le programme comme c'est le cas dans tous les pays membres de l'UEMOA.

16. Concernant les biens importés, ils supportent des taxes calculées sur la valeur CAF (coût, assurance et fret): droits et taxes à l'importation, redevance douanière et statistique, taxe sur la valeur ajoutée. Ces droits et taxes sont considérés pour calculer le pourcentage moyen de taxes et de devises dans le coût total pour les biens importés.

17. Conformément à sa nouvelle politique, il a été retenu que le FIDA supporte les taxes sur les coûts récurrents (salaires et fonctionnement). En revanche, les taxes sur les investissements restent à la charge du gouvernement. Le niveau de taxes dans les coûts unitaires a été évalué afin d'estimer la contrepartie financière du gouvernement correspondant aux droits et taxes devant faire l'objet d'exonération.

18. **La part des coûts en devises** a été estimée afin de calculer les provisions pour hausse des prix qui s'appliquent différemment à la partie du coût en devises et à celle en monnaie locale, en raison de la différence du taux d'inflation au niveau national par rapport au niveau international.

H. Coûts unitaires

19. Les coûts du programme ont été estimés à partir des prix en vigueur au Niger en octobre 2014. Les coûts ont été saisis dans le Costab en Francs CFA et en dollars des Etats-Unis (USD). Le détail des coûts unitaires d'investissement et de fonctionnement est présenté dans les différents documents de travail ainsi que dans les tableaux détaillés en appendice de la présente annexe. Il est à noter que les charges salariales des Unités régionales de gestion du programme (URGP) et de la Cellule nationale d'assistance technique (CENAT) sont alignées sur les grilles pratiquées par les projets en cours d'exécution. Les frais de personnel comprennent le salaire de base, les charges sociales (part employeur) ainsi que le coût d'une assurance maladie. Les coûts des véhicules et équipements sont basés sur les prix obtenus auprès des concessionnaires et fournisseurs installés à Niamey. Le coût de fonctionnement des moyens de transport couvre les frais de carburant, de lubrifiant, d'assurance et d'entretien et maintenance.

¹¹¹ Rapport de surveillance multilatérale de l'UEMOA, juin 2014.

COÛTS DU PROGRAMME

A. Coûts totaux

20. Le coût global du programme, sur une période de 8 ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, est évalué à 103,6 milliards de FCFA, équivalent à 207,2 millions de dollars EU. Il est constitué d'un coût de 22,3 milliards de FCFA (44,7 millions de dollars EU) couvert par des financements déjà approuvés et de 81,3 milliards de FCFA (162,5 millions de dollars EU) à couvrir par de nouveaux financements.

21. Le coût de 162,5 millions de dollars EU à couvrir par de nouveaux financements est constitué d'un coût de base de 142,7 millions de dollars EU et des provisions pour imprévus physiques et financiers d'un montant total de 19,8 millions de dollars EU (12%). Les taxes y sont incluses pour un montant de 18,6 millions de dollars EU (12%) et le montant de la part du coût en devises s'établit à 46,0 millions de dollars EU (28%).

B. Coûts par composante

22. Le coût estimatif global du programme se répartit de la façon indicative suivante:

23. **Composante 1** : Amélioration de l'agriculture familiale durable pour 103,5 millions de dollars EU (49,9%) dont, (i) sous-composante 1.1 - aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques pour 76,6 millions de dollars EU (37,0%), (ii) sous composante 1.2 - renforcement des capacités des acteurs ruraux pour 19,7 millions de dollars EU (9,5%) et (iii) sous-composante 1.3 – leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle pour 7,2 millions de dollars EU (3,5%).

24. **Composante 2** : Accès aux marchés pour 78,3 millions de dollars EU (37,8%) dont, (i) sous-composante 2.1 - aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation pour 61,1 millions de dollars EU (29,5%), (ii) sous-composante 2.2 - modes de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs économiques pour 13,3 millions de dollars EU (6,4%) et, (iii) sous-composante 2.3 - intégration régionale des échanges pour 3,9 millions de dollars EU (1,9%).

25. **Composante 3**: Gestion et coordination du programme, suivi évaluation et gestion des savoirs pour 25,5 millions de dollars EU (12,3%) y compris un montant de 5,4 millions équivalent à 3% des composantes techniques pour financer le suivi-évaluation et la gestion des savoirs.

26. La répartition par composante du coût relatif aux nouveaux financements (162,5 millions de dollars EU) se présente comme suit :

Tableau 1 : Répartition par composante du coût relatif aux nouveaux financements

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Components Project Cost Summary	(FCFA Million)			(USD '000)			%	% Total
							Foreign	Base
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Exchange	Costs
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable								
1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques	22,198.3	8,975.1	31,173.5	44,396.7	17,950.3	62,347.0	29	44
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	3,870.6	2,818.1	6,688.7	7,741.2	5,636.1	13,377.4	42	9
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	2,234.4	637.3	2,871.7	4,468.8	1,274.5	5,743.4	22	4
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	28,303.4	12,430.5	40,733.8	56,606.8	24,860.9	81,467.7	31	57
B. Accès aux Marchés								
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	11,411.2	5,395.5	16,806.7	22,822.5	10,791.0	33,613.4	32	24
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Econ	2,827.5	880.1	3,707.6	5,655.0	1,760.2	7,415.2	24	5
3. Intégration Régionale des Echanges	1,462.2	321.3	1,783.5	2,924.3	642.6	3,566.9	18	2
Subtotal Accès aux Marchés	15,700.9	6,596.9	22,297.8	31,401.8	13,193.8	44,595.6	30	31
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi/Evaluation et Gestion des Savoirs	6,930.2	1,401.6	8,331.8	13,860.3	2,803.2	16,663.5	17	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

27. La répartition par catégorie de dépenses du coût relatif aux nouveaux financements (162,5 millions de dollars EU) se présente comme suit :

Tableau 2 : Répartition par catégorie de dépenses du coût relatif aux nouveaux financements

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale								
Expenditure Accounts Project Cost Summary	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
I. Investment Costs								
A. TRAVAUX	16,941.1	11,198.1	28,139.2	33,882.1	22,396.3	56,278.4	40	39
B. VEHICLES	1,142.6	756.1	1,898.7	2,285.2	1,512.1	3,797.3	40	3
C. EQUIPEMENTS & MATERIELS	827.2	547.3	1,374.5	1,654.4	1,094.7	2,749.1	40	2
D. FORMATIONS	1,141.3	1,132.3	2,273.7	2,282.7	2,264.7	4,547.4	50	3
E. CONSULTATIONS	9,391.5	32.6	9,424.2	18,783.0	65.3	18,848.3	-	13
F. BIENS & SERVICES & INTRANTS	6,408.4	6,346.2	12,754.5	12,816.8	12,692.3	25,509.1	50	18
G. DONS & SUBVENTIONS	7,230.2	-	7,230.2	14,460.3	-	14,460.3	-	10
Total Investment Costs	43,082.2	20,012.7	63,094.9	86,164.5	40,025.4	126,189.8	32	88
II. Recurrent Costs								
A. SALAIRES & INDEMNITES	6,872.1	-	6,872.1	13,744.3	-	13,744.3	-	10
B. COUTS DE FONCTIONNEMENT	980.1	416.3	1,396.4	1,960.1	832.6	2,792.7	30	2
Total Recurrent Costs	7,852.2	416.3	8,268.5	15,704.4	832.6	16,537.0	5	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

C. Financement du programme

28. Le ProDAF sera financé à hauteur de 207,2 millions de dollars EU par : i) FIDA dont reliquat PASADEM/PPI-RUWANMU (10,5 millions de dollars EU, soit 5,1%), SAP (Système d'Allocation basé sur la Performance) 2013-2015 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%), SAP 2016-2018 (48,5 millions de dollars EU, soit 23,4%), ASAP (13,0 millions de dollars EU, soit 6,3%), FEM (8,0 millions de dollars EU, soit 3,9%), OFID (6,0 millions de dollars EU, soit 2,9%) ; ii) Coopération Italienne/DGCS (28,2 millions de dollars EU, soit 13,6%), iii) Gouvernement du Niger (33,4 millions de dollars EU, soit 16,1%, dont 18,6 millions de dollars EU sous forme d'exonération de taxes et 14,8 millions de dollars EU d'apport de fonds) et iv) bénéficiaires (11,1 millions de dollars EU, soit 5,4%).

Tableau 3 : Plan de financement par composante – y compris tous les financements

Components by Financiers
(USD' million)

	FIDA			FIDA			DGCS Italie	BENEF	GOVT		Total	
	RELIQUAT PASADEM + RUWANMU	PBA 13/15	PBA 16/18	ASAP	FEM *	OFID PUSADER +			Montant HT	Montant TTC	Montant	%
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable												
1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques	5	15.8	15.7	10.1	7.1	-	-	9.7	6.3	13.2	76.6	37.0%
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	2.1	6.2	6.2	1.4	-	-	2.9	0.1	-	0.8	19.7	9.5%
3. Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle		2.8	2.8	-	-	-	0.8	-	-	0.8	7.2	3.5%
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	7.1	24.8	24.8	11.5	7.1	-	3.7	9.9	6.3	14.7	103.5	49.9%
B. Accès aux Marchés												
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plates-formes de commercialisation	1.6	12.7	12.7	-	-	6.0	14.5	-	7.6	13.7	61.1	29.5%
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Economiques	0.5	3.3	3.3	-	-	-	4.5	1.3	-	0.5	13.3	6.4%
3. Intégration Régionale des Echanges	-	1.7	1.7	-	-	-	-	-	-	0.5	3.9	1.9%
Subtotal Accès aux Marchés	2.1	17.7	17.7	-	-	6.0	19.0	1.3	7.6	14.6	78.3	37.8%
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi évaluation et gestion des savoirs	1.3	6.1	6.1	1.5	1.0	-	5.5	-	0.9	4.0	25.5	12.3%
Total PROJECT COSTS	10.5	48.5	48.5	13.0	8.0	6.0	28.2	11.1	14.8	33.4	207.2	100.0%
	5.1%	23.4%	23.4%	6.3%	3.9%	2.9%	13.6%	5.4%	7.1%	16.1%	100.0%	

* Proposition de financement qui reste à confirmer

Appendice 9.1 : Tableaux récapitulatifs des coûts relatifs aux nouveaux financements

Tableau 1 : Coûts par composante

République du Niger								
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale								
Components Project Cost Summary								
	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable								
1. Aménagements Structurants et Productifs Résiliants aux Risques Climatiques	22,198.3	8,975.1	31,173.5	44,396.7	17,950.3	62,347.0	29	44
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	3,870.6	2,818.1	6,688.7	7,741.2	5,636.1	13,377.4	42	9
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	2,234.4	637.3	2,871.7	4,468.8	1,274.5	5,743.4	22	4
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	28,303.4	12,430.5	40,733.8	56,606.8	24,860.9	81,467.7	31	57
B. Accès aux Marchés								
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	11,411.2	5,395.5	16,806.7	22,822.5	10,791.0	33,613.4	32	24
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Econ	2,827.5	880.1	3,707.6	5,655.0	1,760.2	7,415.2	24	5
3. Intégration Régionale des Echanges	1,462.2	321.3	1,783.5	2,924.3	642.6	3,566.9	18	2
Subtotal Accès aux Marchés	15,700.9	6,596.9	22,297.8	31,401.8	13,193.8	44,595.6	30	31
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi/Evaluation et Gestion des Savoirs	6,930.2	1,401.6	8,331.8	13,860.3	2,803.2	16,663.5	17	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

Tableau 2 : Coûts par catégorie de dépenses

République du Niger								
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale								
Expenditure Accounts Project Cost Summary								
	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
I. Investment Costs								
A. TRAVAUX	16,941.1	11,198.1	28,139.2	33,882.1	22,396.3	56,278.4	40	39
B. VEHICLES	1,142.6	756.1	1,898.7	2,285.2	1,512.1	3,797.3	40	3
C. EQUIPEMENTS & MATERIELS	827.2	547.3	1,374.5	1,654.4	1,094.7	2,749.1	40	2
D. FORMATIONS	1,141.3	1,132.3	2,273.7	2,282.7	2,264.7	4,547.4	50	3
E. CONSULTATIONS	9,391.5	32.6	9,424.2	18,783.0	65.3	18,848.3	-	13
F. BIENS & SERVICES & INTRANTS	6,408.4	6,346.2	12,754.5	12,816.8	12,692.3	25,509.1	50	18
G. DONS & SUBVENTIONS	7,230.2	-	7,230.2	14,460.3	-	14,460.3	-	10
Total Investment Costs	43,082.2	20,012.7	63,094.9	86,164.5	40,025.4	126,189.8	32	88
II. Recurrent Costs								
A. SALAIRES & INDEMNITES	6,872.1	-	6,872.1	13,744.3	-	13,744.3	-	10
B. COUTS DE FONCTIONNEMENT	980.1	416.3	1,396.4	1,960.1	832.6	2,792.7	30	2
Total Recurrent Costs	7,852.2	416.3	8,268.5	15,704.4	832.6	16,537.0	5	12
Total BASELINE COSTS	50,934.4	20,429.0	71,363.4	101,868.9	40,857.9	142,726.8	29	100
Physical Contingencies	1,713.7	1,128.1	2,841.8	3,427.4	2,256.3	5,683.7	40	4
Price Contingencies	5,594.7	1,459.1	7,053.7	11,189.3	2,918.2	14,107.5	21	10
Total PROJECT COSTS	58,242.8	23,016.2	81,259.0	116,485.6	46,032.4	162,518.0	28	114

Tableau 3 : Coûts par composante et par an – y compris les imprévus

République du Niger									
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale									
Project Components by Year -- Totals Including Contingencies (USD '000)									
	Totals Including Contingencies								Total
	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable									
1. Aménagements Structurants et Productifs Résiliants aux Risques Climatiques	1,095.5	8,584.4	14,901.8	20,680.9	16,221.1	8,910.0	810.8	391.0	71,595.5
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	2,448.5	1,778.7	2,132.5	1,839.0	2,015.2	1,699.7	1,676.6	1,090.5	14,680.6
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	711.9	1,230.9	1,036.7	779.5	700.6	889.9	521.9	516.7	6,388.0
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	4,255.8	11,594.0	18,071.0	23,299.3	18,937.0	11,499.5	3,009.4	1,998.2	92,664.1
B. Accès aux Marchés									
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	3,494.3	10,749.8	7,540.6	7,807.6	6,127.3	2,332.8	574.0	369.1	38,995.4
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Econ	613.9	670.5	1,899.9	1,121.6	909.7	935.6	1,177.0	961.5	8,289.8
3. Intégration Régionale des Echanges	654.8	815.5	493.0	493.2	349.5	312.4	524.5	264.9	3,907.8
Subtotal Accès aux Marchés	4,763.0	12,235.7	9,933.6	9,422.4	7,386.5	3,580.8	2,275.5	1,595.5	51,192.9
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi/Evaluation et Gestion des Savoirs	2,080.9	1,963.5	3,127.4	2,244.2	1,833.4	1,934.5	3,603.0	1,874.1	18,660.9
Total PROJECT COSTS	11,099.6	25,793.2	31,131.9	34,965.9	28,156.8	17,014.8	8,887.9	5,467.8	162,518.0

Tableau 4 : Coûts par catégorie de dépenses et par an – y compris les imprévus

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Expenditure Accounts by Years -- Totals Including Contingencies (USD '000)									
	Totals Including Contingencies								
	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs									
A. TRAVAUX	2,453.4	13,805.3	13,632.3	17,086.8	14,062.5	5,920.3	-	-	66,960.6
B. VEHICLES	304.8	63.6	1,613.5	66.8	-	-	2,174.4	-	4,223.0
C. EQUIPEMENTS & MATERIELS	971.0	120.1	1,007.4	49.5	53.1	39.7	665.3	36.8	2,943.0
D. FORMATIONS	881.7	867.0	975.5	496.9	622.2	487.3	464.1	95.3	4,890.0
E. CONSULTATIONS	2,985.8	4,128.2	3,143.2	3,473.3	2,681.3	1,762.4	1,264.6	1,270.2	20,708.9
F. BIENS & SERVICES & INTRANTS	1,365.8	4,599.4	5,172.9	5,548.0	5,127.4	3,202.4	1,582.4	1,266.3	27,864.5
G. DONNS & SUBVENTIONS	-	9.7	3,322.5	5,913.4	3,210.4	3,132.2	349.3	341.4	16,278.9
Total Investment Costs	8,962.5	23,593.2	28,867.3	32,634.6	25,756.9	14,544.3	6,500.1	3,009.9	143,868.9
II. Recurrent Costs									
A. SALAIRES & INDEMNITES	1,776.3	1,829.6	1,884.5	1,941.1	1,999.3	2,059.3	1,965.6	2,024.6	15,480.3
B. COUTS DE FONCTIONNEMENT	360.8	370.3	380.1	390.2	400.6	411.2	422.1	433.4	3,168.7
Total Recurrent Costs	2,137.1	2,200.0	2,264.7	2,331.3	2,399.8	2,470.5	2,387.8	2,458.0	18,649.0
Total PROJECT COSTS	11,099.6	25,793.2	31,131.9	34,965.9	28,156.8	17,014.8	8,887.9	5,467.8	162,518.0

Tableau 5 : Coûts par composante et source de financement

République du Niger																	
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																	
Components by Financiers																	
(USD '000)																	
	IFAD PBA 13/15		IFAD PBA 16/18		ASAP		FEM		BENEF		GOVT		Total			Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	For. Exch.		
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable																	
1. Aménagements Structurants et Productifs Résiliants aux Risques Climatiques	15,774.5	22.0	15,743.5	22.0	10,122.3	14.1	7,061.6	9.9	9,724.4	13.6	13,169.1	18.4	71,595.5	44.1	20,453.2	43,996.1	7,146.1
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	6,173.4	42.1	6,198.1	42.2	1,365.4	9.3	-	-	128.0	0.9	815.7	5.6	14,680.6	9.0	6,057.4	7,646.3	977.0
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	2,812.6	44.0	2,812.6	44.0	-	-	-	-	-	-	762.9	11.9	6,388.0	3.9	1,367.0	4,119.5	901.6
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	24,760.5	26.7	24,754.1	26.7	11,487.7	12.4	7,061.6	7.6	9,852.4	10.6	14,747.8	15.9	92,664.1	57.0	27,877.6	55,761.9	9,024.6
B. Accès aux Marchés																	
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	12,662.4	32.5	12,662.4	32.5	-	-	-	-	-	-	13,670.6	35.1	38,995.4	24.0	12,525.4	20,189.6	6,280.4
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Econo	3,267.3	39.4	3,267.3	39.4	-	-	-	-	1,286.0	15.5	469.3	5.7	8,289.8	5.1	1,890.7	5,712.0	687.1
3. Intégration Régionale des Echanges	1,720.6	44.0	1,720.6	44.0	-	-	-	-	-	-	466.6	11.9	3,907.8	2.4	689.2	2,751.9	466.6
Subtotal Accès aux Marchés	17,650.2	34.5	17,650.2	34.5	-	-	-	-	1,286.0	2.5	14,606.5	28.5	51,192.9	31.5	15,105.3	28,653.5	7,434.1
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi/Evaluation et Gestion des Savoirs	6,084.2	32.6	6,084.2	32.6	1,482.8	7.9	964.4	5.2	-	-	4,045.4	21.7	18,660.9	11.5	3,049.5	12,478.7	3,132.8
Total PROJECT COSTS	48,494.9	29.8	48,488.5	29.8	12,970.5	8.0	8,026.0	4.9	11,138.4	6.9	33,399.7	20.6	162,518.0	100.0	46,032.4	96,894.1	19,591.5

Tableau 6 : Coûts par catégorie de dépenses et source de financement

République du Niger																		
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																		
Disbursement Accounts by Financiers																		
(USD '000)																		
	IFAD PBA 13/15		IFAD PBA 16/18		ASAP		FEM		BENEF		GOVT		Total			Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	For. Exch.			
1. TRAVAUX	20,991.3	31.3	20,638.2	30.8	1,893.9	2.8	3,023.8	4.5	128.0	0.2	20,285.3	30.3	66,960.6	41.2	26,214.4	30,083.7	10,662.5	
2. VEHICLES	1,277.1	30.2	1,429.2	33.8	293.9	7.0	87.8	2.1	-	-	1,135.0	26.9	4,223.0	2.6	1,648.1	1,477.0	1,098.0	
3. EQUIPEMENTS & MATERIELS	1,000.6	34.0	1,000.6	34.0	109.1	3.7	67.5	2.3	-	-	765.2	26.0	2,943.0	1.8	1,156.8	1,021.1	765.2	
4. FORMATIONS	1,827.7	37.4	1,833.7	37.5	376.9	7.7	36.1	0.7	-	-	815.5	16.7	4,890.0	3.0	2,405.2	1,702.4	782.4	
5. CONSULTATIONS	6,930.7	33.5	6,908.7	33.4	1,693.3	8.2	500.4	2.4	-	-	4,675.8	22.6	20,708.9	12.7	68.6	17,340.7	3,299.6	
6. BIENS & SERVICES & INTRANTS	7,154.4	25.7	7,365.1	26.4	6,907.1	24.8	3,792.8	13.6	-	-	2,645.1	9.5	27,864.5	17.1	13,619.1	14,245.5	-	
7. DONNS & SUBVENTIONS	2,634.3	16.2	2,634.3	16.2	-	-	-	-	11,010.3	67.6	0.0	-	16,278.9	10.0	-	16,278.9	-	
8. SALAIRES & INDEMNITES	5,637.2	36.4	5,637.2	36.4	1,324.9	8.6	382.4	2.5	-	-	2,498.6	16.1	15,480.3	9.5	-	13,003.5	2,476.9	
9. COUTS DE FONCTIONNEMENT	1,041.4	32.9	1,041.4	32.9	371.5	11.7	135.2	4.3	-	-	579.2	18.3	3,168.7	1.9	920.2	1,741.5	507.0	
Total PROJECT COSTS	48,494.9	29.8	48,488.5	29.8	12,970.5	8.0	8,026.0	4.9	11,138.4	6.9	33,399.7	20.6	162,518.0	100.0	46,032.4	96,894.1	19,591.5	

Tableau 7 : Coûts par région

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Project Areas by Implementing Agencies (USD)					
	URGP MARADI	URGP TAHOUA	URGP ZINDER	CENAT	Total
Maradi	36,533,387.4	-	-	-	36,533,387.4
Tahoua	-	43,238,898.0	-	-	43,238,898.0
Zinder	-	-	66,128,613.8	-	66,128,613.8
Maradi-Tahoua-Zinder	-	-	-	16,617,053.2	16,617,053.2
Total PROJECT COSTS	36,533,387.4	43,238,898.0	66,128,613.8	16,617,053.2	162,517,952.3

Appendice 9.2 : Tableaux des coûts détaillés, nouveaux financements – région de Maradi

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques
Detailed Costs
Maradi

Detailed Costs		Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
Maradi		Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																							
A. Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux																							
1. Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG																							
a. Récupération des terres dégradées en amont du bassin versant	Ha	-	588	588	588	580	-	-	-	-	2 344	260,0	520	-	325,3	333,4	341,8	345,6	-	-	-	1 346,1	
b. Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	-	200	200	200	198	-	-	-	-	798	320,0	640	-	136,2	139,6	143,1	145,2	-	-	-	564,0	
c. Conception du système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-	-	1	100.000,0	200.000	104,5	107,7	-	-	-	-	-	-	212,2	
d. Mise en œuvre système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	-	-	1	1	1	1	-	-	-	4	20.000,0	40.000	-	-	43,6	44,7	45,8	47,0	-	-	181,2	
e. Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	-	400	350	-	-	-	-	-	-	750	320,0	640	-	272,3	244,3	-	-	-	-	-	516,6	
f. Haies vives	Ha	-	40	40	40	30	-	-	-	-	150	116,0	232	-	9,9	10,1	10,4	8,0	-	-	-	38,3	
g. Aménagement des couloirs de passage et des espaces sylvo-pastoraux	Ha	-	200	200	200	150	-	-	-	-	750	172,0	344	-	73,2	75,0	76,9	59,1	-	-	-	284,2	
h. Assistance technique (FEM) pour CC/GRN (schémas d'aménagement)	Forfait	0,0556	0,0556	0,0556	0,0556	0,0556	0,0556	-	-	-	0,3336	27.100,0	54.200	3,2	3,2	3,3	3,4	3,5	3,7	-	-	20,4	
i. Assistance technique pour les études de faisabilité BV (schémas d'aménagement)	Forfait	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,5	7,7	8,0	8,2	8,4	8,7	-	-	48,5	
Subtotal Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SI														115,2	935,5	857,3	628,5	615,7	59,3	-	-	3 211,6	
2. Infrastructures de mobilisation des eaux																							
a. Minibarrages																							
Shémas d'aménagement	Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	12.000,0	24.000	25,1	-	-	-	-	-	-	-	25,1	
Etudes de faisabilité pour les minibarrages et les AHA	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	16.960,0	33.920	-	36,5	-	-	-	-	-	-	36,5	
Contrôle des travaux de minibarrages et AHA	Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	25.440,0	50.880	-	-	56,4	-	-	-	-	-	56,4	
Travaux de construction de mini barrages	Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	424.000,0	848.000	-	-	1 018,0	-	-	-	-	-	1 018,0	
Subtotal Minibarrages														25,1	36,5	1 074,4	-	-	-	-	-	1 136,1	
b. Seuils d'épandage type 1 en série																							
Etudes de faisabilité	Nombre	14	-	-	-	-	-	-	-	-	14	2.400,0	4.800	70,3	-	-	-	-	-	-	-	70,3	
Contrôle des travaux	Nombre	-	14	-	-	-	-	-	-	-	14	3.600,0	7.200	-	108,5	-	-	-	-	-	-	108,5	
Travaux de construction de seuils type 1	Nombre	-	14	-	-	-	-	-	-	-	14	67.500,0	135.000	-	2 212,9	-	-	-	-	-	-	2 212,9	
Subtotal Seuils d'épandage type 1 en série														70,3	2 321,5	-	-	-	-	-	-	2 391,7	
c. Seuils d'épandage type 2 en série																							
Etudes de faisabilité	Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6.400,0	12.800	13,4	-	-	-	-	-	-	-	13,4	
Contrôle des travaux	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	9.600,0	19.200	-	20,7	-	-	-	-	-	-	20,7	
Travaux de construction de seuils type 2 en série	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	144.000,0	288.000	-	337,2	-	-	-	-	-	-	337,2	
Mission d'appui aux chantiers école	Contrat	-	-	1	1	1	1	-	-	-	4	2.400,0	4.800	-	-	5,3	5,5	5,6	5,8	-	-	22,3	
Subtotal Seuils d'épandage type 2 en série														13,4	357,9	5,3	5,5	5,6	5,8	-	-	393,5	
d. Aménagement de mares																							
Schéma d'aménagement des mares	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	12.000,0	24.000	-	25,8	-	-	-	-	-	-	25,8	
Etudes de faisabilité	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2.464,0	4.928	-	5,3	-	-	-	-	-	-	5,3	
Contrôle des travaux	Nombre	-	-	0,25	0,25	0,25	0,25	-	-	-	1	3.936,0	7.872	-	-	2,2	2,2	2,3	2,4	-	-	9,1	
Travaux d'aménagement de mares	Nombre	-	-	0,25	0,25	0,25	0,25	-	-	-	1	69.600,0	139.200	-	-	41,8	42,8	43,9	45,0	-	-	173,6	
Subtotal Aménagement de mares														-	31,2	44,0	45,1	46,2	47,4	-	-	213,9	
Subtotal Infrastructures de mobilisation des eaux														108,7	2 747,0	1 123,7	50,6	51,9	53,2	-	-	4 135,2	
Subtotal Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux														223,9	3 682,5	1 981,1	679,1	667,6	112,6	-	-	7 346,8	
B. Infrastructures et équipements d'irrigation																							
1. Petite irrigation																							
a. Microprojets de binômes irrigants autour des mares /a	Ha	-	-	100	-	-	-	-	-	-	100	1.440,0	2.880	-	-	319,4	-	-	-	-	-	319,4	
b. Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages /b	Ha	-	-	-	200	-	-	-	-	-	200	1.440,0	2.880	-	-	-	658,0	-	-	-	-	658,0	
c. Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production /c	Ha	-	-	450	500	-	-	-	-	-	950	1.440,0	2.880	-	-	1 437,4	1 645,0	-	-	-	-	3 082,5	
Subtotal Petite irrigation														-	-	1 756,8	2 303,1	-	-	-	-	4 059,9	
C. Véhicules 4X4 DC	Nombre	-	-	2	-	-	-	2	-	-	4	29.917,4	59.834,7	-	-	130,3	-	-	-	143,7	-	274,0	
Total Investment Costs														223,9	3 682,5	3 868,2	2 982,1	667,6	112,6	143,7	-	11 680,7	
II. Recurrent Costs																							
Salaires Responsable composante 1	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31,2	32,2	33,1	34,1	35,1	36,2	37,3	38,4	277,7	
Chargé de volet régional CC/GRN (CES/DRS, Seuils, mares)	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	-	72	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	-	-	153,3	
Salaires Assistant minibarrages, AHA et Périmètres irrigués	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7	
Salaires Chauffeurs	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	24	24	192	234,6	469,2	11,8	12,1	12,5	12,9	13,3	13,6	14,1	14,5	104,7	
Salaires Chauffeur CC/GRN	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	-	72	234,6	469,2	5,9	6,1	6,2	6,4	6,6	6,8	-	-	38,1	
Mission de terrain du responsable composante 1 et assistant minibarrages, AHA et PI	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	210	1 680	35,0	70	15,4	15,8	16,3	16,8	17,3	17,8	18,4	18,9	136,7	
Mission de terrain du chargé CC/GRN (CES/DRS, mares et seuils)	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	-	720	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	-	-	56,8	
Mission de terrain des chauffeurs	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	210	1 680	20,0	40	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1	
Mission de terrain du chauffeur CC/GRN	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	-	720	20,0	40	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	-	-	32,5	
Fonctionnement véhicules	Véhicule	2	2	2	2	2	2	2	2	2	16	3.650,0	7.300	15,5	15,9	16,3	16,8	17,2	17,7	18,1	18,6	136,0	
Total Recurrent Costs														149,7	154,2	158,7	163,4	168,3	173,3	126,6	130,3	1 224,5	
Total														373,6	3 836,7	4 026,9	3 145,6	835,9	285,8	270,3	130,3	12 905,2	

ia Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .
ib Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .
ic Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 2. Amélioration des Capacités Techniques des Producteurs
Detailed Costs
Maradi

	Unit	Quantities										Unit Cost (FCFA '000)	Unit Cost (USD)	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	15/16			16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																							
A. Adaptation de l'Agriculture Pluviale au Changement Climatique																							
1. Champs Ecoles Paysans (CEP)																							
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP) /a	Ha	238	238	336	336	525	525	287	315	2 800	60,8	121,6	30,0	30,8	44,6	45,7	73,2	75,0	42,0	47,3	388,5		
2. Communication via les radios communautaires	Radio	5	5	5	5	5	5	5	-	35	400,0	800	4,2	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,8	-	31,3		
Subtotal Adaptation de l'Agriculture Pluviale au Changement Climatique																							
B. Développement des Cultures Irriguées																							
1. Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEPM) /b																							
Formation/recyclage des formateurs sur le CEPM /c	Session	1	1	1	1	1	1	1	-	7	2.400,0	4.800	5,0	5,1	5,2	5,3	5,5	5,6	5,7	-	37,4		
Mise en oeuvre des CEPM	CEPM	17	25	28	28	28	21	28	-	175	640,0	1.280	22,6	34,0	39,1	40,1	41,1	31,6	43,2	-	251,6		
Journées portes ouverte (JPO) des CEPM	JPO	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.200,0	6.400	6,6	6,8	7,0	7,2	7,3	7,5	7,7	7,9	58,0		
Voyages d'échange paysans, niveau national /d	Nombre	3	3	3	3	4	4	3	-	23	1.600,0	3.200	9,9	10,2	10,4	10,7	14,6	14,9	11,5	-	82,3		
Voyages d'études dans d'autres pays	Nombre	-	1	-	-	1	-	-	-	2	12.000,0	24.000	-	25,5	-	-	27,4	-	-	-	52,8		
Prise en charge des ADL	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	-	168	240,0	480	12,0	12,3	12,6	12,9	13,2	13,5	13,9	-	90,3		
Convention avec l'INRAN	Convention	2	2	2	2	2	2	2	-	14	4.000,0	8.000	16,6	17,0	17,4	17,9	18,3	18,8	19,3	-	125,4		
Subtotal Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEPM)																							
D. Véhicule 4X4 DC	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65,2	-	-	-	71,8	-	137,0		
Total Investment Costs																							
II. Recurrent Costs																							
Salaire Assistant renforcement des capacités	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7		
Salaire Chauffeur	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5,9	6,1	6,2	6,4	6,6	6,8	7,0	7,2	52,3		
Mission de terrain de l'Assistant renforcement des capacités	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1		
Mission de terrain du chauffeur	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	44,6		
Etudiants stagiaires /e	Personne/mois	18	18	18	18	18	18	18	18	144	80,0	160	3,0	3,1	3,2	3,3	3,4	3,5	3,6	3,7	26,8		
Elèves stagiaires /f	Personne/mois	25	25	25	25	25	25	25	25	200	50,0	100	2,6	2,7	2,8	2,9	2,9	3,0	3,1	3,2	23,2		
Fonctionnement véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7,7	7,9	8,2	8,4	8,6	8,8	9,1	9,3	68,0		
Total Recurrent Costs																							
Total																							

ia ASAP finance les 6 premières années
ib Mises en oeuvre par des prestataires
ic Sessions de 4 jours pour 30 personnes
id Pour 30 pers, pendant 3 jours, dans la zone d'intervention
ie 3 stagiaires par an, niveau MSC, sur une période de 6 mois chacun
if 5 stagiaires par an, niveau Collège agricole, sur une période de 5 mois chacun

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 3. Renforcement Organisationnel et Institutionnel
Detailed Costs
Maradi

		Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)										
		Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																								
A. OP (fédérations régionales/unions) et Associations (AUE, COGES)																								
1. Moyens logistiques																								
Acquisition de véhicules /a	Nombre	1,33	-	-	-	-	-	-	-	-	1,33	29.917,4	59.834,7	82,5	-	-	-	-	-	-	-	-	82,5	
Acquisition motos type KASEA/ROYAL pour animateurs des FUMA, Sa'a et Albishirinku et FCM-NIY	Nombre	3	-	8	3	-	-	11	-	25	600,0	1.200	3,7	-	10,5	4,0	-	-	15,8	-	-	-	34,1	
Acquisition motos DT pour techniciens du CPS /c	Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	1	3.400,0	6.800	7,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,1	
Fonctionnement véhicules OP /d	Véhicule/an												2,0	2,1	2,1	8,7	8,9	9,1	9,4	9,6			51,9	
Fonctionnement motos animateurs OP	Moto	4	9	14	14	14	14	14	14	97	600,0	1.200	5,0	11,5	18,3	18,8	19,3	19,7	20,2	20,7			133,5	
Appui fonctionnement véhicules FUMA et Sa'a	Forfait	-	0,5	1	-	-	-	-	-	1,5	1.200,0	2.400	-	1,3	2,6	-	-	-	-	-	-	-	3,9	
Subtotal Moyens logistiques														100,3	14,8	33,5	31,5	28,2	28,9	45,4	30,3		313,0	
2. Ressources humaines		Forfait												20,2	56,5	94,5	96,9	97,1	97,3	99,8	102,3		664,6	
3. Equipement CPS		Forfait												-	1,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,4		14,4	
4. Animation et formation autour des CC /e		Forfait												5,8	5,9	6,1	6,2	6,3	6,5	6,7	6,8		50,3	
5. Appui organisation et suivi des activités marchandes des OP /f		Forfait												8,5	8,7	9,0	9,2	9,4	9,6	9,9	10,1		74,4	
6. Alphabétisation (organisée par les CPS)		Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1.333,3	2.666,667	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,3		24,1	
Subtotal OP (fédérations régionales/unions) et Associations (AUE, COGES)														137,6	89,8	148,0	148,9	146,3	147,7	167,2	155,2		1 140,7	
B. CRA/RECA																								
1. Appui au Renforcement des CRA																								
a. Construction et équipement du siège de la CRA	Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	20.000,0	40.000	45,7	-	-	-	-	-	-	-	-	45,7	
b. Véhicule	Unité	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	29.917,4	59.834,7	-	-	-	66,8	-	-	-	-	-	66,8	
c. Moyens logistiques et équipements /g	Forfait													52,0	13,9	14,2	14,6	14,9	15,3	15,7	16,0		156,5	
d. Appui en fournitures de bureau et audit externe /h	Forfait													2,7	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,3	3,4		24,5	
e. Renforcement stratégique de la CRA /i	Forfait													4,2	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0		10,6	
f. Appui pour l'organisation du forum régional et la foire agricole régionale /j	Forfait													3,3	11,9	3,5	3,6	12,8	3,7	3,8	13,7		56,3	
g. Indemnités et frais de mission équipe CRA /k	Forfait													35,2	55,5	56,8	58,3	59,7	61,2	62,8	64,4		453,8	
h. Mise en place et animation du hadin gwiwa sur les PDE /l	Forfait													8,9	11,9	9,4	4,5	4,6	4,7	-	-		44,0	
i. Formation et renforcement des AUE et des COGES GRN /m	Forfait													15,2	14,7	15,1	14,6	-	-	-	-		59,6	
j. Appui aux initiatives des OP /n	Forfait													0,3	3,7	0,3	0,3	0,3	0,4	-	-		5,4	
Subtotal Appui au Renforcement des CRA														167,4	115,3	103,2	166,5	96,4	89,4	86,5	98,5		923,1	
C. Services Techniques Décentralisés (STD)																								
1. Renforcement des STD de l'agriculture																								
Appui logistique en véhicule à la DRA	Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	29.917,4	59.834,7	62,1	-	-	-	-	-	-	-	-	62,1	
Appui logistique en motos aux STD agriculture communes	Nombre	5	10	5	-	-	-	-	-	-	20	400,0	800	4,1	8,5	4,4	-	-	-	-	-	-	17,0	
Fonctionnement du véhicule et motos	Forfait													12,3	25,4	32,5	32,5	33,3	34,1	35,0	35,9		240,9	
Frais de mission personnel DRA /o	Forfait													1,4	3,5	4,6	4,8	4,9	5,0	5,1	5,3		34,6	
Appui à l'élaboration et à la vulgarisation des documents techniques et fournitures de bureau	Forfait													2,7	0,6	0,9	0,9	3,7	0,9	1,0	1,0		11,7	
Subtotal Renforcement des STD de l'agriculture														82,6	38,0	42,4	38,1	41,8	40,1	41,1	42,1		366,2	
2. Appui au Code Rural																								
Sécurisation des sites aménagés /p	Forfait													150,0	25,3	9,2	9,4	17,9	-	-	-	-	211,9	
Appui au SPR et SPCR /q	Forfait													3,0	1,7	1,7	1,8	3,3	-	-	-	-	11,6	
Subtotal ppu au Code Rural														153,1	27,0	11,0	11,2	21,2	-	-	-	-	223,5	
Subtotal Services Techniques Décentralisés (STD)														235,7	65,0	53,4	49,3	63,0	40,1	41,1	42,1		589,6	
D. Autorités Territoriales (communes rurales, conseil régional)																								
1. Intégration participative de la dimension climatique dans les PDC (cartographie participative)																								
PDC		-	2	2	2	2	2	2	-	-	10	5.000,0	10.000	-	21,3	21,8	22,4	22,9	23,5	-	-	-	111,9	
Total														540,7	291,4	326,4	387,0	328,6	300,7	294,8	295,7		2 765,3	

la 1 véhicule pour FCMN-NIYA à financer par les 3 URGP et 1 véhicule de pool pour les OP

lb dont 3 pour les animateurs FCMN-NIYA, à renouveler en 4ème et en 7ème année.

lc DT 125 Yamaha

ld Carburant, maintenance/entretien, assurance

le Sensibilisation, formation en vie associative, formation en comptabilité gestion, formation des membres des comités de contrôle, diagnostic des OP

lf Formations en autoévaluation, gestion des boutiques d'intrants, commercialisation, élaboration de plans d'affaires

lg 6 motos DT, 2 ordinateurs portables, 1 PC+ imprimante; fonctionnement des moyens de transport

lh Audit à 1200 000 FCFA et les fournitures à 160 000 FCFA par an

li validation du manuel de procédures (1200 000 FCFA) et élaboration de la stratégie d'autofinancement et appui aux réunions des comités techniques (400 000 FCFA /an)

lj 1 forum chaque année (1 600 000) et 1 foire chaque 3 ans (4 000 000)

lk Salaires, indemnités et frais de missions du personnel

ll réunions et ateliers des acteurs des PDE, réunions au sein des groupes, organisation d'un réseau

lm Mise en place et formation des AUE, formation des COGES GRN

ln Renforcement des capacités des OP en gestion des MER (150 000 /an) et création d'une base de données régionale des OP

lo STD agricoles au niveau communal et supervision par la DRA

lp Campagne d'information-sensibilisation au niveau PDE, Formation de formateurs COFODEP, copies papier des actes, registres et PV, GPS pour COFOCOM, 3 fora de négociation pour la sécurisation de chaque site.

lq Formation en géo-référencement du secrétariat permanent niveau régional comme appui au schéma d'aménagement foncier régional + appui au niveau national pour le suivi de l'exécution et la consolidation des statistiques.

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 4. Leadership Féminin et Promotion de la Sécurité Nutritionnelle

Detailed Costs

Maradi

Detailed Costs											Unit Cost		Totals Including Contingencies (USD '000)										
Maradi											Unit Cost		Totals Including Contingencies (USD '000)										
											(FCFA	(USD)											
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	'000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																							
B. Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle																							
Jardins de case	Nombre	-	200	200	200	200	125	-	1 125	12,0	24	-	5,1	5,2	5,4	5,5	5,6	3,6	-	30,5			
Semences Cassia Tora	Nombre	-	175	175	175	175	175	-	1 050	2,0	4	-	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	-	4,8			
Semences Moringa	Nombre	-	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5	-	105	14,0	28	-	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	-	3,3			
Kits agricoles - semences	Kg	1 450	1 450	1 450	1 450	1 450	-	-	8 700	0,5	0,96	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	-	-	9,2			
Kits agricoles - engrais	Kg	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	-	-	87 000	0,2	0,48	7,2	7,4	7,6	7,8	8,0	8,2	-	-	46,1			
Activités génératrices de revenu (AGR)	Nombre	20	20	20	20	20	-	-	120	160,0	320	6,6	6,8	7,0	7,2	7,3	7,5	-	-	42,4			
Démonstrations/Sensibilisation nutritionnelle	Forfait	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	-	-	1,02	2.044,0	4.088	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	-	-	4,6			
Kits suivi nutritionnel des enfants	Nombre	-	100	100	-	-	-	-	200	120,0	240	-	25,5	26,2	-	-	-	-	-	51,7			
Kit animation pour animatrices	Nombre	-	12	-	-	-	12	-	24	200,0	400	-	5,1	-	-	-	5,6	-	-	10,7			
Kit IEC des relais communautaires	Nombre	-	240	-	-	-	240	-	480	100,0	200	-	51,1	-	-	-	56,4	-	-	107,4			
Subtotal Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnel													16,0	104,5	49,5	24,0	24,6	87,2	5,0	-	310,8		
C. Renforcement des capacités des acteurs																							
Formation des personnes relais /a	Session	-	8	-	-	-	8	-	16	814,4	1.628,8	-	13,8	-	-	-	15,2	-	-	29,0			
Formation en transformation/conservation produits agricoles	Session	-	1	-	-	-	1	-	2	1.660,0	3.320	-	3,5	-	-	-	3,9	-	-	7,4			
Alphabétisation des femmes/jeunes /b	Campagne	20	20	20	20	20	-	-	120	766,0	1.532	31,8	32,5	33,3	34,1	34,9	35,8	-	-	202,4			
Subtotal Renforcement des capacités des acteurs													31,8	49,9	33,3	34,1	34,9	54,9	-	-	238,8		
Total Investment Costs													47,8	154,4	82,8	58,1	59,5	142,1	5,0	-	549,7		
II. Recurrent Costs																							
Salairé Assistant leadership féminin & sécurité nutritionnelle	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7			
Mission de terrain de l'Assistant leadership féminin et sécurité nutritionnelle	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1			
Total Recurrent Costs													32,5	33,5	34,5	35,5	36,6	37,7	38,8	39,9	288,8		
Total													80,3	187,8	117,3	93,6	96,0	179,7	43,8	39,9	838,5		

ia 30 pers./session

ib 2 campagnes de 6 mois x 2 classes de 25 apprenants

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 5. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Services Ruraux
Detailed Costs
Maradi

		Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																						
A. Construction de Plateformes de Commercialisation dans les PDE /a																						
1. Marchés de Demi Gros																						
a. Etudes	Forfait	1	1	1	-	-	-	-	-	3	27.000,0	54.000	56,5	58,1	59,9	-	-	-	-	-	-	174,5
b. Contrôle des travaux	Forfait	1	1	1	-	-	-	-	-	3	27.000,0	54.000	56,5	58,1	59,9	-	-	-	-	-	-	174,5
c. Travaux de construction des marchés	Forfait	1	1	1	-	-	-	-	-	3	450.000,0	900.000	1 027,8	1 053,8	1 080,4	-	-	-	-	-	-	3 162,0
Subtotal Marchés de Demi Gros													1 140,7	1 170,1	1 200,2	-	-	-	-	-	-	3 511,0
2. Centres de collecte																						
a. Etudes	Forfait	4	2	-	-	-	-	-	-	6	7.500,0	15.000	62,7	32,3	-	-	-	-	-	-	-	95,0
b. Contrôle des travaux	Forfait	4	2	-	-	-	-	-	-	6	7.500,0	15.000	62,7	32,3	-	-	-	-	-	-	-	95,0
c. Travaux de construction des centres de collecte	Forfait	4	2	-	-	-	-	-	-	6	115.000,0	230.000	1 050,6	538,6	-	-	-	-	-	-	-	1 589,2
Subtotal Centres de collecte													1 176,1	603,2	-	-	-	-	-	-	-	1 779,3
Subtotal Construction de Plateformes de Commercialisation dans les PD													2 316,8	1 773,3	1 200,2	-	-	-	-	-	-	5 290,3
B. Pistes Rurales																						
1. Travaux neufs																						
Etudes	Km	60	38	-	-	-	-	-	-	98	880,0	1.760	110,4	72,0	-	-	-	-	-	-	-	182,4
Contrôle des travaux	Km	-	60	38	-	-	-	-	-	98	1.320,0	2.640	-	170,6	111,3	-	-	-	-	-	-	281,8
Travaux de réalisation de pistes	Km	-	60	38	-	-	-	-	-	98	18.000,0	36.000	-	2 529,1	1 642,3	-	-	-	-	-	-	4 171,4
Subtotal Travaux neufs													110,4	2 771,7	1 753,5	-	-	-	-	-	-	4 635,6
3. Mise à niveau des PME BTP pour le contrôle qualité	Unité	1	1	1	1	1	-	-	-	5	4.000,0	8.000	8,3	8,5	8,7	8,9	9,1	-	-	-	-	43,5
Subtotal Pistes Rurales													118,7	2 780,2	1 762,2	8,9	9,1	-	-	-	-	4 679,1
C. Véhicule 4X4 DC	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65,2	-	-	-	71,8	-	-	137,0
Total Investment Costs													2 435,5	4 553,4	3 027,6	8,9	9,1	-	71,8	-	-	10 106,4
II. Recurrent Costs																						
Salaire Responsable composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31,2	32,2	33,1	34,1	35,1	36,2	37,3	38,4	277,7	
Salaire Assistant composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7	
Salaire Chauffeur	Personne/mois	1	1	1	1	1	1	1	1	8	234,6	469,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	4,4	
Mission de terrain du responsable composante 2	Personne/jour	90	90	90	90	90	90	90	90	720	35,0	70	6,6	6,8	7,0	7,2	7,4	7,6	7,9	8,1	58,6	
Mission de terrain de l'assistant composante 2	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1	
Mission de terrain de chauffeur	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	44,6	
Fonctionnement véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7,7	7,9	8,2	8,4	8,6	8,8	9,1	9,3	68,0	
Total Recurrent Costs													83,5	86,0	88,6	91,2	93,9	96,7	99,6	102,5	742,1	
Total													2 519,1	4 639,5	3 116,2	100,1	103,0	96,7	171,4	102,5	10 848,5	

la Liées aux Maisons du Paysan

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 6. Gestion et Maintenance des Infrastructures Economiques
Detailed Costs
Maradi

		Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																						
A. Renforcement des structures de gestion des infrastructures																						
1. SARL sur les marchés de demi-gros /a																						
a. Equipement du prestataire /b		Forfait												12,4	-	-	-	-	-	-	-	12,4
b. Formations et échanges		Forfait												-	15,3	10,4	16,0	-	-	-	-	41,7
c. Ressources humaines du prestataire /c		Forfait												3,3	37,6	38,6	35,9	-	-	-	-	115,4
d. Fonctionnement véhicule et bureau prestataire		Forfait												-	17,6	18,0	18,5	-	-	-	-	54,0
Subtotal SARL sur les marchés de demi-gros														15,8	70,5	67,0	70,4	-	-	-	-	223,7
2. Mise en place d'un dispositif de collecte, traitement et diffusion des informations commercial																						
a. Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE																						
Contrat de diffusion avec des radios communautaires		Contrat	-	2	2	4	4	4	4	4	24	200,0	400	-	0,9	0,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0	11,1
Contrat de diffusion avec la station régionale ORTN		Contrat	1	1	1	1	1	1	1	-	7	200,0	400	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	-	3,1
Prise en charge du spécialiste SIM		Personne/mois	-	12	12	12	-	-	-	-	36	320,0	640	-	8,2	8,4	8,6	-	-	-	-	25,1
Subtotal Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE														0,4	9,4	9,7	10,8	2,3	2,3	2,4	2,0	39,4
3. Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes																						
Elaboration d'une stratégie détaillée d'entretien (consultants)		Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	320,0	640	0,7	-	-	-	-	-	-	-	0,7
Formation technique BCER et processus ingénierie sociale /d		Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	68.000,0	136.000	-	-	147,8	-	-	-	-	-	147,8
Equipement BCER		Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	32.000,0	64.000	-	-	69,7	-	-	-	-	-	69,7
Subtotal Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes														0,7	-	217,5	-	-	-	-	-	218,2
Subtotal Renforcement des structures de gestion des infrastructures														16,8	79,9	294,2	81,3	2,3	2,3	2,4	2,0	481,2
B. Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE																						
1. Renforcement des promoteurs et PME		Groupe	-	1	47	51	51	51	51	48	300	335,6	671,2	-	0,7	34,4	38,3	39,2	40,2	41,2	39,8	233,8
2. Renforcement des capacités des IF		Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	22.000,0	44.000	45,7	46,8	48,0	49,2	50,4	51,7	53,0	54,3	399,1
3. Financement des promoteurs		Nombre	-	17	489	528	528	528	527	500	3 117	88,5	177	-	3,2	96,0	106,8	110,0	113,3	116,4	113,8	659,5
Subtotal Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE														45,7	50,8	178,4	194,2	199,6	205,2	210,7	207,9	1 292,3
C. Véhicule 4X4 DC		Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65,2	-	-	-	71,8	-	137,0
Total Investment Costs														62,5	130,7	537,7	275,5	201,9	207,5	284,9	209,9	1 910,6
II. Recurrent Costs																						
Salaire Assistant ingénierie sociale		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7
Salaire Chauffeur		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5,9	6,1	6,2	6,4	6,6	6,8	7,0	7,2	52,3
Mission de terrain de l'Assistant ingénierie sociale		Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1
Mission de terrain du chauffeur		Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	44,6
Fonctionnement véhicule		Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7,7	7,9	8,2	8,4	8,6	8,8	9,1	9,3	68,0
Total Recurrent Costs														51,1	52,6	54,2	55,8	57,4	59,1	60,9	62,7	453,8
Total														113,6	183,3	591,9	331,3	259,3	266,6	345,8	272,5	2 364,4

la Partenariat public privé regroupant GIE des opérateurs économiques et autorités

lb 1 moto, 4 ordinateurs portables, 1 appareil photo numérique et 3 clés 3G

lc 1 coordinateur, 1 aide comptable, 1 spécialiste passation des marchés, 1 spécialiste entrepreneuriat rural

ld Mise en place et accompagnement comité intercommunal, cellule CGFER; articulation dispositif PDE-CAFER

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 7. Intégration Régionale des Echanges
Detailed Costs
Maradi

	Unit	Quantities								Unit Cost (FCFA '000)	Unit Cost (USD)	Totals Including Contingencies (USD '000)										
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23			Total	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																						
C. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																						
Appui à la mise en place de la chambre conjointe /a		Appui	-	-	7	-	-	-	-	-	7	4.000,0	8.000	-	-	62,1	-	-	-	-	-	62,1
Total														-	-	62,1	-	-	-	-	-	62,1

la Appui aux chambres régionales pour la réhabilitation de la CCIAN – régional, l'équipement des locaux, appuyer l'élaboration du programme d'activité, organiser des missions conjointes, animer les cellules techniques locales

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 8. Suivi Evaluation et Gestion du Savoir
Detailed Costs
Maradi

Detailed Costs		Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
Maradi		Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																							
A. Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme																							
1. Enquêtes et études																							
Enquête d'impact SYGRI /a		Nombre	1	-	-	2	-	-	-	1	4	5.600,0	11.200	11,7	-	-	25,6	-	-	-	14,4	51,7	
Enquête complémentaire d'évaluation Effets/Impacts /b		Nombre	1	-	-	1	-	1	-	1	4	5.600,0	11.200	11,7	-	-	12,8	-	13,6	-	14,4	52,5	
Etudes de cas thématiques /c		Nombre	4	4	4	4	4	4	4	4	32	1.600,0	3.200	13,4	13,8	14,2	14,6	15,1	15,5	16,0	16,5	119,0	
Subtotal Enquêtes et études														36,8	13,8	14,2	53,0	15,1	29,1	16,0	45,3	223,2	
2. Ateliers et missions annuels																							
Ateliers d'appropriation, harmonisation et capitalisation /d		Nombre	1	-	-	1	-	-	-	-	2	1.600,0	3.200	3,3	-	-	3,6	-	-	-	-	6,9	
Ateliers bilan annuels et planification participative /e		Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1.600,0	3.200	3,3	3,4	3,5	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9	28,9	
Mission de revue à tiers parcours /f		Nombre	-	-	1	-	-	1	-	-	2	10.666,7	21.333,332	-	-	23,7	-	-	25,9	-	-	49,5	
Mission d'achèvement des projets et du programme		Nombre	-	-	-	2	-	-	-	1	3	12.000,0	24.000	-	-	-	54,8	-	-	-	30,9	85,7	
Subtotal Ateliers et missions annuels														6,6	3,4	27,1	62,0	3,6	29,6	3,8	34,8	171,0	
4. Recherche-action et partenariats scientifiques (ICRISAT, INRAN, ETC) /g		Etude/publication	2	4	4	2	-	-	-	-	12	833,0	1.666	3,5	7,2	7,4	3,8	-	-	-	-	21,9	
5. Recherche-action et partenariats scientifiques (Agrhymet) /h		Etude/publication	1	2	2	1	-	-	-	-	6	2.166,7	4.333,332	4,5	9,3	9,6	5,0	-	-	-	-	28,4	
Subtotal Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme														51,4	33,7	58,3	123,7	18,7	58,7	19,8	80,0	444,4	
B. Communication et Gestion des savoirs																							
Conception, production, multiplication de supports d'info-com /i		Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	4.000,0	8.000	8,3	8,5	8,7	8,9	9,2	9,4	9,6	9,9	72,6	
Collaboration PROCASUR /j		Nombre	-	0,5	-	1	-	-	-	0,5	2	34.666,7	69.333,332	-	36,9	-	77,5	-	-	-	42,8	157,2	
Mise en place et opérationnalisation d'une plate forme d'échange d'informations environnemental		Plateforme	1	1	1	1	1	1	-	-	6	916,7	1.833,332	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2	-	-	12,2	
Extension du centre de documentation GDT de Maradi sur la dimension climatique		Forfait	1	1	1	1	1	1	-	-	6	6.666,7	13.333,332	13,8	14,2	14,5	14,9	15,3	15,7	-	-	88,4	
Subtotal Communication et Gestion des savoirs														24,0	61,5	25,3	103,4	26,5	27,2	9,6	52,7	330,3	
C. Formations en S/E des acteurs et formation technique des cadres S&E/Gds		Forfait												-	16,3	-	-	17,5	-	-	-	33,8	
D. Equipements et matériels																							
1. Véhicules Pick-up double cabine		Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65,2	-	-	-	71,8	-	137,0	
2. Equipements et mobilier de bureau																							
a. Equipement de bureau /k		Nombre	1,5	-	1,5	-	-	-	-	-	3	5.000,0	10.000	15,6	-	16,3	-	-	-	-	-	31,9	
b. Equipement audio-visuel /l		Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	1	2.000,0	4.000	-	-	4,4	-	-	-	-	-	4,4	
c. Equipement/logiciel informatique pour les enquêtes /m		Nombre	20	-	-	-	-	-	-	-	20	1.000,0	2.000	41,5	-	-	-	-	-	-	-	41,5	
d. Renouvellement GPS pour opérateurs régionaux		Nombre	-	-	24	-	-	-	-	-	24	350,0	700	-	-	18,3	-	-	-	-	-	18,3	
Subtotal Equipements et mobilier de bureau														57,0	-	39,0	-	-	-	-	-	96,0	
Subtotal Equipements et matériels														57,0	-	104,1	-	-	-	71,8	-	233,0	
Total Investment Costs														132,5	111,5	187,7	227,1	62,8	85,9	101,3	132,7	1 041,6	
II. Recurrent Costs																							
A. Salaire Responsable S&E		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31,2	32,2	33,1	34,1	35,1	36,2	37,3	38,4	277,7	
B. Salaire Assistant S&E		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7	
C. Salaire Chauffeur		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5,9	6,1	6,2	6,4	6,6	6,8	7,0	7,2	52,3	
D. Frais de mission		Personne/jour	256	256	256	256	256	256	256	256	2 048	35,0	70	18,7	19,3	19,9	20,5	21,1	21,7	22,4	23,0	166,6	
E. Fonctionnement Véhicule		Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7,7	7,9	8,2	8,4	8,6	8,8	9,1	9,3	68,0	
Total Recurrent Costs														87,3	89,9	92,5	95,3	98,1	101,0	104,0	107,1	775,4	
Total														219,8	201,4	280,3	322,4	160,9	186,9	205,3	239,8	1 816,9	

la Situation de référence, à tiers-parcours (qui servira également d'enquête finale pour le PASADEM, PPI Ruwanmu et COSOP), et achèvement selon la méthodologie proposée par le FIDA.

lb Situation de référence du PRODAF, à répéter en préparation des revues à tiers-parcours et d'achèvement.

lc Etudes de cas sur des thématiques spécifiques telles que: l'efficacité et la durabilité des Hadin Gwiwa, des GIE, SARL, OP, centres de collecte, les GFS, CEP/M, marchés de demi-gros, jardins de case, etc. A réaliser dans les 3 régions.

ld Pendant 4 jours au niveau régional et 2 jours au niveau inter-régional. Il regroupe les équipes du programme, un/deux représentant(s) des partenaires de mise en oeuvre.

le Pendant 2 jours (niveau régional et inter-régional) réalisé en fin d'année par l'URGP et les représentants des opérateurs et bénéficiaires pour le bilan et le programme d'activités

lf Frais de mission pour la participation de représentants du Gouvernement, de consultants nationaux, voire internationaux.

lg 2*2 doctorant pendant 3 ans

lh 2*1 doctorant pendant 3 ans

li Supports en langue ou en Français, pour la sensibilisation, l'information, la vulgarisation agricole ou publicité, à destination des groupes cibles, partenaires d'exécution ou PTF (dépliants, films vidéo, messages radio, posters illustrés, manuels techni

lj Collaboration Sud-Sud pour capitaliser l'approche de PROCASUR pour la gestion et le partage des savoirs (formation méthodologique, élaboration d'études de cas, publications, organisation de Routes d'apprentissage "Learning Routes") sur les grandes innovat

lk Equipement des nouveaux assistants S&E et renouvellement des équipements du PASADEM et PPI Ruwanmu.

ll Renouvellement équipement déjà disponible: appareil photo numérique, caméra numérique, écran portable, rétro-projecteur, générateur portable, GPS pour documenter les visites de terrain et restituer les résultats des enquêtes/études au niveau communautai

lm Tablette et/ou laptop + software pour la saisie et le traitement informatisé des questionnaires

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 9. Coordination et Gestion du Programme
Detailed Costs
Maradi

	Unit	Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																						
A. URGP																						
2. Véhicules et motos																						
a. Véhicule de Direction SW	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	33.750,0	67.500	-	-	73,5	-	-	-	81,0	-	154,6	
b. Moto DT	Nombre	-	-	10	-	-	-	10	-	20	3.400,0	6.800	-	-	74,0	-	-	-	81,6	-	155,7	
Total Investment Costs												-	-	147,6	-	-	-	162,7	-	310,2		
II. Recurrent Costs																						
A. UGP																						
1. Salaires																						
Coordinateur de l'URGP	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.544,5	3.089	38,8	39,9	41,1	42,3	43,6	44,9	46,3	47,7	344,6	
Responsable Administratif et Financier	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.394,5	2.789	35,0	36,0	37,1	38,2	39,4	40,6	41,8	43,0	311,1	
Contrôleur Interne	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	1.244,5	2.489	10,4	10,7	11,0	11,4	11,7	12,1	12,4	12,8	92,6	
Responsable Passation des marchés	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31,2	32,2	33,1	34,1	35,1	36,2	37,3	38,4	277,7	
Comptable	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7	
Informaticien	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	634,5	1.269	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	6,3	6,5	47,2	
Chargé de Communication	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	694,5	1.389	5,8	6,0	6,2	6,3	6,5	6,7	6,9	7,1	51,7	
Assistant Comptable	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	694,5	1.389	17,4	17,9	18,5	19,0	19,6	20,2	20,8	21,4	155,0	
Assistant Administratif	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	694,5	1.389	17,4	17,9	18,5	19,0	19,6	20,2	20,8	21,4	155,0	
Secrétaire	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	269,5	539,04	6,8	7,0	7,2	7,4	7,6	7,8	8,1	8,3	60,1	
Gardiens	Personne/mois	36	36	36	36	36	36	36	36	288	176,4	352,8	13,3	13,7	14,1	14,5	14,9	15,4	15,9	16,3	118,1	
Planton	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	199,7	399,36	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	44,6	
Agents d'entretien	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	24	192	176,4	352,8	8,9	9,1	9,4	9,7	10,0	10,3	10,6	10,9	78,7	
Subtotal Salaires												218,9	225,5	232,3	239,2	246,4	253,8	261,4	269,3	1 946,9		
2. Missions de terrain																						
Frais de missions cadres /a	Personne/jour	460	460	460	460	460	460	460	460	3 680	35,0	70	33,7	34,7	35,7	36,8	37,9	39,0	40,2	41,4	299,3	
Frais de missions chauffeurs	Personne/jour	240	240	240	240	240	240	240	240	1 920	20,0	40	10,0	10,3	10,6	11,0	11,3	11,6	12,0	12,3	89,2	
Subtotal Missions de terrain												43,7	45,0	46,4	47,8	49,2	50,7	52,2	53,7	388,6		
3. Fonctionnement véhicules	Véhicule	3	3	3	3	3	3	3	3	24	3.650,0	7.300	23,2	23,8	24,5	25,1	25,8	26,5	27,2	27,9	204,0	
4. Entretien et fonctionnement bureau																						
Entretien bureau/locaux	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	200,0	400	5,1	5,2	5,4	5,5	5,7	5,8	6,0	6,1	44,7	
Fourniture bureau et consommables	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	500,0	1.000	12,7	13,1	13,4	13,8	14,1	14,5	14,9	15,3	111,8	
Consommation Téléph , internet, eau et électricité	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	750,0	1.500	19,1	19,6	20,1	20,7	21,2	21,8	22,3	22,9	167,7	
Subtotal Entretien et fonctionnement bureau												36,9	37,9	38,9	39,9	41,0	42,1	43,2	44,3	324,2		
Total												322,8	332,3	348,6	352,1	362,4	373,0	386,7	395,3	3 174,0		

la En moyenne, 5 jours de mission par mois par cadre

Appendice 9.3 : Tableaux des coûts détaillés nouveaux financements – région de Tahoua¹¹²

¹¹² Le renforcement des capacités, l'organisation et la gestion du programme seront financés sur les ressources du PAMIRTA (Coopération italienne)

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques
Detailed Costs
Tahoua

		Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)										
	Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																								
A. Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux																								
1. Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG																								
a. Récupération des terres dégradées en amont du bassin versant	Ha	-	594	755	895	893	447	-	-	3,584	260,0	520	-	328.6	428.1	520.2	532.1	273.0	-	-	2,082.1			
b. Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	-	529	676	802	797	382	-	-	3,186	320,0	640	-	360.2	471.8	573.8	584.5	287.2	-	-	2,277.4			
c. Conception du système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	1	100,000.0	200,000	104.5	107.7	-	-	-	-	-	-	212.2			
d. Mise en œuvre système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	-	-	1	1	1	1	-	-	4	20,000.0	40,000	-	-	43.6	44.7	45.8	47.0	-	-	181.2			
e. Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	-	250	-	-	-	-	-	-	250	320,0	640	-	170.2	-	-	-	-	-	-	170.2			
f. Haies vives	Ha	-	20	20	20	20	20	-	-	100	116,0	232	-	4.9	5.1	5.2	5.3	5.5	-	-	26.0			
g. Aménagement des couloirs de passage et des espaces sylvopastoraux	Ha	-	250	250	250	250	-	-	-	1,000	172,0	344	-	91.5	93.8	96.1	98.5	-	-	-	379.9			
h. Assistance technique (FEM) pour CC/GRN (schémas d'aménagement)	Forfait	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	-	-	0.3336	27,100.0	54,200	3.2	3.2	3.3	3.4	3.5	3.7	-	-	20.4			
i. Assistance technique pour les études de faisabilité BV (schémas d'aménagement)	Forfait	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41.3	42.5	43.8	45.1	46.5	47.9	-	-	267.0			
Subtotal Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG													149.0	1,108.8	1,089.5	1,288.6	1,316.3	664.2	-	-	5,616.4			
2. Infrastructures de mobilisation des eaux																								
a. Minibarrages																								
Shémas d'aménagement	Nombre	1	1	1	-	-	-	-	-	3	12,000.0	24,000	25.1	25.8	26.6	-	-	-	-	-	77.6			
Etudes de faisabilité pour les minibarrages et les AHA	Nombre	-	1	1	1	-	-	-	-	3	16,960.0	33,920	-	36.5	37.6	38.7	-	-	-	-	112.9			
Contrôle des travaux de minibarrages et AHA	Nombre	-	-	1	1	1	-	-	-	3	25,440.0	50,880	-	-	56.4	58.1	59.9	-	-	-	174.4			
Travaux de construction de mini barrages	Nombre	-	-	1	1	1	-	-	-	3	424,000.0	848,000	-	-	1,018.0	1,043.8	1,070.3	-	-	-	3,132.1			
Subtotal Minibarrages													25.1	62.4	1,138.7	1,140.7	1,130.1	-	-	3,496.9				
b. Seuils d'épandage type 1 en série																								
Etudes de faisabilité	Nombre	8	16	23	19	9	-	-	-	75	2,400.0	4,800	40.1	82.7	122.4	104.2	50.8	-	-	-	400.3			
Contrôle des travaux	Nombre	-	8	16	23	19	9	-	-	75	3,600.0	7,200	-	62.0	127.8	189.2	161.0	78.5	-	-	618.5			
Travaux de construction de seuils type 1	Nombre	-	8	16	23	19	9	-	-	75	67,500.0	135,000	-	1,264.5	2,593.1	3,821.9	3,237.3	1,572.3	-	-	12,489.1			
Subtotal Seuils d'épandage type 1 en série													40.1	1,409.3	2,843.3	4,115.3	3,449.1	1,650.9	-	-	13,507.9			
c. Seuils d'épandage type 2 en série																								
Etudes de faisabilité	Nombre	-	-	1	1	-	-	-	-	2	6,400.0	12,800	-	-	14.2	14.6	-	-	-	-	28.8			
Contrôle des travaux	Nombre	-	-	-	1	1	-	-	-	2	9,600.0	19,200	-	-	-	21.9	22.6	-	-	-	44.5			
Travaux de construction de seuils type 2 en série	Nombre	-	-	-	1	1	-	-	-	2	144,000.0	288,000	-	-	-	354.5	363.5	-	-	-	718.0			
Mission d'appui aux chantiers école	Contrat	-	-	1	1	1	1	-	-	4	2,400.0	4,800	-	-	5.3	5.5	5.6	5.8	-	-	22.3			
Subtotal Seuils d'épandage type 2 en série													-	-	19.5	396.5	391.7	5.8	-	-	813.6			
d. Aménagement de mares																								
Schéma d'aménagement des mares	Nombre	-	-	1	1	-	-	-	-	2	12,000.0	24,000	-	-	26.6	27.4	-	-	-	-	54.0			
Etudes de faisabilité	Nombre	-	1	1	-	-	-	-	-	2	2,464.0	4,928	-	5.3	5.5	-	-	-	-	-	10.8			
Contrôle des travaux	Nombre	-	-	0.5	1	0.5	-	-	-	2	3,936.0	7,872	-	-	4.4	9.0	4.6	-	-	-	18.0			
Travaux d'aménagement de mares	Nombre	-	-	0.5	1	0.5	-	-	-	2	69,600.0	139,200	-	-	83.6	171.3	87.8	-	-	-	342.7			
Subtotal Aménagement de mares													-	5.3	120.0	207.8	92.5	-	-	425.5				
Subtotal Infrastructures de mobilisation des eaux													65.2	1,476.9	4,121.5	5,860.2	5,063.4	1,656.7	-	-	18,244.0			
Subtotal Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux													214.2	2,585.8	5,211.0	7,148.8	6,379.7	2,320.9	-	-	23,860.4			
B. Infrastructures et équipements d'irrigation																								
1. Petite irrigation																								
a. Microprojets de binomes irrigants autour des mares /a	Ha	-	-	100	100	-	-	-	-	200	1,440.0	2,880	-	-	319.4	329.0	-	-	-	-	648.4			
b. Microprojets de binomes irrigants en amont des barrages /b	Ha	-	-	-	200	200	200	-	-	600	1,440.0	2,880	-	-	-	658.0	677.8	698.1	-	-	2,033.9			
c. Microprojets de binomes irrigants liés aux nouveaux bassins de production /c	Ha	-	-	200	-	-	-	-	-	200	1,440.0	2,880	-	-	638.9	-	-	-	-	-	638.9			
Subtotal Petite irrigation													-	-	958.3	987.0	677.8	698.1	-	-	3,321.2			
C. Véhicules 4X4 DC	Nombre	-	-	2	-	-	-	2	-	4	29,917.4	59,834.7	-	-	130.3	-	-	-	143.7	-	274.0			
Total Investment Costs													214.2	2,585.8	6,299.6	8,135.8	7,057.5	3,019.0	143.7	-	27,455.5			
II. Recurrent Costs																								
Salaires Responsable composante 1	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,244.5	2,489	31.2	32.2	33.1	34.1	35.1	36.2	37.3	38.4	277.7			
Chargé de volet régional CC/GRN (CES/DRS, Seuils, mares)	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	72	944.5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	-	-	153.3			
Salaires Assistant minibarrages, AHA et Périmètres irrigués	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944.5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7			
Salaires Chauffeurs	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	24	192	234.6	469.2	11.8	12.1	12.5	12.9	13.3	13.6	14.1	14.5	104.7			
Salaires Chauffeur CC/GRN	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	72	234.6	469.2	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.8	-	-	38.1			
Missions de terrain du responsable composante 1 et assistant minibarrages, AHA et PI	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	1,680	35.0	70	15.4	15.8	16.3	16.8	17.3	17.8	18.4	18.9	136.7			
Mission de terrain du chargé CC/GRN (CES/DRS, mares et seuils)	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	720	35.0	70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	-	-	56.8			
Mission de terrain des chauffeurs	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	1,680	20.0	40	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1			
Mission de terrain du chauffeur CC/GRN	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	720	20.0	40	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	-	-	32.5			
Fonctionnement véhicules	Véhicule	2	2	2	2	2	2	2	2	16	3,650.0	7,300	15.5	15.9	16.3	16.8	17.2	17.7	18.1	18.6	136.0			
Total Recurrent Costs													149.7	154.2	158.7	163.4	168.3	173.3	126.6	130.3	1,224.5			
Total													363.9	2,739.9	6,458.3	8,299.3	7,225.7	3,192.2	270.3	130.3	28,680.0			

la Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .

lb Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .

lc Le projet contribue à hauteur de 30 à 35% et les bénéficiaires à hauteur de 65 à 70 % .

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger																						
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																						
Table 4. Leadership Féminin et Promotion de la Sécurité Nutritionnelle																						
Detailed Costs																						
Tahoua																						

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger																					
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																					
Table 5. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Services Ruraux																					
Detailed Costs																					
Tahoua																					
		Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)								
	Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																					
B. Pistes Rurales																					
1. Travaux neufs																					
Etudes	Km	-	-	40	-	33	-	-	-	73	880,0	1.760	-	-	78.1	-	68.3	-	-	-	146.4
Contrôle des travaux	Km	-	-	-	40	-	33	-	-	73	1.320,0	2.640	-	-	-	120.6	-	105.6	-	-	226.2
Travaux de réalisation de pistes	Km	-	-	-	40	-	33	-	-	73	22.000,0	44.000	-	-	-	2.166,4	-	1.879,1	-	-	4.045,4
Subtotal Travaux neufs													-	-	78.1	2.287,0	68.3	1.984,6	-	-	4.418,1
2. Travaux de réhabilitation																					
Etudes	Km	46	-	-	66	-	-	-	-	112	880,0	1.760	84.6	-	-	132,7	-	-	-	-	217,3
Contrôle des travaux	Km	-	46	-	-	66	-	-	-	112	1.320,0	2.640	-	130,8	-	-	205,0	-	-	-	335,8
Travaux de réalisation de pistes	Km	-	46	-	-	66	-	-	-	112	16.000,0	32.000	-	1.723,5	-	-	2.665,5	-	-	-	4.389,1
Subtotal Travaux de réhabilitation													84,6	1.854,3	-	132,7	2.870,6	-	-	-	4.942,2
3. Mise à niveau des PME BTP pour le contrôle qualité	Unité	1	1	1	1	1	-	-	-	5	4.000,0	8.000	8,3	8,5	8,7	8,9	9,1	-	-	-	43,5
Subtotal Pistes Rurales													92,9	1.862,8	86,8	2.428,6	2.948,0	1.984,6	-	-	9.403,8
C. Véhicule 4X4 DC	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65,2	-	-	-	71,8	-	137,0
Total Investment Costs													92,9	1.862,8	151,9	2.428,6	2.948,0	1.984,6	71,8	-	9.540,8
II. Recurrent Costs																					
Salaire Responsable composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31,2	32,2	33,1	34,1	35,1	36,2	37,3	38,4	277,7
Salaire Assistant composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23,7	24,4	25,1	25,9	26,7	27,5	28,3	29,1	210,7
Salaire Chauffeur	Personne/mois	1	1	1	1	1	1	1	1	8	234,6	469,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	4,4
Mission de terrain du responsable composante 2	Personne/jour	90	90	90	90	90	90	90	90	720	35,0	70	6,6	6,8	7,0	7,2	7,4	7,6	7,9	8,1	58,6
Mission de terrain de l'assistant composante 2	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8,8	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	78,1
Mission de terrain de chauffeur	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5,0	5,2	5,3	5,5	5,6	5,8	6,0	6,2	44,6
Fonctionnement véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7,7	7,9	8,2	8,4	8,6	8,8	9,1	9,3	68,0
Total Recurrent Costs													83,5	86,0	88,6	91,2	93,9	96,7	99,6	102,5	742,1
Total													176,5	1.948,8	240,5	2.519,8	3.041,9	2.081,3	171,4	102,5	10.282,8

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger																					
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																					
Table 6. Gestion et Maintenance des Infrastructures Economiques																					
Detailed Costs																					
Tahoua																					
		Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)								
	Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																					
A. Renforcement des structures de gestion des infrastructures																					
1. SARL sur les marchés de demi-gros /a																					
a. Equipement du prestataire /b	Forfait												90.4	-	-	-	-	-	-	-	90.4
b. Formations et échanges	Forfait												-	15.3	10.4	16.0	-	-	-	-	41.7
c. Ressources humaines du prestataire /c	Forfait												3.3	37.6	38.6	35.9	-	-	-	-	115.4
d. Fonctionnement véhicule et bureau prestataire	Forfait												-	17.6	18.0	18.5	-	-	-	-	54.0
Subtotal SARL sur les marchés de demi-gros													93.7	70.5	67.0	70.4	-	-	-	-	301.6
2. Mise en place d'un dispositif de collecte, traitement et diffusion des informations commerciales																					
a. Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE																					
Contrat de diffusion avec des radios communautaires	Contrat	-	2	2	4	4	4	4	4	24	200,0	400	-	0.9	0.9	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	11.1
Contrat de diffusion avec la station régionale ORTN	Contrat	1	1	1	1	1	1	1	-	7	200,0	400	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	-	3.1
Prise en charge du spécialiste SIM	Personne/mois	-	12	12	12	-	-	-	-	36	320,0	640	-	8.2	8.4	8.6	-	-	-	-	25.1
Subtotal Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE													0.4	9.4	9.7	10.8	2.3	2.3	2.4	2.0	39.4
3. Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes																					
Elaboration d'une stratégie détaillée d'entretien (consultants)	Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	320,0	640	0.7	-	-	-	-	-	-	-	0.7
Formation technique BCER et processus ingénierie sociale /d	Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	68.000,0	136.000	-	-	147.8	-	-	-	-	-	147.8
Equipement BCER	Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	32.000,0	64.000	-	-	69.7	-	-	-	-	-	69.7
Subtotal Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes													0.7	-	217.5	-	-	-	-	-	218.2
Subtotal Renforcement des structures de gestion des infrastructures													94.8	79.9	294.2	81.3	2.3	2.3	2.4	2.0	559.2
B. Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE																					
1. Renforcement des promoteurs et PME	Groupe	-	1	47	51	51	51	51	48	300	335,6	671,2	-	0.7	34.4	38.3	39.2	40.2	41.2	39.8	233.8
2. Renforcement des capacités des IF	Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	22.000,0	44.000	45.7	46.8	48.0	49.2	50.4	51.7	53.0	54.3	399.1
3. Financement des promoteurs	Nombre	-	17	489	528	528	528	527	500	3,117	88,5	177	-	3.2	96.0	106.8	110.0	113.3	116.4	113.8	659.5
Subtotal Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE													45.7	50.8	178.4	194.2	199.6	205.2	210.7	207.9	1,292.3
C. Véhicule 4X4 DC	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65.2	-	-	-	71.8	-	137.0
Total Investment Costs													140.5	130.7	537.7	275.5	201.9	207.5	284.9	209.9	1,988.5
II. Recurrent Costs																					
Salaire Assistant ingénierie sociale	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7
Salaire Chauffeur	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.8	7.0	7.2	52.3
Mission de terrain de l'Assistant ingénierie sociale	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1
Mission de terrain du chauffeur	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	44.6
Fonctionnement véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0	7.300	7.7	7.9	8.2	8.4	8.6	8.8	9.1	9.3	68.0
Total Recurrent Costs													51.1	52.6	54.2	55.8	57.4	59.1	60.9	62.7	453.8
Total													191.6	183.3	591.9	331.3	259.3	266.6	345.8	272.5	2,442.3
a Partenariat public privé regroupant GIE des opérateurs économiques et autorités																					
b 1 véhicule, 3 motos, 4 ordinateurs portables, 1 ordinateur de bureau, 1 appareil photo numérique et 5 clés 3G																					
c 1 coordinateur, 1 aide comptable, 1 spécialiste passation des marchés, 1 spécialiste entrepreneuriat rural																					
d Mise en place et accompagnement comité intercommunal, cellule CGFER; articulation dispositif PDE-CAFER																					

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 7. Intégration Régionale des Echanges
Detailed Costs
Tahoua

										Unit Cost (FCFA '000)	Unit Cost (USD)	Totals Including Contingencies (USD '000)									
Quantities																					
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total												
I. Investment Costs																					
B. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																					
Mise en place des cellules techniques locales dans deux couloirs /a																					
Appui	1	1	10	-	1	1	-	-	14	4,000.0	8,000	8.3	8.5	87.2	-	9.2	9.4	-	-	122.6	
C. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																					
Appui à la mise en place de la chambre conjointe /b																					
Appui	-	-	-	7	-	-	-	-	7	4,000.0	8,000	-	-	-	64.0	-	-	-	-	64.0	
Total										8.3	8.5	87.2	64.0	9.2	9.4	-	-	-	-	186.6	

la Suivi de la mise en place et Scaling-up sur les deux autres couloirs en fonction des résultats

lb Appui aux chambres régionales pour la réhabilitation de la CCAN – régional, l'équipement des locaux, appuyer l'élaboration du programme d'activité, organiser des missions conjointes, animer les cellules techniques locales

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 8. Suivi Evaluation et Gestion du Savoir
Detailed Costs
Tahoua

											Unit Cost		Totals Including Contingencies (USD '000)										
											Unit Cost	Unit Cost											
											(FCFA '000)	(USD)											
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																							
A. Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme																							
2. Ateliers et missions annuels																							
Ateliers d'appropriation, harmonisation et capitalisation /a	Nombre	1	-	-	1	-	-	-	-	2	1,600.0	3,200	3.3	-	-	3.6	-	-	-	6.9			
Ateliers bilan annuels et planification participative /b	Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1,600.0	3,200	3.3	3.4	3.5	3.6	3.6	3.7	3.8	28.9			
Mission de revue à tiers parcours /c	Nombre	-	-	1	-	-	1	-	-	2	10,666.7	21,333,332	-	-	23.7	-	-	25.9	-	49.5			
Mission d'achèvement des projets et du programme	Nombre	-	-	-	2	-	-	-	1	3	12,000.0	24,000	-	-	-	54.8	-	-	-	85.7			
Subtotal Ateliers et missions annuels													6.6	3.4	27.1	62.0	3.6	29.6	3.8	34.8	171.0		
3. Dispositifs de S&E participatif																							
Dispositif de ciblage villageois /d	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	7,200.0	14,400	14.9	15.3	15.7	16.1	16.5	16.9	17.3	130.6			
Dispositif d'analyse économique et financière/exploitation agricole /e	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	5,680.0	11,360	11.9	6.7	6.9	13.0	7.4	7.6	7.8	69.3			
Dispositif d'analyse économique et financière/Marchés /f	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	5,680.0	11,360	11.9	6.7	6.9	13.0	7.4	7.6	7.8	69.3			
Dispositif de suivi carbone EX-ACT/g	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	2,666.7	5,333,332	5.6	3.2	3.3	6.1	3.5	3.6	3.7	32.5			
Subtotal Dispositifs de S&E participatif													44.3	31.9	32.8	48.1	34.7	35.6	36.6	37.6	301.7		
4. Recherche-action et partenariats scientifiques (ICRISAT, INRAN, ETC) /h	Etude/publication	2	4	4	2	-	-	-	-	12	833.0	1,666	3.5	7.2	7.4	3.8	-	-	-	21.9			
5. Recherche-action et partenariats scientifiques (Agrhyment) /i	Etude/publication	1	2	2	1	-	-	-	-	6	2,166.7	4,333,332	4.5	9.3	9.6	5.0	-	-	-	28.4			
Subtotal Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme													58.9	51.8	77.0	118.9	38.3	65.2	40.4	72.4	522.9		
B. Communication et Gestion des savoirs																							
Conception, production, multiplication de supports d'info-com/j	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	4,000.0	8,000	8.3	8.5	8.7	8.9	9.2	9.4	9.6	72.6			
Collaboration PROCASUR /k	Nombre	-	0.5	-	1	-	-	-	0.5	2	34,666.7	69,333,332	-	36.9	-	77.5	-	-	-	42.8			
Mise en place et opérationnalisation d'une plate forme d'échange d'informations environnementales	Plateforme	1	1	1	1	1	1	-	-	6	916.7	1,833,332	1.9	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2	-	12.2			
Subtotal Communication et Gestion des savoirs													10.2	47.3	10.7	88.5	11.3	11.6	9.6	52.7	241.9		
C. Formations en S/E des acteurs et formation technique des cadres S&E/Gds																							
	Forfait												-	16.3	-	-	17.5	-	-	33.8			
D. Equipements et matériels																							
1. Véhicules Pick-up double cabine	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29,917.4	59,834.7	-	-	65.2	-	-	-	71.8	137.0			
2. Equipements et mobilier de bureau																							
a. Equipement de bureau /l	Nombre	1.5	-	1.5	-	-	-	-	-	3	5,000.0	10,000	15.6	-	16.3	-	-	-	-	31.9			
b. Equipement audio-visuel /m	Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	1	2,000.0	4,000	-	-	4.4	-	-	-	-	4.4			
c. Equipement/logiciel informatique pour les enquêtes /n	Nombre	20	-	-	-	-	-	-	-	20	1,000.0	2,000	41.5	-	-	-	-	-	-	41.5			
d. Renouvellement GPS pour opérateurs régionaux	Nombre	-	-	24	-	-	-	-	-	24	350.0	700	-	-	18.3	-	-	-	-	18.3			
Subtotal Equipements et mobilier de bureau													57.0	-	39.0	-	-	-	-	-	96.0		
Subtotal Equipements et matériels													57.0	-	104.1	-	-	-	-	71.8	-	233.0	
Total Investment Costs																							
													126.2	115.5	191.8	207.4	67.1	76.8	121.9	1,031.6			
II. Recurrent Costs																							
Total																							
													126.2	115.5	191.8	207.4	67.1	76.8	121.9	1,031.6			

la Pendant 4 jours au niveau régional et 2 jours au niveau inter-régional. Il regroupe les équipes du programme, un/deux représentant(s) des partenaires de mise en oeuvre.
lb Pendant 2 jours (niveau régional et inter-régional) réalisé en fin d'année par l'URGP et les représentants des opérateurs et bénéficiaires pour le bilan et le programme d'activités
lc Frais de mission pour la participation de représentants du Gouvernement, de consultants nationaux, voire internationaux.
ld Dispositif mis en place dans le cadre du PASADEM et PPI Ruw annu élagit à la zone PRODAF.
le Le coût de la formation initiale de 3 jours des enquêteurs (recyclage en année 4) + 10 jours de travail de terrain pour la collecte des données effectuée par 50 enquêteurs pour les 3 régions.
lf Le coût de la formation initiale de 3 jours des enquêteurs (recyclage en année 4) + 10 jours de travail de terrain pour la collecte des données effectuée par 50 enquêteurs.
lg Formation dispensée par un technicien de la FAO/Rome, logiciel gratuit, suivi annuel des données. Recyclage prévu en année 4.
lh 2*2 doctorant pendant 3 ans
li 2*1 doctorant pendant 3 ans
lj Supports en langue ou en Français, pour la sensibilisation, l'information, la vulgarisation agricole ou publicité, à destination des groupes cibles, partenaires d'exécution ou PTF (dépliants, films vidéo, messages radio, posters illustrés, manuels techni
lk Collaboration Sud-Sud pour capitaliser l'approche de PROCASUR pour la gestion et le partage des savoirs (formation méthodologique, élaboration d'études de cas, publications, organisation de Routes d'apprentissage "Learning Routes") sur les grandes innovat
ll Equipement des nouveaux assistants S&E et renouvellement des équipements du PASADEM et PPI Ruw annu.
lm Renouvellement équipement déjà disponible: appareil photo numérique, caméra numérique, écran portatif, rétro-projecteur, générateur portatif, GPS pour documenter les visites de terrain et restituer les résultats des enquêtes/études au niveau communautai
ln Tablette et/ou laptop + softw are pour la saisie et le traitement informatisé des questionnaires

Appendice 9.4 : Tableaux des coûts détaillés nouveaux financements– région de Zinder

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques
Detailed Costs
Zinder

	Unit	Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)										Total
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23				
I. Investment Costs																								
A. Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux																								
1. Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG																								
a. Récupération des terres dégradées en amont du bassin versant	Ha	-	594	755	895	893	447	-	-	3,584	260,0	520	-	328.6	428.1	520.2	532.1	273.0	-	-	-	2,082.1		
b. Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	-	228	417	655	659	430	-	-	2,389	320,0	640	-	155.2	291.0	468.6	483.3	323.3	-	-	-	1,721.4		
c. Conception du système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	1	100,000.0	200,000	104.5	107.7	-	-	-	-	-	-	-	212.2		
d. Mise en oeuvre système de suivi environnemental géolocalisé	Forfait	-	-	1	1	1	1	-	-	4	20,000.0	40,000	-	-	43.6	44.7	45.8	47.0	-	-	-	181.2		
e. Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	-	250	250	250	250	-	-	-	1,000	320,0	640	-	170.2	174.5	178.9	183.3	-	-	-	-	706.9		
f. Haies vives	Ha	-	30	30	30	30	30	-	-	150	116,0	232	-	7.4	93.6	96.1	8.0	8.2	-	-	-	38.9		
g. Aménagement des couloirs de passage et des espaces sylvo-pastoraux	Ha	-	250	250	250	-	-	-	-	750	172,0	344	-	91.5	93.8	96.1	-	-	-	-	-	281.4		
h. Assistance technique (FEM) pour CC/GRN (schémas d'aménagement)	Forfait	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	0.0556	-	-	0.3336	27,100.0	54,200	3.2	3.2	3.3	3.4	3.5	3.7	-	-	-	20.4		
i. Assistance technique pour les études de faisabilité BV (schémas d'aménagement)	Forfait	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33.8	34.8	35.8	36.9	38.0	39.2	-	-	-	218.5		
Subtotal Ouvrages de CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG													141.5	898.6	1,077.8	1,356.7	1,294.1	694.3	-	-	-	5,462.9		
2. Infrastructures de mobilisation des eaux																								
a. Minibarrages																								
Shémas d'aménagement	Nombre	1	1	1	-	-	-	-	-	3	12,000.0	24,000	25.1	25.8	26.6	-	-	-	-	-	-	77.6		
Etudes de faisabilité pour les minibarrages et les AHA	Nombre	-	1	1	1	-	-	-	-	3	16,960.0	33,920	-	36.5	37.6	38.7	-	-	-	-	-	112.9		
Contrôle des travaux de minibarrages et AHA	Nombre	-	-	1	1	1	-	-	-	3	25,440.0	50,880	-	-	56.4	58.1	59.9	-	-	-	-	174.4		
Travaux de construction de mini barrages	Nombre	-	-	1	1	1	-	-	-	3	424,000.0	848,000	-	-	1,018.0	1,043.8	1,070.3	-	-	-	-	3,132.1		
Subtotal Minibarrages													25.1	62.4	1,138.7	1,140.7	1,130.1	-	-	-	-	3,496.9		
b. Seuils d'épandage type 1 en série																								
Etudes de faisabilité	Nombre	5	8	15	10	7	-	-	-	45	2,400.0	4,800	25.1	41.3	79.9	54.8	39.5	-	-	-	-	240.7		
Contrôle des travaux	Nombre	-	5	8	15	10	7	-	-	45	3,600.0	7,200	-	38.8	63.9	123.4	84.7	61.1	-	-	-	371.8		
Travaux de construction de seuils type 1	Nombre	-	5	8	15	10	7	-	-	45	67,500.0	135,000	-	790.3	1,296.5	2,492.6	1,703.8	1,222.9	-	-	-	7,506.2		
Subtotal Seuils d'épandage type 1 en série													25.1	870.5	1,440.3	2,670.8	1,828.1	1,284.0	-	-	-	8,118.7		
c. Seuils d'épandage type 2 en série																								
Etudes de faisabilité	Nombre	-	-	1	1	-	-	-	-	2	6,400.0	12,800	-	-	14.2	14.6	-	-	-	-	-	28.8		
Contrôle des travaux	Nombre	-	-	-	1	1	-	-	-	2	9,600.0	19,200	-	-	-	21.9	22.6	-	-	-	-	44.5		
Travaux de construction de seuils type 2 en série	Nombre	-	-	-	1	1	-	-	-	2	144,000.0	288,000	-	-	-	329.0	338.9	-	-	-	-	667.9		
Mission d'appui aux chantiers école	Contrat	-	-	1	1	1	1	-	-	4	2,400.0	4,800	-	-	5.3	5.5	5.6	5.8	-	-	-	22.3		
Subtotal Seuils d'épandage type 2 en série													-	-	19.5	371.0	367.1	5.8	-	-	-	763.5		
d. Aménagement de mares																								
Schéma d'aménagement des mares	Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	1	12,000.0	24,000	-	-	26.6	-	-	-	-	-	-	26.6		
Etudes de faisabilité	Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2,464.0	4,928	-	5.3	-	-	-	-	-	-	-	5.3		
Contrôle des travaux	Nombre	-	-	0.5	0.5	-	-	-	-	1	3,936.0	7,872	-	-	4.4	4.5	-	-	-	-	-	8.9		
Travaux d'aménagement de mares	Nombre	-	-	0.5	0.5	-	-	-	-	1	69,600.0	139,200	-	-	83.6	85.7	-	-	-	-	-	169.2		
Subtotal Aménagement de mares													-	5.3	114.5	90.2	-	-	-	-	-	210.0		
Subtotal Infrastructures de mobilisation des eaux													50.2	938.1	2,713.0	4,272.7	3,325.3	1,289.8	-	-	-	12,589.2		
Subtotal Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux													191.6	1,836.8	3,790.8	5,629.3	4,619.4	1,984.1	-	-	-	18,052.1		
B. Infrastructures et équipements d'irrigation																								
1. Petite irrigation																								
a. Microprojets de binomes irrigants autour des mares /a	Ha	-	-	100	-	-	-	-	-	100	1,440.0	2,880	-	-	319.4	-	-	-	-	-	-	319.4		
b. Microprojets de binomes irrigants en amont des barrages /b	Ha	-	-	-	200	200	200	-	-	600	1,440.0	2,880	-	-	-	658.0	677.8	698.1	-	-	-	2,033.9		
c. Microprojets de binomes irrigants liés aux nouveaux bassins de production /c	Ha	-	-	-	500	450	400	-	-	1,350	1,440.0	2,880	-	-	-	1,645.0	1,525.0	1,396.2	-	-	-	4,566.2		
Subtotal Petite irrigation													-	-	319.4	2,303.1	2,202.7	2,094.3	-	-	-	6,919.5		
2. Aménagements hydro-agricoles en aval des minibarrages																								
Travaux d'aménagement	Ha	-	-	-	100	100	100	-	-	300	4,560.0	9,120	-	-	-	1,122.6	1,151.0	1,180.2	-	-	-	3,453.8		
Subtotal Infrastructures et équipements d'irrigation													-	319.4	3,425.6	3,353.7	3,274.5	-	-	-	-	10,373.3		
C. Véhicules 4X4 DC	Nombre	-	-	2	-	-	-	2	-	4	29,917.4	59,834.7	-	-	-	130.3	-	-	-	143.7	-	-	274.0	
Total Investment Costs													191.6	1,836.8	4,240.5	9,054.9	7,973.2	5,258.6	143.7	-	-	28,699.4		
II. Recurrent Costs																								
Salaire Responsable composante 1	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,244.5	2,489	31.2	32.2	33.1	34.1	35.1	36.2	37.3	38.4	-	277.7		
Chargé de volet régional CC/GRN (CES/DRS, Seuils, mares)	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	72	944.5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	-	-	-	153.3		
Salaire Assistant minibarrages, AHA et Périmètres irrigués	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944.5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7	-		
Salaires Chauffeurs	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	24	192	234.6	469.2	11.8	12.1	12.5	12.9	13.3	13.6	14.1	14.5	104.7	-		
Salaire Chauffeur CC/GRN	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	-	-	72	234.6	469.2	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.8	-	-	-	38.1		
Missions de terrain du responsable composante 1 et assistant minibarrages, AHA et PI	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	1,680	35.0	70	15.4	15.8	16.3	16.8	17.3	17.8	18.4	18.9	136.7	-		
Mission de terrain du chargé CC/GRN (CES/DRS, mares et seuils)	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	720	35.0	70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	-	-	-	56.8		
Mission de terrain des chauffeurs	Personne/jour	210	210	210	210	210	210	210	210	1,680	20.0	40	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1	-		
Mission de terrain du chauffeur CC/GRN	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	-	-	720	20.0	40	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	-	-	-	32.5		
Fonctionnement véhicules	Véhicule	2	2	2	2	2	2	2	2	16	3,650.0	7,300	15.5	15.9	16.3	16.8	17.2	17.7	18.1	18.6	136.0	-		
Total Recurrent Costs													149.7	154.2	158.7	163.4	168.3	173.3	126.6	130.3	1,224.5	-		
Total													341.4	1,990.9	4,399.3	9,218.4	8,141.5	5,431.9	270.3	130.3	29,923.3	-		

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 2. Amélioration des Capacités Techniques des Producteurs
Detailed Costs
Zinder

255

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger																					
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																					
Table 3. Renforcement Organisationnel et Institutionnel																					
Detailed Costs																					
Zinder																					
		Quantities								Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
	Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																					
A. OP (fédérations régionales/unions) et Associations (AUE, COGES)																					
1. Moyens logistiques																					
Acquisition de véhicules /a	Nombre	1.33	-	-	-	-	-	-	-	1.33	29.917,4	59.834,7	82.5	-	-	-	-	-	-	-	82.5
Acquisition motos KASEA/ROYAL pour animateurs des FUBI, CSAOCP et FCMN-Niya Zinder	Nombre	9	-	-	9	-	-	9	-	27	600,0	1.200	11.2	-	-	12.1	-	-	13.0	-	36.2
Acquisition motos DT pour techniciens du CPS /b	Nombre	3	-	-	-	-	-	-	-	3	3.400,0	6.800	21.2	-	-	-	-	-	-	-	21.2
Fonctionnement véhicules OP/c	Véhicule/an	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.890,0	7.780	8.1	8.3	8.5	8.7	8.9	9.1	9.4	9.6	70.6
Fonctionnement motos animateurs OP	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	600,0	1.200	14.9	15.3	15.7	16.1	16.5	16.9	17.3	17.8	130.6
Subtotal Moyens logistiques													137.9	23.6	24.2	36.8	25.4	26.1	39.7	27.4	341.1
2. Ressources humaines	Forfait												85.0	87.1	89.3	91.5	74.0	82.7	84.7	86.9	681.2
3. Equipement CPS	Forfait												11.0	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	2.3	2.4	26.3
4. Animation et formation autour des CC /d	Forfait												1.0	10.8	1.0	11.3	1.1	11.9	1.1	12.5	50.8
5. Appui organisation et suivi des activités marchandes des OP/e	Forfait												-	17.5	-	18.3	-	19.2	-	20.2	75.3
6. Alphabétisation (organisée par les CPS)	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1.333,3	2.666,667	2.8	2.8	2.9	3.0	3.0	3.1	3.2	3.3	24.1
Subtotal OP (fédérations régionales/unions) et Associations (AUE, COGES)													237.6	143.9	119.5	163.2	105.8	145.2	131.1	152.5	1,198.7
B. CRA/RECA																					
1. Appui au Renforcement des CRA																					
a. Renovation du siège de la CRA	Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	4.000,0	8.000	9.1	-	-	-	-	-	-	-	9.1
b. Véhicule	Unité	-	-	1	-	-	-	-	-	1	29.917,4	59.834,7	-	-	65.2	-	-	-	-	-	65.2
c. Moyens logistiques et équipements /f	Forfait												52.7	7.7	14.2	14.6	14.9	15.3	15.7	16.0	151.0
d. Appui en fournitures de bureau et audit externe /g	Forfait												2.8	2.9	3.0	3.0	3.1	3.2	3.3	3.4	24.7
e. Renforcement stratégique de la CRA /h	Forfait												4.2	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	10.6
f. Appui pour l'organisation du forum régional et la foire agricole régionale /i	Forfait												3.3	11.9	3.5	3.6	12.8	3.7	3.8	13.7	56.3
g. Indemnités et frais de mission équipe CRA /j	Forfait												54.1	55.5	56.8	58.3	59.7	61.2	62.8	64.4	472.8
h. Mise en place et animation du hadin gw iw a sur les PDE /k	Forfait												8.8	7.7	9.2	4.5	4.6	4.7	-	-	39.5
i. Formation et renforcement des AUE et des COGES GRN /l	Forfait												59.2	59.0	60.4	30.9	31.7	30.6	-	-	271.7
j. Appui aux initiatives des OP/m	Forfait												0.3	3.7	0.3	0.3	0.3	0.4	-	-	5.4
Subtotal Appui au Renforcement des CRA													194.6	149.1	213.5	116.0	128.0	120.0	86.5	98.5	1,106.2
C. Services Techniques Décentralisés (STD)																					
1. Renforcement des STD de l'agriculture																					
Appui logistique en véhicule à la DRA	Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	1	29.917,4	59.834,7	62.1	-	-	-	-	-	-	-	62.1
Appui logistique en motos aux STD agriculture communes	Nombre	5	10	5	-	-	-	-	-	20	400,0	800	4.1	8.5	4.4	-	-	-	-	-	17.0
Fonctionnement du véhicule et motos	Forfait												12.3	25.4	32.5	32.5	33.3	34.1	35.0	35.9	240.9
Frais de mission personnel DRA /n	Forfait												1.4	3.5	4.6	4.8	4.9	5.0	5.1	5.3	34.6
Appui à l'élaboration et à la vulgarisation des documents techniques et fournitures de bureau	Forfait												2.7	0.6	0.9	0.9	3.7	0.9	1.0	1.0	11.7
Subtotal Renforcement des STD de l'agriculture													82.6	38.0	42.4	38.1	41.8	40.1	41.1	42.1	366.2
2. Appui au Code Rural																					
Sécurisation des sites aménagés /o	Forfait												150.0	25.3	9.2	9.4	17.9	-	-	-	211.9
Appui au SPR et SPCR /p	Forfait												3.0	1.7	1.7	1.8	3.3	-	-	-	11.6
Subtotal ppui au Code Rural													153.1	27.0	11.0	11.2	21.2	-	-	-	223.5
Subtotal Services Techniques Décentralisés (STD)																					
D. Autorités Territoriales (communes rurales, conseil régional)																					
1. Intégration participative de la dimension climatique dans les PDC (cartographie participative)	PDC	-	2	2	2	2	2	-	-	10	5.000,0	10.000	-	21.3	21.8	22.4	22.9	23.5	-	-	111.9
Total													667.9	379.2	408.2	350.9	319.8	328.7	258.6	293.1	3,006.4
a 1 véhicule pour FCMN-NIYA à financer par les 3 URGP et 1 véhicule de pool pour les OP																					
b DT 125 Yamaha																					
c Carburant, maintenance/entretien, assurance																					
d Sensibilisation, formation en vie associative, formation en comptabilité gestion, formation des membres des comités de contrôle, diagnostic des OP																					
e Formations en autoévaluation, gestion des boutiques d'intrants, commercialisation, élaboration de plans d'affaires																					
f 6 motos DT, 2 ordinateurs portables, 1 PC+ imprimante; fonctionnement des moyens de transport																					
g Audit à 1200 000 FCFA et les fournitures à 160 000 FCFA par an																					
h validation du manuel de procédures (1200 000 FCFA) et élaboration de la stratégie d'autofinancement et appui aux réunions des comités techniques (400 000 FCFA /an)																					
i 1 forum chaque année (1 600 000) et 1 foire chaque 3 ans (4 000 000)																					
j Salaires, indemnités et frais de missions du personnel																					
k réunions et ateliers des acteurs des PDE, réunions au sein des groupes, organisation d'un réseau																					
l Mise en place et formation des AUE, formation des COGES GRN																					
m Renforcement des capacités des OP en gestion des MER (150 000 /an) et création d'une base de données régionale des OP																					
n STD agricoles au niveau communal et supervision par la DRA																					
o Campagne d'information-sensibilisation au niveau PDE, Formation de formateurs COFODEP, copies papier des actes, registres et PV, GPS pour COFOCOM, 3 fora de négociation pour la sécurisation de chaque site.																					
p Formation en géo-référencement du secrétariat permanent niveau régional comme appui au schéma d'aménagement foncier régional + appui au niveau national pour le suivi de l'exécution et la consolidation des statistiques.																					

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 4. Leadership Féminin et Promotion de la Sécurité Nutritionnelle

Detailed Costs

Zinder

Zinder		Unit	Quantities								Unit Cost		Totals Including Contingencies (USD '000)									
			15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	Unit Cost (USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																						
B. Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle																						
Mise en place des GFS /a	Nombre	-	14	14	6	-	-	-	-	34	7,500,0	15,000	-	245.9	252.1	110.8	-	-	-	-	608.8	
Jardins de case	Nombre	-	200	200	200	200	125	-	1,125	12,0	24	-	5.1	5.2	5.4	5.5	5.6	3.6	-	30.5		
Semences Cassia Tora	Nombre	-	175	175	175	175	175	-	1,050	2,0	4	-	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	-	4.8		
Semences Moringa	Nombre	-	17.5	17.5	17.5	17.5	17.5	-	105	14,0	28	-	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	-	3.3		
Kits agricoles - semences	Kg	1,450	1,450	1,450	1,450	1,450	-	-	8,700	0,5	0,96	1.4	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	-	-	9.2		
Kits agricoles - engrais	Kg	14,500	14,500	14,500	14,500	14,500	-	-	87,000	0,2	0,48	7.2	7.4	7.6	7.8	8.0	8.2	-	-	46.1		
Activités génératrices de revenu (AGR)	Nombre	20	20	20	20	20	-	-	120	160,0	320	6.6	6.8	7.0	7.2	7.3	7.5	-	-	42.4		
Démonstrations/Sensibilisation nutritionnelle	Forfait	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	-	-	1.02	2,044,0	4,088	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	-	-	4.6		
Kits suivi nutritionnel des enfants	Nombre	-	150	150	55	-	-	-	355	120,0	240	-	38.3	39.3	14.8	-	-	-	-	92.3		
Kit IEC des relais communautaires	Nombre	-	240	-	-	-	240	-	480	100,0	200	-	51.1	-	-	-	56.4	-	-	107.4		
Subtotal Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle												16.0	358.0	314.7	149.5	24.6	81.6	5.0	-	949.5		
C. Renforcement des capacités des acteurs																						
Formation des personnes relais /b	Session	-	8	-	-	-	8	-	16	814,4	1,628,8	-	13.8	-	-	-	15.2	-	-	29.0		
Formation en transformation/conservation produits agricoles	Session	-	1	-	-	-	1	-	2	1,660,0	3,320	-	3.5	-	-	-	3.9	-	-	7.4		
Alphabétisation des femmes/jeunes /c	Campagne	20	20	20	20	20	20	-	120	766,0	1,532	31.8	32.5	33.3	34.1	34.9	35.8	-	-	202.4		
Subtotal Renforcement des capacités des acteurs												31.8	49.9	33.3	34.1	34.9	54.9	-	-	238.8		
Total Investment Costs												47.8	407.9	348.0	183.6	59.5	136.4	5.0	-	1,188.3		
II. Recurrent Costs																						
Salaires Assistant leadership féminin & sécurité nutritionnelle	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7	
Mission de terrain de l'Assistant leadership féminin et sécurité nutritionnelle	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1	
Total Recurrent Costs												32.5	33.5	34.5	35.5	36.6	37.7	38.8	39.9	288.8		
Total												80.3	441.4	382.5	219.1	96.0	174.1	43.8	39.9	1,477.1		

/a Construction bâtiment, stock céréales initial (10 tonnes), petit équipement et appui à la gestion

/b 30 pers./session

/c 2 campagnes de 6 mois x 2 classes de 25 apprenants

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 5. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Services Ruraux
Detailed Costs
Zinder

	Unit	Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)											
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																								
A. Construction de Plateformes de Commercialisation dans les PDE/a																								
1. Marchés de Demi Gros																								
a. Etudes	Forfait	-	1	1	-	-	-	-	-	2	27.000,0		54.000	-	58.1	59.9	-	-	-	-	118.0			
b. Contrôle des travaux	Forfait	-	1	1	-	-	-	-	-	2	27.000,0		54.000	-	58.1	59.9	-	-	-	-	118.0			
c. Travaux de construction des marchés	Forfait	-	1	1	-	-	-	-	-	2	450.000,0		900.000	-	1,053.8	1,080.4	-	-	-	-	2,134.2			
Subtotal Marchés de Demi Gros																								
															-	1,170.1	1,200.2	-	-	-	-	-	-	2,370.3
2. Centres de collecte																								
a. Etudes	Forfait	2	2	-	-	-	-	-	-	4	7.500,0		15.000	31.4	32.3	-	-	-	-	-	63.7			
b. Contrôle des travaux	Forfait	2	2	-	-	-	-	-	-	4	7.500,0		15.000	31.4	32.3	-	-	-	-	-	63.7			
c. Travaux de construction des centres de collecte	Forfait	2	2	-	-	-	-	-	-	4	115.000,0		230.000	480.9	495.3	-	-	-	-	-	976.2			
Subtotal Centres de collecte															543.6	559.9	-	-	-	-	-	-	1,103.6	
Subtotal Construction de Plateformes de Commercialisation dans les PDE															543.6	1,730.0	1,200.2	-	-	-	-	-	-	3,473.9
B. Pistes Rurales																								
1. Travaux neufs																								
Etudes	Km	11	51	95	53	-	-	-	-	210	880,0		1.760	20.2	96.7	185.4	106.6	-	-	-	408.9			
Contrôle des travaux	Km	-	11	51	95	53	-	-	-	210	1.320,0		2.640	-	31.3	149.3	286.5	164.6	-	-	631.8			
Travaux de réalisation de pistes	Km	-	11	51	95	53	-	-	-	210	19.800,0		39.600	-	510.0	2,424.5	4,630.6	2,648.9	-	-	10,214.0			
Subtotal Travaux neufs															20.2	638.0	2,759.3	5,023.7	2,813.5	-	-	-	11,254.7	
2. Travaux de réhabilitation																								
Etudes	Km	46	-	-	-	-	-	-	-	46	880,0		1.760	84.6	-	-	-	-	-	-	84.6			
Contrôle des travaux	Km	-	46	-	-	-	-	-	-	46	1.320,0		2.640	-	130.8	-	-	-	-	-	130.8			
Travaux de réalisation de pistes	Km	-	46	-	-	-	-	-	-	46	14.000,0		28.000	-	1,508.1	-	-	-	-	-	1,508.1			
Subtotal Travaux de réhabilitation															84.6	1,638.8	-	-	-	-	-	-	1,723.5	
3. Mise à niveau des PME BTP pour le contrôle qualité	Unité	1	1	1	1	1	-	-	-	5	4.000,0		8.000	8.3	8.5	8.7	8.9	9.1	-	-	43.5			
Subtotal Pistes Rurales															113.2	2,285.3	2,768.0	5,032.6	2,822.6	-	-	-	13,021.7	
C. Véhicule 4X4 DC	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7		-	-	65.2	-	-	-	71.8	137.0			
Total Investment Costs															656.8	4,015.3	4,033.4	5,032.6	2,822.6	-	71.8	-	16,632.6	
II. Recurrent Costs																								
Salair Responsable composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5		2.489	31.2	32.2	33.1	34.1	35.1	36.2	37.3	38.4	277.7		
Salair Assistant composante 2	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5		1.889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7		
Salair Chauffeur	Personne/mois	1	1	1	1	1	1	1	1	8	234,6		469,2	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	4.4		
Mission de terrain du responsable composante 2	Personne/jour	90	90	90	90	90	90	90	90	720	35,0		70	6.6	6.8	7.0	7.2	7.4	7.6	7.9	8.1	58.6		
Mission de terrain de l'assistant composante 2	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0		70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1		
Mission de terrain de chauffeur	Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0		40	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	44.6		
Fonctionnement véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3.650,0		7.300	7.7	7.9	8.2	8.4	8.6	8.8	9.1	9.3	68.0		
Total Recurrent Costs															83.5	86.0	88.6	91.2	93.9	96.7	99.6	102.5	742.1	
Total															740.3	4,101.3	4,121.9	5,123.8	2,916.6	96.7	171.4	102.5	17,374.6	

la Liées aux Maisons du Paysan

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 6. Gestion et Maintenance des Infrastructures Economiques
Detailed Costs
Zinder

											Quantities				Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)																	
											Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																																		
A. Renforcement des structures de gestion des infrastructures																																		
1. SARL sur les marchés de demi-gros /a																																		
a. Equipement du prestataire /b											Forfait													90.4	-	-	-	-	-	-	-	90.4		
b. Formations et échanges											Forfait													-	15.3	10.4	16.0	-	-	-	-	-	41.7	
c. Ressources humaines du prestataire /c											Forfait												3.3	37.6	38.6	35.9	-	-	-	-	-	115.4		
d. Fonctionnement véhicule et bureau prestataire											Forfait												-	17.6	18.0	18.5	-	-	-	-	-	54.0		
Subtotal SARL sur les marchés de demi-gros																							93.7	70.5	67.0	70.4	-	-	-	-	-	301.6		
2. Mise en place d'un dispositif de collecte, traitement et diffusion des informations commerciales																																		
a. Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE																																		
Contrat de diffusion avec des radios communautaires											Contrat	-	2	2	4	4	4	4	4	24	200,0	400	-	0.9	0.9	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	11.1			
Contrat de diffusion avec la station régionale ORTN											Contrat	1	1	1	1	1	1	1	-	7	200,0	400	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	-	-	-	-	-	3.1
Prise en charge du spécialiste SIM											Personne/mois	-	12	12	12	-	-	-	-	36	320,0	640	-	8.2	8.4	8.6	-	-	-	-	-	-	25.1	
Subtotal Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE																							0.4	9.4	9.7	10.8	2.3	2.3	2.4	2.0	39.4			
3. Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes																																		
Elaboration d'une stratégie détaillée d'entretien (consultants)											Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	320,0	640	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.7	
Formation technique BCER et processus ingénierie sociale /d											Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	68.000,0	136.000	-	-	147.8	-	-	-	-	-	-	-	-	147.8
Equipement BCER											Forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	32.000,0	64.000	-	-	69.7	-	-	-	-	-	-	-	-	69.7
Subtotal Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes																							0.7	-	217.5	-	-	-	-	-	-	-	218.2	
Subtotal Renforcement des structures de gestion des infrastructures																							94.8	79.9	294.2	81.3	2.3	2.3	2.4	2.0	559.2			
B. Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE																																		
1. Renforcement des promoteurs et PME											Groupe	-	1	47	51	51	51	51	48	300	335,6	671,2	-	0.7	34.4	38.3	39.2	40.2	41.2	39.8	233.8			
2. Renforcement des capacités des IF											Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	22.000,0	44.000	45.7	46.8	48.0	49.2	50.4	51.7	53.0	54.3	399.1			
3. Financement des promoteurs											Nombre	-	17	489	528	528	528	527	500	3,117	88,5	177	-	3.2	96.0	106.8	110.0	113.3	116.4	113.8	659.5			
Subtotal Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE																							45.7	50.8	178.4	194.2	199.6	205.2	210.7	207.9	1,292.3			
C. Véhicule 4X4 DC																																		
											Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65.2	-	-	-	71.8	-	-	137.0		
Total Investment Costs																							140.5	130.7	537.7	275.5	201.9	207.5	284.9	209.9	1,988.5			
II. Recurrent Costs																																		
Salaire Assistant ingénierie sociale											Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7			
Salaire Chauffeur											Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.8	7.0	7.2	52.3			
Mission de terrain de l'Assistant ingénierie sociale											Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	35,0	70	8.8	9.0	9.3	9.6	9.9	10.2	10.5	10.8	78.1			
Mission de terrain du chauffeur											Personne/jour	120	120	120	120	120	120	120	120	960	20,0	40	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	44.6			
Fonctionnement véhicule											Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3,650,0	7,300	7.7	7.9	8.2	8.4	8.6	8.8	9.1	9.3	68.0			
Total Recurrent Costs																							51.1	52.6	54.2	55.8	57.4	59.1	60.9	62.7	453.8			
Total																							191.6	183.3	591.9	331.3	259.3	266.6	345.8	272.5	2,442.3			

la Partenariat public privé regroupant GIE des opérateurs économiques et autorités
lb 1 véhicule, 3 motos, 4 ordinateurs portables, 1 ordinateur de bureau, 1 appareil photo numérique et 5 clés 3G
lc 1 coordinateur, 1 aide comptable, 1 spécialiste passation des marchés, 1 spécialiste entrepreneuriat rural
ld Mise en place et accompagnement comité intercommunal, cellule CGFER; articulation dispositif PDE-CAFER

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 7. Intégration Régionale des Echanges
Detailed Costs
Zinder

										Unit Cost	Unit										
										(FCFA	Cost										
										'000)	(USD)										
										Totals Including Contingencies (USD '000)											
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																					
B. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																					
Mise en place des cellules techniques locales dans deux couloirs /a	Appui	-	-	-	10	1	1	-	-	12	4.000,0	8.000	-	-	-	89.4	9.2	9.4	-	-	108.0
Faisabilité, dotation et suivi d'une « cellule de règlement des différends » /b	Appui	10	1	1	1	1	1	-	-	15	2.000,0	4.000	41.5	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	-	-	63.9
Subtotal Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers												41.5	4.3	4.4	93.9	13.8	14.1	-	-	171.9	
C. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																					
Appui à la mise en place de la chambre conjointe /c	Appui	7	-	-	-	-	-	-	-	7	4.000,0	8.000	58.5	-	-	-	-	-	-	-	58.5
Total												100.1	4.3	4.4	93.9	13.8	14.1	-	-	230.4	

/a Suivi de la mise en place et Scaling-up sur les deux autres couloirs en fonction des résultats

/b Appui à la CMNNC pour réaliser la faisabilité de la « cellule de règlement des différents » puis suivis et petits moyen de fonctionnement

/c Appui aux chambres régionales pour la réhabilitation de la CCIAN – régional, l'équipement des locaux, appuyer l'élaboration du programme d'activité, organiser des missions conjointes, animer les cellules techniques locales

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 8. Suivi Evaluation et Gestion du Savoir
Detailed Costs
Zinder

	Unit	Quantities										Unit Cost (FCFA '000)	Unit Cost (USD)	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	15/16			16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																							
A. Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme																							
1. Enquêtes et études																							
Enquête d'impact SYGRI /a	Nombre	1	-	-	2	-	-	-	1	4	5,600,0	11,200	11.7	-	-	25.6	-	-	-	14.4	51.7		
Enquête complémentaire d'évaluation Effets/Impacts /b	Nombre	1	-	-	1	-	1	-	1	4	5,600,0	11,200	11.7	-	-	12.8	-	13.6	-	14.4	52.5		
Etudes de cas thématiques /c	Nombre	4	4	4	4	4	4	4	4	32	1,600,0	3,200	13.4	13.8	14.2	14.6	15.1	15.5	16.0	16.5	119.0		
Subtotal Enquêtes et études													36.8	13.8	14.2	53.0	15.1	29.1	16.0	45.3	223.2		
2. Ateliers et missions annuels																							
Ateliers d'appropriation, harmonisation et capitalisation /d	Nombre	1	-	-	1	-	-	-	-	2	1,600,0	3,200	3.3	-	-	3.6	-	-	-	-	6.9		
Ateliers bilan annuels et planification participative /e	Nombre	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1,600,0	3,200	3.3	3.4	3.5	3.6	3.6	3.7	3.8	3.9	28.9		
Mission de revue à tiers parcours /f	Nombre	-	-	1	-	-	1	-	-	2	10,666,7	21,333,332	-	-	23.7	-	-	25.9	-	-	49.5		
Mission d'achèvement des projets et du programme	Nombre	-	-	-	2	-	-	-	1	3	12,000,0	24,000	-	-	-	54.8	-	-	-	30.9	85.7		
Subtotal Ateliers et missions annuels													6.6	3.4	27.1	62.0	3.6	29.6	3.8	34.8	171.0		
3. Dispositifs de S&E participatif																							
Dispositif de ciblage villageois /g	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	7,200,0	14,400	14.9	15.3	15.7	16.1	16.5	16.9	17.3	17.8	130.6		
Dispositif d'analyse économique et financière/exploitation agricole /h	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	5,680,0	11,360	11.9	6.7	6.9	13.0	7.4	7.6	7.8	8.0	69.3		
Dispositif d'analyse économique et financière/Marchés /i	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	5,680,0	11,360	11.9	6.7	6.9	13.0	7.4	7.6	7.8	8.0	69.3		
Dispositif de suivi carbone EX-ACT /j	Forfait	1	0.55	0.55	1	0.55	0.55	0.55	0.55	5.3	2,666,7	5,333,332	5.6	3.2	3.3	6.1	3.5	3.6	3.7	3.8	32.5		
Subtotal Dispositifs de S&E participatif													44.3	31.9	32.8	48.1	34.7	35.6	36.6	37.6	301.7		
4. Recherche-action et partenariats scientifiques (ICRISAT, INRAN, ETC) /k	Etude/publication	2	4	4	2	-	-	-	-	12	833,0	1,666	3.5	7.2	7.4	3.8	-	-	-	-	21.9		
5. Recherche-action et partenariats scientifiques (Agrhyment) /l	Etude/publication	1	2	2	1	-	-	-	-	6	2,166,7	4,333,332	4.5	9.3	9.6	5.0	-	-	-	-	28.4		
Subtotal Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme													95.7	65.6	91.2	171.9	53.4	94.3	56.4	117.7	746.1		
B. Communication et Gestion des savoirs																							
Conception, production, multiplication de supports d'info-com /m	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	4,000,0	8,000	8.3	8.5	8.7	8.9	9.2	9.4	9.6	9.9	72.6		
Collaboration PROCASUR /n	Nombre	-	0.5	-	1	-	-	-	-	0.5	2	34,666,7	69,333,332	-	36.9	-	77.5	-	-	-	42.8	157.2	
Mise en place et opérationnalisation d'une plate forme d'échange d'informations environnementales:	Plateforme	1	1	1	1	1	1	-	-	6	916,7	1,833,332	1.9	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2	-	-	12.2		
Subtotal Communication et Gestion des savoirs													10.2	47.3	10.7	88.5	11.3	11.6	9.6	52.7	241.9		
C. Formations en S/E des acteurs et formation technique des cadres S&E/Gds																							
	Forfait	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16.3	-	-	17.5	-	-	-	33.8		
D. Equipements et matériels																							
1. Véhicules Pick-up double cabine	Nombre	-	-	1,333	-	-	-	1,333	-	2,666	29,917,4	59,834,7	-	-	86.9	-	-	-	95.8	-	182.6		
2. Equipements et mobilier de bureau																							
a. Equipement de bureau /o	Nombre	1.5	-	1.5	-	-	-	-	-	3	5,000,0	10,000	15.6	-	16.3	-	-	-	-	-	31.9		
b. Equipement audio-visuel /p	Nombre	-	-	1	-	-	-	-	-	1	2,000,0	4,000	-	-	4.4	-	-	-	-	-	4.4		
c. Equipement/logiciel informatique pour les enquêtes /q	Nombre	20	-	-	-	-	-	-	-	20	1,000,0	2,000	41.5	-	-	-	-	-	-	-	41.5		
d. Renouvellement GPS pour opérateurs régionaux	Nombre	-	-	24	-	-	-	-	-	24	350,0	700	-	-	18.3	-	-	-	-	-	18.3		
Subtotal Equipements et mobilier de bureau													57.0	-	39.0	-	-	-	-	-	96.0		
Subtotal Equipements et matériels													57.0	-	125.8	-	-	-	95.8	-	278.7		
Total Investment Costs													163.0	129.3	227.7	260.4	82.1	105.8	161.8	170.3	1,300.4		
II. Recurrent Costs																							
A. Salaire Responsable S&E	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,244,5	2,489	31.2	32.2	33.1	34.1	35.1	36.2	37.3	38.4	277.7		
B. Salaire Assistant S&E	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7		
C. Salaire Chauffeur	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	234,6	469,2	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.8	7.0	7.2	52.3		
D. Frais de mission	Personne/jour	256	256	256	256	256	256	256	256	2,048	35,0	70	18.7	19.3	19.9	20.5	21.1	21.7	22.4	23.0	166.6		
E. Fonctionnement Véhicule	Véhicule	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3,650,0	7,300	7.7	7.9	8.2	8.4	8.6	8.8	9.1	9.3	68.0		
Total Recurrent Costs													87.3	89.9	92.5	95.3	98.1	101.0	104.0	107.1	775.4		
Total													250.3	219.1	320.3	355.7	180.3	206.9	265.8	277.5	2,075.8		

la Situation de référence, à tiers-parcours (qui servira également d'enquête finale pour le PASADEM, FPI Ruw annu et COSOP), et achèvement selon la méthodologie proposée par le FIDA.

lb Situation de référence du PRODAF, à répéter en préparation des revues à tiers-parcours et d'achèvement.

lc Etudes de cas sur des thématiques spécifiques telles que: l'efficacité et la durabilité des Hadin Gw/la, des GIE, SARL, OP, centres de collecte, les GFS, CEPIM, marchés de demi-gros, jardins de case, etc. A réaliser dans les 3 régions.

ld Pendant 4 jours au niveau régional et 2 jours au niveau inter-régional. Il regroupe les équipes du programme, un/deux représentant(s) des partenaires de mise en oeuvre.

le Pendant 2 jours (niveau régional et inter-régional) réalisé en fin d'année par l'URGP et les représentants des opérateurs et bénéficiaires pour le bilan et le programme d'activités

lf Frais de mission pour la participation de représentants du Gouvernement, de consultants nationaux, voire internationaux.

lg Dispositif mis en place dans le cadre du PASADEM et FPI Ruw annu élagit à la zone PRODAF.

lh Le coût de la formation initiale de 3 jours des enquêteurs (recyclage en année 4) + 10 jours de travail de terrain pour la collecte des données effectuée par 50 enquêteurs pour les 3 régions.

li Le coût de la formation initiale de 3 jours des enquêteurs (recyclage en année 4) + 10 jours de travail de terrain pour la collecte des données effectuée par 50 enquêteurs.

lj Formation dispensée par un technicien de la FAO/Rome, logiciel gratuit, suivi annuel des données. Recyclage prévu en année 4.

lk 2°2 doctorant pendant 3 ans

ll 2°1 doctorant pendant 3 ans

lm Supports en langue ou en Français, pour la sensibilisation, l'information, la vulgarisation agricole ou publicité, à destination des groupes cibles, partenaires d'exécution ou PTF (dépliants, films vidéo, messages radio, posters illustrés, manuels techni

ln Collaboration Sud-Sud pour capitaliser l'approche de PROCASUR pour la gestion et le partage des savoirs (formation méthodologique, élaboration d'études de cas, publications, organisation de Routes d'apprentissage "Learning Routes") sur les grandes innovat

lo Equipement des nouveaux assistants S&E et renouvellement des équipements du PASADEM et FPI Ruw annu.

lp Renouvellement équipement déjà disponible: appareil photo numérique, caméra numérique, écran portatif, rétro-projecteur, générateur portatif, GPS pour documenter les visites de terrain et restituer les résultats des enquêtes/études au niveau communautai

lq Tablette et/ou laptop + softw are pour la saisie et le traitement informatisé des questionnaires

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 9. Coordination et Gestion du Programme
Detailed Costs
Zinder

		Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
Unit		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																							
A. URGP																							
1. Réhabilitation des sièges et locaux																							
a. Réhabilitation des sièges et locaux	Nombre	-	-	-	-	-	1	-	-	1	8.000,0	16.000	-	-	-	-	-	20.7	-	-	20.7		
2. Véhicules et motos																							
a. Véhicule de Direction SW	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	33.750,0	67.500	-	-	73.5	-	-	-	81.0	-	154.6		
b. Véhicule de terrain	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	29.917,4	59.834,7	-	-	65.2	-	-	-	71.8	-	137.0		
c. Véhicule berline	Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	17.550,0	35.100	-	-	38.2	-	-	-	42.1	-	80.4		
d. Moto DT	Nombre	-	-	10	-	-	-	10	-	20	3.400,0	6.800	-	-	74.0	-	-	-	81.6	-	155.7		
Subtotal Véhicules et motos															250.9	-	-	-	276.7	-	527.6		
3. Matériels et Mobiliers de bureau																							
a. Mobilier de bureau et équipements	Forfait	-	-	1	-	-	-	1	-	2	30.000,0	60.000	-	-	65.3	-	-	-	72.0	-	137.4		
b. Ordinateurs	Nombre	-	-	25	-	-	-	25	-	50	750,0	1.500	-	-	40.8	-	-	-	45.0	-	85.9		
c. Laptops	Nombre	-	-	25	-	-	-	25	-	50	700,0	1.400	-	-	38.1	-	-	-	42.0	-	80.1		
d. Grande Photocopieuse Multi fonctions Pool	Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	5.450,0	10.900	-	-	23.7	-	-	-	26.2	-	49.9		
e. Petite Photocopieuse	Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	1.400,0	2.800	-	-	6.1	-	-	-	6.7	-	12.8		
f. Climatiseurs	Unité	-	-	15	-	-	-	15	-	30	450,0	900	-	-	14.7	-	-	-	16.2	-	30.9		
g. Groupe électrogène	Unité	-	-	1	-	-	-	1	-	2	20.000,0	40.000	-	-	43.6	-	-	-	48.0	-	91.6		
h. Scanner	Unité	-	-	5	-	-	-	5	-	10	400,0	800	-	-	4.4	-	-	-	4.8	-	9.2		
i. Vidéo Projecteur	Unité	-	-	3	-	-	-	3	-	6	550,0	1.100	-	-	3.6	-	-	-	4.0	-	7.6		
j. Kit Vidéo photo numérique	Unité	-	-	10	-	-	-	10	-	20	400,0	800	-	-	8.7	-	-	-	9.6	-	18.3		
k. Grande Imprimante	Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	1.700,0	3.400	-	-	7.4	-	-	-	8.2	-	15.6		
l. Petite Imprimante	Unité	-	-	6	-	-	-	6	-	12	300,0	600	-	-	3.9	-	-	-	4.3	-	8.2		
m. Onduleurs	Unité	-	-	25	-	-	-	25	-	50	180,0	360	-	-	9.8	-	-	-	10.8	-	20.6		
n. Téléphone mobile	Unité	-	-	10	-	-	-	-	-	10	300,0	600	-	-	6.5	-	-	-	-	-	6.5		
Subtotal Matériels et Mobiliers de bureau															276.7	-	-	-	297.9	-	574.6		
4. Formation et Ateliers																							
Ateliers régionaux en gestion financière	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	-	7	5.000,0	10.000	10.4	10.6	10.9	11.1	11.4	11.7	12.0	-	78.0		
Séminaires/Reinforcement de capacités du personnel /a	Forfait	1	1	1	1	1	1	1	-	7	18.000,0	36.000	37.3	38.2	39.1	40.1	41.0	42.0	43.1	-	280.8		
Subtotal Formation et Ateliers													47.7	48.8	50.0	51.2	52.4	53.7	55.0	-	358.9		
Total Investment Costs													47.7	48.8	577.6	51.2	52.4	74.4	629.6	-	1,481.8		
II. Recurrent Costs																							
A. UGP																							
1. Salaires																							
Coordinateur de l'URGP	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.544,5	3.089	38.8	39.9	41.1	42.3	43.6	44.9	46.3	47.7	344.6		
Responsable Administratif et Financier	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.394,5	2.789	35.0	36.0	37.1	38.2	39.4	40.6	41.8	43.0	311.1		
Contrôleur Interne	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	1.244,5	2.489	10.4	10.7	11.0	11.4	11.7	12.1	12.4	12.8	92.6		
Responsable Passation des marchés	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.244,5	2.489	31.2	32.2	33.1	34.1	35.1	36.2	37.3	38.4	277.7		
Comptable	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944,5	1.889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	210.7		
Informaticien	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	634,5	1.269	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	6.3	6.5	47.2		
Chargé de Communication	Personne/mois	4	4	4	4	4	4	4	4	32	694,5	1.389	5.8	6.0	6.2	6.3	6.5	6.7	6.9	7.1	51.7		
Assistant Comptable	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	694,5	1.389	17.4	17.9	18.5	19.0	19.6	20.2	20.8	21.4	155.0		
Assistant Administratif	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	694,5	1.389	17.4	17.9	18.5	19.0	19.6	20.2	20.8	21.4	155.0		
Secrétaire	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	269,5	539,04	6.8	7.0	7.2	7.4	7.6	7.8	8.1	8.3	60.1		
Chauffeurs /b	Personne/mois	36	36	36	36	36	36	36	36	288	234,6	469,2	17.7	18.2	18.7	19.3	19.9	20.5	21.1	21.7	157.0		
Gardiens	Personne/mois	36	36	36	36	36	36	36	36	288	176,4	352,8	13.3	13.7	14.1	14.5	14.9	15.4	15.9	16.3	118.1		
Planton	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	199,7	399,36	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	44.6		
Agents d'entretien	Personne/mois	24	24	24	24	24	24	24	24	192	176,4	352,8	8.9	9.1	9.4	9.7	10.0	10.3	10.6	10.9	78.7		
Subtotal Salaires													236.6	243.7	251.0	258.5	266.3	274.3	282.5	291.0	2,103.9		
2. Missions de terrain																							
Frais de missions cadres /c	Personne/jour	460	460	460	460	460	460	460	460	3,680	35,0	70	33.7	34.7	35.7	36.8	37.9	39.0	40.2	41.4	299.3		
Frais de missions chauffeurs	Personne/jour	240	240	240	240	240	240	240	240	1,920	20,0	40	10.0	10.3	10.6	11.0	11.3	11.6	12.0	12.3	89.2		
Subtotal Missions de terrain													43.7	45.0	46.4	47.8	49.2	50.7	52.2	53.7	388.6		
3. Fonctionnement véhicules		Véhicule	3	3	3	3	3	3	3	24	3.650,0	7.300	23.2	23.8	24.5	25.1	25.8	26.5	27.2	27.9	204.0		
4. Entretien et fonctionnement bureau																							
Entretien bureau/locaux	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	200,0	400	5.1	5.2	5.4	5.5	5.7	5.8	6.0	6.1	44.7		
Fourniture bureau et consommables	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	500,0	1.000	12.7	13.1	13.4	13.8	14.1	14.5	14.9	15.3	111.8		
Consommation Téléph , internet, eau et électricité	Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	750,0	1.500	19.1	19.6	20.1	20.7	21.2	21.8	22.3	22.9	167.7		
Subtotal Entretien et fonctionnement bureau													36.9	37.9	38.9	39.9	41.0	42.1	43.2	44.3	324.2		
Total Recurrent Costs													340.4	350.5	360.7	371.3	382.3	393.5	405.1	417.0	3,020.8		
Total													388.1	399.3	938.4	422.6	434.7	467.9	1,034.6	417.0	4,502.6		

la Personnel administratif et financier, Contrôleur interne, Passation marché

lb 3 Véhicules

lc En moyenne, 5 jours de mission par mois par cadre

Appendice 9.5 : Tableaux des coûts détaillés nouveaux financements – CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger																							
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale																							
Table 1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques																							
Detailed Costs																							
CENAT																							
		Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)										
	Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																							
A. Aménagements des bassins versants et mobilisation des eaux																							
2. Infrastructures de mobilisation des eaux																							
a. Minibarrages																							
Mission d'appui par le consultant international		Forfait	1	1	1	1	1	-	-	-	5	8.000,0	16.000	16.5	16.9	17.3	17.6	18.0	-	-	-	86.4	
Total Investment Costs														16.5	16.9	17.3	17.6	18.0	-	-	-	86.4	
II. Recurrent Costs																							
Total														16.5	16.9	17.3	17.6	18.0	-	-	-	86.4	

République du Niger Programme de Développement de l'Agriculture Familiale Table 2. Amélioration des Capacités Techniques des Producteurs Detailed Costs CENAT																						
	Unit	Quantities									Unit Cost (FCFA '000)	Unit Cost (USD)	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
I. Investment Costs																						
A. Adaptation de l'Agriculture Pluviale au Changement Climatique																						
2. Assistance technique nationale /a	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.160,0	2.320	29.1	30.0	30.9	31.8	32.8	33.7	34.8	35.8	258.8	
B. Développement des Cultures Irriguées																						
2. Assistance technique nationale /b	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.160,0	2.320	29.1	30.0	30.9	31.8	32.8	33.7	34.8	35.8	258.8	
C. Amélioration du Petit Elevage																						
1. Dispositif d'A/C, auxiliaires vétérinaires, DIPE existants et nouveaux																						
a. Convention avec le prestataire de services SVPP	SVPP	1	3	2	-	-	-	-	-	6	5.362,0	10.724	11.1	34.2	23.4	-	-	-	-	-	68.7	
b. Assistance technique et matériels pour la maladie de New castle	Forfait												33.5	11.5	22.5	-	-	-	-	-	67.5	
c. Intervention annuelle maladie de New castle	Forfait	-	1	1	1	1	1	1	1	7	11.628,0	23.256	-	25.0	25.8	26.6	27.4	28.2	29.0	29.9	191.9	
Subtotal Dispositif d'A/C, auxiliaires vétérinaires, DIPE existants et nouveaux													44.7	70.7	71.7	26.6	27.4	28.2	29.0	29.9	328.2	
3. Assistance technique nationale /c	Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.160,0	2.320	29.1	30.0	30.9	31.8	32.8	33.7	34.8	35.8	258.8	
Subtotal Amélioration du Petit Elevage													73.8	100.7	102.6	58.4	60.1	61.9	63.8	65.7	587.0	
Total Investment Costs													132.0	160.7	164.3	122.0	125.6	129.4	133.3	137.3	1,104.6	
II. Recurrent Costs																						
Total													132.0	160.7	164.3	122.0	125.6	129.4	133.3	137.3	1,104.6	
Va Prise en charge d'un assistant technique agronome CC junior au niveau de la CENAT																						
Vb 1 assistant technique agronome junior au niveau de la CENAT																						
Vc 1 assistant technique vétérinaire junior au niveau de la CENAT																						

a Prise en charge d'un assistant technique agronome CC junior au niveau de la CENAT

b 1 assistant technique agronome junior au niveau de la CENAT

c 1 assistant technique vétérinaire junior au niveau de la CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 3. Renforcement Organisationnel et Institutionnel
Detailed Costs
CENAT

I. Investment Costs

B. CRA/RECA

2. Appui au Renforcement du RECA

- a. Contribution construction et équipement du siège du RECA *
- b. Frais de missions CRA /a
- c. Fonctionnement véhicule RECA /b
- d. Elaboration des supports pour les activités de la CRA en matière de formation, d'information, de conseil, de concertation sociale /c
- e. Salon de l'agriculture
- f. Appui au renforcement stratégique du RECA-CRA /d
- g. Appui à la coordination du RECA
- h. Voyages d'études en Côte d'Ivoire

Total

Unit	Quantities									Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	140,000.0	280,000	320.1	-	-	-	-	-	-	-	320.1	
Personne/jour	45	45	45	45	45	45	45	45	360	55.0	110	5.1	5.3	5.4	5.5	5.7	5.8	6.0	6.1	44.9	
An	1	1	1	1	1	1	1	1	8	3,000.0	6,000	6.2	6.4	6.5	6.7	6.9	7.0	7.2	7.4	54.4	
Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	1,000.0	2,000	2.1	2.2	2.2	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5	18.1	
Forfait	1	-	1	-	1	-	1	-	4	30,000.0	60,000	62.3	-	65.4	-	68.8	-	72.3	-	268.7	
Forfait	2	-	-	-	-	-	-	-	2	1,500.0	3,000	6.2	-	-	-	-	-	-	-	6.2	
Personne/mois	1	1	1	1	1	1	1	1	8	800.0	1,600	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	14.5	
Forfait												32.8	33.6	34.4	39.9	40.9	41.9	-	-	223.4	
												436.5	49.0	115.7	56.2	126.3	59.0	89.8	18.0	950.4	

- la Cadre et chauffeur
- lb carburant, assurance, entretien et maintenance
- lc manuel des AUE
- ld Elaboration du manuel de procédures et de la stratégie d'autofinancement

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 4. Leadership Féminin et Promotion de la Sécurité Nutritionnelle
Detailed Costs
CENAT

I. Investment Costs

A. Appui à l'organisation et leardship des femmes (MMD)- Coût prestation de services du partenaire

- Prise en charge superviseur, animatrices, AT siège, comptable, etc.
- Petit équipement bureau et terrain pour animatrices
- Véhicule Pick-up 4x4
- Motos pour animatrices
- Matériel informatique /a
- Carburant, assurance et entretien du véhicule
- Carburant, assurance et entretien des motos

Subtotal Appui à l'organisation et leardship des femmes (MMD)- Coût prestation de services du partenaire

C. Renforcement des capacités des acteurs

- Formation des animateurs/trices /b
- Formation/recyclage en Genre des autres prestataires et URGF
- Etude des habitudes alimentaires

Subtotal Renforcement des capacités des acteurs

- D. Assistance technique nationale /c

Total Investment Costs

II. Recurrent Costs

Total

Unit	Quantities										Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
Forfait	1	3	3	3	3	3	3	3	22	44,000.0	88,000	92.0	284.3	292.8	301.6	310.6	320.0	329.6	339.4	2,270.3		
Nombre	-	30	-	-	-	-	-	-	30	32.0	64	-	2.0	-	-	-	-	-	-	2.0		
Nombre	3	-	-	-	-	-	-	-	3	29,917.4	59,834.7	186.2	-	-	-	-	-	-	-	186.2		
Nombre	10	10	10	-	-	-	-	-	30	3,400.0	6,800	70.5	72.3	74.0	-	-	-	-	-	216.8		
Nombre	3	-	-	-	3	-	-	-	6	1,760.0	3,520	11.0	-	-	-	12.1	-	-	-	23.0		
Forfait	3	3	3	3	3	3	3	3	24	2,920.0	5,840	18.2	18.6	19.1	19.6	20.1	20.6	21.1	21.6	158.9		
Forfait	10	20	30	23	9	8	-	-	100	600.0	1,200	12.5	25.5	39.3	30.9	12.4	11.3	-	-	131.7		
												390.3	402.8	425.2	352.0	355.2	351.8	350.7	361.1	2,989.0		
Session	-	1	-	-	-	1	-	-	2	864.0	1,728	-	1.8	-	-	-	2.0	-	-	3.9		
Session	12	12	-	-	6	6	-	-	36	2,587.2	5,174.4	64.4	65.9	-	-	35.4	36.2	-	-	201.9		
Nombre	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1,600.0	3,200	3.3	-	-	-	-	-	-	-	3.3		
												67.7	67.7	-	-	35.4	38.3	-	-	209.1		
Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,160.0	2,320	29.1	30.0	30.9	31.8	32.8	33.7	34.8	35.8	258.8		
												487.1	500.5	456.1	383.8	423.3	423.8	385.4	396.9	3,456.9		
												487.1	500.5	456.1	383.8	423.3	423.8	385.4	396.9	3,456.9		

- la 2PC, 2 laptop, 2 imprimantes
- lb Pour toutes les régions réunies
- lc 1 assistant technique sociologue junior au niveau de la CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 5. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Services Ruraux

Detailed Costs

CENAT

											Unit Cost	Unit											
											(FCFA	Cost											
											'000)	(USD)											
											Totals Including Contingencies (USD '000)												
Unit	Quantities											15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total														
I. Investment Costs																							
B. Pistes Rurales																							
3. Mission internationale pour le volet pistes rurales	Forfait	1	1	1	1	1	-	-	-	5	4.000,0	8.000	8.4	8.6	8.9	9.1	9.4	-	-	-	44.4		
4. Assistance technique nationale /a	Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.994,5	3.989	50.0	51.5	53.1	54.7	56.3	58.0	59.8	61.5	445.0		
Total Investment Costs												58.4	60.2	62.0	63.8	65.7	58.0	59.8	61.5	489.4			
II. Recurrent Costs																							
Total												58.4	60.2	62.0	63.8	65.7	58.0	59.8	61.5	489.4			

/a 1 assistant technique coordinateur du volet pistes au niveau de la CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 6. Gestion et Maintenance des Infrastructures Economiques

Detailed Costs

CENAT

CENAT	Unit	Quantities									Unit Cost	Unit	Totals Including Contingencies (USD '000)									
		15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA	Cost	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	
											'000)	(USD)										
I. Investment Costs																						
A. Renforcement des structures de gestion des infrastructures																						
4. Assistance technique nationale /a	Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	3.504,5	7.009	87.9	90.6	93.3	96.1	99.0	101.9	105.0	108.1	781.9	
B. Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE																						
1. Assistance technique nationale /b	Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.160,0	2.320	29.1	30.0	30.9	31.8	32.8	33.7	34.8	35.8	258.8	
Total Investment Costs													117.0	120.5	124.2	127.9	131.7	135.7	139.7	143.9	1,040.7	
II. Recurrent Costs																						
Total													117.0	120.5	124.2	127.9	131.7	135.7	139.7	143.9	1,040.7	

/a 1 assistant technique sénior spécialiste en ingénierie sociale et 1 assistant technique junior économiste, CENAT

/b 1 assistant technique junior spécialiste en finance rurale au niveau de la CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 7. Intégration Régionale des Echanges
Detailed Costs
CENAT

											Unit Cost		Totals Including Contingencies (USD '000)										
											Unit Cost	Unit Cost											
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			
I. Investment Costs																							
A. Suivi des échanges transfrontaliers																							
Etude complète sur les échanges transfrontaliers	Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	80.000,0	160.000	167.3	-	-	-	-	-	-	167.3			
Suivi et évaluation des flux réels et comptage des camions aux postes frontières	Forfait	-	1	-	-	-	-	-	-	1	200.000,0	400.000	-	430.7	-	-	-	-	-	430.7			
Suivi régulier des échanges (CILSS) puis CMMNC/a	Appui	-	2	2	2	2	1	1	1	11	10.000,0	20.000	-	42.6	43.6	44.7	45.8	23.5	24.1	24.7	249.0		
Subtotal Suivi des échanges transfrontaliers													167.3	473.3	43.6	44.7	45.8	23.5	24.1	24.7	847.0		
B. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																							
Mise en place séminaires techniques	Nombre	6	2	2	1	-	-	-	-	11	2.000,0	4.000	24.9	8.5	8.7	4.5	-	-	-	-	46.5		
Conférence internationale sur le PIT Niger- Nigéria	Nombre	1	-	-	-	-	-	3	-	4	40.000,0	80.000	82.9	-	-	-	-	-	287.0	-	369.9		
Participation à la dynamique institutionnelle « K2M »	Animation	1	1	1	1	1	-	-	-	5	4.000,0	8.000	8.3	8.5	8.7	8.9	9.2	-	-	-	43.6		
AT à la Chambre régionale de Commerce de Maradi	An	-	1	1	1	1	1	1	1	7	5.760,0	11.520	-	12.4	12.8	13.2	13.6	14.0	14.4	14.8	95.1		
Subtotal Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers													116.1	29.4	30.2	26.6	22.7	14.0	301.4	14.8	555.1		
C. Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers																							
Mise en place de postes frontières juxtaposés	Nombre	-	-	1	1	1	1	-	-	4	20.000,0	40.000	-	-	44.4	45.7	47.1	48.5	-	-	185.6		
Renforcement du guichet unique par la chambre de commerce /b	Guichet	5	1	1	2	2	2	1	1	15	4.000,0	8.000	41.8	8.6	8.9	18.3	18.8	19.4	10.0	10.3	136.1		
Mise en place d'un observatoire des pratiques anormales sur les corridors. /c	Appui	7	2	2	2	2	2	2	2	21	4.000,0	8.000	58.1	17.0	17.4	17.9	18.3	18.8	19.3	19.8	186.6		
Appui à la mise en place de la chambre conjointe /d	Appui	2	2	2	2	2	2	2	2	16	4.000,0	8.000	16.7	17.2	17.7	18.3	18.8	19.4	20.0	20.6	148.7		
Bon d'enlèvement /e	Appui	2	27	7	7	4	1	1	1	50	2.000,0	4.000	8.3	114.9	30.5	31.3	18.3	4.7	4.8	4.9	217.8		
Subtotal Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers													125.0	157.8	119.0	131.4	121.4	110.8	54.0	55.5	874.9		
D. Missions déplacements internationaux	Mission	1	1	1	1	1	1	1	1	8	8.000,0	16.000	16.7	17.2	17.7	18.3	18.8	19.4	20.0	20.6	148.7		
E. Expertise technique internationale	Mission	2	2	2	1	1	1	1	2	12	8.000,0	16.000	33.5	34.5	35.5	18.3	18.8	19.4	20.0	41.1	221.0		
F. Assistance technique nationale /f	Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	3.504,5	7.009	87.9	90.6	93.3	96.1	99.0	101.9	105.0	108.1	781.9		
Total													546.4	802.7	339.3	335.3	326.6	288.9	524.5	264.9	3.428.6		

la Système d'appui dégressif pour assurer le suivi réguliers des flux

lb Bien qu'il s'agisse de renforcer les Chambres régionales, il est prévu de travailler avec la CCIAN à Namey car il y a des activités à mener directement au niveau national et par ailleurs, la CCIAN travaillera ensuite avec ses antennes

lc Recueil des doléances des acteurs/ Suivi réguliers (mission de formation par le CILSS+ indemnités) / diffusion

ld Appui aux chambres régionales pour la réhabilitation de la CCIAN – régional, l'équipement des locaux, appuyer l'élaboration du programme d'activité, organiser des missions conjointes, animer les cellules techniques locales

le Document administratif qui fonctionne comme un laissez-passer afin d'éviter les prélèvements illégaux sur les routes nigériennes et qui doit être passé à l'échelle dans le cadre du prodaf

lf 1 assistant technique sénior spécialiste du dialogue politique et 1 assistant technique junior socioéconomiste, CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 8. Suivi Evaluation et Gestion du Savoir
Detailed Costs
CENAT

											Unit Cost	Unit										
											(FCFA	Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)									
											'000)	(USD)										
Quantities																						
Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total			15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total		
I. Investment Costs																						
C. Assistance technique nationale /a	Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1.844,5	3.689	46.3	47.7	49.1	50.6	52.1	53.7	55.3	56.9	411.5	
D. Equipements et matériels																						
1. Equipement informatique et de bureau pour la Cellule centrale	Forfait												6.2	4.3	4.4	-	6.9	4.7	-	-	26.4	
Total Investment Costs													52.5	51.9	53.5	50.6	58.9	58.3	55.3	56.9	437.9	
II. Recurrent Costs																						
Total													52.5	51.9	53.5	50.6	58.9	58.3	55.3	56.9	437.9	

la 1 assistant technique spécialiste du S/E au niveau de la CENAT

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

République du Niger
Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
Table 9. Coordination et Gestion du Programme
Detailed Costs
CENAT

											Quantities								Unit Cost	Unit Cost	Totals Including Contingencies (USD '000)										
											Unit	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total	(FCFA '000)	(USD)	15/16	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	Total
I. Investment Costs																															
B. CENAT																															
1. Réaménagement des locaux Maradi		Nombre	-	2	-	-	1	-	-	-	3	8,000.0	16,000	-	37.5	-	-	20.2	-	-	-	-	-	-	-	-	57.7				
2. Véhicules																															
a. Véhicules de Direction SW /a		Nombre	1	-	-	-	-	-	2	-	3	67,365.0	134,730	139.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	463.3				
b. Véhicule 4X4 DC		Nombre	-	-	2	-	-	-	4	-	6	29,917.4	59,834.7	-	-	130.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	417.7				
c. Véhicule pool Berline		Nombre	-	-	1	-	-	-	1	-	2	17,550.0	35,100	-	-	38.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80.4				
d. Véhicule appui Ministère du plan		Nombre	-	1	-	-	-	-	-	-	1	29,917.4	59,834.7	-	63.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	63.6				
Subtotal Véhicules														139.7	63.6	168.5	-	-	-	-	-	-	-	-	653.0	-	1,024.9				
3. Matériels et Mobiliers de bureau																															
a. Ordinateurs		Nombre	-	-	10	-	-	-	10	-	20	750.0	1,500	-	-	16.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34.3				
b. Laptops		Nombre	-	-	10	-	-	-	10	-	20	700.0	1,400	-	-	15.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32.1				
c. Mobilier de bureau et équipements		Forfait	-	-	1	-	-	-	1	-	2	18,000.0	36,000	-	-	39.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82.4				
d. Grande Photocopieuse Multi fonctions Pool		Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	5,450.0	10,900	-	-	23.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49.9				
e. Petite Photocopieuse		Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	1,400.0	2,800	-	-	6.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12.8				
f. Climatiseurs		Unité	-	-	5	-	-	-	5	-	10	450.0	900	-	-	4.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.3				
g. Groupe électrogène		Unité	1	-	-	-	-	-	-	-	1	20,000.0	40,000	41.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41.5				
h. Vidéo Projecteur		Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	550.0	1,100	-	-	2.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.0				
i. Kit Vidéo photo numérique		Unité	-	-	3	-	-	-	3	-	6	400.0	800	-	-	2.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.5				
j. Grande Imprimante		Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	1,700.0	3,400	-	-	7.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15.6				
k. Petite Imprimante		Unité	-	-	2	-	-	-	2	-	4	300.0	600	-	-	1.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.7				
l. Onduleurs		Unité	-	-	10	-	-	-	10	-	20	180.0	360	-	-	3.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8.2				
m. Téléphone mobile		Unité	-	-	5	-	-	-	5	-	10	300.0	600	-	-	3.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6.9				
Subtotal Matériels et Mobiliers de bureau														41.5	-	126.4	-	-	-	-	-	-	-	-	139.4	-	307.3				
4. Supervision Suivi Audit																															
Mission de Supervision		Nombre	1	2	2	2	2	2	2	-	13	22,000.0	44,000	46.0	94.8	97.6	100.5	103.5	106.7	109.9	-	-	-	-	-	-	658.9				
Mission d'audit Annuel		Nombre	1	1	1	1	1	1	1	-	7	35,000.0	70,000	73.2	75.4	77.6	80.0	82.4	84.8	87.4	-	-	-	-	-	-	560.8				
Mise en oeuvre et suivi		Forfait	1	1	1	-	-	-	-	-	3	18,000.0	36,000	37.6	38.8	39.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	116.3				
Appui institutionnel MAG et IBN		Forfait	1	1	1	1	1	1	1	1	8	8,000.0	16,000	16.6	17.0	17.4	17.9	18.3	18.8	19.3	19.8	145.1	-	-	-	-	145.1				
Subtotal Supervision Suivi Audit														173.4	225.9	232.6	198.4	204.2	210.3	216.5	19.8	-	-	-	-	-	1,481.1				
5. Manuel de procédures et logiciel de gestion																															
a. Manuel de procédure		Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	22,000.0	44,000	45.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	45.7				
b. Logiciel de gestion(Mise à jour)		Forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	6,000.0	12,000	12.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12.5				
Subtotal Manuel de procédures et logiciel de gestion														58.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	58.1				
6. Formation et Ateliers																															
Ateliers régionaux en gestion financière		Forfait	1	1	1	1	1	1	1	-	7	7,000.0	14,000	14.5	14.9	15.2	15.6	16.0	16.3	16.7	-	-	-	-	-	-	109.2				
Séminaires/Renforcement de capacités du personnel /b		Forfait	1	1	1	1	1	1	1	-	7	6,000.0	12,000	12.4	12.7	13.0	13.4	13.7	14.0	14.4	-	-	-	-	-	-	93.6				
Subtotal ormaton et Ateliers																															
7. Assistance technique nationale /c		Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,844.5	3,689	26.9	27.6	28.3	28.9	29.6	30.4	31.1	-	-	-	-	-	-	202.8				
Total Investment Costs														486.0	402.2	604.9	277.9	306.2	294.3	1,095.3	76.7	-	-	-	-	-	3,543.5				
II. Recurrent Costs																															
B. CENAT																															
1. Salaires																															
Comptable		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	944.5	1,889	23.7	24.4	25.1	25.9	26.7	27.5	28.3	29.1	-	-	-	-	-	210.7				
Secrétaire		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	269.5	539.0	6.8	7.0	7.2	7.4	7.6	7.8	8.1	8.3	-	-	-	-	-	60.1				
Chauffeurs /d		Personne/mois	72	72	72	72	72	72	72	72	576	234.6	469.2	35.3	36.4	37.5	38.6	39.8	40.9	42.2	43.4	-	-	-	-	-	314.1				
Gardiens		Personne/mois	36	36	36	36	36	36	36	36	288	176.4	352.8	13.3	13.7	14.1	14.5	14.9	15.4	15.9	16.3	-	-	-	-	-	118.1				
Planton		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	199.7	399.36	5.0	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.2	-	-	-	-	-	44.6				
Agent d'entretien		Personne/mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	176.4	352.8	4.4	4.6	4.7	4.8	5.0	5.1	5.3	5.4	-	-	-	-	-	39.4				
Subtotal Salaires														88.5	91.1	93.9	96.7	99.6	102.6	105.7	108.8	-	-	-	-	-	786.9				
2. Frais de missions chauffeurs /e		Personne/jour	720	720	720	720	720	720	720	720	5,760	20.0	40	30.1	31.0	31.9	32.9	33.9	34.9	36.0	37.0	-	-	-	-	-	267.7				
3. Fonctionnement véhicules		Véhicule	7	7	7	7	7	7	7	7	56	3,650.0	7,300	54.2	55.6	57.1	58.6	60.2	61.8	63.4	65.1	-	-	-	-	-	476.1				
4. Location des locaux Namey		Mois	12	12	12	12	12	12	12	12	96	1,000.0	2,000	25.5	26.1	26.8	27.5	28.3	29.0	29.8	30.6	-	-	-	-	-	223.6				
5. Entretien et fonctionnement bureau																															
Entretien bureau/locaux		Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	200.0	400	5.1	5.2	5.4	5.5	5.7	5.8	6.0	6.1	-	-	-	-	-	44.7				
Fourniture bureau et consommables		Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	500.0	1,000	12.7	13.1	13.4	13.8	14.1	14.5	14.9	15.3	-	-	-	-	-	111.8				
Consommation Téléph , internet, eau et électricité		Forfait	12	12	12	12	12	12	12	12	96	750.0	1,500	19.1	19.6	20.1	20.7	21.2	21.8	22.3	22.9	-	-	-	-	-	167.7				
Subtotal Entretien et fonctionnement bureau														36.9	37.9	38.9	39.9	41.0	42.1	43.2	44.3	-	-	-	-	-	324.2				
Total Recurrent Costs														235.2	241.8	248.7	255.7	262.9	270.4	278.0	285.9	-	-	-	-	-	2,078.6				
Total														721.2	644.1	853.6	533.6	569.1	564.7	1,373.3	362.6	-	-	-	-	-	5,622.1				

la Ruw anmu a actuellement un véhicule V8 en bon état.
 la Personnel administratif et financier, Contrôleur interne, Passation marché
 la 1 assistant technique spécialiste en consolidation financière au niveau de la CENAT
 la 6 chauffeurs
 la 10 jours de mission par mois par chauffeur, hors berline

Appendice 10: Analyse économique et financière

I. INTRODUCTION

1. L'objectif de cette appendice est d'analyser la relation entre les ressources utilisées (coûts du programme) et les impacts (bénéfices) du point de vue des « bénéficiaires » (exploitations agricoles et marchés) participant au programme (analyse financière), et au niveau de l'économie nationale dans son ensemble (analyse économique). L'analyse financière au niveau des ménages ruraux bénéficiaires vise à fournir des éléments d'appréciation de l'impact des activités cofinancées par le programme sur les revenus. L'examen des comptes d'exploitation et de résultats sur les activités de production agricole et de commercialisation en année de croisière permet d'évaluer l'impact des activités du programme sur l'amélioration de ces revenus. Pour sa part, l'analyse économique du programme vise l'évaluation de l'efficacité de l'utilisation des ressources au niveau de la société.

2. **Bénéficiaires et objectif de développement.** Dans les trois régions de Tahoua, Maradi et Zinder, 290 000 ménages ruraux, soit 2 030 000 producteurs¹¹³, bénéficieront des activités du programme. A travers deux composantes techniques (« Agriculture Familiale Durable » et « Accès aux Marchés ») et une approche territoriale par « Pôles de Développement Economique » (PDE) intégrant bassins versants, bassins de production, centres de collecte et marchés de demi-gros, les bénéficiaires du programme augmenteront durablement leur productivité, leur résilience aux risques climatiques et leur accès aux marchés locaux et urbains.

II. ANALYSE FINANCIERE

A. Remarques préliminaires

3. **Données produites par les projets en cours.** Des données technico-financières récentes sur les exploitations agricoles (systèmes de production, budgets de cultures pluviales et irriguées, comptes d'exploitation élevage etc.) ont été collectées pour les analyses financières et économiques (AFE) du PASADEM, du Ruwanmu et du PUSADER¹¹⁴. La deuxième mission de supervision du Ruwanmu¹¹⁵ a réalisé une analyse financière des principaux comptoirs maraîchers dont la construction est prévue dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (Guidimouni, Gourgia, Baban Ruwa, Bandé, Dogueraoua et Sabon Guidar). Une enquête auprès des ménages a également été conduite dans le cadre du système de suivi-évaluation (S&E) du PASADEM¹¹⁶. Ce capital de données et de travaux a contribué à l'élaboration de la présente AFE.

4. **Revenus des ménages ruraux dans la zone du PASADEM.** Une analyse statistique rapide des résultats de l'enquête auprès des ménages du PASADEM (échantillon représentatif de 300 ménages) a été réalisée. Cette analyse a permis de mettre en évidence des tendances sur les revenus annuels qu'auraient dégagés les bénéficiaires du PASADEM en 2013-2014, c'est à dire: (i) 39 416 FCFA en moyenne pour l'ensemble des ménages, (ii) 9 920 FCFA pour les ménages « extrêmement vulnérables », (iii) 10 930 FCFA pour les ménages « très vulnérables », (iv) 37 625 FCFA pour les ménages « moyennement vulnérables » et, (v) 62 540 FCFA pour les ménages « peu vulnérables ». L'évaluation de la situation de référence n'ayant pas été établie, il s'avère difficile

¹¹³ D'après le recensement général de l'agriculture et du cheptel (2005-2008), 1 ménage rural est composé de 6,6 personnes

¹¹⁴ La revue d'achèvement du PUSADER a eu lieu en Mai 2014, avec a notamment produit une AFE et une étude d'impact

¹¹⁵ Voir travaux de Mr. Thierry Lassalle, Consultant Agro-économiste

¹¹⁶ Enquêtes dans le cadre du S&E participatif. Analyse statistique avec test de normalité et exclusion des valeurs statistiquement aberrantes (entre la moyenne +/- 2 écart types). Les enquêtes n'ont pas valorisé la main d'œuvre familiale dans les calculs financiers

d'attribuer ces revenus aux seules activités du PASADEM. Ces résultats pourront néanmoins être comparés à ceux de la présente analyse.

5. **L'intégration des outils et indicateurs d'AFE dans le système de S&E** (suivi des marges nettes dégagées par les producteurs et les opérateurs de marché), envisagée dans le cadre du présent programme et sujette à une étude spécifique en cours d'élaboration par le FIDA, permettra: (i) d'affiner l'évaluation de l'impact du ProDAF lors des supervisions et des revues à tiers-parcours et d'achèvement, (ii) de mieux attribuer l'augmentation des revenus des bénéficiaires aux activités du projet et, (iii) d'enrichir la capital de données disponibles pour l'AFE *ex-post* du programme.

B. ACTIVITES DE PRODUCTION AGRICOLE

6. **Systèmes de production et typologie des ménages par région.** D'après le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC, 2005-2008), les associations mil/ niébé (pratiquées par près de 32% des producteurs), mil/ sorgho/ niébé (près de 31% des producteurs), mil/ sorgho (6% des producteurs) et le mil cultivé en pur (13% des producteurs) sont les principales techniques culturales employées dans la frange centre-sud du Niger. Les 18% de ménages ruraux « restants » produisent le sorgho, le niébé ou l'arachide en culture pure, ainsi que diverses autres associations de cultures (mil/ arachide; mil/ sorgho/ oseille; mil/ niébé/ sésame; mil/ sorgho/ sésame). Dans le cadre des systèmes irrigués, le producteur emblave en moyenne 0,25 hectare pour le maraîchage, qui est essentiellement destiné à la production d'oignon, de tomate, de choux, de patate douce et de canne à sucre selon les régions.

7. Dans les régions agro-pastorales de Maradi, Tahoua et Zinder, dans le cas d'un système pluvial, un ménage rural exploite en moyenne une parcelle de 1,5 hectares¹¹⁷ en associant presque systématiquement céréales et légumineuses. Sur la base des observations de terrain et les conclusions des experts de la mission, il fut estimé que les bénéficiaires du ProDAF pouvaient répondre à la typologie suivante: (i) catégorie 1: ménages pratiquant l'association mil/ niébé ('cat.1' dans la suite du texte), (ii) catégorie 2: ménages pratiquant l'association mil/ sorgho/ niébé ('cat.2'), (iii) catégorie 3: ménages pratiquant l'association mil/ arachide ('cat.3'), (iv) catégorie 4: les ménages cultivant le mil en culture pure ('cat.4') et, (v) catégorie 5: les ménages produisant des cultures maraîchères irriguées sur 0,25 hectare ('cat.5').

8. **La rentabilité financière des activités agricoles** est considérée sur la base: (i) des budgets de cultures pluviales (mil, sorgho, niébé et arachide), (ii) des budgets de cultures maraîchères (tomate, oignons, choux, patate douce, canne à sucre) et, (iii) du système de production (pluvial ou irrigué). Les budgets de culture développés dans le cadre du PASADEM et Ruwanmu, qui ont servi de base pour l'analyse, ont été revus et mis à jour. Les budgets permettent d'estimer les accroissements de revenus dus aux seules activités agricoles bénéficiant des pratiques améliorées et des aménagements hydroagricoles. Les calculs permettent également d'analyser l'impact financier du programme sur les producteurs ciblés, ainsi que d'évaluer la capacité des exploitants à financer les charges additionnelles d'exploitation (par exemple dues à l'augmentation de l'utilisation d'intrants et la demande additionnelle en main d'œuvre) par les seuls revenus de ces productions.

9. **Prix financiers.** Au Niger, les prix des produits agro-pastoraux sont déterminés par le marché, selon la loi de l'offre et de la demande. Les prix unitaires utilisés pour l'analyse financière sont indiqués en appendice.

- **Produits agricoles:** les prix des produits agricoles correspondent à ceux qui sont payés aux producteurs pour les produits au départ de l'exploitation. Ces prix ont été obtenus lors de discussions avec les différents acteurs pendant les visites dans les régions de Tahoua et Zinder. Dans la région de Maradi, les données du Système d'information sur les marchés

¹¹⁷ Source: Document de conception du PASADEM

(SIM), géré par l'ONG Action Sécurité et Souveraineté Alimentaire au Sahel (AccSA-Afrique Verte), furent utilisées;

- **Intrants agricoles:** les prix des intrants agricoles pris en compte sont les prix effectivement payés par le producteur (prix subventionné par l'Etat à 13 500 FCFA pour un sac d'engrais/ NPK de 50 kg);
- **Main d'œuvre:** les petites exploitations agricoles ont recours à la main d'œuvre familiale et salariée (surtout pour le maraîchage). Dans le cadre de cette analyse, la main d'œuvre familiale a été valorisée dans les budgets financiers de culture.

10. **Rendements de cultures.** Pour les cultures pluviales, l'introduction d'itinéraires techniques améliorés, au travers des champs écoles paysans (CEP) et de l'appui-conseil, combinant: (i) l'utilisation de semences sélectionnées, (ii) l'intégration raisonnée de l'engrais minéral avec la fumure organique et, (iii) l'utilisation de produits phytosanitaires, engendreront des augmentations de rendements tels que présentés dans le tableau 1. Pour le scénario « sans projet », **les estimations de rendements des cultures sont basées sur les données moyennes rapportées dans le RGAC dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder.** Les résultats observés lors des projets précédents dans la même zone agro-écologiques ont également été utilisés, en particulier le PPILDA (FIDA) pour les cultures céréalières. En plus dans les hypothèses formulées, les analyses et prévisions des impacts du changement climatique dans les scénario "sans projet" ont été prises en compte (voir Annexe 12): en particulier l'IFPRI (2013) estime qu'en 2050 la plupart des productions de céréales du Niger connaîtront des baisses de rendement de 5 à 25% et une rétractation des zones favorables à leur culture.

11. **En lien avec le cadre logique du programme**, le tableau 1 donne les dites hypothèses d'accroissement des rendements retenues par la mission pour calculer les bénéfices du projet. Dans l'analyse de sensibilité développée pour les résultats économiques, différents scénarios de rendements ont été testés en lien avec l'Appendice 12.1 sur les effets du changement climatique.

Tableau 1: Hypothèses d'accroissement de rendements

Cultures	Rendement (kg/ha)		Augmentation avec projet (%)
	Sans projet	Avec projet	
Céréales			
Mil en culture pure	385	501	30%
Mil en association	336	437	30%
Sorgho en association	162	211	30%
Légumineuses			
Niébé en association	137	178	30%
Arachide en association	252	328	30%
Maraîchage (cultures irriguées, nouveaux aménagements)			
Tomates	N/A	18,800	--
Choux	N/A	12,100	--
Patates douces	N/A	18,100	--
Canne à sucre	N/A	28,100	--
Oignon (irrigué)	N/A	24,100	--

Source: Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (2005-2008)

12. **Budgets pour les cultures pluviales et maraîchères.** Sur la base des données PASADEM/ Ruwanmu, des fiches technico-économiques ont été développées dans les scénarii «sans projet » et « avec projet » (en année de « croisière ») pour estimer le bénéfice additionnel attendu par les bénéficiaires.

- **Le produit brut** est la valeur de la production totale à l'hectare valorisée au prix au producteur en vigueur dans les zones de production en 2014;

- **Les charges d'exploitation** correspondent aux dépenses effectuées par l'exploitant pour l'acquisition des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) et le fonctionnement des équipements d'irrigation pour le maraîchage. Les amortissements n'ont pas été pris en compte dans les budgets de culture. La main d'œuvre familiale et salariée a été considérée dans les charges d'exploitation;
- **La marge brute (ou revenu brut)** d'exploitation est calculée à partir de la valeur de la production (le produit brut) moins les charges d'exploitation.

13. **Résultats par catégorie de ménages.** Sur la base de la typologie des ménages décrite plus haut, il a été élaboré des comptes d'exploitation pour évaluer l'impact du projet en fonction des systèmes de production. Dans la situation « avec projet », il n'est pas envisagé que le producteur augmente les surfaces physiques exploitées, mais que ce dernier intensifie sa production. Le tableau 2 ci-après indique le produit brut, les charges d'exploitation, la marge brute et la marge brute additionnelle par système de production. L'examen des comptes d'exploitation montre un effet positif du projet sur les marges brutes et indique que les différentes spéculations sont financièrement rentables (marges brutes additionnelles positives pour tous les budgets de culture). Pour les cultures pluviales, le revenu net additionnel par ménage s'élève à 17 895 FCFA dans le cas du système mil/niébé, 9 418 FCFA dans le cas du système mil/ sorgho/ niébé, 21 629 FCFA dans le cas du système mil/ arachide et 26 097 FCFA dans le cas du mil cultivé en culture pure.

14. Les taux de rentabilité interne (TRI) et les valeurs actuelles nettes (VAN) calculés en intégrant l'investissement montrent que les modèles sont rentables avec des VAN positives et des TRI situés entre 12% et 22%. Les modèles les plus diversifiés (mil/sorgho/niébé) apparaissent comme étant les moins rentables sur le plan financier mais répondent davantage à une stratégie de gestion du risque de la part des petits producteurs.

Tableau 2: Résumé des principaux résultats financiers par « catégorie de ménages »

Rubrique	Unité	Système de production (FCFA/ ménage)			
		Mil/niébé (Cat.1)	mil/sorgho /niébé (Cat.2)	mil/ arachide (Cat.3)	Mil pur (Cat.4)
Sans projet					
Charges totales	FCFA/ha	74,405	66,933	87,552	85,028
Produit brut	FCFA/ha	110,629	75,849	142,540	136,013
Marge brute	FCFA/ha	36,225	8,916	54,989	50,985
Avec projet					
Charges totales	FCFA/ha	90,598	83,899	107,910	98,565
Produit brut	FCFA/ha	144,718	100,773	184,527	175,646
Marge brute	FCFA/ha	54,120	16,874	76,618	77,081
Plus-value avec Projet					
Marge brute additionnelle	FCFA/ha	17,895	9,418	21,629	26,097
% d'augmentation de la marge brute	%	49.4%	27%	39.3%	51.2%
TRI	%	15%	12%	18%	22%
VAN	FCFA	7 894	1 952	15 154	21 502

15. **Dans le cas du maraîchage**, sur les 2 465 ha de sites aménagés dans les vallées (295 ha aménagés autour des 7 mini-barrages et 100 ha autour des 4 mares) et les 2 500 ha additionnels équipés (micro-projets de PI additionnels), les ménages dégageront une marge brute située entre 267 500 et 433 500 FCFA (sur la base d'une hypothèse de 0,25 hectare par ménage et d'une augmentation progressive des rendements¹¹⁸). Ces résultats montrent que le ménage pourra faire

¹¹⁸ 10% en année 1, 20% en année 2, 30% en année 3, 40% en année 4, 50% en année 5 et 60% en année 6

face aux charges supplémentaires requises pour la mise en œuvre des itinéraires techniques améliorés et dégager un revenu additionnel significatif pour subvenir à d'autres dépenses courantes.

16. Un TRI et une VAN ont également été calculés afin de mesurer la rentabilité des micro-projets productifs (« kits motopompes », réseaux d'irrigation et forage¹¹⁹) qui seront mis en œuvre dans les bassins de production qui auront bénéficié, en amont, d'investissements pour l'aménagement des bassins versants (mares, mini-barrages, seuils d'épandage).

17. Le tableau de résultats 3 montre des activités rentables, avec des VAN positives et des TRI entre 19% et 47%. Ces bonnes performances attendues sont comparables avec les conclusions d'autres projets de petite irrigation au Niger, notamment le Projet de Promotion de l'Irrigation Privée (PIP2) et le Projet de Développement des Exportations des Produits Agro-sylvo-pastoraux (PRODEX), financés par la Banque mondiale.

18. Une analyse des cash-flows après financement sur la base des mécanismes de financement du ProDAF a été réalisée. Il s'agit du financement des investissements (motopompe, forage, réseau californien, charrette) à travers une subvention du ProDAF à hauteur de 30%, un apport personnel du producteur de 10% et un crédit sur deux ans représentant 60% aux conditions de marché. Les VAN de tous les modèles sont positives avec des taux de rentabilité situés entre 36% et 66%.

Tableau 3: Résumé des principaux micro-projets de production maraîchère

Modèle de production	Total investissement ('000 FCFA)	Marge brute/ ha (CFA)	Marge brute/ ménage*	TRI (%)	VAN ('000 FCFA)
Oignon	3,740	1 733 837	433,459	47.1%	5,053.9
Tomate	3,740	1 519 387	379,847	42.4%	4,290.3
Chou	3,740	1 069 890	267,473	18.7%	1,225.6
Patate douce	3,745	1 587 729	396,932	43.7%	4,442.2
Canne à sucre	3,745	1 150 910	287,728	25.5%	2,115.3

* 1 ménage exploite 0.25 hectare

C. AUTRES MICRO-PROJETS

19. **Élevage caprin et volaille.** Le petit élevage (petits ruminants et volailles) sera promu par le ProDAF sous forme d'activités génératrices de revenus ou de micro-projets de manière à permettre une plus grande contribution du sous-secteur à l'atteinte de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. La récente AFE du PASADEM a élaboré des comptes d'exploitation prévisionnels et évalué la rentabilité de micro-projets éligibles au titre du ProDAF, à savoir: (i) l'élevage caprin semi-intensif, (ii) l'embouche ovine et, (iii) l'aviculture familiale (poulet, pintade). Le tableau 4 (source PASADEM) montre que l'élevage de petits ruminants et de volailles sont des opérations rentables qui permettent de générer des revenus significatifs et d'assurer une meilleure sécurité alimentaire en période de soudure en évitant la vente de mil.

Tableau 4: Résumé des résultats annuels des principaux micro-projets d'élevage

Rubriques	Unité	Elevage caprin	Embouche ovine	Aviculture familiale (poulet)	Aviculture familial (pintade)
Investissements	FCFA	544 500	90 000	25 930	26 900
Charges totales	FCFA	122 985	224 100	23 337	24 210
Total recettes	FCFA	197 730	256 500	87 705	187 920
Marge brute/ an	FCFA	74 745	32 400	64 368	163 710

Source: PDR PASADEM

¹¹⁹ Investissement estimé à 1 400 000 FCFA par hectare

20. **Transformation.** Aucun modèle spécifique n'a été proposé dans la présente analyse dans la mesure où le Programme se basera sur l'évaluation de demandes provenant des bénéficiaires. L'enveloppe budgétaire allouée à la transformation sera par ailleurs marginale.

21. **Services vétérinaires privés.** Le ProDAF inclut la promotion et l'appui à l'installation de services vétérinaires privés de proximité sur la base de l'expérience de Vétérinaires Sans Frontières (VSF) Belgique qui a analysé la rentabilité financière de tels modèles. Ces données ont été reprises dans un tableau synthétique présentant les investissements, les charges, les produits et la marge brute de ces entrepreneurs.

Tableau 5: Résumé des résultats annuels d'un service vétérinaire privé

Rubriques	Unité	Montant
Investissements ¹²⁰	FCFA	2 545 000
Charges totales ¹²¹	FCFA	31 158 102
Total recettes ¹²²	FCFA	48 326 428
Marge brute/ an	FCFA	17 168 326

Source: VSF Belgique

D. SEUIL DE PAUVRETE

22. **Définition.** Selon le rapport d'Analyse sur le Profil de Pauvreté (INS Niger, 2006) une dépense annuelle de 105 827 FCFA par personne en milieu rural ou de 290 FCFA par jour constitue un seuil sous lequel une personne ne peut recevoir les 2 100 calories par jour nécessaires pour assurer sa subsistance, ou seuil de pauvreté alimentaire. En prenant en compte l'inflation des prix à la consommation depuis 2006, ce seuil serait de 524 FCFA par jour. Les définitions internationales quant à elles, fixent le seuil de pauvreté à USD 1,25 pour les pays les plus pauvres ou à USD 2 pour les pays davantage avancés. Deux seuils de pauvreté sont donc pris comme référence ici, le seuil de pauvreté alimentaire s'élevant à environ FCFA 2 253 par ménage de 6,6 personnes (FCFA 524 pour deux adultes et la moitié pour les enfants) et le seuil de pauvreté internationale s'élevant à FCFA 2 688 par ménage de 6,6 membres.

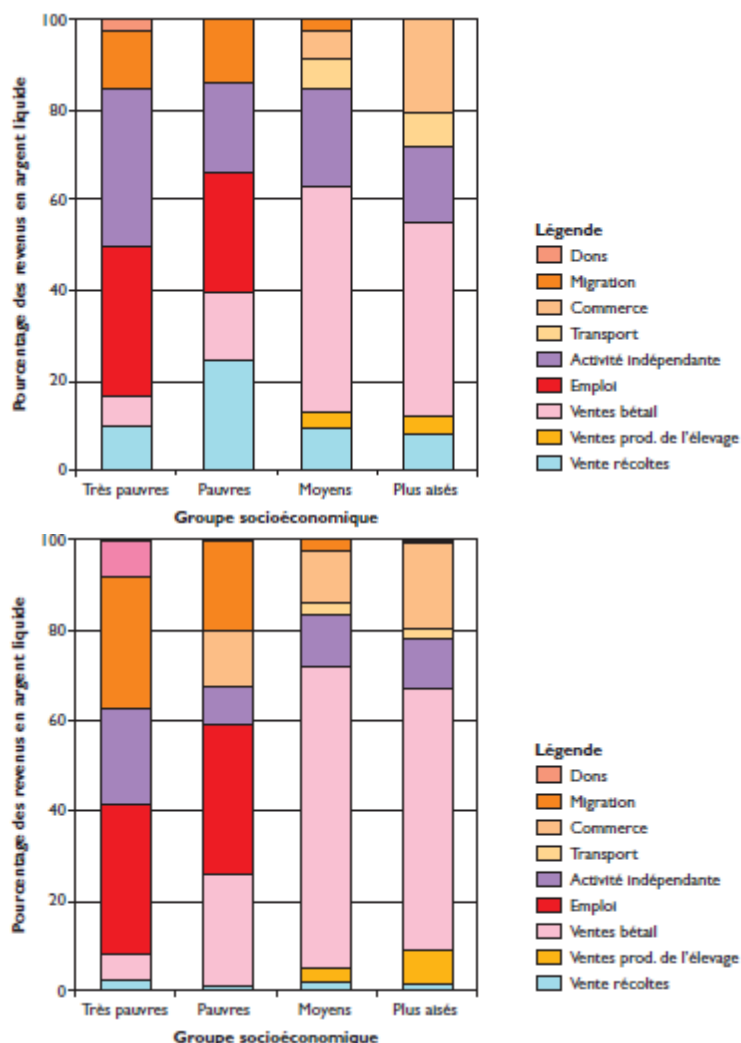
23. Les études récentes sur l'économie des ménages nigériens montrent que d'autres sources de revenus sont à prendre en compte, tel que l'exode, le salariat agricole, le petit commerce ou les transferts financiers des migrants (Save the Children, 2009), notamment pour les ménages les plus pauvres ciblés par le ProDAF. Les revenus issus de la production agro-pastorale ne constituent donc pas l'ensemble des revenus des ménages, ce qui doit être pris en compte dans la comparaison qui sera effectuée.

¹²⁰ Inclut: matériel technique, matériel roulant, équipement informatique

¹²¹ Les charges principales sont: (i) les produits vétérinaires (47%), les charges directs (16%) et la logistique (10%)

¹²² Les recettes sont constituées par les recettes liées aux services vétérinaires dont 45% pour les campagnes de vaccinations et seulement 11% liées à une prestation pour des projets

Tableau 6: Sources des revenus en argent liquide, année de bonne récolte (1) et de mauvaise récolte (2), zone nord-sédentaire Tassoua, 2009



Source: Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger, Save the Children, 2009

24. **Marges productives et seuils de pauvreté.** Sur la base de la marge moyenne dégagée par 0,25 ha de production maraîchère, de 1,5 ha de production pluviale et d'une unité de petit élevage (marge moyenne pour l'ensemble des modèles), la production agricole représenterait 19% du revenu correspondant au seuil de pauvreté alimentaire sans Projet et 66% avec projet. Sur la base de la définition internationale de USD 1,25 par jour et par personne, la marge dégagée sans projet représente 16% de ce seuil contre 55% avec Projet. Ces résultats mettent en lumière la contribution substantielle des bénéfices du Projet liés à la production agro-pastorale vis-à-vis de l'atteinte du seuil de pauvreté et sont en ligne avec les études sur l'économie des ménages.

Tableau 7: Marge brute agro-pastorale et seuil de pauvreté

Seuils de pauvreté (2 seuils)		
1	Seuil pauvreté alimentaire par adulte	524 FCFA/jour/adulte
	Seuil pauvreté alimentaire par ménage	2,253 FCFA/jour/ménage
2	Seuil pauvreté international par adulte	1.25 USD/personne
	Seuil pauvreté internationale par ménage	5 USD/jour/ménage
	soit	2,688 FCFA/jour/ménage
	<i>Sans projet</i>	<i>Avec projet</i>
Marge brute moyenne maraîchage	46,923	369,428 FCFA
Marge brute moyenne pluvial	47,399	69,273 FCFA
Marge brute moyenne petit élevage	60,565	100,941 FCFA
Marge brute annuelle par ménage	154,887	539,642 FCFA
Revenus moyen/ménage/jour	424	1,478 FCFA
	soit	3 USD
		augmentation avec projet
		348%
% du seuil de pauvreté alimentaire	19%	66%
% du seuil de pauvreté international	16%	55%

25. L'étude d'impact sera chargée d'établir des données sur cet indicateur, en lien avec l'EFA intégrée comme outil de SE.

E. COMMERCIALISATION

26. L'analyse financière des principaux marchés (comptoirs maraîchers), dont le développement est au cœur de la stratégie d'intervention du ProDAF, a été initiée dans le cadre de la deuxième mission de supervision du Ruwanmu (avril 2014) avec les Chambres Régionales du Commerce (CRC), les animateurs des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), les plateformes d'opérateurs économiques Hadin Gwiwa (HG) et l'ONG AccSA-Afrique Verte.

27. **Source de données.** Avec l'appui de ces mêmes opérateurs de marché, la mission de conception du ProDAF a approfondi les comptes d'exploitation financiers des différentes parties prenantes du PDE (producteurs, collecteurs, manutentionnaires, commerçants/ demi-grossistes, collectivités, structures de gestion de marché) et triangulé les données avec celles collectées lors de la supervision. Les prix des produits agricoles (prix au producteur, prix collecteur et prix demi-grossiste) ont été extraits du SIM d'AccSA-Afrique Verte et considèrent les fluctuations saisonnières entre la récolte et la période de « soudure ». Les volumes échangés sur le marché dans les scénarii « avec » et « sans » projet ont été évalués sur la base du nombre de camions, petits véhicules et charrettes chargés et déchargés. La présente analyse met ainsi en évidence la rentabilité financière attendue de 4 marchés « types » dans lequel le programme investira dans les régions de Zinder (marché de Bandé, pour la canne à sucre; marché de Guidimouni pour les productions maraîchères), Tahoua (marché de Dogueraoua pour les tomates) et Maradi (marché de demi-gros de Tessaoua, destinés aux cultures céréalières et spécialisés dans le négoce de mil, niébé, sésame, arachide, sorgho et oseille).

28. **Bénéfices.** Les principaux bénéfices des comptoirs maraîchers et marchés de demi-gros sont: (i) de concentrer les productions et les producteurs/ commerçants dans un même espace physique de négociations pour augmenter les transactions commerciales (augmentation des volumes vendus), (ii) d'améliorer la qualité des productions (i.e. tri, séchage, conditionnement), (iii) d'assurer un déchargement, reconditionnement et chargement plus « fluide » des productions agricoles, (iv) de gérer de façon transparente la collecte des taxes par les collectivités locales (mairies) et, (v) d'assurer la sécurité et l'hygiène sur le marché.

29. **Hypothèses.** Au niveau de chaque marché « type » ciblé par l'analyse, et au niveau des différents intervenants du marché, une évaluation des recettes (taxes perçues dans le cas des

mairies, produits additionnels vendus dans le cas des grossistes) et des dépenses (frais de transport, charges variables et fixes d'exploitation, taxes) a été menée dans les situations « avec » et « sans investissement » (voir tableau détaillé en annexe). Dans le scénario « avec investissement », le calcul des marges nettes a été réalisé sur la base: (i) d'une hypothèse d'augmentation des volumes vendus/ transactions sur les marchés de 30% (selon les marchés et les estimations des différents Hadin Gwiwa), (ii) d'une augmentation progressive du volume des transactions (25% de l'optimum en année 1, 50% en année 2, 75% en année 3 et 100% en année 4).

30. **Résultats.** Le bénéfice additionnel dégagé par toutes les parties prenantes, auquel ont été soustraits les coûts d'investissements du programme (ingénierie sociale et civile), ont permis le calcul d'un flux de trésorerie annuel. Pour chaque marché, un TRI et une VAN, basés sur l'évolution du flux de trésorerie, ont été calculés sur une période de 20 ans, pour les 4 marchés « types » étudiés. Les résultats détaillés sont présentés dans le tableau 5 et en annexe.

31. **Interprétation des résultats.** Sur la base d'hypothèses prudentes d'augmentation des transactions (+30% des volumes échangés), les résultats suggèrent une rentabilité financière satisfaisante pour les différents marchés étudiés. Afin de confirmer cette tendance, la mission a chargé AccSA de poursuivre son travail de collecte de données (en particulier sur les charges que subissent les différents opérateurs du marché) pour affiner les simulations.

Tableau 8: Tableau récapitulatif des principaux marchés étudiés

Marché	Région	Produits échangés	Investissements (USD) ¹²³	TRI	Hypothèses de simulation*
Tessaoua (1/2 gros)	Maradi	Mil, niébé, sorgho, sésame arachide, oseille	2,2 millions	14,2%	+30% des volumes échangés
Dogueraoua (comptoir)	Tahoua	Tomate	0,3 million	26,7%	+30% des volumes échangés
Guidimouni (comptoir)	Zinder	Productions maraîchères (oignon, courge, chou)	0,6 million	48,0%	+30% volumes échangés
Bandé (comptoir)	Zinder	Canne à sucre	1,08 million	28,0%	+30% des volumes échangés

* Hypothèses de simulation en lien avec le cadre logique du ProDAF

32. **Rentabilité de la structure de gestion du marché.** Une étude financière a été menée sur la Société à Responsabilité Limitée (SARL) qui sera en charge de la gestion du marché (en particulier pour la sécurité, l'hygiène, la salubrité, la collecte de taxes et la maintenance des infrastructures). Sur la base des entretiens de la mission avec AccSA, la CRA et les experts de la mission, et en prenant le marché de Tessaoua comme cas d'étude, un compte d'exploitation et de résultats de la SARL a été élaboré. L'analyse a calculé: (i) son résultat brut d'exploitation (RBE), (ii) son bénéfice net après impôts et (iii) les dividendes reversés à chacun des membres du conseil d'administration (mairie, pour une part de 40%, et Groupe d'Intérêt Economique pour une part de 60%).

33. **L'analyse du plan d'affaire prévisionnel de la SARL** montre que l'entreprise présente un solde net avant et après impôt positif. Ces résultats satisfaisants sont basés sur l'hypothèse: (i) d'un appui du projet sous forme de subvention directe à l'entreprise pour le financement dégressif de ces charges de fonctionnement (100% en année 1, 75% en année 2, 50% en année 3, 25% en année 4) et, (ii) l'instauration de redevances qui pourront être prélevées aux utilisateurs du marché, au niveau de chaque sac vendu. **Le montant de ces contributions/ redevances, clé de voûte de la durabilité et de la rentabilité de la structure, devront être négociées avec le Hadin Gwiwa en accompagnement du développement des ouvrages d'ingénierie civile.**

¹²³ Les investissements correspondent à ceux de l'ingénierie sociale (appui aux partenaires de mise en œuvre) et civile (infrastructures)

III. ANALYSE ECONOMIQUE

34. L'analyse économique du ProDAF se pose du point de vue de l'intérêt national et porte sur le programme entier afin de calculer la rentabilité globale des investissements affectés aux infrastructures rurales et à l'amélioration durable de la production agricole et animale. Tous les coûts du programme¹²⁴ ont été pris en compte dans l'analyse économique.

35. L'analyse économique a été effectuée sur la base du calcul du cash-flow additionnel en considérant la situation sans programme et la situation avec programme sur une période de 20 ans. Les flux des biens et services consommés par le programme, présentés en quantités physiques et en coûts financiers dans le budget, ont été convertis en coûts économiques (avec, lorsque possible, l'algorithme du COSTAB¹²⁵). Les comptes d'exploitation financiers ont également été transformés en comptes d'exploitation économiques en utilisant des facteurs de conversion (voir ci-après).

36. Les externalités positives du programme sur la collectivité, telles que les services environnementaux (mesures d'atténuation au changement climatique) issus des activités de gestion durable des terres (GDT), comme la Régénération Naturelle Assistée (RNA), la récupération des terres dégradées ou encore la production agro-écologique durable, ont été valorisées dans l'analyse économique avec le logiciel « Ex-Ante Carbon-Balance Analysis Tool » (EX-ACT, développé par la FAO¹²⁶) permettant l'élaboration de bilans carbone. Les effets issus de la réhabilitation des pistes rurales (bien publics) ont également été valorisés dans l'analyse économique.

37. Les effets des travaux d'ingénierie sociale menés avec les *Hadin Gwiwa* pour la structuration et la gestion des marchés, ont été comptabilisés dans l'analyse économique des marchés. Certains bénéfices plus « intangibles », tels que le renforcement et le développement des capacités institutionnelles, n'ont en revanche pas été directement valorisés dans l'analyse économique en raison de la difficulté à les quantifier en termes monétaires. Ces derniers sont néanmoins des effets positifs qui contribueront au bon déroulement du ProDAF.

A. Externalités environnementales

38. **Activités ASAP et FEM.** Les activités co-financées par ASAP (13 millions d'USD) et par le Fonds pour l'Environnement Mondial/ FEM (8 millions d'USD), qui font la promotion de meilleures pratiques et usage des terres, permettront de générer des externalités environnementales positives pour la société (co-bénéfices d'atténuation au changement climatique par la réduction des émissions et l'augmentation de la séquestration de carbone), au-delà des bénéfices « privés » liés à l'adaptation et la résilience des bénéficiaires au changement climatique. Le programme favorisera des mesures de GDT, telles que (i) la conservation des eaux et des sols, (ii) la diffusion de semences améliorées autour des champs-écoles paysans (CEP) et, (iii) la diffusion à plus grande échelle des techniques de GDT les plus rentables (et déjà éprouvées au Niger et dans la sous-région), en particulier la RNA et l'aménagement de bassins versants à proximité des sites productifs.

39. **Leçons apprises sur l'impact environnemental des pratiques de GDT au Niger.** Les travaux de Sutter et Tinlot (FAO, 2012)¹²⁷ ont montré que les pratiques de GDT promues par le

¹²⁴ Mise à part les reliquats Ruwanmu et PASADEM

¹²⁵ Le budget des activités financées par la Coopération italienne a été préparé sur Excel

¹²⁶ Conjointement développé par trois Divisions de la FAO (ancienne Division de l'appui à l'élaboration des Politiques et Programmes de Développement [TCS], Division du Centre d'Investissement [TCI] et Division de l'Economie du Développement Agricole [ESA])

¹²⁷ Sutter, P., Tinlot, M., Evaluation carbone du « Programme d'Action Communautaire- Résilience au Changement Climatique – PAC-RCC » au Niger. Application de l'outil EX-ACT, version 3. Ressources pour l'Élaboration des Politiques (EASYPol n. 124). Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Les travaux de Sutter et Tinlot ont montré que le projet PACRC sur la base des calculs réalisés avec l'outil EX-ACT offre un potentiel de séquestration de carbone de 93 million de tonnes de CO₂-eq pendant 20 ans

Programme d'Action Communautaire – Résilience au Changement Climatique (PAC-RCC) financé par la Banque mondiale ont contribué à l'effort global de diminution des émissions anthropogéniques de carbone et se sont opposées aux effets négatifs du changement climatique. Les travaux ont ainsi démontré un potentiel d'atténuation du changement climatique de 93 millions de tonnes de CO₂ équivalent (t CO₂-eq) pendant 20 ans, pour un bilan carbone par hectare de (-) 14,6 t CO₂-eq et un bilan carbone par hectare et par an évalué à (-) 0,86 t CO₂-eq.

40. **EX-ACT.** Sur la base des données du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), EX-ACT apporte des estimations *ex-ante* de l'impact des projets de développement agricole et forestier sur les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il consiste à estimer les émissions de CO₂, CH₄ et N₂O et la séquestration de carbone de deux scénarios, l'un correspondant à la mise en œuvre du projet, et l'autre reflétant un état de référence sans projet. Le bilan carbone final est la différence entre les deux scénarii.

41. **Mesures environnementales du ProDAF.** Les activités de GDT promues par l'ASAP et le FEM (mesures végétatives, agronomiques, de gestion et structurales, suivant la catégorisation de Sutter et Tinlot) et les zones agro-écologiques de mise en œuvre étant en partie analogues à celles du PAC-RCC, l'AFE a capitalisé et repris les travaux de Sutter et Tinlot pour l'élaboration d'un bilan carbone pour le ProDAF avec le logiciel EX-ACT¹²⁸. Le ProDAF envisage ainsi: (i) de mettre en œuvre la RNA sur 190 000 hectares de terres agricoles avec plantation d'*Acacia albida*, dit « Gao », (ii) d'aménager 10 130 hectares de bassins versants, qui permettront la conversion de terres dégradées en terres agricoles (pour la culture de décrue et le maraîchage), (iii) de fixer 4 000 hectares de dunes avec la plantation d'*Acacia Sénégal*, (iv) de restaurer 2 500 hectares de terres pastorales (lutte contre *Sida cordifolia* et re-semis de plantes herbacées) et, (v) de mettre en place 400 hectares de haies vives/ brise-vent (reboisement) autour des périmètres maraîchers nouvellement aménagés. Dans la simulation, il fut également supposé que 19 000 hectares de terres agricoles sous RNA (producteurs ayant bénéficié des CEP) bénéficieraient de mesures de gestion intégrée de la fertilité, suivant les techniques agronomiques de gestion des paillis et de la conservation des eaux et des sols/ CES (« zaï »).

42. **Résultats.** Le bilan carbone des activités ASAP du ProDAF montre un potentiel d'atténuation de (-) 28,9 t CO₂-eq par hectare en 20 ans, soit un bilan annuel de (-) 1,4 t CO₂-eq par hectare et par an. Ces résultats ont été élaborés conjointement avec l'équipe EX-ACT de la FAO durant tout le design du ProDAF.

43. **Valorisation monétaire du carbone séquestré.** Bien qu'aucun fonds carbone de compensation ne soit accordé dans le cadre du programme, et bien que la valeur relative de l'atténuation au changement climatique (bénéfice social) soit très complexe à estimer, l'analyse économique a attribué un coût social au carbone séquestré. A l'image d'autres analyses réalisées en Afrique Sub-saharienne (FAO, FIDA; 2010¹²⁹) et sur la base des estimations de 2013 de l'*United States Interagency Working Group on Social Cost of Carbon*, l'analyse a « prudemment » estimé un 'social price' pour le carbone à 25 USD par tonne.

44. Ce prix social, attribué à la quantité additionnelle totale de carbone séquestrée par hectare et par an, **permet ainsi de valoriser les externalités et de les comptabiliser dans le cash-flow économique du ProDAF.** Il est également estimé que l'adoption des activités ASAP et FEM se réaliseront de façon échelonnée, suivant une progressivité estimée à 10% en année 1, 20% en année 2, 40% en année 3, 60% en année 4 et 75% en année 5 (année de croisière).

¹²⁸ A des fins de simplification (cette analyse ne pouvant procéder à un diagnostic détaillé de tous les effets environnementaux du programme), les hypothèses de Sutter et Tinlot ont été reprises dans la présente analyse

¹²⁹ EASYPol n. 263: outil EX-ACT pour l'analyse bilan carbone des projets d'investissements. Etude de cas à Madagascar sur un projet d'irrigation et de gestion des bassins versants

B. Bénéfices économiques liés à la réhabilitation et construction de pistes

45. **Les bénéfices économiques** liés à la réhabilitation et la construction des pistes rurales (essentiellement financées par le projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua/ PAMIRTA de la Coopération italienne, l'OFID, ainsi que par les fonds propres du Gouvernement et les ressources du ProDAF) sont: (i) l'amélioration de la fluidité des échanges de biens et services (y compris les intrants agricoles), de par la mise en réseau des bassins de production, des centres de collecte et des marchés de demi-gros, (ii) la réduction des frais de transport qui se répercute favorablement sur le prix payé aux producteurs, (iii) la diminution des pertes post-récolte en raison de meilleurs débouchés et d'un transport plus efficace et, (iv) l'augmentation des rendements et superficies cultivées en raison d'un meilleur accès aux intrants agricoles, aux services, et d'une ouverture à la demande des marchés.

46. 2 363 kilomètres ont été identifiés dans les schémas régionaux de Tahoua, Maradi et Zinder. De ce linéaire total, le ProDAF vise la réhabilitation de 1 149 km de pistes (cf. DCP et cadre logique) incluant le financement ProDAF (539 km), OFID (81 km), de la coopération italienne (230 km) et des reliquats PASADEM et Ruwanmu (environ 299 km)¹³⁰. Le modèle économique est basé sur l'hypothèse d'un tronçon de 20 km et une zone d'influence de 10 km, soit une superficie totale de près de 55 708 hectares.

47. **Hypothèses de modélisation.** Les éléments de modélisation suivants ont été pris en compte dans l'analyse économique: (i) un taux de mise en culture de 10% de la superficie totale de la zone (situation sans projet), dont 97% sont occupés par les cultures pluviales (association mil/ niébé) et 3% pour les cultures maraîchères (hypothèse DCP), (ii) des pertes post-récolte estimées à 5% (céréales) et 20% (cultures maraîchères) dans la situation sans projet et 2% et 18% pour les mêmes cultures dans la situation avec projet, (iii) une baisse des coûts de transport, répercutée sur une augmentation du prix payé aux producteurs de 2 %; (iv) une augmentation des superficies cultivées de 3 % et, (iv) une augmentation des rendements de 2 %. Ces hypothèses de calculs sont comparables avec celles d'autres analyses économiques de pistes réalisées en Afrique de l'Ouest.

48. D'autres bénéfices n'ont pas fait l'objet d'un exercice de quantification et de valorisation économique en raison de la complexité de cette évaluation, c'est à dire: (i) l'accès facilité aux services de santé et d'éducation; (ii) le développement du commerce dans la zone, et (iii) autres effets induits, tels que l'installation de diverses activités génératrices de revenus, l'augmentation du trafic de véhicules et motocyclettes et la diminution du coût d'exploitation des véhicules.

49. **Résultats.** Les calculs présentent un bénéfice additionnel satisfaisant de 7 513 127 FCFA par kilomètre de piste réhabilitée. Les résultats (TRI et VAN économiques) liés à l'investissement dans la réhabilitation et la construction des pistes rurales sont décrits dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 9: Résultats de l'analyse économique pour les pistes

Taille moyenne du tronçon de piste	20 km
Linéaire total	850km
Bénéfice additionnel par kilomètre et par an (USD)	15 026 USD/ km
Bénéfice additionnel par kilomètre et par an (FCFA)	7 513 127 FCFA/ km
TRI Economique pour les 850 km (20 ans)	21.8%
VAN Economique pour les 850 km (20 ans, '000 USD, @12%)	26 612

¹³⁰ Pour l'analyse économique et financière, seuls les 865 km sans les reliquats sont inclus

C. Bénéfices économiques des aménagements structurants et productifs

50. Un TRI et une VAN économiques ont été calculés afin de mesurer la rentabilité économique des aménagements structurants (mini-barrages et mares) et productifs (bassins de production de produits maraîchers).

51. **Hypothèses de modélisation.** Les éléments de modélisation suivants ont été pris en compte dans l'analyse économique:

- Systèmes de production autour et en aval des mini-barrages:** système de production 50% oignon, 30% tomate et 20% choux *en aval* (100 hectares d'aménagements hydro-agricoles) et *en amont/ autour* (200 hectares équipés avec un kit motopompe, un réseau d'irrigation et un forage) d'un mini-barrage;
- Système de production autour des mares:** système de production avec 50% oignon, 30% tomate et 20% choux *autour* d'une mare (100 hectares équipés avec un kit motopompe, un réseau d'irrigation et un forage);
- Phasage:** mise en culture de la totalité de la superficie cultivable (estimée à 80% de la superficie brute aménagée).

52. **Résultats.** Les résultats (TRI et VAN économiques) liés à l'investissement sur 7 mini-barrages et aménagements de 4 mares (voir DCP, tableau « ouvrages de mobilisation des eaux) sont décrits dans le tableau 7 ci-après. Les valeurs relativement élevées de la VAN et du TRI peuvent être expliqués par le fait que les coûts de la composante 3 (« quote-part » des frais liés à l'unité de coordination du projet) n'ont pas été ajoutés dans le cash-flow économique.

Tableau 10: Résultats préliminaires sur les aménagements structurants et productifs

Système	TRIE (%)	VAN ('000 USD)
Barrage (200 ha avec GMP et 100 ha AHA, cultures irriguées)	27%	1 019
Mare (100 ha avec GMP, cultures irriguées)	60%	771

D. Hypothèses et méthode de calcul du TRIE et de la VAN du programme

53. **Hypothèses de base.** L'analyse économique du programme et de ses activités est basée sur les postulats suivants:

- L'analyse porte sur une période de 20 ans.
- Un taux d'actualisation (« discount rate ») de 10% a été utilisé afin de refléter le coût d'opportunité du capital au Niger (même hypothèse que pour le PASADEM et le Ruwanmu).
- L'analyse a été faite en prix constants en utilisant le taux de change de 500 FCFA pour 1 USD.
- Les bénéfices économiques ont été exprimés en valeurs constantes de juin 2014. Ils valorisent les productions additionnelles des petits exploitants suivant les modèles financiers (convertis en modèles économiques) présentés en annexe.
- Pour les cultures en système pluvial, le tableau 8 présente les taux d'adoption utilisés dans les calculs. Pour le maraîchage, il a été supposé que la totalité de la superficie cultivable a été mise en culture (soit 80% de la superficie brute aménagée).
- Les bénéfices issus des pistes et des marchés interviennent en année 3.

Tableau 11: Taux d'adoption retenus

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5 et plus
10%	20%	40%	60%	75%

Tableau 12: Phasage des bénéfices

	Unité	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5	année 6	année 7	année 8	année 9	année 10-20
Cultures pluviales											
<i>Additionnels</i>	ha	16,356	16,356	34,245	34,245	34,245	30,156	23,512	-	-	-
<i>Cumulés</i>	ha	16,356	32,712	66,957	101,203	135,448	165,605	189,116	189,116	189,116	189,116
Cultures maraîchères - mini barrages											
<i>Additionnels</i>	ha	-	-	885	590	590	-	-	-	-	-
<i>Cumulés</i>	ha	-	-	885	1,475	2,065	2,065	2,065	2,065	2,065	2,065
Cultures maraîchères - mares											
<i>Additionnels</i>	ha	-	-	200	200	-	-	-	-	-	-
<i>Cumulés</i>	ha	-	-	200	400	400	400	400	400	400	400
Marchés de demi-gros											
<i>Additionnels</i>	#	3	3	3	-	-	-	-	-	-	-
<i>Cumulés</i>	#	3	6	9	9	9	9	9	9	9	9
Centres de collecte											
<i>Additionnels</i>	#	10	8	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Cumulés</i>	#	10	18	18	18	18	18	18	18	18	18
Pistes rurales											
<i>Additionnels</i>	km	81	233	169	205	129	33	-	-	-	-
<i>Cumulés</i>	km	81	314	483	688	817	850	850	850	850	850
Surfaces sous GDT											
<i>Additionnels</i>	ha	1,636	3,271	8,331	13,391	19,423	22,592	21,851	18,017	11,168	4,523
<i>Cumulés</i>	ha	1,636	4,907	13,238	26,630	46,052	68,644	90,495	108,512	119,680	124,203

54. Les quantités du tableau « phasage des bénéfices » sont en ligne avec la colonne « ProDAF » (sans les reliquats du Ruwanmu et du PASADEM) dans les tableaux récapitulatifs de chaque type d'investissements dans le DCP. Il s'agit de: 7 mini-barrages, 4 mares, 9 PDE, 18 centres de collecte, 850 km de pistes. L'alignement avec les objectifs du cadre logique est également assuré pour les indicateurs relatifs aux produits attendus.

55. Au niveau de la production pluviale et maraîchère, les surfaces incluses dans l'EFA correspondent respectivement à 126 078 et 20 000 ménages bénéficiaires. Certains ménages pouvant bénéficier des deux domaines d'activité du ProDAF, le total de 146 078 (>50% des ménages ciblés) doit être pris avec précaution.

56. **Portée de l'analyse économique du programme.** L'analyse économique porte sur les effets des investissements financés par: (i) les 2 allocations FIDA pays basées sur la performance (PBA 2013-2015 et 2016-2018, soit 94 millions USD), (ii) de l'ASAP et du FEM (13 + 8 millions USD), (iii) les investissements de la Coopération Italienne (28,2 millions de dollars), (iv) le financement de l'OFID/ PUSADER+ (6 millions d'USD), (v) le Gouvernement (36,9 millions USD); et les (vi) bénéficiaires (8,1 million USD).

57. **Shadow costing.** Sur la base des hypothèses de l'AFE du PASADEM et du Ruwanmu, des prix de parité à l'exportation et à l'importation ont été calculés pour l'oignon¹³¹ et l'urée (voir séquence de calculs en annexe), en utilisant les prix frontières *Free on Board* (FOB) de l'oignon (bien exporté) et le prix *Cost Insurance Freight* (CIF) de l'urée (bien importé). Afin de respecter la parité des pouvoirs d'achat, et en utilisant les données d'études filières de la FAO au Mali et au Burkina Faso¹³², une surévaluation de 20% du taux de change entre le FCFA et l'USD a été considérée pour estimer le

¹³¹ Principal **produit considéré comme bien échangeable et pour lequel des données sont disponibles**. Les produits maraîchers (tomates, poivrons, choux etc.) sont hautement périssables et ne font pas l'objet de transactions internationales. Le mil, le sorgho et l'arachide sont à la fois autoconsommés et échangés sur les marchés locaux. Pour ces produits, il fut estimé que les prix du marché intérieur reflètent les prix économiques (**même hypothèse que pour le PASADEM et le Ruwanmu**)

¹³² Balié J., Diakaté L., Barreiro-Hurlé J., Mas Aparisi A., 2013. Analyse des incitations et pénalisation pour le riz au Burkina Faso et au Mali. Série de notes techniques, SPAAA, FAO, Rome

prix de référence des devises étrangères au Niger. Les coefficients de conversion des prix financiers aux prix économiques ainsi obtenus pour ces biens échangeables sont respectivement de 1,06 pour l'oignon et 0,9 pour l'urée. Le coefficient pour l'urée a ensuite été appliqué à tous les engrais et produits phytosanitaires, les informations sur l'urée étant meilleures que celles des autres intrants¹³³. Un coefficient de conversion de 0,75 a été appliqué au coût de la main d'œuvre qui est sous-employée. En utilisant ces facteurs de conversion, les budgets de culture élaborés dans l'analyse financière ont été transformés en budgets économiques.

58. Ainsi, les bénéfices additionnels totaux du ProDAF tiennent compte des flux de bénéfices économiques liés aux activités: (i) de production agricole en systèmes pluviaux et irrigués, (ii) de réhabilitation des marchés de demi-gros/ comptoirs (seulement à partir de l'année 3), (iv) de construction/ réhabilitation des pistes et enfin, et (iv) de dissémination des pratiques d'adaptation au changement climatique, permettant une réduction des GES. Les bénéfices et coûts relatifs aux reliquats du PASADEM et du Ruwanmu n'ont pas été inclus pour rester en ligne avec le cadre logique. Aux bénéfices additionnels ont été soustraits les coûts économiques du programme projet, tels que générés par le COSTAB.

59. **Méthode de calcul des coûts économiques du programme.** Les coûts économiques n'ont pas tenu compte des transferts (droits de douanes, taxes) et les effets liés à l'inflation (l'analyse économique se réalise en termes constants). Les coûts financiers des biens et services échangeables consommés par le programme ont ensuite été convertis en coûts économiques via l'algorithme du COSTAB, en utilisant un '*shadow exchange rate factor*' estimé à 1.2¹³⁴.

E. Résultats de base et analyse de sensibilité

Scénario de base

60. Compte tenu des hypothèses précédentes, le TRI économique global du ProDAF est de 15,7% et la VAN du flux de trésorerie nette économique générée par le projet, à un coût d'opportunité du capital de 10% serait de 21,9 milliards de FCFA (43,8 millions d'USD). Ce résultat est très satisfaisant étant donné que des bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse économique.

Analyse de sensibilité

61. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la variation du TRIE dans l'hypothèse: (i) d'une diminution des rendements, (ii) d'une réduction des prix de vente des productions, (iii) de prix élevés sur les intrants agricoles (iv) d'une réduction des superficies cultivables (cf. impact changement climatique), et (v) d'une réduction des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités. Il ressort de l'analyse de sensibilité que le TRIE est sensible à une baisse des prix de vente ou des rendements. Une baisse des rendements de 30% à 40% mène à des TRIE de 11,4% et 9,9%, alors qu'une baisse des prix de vente de 30% donne un TRIE de seulement 10,4%. Une réduction de 30% des surfaces cultivées en pluviales donne un TRIE de 14.9% et une diminution de 30% de surface cultivées en pluviales et irriguées an TRIE de 11.8% .

¹³³ Hypothèse faite dans de nombreuses AFE de projets financés par le FIDA

¹³⁴ $Shadow\ Exchange\ Rate\ Factor = Shadow\ Exchange\ Rate / Official\ Exchange\ Rate$ (soit $SERF = 600/500 = 1.2$)

Tableau 13: Analyse de sensibilité et lien avec la matrice des risques

Variable	TRIE	Matrice risques DCP
Scenario de base	15,7%	
Diminution des prix de production de 15%	13,1%	
Diminution des prix de production de 20%	12,2%	
Diminution des prix de production de 30%	10,4 %	
Augmentation des prix des intrants	14,6%	
Diminution des rendements de 15%	13,6%	Test risques environnementaux : "aléas climatiques défavorables", "baisse de niveau de la nappe phréatique"
Diminution des rendements de 20%	12,9%	
Diminution des rendements de 30%	11,4%	Test risques économiques : "renouvellement des investissements "
Diminution des rendements de 40%	9,9%	Test risques techniques : "améliorations techniques confinées aux premiers bénéficiaires "
Diminution des surface cultivées de céréales de 30%	14,9%	Impact du changement climatique (Appendice 12.1)
Diminution des surface cultivées de céréales et en irriguées de 30%	11,8%	
Diminution des volume de transaction de 20%	15,4%	Test risques économique : "durabilité des marches de demi-gros" Test risque environnemental: "dégradation infrastructures suite aux aléas climatiques"

Tableau 14: Prix économiques et financiers

Rubrique	Unité	Prix Financier	Prix écon (FCFA)	Facteur de conversion
Productions végétales				
Mil	kg	195	195	1.00
Mil tige	kg	20	20	1.00
Sorgho	kg	180	180	1.00
Sorgho tige	kg	19	19	1.00
Niébé	kg	250	250	1.00
Niébé fane	kg	24	24	1.00
Arachide	kg	350	350	1.00
Arachide fane	sac	35	35	1.00
Oignons	kg	110	117	1.06
Feuilles Oignon	sac	500	500	1.00
Chou	kg	105	105	1.00
Tomate	kg	110	110	1.00
Poivron	kg	230	230	1.00
Patate douce	kg	100	100	1.00
Canne à sucre	kg	55	55	1.00
Acquisition des Intrants				
Semences				
Semence mil	Kg	192	192	1
Semence mil améliorée	Kg	460	460	1
Semence sorgho	Kg	133	133	1
Semence sorgho améliorée	Kg	478	478	1
Semence niébé	Kg	170	170	1
Semence niébé améliorée	Kg	400	400	1
Semence chou	Kg	25,000	25,000	1
Semence chou améliorée	Kg	500	500	1
Semence oignons	Kg	40,000	40,000	1
Semence oignons améliorée	Kg	50,000	50,000	1
Semence tomate	Kg	450	450	1
Semence tomate améliorée	Kg	-	-	1
Semence poivron	Kg	500	500	1
Semence poivron améliorée	Kg	500	500	1
Semence arachide	Kg	680	680	1
Semence arachide améliorée	Kg	750	750	1
Semence canne a sucre	bouture/ha	45,000	45,000	1
Semence patate douce	Kg		-	1
Semence p. douce améliorée	Kg		-	1
Engrais				
NPK	Kg	270	203	0.90
Sulfate de potasse	Kg	270	203	0.90
Fumure organique	charette	1,500	1,500	0.90
Engrais DAP	Kg	270	223	0.90
Urée	Kg	270	223	0.90
Produits phytosanitaires				
insecticide	sachet	5,000	3,750	0.90
Fongicide	kg	300	225	0.90
Pesticides	litre	5,000	3,750	0.90
Main d'œuvre familiale				
Main d'œuvre saisonnière	Jour	1,500	1,125	0.75
Main d'œuvre familiale	Jour	1,000	750	0.75

Tableau 15: Prévision d'augmentation des rendements

Cultures	Rendement (kg/ha)		Augmentation avec projet (%)
	Sans projet	Avec projet	
Céréales			
Mil en culture pure	385	501	30%
Mil en association	336	437	30%
Sorgho en culture pure	305	520	30%
Sorgho en association	162	211	30%
Légumineuses			
Niébé en association	137	178	30%
Niébé en culture pure	450	585	30%
Arachide en culture pure	490	637	30%
Arachide en association	252	328	30%
Maraîchage (cultures irriguées, nouveaux aménagements) 1/			
Tomates	N/A	18,761	
Choux	N/A	12,061	
Patates douces	N/A	18,091	
Canne à sucre	N/A	28,142	
Oignon (irrigué)	N/A	24,122	

Remarques: 1/ Ruwanmu

Tableau 16: Synthèse des systèmes de production pluviale, prix financiers

Rubrique	Unité	Culture pluviales (FCFA/ha)						
		Mil pur	Sorgho pur	Niébé pur	Arachide pur	Mil/niébé	mil/sorgho /niébé	mil/arachide
Sans projet								
Charges totales	FCFA/ha	64,952	54,625	56,900	74,450	36,609	37,223	44,577
Produit brut	FCFA/ha	90,675	66,300	138,900	213,500	67,048	62,618	86,388
Marge brute	FCFA/ha	25,723	11,675	82,000	139,050	30,439	25,395	41,811
Avec projet								
Charges totales	FCFA/ha	76,710	76,258	97,450	117,836	54,908	54,795	65,400
Produit brut	FCFA/ha	117,878	90,370	182,250	278,950	87,708	81,655	111,835
Marge brute	FCFA/ha	41,168	14,113	84,800	161,114	32,800	26,860	46,435
Plus value avec Projet								
Marge brute additionnelle	FCFA/ha	15,445	2,438	2,800	22,064	2,361	1,465	4,624
% d'augmentation de la marge brute	%	60.0	20.9	3.4	15.9	7.8	5.8	11.1
TRIE	%	33%	22%	25%	34%	14.9%	11.9%	17.7%
VAN	FCFA	26,865	10,858	24,642	65,513	7,894	1,952	15,154

Rubrique	Unité	Systeme de production (FCFA/ ménage)			
		Mil/niébé	mil/sorgho /niébé	mil/arachide	Mil pur
Sans projet					
Charges totales	FCFA/ha	74,405	68,419	87,552	85,028
Produit brut	FCFA/ha	110,629	103,320	142,540	136,013
Marge brute	FCFA/ha	36,225	34,902	54,989	50,985
Avec projet					
Charges totales	FCFA/ha	90,598	90,412	107,910	98,565
Produit brut	FCFA/ha	144,718	134,731	184,527	175,646
Marge brute	FCFA/ha	54,120	44,319	76,618	77,081
Plus value avec Projet					
Marge brute additionnelle	FCFA/ha	17,895	9,418	21,629	26,097
% d'augmentation de la marge brute	%	49.4	27.0	39.3	51.2
TRIE	%	15%	12%	18%	22%
VAN	FCFA	7,894	1,952	15,154	21,502

Tableau 17: Synthèse des systèmes de production maraîchère, prix financiers

Modèle de production	Total investissement ('000 FCFA)	Avant financement				Après financement	
		Marge brute/ha avec projet (CFA)	Marge brute/ménage (1 ménage cultive sur 0.25ha)	TRI (%)	VAN ('000 FCFA)	TRI (%)	VAN ('000 FCFA)
Oignon	3,740	1,733,837	433,459	47.1%	5,053.9	66.8%	5,247.4
Tomate	3,740	1,519,387	379,847	42.4%	4,290.3	57.4%	4,430.3
Chou	3,740	1,069,890	267,473	18.7%	1,225.6	na	4,727.8
Patate douce	3,745	1,587,729	396,932	43.7%	4,442.2	na	8,037.6
Canne à sucre	3,745	1,150,910	287,728	25.5%	2,115.3	36.4%	2,648.7

Tableau 18: Compte d'exploitation prévisionnel SARL – marché céréales

Compte d'exploitation prévisionnel de la structure autonome de gestion du comptoir (SARL)			
Charges	Mois	Coût mensuel	Montant total
<i>Charges fixes</i>			
<i>Personnel</i>			
Directeur (1)	12	250,000	3,000,000
Comptable (1)	12	200,000	2,400,000
Caissier percepteurs (perception taxes pour la mairie et redevances pour SARL)	12	100,000	1,200,000
<i>Services au marché</i>			
Sécurité (forfait)	12	100,000	1,200,000
Propreté (forfait)	12	60,000	720,000
Eau/électricité (forfait)	12	50,000	600,000
<i>Autres charges</i>			
Communication	12	50,000	600,000
CA (5 membres)	12	100,000	1,200,000
Déplacements	12	30,000	360,000
Contribution HG	12	20,000	240,000
Maintenance	12	15,000	180,000
Imprévus physiques et financiers	12	20,000	240,000
<i>Dotation aux amortissements</i>			
Contribution au fonds d'investissement	12	3,166,667	38,000,000
total des charges			49,940,000
<i>Produits</i>			
Prélèvements de frais d'utilisation de marchés auprès des opérateurs			55,260,000
Résultat net avant impot			5,320,000

Tableau 19: Taux de rentabilité interne comptoir produits céréaliers

En millions de FCFA	an 1	an 2	an 3	an 4	an 5	an 6-20
Total des produits additionnels échangés sur le marché	0.00	51.91	103.82	155.73	207.64	207.64
Coûts totaux du projet (ingénierie civile et sociale)	997.50	48.74	36.56	24.37	12.19	0.00
Trésorerie	-997.50	3.17	67.26	131.36	195.45	207.64
TRI (20 ans)	14%					

Tableau 20: Taux de rentabilité interne comptoir produits maraîchers

en millions de FCFA	an 1	an 2	an 3	an 4	an 5-20
Total des revenus additionnels		59.35	118.70	178.05	237.40
coûts du projets	275.00	21.82	16.37	10.91	
trésorerie	-275.00	37.53	102.34	167.14	237.40
TRI (20 ans)	48%				

Tableau 21: Analyse de la rentabilité économique des pistes rurales

	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	PY9	PY10	PY11	PY12	PY13	PY14-20
Rythme de construction des pistes* (source: costab PRODAP)	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rythme de construction des pistes (cumulé)	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Tronçons de 20 km construits à la fin de l'année	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Coût total des pistes (M USD, économique)	5	15	11	13						5	15	11	13	
Bénéfice total additionnel (M USD)		1	5	7	10	12	13	13	13	13	13	13	13	13
<i>Cash flow additionnel</i>	<i>-5</i>	<i>-14</i>	<i>-6</i>	<i>-6</i>	<i>10</i>	<i>12</i>	<i>13</i>	<i>13</i>	<i>13</i>	<i>8</i>	<i>-2</i>	<i>2</i>	<i>-1</i>	<i>13</i>
TRIE (20 ans)	21.8%													
VAN (MUSD, @10%)	26.6													

Tableau 22: Résultats de l'analyse économique

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Années 10-20
BENEFICES FCFA										
Bénéfices issus de l'agriculture pluviale	9 000 340	27 001 020	72 846 502	146 536 787	253 415 825	377 733 022	473 221 005	622 992 289	710 323 714	761 091 257
Bénéfices issus de l'agriculture irriguée	0	1 101 154 984	3 184 257 494	4 014 047 304	4 802 869 874	5 142 461 003	5 529 024 439	5 937 022 346	6 283 548 017	6 460 796 890
Bénéfices issus des marchés (PDE et C	0	0	299 367 965	869 376 230	1 439 384 495	2 009 392 760	2 280 033 060	2 280 033 060	2 280 033 060	2 280 033 060
Bénéfices issus des pistes	0	0	608 563 300	2 359 121 928	3 628 840 418	5 169 031 486	6 138 224 890	6 386 158 086	6 386 158 086	6 386 158 086
Externalités environnementales	22 898 400	68 695 200	185 333 925	372 814 575	644 733 075	961 017 225	1 266 925 538	1 519 165 725	1 675 518 863	1 738 847 250
Bénéfices totaux	31 898 740	1 196 851 204	4 350 369 187	7 761 896 824	10 769 243 688	13 659 635 497	15 687 428 931	16 745 371 506	17 335 581 740	17 626 926 544
COUTS										
Coûts économiques du programme* (C	11 394 354 934	15 367 625 902	17 033 500 496	15 858 903 804	11 628 871 286	6 763 565 071	3 322 327 092	2 013 537 111	0	2 412 079 059
Coûts totaux	11 394 354 934	15 367 625 902	17 033 500 496	15 858 903 804	11 628 871 286	6 763 565 071	3 322 327 092	2 013 537 111	0	2 412 079 059
Bénéfice additionnel du PRODAP	-11 362 456 194	-14 170 774 698	-12 683 131 309	-8 097 006 980	-859 627 598	6 896 070 426	12 365 101 839	14 731 834 395	17 335 581 740	15 214 847 485
TRIE										
VAN (@10%, 20 ans, FCFA)	21 904 358 522,8									
VAN (@10%, 20 ans, USD)	43 808 717,0									

Appendice 11: Sommaire du Manuel d'Exécution du Projet

Le Manuel de Procédures du ProDAF sera développé sur la base des projets en cours (PASADEM et *Ruwanmu*). Il est constitué des éléments suivants: (i) manuel opérationnel (qui inclut les aspects de suivi et d'évaluation); et le (ii) manuel de procédures administratives, financières et comptables.

TOME I – Manuel opérationnel: aspects techniques, cadre institutionnel et modalités de mise en œuvre

I. Introduction

1.1 Contexte d'identification du *ProDAF*

- 1.1.1 Justification du projet
- 1.1.2 Leçons tirées des projets du FIDA pour la petite irrigation
- 1.1.3 Leçons tirées des projets d'autres PTF pour la petite irrigation

II. Description du Projet

2.1 Objectifs et résultats du Projet

2.2 Stratégies d'intervention

2.3 Zone d'intervention et phasage

- 2.3.1 Ciblage géographique: critères et méthodologie de délimitation
- 2.3.2 Progression d'intervention du *ProDAF*

2.4 Bénéficiaires du *ProDAF*

- 2.4.1 Groupes cibles
- 2.4.2 Stratégie de ciblage des bénéficiaires et méthodologie pratique

2.5 Structuration du Programme et liens entre les composantes opérationnelles.

2.6 Lien entre les composantes opérationnelles

2.7 Partenariat et mise en œuvre

- 2.7.1 Partenariat avec d'autres projets et PTF
- 2.7.2 Partenariat de mise en œuvre

III. Cadre institutionnel

3.1 Organisation

- 3.1.1 Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre
- 3.1.2 Comité de Pilotage
- 3.1.3 Commissions Départementales d'Approbation des projets (approbation des microprojets)

3.2 Gestion

3.3 Supervision et suivi de conformité avec les politiques nationales

IV. Modalités de mise en œuvre des composantes opérationnelles

4.1 Composante 1

- 4.1.1 Principes, méthodologie d'intervention
- 4.1.2 résultats attendus et contribution à l'atteinte des objectifs du Projet
- 4.1.3 Financement de la composante

- 4.1.4 Sous-composante 1.1: activités éligibles, résultats attendus et indicateurs associés, innovations prévues, méthodologie, phasage/calendrier, cibles quantitatives annuelles, partage des rôles et partenaires impliqués
- 4.1.5 Sous-composante 1.2, Volet A: activités éligibles, résultats attendus et indicateurs associés, innovations prévues, méthodologie, phasage/calendrier, cibles quantitatives annuelles, partage des rôles et partenaires impliqués
- 4.1.6 Sous-composante 1.2, Volet B: activités éligibles, résultats attendus et indicateurs associés, innovations prévues, méthodologie, phasage/calendrier, cibles quantitatives annuelles, partage des rôles et partenaires impliqués

4.2 Composante 2

- 4.2.1 Principes, méthodologie d'intervention
- 4.2.2 Résultats attendus et contribution à l'atteinte des objectifs du Projet
- 4.2.3 Financement de la composante
- 4.2.4 Sous-composante 2.1: activités éligibles, résultats attendus et indicateurs associés, innovations prévues, méthodologie, phasage/calendrier, cibles quantitatives annuelles, partage des rôles et partenaires impliqués
- 4.2.5 Sous-composante 2.2: activités éligibles, résultats attendus et indicateurs associés, innovations prévues, méthodologie, phasage/calendrier, cibles quantitatives annuelles, partage des rôles et partenaires impliqués

V. Gestion et coordination du projet (composante 3) (complétée par le TOME 2)

5.1 Suivi

- 5.1.1 Suivi d'exécution des activités: rôles et responsabilités, calendrier, outils (tableau de rapport)
- 5.1.2 Suivi des résultats: rôles et responsabilités, calendrier, outils (tableau de rapport)
- 5.1.3 Suivi des aspects genre et jeunes: rôles et responsabilités, calendrier, outils (tableau de rapport)

5.2 Rapport et circulation de l'information

- 5.2.1 Rapports trimestriels, semestriels, annuels
- 5.2.2 Audit
- 5.2.3 Rapports pour le comité de pilotage
- 5.2.4 Rapports SYGRI (annuels) et de suivi-évaluation (semestriels)

5.3 Suivi du FIDA

- 5.3.1 Supervision conjointe (FIDA, Gouvernement)
- 5.3.2 Revue à mi-parcours
- 5.3.3 Evaluation finale

5.4 Suivi par le Ministère de tutelle

5.5 Evaluation d'impact (méthodologie)

VI. Annexes

- 6.1 Cadre logique détaillé (appendice 11.1) à réviser par l'équipe de Projet
- 6.2 Format du cadre de présentation des chaînes des résultats du *ProDAF*
- 6.3 Format du plan de suivi des indicateurs du *ProDAF*
- 6.4 Attributions et rôles des acteurs impliqués dans le suivi-évaluation
- 6.5 Format du PTBA
- 6.6 Format des rapports d'activité
- 6.7 Format des rapports de suivi semestriel consolidés
- 6.8 Format des rapports SYGRI annuels
- 6.9 Grille d'évaluation des partenaires de mise en œuvre

- 6.10 Modèle de statut et règlement intérieur des brigades communales d'entretien routier
- 6.11 Modèle de contrat avec communes, BCER et *ProDAF*
- 6.12 Module de formation des communes et des OP sur la maîtrise d'ouvrage
- 6.13 Méthodologie pour les Micro-Entreprises Rurales (MER)

TOME II – Manuel des procédures administratives, financières et comptables

I - PRESENTATION DU MANUEL

- 1.1 Objectifs du manuel
- 1.2 Mise à jour du manuel
 - 1.2.1 Motifs de mise à jour du manuel
 - 1.2.2 Responsabilité de la tenue et de la mise à jour du manuel
 - 1.2.3 Méthodologie de mise à jour du manuel
 - 1.2.4 Distribution des procédures modifiées

II - PRESENTATION ET ORGANISATION GENERALE DU PROJET

- 2.1 Contexte
- 2.2. But et objectifs du programme
- 2.3 Composantes opérationnelles du projet
- 2.4 Organisation et Gestion du projet
 - 2.4.1 Comité d'orientation et de pilotage (CO)
 - 2.4.2 Cellule Nationale de Coordination (CNC)
 - 2.4.3 Cellule Régionale de Coordination (CRC)
- 2.5 Organigrammes
 - 2.5.1 Organigramme du Projet
 - 2.5.2 Organigramme de la CNC
 - 2.5.3 Organigramme des CRC
- 2.6 Attributions du personnel
 - 2.6.1 Coordonnateur National
 - 2.6.2 Responsable Administratif et Financier
 - 2.6.3 Responsable de la Passation des Marchés
 - 2.6.4 Spécialiste National du Suivi et évaluation
 - 2.6.5 Comptable principal
 - 2.6.6 Assistant Comptable
 - 2.6.7 Coordonnateur Régional
 - 2.6.8 Comptable Régional
 - 2.6.9 Spécialiste Régional du suivi et évaluation et Planification
 - 2.6.10 Autres postes

III - GESTION BUDGETAIRE

- 3.1 Généralités
- 3.2 Elaboration du budget
 - 3.2.1 Instructions de préparation du budget
 - 3.2.2 Collecte et consolidation des données
 - 3.2.4 Débats budgétaires
 - 3.2.4 Approbation du budget
 - 3.2.5 Notification du budget
- 3.3 Exécution du budget
 - 3.3.1 Expression des besoins
 - 3.3.2 Etablissement et signature du bon de commande
 - 3.3.3 Enregistrement de la commande

- 3.4 Contrôle Budgétaire
 - 3.4.1 Suivi quotidien
 - 3.4.2 Suivi mensuel
 - 3.4.3 Suivi trimestriel
 - 3.4.4 Suivi semestriel

IV - PASSATION DES MARCHES

- 4.1 Généralités
- 4.2 Modes de passation des marchés
 - 4.2.1 Appels d'offres internationaux
 - 4.2.2 Appel d'offres nationaux
 - 4.2.3 Consultation restreinte
 - 4.2.4 Gré à Gré
- 4.3 Procédures de passation des marchés au niveau de la Coordination Nationale
 - 4.3.1 Marchés de biens et travaux
 - 4.3.2 Matériels et équipements
 - 4.3.3 Marchés passés auprès des institutions des Nations Unies
 - 4.3.4 Principales étapes de la passation des marchés
 - 4.3.5 Petit matériels et fournitures
- 4.4 Procédures de passation des marchés au niveau de la Coordination Régionale
 - 4.4.1 Marchés de biens et travaux
 - 4.4.2 Matériels et équipements
 - 4.4.5 Petit matériels et fournitures
- 4.5 Procédures de passation des marchés des services de consultants
 - 4.5.1 Généralités
 - 4.5.2 Modes de sélection
- 4.6 Système de classement des dossiers de passation des marchés

V - GESTION DES STOCKS

- 5.1 Gestion des fournitures et consommables
 - 5.1.1 Mouvement de stocks
 - 5.1.2 Edition des états de consommations
 - 5.1.3 Inventaire physique
- 5.2 Gestion du carburant
 - 5.1.1 Achat des coupons de carburant
 - 5.1.2 Gestion des coupons de carburant
 - 5.1.3 Contrôle

VI - GESTION DES IMMOBILISATIONS

- 6.1 Généralités
- 6.2 Codification et marquage des Immobilisations
- 6.3 Suivi des immobilisations
- 6.4 Entretien et réparation
- 6.5 Gestion du matériel roulant

VII - GESTION DU PERSONNEL ET DE LA PAIE

- 7.1 Gestion du personnel
 - 7.1.1 Généralités
 - 7.1.2 Recrutement

- 7.1.3 Composition du dossier du personnel
- 7.1.4 Tenue des dossiers du personnel
- 7.1.5 Congés, absence, maladies
- 7.1.6 Rupture du contrat de travail
- 7.2 Gestion des missions
 - 7.2.1 Généralités
 - 7.2.2 Missions à l'intérieur du Niger
 - 7.2.3 Missions à l'étranger
- 7.3 Gestion de la paie
 - 7.3.1 Généralités
 - 7.3.2 Préparation de la paie
 - 7.3.3 Calcul et édition des bulletins de paie
 - 7.3.4 Contrôle des états de salaire
 - 7.3.5 Signature des états de salaire et des ordres de paiement

VIII - GESTION FINANCIERE

- 8.1 Généralités
- 8.2 Mobilisation des ressources
 - 8.2.1 Mobilisation des ressources IDA et FEM
 - 8.2.2 Mobilisation des fonds de contrepartie Nigérienne
- 8.3 Décaissements
 - 8.3.1 Paiement des factures fournisseurs
 - 8.3.2 Paiement par caisse
 - 8.3.3 Paiement des entrepreneurs et fournisseurs de la CNC et des CRC
 - 8.3.4 Transfert des fonds sur les comptes des bénéficiaires
 - 8.3.5 Paiement des entrepreneurs et fournisseurs par les communautés

IX - AUDIT, CONTROLE ET SUPERVISION

- 9.1 Planification et coordination des missions de contrôle, d'audit, et de supervision
 - 9.1.1 Audit des comptes
 - 9.1.2 Audit technique
 - 9.1.3 Audit des passations de marchés
- 9.2 Exécution des missions d'audit et de supervision
- 9.3 Au niveau de la CNC et des CRC
- 9.4 Au niveau des communes

X - ORGANISATION ET SYSTEME COMPTABLES

- 10.1 Organisation et systèmes comptables de la CNC
- 10.2 Organisation et systèmes comptables des CRC
- 10.3 Comptabilisation des principales transactions
 - 10.3.1 Comptabilisation des investissements et achats de biens et services
 - 10.3.2 Versement de l'avance de démarrage
 - 10.3.3 Réception des factures
 - 10.3.4 Règlement des factures
 - 10.3.5 Etablissement des DRF
 - 10.3.6 Remboursement de la DRF par l'IDA ou le FEM ou le FIDA ou autres
 - 10.3.7 Paiement direct effectué par l'IDA ou le FEM ou le FIDA ou autres
 - 10.3.8 Comptabilisation de la paie

- 10.4 Planning des travaux comptables
 - 10.4.1 Travaux quotidiens
 - 10.4.2 Travaux mensuels
 - 10.4.3 Travaux annuels
- 10.5 Rapports de suivi financier
- 10.6 Rapports de suivi des activités
 - 10.6.1 Rapports mensuels
 - 10.6.2 Rapports trimestriels
 - 10.6.3 Rapports semestriels

XI - ANNEXES

Modèles de documents

Tome 2 : Manuel de procédures, administratives, comptables et financières

Le contenu du Manuel est détaillé dans un document technique séparé qui sera revu et mis-à-jour lors de la phase de démarrage du Programme par l'équipe chargée de ces aspects à la CENAT et dans les trois URGP.

1 - Présentation du manuel de procédures

- 1.1 Définition et objectifs
 - 1.1.1 Définition
 - 1.1.2 Objectifs du manuel
- 1.2 Principes généraux
 - 1.2.1 Contenu du manuel
 - 1.2.2 Mise à jour du manuel
 - 1.2.3 A qui est destiné ce manuel?
 - 1.2.4 Comment utiliser ce manuel?

2 – Présentation et organisation du ProDAF

- 2.1 Contexte
- 2.2 But et objectif du Programme
- 2.3 Composantes opérationnelles du Programme
- 2.4 Organisation et gestion du Programme
 - 2.4.1 Comité de pilotage
 - 2.4.2 Cellule Nationale d'assistance Technique (CENAT)
 - 2.4.3 Unité Régionale de Gestion du Programme (URGP)
- 2.5 Organigramme
 - 2.5.1 Organigramme du Programme
 - 2.5.2 Organigramme CENAT
 - 2.5.3 Organigramme URG
- 2.6 Attribution du personnel

3 – Procédures de gestion du Programme de Travail et Budget Annule (PTBA)

- 3.1. Principes généraux
- 3.2. Elaboration du PTBA
- 3.3. Exécution du PTBA
- 3.4. Contrôle et suivi du PTBA

4 – Procédures de passation de marchés et d'achats

- 4.1. Généralités
- 4.2. Méthodes de passation des marches
- 4.3. Procédures de passation des marches
- 4.4. Suivi de l'exécution des marches

5 – Gestion de stocks

- 5.1 Gestion des fournitures et consommables
- 5.2. Gestion du carburant

6 – Procédures de gestion des immobilisations

- 6.1. Généralités (Entrée des biens dans le patrimoine du Programme)
- 6.2. Codification et marquage
- 6.3 Suivi des immobilisations
- 6.4. Entretien et réparation
- 6.5. Gestion du matériel roulant

7 – Procédures de gestion des ressources humaines

- 7.1. Gestion du personnel
- 7.2. Gestion des missions
- 7.3. Gestion de la paie

8 – Procédures de gestion financière

- 8.1. Généralités
- 8.2. Mobilisation des ressources financières
- 8.3. Décaissement

9 – Procédures de contrôle et de supervision

- 9.1. Planification et coordination des missions de contrôle d'audit et de supervision
- 9.2. Exécution et coordination des missions de contrôle d'audit et de supervision

10 – Gestion comptable

- 10.1. Organisation comptable - CENAT
- 10.2. Organisation Comptable - URGP
- 10.3. Comptabilisation Des Principales Transactions
- 10.4. Planing des travaux comptables
- 10.5. Rapports de suivi financier
- 10.6 Rapports de suivi des activités

Appendice 12: Respect des politiques du FIDA

GENRE

1. Le ProDAF se conforme à la Politique "L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes" et contribue à atteindre l'objectif primordial du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, qui est «d'œuvrer pour que les populations rurales pauvres, femmes et hommes, améliorent leur sécurité et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité d'adaptation». Afin de rendre cette politique opérationnelle, le FIDA au Niger s'est doté en 2013 de son propre outil: la Stratégie de Développement Equitable et d'Autonomisation des Femmes et des Jeunes (SDEA/FJ). Cette stratégie prévoit que dans la phase de conception d'un projet, des d'activités «transversales genre » et « spécifiques genre » soient identifiées. Sous la première catégorie rentrent toutes les activités du programme qui ne sont pas spécifiquement adressées aux femmes et aux jeunes. Dans le ProDAF, la participation de ces derniers est établie par des quotas d'au moins 30% de femmes et d'au moins 30% de jeunes (dont au moins 30% de jeunes femmes). Sous l'appellation "activités spécifiques genre" rentrent toutes les activités qui, sur la base d'une analyse de la situation socio-économique des femmes et des jeunes, de leurs contraintes et potentialités et la capitalisation des leçons apprises dans la mise en œuvre des projets FIDA et des autres PTF, ont été identifiées comme leur étant potentiellement plus adaptées et pour lesquelles ils constituent la grande majorité sinon 100% des bénéficiaires.

2. Dans le cadre spécifique du ProDAF, les activités proposées rentrant dans les deux catégories, répondent aux trois objectifs stratégiques identifiés par la politique genre du FIDA. Afin d'atteindre l'objectif stratégique 1, le ProDAF a prévu i) le financement et l'accompagnement d'activités génératrices de revenus pour la transformation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et de la pêche, totalement subventionnées par le programme comme appui initial aux femmes et aux jeunes les plus vulnérables et ii) l'adoption de conditions privilégiées dans le pourcentage de contribution à l'apport personnel des femmes et des jeunes pour la réalisation des micro-projets pour la mise en valeur des sites de petite irrigation et pour la promotion d'activités commerciales au sein des PDE. Avec l'objectif de la diversification et de l'augmentation des revenus grâce à la création d'emploi, le ProDAF vise à améliorer la participation des femmes et des jeunes aux circuits commerciaux et au processus de développement socio-économique que ce soit en termes de participation aux activités économiques et en termes de prise de décision au niveau familial et communautaire. Par rapport à ce dernier point, en ligne avec l'objectif stratégique 2 de la politique genre du FIDA, le ProDAF veillera à ce que les femmes et les jeunes soient équitablement représentés au sein des comités de gestion de toutes les structures rurales organisées. Le ProDAF mettra l'accent sur la qualité de cette participation, indispensable aux femmes et aux jeunes pour jouer un rôle actif au sein de leur communauté et de leur ménage. Une porte d'entrée sera l'appui aux groupements MMD au sein desquels seront organisées des sessions de leadership au profit des femmes et des jeunes pour favoriser l'émergence de leaders féminins et jeunes au sein de la société civile rurale organisée. Enfin, concernant l'objectif stratégique 3 sur la répartition équitable du travail et des bénéfices économiques et sociaux au sein des ménages, le ProDAF mettra l'accent surtout sur les aspects liés à la nutrition. L'implication des hommes dans la réalisation des sessions de formation organisées par les relais communautaires aura comme objectif non seulement de donner des notions de base sur la nutrition et la malnutrition des enfants, mais aussi celui de leur faire comprendre l'importance du partage des responsabilités au sein du ménage dans la prise en charge alimentaire des enfants. La discussion entre hommes et femmes sur des sujets typiquement associés à la sphère féminine fera comprendre aux hommes l'importance du rôle des femmes dans le ménage et par conséquent du nécessaire partage des responsabilités. Cette compréhension permettra une évolution des comportements et l'amélioration des relations homme-femme en termes d'équité pour une distribution plus efficace des tâches liées à la nutrition. Le ProDAF soutiendra l'allègement des tâches

des femmes, considéré comme un bénéfice direct pour les femmes elles-mêmes et comme un bénéfice indirect pour toute la communauté.

CIBLAGE

3. Le ProDAF comme toutes les opérations du FIDA au Niger se conforme pleinement à la Politique sur le Ciblage en termes d'identification des groupes cibles et d'adoption des méthodes et mesures visant à les atteindre. Sur la base des leçons apprises par les projets achevés et en cours et des caractéristiques socio-économiques, le ProDAF a identifié trois catégories de groupes cibles pour lesquels ont été prévus différentes activités et différents types d'appui (voir annexe 2). En ligne avec la stratégie genre, une attention particulière sera donnée aux femmes et aux jeunes, pour lesquels sera réalisé un ciblage direct, qui constituent une force de travail incontournable en milieu rural et au niveau des exploitations agricoles familiales, ainsi qu'un vecteur fertile et dynamique de l'innovation.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

4. La thématique de la gestion des ressources naturelles est au cœur du ProDAF dont l'objectif général est "d'augmenter durablement la productivité et les revenus des petites exploitations agricoles familiales, leur adaptation aux changements climatiques et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux". Les activités de la composante 1 du ProDAF (Agriculture familiale durable) respectent la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA dont l'objectif principal est de permettre aux ruraux pauvres d'échapper à la pauvreté de façon permanente grâce à des moyens d'existence et à des écosystèmes plus productifs et plus adaptables. Pour atteindre cet objectif, le ProDAF a orienté ses interventions dans le respect des dix principes fondamentaux de la politique du FIDA appuyant les populations dans i) la réalisation d'aménagements structurants et productifs résiliant aux risques climatiques à travers l'aménagement de bassins versants et de bassins de production et ii) le renforcement des capacités des acteurs ruraux à travers l'amélioration des systèmes de production (activités liées à l'agriculture pluviale et irriguée et à l'élevage).

5. L'ensemble de ces actions permettra de: i) améliorer la disponibilité fourragère avec des répercussions positives sur la production animale; ii) augmenter la biodiversité végétale par la plantation d'arbres et l'entretien de la régénération naturelle assistée et iii) renforcer les capacités des bénéficiaires, autant des femmes que des hommes, en matière de protection de l'environnement leur permettant d'accroître leur niveau de production et leurs revenus.

ACCES À LA TERRE

6. La Politique d'Amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière vise à atteindre le premier objectif de son Cadre stratégique du FIDA 2011-2015: «promouvoir l'accès des ruraux pauvres à la terre et renforcer leur sécurité foncière». Le ProDAF, en continuité avec les projets en cours et en écho à la première revendication du Forum Paysan de Maradi, fait de l'accès au foncier une de ses préoccupations majeures. Au Niger, l'accès au foncier est affecté par l'inadéquation entre: i) le rythme de la croissance de la population, ii) la disponibilité des ressources naturelles et iii) une méconnaissance et/ou l'inapplication des textes fondamentaux (Code Rural, droit coutumier et droit islamique). La pression foncière qui en découle, est souvent la cause d'une mauvaise gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs et elle amplifie la difficulté d'accès au foncier des femmes, d'où le phénomène de "déféminisation de l'agriculture", et des jeunes.

7. Le ProDAF interviendra dans le domaine du foncier en privilégiant la dimension sexo-spécifique des droits fonciers qui est un des principes fondamentaux de la politique du FIDA en la matière. L'opérationnalisation de cette ligne consistera pour le ProDAF à sécuriser le foncier de tous les aménagements, publics et privés, du programme en appuyant les services techniques du Code Rural et les commissions foncières à différents niveaux (départemental, communal et villageois) pour:

i) une diffusion locale des textes existants; ii) la définition du statut foncier (avant et après aménagement); iii) la négociation des modes de gestion durable des terres aménagées et iv) la redynamisation et/ou l'organisation des structures de base. Ces activités permettront i) de promouvoir l'égalité entre les sexes et ii) de diffuser une culture de la sécurisation du foncier à travers la délivrance d'actes fonciers par les structures compétentes dans les zones d'intervention du programme.

INNOVATION

8. L'approche du ProDAF en matière d'innovation s'appuie sur la stratégie spécifique du FIDA qui vise à assurer l'intégration systématique et efficace de l'innovation dans les processus et les pratiques des projets FIDA. La concrétisation de cette stratégie comporte un renforcement des capacités du FIDA à travailler en partenariat, y compris avec les populations rurales pauvres et leurs organisations, afin d'identifier et de promouvoir de nouveaux et meilleurs moyens pour aider les ruraux pauvres à se sortir de la précarité. Selon la stratégie spécifique du FIDA, des actions peuvent être considérées comme innovantes dès lors qu'elles sont nouvelles dans leur cadre d'application et contribuent de façon utile et économique à la réalisation d'un objectif spécifique. Une innovation doit: i) présenter une valeur positive pour ses utilisateurs; ii) aider les ruraux pauvres à vaincre la pauvreté de façon plus économique et plus efficace que les démarches précédentes et iii) être capable de dépasser la phase d'essais pilotes, et ce que ce soit un produit, une idée ou une technique, tous susceptibles d'être largement adoptés.

9. Le ProDAF a introduit dans son approche, trois innovations en tirant les leçons des interventions précédentes: i) l'utilisation d'un logiciel pour l'élaboration de bilan carbone; ii) la prise en compte de l'analyse économique et financière dans le processus de mise en œuvre du programme en appui à la planification de ses activités et iii) l'ouverture au secteur privé avec la mise en relations des petites et moyennes entreprises avec SINERGI, société d'investissement de droit nigérien.

10. Pour l'élaboration de bilans carbone, les outils déjà adoptés par le système de Suivi et Evaluation et Gestion des Savoirs seront enrichis par l'adoption du logiciel EX-ACT, développé par la FAO, afin de suivre les effets relatifs aux activités d'adaptation au changement climatique. La prise en compte de l'analyse économique et financière sera réalisée à travers l'introduction d'un dispositif innovant de suivi de la performance économique et financière des principaux investissements du ProDAF. Cette analyse se basera d'une part sur le suivi de la marge nette des exploitations agricoles familiales et d'autre part sur les volumes de transactions effectuées sur les marchés de demi-gros. Enfin, puisque les opportunités de financement rural sont limitées à tous les niveaux à cause du caractère risqué de l'agriculture et du manque de garantie des promoteurs ruraux, le ProDAF se fait promoteur de financement rural inclusif pour les acteurs du secteur privé porteurs de projets créant de l'emploi au sein des pôles de développement économique en facilitant leur mise en relation avec i) les IMF et les autres institutions financières, ii); la BAGRI et (iii) les Sociétés d'investissement (Sinergi) prêtes à s'impliquer dans le financement de petites et moyennes entreprises - PME.

FINANCE RURALE

11. Parmi les causes de la pauvreté rurale au Niger, le manque d'accès à des services financiers formels adéquats reste un facteur limitant gravement les choix technico-économiques des populations rurales pauvres et des exploitations agricoles familiales. Le ProDAF partage l'objectif identifié par la Politique sur la Finance Rurale du FIDA qui consiste à accroître l'accès des ruraux pauvres, hommes et femmes, aux services financiers ruraux qui leur sont nécessaires pour répondre à leurs besoins productifs et familiaux et atténuer les risques auxquels ils sont exposés. Le ProDAF se conforme aux six principes directeurs qui sont le cœur de l'approche du FIDA pour le financement rural. Afin de favoriser l'accès à des services financiers diversifiés et ne pas créer de distorsion, ni dans l'accès des bénéficiaires à des financements spécifiques, ni dans le marché des services financiers, le ProDAF a

prévu d'utiliser plusieurs modes d'intervention tels que: i) des dons et subventions directes aux bénéficiaires les plus vulnérables; ii) le dispositif de « cash for assets » transitant par les IMF; iii) les financements à coûts partagés combinant l'apport personnel du ou de la promoteur/trice d'activités économiques, le crédit octroyé par la banque aux conditions (de garantie et de taux d'intérêt) du marché, et une subvention pour renforcer la quote-part d'autofinancement du promoteur/trice. Comme détaillé dans le DT Mécanismes de financement et modalités de mise en œuvre, chaque intervention sera adaptée à un groupe cible, privilégiant les ménages les plus pauvres, les femmes et les jeunes, avec la prévision d'un pourcentage de contribution à l'apport personnel privilégié (35% au lieu de 30%), pour que ces catégories ciblées aient accès à une microfinance rurale inclusive.

12. Les leçons apprises par les projets FIDA (achevés et en cours) et par les autres PTF illustrent combien il est nécessaire pour tous les acteurs du secteur financiers –SFD, BAGRI, banques commerciales, société d'investissement-, de travailler ensemble pour surmonter les contraintes liées au caractère risqué de l'agriculture et au manque de garanties des promoteurs ruraux tout en assurant leurs intérêts respectifs. Le ProDAF vise à faciliter ces connexions à tous ses niveaux d'interventions, dont, et pour la première fois au sein même du secteur privé, l'implication de sociétés d'investissement dans des petites et moyennes entreprises.

SECTEUR PRIVE

13. En ligne avec la nouvelle la Stratégie sur le Secteur Privé du FIDA publiée en 2012 et en continuité avec la logique d'intervention des projets en cours, la durabilité des résultats attendus du ProDAF sera assurée par un partenariat efficace avec i) les institutions publiques locales, ii) la société civile rurale organisée (GACAP, AUE, Hadin Gwiwa, unions/fédérations de coopératives, GIE, SARL, brigades d'entretien des pistes) et iii) le secteur privé (PME, IF). Des partenariats public-privé seront mis en place pour une gestion efficace et durable des infrastructures économiques construites/réhabilitées par le programme. En s'appuyant sur la politique du FIDA sur le secteur privé pour faire baisser la pauvreté rurale, le ProDAF à travers un partenariat pilote avec SINERGI, société d'investissement de droit nigérien, testé dans le cadre des projets FIDA en cours, vise à renforcer les capacités de production et en ressources humaines (production, gestion et commercialisation) des petites et moyennes entreprises dont SINERGI est satisfait de la santé financière et des potentialités de retour sur investissement. Dans ce partenariat pilote, SINERGI assure le financement (capital et prêts éventuels) de PME sélectionnées, alors que le ProDAF prend en charge les études d'identification et de sélection des PME dans les pôles de développement sélectionnés et facilite la mise en relation avec la Chambre de Commerce qui, par le biais de la "Maison de l'entreprise", renforce les capacités de gestion de ces PME. De plus le ProDAF participera à la réflexion sur la réalisation de dispositifs de financement inclusifs en partenariat multi-bailleur (Coopération Suisse, Coopération Danoise, AFD et GIZ) et multi acteurs (BAGRI, IF). Ces actions viseront à améliorer l'accès d'opérateurs économiques à des moyens financiers leur permettant une expansion de leurs activités économiques à plus grande échelle, afin de générer des revenus supplémentaires donnant lieu à des rentrées fiscales et des opportunités d'emplois (notamment aux jeunes) au niveau des pôles de développement économique.

PREVENTION DES CRISES

14. Sur la base des leçons apprises par les projets FIDA et des autres PTF et l'expérience acquise dans le pays, et dans la ligne des objectifs généraux de la Politique du FIDA en matière de Prévention des crises et de redressement, le ProDAF a été conçu en structurant ses activités autour du renforcement des capacités de la population ciblée à anticiper et faire face aux chocs tout en préservant leur capital naturel, social, technique, économique et humain nécessaire au développement durable. L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques. Au niveau

du ProDAF, l'analyse des risques (politique, environnemental, économique, social, économique et technique) par composante a permis de proposer des mesures d'atténuation pour que les capacités de résilience des populations cible soient renforcées.

Appendice 12.1: Environnement et changement climatique

INTRODUCTION

15. Le présent document vise la mise en place des bases conceptuelles et des éléments techniques nécessaires à l'intégration cohérente des activités du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale au Niger (ProDAF) du FIDA dans le cadre du Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne (ASAP) du FIDA. Le montant mis à disposition par l'ASAP (13 millions USD) financera les activités du Programme les plus efficaces et innovantes ou ayant fait leur preuve à des échelles micro en matière d'adaptation et de résilience de l'agriculture familiale au changement climatique, mais également ayant des cobénéfices en terme d'atténuation du changement climatique. Il aura comme objectif l'application à plus grande échelle des approches de l'adaptation aux avantages multiples pour les producteurs agro-pastoraux. Par ailleurs, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) cofinancera aussi le programme à hauteur de 8 millions de USD sur des volets permettant d'améliorer la gestion et la pérennisation de ressources naturelles productives et d'intérêt en terme de biodiversité. De façon à donner une vision complète des interventions prévues par le programme en termes d'environnement et adaptation au changement climatique, le présent document s'attachera à donner une vision complète des activités prévues dans ce domaine (financements ASAP et FEM).

16. **Justification.** Le climat du Niger se caractérise par une grande aridité et connaît une très forte variabilité des précipitations d'une année à l'autre. Il provoque (directement ou indirectement) les perturbations suivantes: la diminution de la superficie totale des espaces forestiers, la perte accélérée de la biodiversité animale et végétale, la faible régénération naturelle, la dégradation des sols, la diminution des eaux de surfaces et la baisse de la nappe phréatique, l'ensablement qui menace les différents cours d'eau, en particulier le fleuve Niger, la perturbation et la modification des écosystèmes, la prolifération d'espèces végétales inutilisables par le bétail et la population, le stress hydrique dû à la chaleur, l'affectation des cultures lors de la floraison, l'affectation des zones humides, la perte des jeunes plantations, et la prolifération des maladies climato-sensibles.

17. L'agriculture familiale est déjà très vulnérable aux aléas du climat, cela étant amplifié par les effets du changement climatique qui altèrent les moyens d'existence sur le long terme (potentiel productif) et sur le court terme (décapitalisation post-crise) avec un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les modèles de projection de l'IFPRI prévoient des baisses de rendements céréaliers importantes si rien n'est fait pour améliorer l'adaptation des systèmes productifs nigériens au changement climatique. La baisse de rendement pourrait s'accompagner d'une baisse des superficies emblavées en mil en sorgho, deux cultures alimentaires de base du pays. Les marchés internationaux, régionaux et nationaux peuvent également propager les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire comme lors de la crise alimentaire de 2005.

18. Le ProDAF prend en compte la résilience du modèle productif familial sur le court et long terme à travers l'accent mis sur la durabilité au niveau économique (rentabilité des systèmes, accès au capital), social (acteurs locaux fonctionnels), et environnemental et climatique (gestion et suivi des ressources naturelles, adaptation au changement climatique). L'intégration du financement de l'ASAP dans le ProDAF repose sur cette nécessité de garantir la durabilité des systèmes productifs ciblés en assurant leur résilience climatique. L'ASAP permettra de compléter les activités du ProDAF au niveau: (i) productif en assurant la résilience climatique¹³⁵ des systèmes à travers les techniques (gestion intégrée de la fertilité, conservation des eaux et des sols, régénération naturelle assistée,

¹³⁵ Dans le cadre du programme, un ménage est considéré comme ayant amélioré sa résilience au changement climatique s'il a accès à au moins une des composantes ProDAF suivantes: (i) mise en œuvre de pratiques agricoles permettant de réduire l'impact des aléas climatiques sur le système productif (stress hydrique; inondation), (ii) aménagements (petite irrigation, barrages, etc.) permettant de sécuriser l'accès du ménage à l'eau agricole, (iii) infrastructures (marchés, pistes, stockage, etc.) conçues ou localisées en prenant en compte les risques climatiques.

etc.) les plus adaptées et en dupliquant à plus grande échelle des approches ayant déjà fait leur preuve dans les projets récents du FIDA au Niger (scaling-up); (ii) de la gestion des ressources naturelles par des acteurs responsabilisés et fonctionnels en suivant une approche cohérente en terme de bassin versant et capitalisant les réussites en terme d'ingénierie sociale des projets récents du FIDA au Niger (PASADEM, RUWANMU, PPILDA); (iii) de l'information diffusée à tous les niveaux sur l'environnement et le climat de façon lisible et appliquée afin de suivre l'efficacité des actions menées ou d'orienter les choix du projet en fonction de contraintes climatiques; et (iv) de la gestion des connaissances sur la base de mécanismes institutionnels et de partenariats avec des centres d'expertise sur l'adaptation au changement climatique.

CONTEXTE

A. Zone d'intervention et ses caractéristiques agro-physiques

19. Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale sera mis en œuvre dans **la zone de concentration des activités des projets FIDA au Niger**, identifiée par le COSOP dans la bande centre sud des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Ces zones se caractérisent notamment par des conditions climatiques difficiles et sont des zones à forte vulnérabilité en terme de sécurité alimentaire. Dans une **logique d'expansion des opérations du FIDA**, les zones d'intervention s'étendront au-delà des zones actuelles de mise en œuvre des activités des projets PASADEM et Ruwanmu, autour de sites identifiés puis confirmés lors de la deuxième mission de conception. Cette identification a été effectuée selon l'approche géographique du «pôle de développement économique » (PDE)¹³⁶, considéré comme l'unité territoriale et économique de base d'intervention du projet.

20. Les **critères considérés**, et à reprendre lors de la deuxième mission pour confirmation des sites identifiés, sont du type agro-écologiques et socio-économiques tels que: (i) le potentiel de production irriguées et pluviales de bassins de productions adjacents capable de générer des surplus commercialisables; (ii) l'existence d'un marché de demi-gros dynamique généralement couplé à un marché à bétail; (iii) la présence d'organisations paysannes capables de mobiliser les producteurs tant dans l'amélioration de la production et que dans celle de l'accès aux marchés; (iv) la présence au niveau des centres de collecte et des marchés de demi-gros de petites et moyennes entreprises dynamiques avec un potentiel de développement dans l'offre de services liés aux activités du marché; (v) la continuité territoriale des zones d'interventions entre bassin versant, bassin de production et marché de demi-gros et la complémentarité avec les interventions des projets en cours; (vi) la présence d'autres PTF afin de développer des synergies et complémentarités notamment avec les marchés à bétail; (vii) l'indice de pauvreté des ménages; (viii) la présence de terres et bassins versants dégradés.

21. Parmi la population cible, le ProDAF orientera ses action plus particulièrement envers les **groupes** suivants: (i) les producteurs agricoles; (ii) les agro-éleveurs; (iii) les groupes d'intérêts qui gravitent autour des PDE; (iv) les petits et moyens entrepreneurs. Les **ruraux pauvres**, pris au sein de chaque PDE, restent une des cibles principales du ProDAF, bien que le point d'entrée ne soit plus exclusivement le critère de vulnérabilité des ménages, mais le potentiel de développement socio-économique durable basé sur la valorisation des ressources existantes. Le caractère de vulnérabilité des ménages sera néanmoins pris en compte à travers l'identification de certaines catégories socio-économiques auxquelles seront destinées des activités spécifiques, contribuant à renforcer leur capacité de résilience aux crises. La stratégie de ciblage du ProDAF repose sur **l'identification, à**

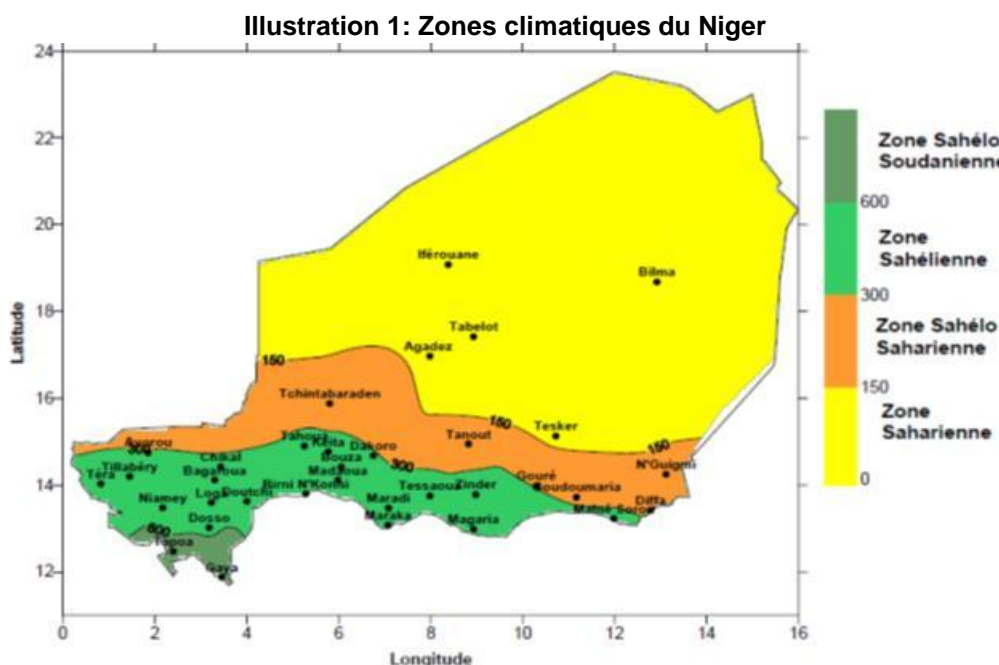
¹³⁶ Dans le cadre du ProDAF, le PDE est défini comme un territoire comprenant un ou plusieurs bassins de production et leurs bassins versants approvisionnant un marché de demi-gros (de produits céréaliers ou maraîchers) éventuellement via des centres de collecte secondaires. Les centres de collecte (deux seront réhabilités par PDE) seront composés d'un magasin de stockage et d'une aire de transaction sécurisée auxquels viennent d'ajouter une banque d'intrants et une boutique d'aliments du bétail.

travers des mesures d'auto-ciblage, des certaines catégories socio-économiques auxquelles certains services et ressources sont destinés spécifiquement. Quatre catégories de bénéficiaires ont été ainsi identifiés sur la base des leurs i) caractéristiques socio-économiques; ii) dotations en ressources; iii) intérêts et conséquemment iv) potentiels de développement grâce aux activités du ProDAF.

CLIMAT

22. Le Niger est un pays d'Afrique de l'Ouest enclavé qui s'étend sur 1 267 000 km². Il partage ses frontières avec l'Algérie et la Libye au nord, le Tchad à l'est, le Nigéria et le Bénin au sud, et le Burkina Faso et le Mali à l'ouest. La frontière la plus proche de la mer est à plus de 600 km du golfe de Guinée. Les trois quarts du pays sont constitués d'un désert chaud et sont situés dans la zone septentrionale du pays. Les terres cultivables représentent 16.5 millions d'hectares dont seulement 4.5 millions étaient exploitées en 2012. Ce potentiel est très inégalement réparti entre les régions du pays: les départements de Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder réunissent près de 98% des terres cultivables du Niger.

23. Le climat nigérien est de type sahélien, caractérisé par une longue saison sèche de huit à dix mois (d'octobre à mai), une courte saison des pluies qui dure trois ou quatre mois (juin à septembre) et une importante variation du nombre de jours de pluie du nord au sud, où la pluviométrie annuelle est comprise entre moins de 100 mm et 700-800 mm, divisant ainsi le pays en quatre zones climatiques: (i) la zone saharienne (77% du territoire national), avec des précipitations inférieures à 100 mm/an, où la température avoisine en moyenne les 35°C et le climat est désertique; (ii) la zone sahélo-saharienne (12% du territoire national), avec des précipitations annuelles comprises entre 100 et 300 mm, où le climat est subdésertique et propice à l'élevage transhumant; (iii) la zone sahélienne (10% du territoire national), qui reçoit des précipitations comprises entre 300 et 600 mm et est propice à l'agropastoralisme; et (iv) la zone sahélo-soudanienne (environ 1% du territoire national), qui reçoit plus de 600 mm/an et est adaptée à la production agricole et animale (Illustration 1).



Source: Direction de la Météorologie Nationale, Pluviométrie annuelle moyenne sur la période 1975-2004, édition 2005

24. Le domaine sahélien est caractérisé par une végétation passant par des formations contractées ou arbustives claires au nord, à des formations plus diffuses et arborées au sud. Le domaine soudanien comprend une végétation de savane qui se distingue par une strate herbacée

continue où dominent les graminées vivaces et une strate ligneuse renfermant des arbustes et des arbres. La température moyenne annuelle atteint 29°C, et l'évapotranspiration potentielle (ETP) est très élevée (2 114 mm/an à Tillabéry) et supérieure aux précipitations à l'exception du mois d'août.

25. Les sols sont sablonneux ou argilo-sablonneux, pauvres en éléments nutritifs et en matière organique. Les sols cultivables sont à plus de 80% dunaires et 15 à 20% sont des sols hydromorphes moyennement argileux. Le réseau hydrographique est constitué par les deux importants bassins, à savoir le bassin du fleuve Niger et celui du Lac Tchad. Les eaux souterraines renouvelables représentent un volume annuel de quelques 2,5 milliards de m³ dont moins de 20% exploité actuellement et environ 2,000 milliards de m³ d'eau souterraine non renouvelable, dont une partie infime est exploitée par les sociétés minières, pétrolières et l'agriculture oasienne.

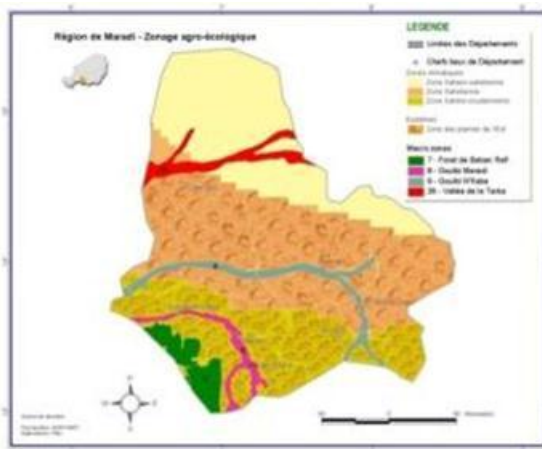
26. Les forêts (naturelles et plantations) couvrent 2% du territoire national; on estime de 1958 à 1997 une perte de superficie des forêts de l'ordre de 40 à 50 % au profit essentiellement de l'agriculture, des besoins énergétiques et du développement urbain. L'étude de la FAO, (2006b) souligne qu'au Niger où, après être restée stable durant trente ans, les ressources forestières ont fortement régressé de 1990 à 2000 (-3,7% par an, FAO, 2001) pour ensuite accuser un recul annuel de 0,9% entre 2000 et 2005. Il apparaît clairement que les coupes abusives pour satisfaire les besoins en énergie des populations et la demande en bois d'œuvre (93%) et l'expansion agricole (89%) représentent les deux principales causes directes de déboisement. Le surpâturage (39%) et les feux de brousse (36%) ne semblent être que des facteurs secondaires, le plus souvent empêchant la régénération naturelle des ligneux.

27. Le potentiel forestier de la Région de Maradi (zone privilégiée d'intervention du FIDA) quoique sérieusement entamé continue à être une ressource naturelle stratégique pour les communautés rurales (alimentation, pharmacopée, artisanat, pâturage, protection, source de revenu). La part du défrichement agricole s'élèverait à 190 400 ha chaque année; celle des variations climatiques et des sécheresses est estimée à 145 780 ha/an. Les pertes en terres sont essentiellement dues aux effets de l'érosion (hydrique et éolienne) et sont estimées en moyenne à 100 000 ha/an selon l'étude sur le défrichement au Niger (1997) et ce malgré les efforts de récupération des terres. Ce chiffre est nettement sous-estimé faute d'outils de référence pertinents, de mesures et de ressources nécessaires pour la réalisation de l'évaluation.

28. **Maradi.** La région couvre 38 500 km² pour une population estimée de 3 402 094 habitants en 2012, soit 19.9% de la population nigérienne. Elle est limitée à l'Est par la région de Zinder, à l'Ouest par la région de Tahoua, au Nord par la région d'Agadez au Sud par la République Fédérale du Nigeria sur environ 150 Km. Maradi est composée de: (i) 6 départements: Aguié, Dakoro, Guidan Roumdji, Madarounfa, Mayahi et Tessaoua; et (ii) 9 communes urbaines et 38 communes rurales.

29. Elle est caractérisée par trois zones agro-écologiques principales (cf. carte ci-dessous): (1) la zone sahélo-saharienne/nord dominée par l'élevage avec une expansion récente de l'agriculture (pluviométrie: 300mm/an); (2) la zone sahélienne/intermédiaire qui relie la vallée de la Tarka et le goulbi N'Kaba et où l'agriculture domine avec une végétation ligneuse éparse (acacias, combretum, doum); et (3) la zone sahélo-soudanienne/sud partant du goulbi N'Kaba jusqu'à la frontière nigérienne rassemblant les principales formations forestières, le lac Madarounfa et le goulbi Maradi avec la densité humaine la plus élevée de la région exerçant une forte pression sur les terres (précipitation jusqu'à 600mm/an).

Illustration 2: Principales zones agro-écologiques de Maradi

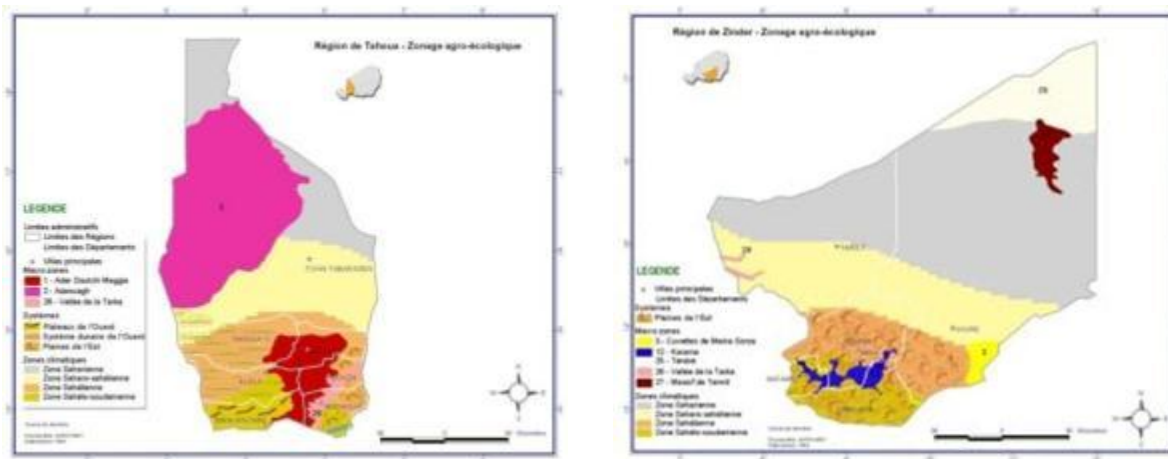


Source: ME/SDR, 2004

30. **Tahoua.** La région a une superficie de 113 371 km² (8,95% du pays) pour 3 328 365 habitants en 2012 dont plus de 90% est concentré dans les zones sud et du centre qui représentent 31,69% du territoire. Elle est limitée au nord par la région d'Agadez, au sud par la République Fédérale du Nigeria, à l'Est par la région de Maradi et à l'Ouest par la région de Dosso et de Tillabéry et la République du Mali. Tahoua est subdivisée de la façon suivante: (ii) 8 départements: Abalak, Birni Nkonni, Bouza, Illéla, Keita, Madaoua, Tahoua et Tchintabaraden; et (ii) 9 communes urbaines et 35 communes rurales.

31. La région est caractérisée par quatre zones agro-écologiques principales (cf. carte ci-dessous): (i) la zone saharienne au nord/nord-est (>150mm/an); (ii) la zone saharo-sahélienne au centre nord (150-350mm); (iii) la zone sahéenne au centre-sud où se concentrent les systèmes dunaires et les plaines (350-600mm); et (iv) la zone sahélo-soudanienne avec de nombreux plateaux et plaines.

Illustration 3: Principales zones agro-écologiques de Tahoua et de Zinder



Source: SE/SDR, 2004

32. **Zinder.** La région est située dans la partie méridionale du pays et couvre une surface de 155 778 km² (12,3% du territoire national) pour 3 539 764 habitants en 2012. Elle est limitée à l'Est par la région de Diffa, à l'Ouest par la région de Maradi, au Nord par celle d'Agadez et au Sud par la République Fédérale du Nigeria sur près de 300 km. La région est divisée en: (i) 5 départements: Gouré, Magaria, Kantché, Mirriah et Tanout; et (ii) 10 communes urbaines et 45 communes rurales.

33. La région est caractérisée par quatre zones agro-écologiques principales (cf. carte ci-dessus): (i) la zone saharienne au nord où se trouve le massif de Termit; (ii) la zone saharo-sahélienne au centre nord dans laquelle se prolonge la vallée de la Tarka depuis Maradi; (iii) la zone sahélienne au centre-sud marquée par la présence de plaines, de grands parcs agro-forestiers et une petite partie du bassin des Koramas; et (iv) la zone sahélo-soudanienne avec également les grandes plaines de l'est du Niger et la grande partie des Koramas.

RESSOURCES EN EAU

34. D'après AQUASTAT, les ressources en eau renouvelables du Niger s'élèvent à 33,65 km³/an, dont 31,15 km³ d'eau de surface (29 km³ provenant du fleuve Niger) et 2,5 km³ d'eau souterraine. Les sécheresses récurrentes génèrent une variation importante de la ressource hydrique, avec une difficulté de rechargement des nappes phréatiques. Le volume moyen du fleuve Niger, ainsi que la couverture du lac Tchad se sont nettement réduits depuis les années 1970. Au total, seuls 5 km³/an d'eau de surface et souterraine seraient effectivement disponibles. En 2000, 95% de l'eau était utilisée par l'agriculture.

35. Le régime pluviométrique des trois régions est caractérisé par une grande variabilité interannuelle, avec des déficits pluviométriques parfois importants, en particulier dans la région de Tahoua où cette tendance s'est le plus marquée au cours des deux dernières décennies.

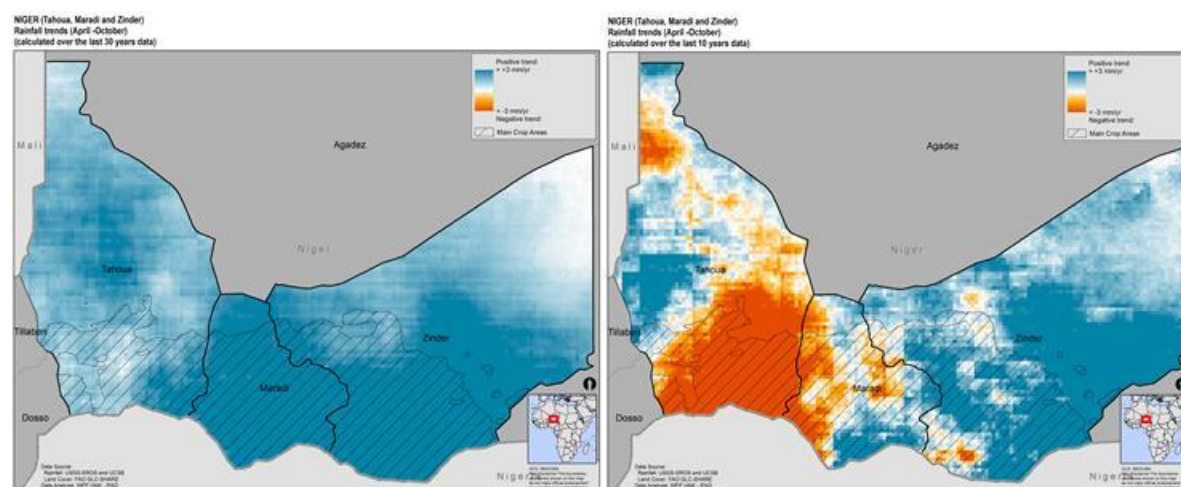
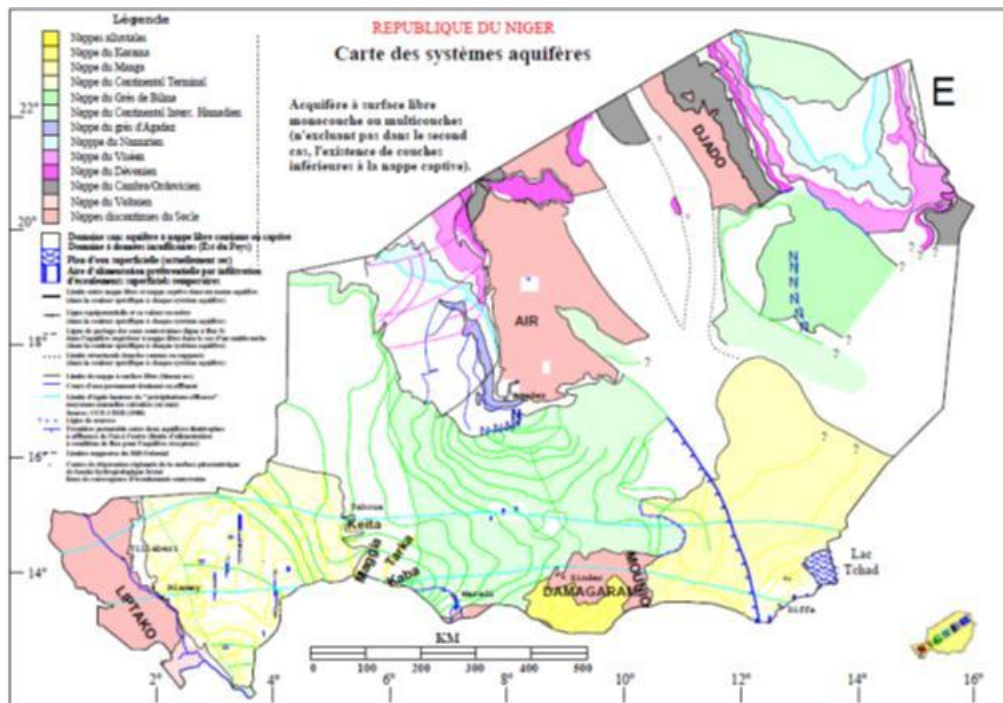


Illustration 4: Evolution des précipitations au Niger sur la période 1984-2013 et 2004-2013

36. Les ressources en eau souterraines renouvelables seraient comprises entre 2,5 et 4,4 km³/an (*Aquastat*). Les principaux aquifères sont: les aquifères alluviaux, en particulier celui du goulbi de Maradi, ceux des vallées de l'Aïr et du kori Teloua, des koris de la zone de l'Ader-Doutchi-Maggia, des dallols Bosso, Maouri et Foga, de la vallée de la Komadougou et des koramas; les aquifères discontinus du socle, notamment ceux du Liptako et du Damagaram-Mounio; les aquifères du continental terminal et du continental hamadien; la nappe du pliocène du bassin du lac Tchad; la nappe phréatique du Manga dans le bassin du lac Tchad; l'aquifère des grès d'Agadez.

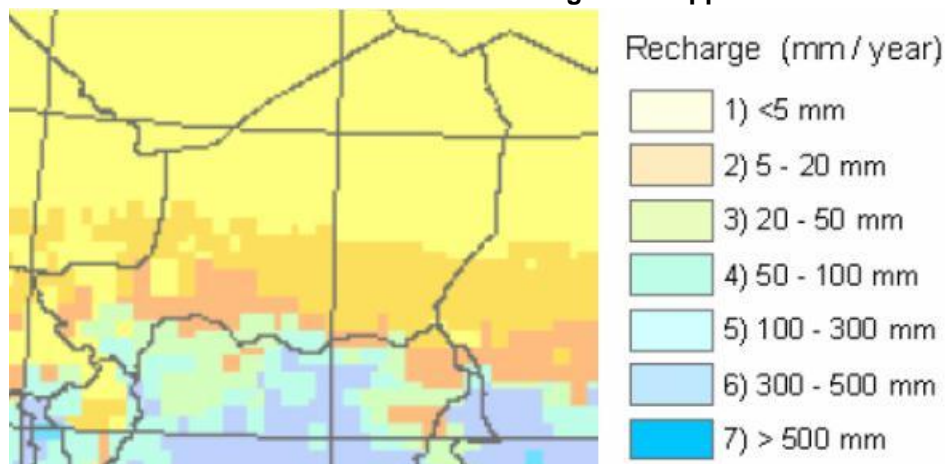
Illustration 5: Cartes des systèmes aquifères du Niger



Source: Programme d'Action Nationale pour l'Adaptation aux Changements Climatiques, République du Niger, 2006

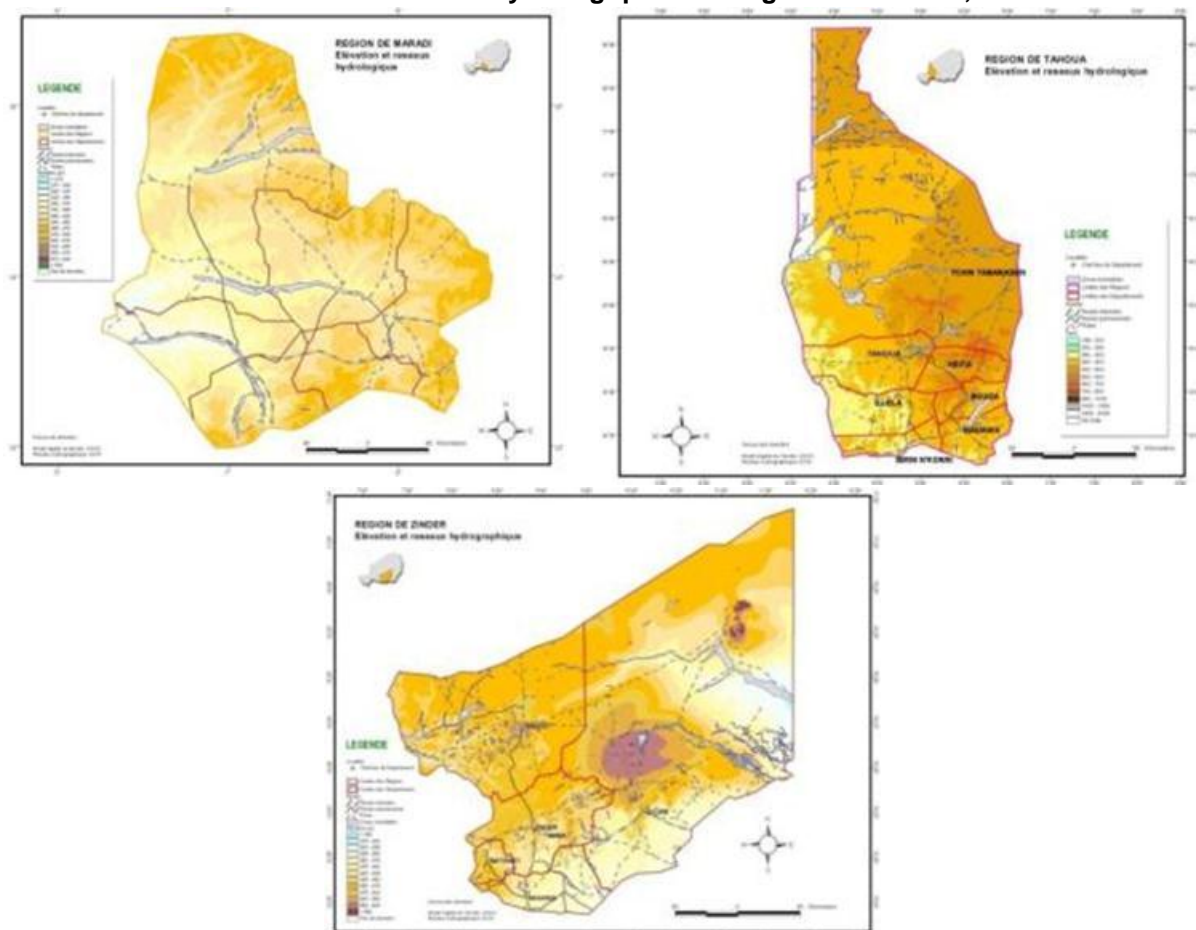
37. Le niveau de recharge des nappes présentes au Niger est estimé entre 0-5mm/an pour la majorité du pays et 76-100mm/an pour la bande à l'extrême sud, les maximums se situant à la frontière avec le Nigéria à Maradi et Zinder. L'index de recharge moyen pour le pays se situe entre 6 et 20mm/an.

Illustration 6: Niveau recharge des nappes



38. Les principales vallées de Maradi (encore rechargées) sont celles de la Tarka, du Goulbi Maradi et du Goulbi n'Kaba. A Tahoua, le potentiel d'eaux souterraines renouvelables chaque année est estimé à 1,2 milliard de m³, dont 2% seulement serait exploité. Les vallées des Koramas et celle de la Tarka fournissent une grande partie des ressources souterraines à Zinder.

Illustration 7: Elévation et ressources hydrologiques des régions de Maradi, Tahoua et Zinder

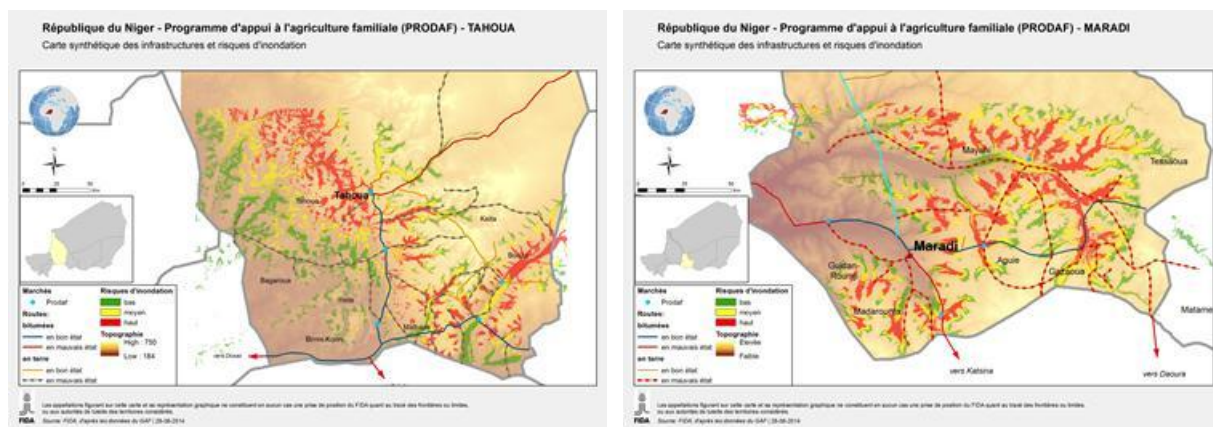


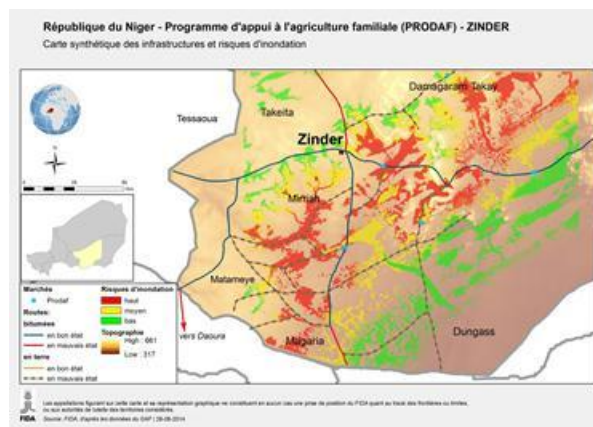
Source: SE/SDR, 2004

RISQUES D'INONDATION

39. La zone d'intervention se caractérise par des écoulements saisonniers souvent soudains pouvant générer des phénomènes d'inondation le long du réseau hydrographique. Si ce phénomène est valorisé pour les activités agricoles saisonnières ou alimente le fonctionnement biologique saisonnier des espaces naturels, il peut également occasionner des dégâts humains et matériels dans les zones habitées et sur les réseaux de transport.

Illustration 8: Risques d'inondation modélisés dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder





ZONES HUMIDES A FORT INTERET ECOLOGIQUE

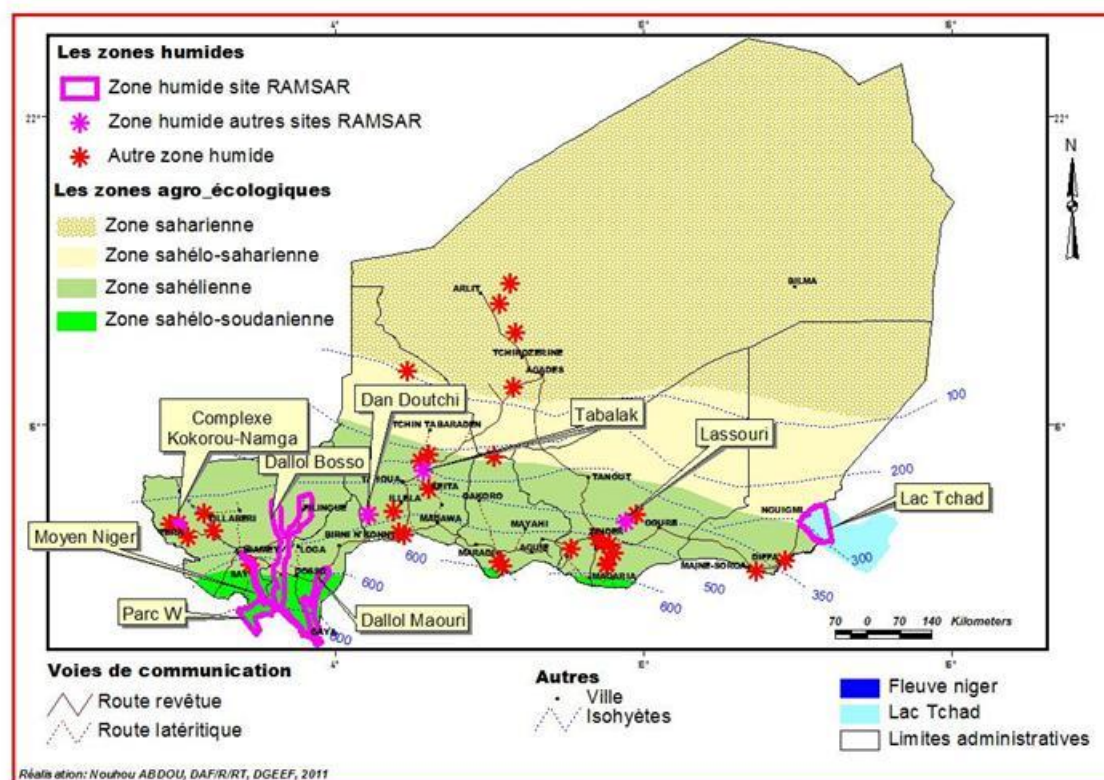
40. Les régions de Zinder et de Tahoua abritent trois importantes mares (Lassouri, Tabalack et Dan Douchi) reconnues au plan international comme sites « RAMSAR », c'est à dire des zones humides d'importance particulière car elles représentent un habitat privilégié pour les oiseaux migratoires en raison de leur capacité à fournir des services écosystémiques.

41. Cependant, beaucoup de mares ont subi une dégradation importante de leur valeur naturelle, et certaines, autrefois permanentes, sont devenues semi-permanentes, entraînant des impacts sévères sur l'ichtyofaune et la biodiversité. La mare de Tabalak, par exemple, a été ensablée à un tel point que sa profondeur maximale a été réduite de 4m à 1,5 m. De plus, cette mare a perdu 7 de ses 11 espèces de poissons suite à son assèchement complet durant la sécheresse de 1998.¹³⁷

42. Le ProDAF prévoit d'aménager de façon durable 4 mares dont celles classées par RAMSAR afin d'en maintenir la richesse biologique tout en leur permettant d'améliorer le bien-être des populations riveraines.

¹³⁷ Association des Utilisateurs des Eaux de la mare de Tabalak, communication personnelle août 2014.

Illustration 9: Carte zones humides et zones agro-écologiques



RESSOURCES EN TERRE

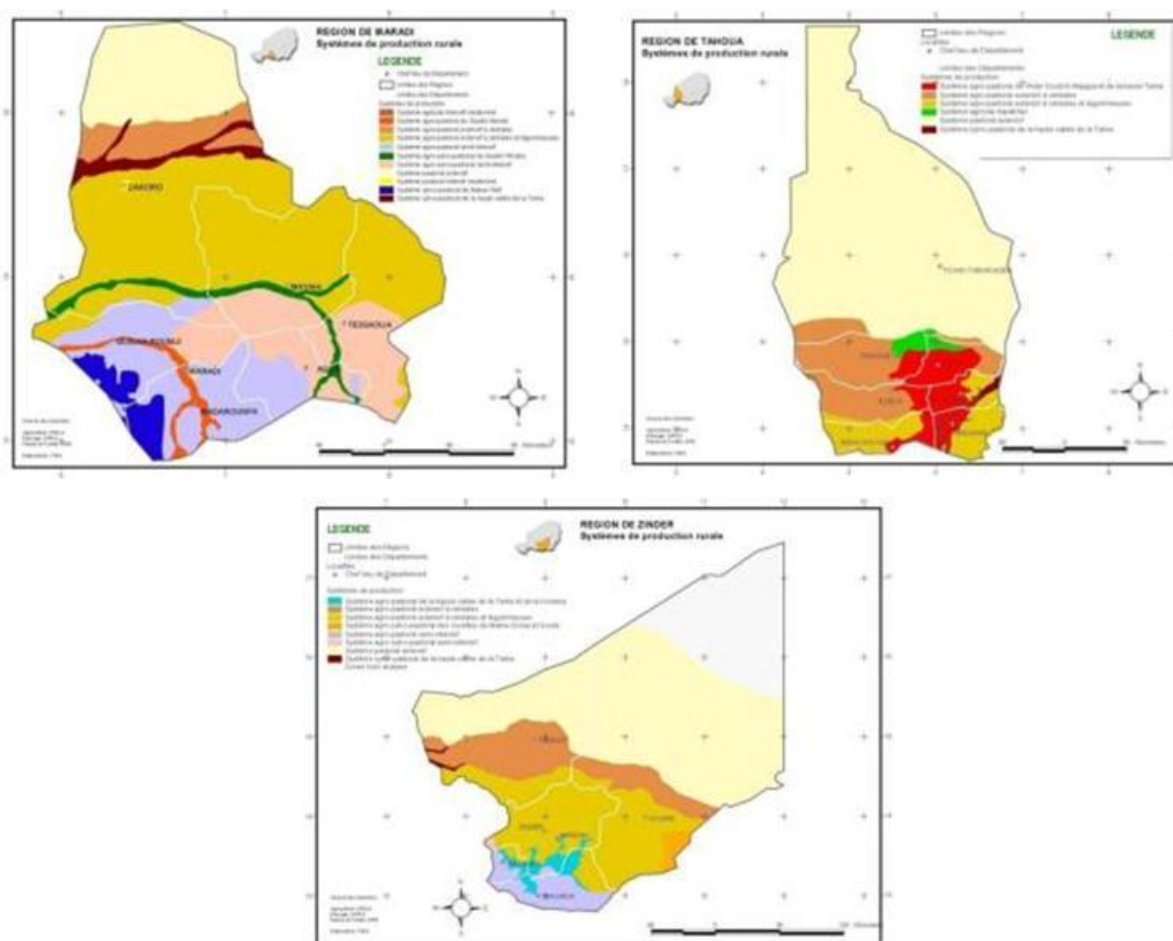
43. L'agropastoralisme est le système d'exploitation prédominant au Niger. La production animale est une composante majeure, basée principalement sur le pâturage naturel. L'activité agricole se concentre essentiellement au sud, dans la zone soudanienne, sur une bande d'environ 200 km de large, la plus arrosée du pays, alors que la zone sahélienne au nord demeure la région de prédilection de l'élevage. Chaque année 70 000 à 80 000 ha de nouvelles terres sont occupées par l'agriculture aux dépens des forêts et de l'élevage du fait de l'accroissement de la population.

44. La majorité de la production agricole nigérienne est issue d'exploitations familiales de petite taille, basées sur des techniques traditionnelles avec une utilisation très faible des techniques et technologies améliorées (semences, fertilisants, pratiques agronomiques, etc.). La quasi-totalité des terres cultivées est occupée par les cultures pluviales, principalement le mil et le sorgho, le niébé, et secondairement le manioc. La majeure partie de la production (85%) est autoconsommée. Le caractère aléatoire des pluies dont l'agriculture nigérienne demeure largement tributaire, la persistance de la sécheresse et la pauvreté des sols sont autant de facteurs limitant la productivité agricole. Les rendements de l'ensemble des cultures pluviales sont faibles, avec une moyenne de 0,5 tonnes par hectare, et très variables compte tenu de l'extrême variabilité spatiale et temporelle des précipitations.

45. Dans les trois régions ciblées plus particulièrement par le ProDAF, l'agriculture est dominée par les systèmes agro-pastoraux extensifs de production pluviale se concentrant sur les cultures céréalières (millet et sorgho) alternée parfois avec des légumineuses (niébé), mais également les cultures de rente (arachide, haricots, tabac, souchet, sésame, etc.). Le maraîchage en petite irrigation est également pratiqué dans des systèmes semi-intensifs par certains producteurs en saison hivernale avec des spéculations surtout destinées à la commercialisation (oignon, canne à sucre,

poivron, tomate, chou, etc.) bien qu'une partie soit autoconsommée. Les systèmes de culture intensive demeurent marginaux.

Illustration 10: Systèmes de production des régions de Maradi, Tahoua et Zinder



Source: SE/SDR, 2004

46. La production animale est une composante majeure, basée principalement sur le pâturage naturel. L'activité agricole se concentre essentiellement au sud des trois régions, dans la zone soudanienne, sur une bande d'environ 200 km de large, la plus arrosée du pays, alors que la zone sahélienne au nord demeure la région de prédilection de l'élevage. Il faut noter la forte intégration entre agriculture et élevage, source de conflit pour l'accès aux ressources mais également de synergies importantes (fourrages, fumure).

47. Le climat et le profil agro-géologique du Niger induit de facto un certain nombre de conséquences environnementales essentiellement liées au processus d'érosion éolienne et hydrique, à savoir le déplacement des dunes vers le sud ainsi que l'ensablement des points d'eau et cours d'eau avec une accumulation de sable et de limon.

RESSOURCES HALIEUTIQUES

48. Les mares et retenues d'eau artificielles de la zone du ProDAF alimentent une activité de pêche.

49. Les mares sont des étendues d'eau formées dans les dépressions des vallées et des cours d'eau temporaires à écoulement intermittent que sont les Koramas (Zinder), la Maggia (Tahoua), et les Goulbis (Maradi). Leur régime, de type permanent ou semi-permanent est fortement influencé par

les précipitations et les prélèvements d'eau liés aux diverses utilisations (agriculture, élevage et autres).

50. Les actions d'aménagement des mares et de leurs bassins versants en vue d'une gestion durable des ressources superficielles en eau ont permis de mettre en évidence la bonne productivité halieutique de ces plans d'eau et la rentabilité économique desdites actions, ainsi que l'engouement des populations locales pour ce genre d'actions.

Tableau 1: Production Piscicole contrôlée dans la zone du ProDAF (poisson frais en tonnes)

Année / Région	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Maradi	21	69,5	65,5	145	146	182,5	42	42
Tahoua	1.072	2.501	2.716,5	2.730,5	2.000	2.500	3.000	3.000
Zinder	138,5	112	198	150	147	176,5	108	108

Illustration 11: Forces, et menaces au niveau des mares et retenues d'eau artificielles

<u>Forces</u>	<u>Menaces</u>
- Diversité biologique	- Dégradation de l'environnement
- Forte productivité halieutique,	- Ensablement par érosion hydrique et éolienne
- Initiatives communautaires de gestion (savoir et savoir-faire traditionnel)	- Prolifération de plantes aquatiques (<i>Typha-sp</i> , <i>Pistia stratiotes</i>)

51. Le ProDAF a une intervention limitée sur les questions de pêche (empoisonnement par des espèces adaptées aux contraintes d'hydrologie et de turbidité) mais prévoit néanmoins un certain nombre d'activités liées à la restauration des mares et à leur gestion durable (faucardage, fixation des dunes environnantes pour réduire l'ensablement, gestion des retenues d'eau et techniques CES/DRS en amont des mares, etc.) en articulation avec les activités agricoles. Ces activités de restauration traiteront les menaces identifiées dans le tableau précédent au niveau des mares qui seront ciblées par le projet.

RESSOURCES FAUNIQUES

52. Le Niger dispose d'une grande diversité en matière de faune. Au stade actuel, 3.200 espèces animales dont 168 espèces de mammifères, 512 espèces d'oiseaux, 150 espèces de reptiles et amphibiens et 112 espèces de poissons ont été dénombrées¹³⁸. Il est à signaler que le Niger constitue aussi un pôle important de mouvements migratoires des espèces aviaires. Il abrite à l'état naturel des espèces menacées ou en voie de disparition telles que: l'addax et la girafe peralta.

53. Le Niger dispose de quelques aires de conservation de la faune -dont entre autres, la réserve de faune de Gadabedji créée en 1955, avec une superficie de 76.000 hectares-et renferme également de nombreuses espèces menacées telles que les gazelles dorcas ou les outardes de Nubie. Plusieurs réserves potentielles ont été identifiées, telles que: la réserve de faune de Termit et la réserve de faune du Tadress a Zinder, la réserve de faune de l'Azawak a Tahoua.

54. Les mares sont également de la zone d'intervention présentent également un très fort intérêt en terme biologique car elles accueillent notamment des espèces migratrices rares.

¹³⁸ (Stratégie nationale et plan d'action en matière de biodiversité, 1998)

RESSOURCES FORESTIERES

55. On distingue plusieurs types de formations forestières dans la zone d'intervention du ProDAF.

Formations forestières des plateaux

56. Elles sont composées des brousses tigrées (caractérisées par leur structure horizontale contractée et par l'alternance de bandes nues et de bandes boisées) et autres formations sans structures (formations forestières diffuses). Ces types de formations, principalement rencontrées dans l'ouest nigérien, se retrouvent également dans le centre et le sud-est du pays mais sur des étendues bien moins importantes. Dans la région de Tahoua on note des formations forestières de plateau ou brousses tigrées sur une superficie estimées à 150702 ha (Laouali Arzika, 2006).

Forêts de bas-fonds inondables

57. Elles sont localisées dans les dépressions où les sols comportent une forte proportion d'argile. Ces formations où prédominent des espèces épineuses comme *Acacia nilotica* se rencontrent au niveau des trois régions de Tahoua, Maradi et Zinder. Ces formations se caractérisent aussi par leur forte densité ainsi que par leur grande capacité de régénération (semis naturels) qui est malheureusement très vite annihilée par le broutage des animaux ou la submersion des plantules.

Formations forestières des plaines sableuses

58. Elles sont constituées de savanes sèches sahélo-soudaniennes très clairsemées dominées par les combrétacées, comme celle de baban raffi (Maradi), ou celle de Takiéta (Zinder). En plus des formations à combrétacées, il s'y développe également d'importants peuplements à *Acacia raddiana*, *Acacia senegal* et *Leptadenia pyrotechnica*, particulièrement dans la région de Zinder. C'est aussi le domaine des espèces comme *Piliostigma reticulatum*, *Prosopis africana*, *Pourpatia birrea*, etc. Au stade actuel, les superficies de ces formations demeurent inconnues.

Parcs agro forestiers

59. Ils sont définis comme des paysages agraires où des arbres adultes sont disséminés dans les champs cultivés ou des jachères récentes. Ces types de formations constituent un potentiel forestier très important dans les régions de Maradi et Zinder. Le Projet Energie II (1990) a estimé les superficies des parcs agro forestiers de la région de Zinder (*Faidherbia albida*, *Prosopis africana* et *Adansonia digitata*) à 157.950 ha et environ 100.000 ha pour la région de Maradi (1993). Plus récemment, il a été estimé que lors des deux dernières décennies, les paysans au Niger ont régénéré 200 millions d'arbres sur 5 millions d'hectares de terres agroforestières (Stevens et al. 2014). La séquestration de carbone correspondante, calculée sur la base des sondages de l'USGS effectués en 2005-2006, serait d'environ 30 millions de tonnes de carbone.¹³⁹

60. Les parcs agro forestiers se retrouvent principalement dans la bande sud à des densités variant entre 10 et 100 pieds/ha selon les espèces. Les principaux types de parcs agro forestiers rencontrés sont: (i) les parcs à *Faidherbia albida*, les plus fréquents, fournissent du bois de feu, du fourrage et surtout fertilisent les sols; (ii) les doumeraies rencontrées principalement le long du Goulbi N'kaba a Maradi et autour des cuvettes dans les départements de Gouré et de Maïné-Soroa a Zinder; (iii) la rôneraie de Dezga (665 hectares) dans le département de Kantché (Matameye). En plus de ces principaux parcs, on note également l'existence d'autres parcs, notamment, à *Prosopis africana*, particulièrement dans la bande sud de la région de Zinder. Mélangées à ces espèces dominantes, il y a un grand nombre d'autres espèces d'arbres utiles, comme le *Balanites aegyptiaca*, le *Ziziphus mauritiana* et le *Parkia biglobosa*.

¹³⁹ Caleb Stevens, Robert Winterbottom, Jenny Springer and Katie Reytar, 2014. Securing Rights, Combating Climate Change: how strengthening community forest rights mitigates climate change. Rights and Resources Institute and World Resources Institute, Washington, D.C.

Plantations Forestières

61. Le reboisement constitue une des importantes actions menées pendant et après les sécheresses des années 70 pour réhabiliter et améliorer l'environnement. En effet, les premiers projets forestiers ont surtout privilégié le développement des bois de villages, les ceintures vertes et l'enrichissement des terres de cultures.

Produits forestiers non ligneux (PFNL)

62. En dehors du bois, les ressources forestières fournissent d'autres produits essentiels pour la satisfaction des besoins des communautés locales. Dans ce contexte la cueillette des feuilles, fruits, exsudats, écorces de certaines espèces, contribue à la sécurité alimentaire et à la génération de revenus monétaires pour les ménages les plus pauvres.

63. Plusieurs espèces sont valorisées dans ce domaine, notamment *Parkia biglobosa*, *Adansonia digitata*, *Boscia senegalensis*, *Borassus aethiopium*, *Balanites aegyptiaca*, *Ziziphus mauritiana*, *Moringa oleifera*, *Leptadaenia hastata* pour ne citer que celles-ci. Ce rôle est d'autant plus important pendant les périodes de soudure, les années déficitaires et les crises alimentaires. Ces produits forestiers non ligneux représentent également la base de la pharmacopée traditionnelle.

64. Les sous-produits forestiers (fruits et feuilles) rentrent pour 25 % dans la ration alimentaire des ruminants au Niger. Cet apport est d'autant plus important qu'il intervient en période de grand déficit alimentaire (saison sèche). Les espaces forestiers continuent à jouer un rôle stratégique dans l'organisation et la pratique de la transhumance, en offrant aux éleveurs des conditions favorables pour marquer des pauses d'étapes dans leurs déplacements saisonniers.

Gommeriaies

65. Parmi les PFNL, la gomme arabique occupe une place sociale et économique particulièrement importante pour le pays. Deux des trois grandes zones principales identifiées sont localisées dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder¹⁴⁰:

Bassin	Commentaires
Bassin oriental	Situé à l'extrême est du Niger. De Gouré à Diffa. Production essentiellement de gomme arabique (<i>Acacia senegal</i>). Le potentiel de production estimé est de l'ordre de 500 à 1.750 tonnes par an selon que la production est intensifiée ou non par saignée. Sa superficie totale est estimée à 200 000 hectares de peuplements naturels, soit 15 millions de pieds dont près de la moitié (98 000 hectares) est constitué de forêts domaniales de l'Etat.
Bassin central	Cette zone couvre le centre et le Sud-Est de la région de Tahoua (Tchintabaraden, Abalak, Tahoua, Keita, Bouza et Madaoua) le Nord de la région de Maradi (Mayahi, Tessaoua, Dakoro). Il est constitué de peuplements naturels d' <i>Acacia senegal</i> estimés à plus de 50 000 hectares, soit environ 3 750 000 pieds et d'importantes plantations artificielles évaluées à 7 millions de pieds d' <i>Acacia senegal</i> et d' <i>Acacia seyal</i> . Les potentialités sont de l'ordre de 225 à 560 tonnes de gomme par an selon que la production est intensifiée ou non par saignée.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

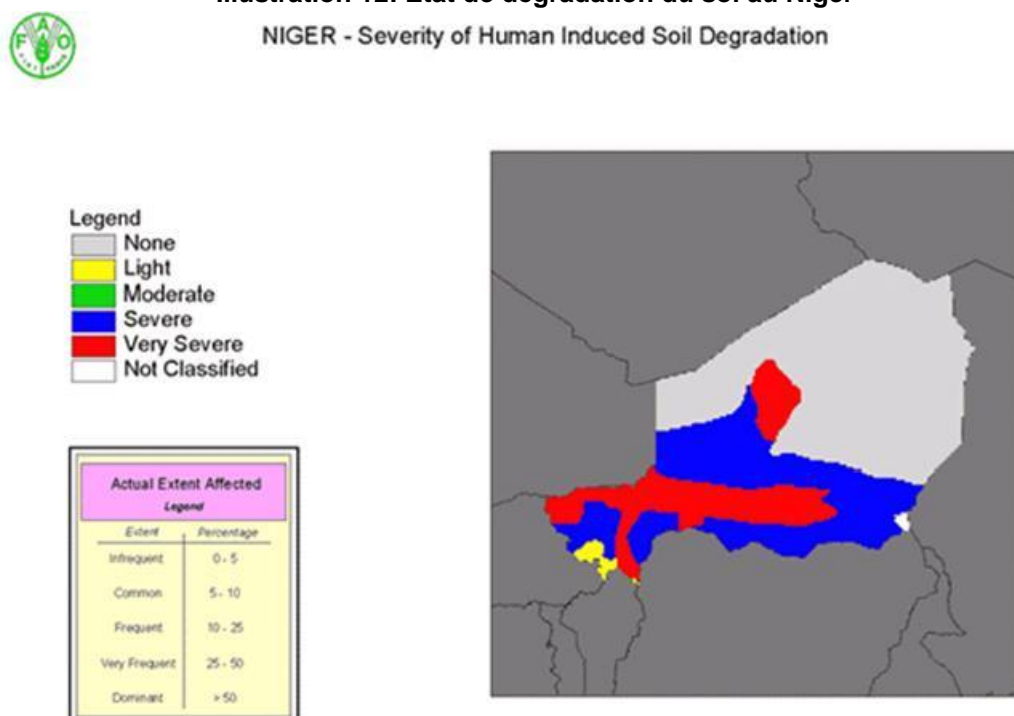
66. L'évolution des ressources agro-écologiques du Niger est marquée par une fragilité accrue et une dégradation substantielle des terres arables provoquées par d'importantes sécheresses récurrentes dans l'ensemble du pays ainsi que de graves inondations dans certaines régions. Ceci

¹⁴⁰ Stratégie nationale de relance de la production et de la commercialisation de la gomme arabique au Niger, 2001

est aggravé par la croissance démographique élevée induisant une pression humaine importante sur le bois énergie et les terres cultivables, dans un contexte où la part de ces surfaces cultivées se réduit (actuellement 1/8ème du territoire environ contre ¼ en 1965). Ainsi 85% de la population est concentrée dans le couloir de 100-150km de largeur au nord du Nigéria qui pourrait être réduite du fait de l'avancée du désert du Sahara. Cet élément pourrait avoir des conséquences majeures en terme de disponibilité de terres arables, de bois énergie, de biodiversité, de migrations transfrontalières et des risques environnementaux.

67. Les activités humaines telles l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie ou l'industrie engendrent des conséquences importantes sur l'environnement, parmi lesquelles: le déboisement (environ 200 000 ha/an), l'expansion des surfaces cultivées (70-80 000 ha de terres et forêts perdus chaque année), le surpâturage, les pratiques agricoles inappropriées (faibles restitutions de matière organique, etc.), le braconnage, l'érosion, la prolifération des déchets plastiques et domestiques, la pollution du sol, la pollution des eaux de surface et souterraines, les feux de brousse. Les zones d'intervention du projet, outre le fait qu'elles soient parmi les plus peuplées du Niger, sont classifiées comme ayant des sols sévèrement à très sévèrement dégradés.

Illustration 12: Etat de dégradation du sol au Niger



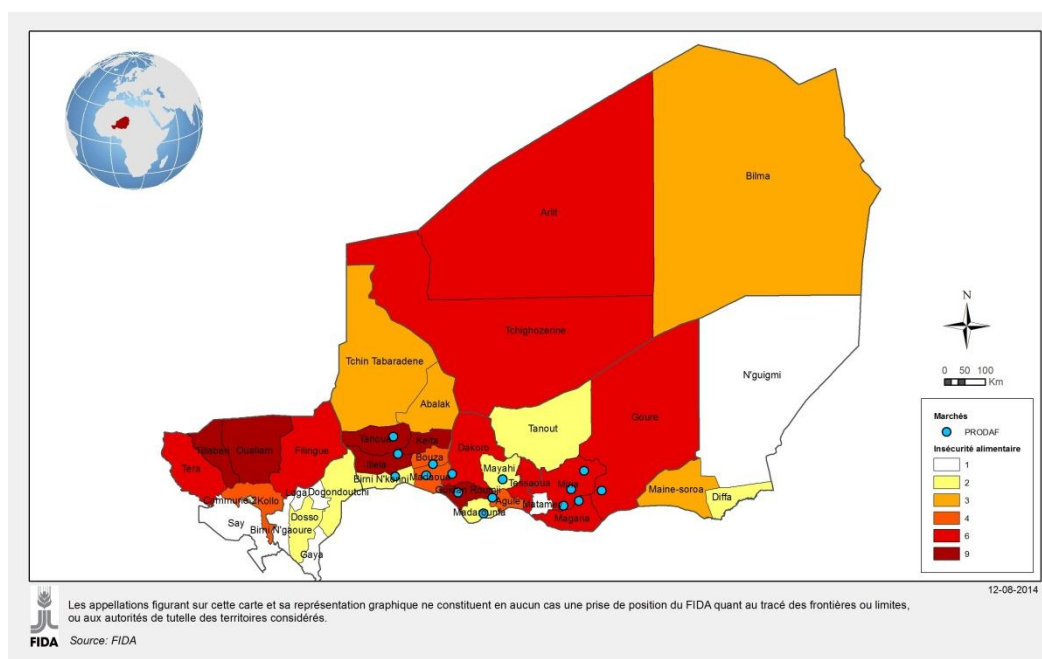
Gravité	Cartographiée (km ²)	Population %	Densité de la population	Terres incultes (km ²)	Dégradées (km ²)	Dégradées %
Aucune	632 867	1,4	0,23	632 867	0	0,00
Légère	11 662	3,2	28,36	-	675	0,06
Modérée	168	0,1	37,07	-	30	0,00
Grave	336 239	57,0	17,47	-	175,019	14,72
Très grave	205 168	38,4	19,28	-	153,876	12,95
Non classifiée	2 587	0,0	0,60	2 587	0	0,00
TOTAL	1 188 690	100,0	8,68	635 454	329,600	27,73

Source: Statistiques FAO (tiré du document de projet GEF/FIDA)

SECURITE ALIMENTAIRE

68. La zone d'intervention du ProDAF couvre des régions parmi les plus vulnérables en terme d'insécurité alimentaire et rendant d'autant plus pertinente le renforcement de la résilience des populations rurales.

Illustration 13: Niveau d'insécurité alimentaire sur la période 2006-2011 d'après les critères du PAM



B. Le changement climatique au Niger et ses impacts sur l'agriculture familiale

SITUATION CLIMATIQUE ACTUELLE AU NIGER

69. Le changement climatique se manifeste au Niger sous différentes formes, principalement l'augmentation ressentie (non détectée statistiquement) de la fréquence et de la durée des sécheresses, de la hausse des températures journalières maximales, l'augmentation de la variabilité interannuelle des précipitations, l'irrégularité (statistiquement significative, cf. illustration 24) et le raccourcissement de la saison des pluies, augmentation de l'occurrence des inondations et vents violents. Au cours de ces dernières décennies, une sécheresse persistante a accéléré l'avancée du désert qui est passée de 66% à 77% de sa superficie¹⁴¹. La moyenne des températures minimales et maximales a augmenté, avec une irrégularité accrue des maximales¹⁴². En termes de cumuls pluviométriques annuels, on a assisté à un glissement des isohyètes du nord vers le sud¹⁴³, tendance confirmée jusqu'aux années 1990, suivi d'un très léger regain, soulignant encore l'extrême variabilité du régime des précipitations. Il a été observé une forte instabilité sur les dates de début de saison des pluies, une hausse des longues séquences sèches de plus de 15 jours et une irrégularité des précipitations dans l'espace¹⁴⁴.

¹⁴¹ FAO, 2005.

¹⁴² Garraud et Mahamane, 2012.

¹⁴³ Ozer et Erpicum, 1995.

¹⁴⁴ Garraud et Mahamane, 2012.

Illustration 14: Evolution de la répartition saisonnière des pluies sur la zone du ProDAF (2004-2013)

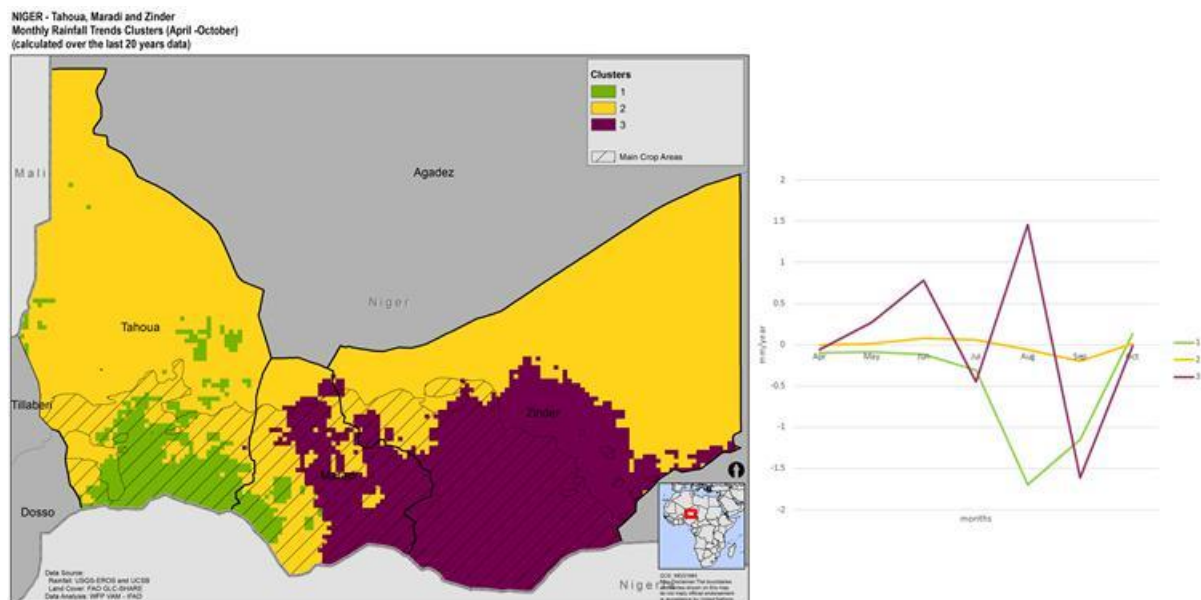


Tableau 2 Matrice des risques et leurs occurrences pour le Niger

Risques climatiques	Probabilités d'occurrence	Probabilité
Sécheresse	>66%	Probable
Raccourcissement de la saison des pluies	>90%	Très probable
Augmentation des températures	> 95%	Extrêmement probable
Vents de poussière	>66%	Probable
Inondation	Nd	Très probable

Source: AGRHYMET, 2011

70. **Effets.** Ces manifestations d'ordre climatique ont affecté et continuent d'affecter en profondeur les systèmes naturels et agro-sylvo-pastoraux nigériens. L'étude conduite dans le cadre du PANA en 2009 montre dans quelle mesure la variabilité et le changement climatique sont à l'origine de plusieurs perturbations sur les processus biophysiques du pays¹⁴⁵.

71. L'amplification de la grande variabilité des précipitations demeure l'une des perturbations majeures associées au changement climatique. Le PANA souligne une baisse généralisée des précipitations depuis plus de 30 ans sur la base des données pluviométriques de 1961 à 2004, mais qui alterne en son sein en certaines période très sèches et d'autres relativement plus humides.

¹⁴⁵ CNEDD/FEM/PNUD, 2006.

Illustration15: Anomalies moyennes annuelles de la pluviométrie période 1961-2004

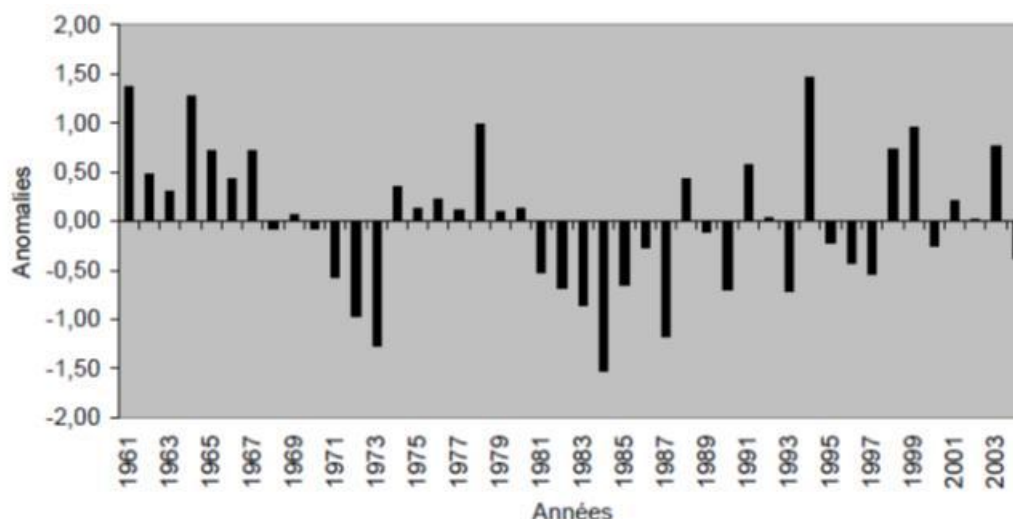
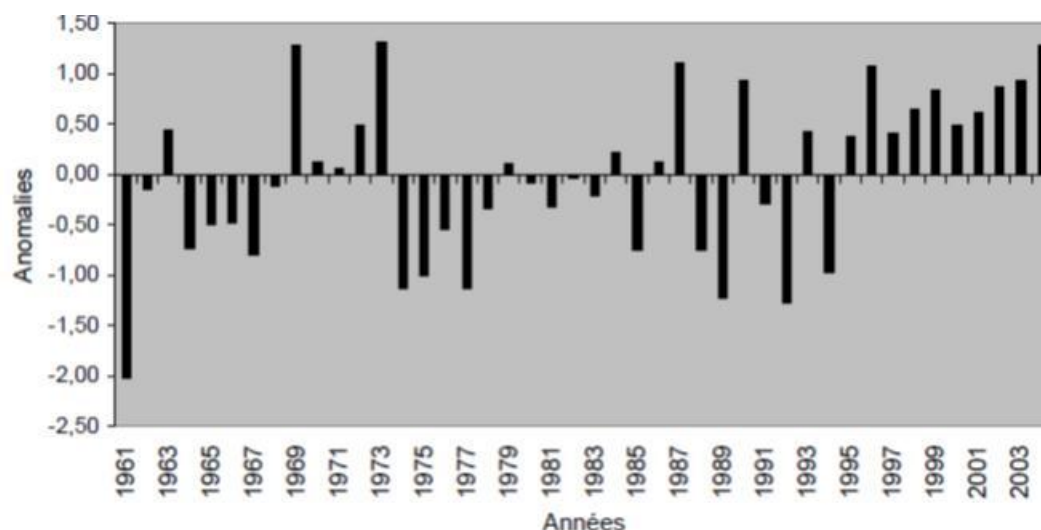


Illustration 16: Anomalies moyennes annuelles de la température maximale période 1961-2004



Source: Bulletin agro-hydro-météorologique décadaire, septembre 2011

72. Selon le Rapport sur l'Etat de l'Environnement au Niger (REE, 2005), environ 338 180 ha forestiers ont été perdus lors des sécheresses de 1968, 1973, 1977, 1985 et 2004. Le REE estime également qu'environ 100 000 à 120 000 ha de superficies forestières disparaissent chaque année. Les enquêtes réalisées sur les espèces forestières disparues ou menacées de disparition dans le cadre du Projet National de Recherche Agronomique au niveau des départements de Diffa, Zinder, Maradi, Dosso et Tahoua révèlent l'effet de la baisse de la pluviométrie dans la disparition de beaucoup d'espèces forestières¹⁴⁶. Cependant tout n'est pas négatif, des secteurs géographiques ont fait preuve d'une intéressante dynamique depuis une vingtaine d'année sous action anthropique à travers la promotion de la régénération naturelle assistée dans des parcs agro forestier, constituant localement des « reverdissements » de ces zones (partie Sud de la région de Maradi et vallée de la Tarka en particulier).

73. Le Niger perd annuellement de 100 000 à 120 000 ha de terres chaque année (sous l'effet climatique et anthropique), difficilement contrebalancé par des efforts de restauration estimés à environ 20 000 ha par an (BEIE, 2013).

¹⁴⁶ Lawarnou, 1996, 1997, 1998.

74. La sécheresse de 1969 a conduit à une perte estimée à 30% des bovins à Agadez et au moins à 13% dans le reste du pays, et la sécheresse catastrophique de 1974 a tué presque tout le bétail dans le pays. Plus récemment, en 2009, le secteur de l'élevage a été frappé par la perte de milliers de têtes de bétail à cause d'une sécheresse sévère¹⁴⁷. Les inondations résultant de fortes précipitations ponctuelles contribuent également à la destruction de l'environnement et à la perte des productions animales: en 2005, selon le bilan des dégâts de publié par le SAP/GC sur l'ensemble du pays, les inondations ont causé la mort de presque 8 000 têtes de bétail (dont un millier de gros ruminants), ce qui a causé une forte décapitalisation des ménages ruraux¹⁴⁸.

75. Impacts. Ceci induit a fortiori des impacts importants en matière de sécurité alimentaire, de baisse des revenus des petits producteurs et d'amenuisement de leur capacité à résister à des chocs de plus en plus récurrents. Depuis 1967, le Niger a été frappé par plusieurs crises alimentaires (une tous les trois ans en moyenne), principalement en raison de conditions climatiques défavorables, entraînant une réduction sévère du niveau de vie¹⁴⁹.

76. **Perception paysanne.** L'ensemble de ces manifestations est perçue concrètement par les paysans nigériens à travers leurs effets sur leurs systèmes agro-sylvo-pastoraux.

Tableau 3: Perturbations climatiques perçues par des paysans et éleveurs au Niger

Domaines	Perceptions des paysans et éleveurs par rapport au changement
Pluviométrie	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage fluctuant de la saison de pluies • Arrêt précoce des pluies ou modification de la répartition mensuelle • Réduction de la saison des pluies d'au moins 4 – 6 semaines • Raréfaction des pluies hors saison (comme les « pluies de mangues ») • Séquences sèches au début et au milieu de la saison supérieures à 15 jours (et parfois jusqu'à 45 jours) • Nombre de jours de pluie à la baisse et mal réparti • Baisse des pluies en volume et en intensité depuis 20 ans • Raréfaction des grosses pluies
Vents	<ul style="list-style-type: none"> • Vents forts et très poussiéreux durant toute la saison • Diminution de la mousson en saison hivernale
Température	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des températures • Il fait chaud durant toute l'année

Source: Bonnes Pratiques de Conservation des Eaux et des Sols: Contribution à l'Adaptation au Changement Climatique et à la Résilience des Producteurs au Sahel, GIZ

PROJECTIONS CLIMATIQUES A L'HORIZON 2035 ET 2050

77. La seconde communication nationale sur les changements climatiques de la République du Niger à la CCNUCC (2009) indique que les modèles de projection anticipent dans leur majorité une stabilisation ou une légère hausse des précipitations annuelles à horizon 2035 ainsi qu' une hausse attendue des températures, de l'ordre de +1,5°C. Les contraintes d'évapotranspiration vont ainsi fortement s'accroître dans les années à venir.

78. Dans son rapport sur le changement climatique et l'agriculture africaine publié en 2013, l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) offre, à travers quatre différents modèles réduits de circulation générale (GCMs)¹⁵⁰, des projections sur les changements à horizon 2050 sur le climat de la région sahélienne et le Niger en particulier.

¹⁴⁷ IFPRI, 2013.

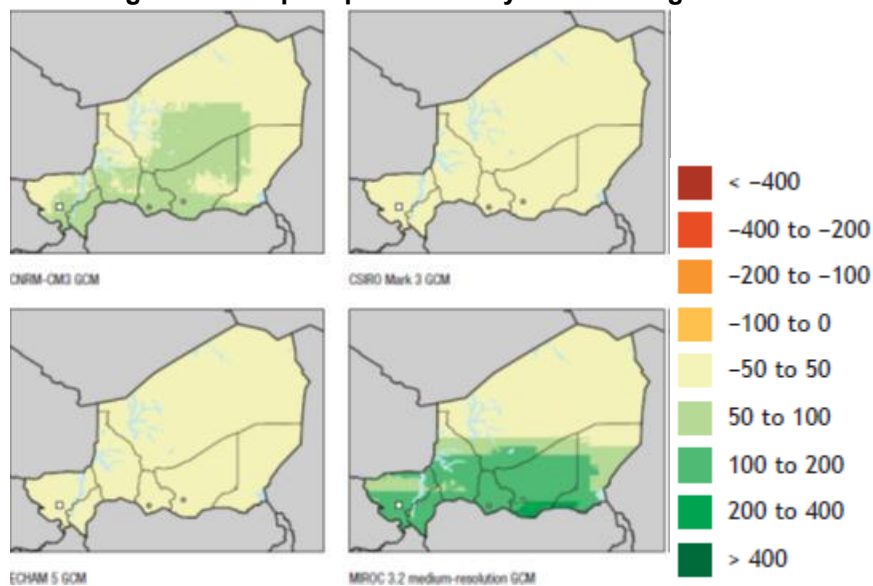
¹⁴⁸ SAP/GC, 2005.

¹⁴⁹ IFPRI, 2013.

¹⁵⁰ Les quatre modèles utilisés sont: (1) le CSIRO Mark 3, un modèle climatique développé à l'*Australia Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation*; (2) le ECHAM 5, un modèle climatique de

79. **Précipitations:** les modèles testés par l'IFPRI montrent un maintien de la tendance anticipée à 2035: un changement nul ou positif (de 100 à 200 mm en plus par an) des précipitations pour la partie méridionale du Niger et une pluviométrie généralement inchangée dans la plupart de la zone désertique. Selon le CCAFS, alors que les modèles CSIRO et ECHAM ne prédisent pas ou peu de changement concernant les précipitations au Niger, les modèles CNRM et MIROC envisagent une augmentation des précipitations de 50 à 100 mm et de 100 à 200 mm respectivement.

Illustration 17: Changement des précipitations moyennes au Niger selon l'IFPRI, 2000-2050



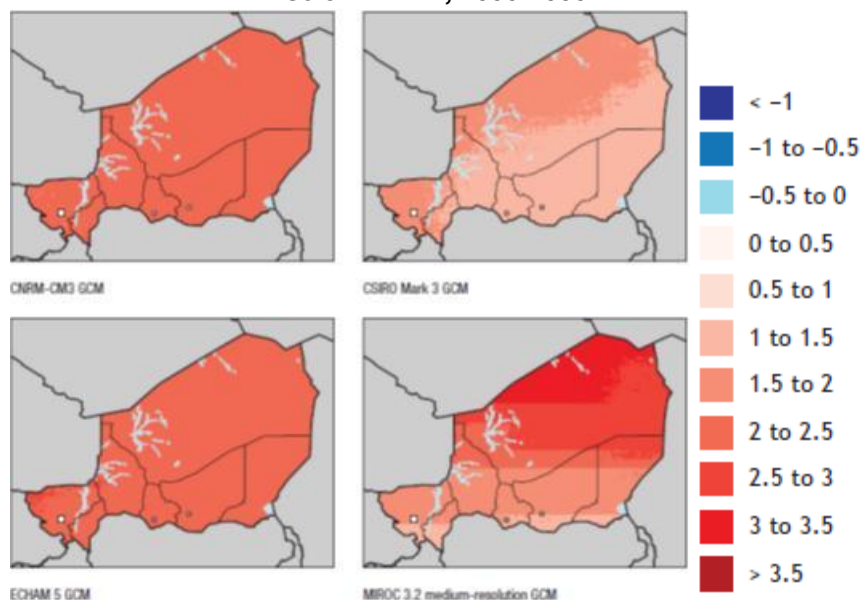
80. **Températures** journalières maximales et minimales¹⁵²: les modèles prévoient une augmentation de température annuelle moyenne de l'ordre de +2°C.

cinquième génération développé au *Max Planck Institute for Meteorology* d'Hambourg; (3) le CNRM-CM3, le modèle 3 du *National Meteorological Research Center*, et le (4) MIROC, le modèle pour la recherche interdisciplinaire sur le climat, développé à l'Université de Tokyo dans le *Center for Climate System Research*. Le scénario de base utilisé pour les simulations est l'A1B, un scénario d'émissions de gaz à effet de serre qui suppose une croissance économique rapide, une population qui culmine au milieu du siècle et le développement de technologies nouvelles et efficaces, avec une utilisation équilibrée des sources d'énergie (IFPRI, 2013).

¹⁵¹ Elaborations faites par l'IFPRI sur Jones, Thornton, and Heinke (2009).

¹⁵² Mesurées dans la période la plus chaude de l'année (mois avril-mai).

Illustration 18: Changements des températures maximales journalières moyennes au Niger selon l'IFPRI, 2000-2050



Source: IFPRI 2013¹⁵³

81. Avec ces projections, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable du Niger attend des effets inévitablement négatifs sur l'agriculture nigérienne à travers la dégradation des ressources naturelles (parcelles, pâturages, bassins d'eau, forêts). Cela accroîtra la difficulté pour les populations de satisfaire leurs besoins alimentaires¹⁵⁴. Cette situation ne pourra être évitée qu'au travers du développement de nouvelles techniques de production agro-forestière adaptées à des scénarios climatiques qui prévoient des températures supérieures et des sécheresses¹⁵⁵.

82. **Effets sur la production.** L'IFPRI (2013) estime qu'en 2050 la plupart des productions de céréales du Niger connaîtront des baisses de rendement de 5 à 25% et une rétractation des zones favorables à leur culture.

83. **Programme Africain d'Adaptation:** les scénarios secs et humides testés par le PAA¹⁵⁶ avec le modèle SARRAH V3.2 montrent une hausse des rendements du mil (variété Haini Kirey) sur sols sableux fertiles par rapport à 1981-2010 mais en baisse à l'horizon 2050, ainsi qu'une baisse générale pour les sols sableux pauvres dans la majorité des localités¹⁵⁷, plus marquée en scénario sec. Les simulations du PAA ont également montré qu'un meilleur niveau de fertilité des sols permet d'atténuer les fortes variations des rendements même en scénario sec. On anticipe une baisse moyenne des rendements variant de -17 % à -18 % à Gaya et -1 % à -17 % à Konni respectivement pour le scénario humide et le scénario sec. Tahoua et Tillabéry connaîtront aussi des baisses moyennes de rendements respectivement de -2 % à -13 % en scénario sec uniquement. Globalement à l'échelle nationale, on obtient une variation moyenne de seulement +30 % pour le scénario humide et +21 % pour le scénario sec¹⁵⁸.

¹⁵³ Elaborations faites par l'IFPRI sur Jones, Thornton, and Heinke (2009).

¹⁵⁴ CNEDD/FEM/PNUD, 2006.

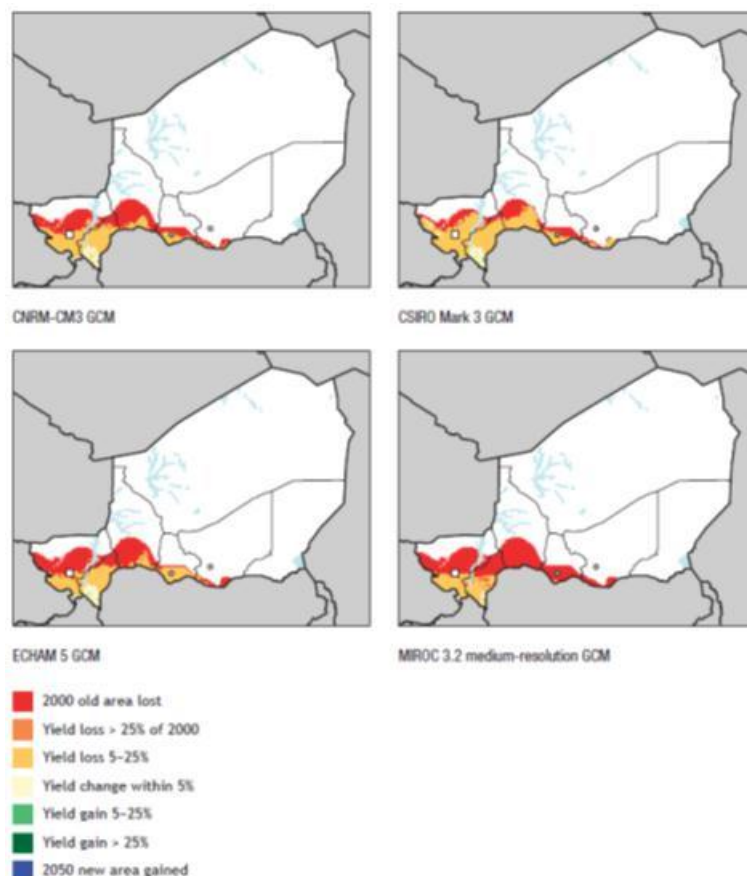
¹⁵⁵ IFPRI, 2013.

¹⁵⁶ Les paramètres de simulation sont: le type de culture, le type de variété, le type de sols, le niveau de fertilité et le scénario climatique (sec ou humide). Les scénarii climatiques (sec et humide) ont été fournis par l'équipe climat qui a fait les simulations pour les différentes stations synoptiques par région (Gaya, Konni, Mainé Soroa, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéry et Zinder).

¹⁵⁷ PAA/CNEDD, 2011.

¹⁵⁸ PAA/CNEDD, 2011.

Illustration19: Evolution des rendements du sorgho pluvial avec le changement climatique selon le CCAFS, écart 2000-2050

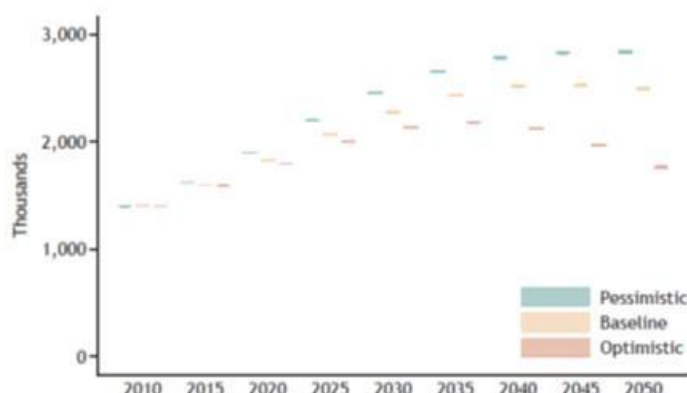


Source: IFPRI 2013

84. **Impact.** L'ensemble des projections estiment que la production sera insuffisante pour satisfaire les besoins d'une population nigérienne en très forte augmentation. Ceci déboucherait donc sur une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aggravée.

85. Le modèle IMPACT testé par le CCAFS prévoit un déficit croissant de mil après 2020 pour tous les scénarios climatiques et ce malgré une hypothèse de la production de 250% sous l'effet conjugué de l'extension des surfaces cultivées et de l'augmentation des rendements, principalement du fait de la croissance démographique. De La même observation est notée pour le sorgho. Sur cette base, le nombre d'enfants malnutris de moins de cinq ans augmente pour tous les scénarios jusqu'en 2035 et pour certains d'entre eux jusqu'en 2050. Cependant, la proportion d'enfants malnutris de moins de cinq ans par rapport à l'ensemble de la population de moins de cinq ans devrait diminuer avec ces hypothèses d'extension des terres cultivées et de croissance des rendements.

Illustration 20: Nombre d'enfants de moins de cinq ans malnutris selon les scénarios de revenu et de changement climatique, 2010–50



Source: IFPRI, 2013

C. Politiques, stratégies et plans d'action nationaux en matière d'environnement et de climat

Politiques, stratégies et plans d'action

86. Les politiques et stratégies nationales en matière d'environnement trouvent leur fondement dans les conventions post-Rio de Janeiro (Convention - cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Convention - cadre des Nations Unies sur la diversité biologique et Convention Internationale sur la lutte contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification particulièrement en Afrique) et divers traités internationaux signés et ratifiés par le Niger comme la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau dite "Convention Ramsar" ratifiée par le Niger le 30 août 1987.

87. La politique environnementale du Niger est régie par le Plan national de l'environnement pour un développement durable (PNEDD), adopté par le gouvernement en 2000 et qui constitue l'Agenda 21 du Niger. Il vise à (i) mettre en place des conditions favorables à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au développement économique des populations en assurant une gestion plus rationnelle des ressources naturelles dans le cadre de la lutte contre la désertification; (ii) intégrer les préoccupations environnementales dans la définition des politiques, programmes et projets; (iii) favoriser l'implication, la responsabilisation et la participation des populations dans la gestion des ressources et de leur espace vital. Le PNEDD se décline en 6 programmes prioritaires, dont entre autres, le Programme d'action national de lutte contre la désertification et de gestion des ressources naturelles (PAN/LCD/GRN), le Programme « changements et variabilité climatiques », le Programme de « gestion de la Diversité Biologique » et le Programme « eau et développement durable ».

88. En matière de changement et variabilité climatiques, le gouvernement a élaboré une Stratégie nationale et son Plan d'actions (SNPA/CVC), adoptés en 2003. **La stratégie et le plan d'action identifient l'eau, l'agriculture, l'élevage et la foresterie parmi les secteurs socio-économiques les plus vulnérables au changement climatique** et proposent une série de mesures et actions à entreprendre pour promouvoir l'adaptation et améliorer la résilience dans ces secteurs.

89. Le Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA), adopté en 2006 inclut un ensemble d'activités prioritaires à entreprendre pour faire face aux besoins et préoccupations urgents et immédiats aux fins de l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. Ces activités sont en ligne avec les dispositions des conventions post-Rio que le Niger a ratifié et touchent les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de la sécurité alimentaire,

de la gestion des ressources en eau et de la santé. Le projet « PANA-Résilience », financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), met en œuvre un ensemble d'activités basées sur le PANA visant à accroître la résilience des secteurs agricoles et de l'eau. Le Niger a également développé en 2007 la Stratégie Nationale de renforcement des capacités pour gérer l'environnement mondial et national

90. Par ailleurs, une Politique nationale en matière de changements climatiques (PNCC) vient d'être validée et doit prochainement faire l'objet d'un décret d'adoption. Elle définit des objectifs tant en matière d'adaptation que d'atténuation et décrit 7 axes d'orientation en lien avec ces objectifs; les activités proposées dans le cadre du ProDAF s'inscrivent en particulier dans l'axe 2 (« Renforcement et développement des capacités d'adaptation des populations et de la résilience des systèmes écologiques, économiques et sociaux aux changements climatiques »), l'axe 4 (« Intégration de la problématique des changements climatiques dans les outils nationaux, régionaux et locaux de planification ») et l'axe 5 (« Renforcement des capacités des acteurs »).

91. Enfin, le Plan d'action pour la gestion des risques agricoles au Niger (PAGRA) 2014-2023, actuellement en cours de finalisation, est une déclinaison opérationnelle de l'I3N notamment la dimension « stabilité » de la sécurité alimentaire. La première composante, axée sur la résilience des systèmes de production agricoles, prône: i) l'utilisation d'espèces et de variétés à haut rendement et tolérantes à la sécheresse; ii) la mise en œuvre de techniques de conservation des eaux et du sol et de défense et restauration des sols (CES/DRS); iii) le recours accru à l'irrigation avec maîtrise partielle ou totale de l'eau; iv) la prévention des épizooties, l'aménagement et la gestion durable des terres pastorales ainsi que le développement des cultures fourragères.

92. Au regard de ses objectifs et de sa finalité, le ProDAF s'intègre parfaitement et s'aligne sur toutes ces politiques, ces stratégies et ces plans d'action définies et mis en œuvre par le gouvernement du Niger.

Cadre juridique national

93. Le cadre législatif et réglementaire sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles est régi par un ensemble de textes dont les principaux sont:

94. Cadre législatif: i) la Constitution du 25 novembre 2010; ii) l'ordonnance n°93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du Code Rural; iii) la loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'environnement; iv) l'ordonnance n°97-001 du 10 janvier 1997 portant institutionnalisation des études d'impacts sur l'environnement; v) la loi n°98-07 du 29 avril 1998 fixant le régime de la chasse et de la protection de la faune sauvage; vi) la loi n° 98-042 du 07 décembre 1998, portant Régime de la Pêche; vii) la loi n°98-56 du 29 décembre 1998 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement; viii) l'ordonnance n°2010-09 du 1 avril 2010 portant Code de l'eau; ix) la loi n°2004-040 du 8 juin 2004 portant régime forestier au Niger; x) la loi n° 2001-32 du 31 décembre 2001, portant orientation de la Politique d'Aménagement du Territoire;

95. Cadre réglementaire: i) le Décret N° 97-368/PRN/MHE du 2 octobre 1997 déterminant les modalités d'application de l'Ordonnance n° 93-014 du 2 mars 1993 portant Régime de l'Eau; ii) le Décret N°97-006/PRN/MAG/E du 10 janvier 1997 portant réglementation de la mise en valeur des ressources naturelles rurales; iii) Décret N°2000-397/PRN/ME/LCD du 20 octobre 2000 portant sur la procédure administrative d'évaluation et d'examen des impacts sur l'Environnement; iv) Décret N°2000-398/PRN/ME/LCD du 20 octobre 2000 déterminant la liste des activités, travaux et documents de planification assujettis aux études d'impacts sur l'Environnement; v) Arrêté N°00001/ME/SU/DD/SG/BEEI/DL du 19 août 2013, portant organisation et attribution du Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEI).

96. Le **Code Rural** constitue le principal cadre légal de référence en matière de gestion des ressources naturelles; il définit les règles d'accès aux ressources naturelles par les moyens de droit

(droit d'usage, droit d'accès, de prélèvement, de gestion, droits de contrôle) et leur origine (hérités, acquis par défrichement, par emprunt, par achat, par affectation familiale, coutumière ou par l'État "concession"). Les instruments de sa mise en œuvre sont les **commissions foncières** départementales (COFODEP), communales (COFOCOM) et de base (COFOB) ayant pour mission principale la sécurisation foncière et la prévention des conflits.

97. Le **Code de l'Eau** définit le cadre pour la gestion, la planification et le financement de l'eau, le droit de propriété et d'usage ainsi que son cadre institutionnel. Il inclut les dispositions relatives à l'établissement et au fonctionnement d'**Associations des Usagers de l'Eau** (AUE). Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Eau, le Niger a élaboré un Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) qui définit le cadre national de gestion appropriée des ressources en eau.

98. Les COFO et les AUE sont des parties prenantes clairement identifiées pour la mise en œuvre du ProDAF et la pérennisation de ses résultats.

D. Impacts socio-environnementaux du ProDAF et mesures de remédiation

99. Cette partie explicite en quoi les actions du projet peuvent modifier la situation socio-environnementale de la zone d'intervention.

Impacts socio-environnementaux négatifs potentiels

100. **Les ressources hydriques.** Une baisse du niveau des nappes phréatiques est constatée depuis plusieurs années au Niger avec un rechargement plus limité, notamment dans la région de Maradi. Parmi les causes possibles de cette diminution, on peut citer les récents déficits pluviométriques observés au Niger couplés avec la dégradation des sols (ensablement, etc.) et l'aménagement en amont de cours d'eau au Nigéria voisin réduisant l'alimentation des principaux goulbis. L'effet de la petite irrigation, à travers l'intensification du pompage des eaux de surface et des nappes alluviales (aménagements de périmètres avec des motopompes) doit être pris en considération dans l'évaluation prospective des disponibilités en eau futures (équation taux de prélèvement/taux de recharge). Le développement de l'usage d'intrants et de produits phytosanitaires dans les zones aménagées pour l'irrigation peut avoir un effet délétère sur la qualité des eaux. Enfin, le développement de la RNA va améliorer la rétention d'eau sur la parcelle et réduire les ruissellements en aval des eaux de surface.

101. **Le couvert végétal.** La mise en place de nouvelles pistes fera disparaître des surfaces forestières ou agricoles sur le linéaire des pistes et de leurs bas-côtés. La mise en valeur de terres pour l'irrigation peut conduire d'une part à un déboisement/débroussaillage et d'autre part à la surexploitation du bois pour la construction de haies mortes installées autour des parcelles. Les activités de fixation des dunes pourront avoir un impact significatif sur les formations arbustives de la zone si les clayonnages sont réalisés avec des matériaux locaux. La diminution du couvert végétal peut provoquer une moindre diversité de l'habitat, une augmentation du taux d'érosion hydrique et éolien, l'épuisement des sols, une surcharge sur les parcours pastoraux et une régression des ressources phyto-génétiques. Enfin la recapitalisation en petits ruminants rétablira également une forte pression animale sur les ressources fourragères.

102. **Les sols.** Dans le cadre des interventions liés à la petite irrigation, les sols peuvent être touchés de la façon suivante: (i) l'érosion hydrique ou éolienne avec perte de la couche superficielle la plus fertile ainsi que l'ensablement des terres du fait du déboisement et de l'absence de couvert végétal à proximité des parcelles irriguées; (ii) la salinisation; (iii) la contamination par une mauvaise utilisation de pesticides; (iv) la perte de fertilité liée à l'intensification de la production dans un contexte de disparition de la jachère et de restitutions insuffisantes (apports de matière organique insuffisants).

103. **Les écosystèmes.** L'utilisation de l'eau des mares pour l'irrigation ou dans les systèmes de décrue peut avoir un impact sur la faune et la flore de celles-ci en modifiant l'écosystème, provoquant une réduction des espèces présentes dans les mares et à proximité, ainsi que des phénomènes d'ensablement des mares et cours d'eau. Le ruissellement des intrants et produits phytosanitaires dans les mares et cours d'eau est également un risque lié à l'intensification ou au développement maraîcher à proximité des points d'eau. Le prélèvement de blocs pour la construction des ouvrages de lutte contre le ruissellement dans les bassins versants affectera le paysage ou la biodiversité attachés aux gisements de moellons

104. **Emissions de gaz à effet de serre.** L'aménagement de surfaces irriguées et plus particulièrement l'appui du ProDAF à l'équipement en motopompes thermiques va entraîner une émission de gaz à effet de serre supplémentaire et régulière via le carburant nécessaire pour réaliser les pompages. De plus, la facilitation du trafic routier via la construction des pistes rurales pourrait augmenter de manière significative les émissions carbone.

105. **La santé humaine.** La mauvaise utilisation (équipements de protection, quantités apportées, etc.) des produits phytosanitaires et de fertilisants qui seront distribués dans le cadre du programme peut provoquer de sérieux effets négatifs sur la santé des utilisateurs. Par ailleurs, la présence de zones à eau stagnante sur les parcelles ou à proximité peut être la source de maladies (paludisme, bilharziose, dysenterie, etc.). Bien que le risque soit limité pour la petite irrigation privée, les retenues des seuils ou des mini-barrages fournissent un habitat propice à ces vecteurs.

106. **La propriété foncière.** La construction d'infrastructures, particulièrement les sites de collecte et les pistes rurales, peut empiéter sur la propriété foncière de certains ménages. Ce risque sera néanmoins atténué par des mesures de compensation en accord avec la législation nationale en la matière et conformément au principe du consentement libre, préalable et informé de l'ensemble des parties prenantes. Les aménagements hydro agricoles (zones irriguées, retenues diverses) peuvent générer des conflits fonciers dans la mesure où ils vont donner du jour au lendemain une très forte valeur à des surfaces. Ces investissements nécessiteront donc une clarification préalable des statuts fonciers afin d'éviter les conflits ou les rentes de situation. L'appui des COFO sera donc indispensable afin de clarifier ces questions dès les phases d'identification des sites aménagés..

107. **Les conflits avec l'élevage.** L'aménagement de surfaces irriguées pose la question des rapports avec l'élevage sur les aspects d'accès à l'eau (cas des mares notamment), de la disponibilité fourragère et de la protection des cultures. Les modalités d'accès à l'eau des animaux doivent être clarifiées lors du choix des sites pour éviter les conflits d'usages et les impacts de divagation animale sur les zones de culture irriguée.

108. **L'accès aux ressources** en eau et aux surfaces aménagées par le projet ne pourra être garanti pour l'ensemble des habitants des zones cibles. La priorisation des actions ou l'usage des investissements du projet pour les ménages les plus vulnérables devra donc être expliquée clairement afin d'éviter de générer des tensions sociales dans les zones d'intervention.

Tableau 4: Matrice des impacts socio-environnementaux négatifs et des mesures de remédiation

Activité du ProDAF	Impacts négatifs potentiels	Remédiation	Risque socio-environnemental
Traitement anti-érosif des bassins versants	1. Dégradation paysagère des sites de prélèvement des pierres	1. Pas de remédiation directe apportée par le projet	Faible
RNA	1. Baisse des écoulements dans le système hydrographique de surface en aval	1. La baisse des ruissellements de surface aura également des effets positifs en terme de lutte contre l'érosion et de maintien de la fertilité des parcelles 2. Cette effet sera compensé par le gain économique, social et environnemental procuré par la RNA sur les parcelles gérées	Faible
Seuils d'épandage et mini-barrages	1. Débroussaillage ou perte de zones boisées par submersion	1. Ces activités doivent générer en aval une productivité accrue de biomasse et les zones aménagées n'amplifient pas la dynamique érosive et ne concerneront pas des zones à forte biodiversité	Faible
	2. Hausse différentielle de la charge pastorale	2. Le ProDAF prévoit une amélioration des parcours pastoraux	Faible
	3. Conflit foncier ex ante ou ex post	3. Le ProDAF travaillera ex ante avec les COFO et n'interviendra que dans des zones où le statut foncier est clarifié et l'usage consensuel suivant principe du consentement libre, préalable et informé de l'ensemble des parties prenantes.	Modéré
	4. Conflit sur l'usage de l'eau entre agriculture et élevage	4. Le ProDAF travaillera ex ante avec les parties prenantes, les services techniques et les COFO pour établir des règles d'accès et d'usage consensuelles pour chaque aménagement	Fort
	5. Compétition conflictuelle pour l'accès aux zones aménagées	5. Le ProDAF sensibilisera les populations aux objectifs du programme et explicitera les critères et les modalités de sélection qui seront transparentes	Modéré
	6. Création d'habitats pour des vecteurs de maladies	6. Pas de solution directe à portée du projet.	Modéré
Petite irrigation (périmètre hydro agricole ou via eaux de surfaces à proximité des mares)	1. Déboisement des terres pour aménagement hydro-agricole et puis érosion	1. Les bénéficiaires des périmètres bénéficieront de formations sur la lutte contre l'érosion dans le cadre des champs écoles maraichers.	Faible
	2. Abaissement de la nappe	2. Le ProDAF appuie la diffusion de modèles d'irrigation efficaces (système californien). Les AUE seront formées à la gestion économe des eaux. Un suivi piézométrique et une estimation du prélèvement seront effectués et intégré au système de suivi environnemental du ProDAF	Modéré
	3. Rejet de gaz à effet de serre par les motopompes	3. Le ProDAF appuie la diffusion de modèles d'irrigation efficaces (volumes à pomper réduits).	Faible
	4. Ensablement ou pollution des mares	4. Les actions entreprises autour des mares couplent des modèles durables de maraichages couplés à des actions de restauration des berges. Des mesures de l'ensablement et d'analyse physico-chimique des nappes seront effectuées.	Modéré
		5. Le ProDAF sensibilisera les populations aux objectifs du programme et	

	5. Compétition conflictuelle pour l'accès aux zones aménagées 6. Insécurité foncière des zones aménagées	6. explicitera les critères et les modalités de sélection qui seront transparentes Le ProDAF travaillera ex ante avec le Code Rural et n'interviendra que dans des zones où le statut foncier est clarifié et l'usage consensuel et conforme au principe du consentement libre, préalable et informé de l'ensemble des parties prenantes.	Modéré Modéré
Fixation des dunes	1. Débroussaillage de zones pour fournir le matériau pour les clayons	1. La disponibilité de matériaux exploitables de manière durable sera un des critères de choix des sites. Les bénéficiaires seront sensibilisés aux modalités de gestion durable de gestion des gisements de branchage. Les alternatives économiquement soutenables (filets, éverites) seront examinées lors de l'identification des zones à traiter.	Fort
Recapitalisation en petits ruminants	1. Augmentation de la pression sur les ressources fourragères et agricoles 2. Compétition conflictuelle pour l'accès aux zones aménagées	2. Les activités du ProDAF prévoient l'amélioration d'aires de pâture et le réhabilitation de terre pour la production de paille. Le ProDAF étendra l'usage du S. cordifolia en incorporation dans les mix de fourrage sec 3. Le ProDAF sensibilisera les populations aux objectifs du programme et explicitera les critères et les modalités de sélection qui seront transparentes en dupliquant les expériences réussies du PASADEM.	Modéré Modéré
Construction de pistes rurales	1. Défrichement et perte de terres agricoles 2. Préemption sur les zones d'installation des nouvelles pistes	1. A l'échelle macro le ProDAF va augmenter la productivité des terres agricoles 2. Ce risque est très important, il doit être rigoureusement analysé avant la mise en œuvre de tout investissement sur ce volet. Le projet se conformera aux dispositions compensatoires en vigueur au Niger comme mesure d'atténuation et en suivant les principes du consentement libre, préalable et informé de l'ensemble des parties prenantes.	Modéré Fort
Distribution d'intrants agricoles dans les CEP pour le maraichage et les cultures pluviales.	1. Pollution des eaux et terres par les pesticides et fertilisants	1. Les formations des champs-écoles paysans axées sur l'usage raisonné des intrants dans une logique environnementale et sanitaire comme économique 2. L'enrichissement des sols en matières organique améliorera la rétention en eau à l parcelle ainsi que des intrants solubles.	Modéré
Coordination du programme	1. Emission de gaz à effet de serre pour les déplacements des équipes du ProDAF	1. Des activités du ProDAF vont séquestrer du carbone (RNA, récupération de terre) et réduiront l'impact net ¹⁵⁹	Faible

¹⁵⁹ Le projet ne faisant pas l'objet d'un bilan carbone on ne peut estimer si l'ensemble des activités émettrices de gaz à effet de serre du ProDAF sera contrebalancé par les activités fixatrices de carbone.

109. Les activités qui seront réalisées dans le cadre du ProDAF auront un impact social et environnemental majoritairement modéré. Les sites spécifiques des sous-projets et des activités ne sont pas encore identifiés, mais concernent des surfaces réduites. Les activités sont des mises à l'échelle d'actions menées par le PASADEM et le PPI Ruwanmu dont les conséquences socio-environnementales négatives ont été évaluées minimales et très localisées. De plus, l'apport du projet ASAP dans le ProDAF a procuré des bénéfices environnementaux globaux supplémentaires (stockage de carbone, lutte accrue contre l'érosion) qui seront encore améliorés par la potentielle contribution du FEM.

110. Le ProDAF peut donc être classé en **catégorie environnementale B**.

111. Le ProDAF va développer un système de suivi environnemental cartographique¹⁶⁰ pour l'ensemble de ses activités. Cette cellule SIG effectuera un monitoring environnemental des ressources naturelles (hydriques, pédologiques, végétales et fauniques) via ses partenariats avec les STD, les opérateurs, les Universités.. L'évaluation des impacts environnementaux s'appuiera à la fois sur un travail de terrain et le traitement d'images satellitaires afin de comparer les zones d'intervention avec des zones témoins. Le Centre National de Suivi Environnemental et Ecologique pourrait également effectuer certains aspects plus techniques de ce suivi. Enfin, conformément à la législation en vigueur au Niger le programme réalisera son cadre de gestion environnementale et sociale en liaison avec le Bureau d'études environnementales et des évaluations d'impacts. Ce cadre précisera les activités qui feront l'objet d'études environnementales approfondies ou simplifiées, et qui pourraient le cas échéant nécessiter des mesures compensatoires complémentaires.

Impacts sociaux et environnementaux positifs potentiels

112. Les projets prédécesseurs du ProDAF, comme le PUSADER, le PASADEM, le PPI RUWANMU, le PPILDA ont généré des bénéfices socio-environnementaux importants¹⁶¹.. Le ProDAF, qui mettra en œuvre les mêmes activités que ses prédécesseurs mais à plus grande échelle, devrait produire des effets/impacts socio environnementaux au moins équivalents et donc majoritairement positifs. Les mesures CES/DRS et les actions de promotion de la RNA vont permettre de **lutter contre l'érosion hydrique/éolienne et améliorer la capacité de rétention d'eau des sols**, ce qui réduira la dégradation des terres in situ et en aval des zones aménagées, réduira les apports en terme de sédiments, réduira la perte de la matière nutritive des sols et la sauvegarde des mares de grand intérêt biologique. Les mesures agroforestières permettent d'augmenter la production agricole¹⁶² grâce à (i) la diminution du nombre de semis nécessaire, (ii) la décomposition de la fane et des racines, (iii) la remontée des nutriments à la surface, (iv) la création d'un microclimat favorable servant de tampon aux chocs climatiques, (v) les relations symbiotiques fertilisantes des espèces légumineuses, etc. Les PFNL issus de la RNA représentent (i) des revenus complémentaires¹⁶³ et diversifiés, (ii) une valeur nutritive importante pour les ménages et le bétail, (iii) la base de la pharmacopée traditionnelle. Vu la crise énergétique du pays¹⁶⁴, la RNA apparaît comme un moyen pertinent d'assurer une autonomie à travers le bois-énergie et éviter la déforestation autour des centres urbains.

113. Les mesures CES/DRS permettent la conservation du patrimoine rural productif ainsi que la restauration de terres devenues impropres aux cultures et au pâturage. Elles permettent d'augmenter la résilience des ménages aux chocs climatiques (variabilité de la pluviométrie, diminution de la

¹⁶⁰ Cf. Appendice 6.2: Système d'Information Géographique

¹⁶¹ Cf. Rapport d'achèvement du PPILDA (2013) et du PUSADER (2014)

¹⁶² Une augmentation nette de 30 à 220 kg/ha selon l'âge de la RNA (PPILDA, 2012)

¹⁶³ Jusqu'à 70 000 CFA par ménage (PPILDA, 2012)

¹⁶⁴ Le potentiel de production ligneuse annuel est estimé à 1,5 millions de tonnes, tandis que la demande est estimée à plus de 2 millions de tonnes (PREDA, 2004). Le bois constitue 94% de la consommation énergétique totale (Bilan énergétique Niger, 2000)

perméabilité des sols, érosion des terres, etc.) et aux chocs économiques (diversité des revenus, disponibilité en période de soudure, etc.)

114. Les activités d'extension de l'agroforesterie à grande échelle et de restauration des terres auront un impact positif en terme de **stockage de carbone et de biodiversité des agrosystèmes** (enrichissement quantitatif en arbres et en opportunité d'habitat pour la faune et flore usuelle).

115. Les activités promues par le ProDAF vont amener localement une **remontée de la nappe** ce qui est profitable à de nombreux végétaux.

116. Le ProDAF, lors de sa mise en œuvre, générera **des retombées économiques et créera de l'emploi** au niveau de:

- (a) Plus de 200 000 producteurs agricoles et des agro-éleveurs qui seront les cibles prioritaires des investissements du programme dans les domaines agro-sylvo-pastoraux et sur le renforcement de leurs capacités;
- (b) Des ménages ruraux pauvres et vulnérables qui bénéficieront prioritairement des opérations de « *cash for assets* » à travers la réalisation des travaux communautaires à haute intensité de main d'œuvre (HIMO);
- (c) Des femmes et des jeunes à travers l'intégration de la Stratégie de Développement Equitable et Autonomisation des Femmes et des Jeunes (SDA/FJ): (i) la fixation de quotas minimaux de participation des femmes et des jeunes dans toutes les activités du programme - 30% de femmes et 30% de jeunes (hommes et femmes, (ii) l'identification d'activités spécifiques pour les femmes et les jeunes et (iii) développement d'activités de gestion des ressources naturelles au bénéfice des femmes (revenus et réduction du temps de ramassage et cueillette);
- (d) De la société civile rurale organisée qui participera activement à la conception et à la mise en œuvre de toutes les activités.

Appendice 13: Contenu du Project Life File

[West and Central Africa \(WCA\)](#) > [Niger](#) > [Operations](#) > [ProDAF](#)

1/ Document de Conception du Projet (DCP)

Document de Conception du Programme (DCP) – Rapport principal et Appendices

2/ Documents de Travail

Document de travail 1	Activités liées à l'environnement et adaptation aux changements climatiques
Document de travail 2	Amélioration des productions animales
Document de travail 3	Amélioration des productions végétales
Document de travail 4a	Infrastructures rurales et petit irrigation – Infrastructures de production
Document de travail 4b	Infrastructures rurales et petite-irrigation – Infrastructures de commercialisation
Document de travail 5	Société civile rurale organisée
Document de travail 6	Mécanisme de financement et modalité de mise en œuvre
Document de travail 7	Intégration régionale des échanges

3/ Rapports de mission

Aide-mémoire – Première mission de conception 2 – 27 juin 2014

Aide-mémoire – Deuxième mission de conception 15 septembre – 3 octobre 2014

4/ Minutes CPMT

Minutes CPMT in house: présentation des TdR de la mission de conception du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAF/TMZ) du 2 au 27 juin 2014, 19 mai 2014

Minutes Comité Technique de Formulation, Niger: Réunion de prise de contact entre les membres du Comité 4 avril 2014

Minutes Comité Technique de Formulation, Niger: Atelier de lancement du processus de formulation du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder, 4 juin 2014

Minutes CPMT in house: présentation de la première version du DCP (rapport principal et appendices) et des Documents de Travail (DT) du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Réunion pré-QE, 31 juillet 2014

Minutes Comité Technique de Formulation, Niger: Commentaire et recommandations sur la première version du DCP et annexes, 21 août 2014

Minutes CPMT in house présentation de la deuxième version du DCP (Rapport principal et appendices) -) et des Documents de Travail (DT) du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Réunion pré-QA, 11 décembre 2014

5/ Documents de l'OSC

OSC Issues Paper: Niger: RB-COSOP, 13 septembre 2012

OSC Issues Paper: Programme Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAFTMZ) - Activités d'adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique et le financement ASAP" Concept Note, 7 novembre 2013

OSC Minutes: Niger: RB-COSOP, 13 septembre 2012

OSC Minutes: Programme Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAFTMZ) - Activités d'adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique et le financement ASAP" Concept Note, 23 décembre 2013

6/ Documents de QE

QE Memo: Niger - Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF), 28 août 2014

QE Panel report: Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, 12 septembre 2014

QA Assessment to inform QE Meeting – 7 Septembre 2014

7/ Documents de QA

Compliance Note – 18 décembre 2014

8/ Correspondance

Fax au ministère du Plan communication d'approbation du COSOP par le CdA, 18 décembre 2012

Lettre Ministère de l'Agriculture Niger – Requête pour la formulation du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAAF/TMZ), 4 mars 2014

Lettre Ministère du Plan Niger - Requête pour la formulation du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAAF/TMZ), 18 avril 2014

Fax au Ministère de l'Agriculture, Ministère du Plan et à le Haut-commissariat à l'Initiative 3N annonçant la mission de conception du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF), 20 mai 2014 (mission du 2 au 27 juin 2014) et 15 juillet 2014 (mission du 30 juillet au 20 aout ASAP)

Fax au Ministère de l'Agriculture, Ministère du Plan et à le Haut-commissariat à l'Initiative 3N annonçant la deuxième mission de conception du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF), 8 septembre 2014 (mission du 15 septembre au 3 octobre 2014)

9/ Mémorandum

Memo de planification du design du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAAF/TMZ), 6 mars 2014

Termes de Référence de la mission de conception (2 – 27 juin 2014) du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les Régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAF-TMZ), 23 avril 2014

Termes de Référence de la deuxième mission de conception (15 septembre – 7 octobre 2014) du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, 1^{er} août 2014

10/ Notes complémentaires

République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 5 mars 2014. Arrête n. 029/MAG/SG/DEP portant création d'un Comité Technique chargé de la formulation du Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale dans les région de Maradi, Tahoua et Zinder

Appendice 13.1: Documents consultés par l'équipe de conception

Documents de base

FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)

FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation Ruwanmu - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, Mai 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, Février 2014. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) – Rapport de Supervision

FIDA, Avril 2014. République du Niger: Projet de Petite Irrigation Ruwanmu – Rapport de Supervision

Etudes FIDA au Niger

FIDA, Zaneidou D., 2014. Bordereaux Des Prix Unitaires Des Principaux Investissements Realises Par Les Projets Fida Au Niger (Rapport Principal, Volume I –Capitalisation- et Volume II -Actions Futures-)

FIDA, Hoton L., Hubert L., 2013. Etude sur les systèmes financiers décentralisés et la finance rurale: mécanismes inclusifs de financement alternatif en zone agropastorale des régions de Tahoua, Maradi et Zinder. Etude réalisée avec l'appui de la Coopération Italienne en collaboration avec le centre d'investissement de la FAO

FIDA, Carreras Rouma A., 2013. Elaboration De La Strategie «Developpement Equitable Et Autonomisation Des Femmes Et Des Jeunes» pour le Fida Au Niger Dans Les Regions De Tahoua, Maradi Et Zinder

FIDA, Dardel S., Populin M., 2013. Etude Sur Le Fonctionnement Des Marches Ruraux De Demi-Gros Et Les Flux De Commercialisation Des Produits Agro-Pastoraux Des Regions De Tahoua, Maradi Et Zinder. Etude réalisée avec l'appui de la Coopération Italienne

FIDA, Lassale T., 2013. Etude Sur Le Processus De Consultation Et Participation Des OP Au Sein De La Societé Civile Rurale Organisée Dans Les Regions De Tahoua, Maradi Et Zinder. Etude réalisée avec l'appui de la Coopération Italienne

FIDA, Mai 2013. Niger: Évaluation Environnementale et des Changements Climatiques. Pour la préparation du Programme d'Options Stratégiques pour le Pays 2013-2018 du FIDA – Rapport Principal

FIDA, Octobre 2013. Conception d'un Programme d'opérations cofinancées PAM-FIDA dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder: Rapport technique - Rapport principal et annexes

Politiques du FIDA

FIDA, septembre 2012. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

FIDA, Novembre 2006. Ciblage. Atteindre les ruraux pauvres

FIDA, mai 2011. La Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA: Renforcer la capacité d'adaptation des moyens d'existence par une utilisation durable des actifs naturels. IFAD EB 2011/102/R.9

FIDA. L'Amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière. Politique

FIDA, Décembre 2007. Innovation. Stratégie

FIDA, Août 2009. Finance Rurale. Politique

FIDA, Février 2012. Le secteur privé: Intensification de la collaboration du FIDA avec le secteur privé. Stratégie.

FIDA, Avril 2006. Politique du FIDA en Matière de prévention des crises et redressement. IFAD HQ. EB 2006/87/R.3/Rev.1.

Volet Agronomie

Agli, C., Coulibaly, O. & Adeoti, R., 2011. Adoption des technologies de l'utilisation des variétés améliorées et des extraits de plantes naturelles pour la protection de la culture du niébé au Bénin. Etudes Socio-Economiques. Document de Travail No. 01/2000-SE/BE. Cotonou: PRONAF-IITA

Banque Africaine de Développement (BAD), 2011. Niger: Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA) - Rapport d'évaluation

Davis, K. E., 2008. Extension in Sub-Saharan Africa : Overview an assessment of past and current models, and future prospects. Journal of International Agricultural and Extension Education, 15(3): 15-28

Davis, K. , Nkonya, E., Kato, E., Mekonnen, D.A., Odendo, M., Miro, R., Nkuba, J., 2011. Impact of Farmer Field Schools on Agricultural Productivity and Poverty in East Africa. World Development, 40: 402-413. Accepted 10 May 2011

Dilts, R., 2011. Scaling up the IPM Movement. LEISA Magazine, 17 : 18-21

Dugje, I.Y., Omoigui, L.O., Ekeleme, F., Kamara, A.Y., Ajeigbe, H., 2009. Production du niébé en Afrique de l'Ouest: Guide du paysan. IITA, Ibadan, Nigeria. 20 p

FAO, 2011. Rapport de la mission indépendante d'évaluation du projet IARBIC (GCP/NER/047/MUL). Office d'évaluation FAO, version finale, 71 p

FIDA, 2012. Note d'information du 6 février 2012. Contribution du PUSADER au programme d'urgence du Gouvernement contre l'insécurité alimentaire et pour la réinsertion des rapatriés de Lybie et de Côte d'Ivoire

FIDA, Mai 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation Ruwanmu - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport de Supervision

Friis-Hansen, E., 2005. Agricultural development among poor farmers in Soroti district, Uganda: Impact assessment of agricultural technology, farmer empowerment and changes in opportunity structures. Paper presented at Impact Assessment Workshop at CYMMYT, Mexico, 19-21 October, 2005. pp. 26

Global Agriculture and Food Security Programme – Niger (GAFSP), 2011. Présentation PMERSA Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ)

Gallagher, K., 2003. Fundamentals elements of a Farmer Field School. LEISA Magazine, 19(1): 5-6

Hakiza, J.J., Odogola, W., Mugisha, J., Semana, A.R., Nalukwago, J., Okoth, J. & Adipala, E., 2004. Challenges and prospects of disseminating technologies through farmer field schools: Lessons learnt based on experience from Uganda. Uganda Journal of Agricultural Sciences, 9: 163-175

Nabirye, J., Nampala, P., Ogenga-Latigo, M.W., Kyamanywa, S., Wilson, H. Odeke, V., Icedunad, C. & Adipalaa, E. , 2003. Farmer-participatory evaluation of cowpea integrated pest management (IPM) technologies in Eastern Uganda, Crop Protection, 22: 31–38

- Okoth, J., Braun, A., Delve, R., Khamaala, H., Khisa, G. & Thomas, J., 2006. The emergence of Farmer Field Schools Networks in Eastern Africa. Paper presented at the CAPRI "Research Workshop on Collective Action and Market Access for Smallholders" 2-5 October 2006, Cali, Colombia. IFPRI, Washington, 10 p
- PAC2, 2012. Note d'information du 7 février 2012
- PADIP, 2012. Evaluation du potentiel et des contraintes de la petite irrigation au Niger: renforcement des capacités d'élaboration d'un plaidoyer et de dialogue politique des organisations paysannes. Etude effectuée par Joanne Cochand, Ronald Jaubert
- PEDUNE, 1999. Rapport d'activités. PEDUNE-Bénin Campagne 1999–2000. IITA/SDA
- Pontius, J., Dilts, R. & Bartlett, A., 2002. Ten Years of IPM Training in Asia - From Farmer Field School to Community IPM. FAO, Bangkok. 106 pp
- Projet de Développement des Exportations des Produits Agro-Sylvo-Pastoraux du Niger (PRODEX), 2010. Plan d'action opérationnel de la filière niébé
- Projet Niébé pour l'Afrique (PRONAF-IITA), 2002. Farmer field school'. Rapport provisoire d'activités. Campagne 2001–2002. Cotonou, Benin: PRONAF, IITA
- République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 2012. Rapport d'évaluation préliminaire des récoltes 2012, et résultats de la campagne agricole 2012/2013, République du Niger, Ministère de l'agriculture. Direction des statistiques, 46 p
- République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 2013. Résultats définitifs de l'enquête sur les productions horticoles 2012/2013, République du Niger, Ministère de l'agriculture. Direction des statistiques, 26 p
- Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA), 2011. Note de présentation du PADS
- Simpson, B.M. and Owens, M., 2002. Farmer field schools and the future of agricultural extension in Africa: Sustainable development dimensions'. Rome: FAO: Sustainable Development Department
- Van den Berg, H. & Jiggins, J., 2007. Investing in Farmers-The Impacts of Farmer Field Schools in Relation to Integrated Pest Management. World development, 35 : 663-686
- Williams, J.L.H. & Bembridge, T.J., 1990. Training and Visit (T&V): A model for South Africa. South African Journal of Agricultural Extension, 19: 23-30
- Yorobe, J. M., Rejesus, R. M. & Hammig, M. D., 2011. Insecticide use impacts of Integrated Pest Management (IPM) Farmer Field Schools: Evidence from onion farmers in the Philippines. Agricultural Systems, 104 (7) : 580-587

Volet Analyse économique et financière

- FAO, Sutter P., Tinlot M.. Evaluation carbone du « Programme d'Action Communautaire-Résilience au Changement Climatique – PAC-RCC» au Niger. Application de l'outil EX-ACT, version 3. Ressources pour l'Élaboration des Politiques (EASYPol n. 124)
- FAO. Outil EX-ACT pour l'analyse bilan carbone des projets d'investissements. Etude de cas à Madagascar sur un projet d'irrigation et de gestion des bassins versants. EASYPol n. 263
- République du Niger, 2007. Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (2005-2007)

Volet Finance rurale inclusive

- Adama Faye et Al., 2014. Rapport provisoire de la Mission d'Etude des Mécanismes de Financement de l'i3N et des conditions de mise en place du Fonds d'Investissement à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN)
- FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)

FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2013. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport d'achèvement de projet, Rapport principal et annexes, 125 p

FIDA, Novembre 2013. République du Niger:Projet de Petite Irrigation Ruwanmu - Rapport de supervision

FIDA, 2013. République du Niger / PASADEM: Mécanismes de financement & F3I - Manuel de procédures

FIDA, Février 2014. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) – Rapport de Supervision

FIDA, Lassale Thierry, 2014. Rapport technique complémentaire des activités économiques des PDE, mission de supervision du Projet RUWAMU

PASADEM et ARSM, 2014. Convention de partenariat ARSM et PASADEM dans le cadre de la surveillance des services financiers décentralisés de la région de Maradi

SINERGI SA, 2014. Offre Technique de SINERGI à FIDA

Volet Genre et Ciblage

Banque Mondiale, Juin 2014. Propos d'hommes et de femmes au sujet des normes sociales au Niger. Rapport N. 83296-NE

CARE. Women's fight for land: Lessons learned from CARE Danmark's women and land initiative in Niger

Commission Foncière de Téra (COFODEP) / SNV-Niger / Professional Alliance For Development (PADET), Mounkaila Aichatou, Fatouma Soumana et Saleye Zakary, 2008. Recherche action femme et foncier dans le département de Téra

Commission Foncière de Téra (COFODEP) / SNV-Niger / Professional Alliance For Development (PADET), Mounkaila Aichatou, Fatouma Soumana et Saleye Zakary, 2008. Appréciation de la mise en application de certaines dispositions du Code Rural notamment: "Tous les nigériens ont une égale vocation à y accéder sans discrimination de sexe ou d'origine sociale" et "Les droits qui s'exercent sur les ressources naturelles bénéficient d'une égale protection, qu'ils résultent de la coutume ou du droit écrit

FIDA, Mai 2014. Rural Youth. Evaluation synthèses

International Institution for Environment and Development (IIED), Marthe Diarra et Marie Monimart, 2006. Femmes sans terre, femmes sans repères? Genre, foncier et décentralisation au Niger, Dossier n. 143

Institut National de la Statistique – Niger, Modieli Amadou Djibrilla, 2010. Genre et Pauvreté. Analyse de l'Enquete Nationale Budget/Consommation (ENBC_2007/2008)

Institut National de la Statistique - Niger, 2013. Présentation des résultats globaux définitifs du Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012

Institut National de la Statistique - Niger, Novembre 2013. Le Niger en Chiffres 2013

Institut National de la Statistique - Niger, 2010. Tahoua en chiffres

Institut National de la Statistique - Niger, 2011. Maradi en chiffres

Institut National de la Statistique - Niger, 2011. Zinder en chiffres

Institut National de la Statistique - Niger, 2013. Annuaire Statistique 2008-2012

Institut National de la Statistique – Niger, Décembre 2012. Enquête démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger EDSN-MICS-IV - Rapport Préliminaire

Institut National de la Statistique - Niger / Ministère de la Promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant / Unicef, 2009. Analyse de la situation de l'enfant et de la femme au Niger – 2008

PNUD, 2014. L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié. Rapport sur le développement humain 2013

République du Niger, Ministère de Justice, Janvier 2012. Rapport présenté par le Niger conformément à l'Article 9 de la concentration internationale sur l'Elimination de toutes formes de Discrimination Raciale

CIRAD-AFD, 2014. J-M Sourisseau, Agricultures Familiales et mondes à venir

Volet Gestion Fiduciaire

FIDA, 2011. Directives du FIDA relatives à l'audit des projets

FIDA. Manuel de décaissement des prêts pour les projets directement supervisés par le FIDA

FIDA, 2003, Manuel opérationnel de l'Administration des prêts et des Dons

FIDA, 2012. Note d'orientation de l'évaluation de la gestion financière au stade de conception

FIDA 2013. Quartely statistics report

Volet Gestion des Ressource Naturelles et Environnement

FIDA. Concept note, Programme Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua Maradi Zinder (PAFTMZ) - Activités d'adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique et le financement ASAP, 19 p

FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)

FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM)- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes, 48 p

FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes, 203 p

FIDA, 2013. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport d'achèvement de projet, Rapport principal et annexes, 125 p

FIDA, 2014. République du Niger: Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural, renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR RCI-PAC2) - Rapport d'achèvement de projet, Rapport principal et appendices, 133 p

FIDA. Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale, Document de travail, Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), 58 p

Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, 2012. Niger: Cadre stratégique, 69 p

Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, 2014. Niger: Plan d'action pour la gestion des risques agricoles au Niger (PAGRA) 2014-2023

IRG, 2006. Etude de la régénération naturelle assistée dans la région de Zinder

République du Niger, Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable/Secrétaire Exécutif, 1998. Plan national de l'environnement pour un développement durable

République du Niger, Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable/Secrétaire Exécutif, 1998. Stratégie Nationale et le Plan d'Action en matière Diversité Biologique (SNPA/DB)

République du Niger, Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable/Secrétaire Exécutif, 2000. Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification et de Gestion de Ressources naturelles (PAN/LCD-GRN)

République du Niger, Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable/Secrétaire Exécutif, 2006. Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques

République du Niger, Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, 2011. Programme National d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement PN-AEPA 2011-2015

République du Niger, Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, 2012. Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015

Volet Hydraulique et Infrastructures rurales

Agence Française de Développement (AFD), 2005. Etude de faisabilité du Projet d'aménagement et de gestion du Bassin versant de Badaguichiri - Rapport principal

Banque Africaine de Développement (BAD), 2011. Niger: Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA) - Rapport d'évaluation

BETIFOR, 2009. Schéma Directeur de la mise en valeur des ressources

Direction Régionale du Genie Rural Zinder (DRGR), 2012. Fiches techniques des mini barrages de Kassama et Toumba

Direction Générale du Génie Rural, 2013. Note de présentation des sites potentiels prioritaires pour la construction /réhabilitation des seuils d'épandage, barrages et aménagement de mares Programme 300 ouvrages

FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2013. Etude thématique sur les Bordereaux des Prix unitaires

FIDA, 2014. Etude thématique sur la Mise en œuvre de pistes rurales au Niger et plus particulièrement dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder

FIDA, Avril 2014. République du Niger: Projet de Petite Irrigation Ruwanmu – Rapport de Supervision

FIDA, Lassale Thierry, 2014. Rapport technique complémentaire des activités économiques des PDE, mission de supervision du Projet RUWAMU.

Group Huit, 2014. Etude d'aménagement des marchés de demi- gros de Tessaoua –Sabon Machi et Djirataoua

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 2011. Seuils d'épandage pour la valorisation des vallées dégradées expérience du sahel

Nouhou A., 2011. Zones humides et sites Ramsar

Projet de Développement des Exportations des Produits Agro-Sylvo-Pastoraux du Niger (PRODEX), 2014. Bilan des activités du PRODEX période du 1er janvier au 31 décembre 2013

République du Niger, Ministère de l'Agriculture/PUSADER, 2014. Rapport de Revue d'Achèvement du PUSADER

Volet Ingénierie sociale et marchés ruraux

FIDA, Sylvain Dardel et Martha Populin. Etude sur le fonctionnement des marchés ruraux de demi-gros et les flux de commercialisation des produits agro-pastoraux des régions de Tahoua, Maradi et Zinder

Volet Nutrition

Africare, Bakari S., 2004. Projet Initiatives de Sécurité Alimentaire au Niger (ISAN), Etude Quantitative finale – Draft

Brown K.H., Dewey K.G., 2003. Update on technical issues concerning complementary feeding of young children in developing countries and implications for intervention programs. Food and Nutrition Bulletin, 24(1)

Care international Niger, 2011. Modèle de prévention et de prise en charge non médicale de la malnutrition en milieu communautaire, Tome 3 : Recettes culinaires pour enfants de plus de 6 mois : combinaison optimale des aliments locaux

Care international Maradi, 2014. Rapport trimestriel d'activités axé sur les résultats du volet d'intégration de genre et de renforcement des capacités des groupements féminins dans le projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi pour la période janvier à mars 2014

FAO, 2013. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture.
www.fao.org/publications/sofa/fr/

FIDA, Novembre 2012. République du Niger: Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)

FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

FIDA, 2013. République du Niger: Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural, Renforcement des Capacités Institutionnelles (IRDAR-RCI) - Rapport de supervision, Rapport principal et appendices

FIDA, Novembre 2013. République du Niger : Projet de petite irrigation Ruwanmu - Rapport de supervision, Dates de la mission: 11 au 27 novembre 2013

FIDA, 2013. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport d'Achèvement

FIDA, Lassale Thierry, 2014. Rapport technique complémentaire des activités économiques des PDE, mission de supervision du Projet RUWAMU

GRET - Programme NutriNiger, Kabore C. Hainikoye I.M., avril 2014. Rapport d'étape du projet d'appui à la commercialisation MISOLA dans la zone PASADEM

Hoddinott J. et al., 2008. Effect of a nutrition intervention during early childhood on economic productivity in Guatemalan adults, The Lancet, Volume 371

Institut National de la Statistique (INS) et Macro International Inc., 2007. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger 2006. Calverton, Maryland, USA

Institut National de la Statistique (INS), 2011. Enquête Nutrition des enfants de 6 à 59 mois, Niger, mai-juin 2011 – Rapport Synthétique

Institut National de la Statistique (INS) et ICF International, 2013. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger 2012. Calverton, Maryland, USA

Institut National de la Statistique (INS), PAM, UNICEF, mai/juin 2010. République du Niger: Rapport Enquête Nationale Nutrition - Rapport Final

- Médecins sans Frontières, Daudet A., 2007. Le traitement de la malnutrition, et après? Eléments de causalité, perception du traitement et insécurité alimentaire. Bouza et Madaoua, région de Tahoua, Niger. MSF Espagne
- PAM, 2010. Chocs et vulnérabilité au Niger : analyse des données secondaires
- Poirson J, Mai 2008. Alimentation, Soins aux enfants, Représentations et Pratiques liées à la fécondité dans trois départements de la région de Tahoua - Rapport Final d'enquête qualitative. MDM, ACF
- République du Niger, 2011. Politique Nationale de Nutrition – Draft 0
- République du Niger, 2012. Initiative '3N' Pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole Durable 'les Nigériens Nourrissent les Nigériens. Plan National d'Action pour la Nutrition 2007-2015
- République du Niger, Ministère de l'agriculture - Direction de la Nutrition, 2006. Plan National d'Action pour la Nutrition 2007-2015
- République du Niger, Ministère de l'agriculture - Direction de la Nutrition, 2013. Stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique «Wadata Yara»
- République du Niger, Ministère de l'agriculture - Direction de la Nutrition, 2013. Rapport d'enquête nationale de Nutrition Niger
- République du Niger, Ministère de l'agriculture - Direction des Statistiques, 2014. Résultats définitifs de la campagne agricole d'hivernage 2013 et perspectives alimentaire 2013-2014, 37p
- Save the Children UK, 2009. Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger. Save the Children, CC/SAP, AREN, ACF, ECHO
- Scaling up nutrition (SUN), 2012. Renforcement de la Nutrition (SUN): Stratégie du mouvement 2012-2015, 15p. www.scalingupnutrition.org
- UNICEF, Carol B., 1998. Mettre en lumière les causes de la malnutrition. UNICEF, EDS
- UNICEF, Niger, 2006. Réponse à la situation nutritionnelle des enfants, bilan annuel 2006
- United nation Administrative Committee Coordination Sub Committee on Nutrition (ACC/SCN), 2000. The Fourth Report on the World Nutrition Situation. Geneva
- Victora C.G. et al., 1997. The role of conceptual frameworks in epidemiological analysis- A hierarchical approach. Int. J. Epidemiol
- Wamani H. et al., 2005. Predictors of poor anthropometric status among children under 2 years of age in rural Uganda. Public Health Nutrition

Volet Pastoralisme

- AREN/Maradi, 2013. Proposition technique pour la mise en place de kits pastoraux et suivi des bénéficiaires dans la zone d'intervention du PASADEM
- CIRAD, 2014. Les Agricultures Familiales : Une chance pour la planète
- Commission Régionale d'Aménagement du Territoire de Zinder, 2014. Schéma Régionale d'Aménagement du Territoire de Zinder (SRAT, 2012-2037)
- Direction Régionale de l'Elevage de Tahoua (DRE/Tahoua), 2012. Rapport de l'Etat des lieux Reconstitution Social du Cheptel ; PUSADER -2012
- Direction Régionale de l'Elevage de Tahoua (DRE/Tahoua), 2012. Rapport de l'Etat des lieux des caprins placés par le PUSADER au niveau de 4 communes du Département de Dakoro
- FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes
- FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes

- FIDA, 2013. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport d'Achèvement
- FIDA, Lassale Thierry, 2014. Rapport technique complémentaire des activités économiques des PDE, mission de supervision du Projet RUWAMU
- Harouna M.T., 2012. Impact de l'Opération Petit Elevage dans la Réduction de la Vulnérabilité des Femmes et des Jeunes des Grappes de BATATA et de DAN SAGA, dans le cadre du PPILDA - Mémoire pour un Diplôme de Master II
- Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique (IESA), 2011. Etude de Capitalisation des Bonnes Pratiques dans les Projets de Sécurité Alimentaire et Elaboration d'Axes Stratégiques pour les Actions Futures de l'IESA au Niger - Rapport final
- ONG Fondation TABOGHOR, 2010. Approche méthodologique pour la mise en œuvre de l'opération pilote de fabrication de blocs multinationnels
- Oxfam, Marilia Mendoça, 2012. La construction sociale d'un système public de sécurité alimentaire et nutritionnelle : l'expérience brésilienne
- République du Niger, MPAT/DC, 2012. Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015
- République du Niger, H I3N, 2012. Initiative '3N' Pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole Durable 'les Nigériens Nourissent les Nigériens'
- République du Niger, Ministère de l'Agriculture/PUSADER, 2014. Rapport de Revue d'Achèvement du PUSADER
- République du Niger, Ministère de l'Agriculture/PUSADER, 2014. Evaluation des Effets/Impacts des Actions du PUSADER sur la Sécurité Alimentaire des Populations des Régions de Tahoua et Maradi
- République du Niger, Ministère de l'Elevage (MEL), 2014. La Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (SDDEL-2035)
- République du Niger, Ministère de l'Elevage (MEL), 2014. Programme de Reconstitution Social du Bétail (Habanaye) en milieu rural (2014-2017)
- Saidou A., 2010. Analyse du profil de l'élevage et des activités de 'petit d'élevage' du PPILDA dans le cadre d'une proposition d'actions pour le PUSA/DR
- Saidou A., 2011. Dossier Technique d'Exécution de l'Opération Reconstitution du Cheptel et Activités Connexes du PUSADER
- Saidou A., 2011. Analyse de la Filière Elevage (Petits Ruminants et Aviculture) dans le contexte de justification et de propositions d'activités pour le PASADEM

Volet Société Civile Rurale Organisée

- Fédération des coopératives maraîchères du Niger (FCMN NIYA), 2013. Evaluation externe
- FERT, 2012. Le conseil agricole dans les politiques publiques au Niger
- FIDA, 2012. République du Niger: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) - Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes
- FIDA, 2012. République du Niger: Projet de Petite Irrigation RUWANMU- Document de Conception de Projet, Rapport principal et annexes
- FIDA, 2013. Processus de consultation de la société civile rurale organisée du Niger
- FIDA, 2013. Pour un partenariat efficace avec les organisations paysannes et de producteurs ruraux
- FIDA, 2013. République du Niger: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) - Rapport d'achèvement de projet, Rapport principal et annexes, 125 p

Fond Monétaire International (FMI), 2013. Niger: Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PDES 2012 – 2015

Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, 2012. Niger: Plan d'Investissement 2012-2015

République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 2008. Etude Pour La Mise En Place D'un Dispositif Intégré D'appui Conseil Pour Le Développement Rural Au Niger

République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 2013. Stratégie De La Petite Irrigation Au Niger (Spin)

République du Niger, Ministère de l'Agriculture, 2014. Stratégie De Renforcement Des Capacités Des Acteurs De La Petite Irrigation

Volet Suivi & Evaluation et Gestion des Savoirs

Abdoulaye Chirfi Haidara, 2011. Enquête SYGRI de référence PASADEM

Abdoulaye Chirfi Haidara, 2012. Enquête SYGRI de référence PPI Ruwanmu

Aminou Tassiou, avril 2014. Situation de référence du projet PPI-Ruwanmu

IFAD, Alessandra Garbero, 2014. The IFAD Impact Evaluation Initiative: Sourcebook. Statistics and Studies for Development Division

IFAD, avril 2014. RIMS, First and Second Level Result Handbook

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Janvier 2014. République du Niger: Plan stratégique de renforcement des capacités des acteurs de la petite irrigation - Rapport provisoire

République du Niger, avril 2014. Deuxième rapport annuel de mise en œuvre du PDES 2012-15

République du Niger, 2013. Questions-réponses pour mieux comprendre le Code rural

Bureau d'Etudes, de Formation, et d'Appui-conseil à la réduction de la Pauvreté (BEFAC-REP), avril 2014. Niger: Situation de référence des indicateurs du PASADEM

Telespazio Iberica, juin 2014. SIG et télédétection appliquées au programme du FIDA au Niger: Proposition technique et financière - version provisoire

PROCASUR, 2014. Renforcement des capacités des pays SUN pour promouvoir la nutrition à travers des "Routes d'apprentissage": un projet novateur au Sénégal